

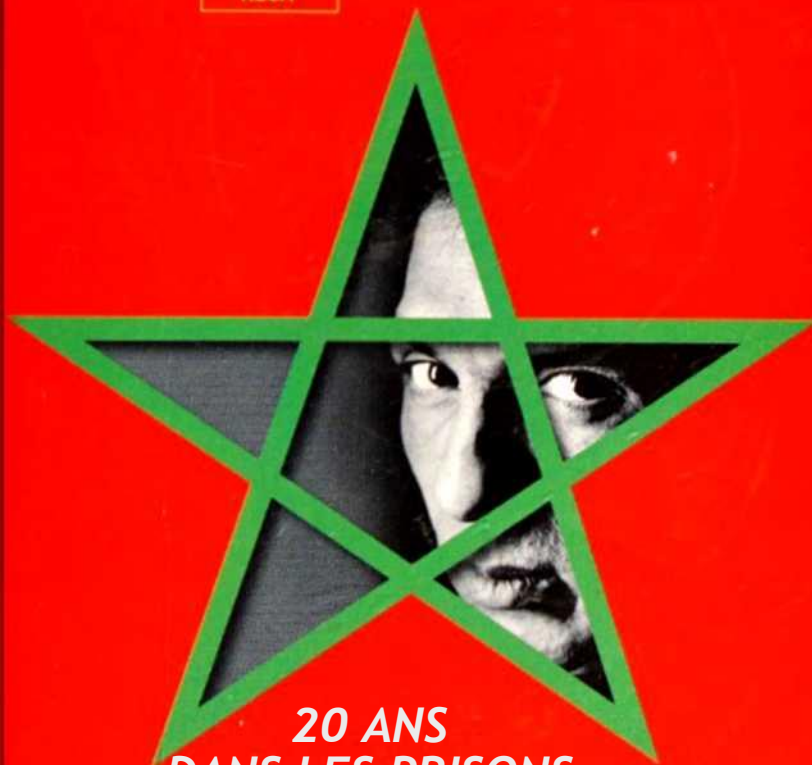


RAOUF

Oufkir

LES INVITÉS

RÉCIT



**20 ANS
DANS LES PRISONS
D'HASSAN II**

ÉDITION ILLUSTRÉE

*A ma fille, aux miens et à Nathalie, à Halima et
Achoura.*

A mon défunt ami Patrick Barrère.

*« Il s'agit à tout moment de sacrifier ce que nous
sommes à ce que nous pouvons
devenir. »*

Charles Du Bos

*« Il est des services si grands qu'on ne peut les payer
que par l'ingratitude. »*

Alexandre DUMAS

Vision

*Quelle ombre étrange dans ces yeux ouverts
Cherche en songe l'éclat du flambeau ? Que la nuit
chagrine, de ses ailes enterre, Dans un silene
empreint de tous les maux ! Quel hymne vibrant de
vœux sincères ? Chante cette âme au fond d'un
tombeau, Qui n'est pour elle que l'aimable litière,
Où s'allonge au soir le désarroi des mots !
Quel est de ces lèvres l'horrible sourire ? Éclos de
pluies amères qui noient les rires Dans le fond
sinistre du dernier adieu ? Qui pourrait sans avoir
gémi le dire, Qui saurait expliquer s'il est heureux,
Ce que cache de sens le mot : souffrir ?*

Raouf OUFKIR, 30 janvier 1983 Bir-Jdid

Prologue

Les dix-neuf années de détention féroce que nous avons subies, ma famille et moi, furent terribles mais pleines d'enseignements. Leurs étapes effrayantes, exceptionnelles de dureté comme d'émotion, ont forgé davantage que les dorures de mon enfance l'homme qu'aujourd'hui je suis. Cette « mise à mort » a été une leçon de vie.

Mon histoire, et celle de ma famille, est, pour le moins que l'on puisse dire, peu banale. Mon père le général Ouf- kir, après avoir servi dix-sept ans dans l'armée française, devient dès l'indépendance du Maroc le connétable du trône alaouite. Il sert Mohamed V avec dévotion et lui fait le serment, en Terre Sainte, de servir son successeur avec la même abnégation. D'abord aide de camp, directeur de la police et homme de confiance de Mohamed V, il est, à la mort de ce dernier, nommé ministre de l'Intérieur de son fils Hassan II. Nous avons été les intimes de Mohamed V, d'Hassan II et de leur famille. Le jeune roi et mon père œuvrèrent longtemps dans la plus parfaite entente. La vocation politique redoutable du premier et l'efficacité toute militaire du second vont se compléter pour imposer la monarchie contre le socialisme révolutionnaire. Mehdi Ben Barka, le leader charismatique de l'UNFP (Union nationale des forces populaires), défend, lui, une autre idée du

Maroc. Un cycle de violence va rythmer la vie politique du royaume. Répression et complots vont se succéder : de la conjuration de 1963 aux émeutes sanglantes de Casablanca en 1965 ; de l'enlèvement et l'assassinat de Mehdi Ben Barka à Paris la même année aux deux tentatives de coups d'État militaires de 1971 et 1972.

Le nom d'Oufkir sera révélé au monde dans l'affaire Ben Barka. D'aucuns pensent encore aujourd'hui que le ministre de l'Intérieur marocain et son adjoint de l'époque, le colonel Dlimi, ont enlevé et assassiné ce dernier... Pourtant, trente-sept ans après, ces deux coupables officiels n'ont pas suffi à clore le dossier. En 2003, une instruction est toujours ouverte ! Pourquoi le doute persiste-t-il ? Pourquoi la propre famille de Ben Barka ne se contente-t-elle pas de cette version ? Pourquoi la France, les Etats-Unis et même la Suisse refusent-ils toujours de lever le « secret défense » qui cadenasait cette mystérieuse et dramatique affaire ?

A la fin des années 1960, Hassan II, grâce à Oufkir et aux militaires, s'impose. La gauche est laminée. Un nouveau choc se profile. Cette fois-ci entre le roi et ses généraux. Hassan II veut disposer «à sa guise du Maroc et de ses richesses. Les militaires, eux, souhaitent un pouvoir certes fort mais intègre. Oufkir, que le souverain n'a jamais pu corrompre, ne cesse de mettre en garde le roi contre la dérive concussionnaire. Le roi l'affaiblit, l'isole par tous les moyens, mais ne l'écoute pas. Le passe-droit, la corruption généralisée qui minent l'Etat et discréditent le trône vont conduire au putsch de juillet 1971, la tuerie de Skhirat. Hassan II nomme alors Oufkir ministre de la Défense et major général des années mais ne change rien à sa politique. S'en suit un bras de fer terrible et éprouvant entre le monarque et son connétable. Les deux hommes se jaugent, s'épient ; c'est à qui dégainera le premier... Au printemps

1972, Oufkir échappe de justesse à un attentat. Le 16 août de la même année, le Boeing du roi est arraisonné par des chasseurs F5 de son armée de l'air. Ceux-ci ordonnent à l'appareil de les suivre et de se poser sur la base américaine de Kenitra. Mais l'avion leur échappe. Dans cette nuit du 16 au 17 août, Oufkir est assassiné au palais de Skhirat en présence d'Hassan II. Il est présenté au lendemain du coup d'Etat comme le grand prêtre de ce complot. À dater de ce jour, nous allons subir, ma famille et moi, une persécution aveugle, impitoyable, uniquement pour être les enfants et la femme de Mohamed Oufkir.

Ce trône à l'ombre duquel j'ai évolué va me jeter en prison en 1972 à l'âge de 15 ans, ainsi que ma mère et mes cinq frères et sœurs, sans jugement ni procès. Le roi qui, naguère, se comportait avec nous comme un père, soudain se transforma en bourreau. Après une tentative d'évasion désespérée, nous ne sommes sortis de notre nuit qu'en 1991. Le pire pour moi n'est pas le constat *a posteriori* de ces deux décennies d'atroces souffrances, mais de songer qu'à chaque instant, nous ignorions quelle serait la durée de notre supplice.

Trois jours après l'attaque de l'avion, nous avons été placés en résidence surveillée dans notre domicile de Rabat. Après quatre mois et dix jours, nous fumes enlevés et déportés aux confins du désert. D'abord à Assa, une ancienne caserne de l'armée française, perdue dans les sables, où nous sommes restés jusqu'en 1973, puis à Tamataght (près de Ouarzazate) dans des montagnes froides et désolées où nous serons emprisonnés jusqu'en 1977. Nous avons ensuite été incarcérés, en 1978, dans un troisième lieu, plus terrible encore : Bir-Jdid. Ce qui signifie en arabe : « le nouveau puits »...

Durant les premiers temps de notre séquestration, ma famille et moi n'avons jamais été séparés. Mais au début de l'année 1978, ma mère fut enfermée dans une cellule avec mon petit frère Abdelatif. Mes sœurs Malika, Myriam, Maria et Soukaïna en partagèrent une autre plus vaste. Halima et Achoura, occupèrent, elles, une autre geôle. Quant à moi, on m'avait réservé, tout au bout du bâtiment, la plus étroite des cellules.

Dans la nuit du 29 au 30 janvier 1978, une porte blindée se ferme lourdement dans mon dos. Nous entamons notre sixième année de détention mais le pire est à venir. Immobile, j'écoute le cliquetis du trousseau de clés, l'écho feutré des Pataugas dans le couloir, les rumeurs qui s'éloignent. Debout, au centre de ma cellule de quatre mètres sur quatre, je rassemble mes forces pour affronter un chemin de croix incommensurable. Les murs fraîchement peints d'un gris très foncé, suintant d'humidité, le plafond bas, accentuent la sensation d'oppression que suscite cet espace sans air, glauque, étriqué. Il n'y a pour toute ouverture qu'une lucarne de quinze centimètres de côté, taillée dans l'épaisseur du mur, entravée par une double rangée de barreaux, un épais grillage et une moustiquaire gluante. Ce trou d'aération donne sur un couloir ne disposant lui-même que d'une minuscule ouverture à son sommet. C'est une sorte de sas entre la première porte et celle de ma geôle. La lumière filtre difficilement au travers de tant de métal et de béton.

Je suis désormais enterré vivant, dans un sarcophage de ténèbres, de silence, qui m'engloutit pour les années suivantes. Celles-ci s'égrènent dans l'isolement le plus total, la solitude la plus complète. Une décennie en enfer. Une décennie de douleurs où rien ne nous sera épargné, de clausturation bestiale dans un cul-de-basse-fosse obscur. Du

rant les trois premières années, je ne sors jamais de ces murs. Pas même pour la traditionnelle promenade du prisonnier. Je n'ai pas le droit de voir les miens.

Cette nuit-là, lorsque la porte de mon oubliette se referme, une sensation particulière me saisit. Accroupi sur ma pailleasse, le menton soutenu par le genou de ma jambe repliée, j'entretiens en la fixant, la flamme vacillante d'une moitié de bougie. Mon ombre flotte sur les murs, le plafond paraît plus bas. Un silence absolu enveloppe ce sinistre endroit. L'éternuement, la toux d'un garde le rompent parfois, venus du haut des miradors. Mon regard se perd sur les dalles moisies. Soudain, des pas cadencés font vibrer le sol. J'ai de l'appréhension mais il s'agit, semble-t-il, de la relève de la garde qui, toutes les deux heures, emprunte une allée derrière les cellules. N'ayant pas de montre, cela me permet au moins de savoir approximativement l'heure. Quand les pas s'éloignent, il est minuit passé de quelques minutes : je viens d'avoir 20 ans. Quel sinistre anniversaire !

Mais je n'ai pas pour autant le droit de m'attendrir. Il faut que je survive. Schiller a écrit : « C'est une chance de savoir ce que l'on vaut à 20 ans. » Je suis servi, il ne peut exister de plus terrible et propice situation pour me révéler à moi-même. Je l'ai progressivement découvert.

Ce ventre de souffrance où j'ai gémi, me suis débattu, je n'y ai survécu que par la force des enseignements qui m'y furent révélés. Ces ténèbres profondes qui ont broyé mon corps, martyrisé mon âme, me délivrèrent une vraie lumière. Mais pour avoir l'opportunité de découvrir les bénéfices de la souffrance, il faut d'abord s'y adapter, dompter l'emprise qu'elle a sur les sens, l'écouter, la sonder, la comprendre. Elle dévoile des trésors insoupçonnés. Comme la coquille rugueuse de l'huître cache une perle fine, les épreuves renferment de nobles et grands préceptes.

Pour rester vivant dans ce tombeau, je n'ai d'autre choix que d'apprendre à ignorer mon corps, à canaliser mes pensées afin d'échapper au présent qui m'entoure. Depuis que l'on m'a jeté dans cette fosse sordide, j'ai engagé une sinistre partie de cache-cache avec la folie. Elle guette la moindre de mes faiblesses pour fondre sur moi, s'insinuer dans mon esprit, dévorer ma foi, consumer ma dernière espérance. Prédateur patient, infatigable, elle marche nuit et jour à mes côtés. Cette hyène affamée me traque, me piste sans relâche, me poursuit inlassablement telle une proie blessée, attendant que je trébuche pour m'achever. Elle n'espère que l'instant où je perdrais pied dans cet enfer de douleur, d'abandon, de solitude. Elle n'attend que le moment où je renoncerais pour m'abandonner à elle. Nous marchons, elle et moi, côte à côte, hors du temps, dans une autre dimension, celle de l'absurde, du non-sens.

Il ne faut pas que je m'affaiblisse ni que je renonce. Je dois absolument entretenir vivante ma mémoire, conserver présents mes souvenirs, lesquels deviendront pour les années à venir mes seuls compagnons. Aujourd'hui encore, ils m'habitent et prennent corps dans ce livre.

Un chiffon humide sur les yeux, je m'allonge sans m'endormir. J'essaie de répondre à une question lancinante : « Comment en sommes-nous arrivés là ? »

Depuis cette nuit de mes 20 ans, l'interrogation n'a pas quitté mon esprit. De quel péché, de quel crime nous sommes-nous rendus coupables pour mériter une telle torture, un tel calvaire ? Expliquer une telle barbarie relève de la démente.

Comment peut-on justifier de tels tourments infligés à des enfants, uniquement pour être ceux de leur père ? Si ce combat n'était d'évidence pas le mien, il allait le devenir. J'ai puisé ma force, mon énergie, dans l'orgueil, la fierté

de mon identité que l'on voulut exterminer. Si les miens et moi avons tenté de quitter ce monde, assommés par son injustice, ce ne fut jamais par lâcheté, mais dans le but unique de sauver les autres membres de la famille et de provoquer leur libération.

Ces pages sont le prolongement de la force insufflée par la souffrance, la confrontation à l'absurdité, à la violence des hommes. Mais c'est aussi un manifeste de foi envers d'autres hommes, ceux qui nous ont apporté leur tribut d'humanité pendant notre réclusion et après, et envers l'amour fraternel et filial, source de vie qui jamais ne nous a abandonnés.

En n'oubliant jamais qui j'étais, je le criais à celui qui me persécutait, et continuais de l'être, quel que soit son acharnement à me briser. Peut-être que si j'avais eu à lutter seulement pour moi j'aurais faibli. Me battre pour mon nom, contre une telle injustice, pour le principe d'exister, pour la pérennité des miens, alimenta ma rage de survie, ma détermination à résister.

J'avais eu 20 ans dans la nuit, pourtant ma vie était déjà pleine de contrastes puissants, d'événements peu communs. De l'intimité des puissants à la solitude des cachots, elle avait mûri prématurément. Durant ces années d'isolement, je n'ai eu de cesse de revisiter minutieusement les souvenirs qui l'ont jalonnée.

J'ai fait de mon supplice un souvenir précieux, un souvenir qui m'aide à vivre, une source de courage que je voudrais, aujourd'hui, partager avec celui ou celle qui lira ces lignes qui ne sont pas seulement une trace d'encre mais l'empreinte d'une vie.

Chapitre I

Le château de sable

Un an après l'attaque du palais royal de Skhirat, en juillet 1971, un second coup d'Etat militaire ébranle le Maroc. Le 16 août 1972, l'arraisonnement du Boeing d'Hassan II par des chasseurs des Forces aériennes royales se solde par un drame. Ces deux complots successifs aux conséquences irréversibles, aujourd'hui encore, conditionnent la vie politique et l'évolution sociale du royaume chérifien. Ils marqueront profondément Hassan II tant d'un point de vue personnel que politique. Si, à la suite du premier putsch, le roi n'a presque rien changé dans sa façon de gouverner, le second l'a ébranlé et l'a contraint à s'interroger, à se remettre en question. Certes, Hassan II n'infléchira pas sa politique dans l'immédiat mais son intelligence pointue sait qu'à un moment ou un autre il devra s'y résoudre. Avant, il va faire le ménage. Et éliminer un à un, d'une manière ou d'une autre, tous ceux qui ont osé ou oseront se dresser contre lui. Il va préparer avec un talent hors du commun l'échéance d'une éventuelle ouverture, vitale à sa survie.

Pour l'instant, Hassan II doit faire face au désert politique où l'a plongé le coup d'Etat du 16 août.

Le souverain sait que la gauche marocaine s'est alliée à Outkir pour le renverser. Que la France et les États-Unis

ont donné leur feu vert. Que des membres de sa propre famille ont poussé mon père à agir ! Que son propre entourage, ses conseillers, de nombreuses personnalités civiles et militaires sont complices ! Hassan II va serrer les dents, ravalé sa rancœur, contenir sa rancune. Il n'a pas le choix. Il lui faut minimiser les dégâts, diaboliser Oufkir pour qu'aux yeux des Marocains l'ampleur de cette conjuration passe pour l'action d'un nouveau Iznogoud, méchant vizir qui rêvait de devenir calife à la place du calife. Le roi n'a plus qu'un seul but, prendre sa revanche contre ce beau monde qui se traîne à ses pieds, lui baise les mains et pourtant l'a trahi.

Hassan II ne travaillera plus qu'à son absolutisme. Il se veut monarque de droit divin, autocrate incontesté de tout un peuple. Il va mettre en œuvre son génie, sa cruauté, sa ruse et sa fortune pour arriver à ses fins. Chaque fois qu'il aura besoin de défouler sa rage, sa soif de vengeance, il le fera sur la veuve et les enfants d'Oufkir. Il déversera sur nous la haine qu'il ne peut exprimer ni à son entourage, ni aux alliés que la nécessité politique lui impose. Ce que l'on a bien voulu appeler « le complot d'Oufkir » va définitivement finir d'aigrir, d'endurcir Hassan II. Le 16 août va transcender chez lui la volonté de s'imposer en maître absolu. Ce deuxième coup d'Etat en un an aguerrit le monarque, mais blesse l'homme au point de tuer son humanité. S'il marque un tournant décisif dans l'histoire moderne du Maroc, ce 16 août 1972 est d'abord pour moi la mort d'un père, la fin d'un monde.

Le malheur me frappait ! Du moins était-ce la conviction primaire de l'adolescent que j'étais, la conclusion hâtive, naturelle, de mon accablement. Les événements exceptionnels de mon passé récent, de mon existence à venir, allaient me prouver que j'étais marqué par le destin...

Ce n'est que plus tard, à la lumière d'un parcours terrible, magnifié, que j'embrasserai toute la force de ce mot et que je comprendrai la différence entre souffrir de grands maux pour de grandes choses et souffrir pour de communes affaires ! La souffrance ne se quantifie pas. De quelque ordre qu'elle soit, ses symptômes physiques sont les mêmes, le fardeau de ses angoisses égal. Je n'aurai jamais l'indécence de penser que la douleur d'une mère qui perd son enfant est moindre que le fut la mienne. Mais de la raison qui la suscite dépend l'attitude de celui ou de celle qui la subit. D'aucuns ont prétendu que le martyr conduit à la volupté. Je dirais plutôt qu'il y a de la volupté à défendre un bon droit, une juste cause, de l'élévation à souffrir pour eux. Lorsque l'on se bat pour un principe plus précieux que sa vie, aucune mort ne vous fait peur, aucune tyrannie ne ploie votre volonté. Que de puissants s'abattant sur un démuné sont surpris de voir leurs coups injustes renforcer leur victime, la grandir ! La force brutale rompt souvent devant la foi.

Au lendemain de ce 16 août, le meurtre d'Oufkir n'a rien apaisé la colère royale. La fureur d'Hassan II va donc fondre sur nous. La mort du père ne suffit pas ; le roi se paye sur le calvaire des enfants. Le nom d'Oufkir devient maudit. Il veut l'effacer comme on éradique une maladie, un virus, un microbe ! Ce genre de méfait ne s'improvise pas. Cette ignominie a besoin d'un complot du silence pour accomplir ses œuvres. Le roi désire nous donner en exemple à tous ceux susceptibles de vouloir le renverser. Le message est limpide : au-delà de leur propre mort, ce seront leurs enfants qui paieront. Dans une indifférence due à la peur ou à l'intérêt, tous ceux qui nous ont connus, Marocains ou étrangers, vont dès lors nous renier, nous oublier. Maudits, diabolisés. nous allons disparaître de la

vie, des mémoires. Nous allons sombrer, ma famille et moi, dans une nuit interminable.

Le lendemain de l'attaque du Boeing, le 17 août 1972, l'agence officielle d'information (h MAP) annonce : « À 0 h 30, le général Oufkir s'est suicidé à l'état-major, d'une balle dans la tête. >> Ce communiqué laconique est destiné à faire croire qu'il s'agit d'un suicide de loyauté. Oufkir, se sentant déshonoré, par une seconde tentative de l'année dont il a la charge, aurait lavé sa honte en se donnant la mort. En fait, le régime hésite à avouer une seconde rébellion de l'armée en un an. Comment expliquer qu'Oufkir, le fidèle parmi les fidèles, se soit dressé à son tour contre son roi ?

A notre domicile de Rabat, allée des Princesses^{1 2}, les condoléances donnent lieu à un incessant va-et-vient. Le Premier ministre, le gouvernement, les conseillers du roi, ses proches, des membres de sa famille viennent soutenir ma mère, « s'associer » à notre deuil... Lalla Aïcha, la sœur aînée d'Hassan II, se recueille sur le cadavre mitraillé de mon père. La main inerte et ensanglantée d'Oufkir dans la sienne, la princesse se désole :

— Général, pourquoi avez-vous fait ça ?

Parmi les premiers arrivés, Abdessalam Guessous. Cet homme d'affaires, éditeur, est un proche de Allai El Fassi² C'est aussi un intime d'Oufkir et son épouse Mania est la meilleure amie de ma mère. Mes parents les considèrent, sa femme et lui, comme des alliés fidèles. Depuis des années ^{1 2}

1. Cette rue du quartier résidentiel du Souissi rappelle sans doute ainsi parce que deux des sœurs d'Hassan II y habitent. Le roi y possède également une villa à moins de 400 mètres de la nôtre.

2. L'un des leaders nationalistes signataires du manifeste de l'indépendance, membre fondateur avec Mehdi Ben Barka de l'istiglal.

déjà, Guessous est le contact discret, permanent, entre le général et Allai El Fassi. Il découvre la dépouille de son ami criblée de cinq balles : une dans le dos au niveau de la clavicule, la seconde dans le foie, la troisième dans le bras, la quatrième dans le cœur, la dernière enfin, tirée dans la nuque, est ressortie par l'œil gauche. Ces impacts, irréguliers dans leur précision, sont révélateurs. Un initié aux amies à feu ne s'y tromperait pas : Oufkir a été abattu par deux tireurs ; l'un rompu au maniement du revolver a touché des organes vitaux ; l'autre, moins expert, a tiré avec rage et inefficacité. Guessous convainc ma mère de lui remettre la tenue militaire dans laquelle a été tué son mari.

— Il faut conserver, lui dit-il, la preuve de l'assassinat du général ! Donnez-moi cette tenue ; je vais la mettre à l'abri dans le coffre d'une banque à Gibraltar. Mais avant je vais la montrer à Allai El Fassi et à quelques autres !

Lorsque nous disparaîtrons, Guessous, sous la pression de sa femme, remettra l'uniforme aux hommes d'Hassan II. Et son épouse détournera, avec l'aide des autorités, l'argent que ma mère avait investi avec elle. Ces gens que nous croyions des amis nous ont vendus par peur du système, et par amour de l'or. Ce ne seront pas les seuls.

Pendant trois jours la société du pouvoir défile chez nous. Sa présence est un paradoxe en ces lendemains de coup d'Etat, que ne comprendraient pas ceux à qui échappent les subtilités du Makhzen. C'est Hassan II lui-même qui a ordonné :

— Que tout le monde aille présenter ses condoléances à Fatema Oufkir, sauf les militaires ! Ils peuvent cependant se faire représenter par leurs épouses.

Deux officiers supérieurs vont pourtant faillir aux ordres : le colonel Demnati (ex-gouverneur de Marrakech), directeur de cabinet d'Oufkir au ministère de la Défense et le lieutenant-colonel Aaroub. le bras droit de mon père

à l'état-major des FAR¹. Tous deux en tenue militaire arborent décorations et épaulettes, m'embrassent et me serrent dans leurs bras, pour me transmettre la force d'un chagrin viril. Ils ont partagé avec Oufkir les ultimes heures qui le séparaient de la mort. D'une allure imposante, circonstanciée, ils demandent au su et au vu de tous, à présenter leurs condoléances à ma mère :

— Mon colonel, dis-je en m'adressant à Aaroub, je vais vous faire passer dans un salon... Ce sera plus discret...

— Nous ne sommes pas venus pour nous cacher ! me rétorque-t-il.

Au lendemain du 16 août, Demnati, déjà peu apprécié d'Hassan II, sera mis à la retraite anticipée, tout comme une centaine de hauts gradés.

Le lieutenant-colonel Aaroub, au sujet duquel mon père ne tarissait pas d'éloges, sera, lui, suspendu pour un moment de ses fonctions, puis rappelé par Hassan II.

Le roi, à la fin de sa vie, le fera général de brigade. Cet officier compétent, cultivé, intègre, est aujourd'hui général de division, et jouit de la confiance de Mohamed VI et du respect de ses pairs.

Aucun communiqué officiel n'a, pour l'heure, incriminé formellement le général Oufkir dans la tentative de coup d'État. Hassan II cultive le doute. Ce silence du palais encourage les moins téméraires à venir nous présenter leurs condoléances. Ils sont nombreux à se déplacer, suivant ainsi l'exemple des plus hautes personnalités du pays. Certains ne sont là que pour rapporter ce qu'ils verront ou entendront. D'autres, paralysés par leur lâcheté proverbiale, ne franchiront pas notre seuil. On ne peut que sourire et se

1. Les Forces armées royales.

rappeler le philosophe qui a dit : « Ceux qui sont venus m'ont honoré, ceux qui ne sont pas venus m'ont fait plaisir ! >> Hadj El Machat, le chef du corps des pompiers, se transforme en véritable maître de cérémonie de ces funérailles. C'est un Berbère de la confédération des Zaïans, comme mon grand-père maternel qui. en ami. le met en garde :

— Tu n'es pas obligé de t'exposer de la sorte. Tu risques ta place.

— Sa Majesté me connaît, répond-il. Je ne fais pas de politique. Et j'ai mes principes ! Même si nous ne nous fréquentions pas assidûment, Oufkir était mon ami, et je lui dois bien ça.

Hadj El Machât restera en poste jusqu'à la fin de sa vie. Jamais il ne faillira à son amitié.

Seuls nos vrais amis sont en fait venus spontanément. Les grandes épreuves sont généralement accompagnées d'immenses déceptions. Je remercie le ciel de n'avoir pas eu à me plaindre de mes copains d'enfance ou de lycée, tous là pour me soutenir.

Nous recevons, ma mère, Malika et moi, les gens venus présenter leurs condoléances. Je les accueille à la porte pour les introduire. L'une de mes sœurs. Myriam, épileptique, est alitée. Les petits. Maria. Soukaina et Abdelatif sont restés chez une amie de ma mère parce que nous voulons leur épargner un traumatisme. Lorsque le rythme des arrivées me le permet, je retrouve la compagnie rassurante de jeunes gens de mon âge. Je dois aussi accueillir des représentants de tribus berbères du Moyen Atlas d'où vient ma mère, et celles du sud-est du Maroc d'où est originaire mon père. Ces hommes rudes, authentiques, ne comprendraient pas que le mâle de la famille ne reçoive pas leurs hommages pour les transmettre à la veuve du défunt. Les gardes du corps de mon père les font patienter sous une tente caïdale.

Lorsque j'y pénètre, je suis impressionné de voir se lever une soixantaine de colosses en turban grandis par l'amplitude de leur burnous de laine. Un par un, ils me donnent l'accolade. Il y a plus de solennité dans leur attitude que de tristesse. Leurs poignées de main longues, fermes, ressemblent davantage à des félicitations qu'à des condoléances : « Ton père est mort en homme... Sois un homme ! >>

Lorsque je quitte la tente, Moulay Ali, le factotum de mon père, m'emboîte le pas et me chuchote :

— Saïd est là. Il veut te parler, ça urge ! il doit repartir au plus vite !

Malgré la fatigue, les émotions accumulées, cette nouvelle ne me laisse pas indifférent. Que peut bien faire Saïd ici ? Ce petit homme frêle, basané, au regard perçant, est un orphelin adopté par mon grand-père paternel, le Pacha. Il a étudié et, sur les conseils de mon père, s'est engagé dans la guerre d'Algérie aux côtés du FLN. Il est aujourd'hui un proche du président Boumediene. C'est à ce titre que sa présence m'intrigue. Moulay Ali m'entraîne vers la salle des machines de la piscine. Saïd, les yeux humides, me serre dans ses bras. Ses condoléances sont sincères. Il se sent toujours de la famille bien qu'il vive dans sa seconde patrie, l'Algérie.

— Je suis porteur d'un message du président Boumediene pour ta mère. Il serait préférable que je la voie discrètement... Est-ce que tu peux arranger ça ?

— Oui, bien sûr... Mais pour la dérober à tous ces yeux, ça peut prendre un moment. Viens, suis-moi !

Je demande à Moulay Ali de rester avec lui dans le vestiaire de la piscine.

Dans le salon bondé, vêtue de blanc, les yeux rougis. Fatema est assise à même le sol sur un tapis de prière. Elle est épuisée, effondrée par le chagrin. Je me penche sur elle.

elle m'ouvre les bras, sanglote dans mon cou. Je lui glisse à l'oreille :

— Il faut absolument que tu trouves un prétexte pour être dans un quart d'heure dans ta chambre. Quelqu'un d'important veut te voir...

Hébétée de douleur, affaiblie par le manque de sommeil, écrasée par sa peine, elle me presse simplement la main en signe d'acquiescement. Je monte à l'étage. Dans la chambre de mes parents, je surprends leur femme de chambre pleurant à chaudes larmes devant une photographie d'Oufkir¹. Elle s'épanche un moment sur mon épaule. J'en appelle à toutes mes forces pour contenir, moi aussi, le désarroi qui me submerge. Je tire les rideaux des fenêtres visibles du jardin, redescends, me rends dans le débarras voisin pour y prendre une boîte à outils et un bleu de travail.

Je rejoins les vestiaires, me faufilant discrètement entre le mur d'enceinte et les cyprès qui le bordent. Moulay Ali et Saïd me regardent, interloqués.

— Tiens, enfile ça, dis-je à Saïd en lui tendant une combinaison. C'est le seul moyen que j'ai trouvé pour te faire passer inaperçu...

Je demande à Moulay Ali d'appeler le standard pour quérir un plombier.

— Dis-leur qu'il y a une fuite à l'étage.

Je rappelle le standard pour expliquer qu'il y a eu confusion.

— Ça n'est pas la peine de vous déranger, dis-je. Un plombier est déjà là. Merci !

Je demande au garde du corps de mon père de faire passer Saïd par les cuisines pour qu'il accède aux appartements.

1. Dans la famille, pour désigner mon père, nom avons très souvent dit simplement << Oufkir ».

Je les précède en espérant que ma mère sera au rendez- vous. Tout se déroule sans encombre.

— Madame, je suis venu vous transmettre les sincères condoléances du président Boumediene. Il vous assure de son amitié, de son soutien. Ses liens avec votre mari débordaient le cadre politique. Sa démarche est strictement personnelle, affective. Le président vous fait dire que l'Algérie vous est ouverte, que si vous le souhaitez une maison et tous les moyens nécessaires seront mis à votre disposition.

Ma mère le remercie :

— Je n'ai jamais douté que le président soit un homme d'honneur. Son geste ne m'étonne pas et me va droit au cœur. Mais en tant que grand patriote, il ne peut ignorer la signification politique que prendrait son offre si je l'acceptais. Même mue par l'amitié, son invitation ne manquerait pas d'être dénaturée par les ennemis de mon mari. Mes enfants et moi n'oublierons jamais l'attention du président en ces moments dramatiques que nous traversons. Veuillez lui dire ma considération, ma reconnaissance.

Le 21 août, plus de quatre jours après le coup d'État, Hassan II donne dans une conférence de presse sa version des événements. Il fait attendre 160 journalistes en arrivant avec une heure et demie de retard. Le souverain chérifien a toujours dédaigné la ponctualité, sans doute parce qu'elle est, comme le disait Oscar Wilde, tueuse de temps.

Les médias internationaux l'assiègent de questions. Hassan II ne cache pas sa mauvaise humeur. Il se montre agressif, familier, impoli, traite Jean Lacouture de produit du colonialisme au même titre qu'Oufkir ! Le roi, mal à l'aise, explique comment son ministre s'est tué :

— Il a tiré son revolver. Les personnes présentes (le colonel Dlimi et le général Moulay Hafid, ministre de la

Chancellerie et du Protocole) ont essayé de l'en empêcher. Il s'est mis à tirer à tort et à travers, à telle enseigne que je peux, pour les esprits chagrins en mal de copies d'Edgar Poe, leur montrer encore les traces des balles dans le plafond. Hassan II poursuit : il a même failli tuer ou blesser une des personnes qui l'empêchait de se suicider. La dernière balle lui a été fatale.

Un journaliste va prendre de court le souverain en l'interrogeant sur un éventuel envoyé du président Boumediène venu présenter ses condoléances à la famille Oufkir. Hassan II, décontenancé, tente de dissimuler son exaspération.

— Si c'était le cas, j'en serais le premier informé ! (le roi fait référence aux frontières fermées depuis le coup d'Etat). Je tiens à vous dire que mon ami le président Boumediène a été le premier à m'appeler pour prendre de mes nouvelles et me féliciter de m'en être tiré !

L'empressement du chef de l'État algérien a-t-il été purement amical ? Connaissant les caractères diamétralement opposés des deux hommes, et leurs divergences, j'en doute. J'aurai l'occasion de revenir sur la question, d'approfondir cette fameuse conférence de presse d'Hassan II... Parce que certains propos du roi passés inaperçus à l'époque s'éclairent aujourd'hui d'un jour nouveau.

Toute la nuit du 17 au 18 août, notre maison ne désemplit pas. Ma mère prétextant la fatigue s'éclipse par intermittence dans sa chambre. Nous nous relayons pour briller des dossiers, des documents, des photos. Ce que nous avons sommairement parcouru avant la destruction était si compromettant pour beaucoup de monde que ma mère s'en défait avec le même empressement qu'elle a toujours eu à se tenir à l'écart des souillures de la politique.

— Debarrassons-nous de tout ça ! Rien ne me rendra mon mari ! Tout cela ne nous regarde pas ! Si ton père avait jugé bon de révéler ces vérités, il l'aurait fait de son vivant.

Je conserve tout de même un papier et deux correspondances retrouvées dans la poche du dernier costume qu'Oufkir a porté. C'est une liste de noms écrite de sa main. Quatre colonnes noircies sont titrées : Conseil national de régence (que certains s'empresseront de déformer en Conseil national de la révolution).

J'essaie aussi de mémoriser le maximum d'informations avant de brûler cette montagne de papier. J'insiste auprès de ma mère pour que nous conservions quelques dossiers mais elle ne veut rien entendre. Sans doute a-t-elle davantage conscience que moi du danger que représente cette masse de renseignements ultrasensibles. Elle et moi sommes persuadés que mon père a emporté les secrets les plus cruciaux du Maroc dans sa tombe.

Au fur et à mesure de cet autodafé qui durera toute la nuit, je ne peux m'empêcher de me questionner sur l'attitude impassible de mon père lorsque, vivant, il supportait calomnies et diffamations sans se défendre. Les vérités qu'il détenait auraient pu le laver de tant de choses !

Je vois défiler des dizaines de photos des camps où le parti l'Istiqlal avait concentré tous les vieux caïds du protectorat, vieillards vêtus d'un simple sac de jute troué à l'encolure, les mains sur la tête, enfoncés jusqu'au menton dans des fosses à purin. Leurs crânes rasés, peinturlurés d'iode, émergent difficilement des excréments. Leurs cous fripés sont meurtris par l'épaisse corde qui les étrangle et les relie. Sur d'autres photographies, je vois Dar Bricha, le centre de torture du parti. Une multitude d'images, de dossiers, témoignent des assassinats perpétrés par l'Istiqlal à l'aube de l'indépendance et après. La guerre de l'ombre

que le parti de Ben Barka a implacablement menée pour éliminer physiquement ses rivaux est une réalité. Je parcours des pages et des pages de révélations sur des personnages de premier plan, appartenant au régime autant qu'à l'opposition, preuves de la corruption généralisée.

Je découvre l'organigramme de la création de la police politique marocaine, les fameux Cab 1, 2, 3, etc. La propagande du palais, de l'opposition confondue parfois dans des intérêts communs, a toujours entretenu un mensonge éhonté, imputant la création des Cab à Oufkir. La vérité est autre. C'est l'Istiqlal qui est à l'origine de la police politique. À l'indépendance du Maroc le premier directeur de la Sûreté nationale s'appelle Mohamed Laghzaoui. Homme de l'Istiqlal, ami personnel de Allai El Fassi, il a créé, sur instruction des barons du parti dont Mehdi Ben Barka, une police parallèle, les Cab. commandos occultes qui ont liquidé la résistance urbaine et sa principale organisation le « Croissant noir », très actif à Casablanca. L'Istiqlal profite de cette guerre de l'ombre pour éliminer ses principaux rivaux. Mohamed Laghzaoui aura comme bras droit dans les Cab un certain Driss Assar qui, en ce 16 août 1972, dirige la Sûreté nationale. Lorsque, en 1960, Laghzaoui a été remplacé par Oufkir, ce dernier, tout en refondant la police nationale sur le modèle des services français, a conservé les Cab. Il hérite de ces « brigades spéciales » créées par l'Istiqlal. La septième brigade, l'unité de torture du parti, continue d'être dirigée par le même homme, « Halouf>>, qui officiait à Dar Bricha, le centre d'interrogatoire de l'Istiqlal. Les relations amicales qu'Oufkir a entretenues avec de nombreux politiques et militaires de l'Hexagone, lui ont permis d'obtenir une coopération intensive et le ministre gaulliste Roger Frey, son ami, accepte qu'il conserve en poste 350 policiers français pour

former et encadrer la jeune police du Maroc fraîchement indépendant.

Ainsi sont créées les CMI (compagnies mobiles d'interventions) l'équivalent des CRS français et la 13LS (brigades légères de sécurité) qui deviendront plus tard les GLS (groupements légers de sécurité). Ce sont des unités d'élite inter-armes, encadrées par des sous-officiers tous issus de l'armée française. Cette force de 3 500 hommes est équipée de véhicules blindés et de chars légers. Les GLS sont cantonnés principalement à Rabat et Casablanca. Ils sont l'atout maître du régime en cas de « coup dur »... La gendarmerie royale dispose, elle aussi, d'unités de maintien de l'ordre, capables de faire face à un coup d'Etat. D'autres services vont être créés. Toujours calqués sur ceux de l'ancienne puissance de tutelle. Les Renseignements généraux, la DST (Direction de la sécurité du territoire), la DGED (Direction des études et documentation) équivalent au SDECE français, l'actuelle DGSE. Mais la constante du régime est de multiplier les services et de les mettre en concurrence. Tout le monde surveille tout le monde. Ceux qui ont prêté à Oufkir une toute puissance dans la confiance du roi, sont naïfs ou ne connaissent rien au Makhzen.

Le 18 août à l'aube, 200 personnes assistent à la levée du corps de mon père, ma mère embrasse une dernière fois son mari. Selon la tradition musulmane, elle n'assistera pas, non plus que ma soeur, à l'enterrement. Lorsque, à mon tour, je me penche sur lui pour un baiser d'adieu, son visage sans vie s'habille d'une étrange expression. Un rictus ironique, comme une espèce de sourire désabusé, se dessine sur ses lèvres. Sans doute est-ce l'ultime expression qu'Oufkir a livrée à ses assassins.

Un avion militaire est mis à disposition pour emmener le corps d'Oufkir dans son désert natal. Un cortège funèbre d'une douzaine de voitures nous conduit à la base aérienne de Rabat-Salé. Au moment où l'ambulance qui transporte le cercueil franchit le portail de la base, les officiers et les soldats de garde saluent militairement son passage. J'embarque à bord du Dakota accompagné de mon grand-père maternel, et de quelques proches. Le cercueil est installé à mes pieds dans l'allée centrale. Le commandant m'invite à m'asseoir dans le cockpit. Je lui sais gré de m'éloigner de ce cercueil duquel je n'arrive pas à détacher mes yeux. A l'aérodrome de Ksar Souk, des officiels, avec à leur tête le gouverneur de la province, nous attendent. Je découvre un détachement de l'armée venu présenter les honneurs. Une Jeep de la gendarmerie royale ouvre la route au cortège de voitures. Le village natal d'Oufkir se trouve à quatre-vingts kilomètres de là, en plein désert. Je pensais que ces obsèques se dérouleraient en catimini. Le flou et la comédie continuent...

Plus tard, lorsque le masque tombera, la ville de Ksar Souk sera débaptisée par Hassan II de son nom ancestral pour devenir Rachidia, du nom de son plus jeune fils, le prince Moulay Rachid. A dater de la mort d'Oufkir, cette région sera aussi privée du moindre budget pour subsister et se développer, son village natal sera peu à peu vidé par un exode bien compréhensible. Si les faveurs royales font fleurir l'or sous les pieds des courtisans, la malédiction du monarque privera de pain d'humbles gens parce qu'ils sont de la même tribu qu'Oufkir. La tombe du général sera gardée nuit et jour par un poste de gendarmerie. Jusqu'à sa mort, Hassan II s'assurera même que personne ne puisse venir s'y recueillir. Aujourd'hui encore, la sépulture de Mohamed Oufkir est isolée par des forces de l'ordre.

Je n'oublierai jamais les funérailles. Le gouverneur en grande tenue y assiste. Dans un petit cimetière blotti entre les hauteurs d'un ksar¹ et la lisière d'une oasis, une foule piétine, hurle de tous ses poumons la prière des morts. Le soleil à son zénith donne à la poussière qui s'élève un panache marbré. Les gardes du corps d'Oufkir portent avec moi le cercueil, le mettent en terre près de son père le Pacha, sous la coupole dérisoire d'un petit mausolée délabré, flétri par les sables.

Ces hommes, que j'ai toujours connus impassibles, pleurent comme des enfants. À distance, autour du cimetière, sur les terrasses d'un cirque ocre, des femmes lancent des youyous déchirants. Lorsque la première pelletée ensevelit l'enfant du pays, le guerrier mort en guerrier, tombé sous les balles, les détonations de fusils archaïques servant aux fantasias font écho aux chants des villageoises. Dans la tradition berbère, c'est un ultime honneur que de succomber à la mitraille. L'islam garantit aux assassinés l'absolution de leurs péchés.

Le gouverneur et une centaine de personnes s'attablent chez le caïd. Au coucher du soleil, je rends visite à ma grand-mère paternelle, Naâ, qui, selon la tradition, est restée dans sa bâtisse de terre cuite entourée des femmes de son village. Lorsque je la serre dans mes bras, je sens trembler son corps sec. Son visage buriné est blafard. Son regard, d'habitude vif, éteint. Sa dignité n'a d'égale que la douleur qu'elle dissimule. Un mois avant sa disparition, mon père l'a fait jurer devant moi de ne pas verser une larme s'il mourait en soldat. « Mais si je meurs en lâche, lui avait-il dit, alors pleure jusqu'à en perdre la vue ! »

1. Village fortifié de l'Afrique du Nord

Blême comme le linceul qui lui arrache son fils, Naâ tient parole.

Je ne reverrai hélas jamais plus cette femme admirable de courage, de sagesse, de dignité, qui n'a jamais quitté son désert, ni accordé d'importance aux choses matérielles. Son caractère bien trempé, sa foi fervente lui ont toujours conféré une aura particulière. Durant toute sa vie, elle sera sage-femme, confidente et matriarche de son village. Les gens la glorifient aujourd'hui encore comme une sainte.

Dans l'après-midi du 18 août, soit deux jours après le coup d'Etat, le pouvoir lève le voile sur l'implication d'Oufkir. Ce n'est qu'une fois le général enterré que le palais rompt le silence. Le ministre de l'Intérieur Benhima parle d'un suicide de trahison. Il explique comment le général Oufkir s'est tiré trois balles dont la dernière fatale... Trois, alors que j'avais vu plus d'impacts. La sinistre comédie du mensonge se poursuit.

Le 19 août, Hassan II réunit au palais royal de Skhirat les militaires de haut rang. Il leur explique comment Oufkir a voulu abattre son avion et introniser son fils, le prince héritier Sidi Mohamed, âgé de 10 ans. 11 aurait alors gouverné le Maroc en présidant le conseil de régence jusqu'à la majorité du futur Mohamed VI. Le monarque annonce aussi à son armée sa décision de supprimer les postes de ministre de la Défense et de major général des FAR qu'occupait Oufkir : c'est lui qui, dorénavant, assumera personnellement ces deux fonctions. Hassan II compte reprendre les militaires en main. Son armée ne l'aime pas et le souverain chérifien, jusqu'à la fin de son règne, le lui rendra bien. Il sautera, dès 1973, sur l'occasion inespérée de la guerre du Kippour pour éloigner les militaires les plus suspects à ses yeux. Un fort contingent de Marocains sera envoyé combattre Israël aux côtés de l'Egypte et de la Syrie.

Sur le Golan, dans le Sinaï, certains officiers jugés dangereux seront, ni plus ni moins, abattus dans le dos... À la cessation des hostilités, les troupes marocaines resteront sur place durant de longs mois.

Les purges qui ont suivi le 16 août ne suffisent pas à rassurer le monarque. En 1975, avec l'affaire du Sahara, il se débarrassera définitivement de la menace militaire en parquant son armée dans les sables du désert. C'est volontairement que Hassan II nommera à leur tête un commandement démotivé, inefficace, corrompu. Les pertes marocaines seront lourdes. Lorsque les unités des FAR, encerclées, pilonnées, écrasées par le feu ennemi, appelleront l'aviation à la rescousse, on leur répondra : « Sa Majesté dort, on ne peut pas la réveiller. >> Depuis l'attaque de son Boeing par les F5, aucun appareil de l'armée de l'air ne peut en effet décoller sans l'autorisation expresse du roi. Ce 19 août 1972, le souverain chérifien, en s'adressant aux chefs militaires convoqués à Skhirat, leur signifie donc qu'il va leur en faire baver !

Le 20 août, Hassan II renchérit avec un discours au peuple. Une fois de plus le message est limpide, la menace claire : « Dieu m'a mis sur le trône pour préserver la monarchie... Le rite musulman malékite m'autorise à faire périr le tiers de la population polluée par des pensées hérétiques afin de sauvegarder les deux autres tiers du peuple sains ! » Au cours de cette allocution d'une vingtaine de minutes, le roi ne prononce pas le nom d'Oufkir. Un déni d'existence que beaucoup entendent : son silence est des plus parlants.

Le même jour le roi envoie Driss Hassar, directeur de la Sûreté nationale, informer ma mère que la maison doit être bouclée. Les amis qui désirent rester le peuvent, à condition de ne plus sortir de l'enceinte de la villa. Seuls quelques

membres de la famille, trois amis et les membres du personnel restés fidèles choisissent de s'enfermer avec nous.

Cette première séquestration est rythmée par des interrogatoires nocturnes interminables. Le commissaire Youssoufi Kaddour, chef de la Brigade spéciale du tristement célèbre commissariat de Derb Moulay-Chérif à Casablanca, et son équipe de quinze inspecteurs, enquêtent inlassablement sur le complot du 16 août. Le commissaire est petit, dégarni, ventru, huileux. Son visage est bouffi. Ses yeux enfouis dans la graisse brillent d'une malice diabolique. Ma mère, sous calmants, est interrogée avec une déférence cynique qui ne cache pas l'opiniâtreté des plus fins limiers d'Hassan II.

— Que savez-vous des contacts entre l'opposition et le général ? En particulier ceux établis avec le fquih Basri ? Pouvez-vous nous confirmer les entrevues que votre mari a eues avec Abderrahim Bouabid, et Allai El Fassi ? Que savez-vous d'une correspondance qui cite Abderrahman Youssoufi dans cette affaire ? Quelles sont vos relations avec Abraham Serfaty ? Son fils Maurice est un ami de vos enfants, un intime de votre maison...

Driss Hassar insiste aussi pour savoir ce que sont devenus la tenue militaire dans laquelle est mon Oufkir et le certificat de décès dressé par un médecin français.

— Hajja¹, Sa Majesté vous demande de nous remettre la tenue dans laquelle le général est mort.

— Je l'ai brûlée, elle était trempée de sang et commençait à pourrir.

Hassar. d'une voix blanche, confie à ma mère :

— C'est terrible, Hajja. mais Sa Majesté m'a dit : « lorsque tu demanderas à Fatema la tenue, elle te répondra qu'elle l'a brûlée... » !

1. Titre honorifique et marque de déférence de ceux qui ont fait le pèlerinage de La Mecque (à 27 ans. Fatema Oufkir avait déjà fait ce pèlerinage sept fois).

Hassar était un habitué de notre maison, ma mère le regarde droit dans les yeux :

— Dites à Sa Majesté que tout ceci est ridicule. Oufkir a été assassiné, personne n'est dupe... Le reste n'est qu'hy-pocrisie.

Une équipe de la police scientifique viendra récupérer les cendres de la chaudière en espérant y découvrir des résidus de tissu portant des traces de sang et vérifier si ce ne sont pas ceux d'une tenue de substitution.

Quelques semaines plus tard, mon oncle Azzedine, qui a aidé ma mère à incinérer quelques habits, va mystérieusement mourir dans un accident de la route jamais élucidé. Un gendarme, au volant d'un pick-up renforcé d'un parc-buffle en acier plein, a percuté de face et de plein fouet sa fragile Renault 4L. Mon oncle décédera à l'hôpital militaire Marie-Feuillet de Rabat après deux jours de coma. Ses reins bloqués ne pourront être dialysés. L'appareillage nécessaire est là, mais il n'y a soi-disant personne qui sache le faire fonctionner, explique-t-on à mon grand-père. Les officiers médecins français qui y travaillent, dans le cadre de la coopération avec le Maroc, sont soigneusement tenus à l'écart. Le roi refuse à ma mère d'aller embrasser une dernière fois son frère. On autorise seulement le cortège funèbre à passer devant la porte de notre maison. Tous agrippés au mur d'enceinte, nous regardons impuissants, en larmes, la dépouille qui passe. Une trentaine de voitures forment cette funeste cohorte. On n'autorise que celle des plus proches amis à passer devant notre domicile. Agrippés comme des singes à ce muret, en équilibre sur des caisses de fortune, tendus sur nos pieds, nous étirons nos bras désespérément comme pour effleurer Azzedine une dernière fois. Les Fiat noires de la police politique, deux par deux, forment un barrage autour de notre villa. Parmi les policiers de permanence, certains pleurent sincèrement.

— Même à la guerre on vous laisse enterrer et honorer vos morts, suffoqueront-ils.

L'aide précieuse que nous apporteront ces gardes par la suite, en nous laissant recevoir clandestinement quelques amis, n'est peut-être pas étrangère à la révolte qu'ils éprouvent devant l'incroyable rigueur infligée à une femme et des enfants.

Mais nous n'étions pas à la guerre. Nous entrions, sans même le pressentir, dans une implacable persécution, sans règle ni honneur. Nous étions à la merci de ceux qui, par leur indécence, leurs malversations, leurs intrigues ont provoqué deux putschs en un an et vont nous calomnier, nous lapider pour plaire au maître. Désormais, l'acharnement sur le nom d'Oufkir, sur sa famille, sera de bon ton pour s'assurer les bonnes grâces d'Hassan II.

Heureusement, c'est dans la solidarité de quelques amis vrais que nous traversons ces premières semaines de séquestration. Hourria, la fille du colonel Oubejja (fidèle d'Oufkir, ancien officier de l'armée française, également mis à la retraite anticipée au lendemain du coup d'Etat), Anne Brown, une amie anglaise, et quelques membres de la famille passent avec nous ces quatre mois et dix jours de résidence surveillée.

Le professeur Juan Hermo, neurochirurgien espagnol, chef de service de l'hôpital public de Rabat, ami et médecin de la famille, ainsi que le Dr Constant Pentelias, chirurgien-dentiste français d'origine grecque, vieil ami de mon père, qui me soigne depuis mon enfance, nous témoignent leur fidélité. Ils ont obtenu du ministère de l'Intérieur de pouvoir nous visiter régulièrement. Juan Hermo me procurera un somnifère en gouttes, du Mogadon, que j'ajouterai au thé de certains gardes dont nous n'aurons pu nous rallier la complicité. Nous sommes en plein mois

de Ramadan. À la faveur de plateaux bien garnis, de grosses théières constamment renouvelées, je distille aux gardiens qui ne sont pas dans le coup quelques doses de somnifères.

Le ministre de l'Intérieur, le Dr Mohamed Benhima, homme intègre, dont la simplicité tranche avec les fastes de la haute société marocaine, nous fait connaître par le Dr Pentelias, dont il est le patient, sa grande inquiétude quant au sort qui nous sera réservé.

— C'est en pleurant, assure-t-il à ma mère, que le Dr Benhima s'est enquis de vous et de vos enfants. Il veut que vous sachiez que le roi a ordonné à ses services de lui fournir la description précise d'éventuels lieux de détention pour vous. Le choix qui s'est porté sur les confins du Sud fait craindre au ministre de l'Intérieur le pire pour votre avenir...

Pas même cette alarme justifiée ne pousse ma mère à se mettre à l'abri dans une ambassade comme le lui suggère avec insistance son entourage. La conscience tranquille, elle se refuse à entacher la mémoire de son mari, l'innocence de ses enfants, par une fuite honteuse et culpabilisatrice.

— Nous n'avons rien à nous reprocher, répète-t-elle. Le Maroc est notre pays. Nous ne jetterons pas dans la panique du lendemain le doute sur notre nom !

Les dés en étaient jetés, nous ferions front.

Les interrogatoires se poursuivent, la pression augmente. Hassan II a ordonné qu'une enquête approfondie soit ouverte sur l'intégralité des biens d'Oufkir. Le rapport qui détaille les avoirs du général tient en moins d'une page.

— Je savais Oufkir peu enclin à l'argent, mais à ce point-là ! s'étonne le roi.

Mohamed Outkir possédait sa maison allée des Princesses, trois cent mille francs au Crédit lyonnais sur un compte courant (provenant d'indemnités lorsqu'il servait sous les

drapeaux français) et une ferme de vingt hectares à la sortie de Rabat. C'est dans les années 1950 que mon père, encore commandant, en avait fait l'acquisition, sans d'ailleurs prendre la précaution d'en établir les titres qui permettraient à ses héritiers d'en prendre possession. Paradoxalement c'est Hassan II qui ordonnera à son ministre de l'Intérieur d'inscrire ce bien comme revenant à Fatema et ses enfants. Le roi s'inquiétait en fait de voir que le peu de fortune d'Oufkir pourrait entretenir la seule réputation qu'il n'ait pu souiller : l'image d'intégrité dont bénéficie le général même chez ses pires détracteurs.

On y pallie, comme d'habitude, par la calomnie et la rumeur. Ainsi, prête-t-on à mon père, à l'encontre de toute objectivité, des fermes au Brésil, des comptes en Suisse et des haciendas au Mexique. Ma mère sourit aujourd'hui encore à ces allégations. Elle signa à l'époque volontairement une procuration aux avocats étrangers du palais, leur conférant tous les droits d'investigation dans les banques internationales. Vingt-trois juristes européens et américains de six cabinets différents prospectèrent avec l'aide des services spéciaux et des ambassades du Maroc en France, en Suisse, en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs. Au bout de trois années d'enquête, durant lesquelles Hassan II fit jouer ses réseaux en Occident, le roi se résigna à constater qu'Oufkir n'avait pas laissé de fortune.

En cette veille de Noël 1972, nous touchons au terme des cent trente jours que fixe, pour l'épouse du défunt, le deuil musulman. Ma mère, toute vêtue de blanc, l'a porté avec une infinie tristesse et toute la dignité de sa beauté épurée, mais certaine. Nous l'encourageons à l'unisson à mettre de la couleur à son teint comme à son vêtement. Réunis autour du sapin qui trône dans le salon, nous nous efforçons de noyer dans les symboles les sombres présages,

d'exprimer l'espoir intimement enfoui en chacun de nous de voir la fin de ce deuil lever notre enfermement. Le jour même, vers 19 heures, cette espérance vole en éclats. Le directeur de la Sûreté nationale, Driss Hassar, nous informe de la part du roi que nous partons << par mesure de sécurité » pour un éloignement de « quelques semaines » à Tiznit, dans le Sud marocain.

— Sa Majesté vous assure, Hajja, que votre maison sera mise sous scellés, que pas un objet n'en bougera jusqu'à votre retour, ajoute-t-il.

Cette assurance s'évanouira aussi rapidement que nous disparaîtrons.

Notre maison sera d'abord ouverte au pillage, puis rasée au bulldozer quelques années plus tard. Le général Moulay Hafid, grand ordonnateur des palais royaux, âme damnée du souverain, officiera à la rapine en s'octroyant, ainsi que quelques personnalités, la pan du lion. Reda Guedira, ami et conseiller du souverain, pourtant gravement impliqué dans le coup d'Etat, s'appropriera un bien que ma mère lui a confié. En participant au dépeçage des vaincus, tous veulent en effet démontrer au vainqueur qu'ils sont autant indignés que lui par la « trahison d'Oufkir » ... Chacun y va de sa pierre dans cette lapidation moyenâgeuse. Tous ceux qui veulent abuser le regard royal sur leur fidélité douteuse, participent à notre lynchage. Dans les grands salons de Rabat, on mange dans notre vaisselle, on boit dans nos verres, on pare ses murs de nos tableaux, ses sols de nos tapis, mais on se garde bien de prononcer le nom maudit de ceux que le roi a bannis. Le colonel Dlimi, ancien bras droit d'Oufkir avant de devenir son rival, l'un de ses assassins puis son successeur, s'empresse de faire main basse sur une partie de notre mobilier, de notre vaisselle, des tapis persans offerts par le shah d'Iran, de nos voitures. Le colonel poussera la mesquinerie jusqu'à envoyer prendre mes lévriers marocains,

des Slouguis, une race en voie de disparition comme nous allions l'être bientôt... Rien n'échappe à cette razzia voulue par le palais. La mesquinerie, l'avidité, l'arrivisme de ces charognards dépeçant les restes du vaincu dépassent l'espérance royale. Ils iront jusqu'à se disputer notre personnel.

La meute est lâchée, le piège se referme. Driss Hassar, petit homme frêle, au teint jaunâtre, aussi sec que hargneux, fait partie de ces hauts fonctionnaires sans charisme, apeurés, visqueux.

— Monsieur Hassar... que veut dire tout cela... ? Que va-t-il advenir de nous ? l'interroge ma mère.

Le directeur de la Sûreté chuchote :

— Si j'étais vous, Hajja... Je me tuerais avec mes enfants plutôt que d'endurer ce qui vous attend...

Il sort précipitamment comme s'il craignait que le feu de sa révélation ne le consume sur place. Nous avons deux heures pour, mitraillette dans les reins, ramasser nos affaires, sous l'œil des policiers qui investissent les pièces de la maison et contrôlent minutieusement tout ce que nous emportons. La cousine de ma mère, et la nurse de mon petit frère se portent volontaires pour nous accompagner. Anne Brown, notre amie anglaise, se voit clairement signifier qu'en tant qu'étrangère il est exclu qu'elle fasse partie du « voyage » !... Hourria Oubejja veut se faire passer pour un membre du personnel pour nous suivre, mais elle est déboutée sans ménagement. C'est en pleurs que cette amie exemplaire dont nous sommes redevables à vie, nous voit enlevés dans l'indifférence générale. La complicité tacite de toute une société compromise dans les événements du 16 août allait nous être fatale. Quand une œuvre basse s'accomplit, le regard des lâches se baisse, se détourne. Personne ne bougera le petit doigt pour nous : ni au Maroc ni à l'étranger !

Ce 24 décembre 1972, dans la nuit, un convoi impressionnant quitte la capitale en direction du sud. Vingt-sept policiers en civil, tous des hommes des services spéciaux du colonel Dlimi, ne dépendant que du palais, et trente CMI en armes répartis dans deux fourgons, nous escortent. Parmi eux trois agents du SSS, la police du palais. Ma mère, mon petit frère et mes sœurs sont dans un break aux vitres fumées. Achoura la cousine et Halima la nounou se trouvent dans une autre voiture. Je suis dans celle du responsable du convoi, assis à l'arrière, encadré par deux policiers. Cela me permet d'écouter les instructions émises et reçues par la radio de bord. Rabat s'identifie en ces termes :

— De Condor à Alouette... demande point sur la situation.

Nous étions donc les alouettes en migration vers une obscure contrée, celle du silence, de l'oubli. Nous sommes en route pour la tombe où agoniseront nos printemps. Au moment où la Gestapo vint l'arrêter, Max Jacob dit à sa femme : «Jusqu'à maintenant, nous avons vécu dans la peur, désormais nous vivrons dans l'espérance. » Jamais phrase ne sera aussi juste pour dépeindre mes sentiments au moment de notre enlèvement.

Chapitre II

Assa, le désert de l'oubli

Le trajet est balisé. Tous les trente à quarante kilomètres, une Jeep de la Gendarmerie royale et deux motards attendent sur le bas-côté le passage du convoi. À chaque franchissement résonne le même message radio :

— RAS, les invités vont bien.

Durant toute notre captivité, nous ne serons plus nommés qu'en ces termes. Communications hertziennes ou rapports écrits ne nous signaleront plus qu'en ce doux et risible qualificatif.

Voilà des heures que nous roulons. Tiznit n'a été qu'une étape furtive où un petit déjeuner cossu, servi en gants blancs, nous a été offert par le caïd de la ville.

Notre convoi serpente maintenant aux confins du désert. Nous avons quitté toute civilisation. Les voitures valsent sur les pistes sablonneuses, manquant de s'enliser. Soudain le convoi s'arrête. On nous fait descendre. Les CMI sautent de leurs fourgons, se déploient en tirailleurs. Le responsable et quatre hommes armés s'avancent en ligne vers nous. Serrés les uns contre les autres, les pans de nos habits claquent au vent. Ma mère tient Abdelatif contre elle. La tête blottie contre son cou. mon petit frère, par chance, dort du sommeil de l'innocence. Les culasses des

fusils mitrailleurs claquent, Fatema pose la main sur la tête du bébé dans un geste dérisoire de protection. Elle nous murmure d'une voix tendre mais ferme :

— C'est la fin... Mes enfants, soyez dignes, pour l'amour de Dieu et celui de votre père, soyez courageux.

En ce moment fort, terrible, exclusif dans une vie, chacun cherche le courage dans ses convictions ou ses enseignements. Me vint alors à l'esprit le souvenir du jugement acerbe que mon père avait eu en commentant l'attitude d'un officier putschiste de Skhirat qui, devant les caméras de télévision, avait crié juste avant la salve qui devait l'exécuter : « Vive le roi ! >>

J'aurais compris qu'il crie : « Vive la monarchie ! >>, se désola mon père mais en criant << Vive le roi ! >> devant celui contre lequel il s'était dressé, il s'est déshonoré de la mon la plus vile, celle des lâches !

Je n'ai que 15 ans, je ne suis personne et ne laisserai rien, alors ne pas mourir en lâche sera au moins l'empreinte furtive, la gloire anonyme d'une vie si brève. Ma mère n'a que 36 ans, mes soeurs Malika et Myriam, 19 et 17 ans ; Maria et Soukaïna ont 10 et 8 ans, et le plus jeune, Abde- latif, 3 ans et demi. Que se passe-t-il dans la tête des plus conscients ? Je peux juste témoigner de leur attitude de courage, de dignité et dire combien j'étais fier d'avoir une telle famille. Cet instant cruel, étrange, égrène ses secondes lourdes, denses de toute l'éternité suspendue au-dessus de nos têtes.

— Vérification des chargeurs terminée ! Remontez dans les voitures ! crie le chef du convoi.

Le simulacre d'exécution est fini. Il avait pour but de bien signifier aux « invités >> la coupure entre leur statut passé d'intimes d'Hassan II, de membres de sa famille, et leur nouvelle qualité de proscrits, de morts-vivants en devenir. Si l'on ne nous a pas exécutés cette nuit, c'était pour

mieux étouffer nos vies, c'était pour se réserver le plaisir de nous faire périr d'une mort lente, interminable, qui serve d'exemple et assouvisse la vengeance royale.

Il est minuit passé. Notre convoi se traîne, ondulant tel un serpent blessé.

Le tangage de la voiture me ballote entre la paire d'épaules massives des policiers qui m'encadrent. Mes yeux ne quittent pas un instant le véhicule qui transporte les miens vers des lendemains incertains. Soudain la radio de bord grésille :

— De Condor à Alouette... Faites le point sur la situation...

— Les invités vont bien... Nous arrivons à destination... RAS... Terminé !

Vingt minutes, en effet, s'écoulent, lorsque je distingue à travers le pare-brise encrassé les faisceaux livides de quatre cyclopes, dressant leurs silhouettes vagues et lointaines. Ce sont les tours massives d'une caserne.

Deux Jeep nous attendent. Elles ouvrent le reste du chemin nous séparant de notre destination, de nos épreuves.

Il est près de 1 heure du matin. Nous arrivons à Assa, une ancienne caserne de l'armée française datant de l'époque de Lyautey. Les voitures empoussiérées s'immobilisent en demi-cercle dans une vaste cour mal éclairée. Des ombres courent. Le ronflement métallique des groupes électrogènes couvre les claquements de portières, les voix brèves et le crisement de bottes empressées sur le gravier. Nous descendons des véhicules pour découvrir un solide comité d'accueil. Je plaisante à l'oreille de ma mère :

— Tiens, voilà les GO...

Le commandant Bouâzza, chef de la prison militaire de Kenitra, a été choisi et détaché à la peu glorieuse mission qui l'attend. L'homme est vieux, marqué. Originaire de la

Chaouia, région de plaines aux alentours de Casablanca, il a la rudesse de ses paysans, il est en service, alors que son âge apparent le désigne plutôt pour une retraite paisible. Il était, récemment encore, en charge à Kenitra des putschistes de 1971 et du 16 août 1972.

Aux côtés du commandant Bouâzza, quatre officiers des Forces auxiliaires, autant de gradés des CMI et cinq policiers en civil nous attendent. Ces derniers assureront la confidentialité des trois communications quotidiennes avec Rabat. Les codes de transmission sont changés toutes les semaines.

Nous découvrons, avec nos hôtes, les quartiers des « invités ». Nous posons nos bagages au milieu des gravats d'une vieille bâtisse abandonnée, vestige de l'époque coloniale, qui, avec ses deux pièces au sol poussiéreux, défoncé, ses carreaux brisés, ses épais murs lézardés, ne suscite que l'étonnement des plus jeunes d'entre nous. Mon petit frère Abdelatif s'insurge du haut de ses 3 ans :

— Mais il n'y a pas de moquette ici... ?

Nous nous lançons dans un grand ménage. Je me bats avec un petit couteau pour ouvrir les rations de sardines qui, avec quelques pains, constituent notre « repas de bienvenue ». Nous nous installons tant bien que mal dans notre frais statut de disparus.

A la faveur du jour, au-delà des murs, aussi loin que porte le regard, il ne rencontre pas le moindre obstacle. Hormis les falaises au creux desquelles serpente une luxuriante palmeraie, il n'y a que l'horizon brûlant où se confondent le ciel et la terre.

Trois cents hommes veillent à notre confinement. Une fois par mois, les relèves qui assurent le roulement apportent avec elles les livres, les vêtements, que mon grand-père remet pour nous aux fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Mais toute correspondance entre lui et nous est

strictement interdite. Nous cherchons désespérément la fraîcheur en donnant à même le sol au milieu d'une flaque saumâtre. Il n'y a pas d'eau courante mais de simples jarres en terre cuite. Nous luttons aussi contre les baisers sournois des scorpions.

Je me réfugie dans la lecture qui devient pour nous l'occupation essentielle. Le prince Moulay Abdallah, le frère cadet d'Hassan II, qui fut un véritable père pour moi, continue à nous témoigner son affection en nous faisant parvenir des livres à profusion, et des jouets pour les petits. À l'instar de sa mère, Lalla Abla et de sa sœur Lalla Amina, le prince ne cessera de plaider notre cause auprès du roi :

— Mais pour l'amour de Dieu, ce ne sont que des enfants !

L'épouse d'Hassan II, Lalla Latefa, intercédera aussi en notre faveur. A l'occasion d'une célébration importante. Hassan II, de bonne humeur, lui demande un jour ce qui lui ferait plaisir.

— Sidi¹, je t'en supplie, libère Fatema et ses enfants !

Le roi promet d'y penser...

Les journées sont caniculaires. Chacune de leurs heures est une pénitence. Les nuits sont étouffantes, et les scorpions, les reptiles se montrent envahissants.

Il n'est de jour qui passe où nous ne disséquons minutieusement tout ce que nous avons vu et entendu de ce pouvoir dans lequel j'ai baigné, grandi, et qui, aujourd'hui, nous persécute dans l'indifférence générale. Chacun apporte, par rétrospection, sa pièce au puzzle. La mémoire de ma mère, d'abord, affective, ancienne, pleine de son vécu dans la société, de son expérience depuis le Maroc

1. « Mon maître », c'est ainsi que l'on appelle le roi.

du protectorat jusqu'au règne de Hassan II. Celle de Ma- lika ensuite, une adolescence à huis clos aux côtés de la soeur cadette du roi, Lalla Mina, marquée par la fréquentation périodique des femmes du palais puisqu'elle a réintégré la famille seulement deux ans avant le coup d'État du 16 août. La mienne, enfin, mariant les souvenirs du palais par ma fréquentation de la famille royale, et ceux du Makhzen que mon intimité avec mon père et ses hommes m'a révélés. Les plus jeunes. Maria, Soukaïna et Abdelatif n'ont, eux, pas l'âge de s'interroger. Ils n'ont que la certitude encore mal exprimée de leur enfance volée, visible sur leurs mines tristes, fatiguées.

Chercher une explication rationnelle à la persécution qui s'abat sur nous, c'est partir à la quête du Graal ! Nous reprenons inlassablement le même interrogatoire :

— Maman... Etais-tu au courant ? Est-ce que Papa t'a dit ce qui allait arriver ? As-tu été mise dans la confidence du coup d'Etat ?

Ma mère, déjà grandement envahie par la détresse du deuil et le malheur qui frappe ses enfants, se désole de notre suspicion.

— Croyez-vous que si j'avais su quoi que ce soit, je me serais jetée dans la gueule du loup ? Votre père et moi serions morts mille fois, plutôt que de voir un seul de vos cheveux touché.

Ma mère souffre d'avoir été tenue dans l'ignorance de ce qui se préparait. Elle s'est sentie trahie. La dernière fois qu'elle a vu son mari, trois jours avant le 16 août, mon père ne lui a rien dit. Mes arguments, ma persuasion, ne viendront jamais à bout du sentiment de culpabilité qu'elle éprouvera durant nos dix-neuf années de détention. A l'horrible vision de ses enfants en souffrance s'ajoutera pour elle le fardeau de n'avoir pas su ou pu protéger sa chair.

Ma mère s'est toujours désintéressée de la politique, et des instruments de son pouvoir, s'est toujours éloignée de ses compromissions, de ses souillures, de ses intrigues. Sa droiture, sa spontanéité n'ont jamais pu s'accommoder de l'hypocrisie, du cynisme qu'exigent souvent la chose publique, l'art du gouvernement. Elle s'est protégée en ignorant l'univers dans lequel la vie l'a obligée à évoluer. Elle n'a jamais complètement accepté non plus qu'Oufkir soit sorti de son milieu naturel, l'armée, pour un poste politique. Ma mère restera à jamais nostalgique de l'existence, saine, simple, des militaires. A l'occasion de cette reconstitution de notre vie, je constate à quel point elle s'est volontairement tenue à l'écart de toute curiosité concernant l'appareil de l'Etat ou son fonctionnement le plus occulte.

A Assa, les mois s'écoulent, ennuyeux, torrides, brûlants ! La caserne surplombe de ses tours, de ses murailles, les hauteurs entre lesquelles s'insinue l'oasis. Assa est un vaisseau fantôme perdu dans un océan de sables et de ro- cailles.

Au fil des jours, le vieux commandant Bouâzza répugne à accomplir sa mission. Sa sévérité toute militaire se dilue dans le peu de conviction et dans la honte que lui inspire cette sale besogne. Il nous fait quelques révélations dont certaines ne me sont pas inconnues.

— Madame, dit-il un jour à ma mère, j'étais à la prison militaire de Kenitra en charge des mutins de Skhirat. Je les ai sortis de la forteresse plusieurs fois pour les amener voir votre mari chez lui ! Oui ! Dans une petite maison en face de votre domicile à Rabat. Ils ont passé avec le général des nuits entières. Je ne sais pas ce qu'ils se disaient, mais plus ils voyaient le général, plus mes prisonniers étaient heureux, optimistes. Jusqu'à la mort de votre époux, ils ont

etc parfaitement traités. Je suis consterné que ce ne soit pas votre cas !

Le commandant Bouâzza nous révélera aussi plus tard comment le roi l'a convoqué de nuit au palais royal de Skhirat pour l'enjoindre en personne :

Tu vas être en charge de Fatema Oufkir et de ses enfants... Tu en réponds sur ta tête. Et n'oublie pas le danger qu'ils représentent !

Quelle menace une veuve et six orphelins peuvent-ils représenter, si ce n'est le risque du scandale, de l'opprobre qu'un tel acte jetterait sur ses auteurs, s'il venait à être révélé ? La sécurité impressionnante qui nous entoure est à la mesure de l'inquiétude royale. La peine, la solitude nous écrasent, mais jamais le découragement ne nous submerge. Les plus grands soutiennent les plus petits, les plus jeunes donnent aux aînés une raison de vivre, la force pour se battre. Ma mère n'a de cesse de nous motiver : « Quoi qu'il nous arrive, efforçons-nous de l'affronter la tête haute ! », « Rien n'est durable, à toute chose il y a une fin. Il n'y a que le déshonneur ou la mort qui soient sans appel ».

Nous espérons que notre enfermement qui n'est plus « provisoire » ne sera toutefois pas définitif. Les épreuves de l'infortune créent entre nous une solidarité que notre vie passée ne nous aurait peut-être pas si étroitement révélée. Nous lisons frénétiquement, nous étudions. Je découvre qu'« on enferme le corps, jamais l'esprit ». Plus tard, dans l'isolement total d'une cellule, j'en vérifierai l'à-pro- pos à loisir.

Je suis le préposé aux jeux, j'officie à ce rite immuable des « petits d'hommes », à ce besoin vital pour entretenir le moral des enfants. J'entraîne Maria, Soukaïna et Abde- latif dans d'interminables amusements, ce qui ne me soustrait cependant pas à ma peine : celle de la perte d'un père,

celle de voir souffrir les miens sans rien y pouvoir. Égayant les autres, je donne à ma douleur de la contenance.

J'arrive rarement à dormir avant l'aube. Que de nuits ai-je passé les yeux rougis, les poings serrés, à contempler ma famille endormie. Que d'aurores ai-je vu se lever sur le désert, l'esprit assailli de questions. Que de fois n'ai-je maudit mon impuissance !

Une nuit, vers 3 heures du matin, un tonnerre déchire le silence désertique. Nous entendons derrière les murs des baraquements de la soldatesque des cris, un mouvement frénétique, inhabituel. Un plafond vient de s'effondrer, tuant cinq hommes dans leur sommeil. Les malheureux sont, en quelque sorte, les dernières victimes du colonialisme... Les structures usées, contemporaines de Lyautey, commencent à tirer leur révérence. Cet épisode tragique nous vaut d'être déplacés à la hâte de la vieille bâtisse que nous occupons. Il serait en effet embarrassant de voir les « invités » les mieux gardés du Maroc finir en galettes sous les caprices d'un mur délabré.

Un rectangle en préfabriqué dressé au milieu d'un terrain vague nous est assigné. Un large mur, en terre battue, le ceinture. À chacun de ses angles, un poste de garde avec trois factionnaires. Le toit de tôle de ce baraquement tinte sous le feu de l'impitoyable canicule. Les minces plaques de ciment qui l'habillent, mal isolées, filtrent à peine le sable et les vents. Les scorpions, les reptiles s'y infiltrent aisément à la recherche de pénombre, d'humidité. À la tombée du soir, la garde se poste à l'intérieur du mur d'enceinte.

Le 28 avril 1973, nous sommes déplacés sous solide escorte à Agdaz, une bourgade dans le sud-est du pays, à soixante-dix kilomètres de Ouarzazate. Nous y restons un mois, dans un baraquement encerclé d'un grillage haut de

cinq mètres. Cet ouvrage d'acier enrobe si étroitement le bâtiment où nous sommes parqués que l'on s'y croirait dans un enclos du zoo de Vincennes. Nous sommes ramenés à Assa à la fin du mois de mai 1973.

Le commandant Bouâzza gère mal cette mission qui heurte de plus en plus ses principes. Son fils, qui le visite une fois par trimestre, n'y est peut-être pas étranger. Chaque fois qu'il le peut, il nous apporte, en cachette, quelques friandises et nous remonte le moral. Le jour de l'anniversaire d'Abdelatif, Bouâzza s'écrie au milieu des officiers :

— Quarante ans de travail... Je n'ai jamais vu des enfants en prison ! Que Dieu nous pardonne !

Il sera, à la veille de notre départ d'Assa, limogé pour ce propos. Le vieux commandant n'omet pas en nous faisant ses adieux, de me glisser :

— Si j'avais su... Je l'aurais dit plus tôt !

La veille de son départ, Bouâzza fait venir un voyant. Il lui a fallu pour cela convaincre les autres responsables de notre sécurité.

— Je pars, leur dit-il, ce qui se passe ici n'est plus mon problème ! Mais à votre place, je serai curieux de savoir pour combien de temps encore votre maintien ici sera nécessaire ? Ce médium est un enfant du pays. Il n'a jamais quitté cette oasis. C'est un simplet qui ne représente aucune menace d'indiscrétion. De plus il est aveugle... Si vous tous, officiers, policiers en civil, acceptez à l'unanimité, faisons-le venir... Laissons le lire l'avenir des « invités » dont dépend étroitement le vôtre.

Le devin, paralytique, frappé de cécité, nous prédit un long et terrible calvaire.

— Votre chemin de souffrance sera long, très long, très dur ! nous dit-il. Il vous paraîtra interminable tel un cauchemar qui n'en finit pas. Mais vous y survivrez. Dans longtemps, très longtemps, vous renaîtrez du ventre de la

terre ! Vous reviendrez à la surface... et le monde en parlera !

Ce verdict nous glace tout autant que l'assistance de gradés qui sait son sort lié au nôtre. Nous essayons de reléguer cette prophétie au tréfonds de nous-même. Plus les années passeront, plus nos conditions de détention deviendront inhumaines, et plus nous nous raccrocherons à ces seuls mots de la prédiction :

— Vous y survivrez ! le monde en parlera...

Situé à une centaine de kilomètres à vol d'oiseaux de la frontière algérienne, Assa devient une zone à risque lorsque débute l'affaire du Sahara occidental^{1 2}. La population de l'oasis s'émeut chaque jour davantage de notre sort. Le transit des nomades qui se rendent au Moussem de Tindouf² laisse craindre à Rabat des risques d'« indiscretions ».

Tout au long de notre détention, le pouvoir redoutera qu'une intervention année nous mette hors de portée de ses griffes ou que notre situation soit exploitée à l'extérieur. Pour parer à toute éventualité, aucun moyen sécuritaire ne sera négligé. Lorsque commence le conflit du Sahara, nous sommes donc déplacés. Les mesures de sécurité qui entourent notre transfert sont draconiennes.

Le 8 novembre 1973, nous quittons Assa dans un convoi encore plus impressionnant que celui qui nous y a conduits

1. Ex-Sahara espagnol, redevenu marocain et que l'Algérie convoite par indépendantistes du Front Polisario interposés.

2. Bourgade du sud algérien ancestralement marocaine arbitrairement incorporée par la France au territoire algérien. Le Maroc n'étant qu'un protectorat voué un jour à l'indépendance, la France a préféré voir les gisements de fer de Tindouf passer sur le territoire français d'Algérie. Tindouf est réputé pour son Moussem réunissant de nombreuses tribus nomades du Sahara. Assa est le point de passage des caravanes qui se rendent annuellement à cette fête.

une année auparavant. Nous sommes, cette fois-ci, tous entassés dans un fourgon sans vitres, sans sièges. L'escorte est pléthorique. Nous jetons à la hâte un matelas éventré sur le plancher du véhicule et prenons une dernière bouffée de lumière avant que la portière ne coulisse. Chacun cherche à caler son corps de façon à amortir au mieux les chaos de la piste. Nous installons soigneusement deux jarres en terre cuite, enrobées de toile de jute que nous avons humectées pour conserver à l'eau quelque fraîcheur.

La poussière, insidieuse, envahit l'habitable, s'infiltré par les orifices d'aération et les usures de la tôle mise à rude épreuve. Nous rions de nos ombres enneigées, de nos têtes hirsutes, de nos visages poudrés jusqu'aux yeux, de nos bonds incohérents au gré des « imperfections du chemin »... Nos cils, lourdement blanchis, donnent aux mouvements de nos paupières un air désabusé de « précieuses ridicules ». À cause du moteur diesel, nous crions presque pour nous entendre. Nos voix finissent en hoquets à chaque trou, à chaque bosse que le fourgon franchit parfois en s'envolant. Je taquine la cousine de ma mère, Achoura, qui somnole, embrassant consciencieusement l'une des jarres qui lui est confiée.

Nous chantons à tue-tête les textes de *Nass El Ghiwan* et *Jil Jilala*, deux groupes qui deviendront mythiques. Ils explosent en ce début des années 1970 et marqueront durablement toute une génération de Marocaines et de Marocains. Ils puisent leur inspiration dans la tradition ancienne, redonnent vie à un patrimoine oublié. Issus du milieu étudiant, ils inquiètent le pouvoir par leurs messages engagés, leurs prises de positions courageuses. Nous chantons *a cappella*, rythmant notre transe du claquement de nos mains tout comme le bruissement des rames synchronise les voix des galériens. Ma mère, experte en poésie

et adages anciens, s'est étonnée en nous faisant découvrir leurs chansons :

— On dirait qu'elles ont été écrites pour nous, qu'elles racontent un peu notre histoire... « Dites à mon aimé que si je pars de nuit, jamais plus je ne pourrai sur lui me recueillir. Pourquoi nos frères en cette embarcation deviennent-ils soudain nos ennemis ? Pourquoi en cet instant, nous renient-ils dans l'oubli ? >>

Emportés, nous continuons à chanter en oubliant les secousses du fourgon, la fatigue qui nous broie, la soif qui guette : « A celui qu'a pourfendu un sabre fidèle, à quoi servent les pleurs s'il est mort et enterré ? Que n'a-t-on versé de larmes sur nos ancêtres jusqu'à ce que l'œil blanchisse puis s'éteigne ! » « Que d'hommes qui ont été puissants par la tyrannie, ont vu leurs os finir par s'effriter pour disparaître en poussière... >>

Bien des années après, nous apprendrons que le leader du groupe *Jil Jilala*, Mohamed Dirham, a épousé notre cousine germaine Bouchra (la nièce d'Oufkir) et qu'il nous a dédié certains de ses textes.

Le lourd convoi s'immobilise au crépuscule. Dans un feulement ponctué d'un choc sourd, la portière de l'estafette s'efface. Une brise salubre s'engouffre, allège la pesanteur de cette atmosphère confinée. Nous descendons à la file indienne. Une trentaine d'hommes sautent à terre l'amie à la bretelle et se déploient en demi-cercle à cent mètres des camions.

Nous pouvons chercher un rocher pour uriner. Je suis invité à me soulager avec la main d'un brigadier fermement agrippée à ma ceinture et la proximité de deux troufions, fusils mitrailleurs à la hanche. J'ai l'impression d'être un chien en laisse sorti par son maître pour assouvir ses besoins naturels. Ma mère, mes sœurs et les malheureuses qui nous

accompagnent doivent uriner derrière une couverture militaire tendue par deux gardiens qui leur tournent le dos. Si ces exigences paranoïaques de sécurité sont humiliantes, les ex-proches du souverain, même en disgrâce, ne peuvent faire l'objet du moindre manquement à la pudeur, la déférence due au roi en serait entamée. Cela n'en éveille pas moins en moi la sourde et bouillonnante révolte d'une bête impuissante sous la morsure du collet. Je respire profondément. Je cherche la concentration qui libérerait ma vessie oppressée. Je fixe des yeux l'horizon enflammé, la sphère sanguinolente du soleil couchant. Je me retourne sans crier gare, mon ange gardien pivote instinctivement avec moi. Me voilà face aux sbires qui pointent leurs canons. J'en appelle alors aux forces mystérieuses que peut inspirer un désir tenace, forcené, et laisse jaillir un jet d'urine. Trop longtemps comprimé, son impact impatient auréole d'écume le sable avide, ricoche sur la rocaille, et s'en va moucheter les guêtres de mes gardiens. Une image m'emporte. Je voudrais être à cm sur un cheval, galoper à fleur d'eau sur le rivage clément d'une plage exotique.

Nous voilà à nouveau ballottés sur la piste sans fin.

Après quatorze heures de route nous découvrons, épuisés. notre nouveau lieu de séquestration.

Chapitre III

Tamataght, la montagne des âmes errantes

À la lisière du désert, Tamataght se situe à trente- cinq kilomètres de Ouarzazate. Dans ces montagnes, à mille sept cents mètres d'altitude, s'élèvent les ruines du palais d'un ancien vassal du Pacha Glaoui. Nichée dans ces murailles de pisé, une bâtisse s'adosse à ce qui reste du palais. Une colonie de pigeons y a élu domicile, cohabitant en ces lieux avec une nuée de chauves-souris. Tamataght fut au début du xx^e siècle le théâtre d'un drame sanglant. Le féal du Pacha, en révolte contre son suzerain, vit au terme d'un bref siège sa forteresse tomber. Les troupes du Glaoui passèrent par le fil de l'épée femmes, enfants, pages et serviteurs, qui furent ensevelis sur place. La mémoire lourde, pesante, de ces lieux abandonnés entretient donc toujours autour d'eux une crainte révérente. Les villageois alentour continuent d'alimenter avec appréhension la funèbre légende de cet endroit maudit où, disent-ils, des âmes martyres, torturées, flottent à la nuit tombée.

Nous sommes « logés » au cœur du squelette de la forteresse. Au fond de ces ruines une sorte de donjon nous dérobe aux yeux indiscrets : deux rectangles le composent, séparés par un petit patio. Ces deux pièces avec leurs hauts

plafonds, leurs arcades élimées, se font face et font partie, dans ce dédale, des rares espaces encore « habitables ». Nous y jetons paquetages et matelas : en somme, nous « emménageons ».

A l'angle du patio se trouve la « salle d'eau », un antre moisi de deux mètres sur deux. À l'un de ses murs lézardés, crasseux, un débris de glace rongé par la lèpre vert-brun des excréments de mouches est suspendu approximativement à un clou. Un minuscule lavabo, fêlé, grisâtre, couvert de mousse, pointe sa disgracieuse excroissance. Amputé de toute tuyauterie, il déverse son contenu immédiatement au-delà du mur, à l'air libre. A droite de cette cuvette, un trou de vingt centimètres de diamètre creusé dans le sol s'ouvre par sa soupape métallique, grêlée de rouille, sur la pièce du dessous. L'amas de gravats de ce local inférieur grouillant de rats servira de « fosse septique » à nos « toilettes »...

Sous nos pieds, tout autour, des éboulis putréfiés nous enveloppent, nous subtilisent aux yeux inquisiteurs. Personne ne peut soupçonner ces décombres d'accueillir une quelconque présence humaine. A défaut d'être traités comme des êtres vivants, nous ne sommes plus que des fantômes. L'escalier abrupt, en colimaçon, qui mène à nos « appartements » donne sur une courette coincée entre des façades infinies, écrasées par l'ombre d'une tour d'angle. Cette crevasse profonde entre les murailles nous servira de bain, de villégiature estivale. Vautrés dans des flaques, un livre à la main, nous traverserons les étés les plus chauds. Les hivers rudes accentuent les dégradations de la forteresse en ruine. La troupe casse les murs, moissonne les roseaux qui les constituent pour réchauffer les nuits glacées du bivouac. Il n'y a de toute évidence pas d'électricité, pas d'eau courante. Une équipe de quatre hommes dirigée à tour de rôle par des officiers des CMI et des Forces auxiliaires nous

ravitaille avec des seaux. Nous la stockons dans des jarres, des bassines. L'équilibre propice à une meilleure surveillance, à une possible délation, reste toujours maintenu par un nombre égal d'éléments appartenant aux deux corps. La rivalité naturelle entre policiers et Moghaznis est entretenue : elle garantit aux organisateurs de notre enlèvement une sécurité supplémentaire.

Mais bientôt, le non-sens, la cruauté infligée à une femme et des enfants dépasseront chez ceux qui nous gardent la terreur que leur inspirent les commanditaires d'une telle aberration. Les premières réactions humaines viendront des CMI. Ce corps de police, créé par Oufkir, a toujours jalousement protégé notre maison. Ses membres se sentent plus proches de nous que les Forces auxiliaires dont les enrôlés, frustes, analphabètes, se recrutent dans les régions les plus reculées du royaume. Cette milice ou force d'appoint au maintien de l'ordre, née du protectorat français, vit dans des casernes ghettos, à la périphérie des villes. Ses hommes eux-mêmes sont honnis de la population qui, au Maroc, les surnomme « merda ».

A Tamataght nous vivons à l'ombre des bougies, dans le ronflement gras d'une lampe de Camping-Gaz, avec pour seule ouverture sur l'extérieur une lucarne de trente centimètres de côté, gardée par une double rangée de barreaux. Deux planches condamnent les volets moisies de cette ouverture inespérée. Nous n'avons aucune difficulté à les clouer, les déclouer à souhait chaque fois que l'un de nous veut prendre l'air... Cet observatoire devient rapidement pour nous un besoin vital, un exutoire indispensable dans ce cloître aveugle, muet. Nous nous y relaierons inlassablement pendant les quatre années que nous passerons enfouis sous les décombres discrets de ces ruines désolées. Cet œil salubre s'élève à huit mètres au-dessus de l'un des nombreux postes de garde disséminés sur les flancs des rem-

pans et dans le luxuriant verger auquel s'adosse le spectre de la forteresse. Un petit cours d'eau s'insinue sous la végétation. Ondule sous les figuiers, je perçois le frémissement de ses eaux. Tapies sous les amandiers, six casemates abritent la garde. Un sous-officier commande chaque poste. Deux CMI et deux Moghaznis en assurent le fonctionnement. Le reste de la troupe s'installe d'abord sous la tente, puis dans un cantonnement préfabriqué, habilement fondu dans le décor, invisible de la route qui fend au loin le massif.

Le nouveau responsable de la « mission * s'appelle également Douâzza. Ce commandant, sorti du rang, est un ancien sous-officier de l'armée française. Austèrement sanglé dans un manteau militaire, l'homme est grand, grisonnant. Son visage buriné laisse présumer d'une longue expérience. Il cache mal derrière sa moustache poivre et sel un rictus de fatigue permanente. Malgré des membres inférieurs invalides, meurtris, mal assuré sur la paire de béquilles qui le soutient, il reste digne, et s'impose une attitude Spartiate. Je chuchote à l'oreille de ma mère :

— Ils n'ont plus que ça sous la main ? Ça promet... !

Nous n'attendions certainement pas un vieil homme infirme pour ce genre d'affaire... Lui non plus n'a pas l'air enchanté par ce dégradant commandement. Il s'avance, nous salue un par un de son accent rocailleux, dans un français partait :

— Mes hommages, madame, je suis le commandant Bouâzza. J'ai été désigné à une responsabilité que je n'ai pas souhaitée. J'espère de tout mon cœur qu'elle sera très brève, que la raison va l'emporter. En attendant, madame, je suis à votre disposition !

Puis il s'en retourne sous la tente raide de givre qui lui sert de bureau, de chambre et bientôt de mouvoir. Il demande vite à Rabat de le relever de son poste. Mais le général

Moulay Hafid, ministre du Protocole et de la Chancellerie d'Hassan II, maître d'œuvre des basses besognes, des « affaires réservées » du souverain, lui enjoint sèchement :

— Tu es au service de ton roi. Crève là-bas s'il le faut, mais fais ton devoir !

Le pauvre commandant doit se résigner. Nous lui envoyons de la soupe chaude, sans sel, lui conseillons quelques décoctions. Cloué malgré lui sur son lit de camp, ce vieux monsieur ne nous témoigne que déférence et compassion. Lorsque nous apprendrons son transfert à la Mamounia, l'hôpital public de Marrakech qui porte le même nom que son fameux hôtel, nous serons sincèrement peïnés mais nous ne pouvons circonscrire un fou rire de dérision quand un garde nous informe :

— Le commandant Bouâzza est parti à la Mamounia...

Sans le laisser finir, mes sœurs s'écrient en cœur :

— Ah ! Le veinard, il va bouffer les fameux mille-feuilles... !

Malheureusement pour notre second Bouâzza, ce ne sont pas des douceurs qu'il croquera mais bien la racine des pissenlits. Son remplaçant se nomme lui aussi Bouâzza. Tout comme son prédécesseur il est monté péniblement des rangs de l'armée française et, à 55 ans, est à peine lieutenant. Petit, chauve, timide mais enjoué, notre troisième Bouâzza se distingue par le surnom que tout le monde lui donne : « Zmaïm ». La situation le dépasse complètement, il ne comprend pas non plus les rigueurs de notre confinement ni le déploiement de force qu'il suscite. Bon vivant, il ne rate pas une occasion de sauter dans sa Jeep pour aller boire quelques bières à Ouarzazate. Lorsqu'un subordonné lui fait remarquer que ses absences répétées peuvent lui coûter cher, Zmaïm lui hurle à la face :

— Eh bien, je pourrais enfin dormir sans que ma conscience ne me réveille ! Je préfère encore le zinc d'un bar que jouer les gardes-chiourmes de bébés en couches !

Perchés au sommet de ces montagnes enneigées l'hiver, accablantes l'été, nous organisons des classes studieuses quotidiennes. Ma mère enseigne à Abdelatif qui va sur ses 7 ans et nous étonne tous par ses dispositions. Malika dispense les cours de français, de langues, donne aux plus jeunes des bases solides. Myriam contrôle les rédactions, les comptes rendus de lecture et veille à la transparence des interrogations écrites. J'initie Maria et Soukaïna, devenues des jeunes filles de 15 et 13 ans, à la physique, aux mathématiques. La nécessité d'enseigner à mes petites sœurs m'a fait redécouvrir avec passion les matières pour lesquelles je n'avais aucune attirance. Les dispositions acharnées de ses enfants ne font qu'enrager ma mère. Elle ne peut s'empêcher d'imaginer ce que ce potentiel, cette volonté auraient atteint si nous avions eu la possibilité de passer des examens comme sont autorisés à le faire les pires prisonniers de droit commun.

— Maman, lui assurai-je, si nous n'étions pas là où nous sommes, nous n'aurions jamais ouvert un bouquin autrement que pour nous divertir.

Achoura et Halima se surpassent pour entourer cette étude passionnée de tout le « confort », la « sérénité » qu'elles peuvent lui procurer : les bouillottes improvisées dans des pots d'aluminium, les petites collations qui restaurent après une longue concentration... Ce sont elles qui nous enseigneront la grandeur, la beauté, la noblesse avec leur fidélité absolue en toutes circonstances. Ce genre de lumière, rare dans les ténèbres qui nous ont enveloppés, feront que jamais notre humanité ne sera tuée. Ces deux femmes humbles, courageuses, ont donné une leçon

d'honneur, de panache, à tous ces gens huppés, marocains ou étrangers, qui naguère se bousculaient chez nous mais qui n'osent même plus aujourd'hui chuchoter notre nom. Ce n'était que le début de sacrifices extrêmes, de preuves magnifiques que ces dévouées compagnes de galère allaient nous donner.

Les apparences immédiates de mon récit laissent peut-être à penser que nous autres, aînés, avons un quelconque mérite. Que l'avantage de l'âge, de la fonction improvisée d'éducateur nous octroyait une valeur, des vertus dont les plus jeunes ou les moins instruits n'auraient pas été parés ? Ou que le privilège de l'expérience, de l'éducation reçue, nous donnait une supériorité sur les efforts, les sacrifices communs ?

Mais ce sont les plus affaiblis par leurs jeunes années, leur frêle enfance ou leur fragile santé que leur résistance honore davantage que ceux qui les ont soutenus. Myriam fut de ceux-là. Déjà handicapée par une épilepsie tenace, privée de traitement, souffrant mille maux, maintes hémorragies, elle marchera côte à côte avec le reste de la troupe, sans jamais faillir, se plaindre ou démeriter. La communion de tant de peines embrassées saura muscler les défauts, magnifier les qualités, pour une gloire commune dont l'amour, la solidarité seront les seuls vrais héros.

Notre existence s'écoule, morne, machinale. La lassitude nous menace. Il faut réagir. Malika et moi avons la chance d'être proches, de trouver l'écho réciproque d'une même génération. Nos souvenirs conscients, notre mémoire commune du milieu qui nous a bercés, nos affinités jumelles, feront de nous de solides amis, d'indissociables complices. Je deviens, par nécessité, le préposé à l'ambiance. Je n'ai jamais autant fait le pitre de toute ma vie. Pourtant, je ne l'ai jamais été, enfant ou adolescent. Je suis tour à tour

clown, chansonnier, danseur, troubadour. Je ne rate pas une occasion de plaisanter, de raconter par le menu les péripéties de mon adolescence, mes aventures d'internat, mes rapports avec mes professeurs, mes escapades en moto avec les copains. Je parle des souvenirs partagés avec mon père, des anecdotes sur son entourage. Bref, je maintiens vivante la fresque de notre passé. Lorsque le moral menace de fléchir, je constate que rien n'est plus efficace que de m'affubler d'habits féminins pour parodier les manières des gentes dames. J'exécute des danses endiablées, des sketches interminables, dont la récompense suprême est le rire aux larmes des miens.

Tout au long de notre détention implacable, les impératifs de survie distribueront les rôles nécessaires au maintien du groupe, sans qu'aucun n'amenuise les autres ou ne les annule. Ma mère nous insuffle la force, la foi, l'espérance. Malika et moi donnons le rythme. Myriam s'y joint lorsque sa piètre santé l'y autorise. Maria et Soukaïna, maintenant adolescentes, ont un besoin effréné de vivre par procuration leur âge. Malika leur apporte des échanges réels, précis, sur l'évolution d'une jeune fille qu'elle est encore. Tout comme Abdelatif recherche au travers de jeux virils un contact plus étroit avec moi. Le modèle n'improvise pas la force. Les plus jeunes ne doivent leur bravoure qu'à leur fière et solide nature. C'est donc en rangs serrés, confiants en la solidité de notre petit contingent, que nous faisons front à notre infortune.

Notre frénésie créatrice pallie notre manque de matériel. Nous constatons les capacités insoupçonnées qu'engendrent l'ennui, l'isolement. L'imagination fertile née de notre précarité, de notre dénuement, nous révèle des talents jusqu'alors enfouis sous la facilité.

Laissant couler de grosses larmes sur ses joues attendries, ma mère émue découvre, le jour de son anniversaire, un

pan de mur entièrement recouvert du fruit de nos créations : des portraits, des tableaux, inspirés des croquis repris d'un vieux Larousse¹...

— Merci... Merci... Mes chéris, souffle-t-elle entre deux sanglots. C'est le plus beau cadeau que l'on m'ait fait de toute ma vie !

Nous montons aussi une pièce de théâtre en son honneur. Aussi assidus que des fourmis, aussi opportunistes que des renards, chacun de nous apporte par sa quête les éléments indispensables au décor de cette première.

Nous ne dérogeons à aucun rite : les trois coups sont solennellement frappés. Un drap effilé symbolise le lever de rideau. Les spectateurs : ma mère, Achoura et Halima assistent, enchantées, à la représentation. Ne manquant pas d'ambition, nous mettons en scène un épisode de la vie de Marco Polo. Peut-être est-ce l'expression inconsciente de notre soif d'évasion. Chacun cache sans doute, au plus profond de lui-même, un pincement au cœur, un nuage au front quand des images de la vraie vie traversent son esprit, mais chacun se doit aussi de se ressaisir, de se donner aux autres jusqu'à ne plus exister lui-même.

Un événement vient rompre la monotonie de notre détention. Abdelatif a recueilli un jeune pigeon blessé, déplumé, chétif, bref, un collègue ! Il l'entoure de soins méticuleux et l'installe dans un carton. Ce nouveau compagnon est le bienvenu parmi nous. Le gris anthracite de son plumage sombre lui vaut le surnom de Zorro. Ce preux chevalier des airs nous apporte bientôt un magnifique présent. Un soir, il nous présente une compagne do

1. Une de mes sœurs avait même reproduit un portrait de Jacques Chirac aperçu dans *jours de France* que nos geôliers ont effacé, croyant que c'était mon père.

due, sublime, immaculée : Astrid, avec laquelle il nous fait bientôt don d'une couvée ! Astrid, Zorro et leurs petits dorment parmi nous, douillettement calfeutrés dans leurs cartons. Nos pigeons ramènent d'autres congénères. Une complicité incroyable s'installe entre ces oiseaux et nous.

Même ma mère a son pigeon préféré. Que nous avons appelé « Ponia », comme Michel Poniatowski, le ministre de l'Intérieur français. L'oiseau et le ministre n'ont de commun qu'un plastron plein, imposant, mais aussi la fonction de police que chacun exerce dans sa société. Nous taquinons ma mère qui, décidément, a un faible pour les ministres de l'Intérieur...

Tout ce petit monde de becs et de plumes, plein de tendresse et d'appétit, niche sur nos épaules, mange dans nos paumes, boit dans nos bouches. Leurs ailes déployées sont un baume à nos vies entravées. Leur liberté joyeuse exorcise les angoisses de notre mise aux fers. Chaque fois qu'ils prennent leur envol, c'est un peu nous qui nous évadons. Mon petit frère trouve auprès de ses nouveaux compagnons la spontanéité, la tendresse, la fraîcheur naïve manquant au monde adulte, brutal, qui lui dérobe son enfance.

Des larmes plein le cœur, la tête emplie de rêves, nous nous accrochons plus que jamais à la lecture. Nous faisons des concours effrénés. Chacun est obligé de faire le récit de ce qu'il a lu. Connaissant aussi bien l'ouvrage débattu que le candidat, le jury est impitoyable. De ces lectures éclectiques, certaines imprégneront «à jamais nos esprits. L'empreinte indélébile de ces œuvres marquantes comme *Les Misérables* de Victor Hugo, *Une journée d'Ivan Denisso- vitch*, *Le Pavillon des cancéreux* de Soljénitsyne emplissent encore mon âme, mes pensées.

Pour le profit que nous avons tiré de ces lectures, je ne cesserai d'avoir une reconnaissance éternelle envers le

prince Moulay Abdallah, intervenu autant qu'il l'a pu pour que nous puissions bénéficier de quelques livres.

À 17 ans, privé de présence masculine, je fuis ma mère et mes sœurs pour m'isoler dans des réflexions interminables. Je reste assis des nuits entières, le front collé aux barreaux de la petite fenêtre. En bas, adossé aux remparts, on distingue le toit d'un poste de garde. Un seul de ses flancs est visible. Quand les factionnaires allument pour quelques secondes leur lampe torche, un halo s'échappe par la meurtrière. Dans les casemates éparpillées, c'est le black-out. Les ordres sont formels : aucun signe de vie ne doit apparaître au voyageur qui entreverrait même de loin la silhouette désolée de Tamataght. Seuls des coups de torche électrique à intervalles réguliers signalent par des clignements l'éternel RAS. Serrant les poings sur le métal froid, je plonge mes yeux, mon âme dans le firmament. Le vent me caresse le front, comme la main bienveillante apaise l'animal farouche, le cheval cabré. Je pense à ce que doivent faire au même moment mes amis, les gens que j'ai connus. J'apprendrai petit à petit à entretenir vivants mes souvenirs. Ma mémoire est ce que j'ai de plus précieux. Elle est moi. Si elle meurt, on me tue. A travers ma persécution, c'est mon nom que l'on veut exterminer. Si je veux survivre au présent qui m'entoure, je dois exercer ma mémoire, continuer d'espérer l'avenir, ne serait-ce qu'en le rêvant.

Je puise tant de forces dans ces contemplations nocturnes... Les étoiles sont les confidentes de mes frustrations, de ma douleur, de mes rêves, de mes vœux. Le silence est si intense, en ces lieux, qu'il me parle. Il n'est de vide qui ne soit plein. Ni d'ombre qui ne possède une particule de lumière. Ces instants furent pénibles mais ô combien bénéfiques, fascinants, aussi excitants que peut l'être l'introspection...

De temps à autre, un garde tousse. Un autre fredonne. Toutes les deux heures, les pas cadencés d'une patrouille résonnent aux flancs des murailles, s'éloignent, s'estompent dans le lointain. Quelques rayons fugaces scintillent de nouveau en différents points du verger. Ce chapelet sporadique de faisceaux me divulgue précisément le dispositif qui nous surveille... Je ne cesse d'échafauder des plans d'évasion. J'ai observé minutieusement la topographie des lieux, les relèves de la garde, les failles infimes mais existantes du dispositif... Je sais que c'est jouable ! Le point faible de nos cerbères, c'est que nous avons jusqu'à maintenant été des victimes dociles. Nous bénéficierions de l'effet de surprise en cas de révolte. Parce que nous sommes une femme et des « enfants », nos surveillants nous jugent inoffensifs. Il faut en profiter avant que nos conditions de détention ne deviennent un obstacle à toute tentative... Mais toute fuite, pour ma mère, est une capitulation devant ceux qui veulent absolument nous rendre coupables.

— Si le roi, nous dit-elle, n'a pas honte de commettre une telle injustice, ne lui donnons pas l'occasion de se donner bonne conscience en agissant comme des fautifs. Notre seule force c'est notre innocence !

Cela me vaut d'avoir avec elle des conversations orageuses. Malika essaye de nous réconcilier. Elle pense tout comme ma mère qu'étant le mâle de la famille, le fils aîné d'Oufkir, nos bourreaux se feraient un plaisir de me massacrer... L'argument m'exaspère.

Ma mère me rappelle inlassablement :

— N'oublie jamais que la culture, la philosophie de ceux qui nous persécutent, c'est : si tu tues Brutus, tue le fils de Brutus !

Malika se joint bientôt à mes thèses. Nous continuons de les défendre auprès de notre mère, mais notre discours ne l'ébranle pas.

Une nuit, j'entends un des locataires de la casemate fredonner un air qui attire mon attention... Ce sont les paroles d'une chanson populaire :

— On m'a dit coupable mais je suis innocent. Je jure par Dieu béni que mon seul crime fut d'aimer mes amis. Mais je dresserai l'étendard, marcherai de l'avant, ferai front au destin, au hasard. Et si demain, je survis au pire, alors je savourerai ma part du meilleur. Où qu'il soit sur terre, un homme de bien trouvera toujours des frères...

Intrigué, attentif, je perçois un message mais ne peux le certifier. La voix s'arrête... Les gardes ont allumé une radio. Ils écoutent les informations. La monotonie du journal officiel ne les inspire sans doute pas... Ils zappent dans une pétarade de parasites. Au même moment la bâche est soulevée par une volée de bras. Un éventail lumineux s'ouvre puis se referme dans la nuit. A l'intérieur de l'abri, il y a de l'ambiance. Les gardes fredonnent pour accompagner une chanson du groupe *Jil Jilala* que les ondes diffusent. Des pas hésitent sur les cailloux. Une ombre se profile en contrebas. Une silhouette contourne le poste, s'arrête sous ma fenêtre. Soudain, une petite pierre ricoche près de moi. Je plaque frénétiquement mon visage contre les barreaux pour dominer ma verticale. Un autre projectile passe cette fois entre les épais cylindres de fer et s'arrête à portée de main derrière la ferronnerie. C'est un message. Un galet enrobé d'un feuillet ! Je lacère mes poignets au travers des grilles pour l'atteindre. Je l'ouvre les doigts tremblants et le parcours frénétiquement.

— Je suis un ami... Il faut que je vous parle... C'est important...

Je griffonne à la hâte sur un bout de papier :

— Il y a un vieux tuyau dans la cour. Si sa longueur est suffisante, je vais le laisser pendre de ma lucarne jusqu'à

toi. Si dans le poste de garde la musique ou les conversations s'arrêtent, à la moindre alerte, tire deux coups sur le boyau et je le remonterai aussitôt.

J'emballer un caillou de mes mots et le jette en bas. Une intense émotion m'envahit, me revigore. Enfin un contact, une incursion d'humanité dans cet univers hermétique. Mon premier mouvement est d'aller réveiller les autres. Mais, contenant mon impatience, je me ravise. En un trait, je suis au bas de l'escalier, dans la cour. Les pieds nus, je flotte tel un fantôme dans ma gandoura blanche. La perspective d'un échange avec cet inconnu me donne des ailes. J'aperçois le vieux tuyau sous un carton et m'apprête à m'en saisir.

— Merde ! Il est jaune et crevé par endroits...

Sa couleur vive signalerait sa présence le long du mur. Qu'à cela ne tienne ! Je colmate les fissures du plastique pour mieux en assurer l'étanchéité acoustique. Les fines bandelettes que j'utilise sont foncées. Elles assureront le camouflage. Me voici à mon poste. L'extrémité effilée du tuyau me mord l'oreille. J'attends, fébrile, que mon interlocuteur se saisisse du tuyau. Deux brèves secousses répercutent leurs ondes dans mon poignet. Enfin le signal ! Au bout d'un bruissement sourd, confus, une voix me chuchote :

— Moulay... Tu m'entends ? Je me prénomme Had- dou... Ça fait un moment que j'essaye de rentrer en contact avec vous... J'espérais être désigné parmi les équipes qui rentrent chez vous pour la corvée d'eau, mais ça ne s'est pas fait. Je n'ai pas insisté pour ne pas éveiller les soupçons...

Cet homme qui connaît mon second prénom, celui par lequel m'appellent mes proches, ma famille, nous a sans doute côtoyés dans le passé. Il poursuit.

— Te rappelles-tu un séjour à Marrakech en 1970 où nous assurons votre sécurité ? Tu venais souvent t'asseoir dans le poste de garde... Nous n'avons partagé avec vous que de bons moments... Nous sommes beaucoup à être consternés par le sort qui vous est réservé... Vous pouvez compter sur mon aide.

— Merci. Ça me touche énormément...

Deux secousses viennent interrompre la conversation, Je remonte précipitamment le tuyau. Une patrouille fait sa ronde. Haddou s'éloigne. Le croassement des grenouilles ponctue le silence. Un souffle, léger, frémissant, balaye la cime des feuillages. J'écoute, immobile, le chuchotement des amandiers. Une tranche de lune, timide, argentée, court derrière les nuages. La nuit se rafraîchit. J'observe encore des signaux lumineux courant d'un bout à l'autre du verger. La meurtrière du poste de garde distille son filet de lumière, et un son de radio. J'attends, attentif, impatient. Un caillou heurte à nouveau les barreaux. Je me penche, Haddou est revenu.

— Il faut que je parle à ta mère. J'ai un message important pour elle.

— Dis toujours, je le lui transmettrai.

— Je sais que dans une telle situation, vous n'avez plus rien à vous cacher... Mais j'ai fait la promesse sacrée de le lui délivrer de vive voix. Rien n'empêche que tu sois là pour l'entendre.

Nous convenons qu'il est impératif de trouver un moyen, et un endroit plus propices pour converser. Je lui parle de la tour d'angle qui domine notre courette.

— Si tu pouvais accéder aux ruines, chercher l'accès d'une pièce basse, tu te trouverais derrière le mur de la cuisine. En aménageant un trou à hauteur d'homme, nous pourrions mieux nous parler.

— J'essaierai, c'est promis, chuchote Haddou. Quel que soit le moyen, il faut absolument que je parle à ta mère.

Nous nous quittons. Rendez-vous est pris pour une occasion que nous espérons tous deux prochaine.

Je me couche sans trouver le sommeil. Je guette le jour qui pointe pour avertir ma mère, matinale, de mon contact nocturne. Dès le premier réveil, je m'empresse d'informer la chambrée. Telle une volée de moineaux piaillant, nous commentons dans l'effervescence ma « rencontre du troisième type ». Cet événement nous donne une énergie nouvelle. Nous occupons notre journée comme de coutume en cours et lectures mais notre esprit, distrait par la perspective du rendez-vous, a du mal à se concentrer sur l'étude.

Dans l'après-midi, c'est le branle-bas de combat. Jouant dans la courette, Soukaina et Abdelatif remontent l'escalier quatre à quatre. Ils surgissent essoufflés, pour interrompre notre sieste.

— Vite... Vite, s'écrie ma petite sœur, ils arrivent ! On a entendu des bruits de clés, des voix derrière la porte d'entrée !

Dans un sursaut général chacun court à la tâche qui lui incombe. Même dans la précipitation, nous savons par réflexe les gestes à faire. Nous cachons au mieux ce que nous considérons être le plus indispensable à notre survie. Je déboule dans la cour. Je vais à la rencontre de nos visiteurs dans l'espoir de retarder leur incursion. Peu optimistes quant à leurs intentions nous ne pouvons qu'improviser cette piètre défense.

Au bas des degrés menant à nos « appartements », je manque de heurter un groupe d'une dizaine d'hommes. Un seul est habillé en civil : le gouverneur de Ouarzazate, Maâti Boujemaâ. Lorsque nous fîmes le « voyage » d'Assa

dans le désert à Tamataght dépendant de sa province, il nous reçut en hôtes de marque, ayant ordonné au caïd d'une petite bourgade sous son autorité de nous organiser un repas « d'étape >> avec les honneurs, en grande pompe. Des personnes en tarbouche et gants blancs nous avaient servi des plats de cérémonie. Nous avons été accueillis comme les vrais invités de Sa Majesté.

Vers la fin du protectorat Si Maâti Boujemaâ était enseignant. À l'indépendance du Maroc, il intégra la fonction publique. Lorsque Outkir devint ministre d'Etat à l'Intérieur, il le remarqua et le nomma gouverneur. Depuis quinze mois que mon père est mort. Si Boujemaâ est toujours en poste à Ouarzazate et fait preuve à notre égard d'une compassion et d'une moralité qui l'honorent. faisant fi des risques qu'encourent ceux qui osent braver la royale disgrâce. Dès notre arrivée à Tamataght. le gouverneur nous a chaleureusement salués. S'adressant à ma mère, il s'est exprimé suffisamment haut pour être entendu de tous :

— Madame, croyez bien que je suis meurtri par votre situation. Le général était mon chef, mon ami : Sa Majesté le sait. La politique est ce qu'elle est, le dernier jugement appartient à l'histoire. Mais l'homme qui vous parle, Hajja, ne reniera jamais tout un passé pour aboyer avec les chiens sur un mon et sur sa famille. Pour moi, vous êtes et demeurez des enfants du palais, de Sa Majesté. Tant que vous serez sur la province de Ouarzazate, je vous traiterai dans la mesure de mes moyens, en tant que tels.

Après neuf mois, le voilà donc qui nous rend de nouveau visite.

— Bonjour, monsieur le gouverneur, qu'est ce qui nous vaut l'honneur de votre visite ?

L'ironie de mon interrogation ne lui échappe pas. Il a l'air sincèrement dépité. Sa voix cherche une contenance :

— Comment allez-vous... ? Pourriez-vous dire à votre mère que nous désirons la voir ?

Ce « nous » bien appuyé fait référence au staff qui l'accompagne et révèle le désappointement du gouverneur. À sa mine renfermée, il ne s'agit plus de courtoisie mais d'une mission bien précise.

Ma mère descend bientôt dans la cour. Inquiets, impatients, nous l'entourons. Nous ne pouvons refréner un soupçon d'espoir. Peut-être le gouverneur est-il venu nous annoncer notre libération ? Au fond de nous, nous nous mentons. Les physionomies qui nous font face ne laissent aucun doute sur la nature de cette visite...

Le gouverneur s'avance d'un pas et s'adresse à Fatema :

— Madame, je suis venu vous faire mes adieux. J'ai été relevé de mon poste. Je dois, si vous le permettez, passer la consigne. Nous allons inspecter vos quartiers. Ces messieurs veulent s'assurer qu'aucun de vous ne manque à l'appel...

Nous montons à la file indienne cet escalier de château fort. Son étroitesse, son architecture de donjon imposent que l'on s'y engage les uns à la suite des autres, à bonne distance. Ma mère passe la première. Le gouverneur lui emboîte le pas. En passant devant moi il me fait un clin d'œil, un geste discret de la main, m'incitant à le suivre pour tenir à distance la meute. Il a sûrement quelque chose à nous dire. Les officiers qui nous suivent apposent leurs mains sur les murs pour assurer leur progression hasardeuse. L'un d'eux trébuche. J'en profite pour faire semblant de renouer mon lacet. En m'accroupissant je ralentis davantage l'ascension de la troupe. Ma mère et le gouverneur prennent l'avance suffisante pour être hors de portée d'une oreille indiscrete.

— Madame, préparez-vous à un changement radical de votre situation ! Le palais la juge trop tendre à son goût...

Un homme a été choisi pour vous prendre en main. Vos conditions vont être réduites au minimum. Cachez une radio, quelques livres ! C'est la dernière fois que je vous vois... Bon courage, madame ; que Dieu vous assiste... !

La meute s'est regroupée. Plus possible de communiquer. La visite se poursuit dans un silence pesant. Le gouverneur prend congé. Nous ne le reverrons plus.

Le 24 février 1974 notre sort bascule définitivement. Nous sommes réveillés sans ménagement :

— Alignez-vous le long du mur ! nous ordonne-t-on.

R'éunis dans l'espace qui sépare nos deux chambrées, nous attendons. Des pas résonnent dans l'escalier. Un homme surgit dans l'encadrement délabré d'une porte basse. Il est en tenue militaire et porte un manteau kaki trop cintré pour son embonpoint. Je ne distingue pas ses épaulettes. La visière de sa casquette plate, enluminée de dorures, m'indique que c'est un officier supérieur. Un colonel, qui entame une inspection des lieux. Tassé, trapu, engoncé dans un uniforme étroit pour sa bedaine, il se veut martial en remontant le col de son pardessus, et en gardant ses mains gantées dans le dos. Je le trouve plus ridicule qu'impressionnant et le fixe pour qu'il me regarde. Ses yeux globuleux, cernés d'une auréole foncée, sont fuyants. Son teint grisâtre et le masque bleuté qui encercle ses paupières me font penser à ces gens souffrant d'une affection chronique des intestins ou du foie.

Il prend son temps, comme un acheteur potentiel visitant un appartement. La puanteur qui monte de la pièce où s'évacuent directement nos « toilettes » lui froisse le nez. Une mimique de dégoût mal contenu le rend plus hideux. Chacune de ses évolutions charrie la fragrance étouffante d'un parfum lourd, sucré. Le colonel pue exagérément la cocotte. Sans doute pensait-il que ses effluves bourgeois.

symbolisant pour lui l'abondance, annuleraient les relents de notre dénuement. Je souris intérieurement. Le colonel aura au moins découvert que la merde ne s'efface pas à grands jets de parfum précieux.

Pour avoir baigné dans le milieu militaire, je sais reconnaître un baroudeur d'un officier de salon, un barbouze d'un vrai soldat. Notre visiteur ne se range dans aucune catégorie honorable. C'est un sbire du palais, un officier du SSS, la police privée d'Hassan II : la police des polices au pouvoir illimité. Derrière chaque drame du règne d'Hassan II, se profile l'ombre, la main du SSS. Cet état dans l'Etat, cette arme suprême à la discrétion absolue du monarque, tire toutes les ficelles de la répression, veille « au bien-être des invités les plus privilégiés de Son Auguste Majesté »... Le SSS officie dans tous les milieux sans exception, jusque dans les demeures et la stricte intimité des plus hauts personnages du royaume. La famille d'Hassan II elle-même est espionnée. Tout particulièrement son frère Moulay Abdallah. Le SSS infiltre parmi les domestiques des informateurs insoupçonnables, efficaces, recrutés parmi les plus proches, les plus fidèles serviteurs de ceux que l'on vise. J'aurai l'occasion de revenir sur cette entité souterraine qui s'est distinguée dans toutes les « bavures » du règne d'Hassan II, si secrète qu'elle n'a aucune existence officielle. Mon père n'en a eu lui-même connaissance qu'en 1966, après l'affaire Ben Barka... C'est en cherchant des réponses à la façon stupide dont il s'était fait doubler que le général a découvert la réalité de ce service très spécial. Dès lors, même lui a vécu dans la psychose du SSS. Le peu d'individus qui connaissent ce sigle supposent qu'il veut dire « Services spéciaux de sécurité ». Mais pour les méchantes langues, la vraie traduction de ces trois S est « Service Spécial de Sa Majesté ».

Devant nos gardiens terrorisés, l'intrus continue sa visite. Nos matelas flétris sont alignés à même le sol fissuré. Quelques cartons servent de tables de nuit, et de litières à nos pigeons. Notre misère est incrustée dans ces murs. Notre visiteur se retrouve nez à nez avec deux photos d'Oufkir. L'eut-il vu vivant que le colonel n'en aurait pas été moins choqué !

Il s'arrête en effet comme tétanisé. Deux simples clichés jaunissants, pendus au mur, ont suffi à déstabiliser ce lâche inquisiteur. L'une de ces photographies montre mon père au côté du général Juin en 1944 lors du défilé célébrant la libération de Rome par les alliés. A la tête de son régiment de tirailleurs. Oufkir porte le drapeau tricolore. L'autre représente mon père en tenue camouflée et casque d'infanterie pendant la guerre des Sables qui opposa en 1963 le Maroc à l'Algérie.

Ce personnage visqueux, venu planer sur notre enclos comme un charognard, a pâli devant un fantôme. Venu nous jauger, nous intimider, c'est lui qui s'en va le plus secoué. Il tourne les talons, visiblement exaspéré. Son arrogance manifeste se conforte dans sa certitude de ne pas être reconnu. Mais ma mère est la première à le reconnaître. Elle me chuchote :

— C'est Ben Aïch. le frère du médecin personnel du roi tué à Skhirat...

Malika me souffle :

— J'ai déjà vu ce type au palais...

Lorsqu'il passe devant moi pour redescendre l'escalier, la mémoire me revient. Je me rappelle l'avoir croisé en présence du prince Moulay Abdallah, le frère d'Hassan II ne cachant pas son antipathie pour ce genre d'homme, militaire préfabriqué en six mois de stage après l'indépendance. Il ne doit ses galons qu'à son royal maître.

Sur le point de descendre les marches, le colonel regarde par-dessus son épaule. Je perçois en lui une colère mal dissimulée. Ses courtes pattes limitant sa foulée ne lui permettent que de petits pas saccadés.

Nous apprendrons plus tard par quelques alliés parmi nos gardes les détails du reste de l'inspection... En sortant de chez nous. Ben Aïch examine la forteresse, ses décombres, le verger, les postes de garde, les baraquements de la troupe. Il réunit les responsables, les équipes qui ont accès aux « invités ». Le colonel se fait menaçant, et concis.

— La situation a changé ! Dorénavant Rabat veut que les « invités » ne se nourrissent plus que de croûtons et d'eau... Qu'ils en bavent ! Ceux qui n'appliqueront pas les ordres à la lettre, je m'en occuperai personnellement !

Le colonel s'attarde en instructions strictes, précises. Ben Aïch sait que sa simple appartenance à la police spéciale du palais suffit à glacer ses interlocuteurs. Il ordonne donc une fouille minutieuse de nos quartiers.

Le lieutenant Bouâzza, dit « Zmaïm », suivi de tout le staff et d'une demi-douzaine de policiers, de Moghaznis, prend d'assaut notre réduit. Le pauvre bougre n'a vraiment pas le profil de l'emploi. Au lieu d'entraîner sa troupe, il semble poussé par elle.

— Je suis désolé, nous... nous devons perquisitionner.

Toutes nos affaires sont passées au peigne fin, entassées dans des cartons, démenagées à l'extérieur. Ben Aïch procède personnellement à leur tri draconien. Ce qui nous désole le plus, c'est de voir nos livres confisqués. Tout ce qui peut nous divertir, occuper nos esprits, nous détourner de notre châtiment, est proscrit. Les jouets de mon petit frère n'échappent pas à cette sévérité. Le colonel repart pour Rabat conscient que de ses menaces naîtra le zèle nécessaire à notre persécution. Il a parlé à huis clos avec les six policiers en civil qui assurent la confidentialité des trois

messages codés quotidiens destinés au cabinet royal. Parmi eux des agents de la DST et du SSS, sous couvert d'une autre identité, d'un autre corps de police. Ils veilleront à ce que les nouveaux ordres soient exécutés sans état d'âme... Et signaleront au général Moulay Hafid et au colonel Ben Aich toute entorse au « nouveau règlement », tout exécutant qui hésiterait à le mettre en œuvre.

Zmaïm nous annonce le programme. La nourriture est réduite, les radios supprimées, les envois de mon grand-père définitivement suspendus. Plus terrible encore, les médicaments sont interdits. Ma sœur Myriam, gravement épileptique depuis l'enfance, est brutalement sevrée des neufs cachets quotidiens vitaux. Un émissaire du palais informera mon grand-père, le colonel Chenna, en des ternies cyniques prêtant à confusion : « Pour Myriam, les médicaments ne sont plus nécessaires... >> On lui fera aussi croire que j'ai été abattu lors d'une tentative d'évasion. Mon grand-père baptise même son dernier-né Raouf en ma mémoire. Cette intoxication cruelle est destinée à s'assurer le silence de nos amis des beaux jours, de nos connaissances d'hier et ainsi encourager notre éradication définitive. Pour tenir le colonel Chenna, Hassan II le conserve dans les cadres de réserve de l'armée, et lui refuse une retraite définitive.

Ce 24 février 1974, nous franchissons un degré supplémentaire dans la tourmente. Depuis notre enlèvement le 24 décembre 1972, le général Moulay Hafid Alaoui, ministre de la Chancellerie et du Protocole, est le grand coordinateur de notre situation. Il n'en répond qu'à Hassan II qu'il tient étroitement informé. Le roi lit les rapports détaillés sur le quotidien de ses << invités ». Parent éloigné du souverain. Moulay Hafid est à Hassan II ce qu'était Olivier Le Daim à Louis XL Grand prêtre du palais, âme damnée

du Commandeur des croyants, ce général de pacotille est la créature de son maître. C'est l'homme des affaires réservées, le régisseur des oubliettes royales, le cerbère des « jardins secrets » du monarque. Albinos, chauve, dégingandé, avec un cheveu sur la langue, il est froid comme la mort, dangereux comme le poison. Il vit seul, n'a pas d'amis, ne reçoit jamais. L'inamovible ministre est honni à l'intérieur comme à l'extérieur du palais. La famille royale l'exècre. La propre mère d'Hassan II déteste celui qu'elle appelle le « mauvais génie » de son fils... Les esclaves, les concubines, la multitude grouillante des citadelles royales maudissent d'une seule voix le grand inquisiteur du trône. Pas même le harem n'échappe aux « interventions efficaces » du général. Dans les rouages de l'Etat, le responsable de la maison royale terrorise ministres et hauts fonctionnaires. Dans l'armée, seuls quelques généraux ayant servi dans les troupes françaises ont le charisme et le caractère suffisants pour l'impressionner. Oufkir était de ceux-là. Ceux qu'il ne peut atteindre, Moulay Hafid les caresse dans le sens du poil en attendant qu'une disgrâce royale, à laquelle il œuvre sans relâche, les lui livre pieds et poings liés. Ce rat d'égout bave en compliments sur celui qu'il rêve de dévorer. Moulay Hafid a amassé à coup de spoliations éhontées un patrimoine foncier et immobilier hallucinant. Sans compter les milliards qu'il a détournés des différentes caisses noires dont il dispose. Ses comptes à l'étranger ne se dénombrent plus. Le ministre de la Chancellerie n'hésite pas à voler les princes, les princesses, et même Hassan II. Le roi laisse faire. Il gave sa main occulte comme on nourrit son molosse. Hassan II sait que ce genre d'homme se tient par le ventre. Il n'ignore pas non plus que ce type d'individu peut à tout moment se vendre à plus offrant. Le souverain n'est pas de ceux qui pensent que la loyauté d'un serviteur se mérite, il est convaincu qu'elle s'achète. Personne n'a jamais

compris comment Hassan II a pu recruter celui qui a trahi Mohamed V. Moulay Hafid Alaoui, cousin éloigné de la famille chérifienne, fut en effet l'un des signataires du document aberrant, illégitime, dont la France s'est servie pour déposer Mohamed V et le remplacer par le fantoche Ben Arafa. Il reçut, en remerciement de ses services, le poste de caïd de la ville de Settat. Personne ne l'a oublié... sauf le roi.

Le gouverneur Si Boujemaâ n'a pas menti. Le palais, en nous envoyant Ben Aïch, signifie clairement son intention d'augmenter nos souffrances. Derrière ce que nous espérons être un court éloignement s'esquisse une interminable persécution, et nous nous organisons pour faire face à la dégradation de nos conditions. Grâce aux confidences du gouverneur nous avons réussi à sauver une petite radio. Je l'ouvre pour ne conserver d'elle que ses entrailles, la fine plaque où se concentrent ses composants. Je lui confectionne une housse taillée dans un pan de couverture. Elle ne fait plus qu'un centimètre d'épaisseur. J'ai pris soin de récupérer sur les deux autres radios, avant qu'elles ne soient confisquées, les haut-parleurs et quelques pièces de rechange. Nous aménageons des caches dans les sols de boue séchée. Ce qui nous reste de livres dort dans ces planques pour n'être lu que la nuit à la lumière d'une bougie. Nous avons dérobé à la vindicte des geôliers quelques manuels de classe, quelques œuvres lues et relues.

L'embargo de l'émissaire royal ne tarde pas à faire son effet sur notre état physique et moral. Les denrées nous manquent. Nos corps s'affaiblissent. L'ennui gagne. Nos esprits étouffent. Le désespoir rôde. Nos volontés se cabrent. Si l'aggravation de notre sort consume notre espérance d'être libérés, elle aiguisé aussi nos capacités de survie. Nous cachons, stockons, enterrons, comme le font

les fourmis, tout ce qui peut être utile aux temps de disette et de froidure. Nous nous préparons à « l'hiver royal »...

Les équipes qui nous apportent l'eau s'étonnent de jour en jour de notre détermination. Notre candide résistance les attendrit. Les toutes premières complicités s'installent. Quatre hommes sur huit nous aident. Ils profitent des deux corvées quotidiennes pour nous jeter de la farine, du sucre, quelques bouts de viande qu'ils cachent dans les vastes poches de leurs treillis. Leur compassion soulage nos estomacs mais ne calme en rien nos angoisses... Ma sœur Myriam enchaîne les crises épileptiques. Les convulsions violentes qui la déforment traumatisent les plus petits. Nous ne pouvons que tenter de lui mettre un chiffon dans la bouche pour qu'elle ne s'ampute pas la langue avec ses dents. Les crises de Myriam sont suivies de comas ; le plus long durera trois jours. Malika tombe elle aussi gravement malade. Pendant vingt jours, elle est brillante de fièvre. Nous ne pouvons que lui appliquer des linges humides sur le corps pour tenter de faire baisser la température. Malika apprendra des années plus tard que cette infection sans soins la privera d'enfants. Quel dédommagement au monde pourrait réparer cette infamie ?

Pour moi commence le cortège des rages de dents et des abcès purulents. La face tuméfiée, l'œil droit fermé, la chair bleue et gonflée, putride, j'essaie tous les moyens pour apaiser la douleur intolérable. Tout y passe. En définitive, j'applique la pointe d'un couteau rougi à blanc, au risque de m'évanouir, sur les abcès pour les faire éclater et les suturer par la brûlure.

À mille sept cents mètres d'altitude, les hivers sont froids. Le vent glacé qui balaye les sommets s'engouffre dans la carcasse éventrée de la forteresse. Les courants d'air s'infiltrant jusque dans notre antre pourri. Il nous faut faire

preuve d'imagination pour tromper la faim. Davantage encore pour mystifier l'ennui. La sympathie grandit dans les rangs de nos gardiens. Ils deviennent plus audacieux pour nous secourir. Une vraie filière de soutien va bientôt prendre forme. Nos bienfaiteurs arrivent par le verger, escaladent les ruines, font des centaines de mètres dans ce dédale de débris, pour aboutir derrière le mur de notre « cuisine ». Par le trou que nous y avons aménagé, nous discutons et recevons les provisions qui nous manquent.

Le premier à nous contacter par ce parloir, c'est Haddou. Le lendemain de la visite dévastatrice du colonel Ben Aich, il a enfin trouvé un chemin. Une nuit, nous percevons le bruit d'un caillou dans la courette. Haddou nous descend d'une des fenêtres de la tour d'angle un cabas de vivres suspendu à une corde. Dorénavant les livraisons nocturnes seront plus sûres que les péripéties journalières de la corvée d'eau. Haddou attend de délivrer son message à ma mère. L'occasion est enfin venue. L'oreille collée au trou creusé dans le mur, ma mère, Malika et moi écoutons religieusement ses confidences.

Après quelques formules de circonstance, Haddou, ému et respectueux, s'adresse à ma mère :

— Madame, j'ai juré sur le saint Coran que je ne délivrerai ce message qu'à vous et à vous seule...

— Mes aînés et moi ne formons qu'un, le rassure-t-elle.

De l'autre côté du mur, Haddou fait rouler des gravats, craquer des roseaux pour assurer ses appuis. Nous retenons notre souffle. La nuit paisible pourrait nous trahir. Le grondement d'éboulis cesse. Nous sommes toute ouïe :

— Madame, votre fils vous a parlé de moi. Je suis brigadier-chef dans les CMI. J'ai fait partie des gardes qui ont surveillé les aviateurs putschistes la veille de leur exécution. Le colonel Amokrane, leur chef, m'a fait jurer sur le livre

sacré de vous transmettre, si l'occasion se présentait, ses dernières paroles...

Haddou reprend son souffle :

— Le colonel Amokrane voulait que vous sachiez de quelle façon il a dû vous charger sous la pression des inquisiteurs du roi. Le général Moulay Hafid et le colonel Dlimi lui ont arraché des accusations graves contre vous. Plus tu chargeras les Oufkir, plus tu épargneras un nombre important de tes officiers, sous-officiers et soldats, nous saurons en tenir compte, lui avaient-ils dit... Fatema Oufkir risque bien moins que tes hommes ! Elle et ses enfants sont des gens du palais, des intimes de Sa Majesté, de sa famille... La colère royale aura envers eux des scrupules qu'elle n'aura pas pour vous autres putschistes...

Haddou nous décrit ensuite le désarroi du colonel Amokrane la veille de son exécution avec dix autres aviateurs.

— Tu diras à Fatema Oufkir que je vais à la mort avec le seul souci qu'elle et ses enfants me pardonnent.

Haddou nous assure de son soutien. Il nous encourage :

— Ne désespérez pas, madame, si Dieu le veut, un jour justice vous sera rendue ! Nous sommes plusieurs à vouloir vous aider. Nous tenterons au moins d'assurer clandestinement une nourriture décente à vos enfants. Même les plus rigides d'entre nous ne comprennent pas que l'on puisse traiter des gosses de la sorte ! Beaucoup sont prêts à s'impliquer. Les plus peureux fermeront les yeux... Restons prudents, nous ne sommes pas à l'abri de la délation d'un tordu ! Si je peux faire quoi que ce soit pour vous, madame, dites-le-moi.

Ma mère le remercie.

— Ma fille Myriam a besoin de médicaments, je vous en conjure, allez voir mon père le colonel Chenna, il saura quoi faire... Il vous remettra les cachets et de l'argent si vous lui emmenez un mot écrit de moi.

Deux mois après la « descente » de Ben Aïch, nous établissons une première correspondance avec l'extérieur. Haddou nous ramène une lettre de mon grand-père. Pour nous, l'événement est immense !

D'une main tremblante, mon grand-père nous écrit : « Ma fille, mes petits, grâce à Dieu, enfin des nouvelles de vous ! On nous a fait croire que Raouf et Myriam étaient morts... Je ne trouve pas les mots pour vous dire mon désarroi, je ne cesse de frapper aux portes qui veulent encore s'ouvrir devant moi. Le prince Moulay Abdallah fait partie des rares qui me reçoivent encore. Il m'a, à maintes reprises, demandé de vos nouvelles. Il s'est attardé sur Raouf qu'il appelle toujours son fils. Lors de la dernière visite que j'ai rendue au prince, je l'ai informé de la dégradation de vos conditions de détention. Je lui ai raconté dans le détail, la façon dont on vous traite. Le prince a pleuré sans aucune retenue. Secoué par des sanglots, il s'est retiré un moment, puis les yeux rougis, l'air désabusé, ne cachant pas sa révolte, son écœurement, Moulay Abdallah m'a dit : "Je suis navré, colonel, cela dépasse tout entendement. Je n'ai cessé d'implorer mon frère de revenir à la raison. Les enfants ne sont pour rien dans ce qui s'est passé. Je vous jure sur l'honneur que je ferai tout pour continuer de leur envoyer des livres, des jouets ! Je sais... Je sais que cela n'est pas suffisant... Si par miracle vous aviez un autre contact avec Fa- tema et les enfants, dites-leur bien que je continuerai à intervenir quoi qu'il m'en coûte !" »

Moulay Abdallah a réuni aides de camp et personnel, leur ordonnant :

— Qu'on se le tienne pour dit, le colonel Chenna est ici chez lui ! S'il demande à me voir, il doit être introduit sans attendre, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit !

Le prince a tenu parole et forcé le blocus qui nous frappe. Il envoie à Tamataght une estafette. Elle sera refoulée sans ménagement. Hassan II est fou de rage. Il convoque son frère et lui signifie qu'il n'a pas à s'ingérer dans son domaine réservé. L'entrevue est houleuse. Pendant trois jours Moulay Abdallah est en « résidence discrètement surveillée >>. L'avertissement est clair. Il faudra toute la sagesse, l'habileté de leur mère, Lalla Abla, pour que le rapport de force entre les deux frères ne dérape pas. Moulay Abdallah, pourtant, ne renoncera jamais à nous défendre et, sur son lit de mort, le prince demandera avec insistance à son frère notre libération. Hassan II promettra sans tenir parole.

À Tamataght, les mois s'écoulaient, de plus en plus durs, de plus en plus usants. La filière de policiers, de Moghaznis qui nous secourent compte maintenant quinze membres. La correspondance avec notre famille est presque régulière. Les livraisons de médicaments aussi. Dans ses lettres, notre grand-père croit nous rassurer :

« Mes enfants, soyez sûrs que je ne ménage aucun effort pour vous sortir de là. Croyez en mon expérience, rien ne sert de heurter Sa Majesté... Je frappe à toutes les portes capables de demander votre grâce au roi. C'est le seul moyen. »

Dans un de ses courriers, il nous informe aussi de la tentative du Shah d'Iran auprès du roi. « L'Empereur d'Iran, nous écrit-il, a demandé à Hassan II de l'autoriser à vous prendre sous sa coupe. D'accepter l'invitation qu'il vous fait d'immigrer dans son pays. Il a assuré le roi d'une discrétion absolue. Hassan II l'a poliment éconduit. Tout comme Hussein de Jordanie qui a tenté d'obtenir votre libération en se portant garant. » Mon grand-père poursuit :

« Les ambassadeurs d'Iran et du royaume hachémite ont été les seules représentations étrangères à me recevoir. »

Il croit encore que notre salut passe par le sérail royal... ! Il espère qu'avec le gouvernement d'union nationale que tente de former le roi, l'intervention de certaines personnalités de l'opposition deviendra possible. Je reste sceptique. Après les coups d'États de 1971 et 1972 qui ont affaibli le pouvoir, l'opposition a pensé qu'il lui suffirait de donner l'ultime estocade pour abattre Hassan II. Elle a tenté en 1973, avec cinq mille Marocains entraînés en Algérie, de provoquer un soulèvement populaire le 3 mars, jour de la fête du trône. L'Algérie a vendu la mèche. Le roi a fait intercepter et décimer le contingent d'opposants armés. Les survivants sont « jugés » et exécutés. Les tribus, les villages dont sont originaires les révolutionnaires pâttissent de la colère royale. Pour la gauche marocaine, le coup est rude. Hassan II peut maintenant négocier en position de force et fait, non sans peine, l'union sacrée autour du Sahara. En traînant des pieds, l'opposition accepte, au prix de graves dissensions internes, de jouer le jeu. La guerre patriotique du Sahara la contraint à mettre de l'eau dans son vin... La gauche marocaine ne veut pas rééditer l'erreur de 1963 où Mehdi Ben Barka avait soutenu l'Algérie dans son agression contre le Maroc. Son leader avait en effet privilégié l'idéologie sur le patriotisme et donné à Hassan II le bâton pour le battre... Mehdi Ben Barka fut condamné à mort par contumace. L'attitude de Ben Barka pendant la guerre des Sables, sa dimension révolutionnaire internationale grandissante réunissaient déjà les conditions de sa neutralisation. Les puissances occidentales ne voyaient pas d'un bon œil ce leader qui menaçait gravement leurs intérêts.

Abraham Serfaty et son organisation révolutionnaire clandestine, *Illal al amam*, furent les seuls à refuser de cau

tionner ce qu'ils considérèrent comme un piège tendu par le roi pour neutraliser son opposition. Laminée, l'opposition finit par succomber. Ceux qui, en son sein, refusèrent l'« ouverture royale », Hassan II les fit taire. Abraham Serfaty fut torturé, jeté en prison pour dix-huit années. Omar Ben Jelloun, que l'on disait être le digne successeur de Ben Barka, fut assassiné à coups de barre de fer devant son domicile casablancais. On imputa ce crime aux intégristes musulmans, un crime qui ne fit pas les vagues de l'affaire Ben Barka. La gauche marocaine ne broncha pas. Ces ténors n'étaient à vrai dire pas mécontents de voir disparaître un pur et dur qui dérangeait les vieux de la vieille dans leur partie de poker malsaine avec le palais.

En cette année 1977, l'opposition fait donc contre mauvaise fortune bon cœur, bien contente de voir Hassan II enterrer dans les sables ces forces armées royales qui, si elles prenaient le pouvoir, ne le partageraient pas avec elle.

Mon grand-père espère naïvement que l'échiquier politique est propice à une intervention auprès du souverain. Il nous écrit ainsi : « J'ai sollicité M'Hamed Boucetta¹ pour qu'il intercède en votre faveur auprès du roi. Je suis convaincu que Sa Majesté ne pourra rester indifférente à sa voix. Les négociations entre le palais et l'opposition sont propices aux gestes. Votre libération ne serait en rien une concession politique. Elle ne serait qu'un échange de bons procédés. »

Le colonel Chenna, au fil des jours, se fait toutefois moins optimiste : « Lorsque j'ai demandé en larmes à M. Boucetta s'il pouvait participer au sauvetage de mes petits-enfants, celui-ci m'a éconduit sans pudeur : "Colonel, m'a-t-il dit, bien que leur père ait servi contre nous, je

1. M'Hamed Boucetta devenu chef du parti de l'Istiqlal à la suite du décès d'Allal El Fassi, son leader historique.

tenterai si l'occasion se présente d'en toucher un mot au roi. Je ne vous promets rien... Vous devez comprendre que c'est délicat." »

Voilà toute l'aide que l'opposition marocaine a daigné nous accorder. Se faisant passer à l'étranger pour des démocrates sincères, ses dirigeants n'ont pas le discernement, la moralité pour distinguer le père de sa descendance et ont encore moins la générosité de plaider une cause ne générant aucun intérêt. Que peut-on espérer d'une telle philosophie, de tels principes, de tels hommes ? Ces messieurs de l'opposition ont bien vite oublié qu'ils ont comploté avec mon père pour renverser Hassan II et s'accommodent d'accuser Oufkir de leur malheur en sachant pertinemment que le roi en est le seul responsable. La répression féroce qui s'est abattue sur eux après le 16 août 1972 le prouve. La propagande continuera pourtant d'accuser Mohamed Oufkir de tous les méfaits. Ne pouvant couper la main qui l'étrangle, l'opposition n'hésite pas à l'absoudre en s'en prenant à un disparu. Dans la lutte à mort qui les oppose depuis l'indépendance. Hassan II et la gauche marocaine se sont ménagé tacitement une porte de sortie pour éluder leurs querelles assassines. A les entendre, le général était le roi du Maroc et Hassan II seulement un fantoche influençable, dépassé par le zèle de son cruel serviteur. Un monarque doux, malléable, niais, à la merci des dépassements de son connétable. On répétera le même schéma pour le colonel Dlimi, successeur d'Oufkir, puis pour Driss Basri, ministre de l'Intérieur jusqu'à la fin du règne d'Hassan II.

Quels qu'aient été le caractère, le charisme avec lesquels Oufkir a assumé ses fonctions, la moindre de ses actions obéissait aveuglément aux ordres royaux ! Sa plus grande responsabilité est d'avoir accepté de servir de pare-chocs aux actes du roi, sans même pouvoir les contrôler. D'être

devenu l'étiquette apposée sur tous les excès du trône ! De s'être tu chaque fois qu'il était calomnié ! Alors qu'il avait les moyens de se disculper. Je crois que mon père a péché par orgueil. Il a fini par éprouver un petit plaisir viril devant la crainte physique qu'il inspirait, la légende du tout-puissant vizir impitoyable ! Un jour je l'ai d'ailleurs questionné à ce sujet :

— Pourquoi te laisses-tu figer dans cette fausse image ? lui avais-je demandé.

— Parce que, me répondit-t-il, il faut bien que l'on se défoule sur moi pour que la personne du roi reste sacrée. Ils peuvent me haïr autant qu'ils voudront, pourvu qu'ils aiment le roi !

Si la seule conviction politique du général fut d'empêcher l'installation du communisme en Afrique du Nord, la seule main qui ait réellement, exclusivement et effectivement gouverné le Maroc, fut celle d'Hassan II.

Nous continuons de surnager dans notre situation.

Un dernier membre s'est joint au comité de bienfaisance qui nous appuie. Il s'appelle Hamadi. C'est un Berbère de la région de ma mère. Dès son arrivée, il a pris contact avec nous :

— Je veux, nous dit-il, servir Dieu et la justice en vous aidant. Je suis prêt à tout !

Hamadi est révolté par notre son. Il refuse catégoriquement que mon grand-père lui paye ses services. Il ne cesse de s'insurger contre ce qu'il qualifie de blasphème :

— Le saint Coran recommande de prendre soin de la veuve et de l'orphelin. Comment ce roi peut-il se prétendre le Commandeur des croyants ? C'est une honte de mettre un enfant de 3 ans en prison ! Comment pourra-t-il assumer ce péché le jour du Jugement dernier ? s'insurge-t-il. Vous ne sortirez jamais d'ici. Jamais le roi ne vous

laissera revoir le jour ! S'il en avait l'intention il ne vous traiterait pas de la sorte. Réveillez-vous ! Ne voyez-vous pas que le point de non-retour a été franchi ?

Son regard habité par une étrange lueur brille de passion. Nous l'avons d'ailleurs immédiatement surnommé Ras-poutine. Parfois il nous inquiète et parle de vendre toute la filière si par malheur il était arrêté.

— Tu ne vas tout de même pas devenir une balance ?

Hamadi me rétorque :

— Que crois-tu qu'ils me feront s'ils pensent que je suis le seul à vous aider ? Ils m'extermineront comme une vulgaire punaise. Regarde comment le roi vous traite, vous qui étiez au sommet avec lui ! Que fera-t-il d'un pauvre bougre tel que moi ? Crois-moi. si par malheur je me faisais coincer, la seule façon de sauver ma peau c'est de donner les autres... Ils peuvent me tuer sans problème, mais exécuter les dix-sept gars qui sont dans le coup ne passerait pas inaperçu. Nous juger même à huis clos étalerait les secrets du roi. Mais ce serait déjà ça ! On aura montré à Hassan II son visage dans le miroir¹ !

Hamadi est scandalisé de nous voir privés de viande même pendant le mois sacré du Ramadan. Il se montre le plus efficace de nos « fournisseurs ». Lui et deux jeunes policiers vont se prendre d'une réelle sympathie pour nous. Ils iront jusqu'à me faire visiter le verger et leur poste de garde. Une nuit de grand vent, j'aménage un passage dans le mur de pisé de la « cuisine ». Dans un décor de ville bombardée, nous nous serrons la main au sommet d'un monticule de briques et de gravats. Comme deux armées victorieuses, nous célébrons notre jonction laborieuse ! Nous tâtonnons dans un dédale de pièces éventrées, d'es

¹ Cette expression en arabe dialectal signifie << mettre sous les yeux du pécheur ses méfaits, lui faire honte >>.

caliers mutilés, de plafonds effondrés, de patios ouverts aux quatre vents avec leurs colonnes amputées. Il y a un seul passage possible pour descendre vers le verger. C'est un étroit et périlleux sentier sur le flanc rocailleux de la forteresse. Nous tentons de suivre l'empreinte incertaine qu'ont dessinée sur le sol les pas clandestins de nos nombreux bienfaiteurs... Je suis à la fois heureux et triste. Heureux de goûter des perceptions depuis longtemps oubliées. Triste de réaliser les sensations simples dont nous prive notre enfermement. Où puis-je noyer la révolte qui m'étouffe ? Si ce n'est dans la conviction que tel est mon destin, qu'au moins mon existence est peu banale. Je réalise à quel point nous sommes des morts vivants ! Même si mon escapade nocturne restreint ma vision de l'espace, cet exercice me donne le vertige. Je retourne au terrier qui nous sert de dortoir. Je veux que les autres profitent de l'occasion inespérée de respirer, pour la dernière fois peut-être, l'air libre. Malika, Maria et Soukaïna se faufilent dans les ruines. En file indienne, mes soeurs m'emboîtent le pas. Nous ne descendons pas dans le verger. Hamadi et les deux policiers ne veulent pas prendre plus de risques. Tapis dans les décombres de la forteresse, nous restons jusqu'à la pointe du jour en leur compagnie. Lorsque les premiers rayons diffusent leur halo diaphane sur les sommets pelés, nous rampons dans le goulot de la cuisine pour regagner notre tanière.

Le 26 septembre 1976, notre situation connaît un nouveau rebondissement. Hamadi est pris en flagrant délit en train de redescendre des ruines après une livraison. L'alerte est donnée. Le lieutenant Bouazza et son staff fouillent le paquetage de Raspoutine et y trouvent des preuves accablantes. Hamadi crache le morceau. Toute la filière est arrêtée : quinze policiers et deux Moghaznis. Le palais

envoie le commissaire Youssoufi Kaddour, celui-là même qui nous avait inlassablement « cuisinés » au lendemain du 16 août. L'homme a pris de l'embonpoint. Il est toujours aussi visqueux, insaisissable, sournois. Les inspecteurs qui l'accompagnent dressent des tables, installent machines à écrire et magnétos. Les interrogatoires commencent... Toute la famille les subit. Ils sont interminables, harassants. Youssoufi Kaddour n'a pas perdu la main, il officie toujours au commissariat du Derb Moulay-Chérif. Quatre ans après la disparition d'Oufkir, la répression continue, féroce, implacable. L'année étant parquée au Sahara. Hassan II a les mains libres pour mater ses ennemis, régler ses comptes. Nous faisons partie de l'addition.

Le virtuose de la question, le « délieur de langues » du Derb Moulay-Chérif. vient faire la lumière sur la filière qui nous a aidés. Le cabinet royal envoie le colonel Ben Aich sur les talons du commissaire Youssoufi. L'officier du SSS arrive, lui, pour punir. Il s'occupe en premier lieu de châtier ceux qui ont osé braver les instructions royales. Les coupables sont passés à tabac, transférés à Rabat. Ils seront emprisonnés sans procès pendant un an. Youssoufi transmet son rapport au ministre de l'Intérieur qui le remet au roi. Mon grand-père est arrêté, interrogé pendant une semaine dans les locaux de la Sûreté nationale à Rabat. Les CMI, les Moghaznis qui nous gardent, se sont révélés incapables de nous isoler. Ce qui terrifie le palais, c'est que nous ayons pu établir une correspondance avec l'extérieur. Il vérifie vite qu'elle n'a servi qu'à entretenir un contact avec notre famille. Qu'à aucun moment nous ne l'avons utilisée pour alerter l'étranger ! Nous pensons naïvement que le roi, avant de nous tomber dessus, en tiendra compte. Le colonel Ben Aich revient à Tamataght cinq jours après le passage de Youssoufi et ponctue les nouvelles instructions du palais de menaces plus terrifiantes les unes que les

autres. Le lieutenant Bouâzza sent qu'il est sur un siège éjectable. Les consignes sont drastiques, les précautions multipliées pour s'assurer qu'elles seront sévèrement appliquées.

La sécurité autour des « invités » de Tamataght a révélé des lacunes flagrantes. Le palais va définitivement y pallier. Zmaim est limogé. C'est le troisième Bouâzza que nous usons...

Un adjudant-chef des forces auxiliaires le remplace. Il s'appelle Borro. C'est le choix du colonel Ben Aïch. Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau responsable de notre situation n'est pas un militaire, mais un rustre monté des rangs des Chabakounis, ces unités d'appoint au maintien de l'ordre méprisées par l'armée et la police. Borro a un buste de sumo sur des jambes de jockey. Son regard est vitreux, défiant. Au premier contact, nous comprenons que Ben Aïch fonde tous ses espoirs dans ce mi- notaire inculte et discipliné pour nous mater et nous punir ! Nous châtier pour avoir osé écrire à notre famille ! Nous faire souffrir pour avoir donné de nos nouvelles après tant d'années de silence !

Nous sentons le danger se préciser. Nous prions le ciel de nous donner la force d'endurer la furie qui va s'abattre sur nous. La nourriture est encore réduite. Je dois me présenter trois fois par jour dans la courette pour que les gardiens s'assurent de ma présence... Nous résistons comme nous le pouvons à ce déferlement de contraintes, de privations. Bons joueurs, nous pensons que c'est le prix passager à payer pour assouvir la « colère des dieux ». Chaque jour qui passe est une pénitence !

Le 11 juillet 1977, soit cinq ans et sept mois après notre enlèvement de Rabat, nous décidons d'entreprendre notre première grève de la faim. Je rédige de mon sang, et au

nom de tous les miens, une lettre au roi. Cette fameuse missive où nous nous plaignons, toutes proportions gardées, d'être traités comme le peuple juif et persécutés pour notre seule identité ! En remettant les lignes adressées au souverain à nos gardes, nous leur annonçons notre décision de cesser de nous alimenter tant que nous n'aurons pas eu d'échos du palais. Personne dans le royaume, fût-t-il le plus zélé de nos tortionnaires, ne prendrait la responsabilité d'occulter à Hassan II une grève de la faim de Fatema Out- kir et de ses enfants. Aucun responsable de notre situation, aussi haineux puisse-t-il être, aussi puissant puisse-t-il s'imaginer, n'assumerait seul la mort éventuelle de l'un de nous.

C'est l'heure de vérité ! Hassan II sera immanquablement informé de notre mouvement de désespoir. Nous serons définitivement fixés sur ses réelles intentions.

Nous cessons de nous alimenter. Halima et Achoura, nos compagnes de misère, veulent s'associer à notre mouvement. Il faut toute la persuasion de ma mère pour les résoudre à manger :

— Je veux, leur dit-elle, que vous ayez l'énergie, la santé, de prendre soin des plus jeunes s'il nous arrivait quelque chose à mes aînés et moi... Le roi est orgueilleux, têtu. Le bras de fer va être rude. Il vaut mieux que vous vous teniez à l'écart... Vous en avez déjà tant fait pour nous !

Allongés pour économiser notre énergie, nous buvons des litres d'eau, et croquons, le soir venu, un morceau de sucre pour ne pas dépérir totalement. Les premiers jours de jeune, la faim nous dévore les entrailles. Au fur et à mesure que le corps faiblit, un détachement, une indifférence sereine s'installent. Le staff de responsables rentre régulièrement vérifier si nous ne bluffons pas. Le palais ne bouge pas le petit doigt. Au bout de onze jours nous arrêtons notre grève de la faim. Sans poser de conditions.

Nous étions fixés. Le délai était suffisant au roi pour réagir, mettre un terme à l'escalade. Nous sommes stupéfaits de constater que notre disparition ne mécontenterait pas Hassan II. Nous voulons reprendre des forces pour abattre notre dernière carte... Notre joker !

J'arrive en effet à convaincre ma mère de préparer enfin une évasion. Voilà deux années que je tente de la persuader. Ma mère m'a toujours éconduit :

— Si nous nous évadons, nous leur donnons raison. Nous n'avons rien à nous reprocher. Je ne veux pas risquer la vie de mes enfants en tombant dans un cercle vicieux qui n'a ni queue ni tête ! Soyez courageux, patients comme vous l'avez toujours été jusqu'à présent ; rien n'est durable, tout a une fin, la gloire comme l'épreuve ! Si longue que soit la nuit, le jour finit par se lever.

Après cette grève de la faim, ma mère se résigne à constater que nos vies valent désormais peu pour un monarque auquel nous ont lié par le passé des sentiments forts, des relations familiales, affectives. Elle donne enfin son feu vert. Malika et moi sommes les plus aptes de par notre expérience passée à pouvoir alerter une ambassade, un consulat. Nous nous entraînons donc à des marches forcées dans la courette. Nous avons décidé de partir à deux pour multiplier nos chances de réussite. L'objectif, c'est d'atteindre le consulat de Marrakech, la plus proche ville disposant d'une représentation diplomatique. Je sais exactement où se trouvent les postes de garde. J'ai une idée précise du seul axe possible pour passer entre les mailles du filet. Ma mère veut se rendre compte par elle-même de l'endroit que j'ai choisi, pour descendre dans le verger, atteindre la rivière et me laisser porter par le courant. Nous lui indiquons, Malika et moi d'où nous voulons procéder. C'est une fenêtre perchée à une quinzaine de mètres au-dessus du sol. Elle s'élève au ras d'une paroi abrupte. Nous aurons

recours à un cordage qu'il va falloir tresser dans nos couvertures. En découvrant la hauteur, ma mère refuse catégoriquement de nous donner sa bénédiction :

— Je veux bien que vous vous évadiez, mais pas pour vous écraser comme des crêpes au bas de cette falaise !

Elle sait pourtant que nous tenons là, certainement, l'ultime opportunité de nous défendre, de réagir. Devant ma rage, elle coupe la poire en deux.

— Si vous vous tuez, cela ferait trop plaisir à certains... Ne soyez pas impatients ; il y a sûrement un autre moyen d'arriver au bas de cette élévation. Un passage aussi discret mais moins dangereux !

Nous sommes encore en train de débattre lorsque ma petite sœur Soukaïna arrive essoufflée. Nous ne comprenons pas pourquoi elle a abandonné son poste. Cela ne lui ressemble pas.

— Vite, vite ! Dépêchez-vous, ils arrivent ! J'ai entendu appeler les noms de l'équipe de corvée ! Borro les convoquait pour rentrer nous voir !

— En es-tu sûre ? l'interroge ma mère.

— Certaine ! suffoque Soukaïna.

Nous réintégrons dans la précipitation notre terrier. Nous avons juste le temps de faire disparaître les taches de terre et de boue sur nos affaires et de prendre un air abattu, désœuvré. Trente secondes s'écoulent lorsque Borro et sa suite déboulent dans nos appartements.

— Ramassez vos affaires ! Vous partez !

Nous sommes médusés. Est-ce le dénouement ou le commencement de la tin ? Nos corps fourbus, nos esprits épuisés, veulent espérer que nous rentrons chez nous. Les prisonniers déjà expérimentés que nous sommes devenus s'attendent pourtant à une épreuve supplémentaire. Nos bardas sont vite empilés, embarqués. Par chance tous nos

pigeons sont dans leurs cartons. Un seul manque à l'appel, c'est Zorro, encore en vadrouille dans les ruines. Mon petit frère Abdelatif secoue désespérément des miettes de pain dans un sachet de papier. Il tourne nerveusement en rond en agitant au bout de son bras l'appât susceptible de faire revenir son pigeon préféré. Il claque sa langue sur son palais dans l'espoir que Zorro l'entendra. Les gardes s'impatientent. Ils prennent Abdelatif pour un niais. Un officier lui dit :

— Hé ! Petit ! Ne te casse pas la tête, il ne peut pas t'entendre d'ici !

Borro nous presse de descendre. Il semble avoir le Diable aux trousses. Le colonel Ben Aïch ne doit pas être loin ! Au moment où nous nous engageons dans l'escalier en colimaçon, Zorro se pose dans un vrombissement de plumes sur l'épaule chétive d'Abdelatif. Mon petit frère impassible l'embrasse, le glisse dans un carton avec les autres volatiles, et se faufile entre les jambes des gardes stupéfaits. Nous sortons. Dans la cour, Borro nous intime l'ordre de nous regrouper trois par trois. Il pointe son doigt sur ma mère, mon petit frère et sur Achoura.

— Vous autres, avancez !

D'un seul mouvement nous entourons notre mère :

— Ne la touchez pas ! Elle reste avec nous !

L'adjudant s'avance, agressif :

— Ce sont les ordres ! Reculez, tenez-vous tranquilles et tout se passera bien !

J'agrippe fermement la main de ma mère : « Elle n'ira nulle part sans moi. Si vous voulez la séparer de nous, il faudra nous tuer ! >>

Borro, les yeux injectés de sang, les lèvres blanches, a du mal à se contenir. Notre détermination l'emporte. L'adjudant me lance un regard menaçant. Il me signifie que ce n'est que partie remise. Sa colère difficilement contenue,

il ressort informer le supérieur qui dirige l'opération et revient avec des instructions. L'air déçu, amer, il semble avoir été désavoué. Il aurait tant voulu en découdre, nous embarquer de force. Apparemment ses maîtres le tiennent pour cette fois en laisse. Pour l'instant ils veulent que ce transfert se fasse rapidement. Ils auront tout le temps de solder leurs comptes avec les invités rebelles.

— C'est d'accord ! me dit-il en serrant les dents, tu peux accompagner ta mère et ton petit frère. Maintenant, sortez tous les trois.

Nous embrassons le reste de la famille avant de suivre Borro de l'autre côté de la grande porte.

Chapitre IV

Bir-Jdid, le nouveau puits

Depuis plus de cinq ans que nous sommes séquestrés à Tamataght, c'est la première fois que nous en sortons. Nous ne supportons pas la lumière du grand jour, l'air libre nous étourdit. Une main en visière sur nos yeux meurtris, nous avançons les uns collés aux autres vers la porte. En la franchissant nous découvrons une caravane de véhicules vert foncé. A la vue de cette armada de camions chargés de troupes, de Jeep avec leurs gyrophares, de fourgons hermétiques, notre furtive illusion inconsciente de voir enfin s'arrêter ce cauchemar s'évapore. Nous ne savons pas où nous allons, mais sommes certains que nous ne rentrons pas chez nous ! Nous passons entre deux murs d'hommes en armes pour nous engouffrer dans des fourgons blindés et embarquons mitraillettes dans les reins. Tel le bétail que l'on mène au corral entre des claies de bois, nous sommes poussés vers les véhicules cellulaires. Ma mère, Abdelatif et moi sommes les premiers à traverser la « haie d'honneur » pour monter dans un véhicule. Dès que nous y grimpons la portière latérale glisse, et claque lourdement. Dans un bruit de roulement à billes furieux, un Moghazni rabat violemment le couvercle de notre boîte. Nous nous retrouvons dans le noir complet.

Je saisis ma mère par une épaule. De mon autre main, je tiens mon petit frère fermement par la nuque. Désorientés, nous essayons de trouver un appui pour nous asseoir. Nous manquons de verser contre des gardes assis aux extrémités du fourgon. Tapis dans l'obscurité, ils vont voyager avec nous, dans ces coffres-forts roulants. Notre véhicule se met brusquement en mouvement, fait une embardée sur quelques mètres puis s'arrête. Plein de son chargement, il s'est avancé pour laisser le fourgon suivant embarquer son propre contingent d'invités. Malika, Maria et Soukaïna sont chargées dans la même estafette. Myriam, Achoura et Halima en partagent une autre. Dans chacun de nos fourgons quatre hommes, baïonnette au canon, silencieux comme des tombes, rigides comme des statues. Je fais asseoir mon petit frère sur mes genoux. Je l'enlace bien fort. Il pose sa joue sur la mienne. Ma plus grande douleur c'est de ne pas pouvoir le protéger. Je n'ose imaginer ce qui se passe dans sa petite tête ! Je ne vais pas tarder à le savoir. Abdelatif me chuchote en effet dans l'oreille :

— Je ne veux pas que maman soit triste. Même si demain c'est mon anniversaire¹. D'ailleurs j'ai grandi... Je m'en fous maintenant ! C'est un jour comme les autres. Je ne veux pas que vous vous fassiez de la bile pour ça.

Je bénis l'obscurité qui nous enrobe. Je retiens mes larmes et j'essaie de poser ma voix pour lui répondre :

— Non, ce n'est pas un jour comme les autres ! Pour tes 8 ans nos « amis » nous payent un beau voyage... en sous-marin !

Nous rions. Dehors, le vacarme des moteurs couvre les voix. L'imposant convoi s'ébranle.

1. Le 27 février.

Nous payons depuis cinq années le seul crime de nous appeler Oufkir. Depuis que nous avons été déportés, nous espérons à chaque célébration importante que le roi fasse un geste. Dans cinq jours, le 3 mars 1977, c'est la fête du Trône, quinzième anniversaire du règne d'Hassan II. Apparemment la seule mansuétude que Sa Majesté daigne avoir pour nous, c'est de nous offrir une nouvelle balade en fourgons cellulaires.

Nous roulons dans la pénombre totale mais je remarque un interstice dans la cloison nous séparant du chauffeur. Par cette fente infime j'aperçois furtivement des banderoles à la gloire d'Hassan II, des enluminures, des guirlandes célébrant la fête du trône... Mais lorsque le conducteur se cale dans son siège, son dos me dérobe la fente par laquelle j'essaie de glaner de furtifs repères.

Nous entamons une montée. Les moteurs en surrégime font vibrer les cloisons. Les virages s'enchaînent, serrés, successifs. Nous gravissons certainement un col de montagne. Nos chiens de garde se tiennent droits ; leurs pieds écartés, posés à plat, leur assurent une assise stable. Ils tiennent leur fusil entre les cuisses, crosse au sol, en s'y accrochant comme un bâton de berger. Les mains fermement serrées sur le canon, ils maintiennent leurs armes droites.

Le convoi entame maintenant la descente. Les lacets s'accélèrent. Nos accompagnateurs se mettent à vomir. Ils n'ont pas la « chance » d'avoir comme nous l'estomac vide. Nous n'avons rien mangé depuis la veille. Le soldat assis à côté de moi est le plus malade. Nos pieds baignent dans les restes de déjeuner de nos gardiens. Nous en avons plein les chaussures. La scène est pathétique, presque risible. Je n'oublierai jamais mon petit frère soutenant le fusil grand comme sa taille, qu'un soldat laisse échapper en se pliant pour rendre son trop-plein. Je m'enquiers de l'état de ma mère, toujours forte, digne, imperturbable. Nous nous

inquiétons du reste de la famille, de mes sœurs, de Halima et Achoura. Va-t-on les séparer de nous ? Je me rassure en sachant que Malika les accompagne. Elle parviendra à les soutenir, à les apaiser comme elle sait si bien le faire.

Le convoi gigantesque roule sans s'arrêter. Parfois une brève sirène hulule en tête de la colonne. C'est sans doute la Jeep qui dégage la route. Les virages continuent. Il n'y a que deux sens possibles en partant de Ouarzazate. Soit nous prenons la route de l'ouest pour traverser le Haut Atlas : si c'est le cas, nous devrions franchir le col du Tizin Tichka qui culmine à 2 260 m, pour descendre vers les plaines fertiles du Gharb, vers Marrakech. Soit nous nous dirigeons plein est sur la route de Zagora en traversant la vallée du Dra : auquel cas nous nous enfoncerions une fois de plus dans le désert ! Ma mère et moi concluons que l'ascension d'un col, la descente sinueuse vers une plaine ne peuvent signifier que le passage du Tizin Tichka. Nous roulons donc sans doute vers Marrakech, route que je connais bien pour l'avoir déjà prise.

L'odeur fétide est insoutenable. Voilà des heures que nous roulons. Nous n'avons pas d'eau. Il fait chaud. L'air devient irrespirable. Nous avons la gorge sèche. La température de notre caisson varie à peine, il est cependant plus humide. Mes oreilles bourdonnent, sans doute est-ce dû à notre variation d'altitude. Les virages s'estompent. Le convoi accélère son allure. Nous roulons maintenant dans la plaine. Une espérance fugitive nous traverse... Peut-être que Marrakech sera notre prochaine étape ? Peut-être nous rapproche-t-on de la civilisation pour nous « retaper » avant notre libération ?

Les heures s'égrènent. Nous n'en pouvons plus de retenir notre urine. Marrakech est déjà loin, notre espérance aussi.

A la tombée de la nuit, le convoi bifurque sur une piste, puis s'arrête dans un champ. La portière du fourgon coulisse. Enfin de l'air frais ! La colonne stationne en demi-cercle. Une trentaine de soldats se déploient en tirailleurs. Nous sommes sortis à tour de rôle sous bonne escorte pour soulager nos vessies. Je distingue Malika accompagnée de quatre Moghaznis. Elle marche de dos et disparaît derrière une couverture tendue par deux sous-officiers. Je suis soulagé de savoir que le reste de la famille nous a suivis. Mon sentiment d'impuissance m'accable. J'en veux à la terre entière d'être indifférente à tant d'injustice ! Un homme fait les cent pas. Il est vêtu d'un complet gris sombre, d'un burnous de laine noire qui lui recouvre les épaules et porte une toque en astrakan. Il tire nerveusement sur un fume-cigarette bagué d'or. Des gradés se figent sur son passage. C'est le responsable du convoi. Bien qu'il soit en costume civil, je devine en lui l'allure martiale du militaire, l'assurance hautaine d'un officier supérieur, les gestes rigides du commandement. En regagnant son fourgon, Malika passe à quelques mètres de lui. Ma sœur tremble de froid et marche les bras serrés sur sa poitrine transie. L'homme à la toque d'astrakan lui recouvre les épaules de son burnous et la raccompagne au wagon. Lorsque mon tour arrive pour traverser le champ, je dévie ma trajectoire autant que faire se peut pour passer près du responsable. Un des camions fait une manœuvre. Le faisceau de ses phares me révèle le personnage. Le teint pâle, la moustache fine, les cheveux noirs, il porte des lunettes cerclées d'or. Il me salue d'un geste de la tête. C'est le colonel Alami, le commandant des forces auxiliaires de la zone sud¹. Le geste qu'il a eu pour ma sœur me décide à l'aborder :

1. Le haut commandement des forces auxiliaires est réparti sur deux zones : la zone sud et la zone nord du royaume.

— Auriez-vous une cigarette ?

— Bien sûr, bien sûr, balbutie-t-il.

Le colonel me tend son paquet et allume son briquet. Il a l'air gêné. J'en profite pour lui demander de l'eau.

— Comment ? me dit-il, vous n'avez pas d'eau ?

Lorsque je lui réponds que nous n'avons ni bu ni mangé depuis la veille, l'officier fait des yeux ronds.

— Quoi ! Mais... Mais... Ce n'est pas possible !

Le colonel se retourne, appelle Borro et le fustige sans ménagement :

— Qu'est-ce que ça veut dire ? Pourquoi n'avez-vous pas prévu le nécessaire ?

Lorsque son supérieur se tait, Borro lui chuchote quelque chose à l'oreille. Les deux hommes s'éloignent. J'entends le colonel changer de ton. Il est penaud :

— Bon, bon... Donnez-leur au moins de l'eau. Le voyage est encore long. Je prends ça sous ma responsabilité. Nous dirons que c'est par mesure de sécurité, pour éviter que l'un d'eux ne se déshydrate et n'ait un pépin.

Le système n'a en rien changé : un simple adjudant contredit un colonel en lui rappelant les ordres, que lui seul a reçus du palais...

La caravane s'apprête à repartir. Le colonel Alami me fait remettre une cartouche de cigarettes. Nous ignorons où nous allons. Mon petit frère dort dans mes bras. Il est minuit. J'embrasse le front fiévreux d'Abdelatif et, bien qu'il ne m'entende pas, je lui chuchote :

— Bon anniversaire, mon grand.

J'ai caché un cadeau que ses sœurs m'ont recommandé de lui remettre le moment venu ; c'est une mandarine. Une mandarine en papier dans laquelle nous avons mis quatre morceaux de sucre. Ma mère s'assoupit sur mon épaule. La fatigue nous brise les os. Nous perdons la notion

du temps. L'humidité augmente, l'air se densifie. Nous gardons le cap sur l'ouest, vers les plaines atlantiques. Vers les grandes villes ! Tant que nous nous dirigerons vers des régions habitées, vers la civilisation, tout espoir n'est pas perdu. Nous nous convainquons que, quoi qu'il arrive, le fait d'être sortis du désert est déjà une amélioration.

Il est 2 heures du matin. Voilà douze heures que nous voyageons enfermés dans nos « wagons à bestiaux ». Chaque fois qu'on nous déplace, notre convoi solidement escorté se traîne des heures et des heures par des petites routes, des chemins secondaires, des pistes défoncées. Quitte à tripler le temps pour arriver à destination, nos transferts s'entourent d'un maximum de précautions. Il ne déplaît pas à nos tortionnaires de nous voir subir les contraintes de ces raids éreintants.

La pluie s'est mise à tomber. Nous entendons ses gouttes fouetter le toit et les parois du fourgon. Le convoi ralentit. Nous bifurquons de nouveau sur une piste. Nos fourgons tanguent, pataugent. Leurs moteurs s'essoufflent, leurs roues patinent. Chaque fois que nous franchissons une flaque, une mare, des vagues viennent flageller les flancs du véhicule. J'ai l'impression parfois que nous nageons plus que nous ne roulons. Le fourgon vibre, la mécanique rugit. Notre « caisson » s'extirpe péniblement à chaque franchissement. La pluie redouble. L'orage gronde. Je ne peux m'empêcher d'y voir une colère du ciel. La marche du convoi devient laborieuse. Les véhicules s'engluent dans la boue. La colonne s'arrête. Je perçois le suintement cristallin d'un cours d'eau. Ce n'est pas un fleuve, mais l'amplitude de ses flots semble stopper notre train pénitentiaire. Des voix hurlent dehors. J'entends des va-et-vient. Des soldats ont été extraits des camions pour venir pousser nos véhicules embourbés. On entend le tâtonnement de leurs mains

cherchant une prise sur la carrosserie, le rôle de leurs efforts désespérés. Le colonel Alami crie :

— Les fourgons sont trop lourds, ils ne franchiront jamais la rivière ! Sortez les invités ! Il ne reste qu'une dizaine de kilomètres à franchir. Nous les finirons en Jeep... Les camions de la troupe peuvent passer ! Qu'ils nous suivent ! Exécution !

L'orage est à son comble. Nous sommes extraits de nos chambres fortes... Nos pieds s'enfoncent dans la boue jusqu'à mi-mollet. Nos vêtements, usés, détrempés, nous collent à la peau. Nos corps frissonnent de froid et de fatigue. Chacun de nous est encadré par deux soldats qui nous tiennent sous les coudes. On nous hisse rapidement à bord des Jeep. Les bâches, bien que baissées, claquent au vent. Il y a des interstices béants là où l'épaisse toile s'arrime aux arceaux de métal. Ils me permettent une vision approximative de notre progression. Nous traversons enfin le petit cours d'eau que les pluies ont rendu plus conséquent. Notre détention nous a accoutumés à la pénombre. Ma vision se satisfait de la nuit claire. Les phares des quinze véhicules balayent le paysage. Nous roulons au fin fond d'une région agricole. Un labyrinthe de pistes s'entrecroise à l'infini. Les surfaces de céréales sont immenses. Ces chemins de traverse mènent sans doute à des fermes lointaines.

Après cinq années passées dans les sables, sur les monts pelés de l'Anti-Atlas, comment restituer, ici, la sensation qui m'envahit à la vue de ces étendues regorgeant de vie, de liberté ? Je ne pourrais expliquer ici pourquoi me vint à l'esprit ce vers de Charles Péguy : *Voici la lourde nappe et la profonde houle et l'océan des blés...*

Les années passées dans l'aridité du désert, dans le climat sec des montagnes de Tamataght, nous ont fait perdre l'habitude de l'humidité. La moiteur de l'air, les odeurs denses

de la terre épanouie surprennent nos sens. Nous avons oublié les sensations les plus simples. Celles que même les chiens errants connaissent.

Il est 2 h 30 lorsque surgissent au loin des lumières. L'officier assis au côté du chauffeur de notre Jeep se saisit de son talkie-walkie. Un grésillement bref précède une voix hachée :

— Nous arrivons. Serrez les rangs. Réduisez l'espace entre les véhicules !

— Reçu cinq sur cinq !

Le gradé garde son PP¹ à la main, dégrafe discrètement l'étui du pistolet automatique qu'il porte à la hanche. Les Moghaznis lèvent le cran de sûreté de leurs fusils mitrailleurs.

Nous continuons d'avancer. La pluie s'estompe. Les nuages courent comme des moutons apeurés. Je distingue des îlots d'étoiles dans les déchirures grandissantes du ciel. Je vois plus nettement les lumières. J'ai l'impression que nous nous approchons d'une sorte de centrale électrique. Ces bâtiments, éclairés, hérissés de métal, sont perdus en rase campagne. Nous nous engageons sur la piste d'accès de notre nouvelle résidence et découvrons, stupéfaits, la réplique exacte d'un camp de la mort nazi. Des barbelés, des miradors, des mitrailleuses, des projecteurs. Nous nous étions plaints d'être, comme les juifs, persécutés pour notre seule identité... Apparemment, le palais nous prend au mot.

Un no man's land de plusieurs hectares défrichés encercle le camp. Un réseau de grillages et de barbelés isole notre nouvelle prison. Nous passons son portail, bardé de trépieds et de herses d'acier. Une barrière en obstrue l'accès.

1. Poste portable d'émission et de transmission.

Des sacs de sables enrobent jusqu'à mi-hauteur les guérites surélevées qui la protègent. Le convoi franchit la grille d'entrée et s'engage sur l'allée centrale. Les camions de soldats, intercalés entre chacune des Jeep qui nous transportent, se rangent sur le bas-côté pour laisser passer nos véhicules. Nous descendons. Une double rangée de Mo- ghaznis pointent leurs baïonnettes sur nous. Notre premier élan est de vouloir nous embrasser, contents de ne pas avoir été séparés, mais des officiers s'interposent pour calmer nos retrouvailles. Toutefois, rien n'y fait. Même tenus à distance les uns des autres, nous nous envoyons des baisers de la main. Il suffira de quelques mots de ma mère pour nous figer mes soeurs et moi dans une attitude silencieuse :

— Restez dignes, les enfants ! Nous aurons tout le temps de nous embrasser.

Le colonel Alami s'avance, soulagé de n'avoir pas à faire intervenir la maréchaussée menaçante qui nous tient en joue. On nous conduit, en file indienne, devant une haute porte de fer peinte en gris foncé. C'est un garage dont la seconde porte, plus petite, s'ouvre sur un auvent. Ce sas est l'antichambre du « périmètre des invités ». Nous découvrons une cour plantée de neuf figuiers. Ils sont bizarres. Leurs troncs sont si fins, longilignes, leurs branches si réduites, dépouillées, que ces arbres ressemblent à de grands piquets artificiels. Les figuiers forment trois rangées parfaitement espacées. L'alignement de ces arbres sans vie ressemble étrangement à celui des tombes dans un cimetière... Ironie du sort ou clin d'œil du destin, nous étions neuf... Nous apprendrons plus tard que ce sont effectivement des sépultures potentielles. Borro nous répétera souvent :

— Le premier qui meurt, nous l'enterrerons dans la cour.

En pénétrant ce quartier de haute sécurité, le ciel me paraît plus étroit. D'immenses murs de six mètres, finissant par des herbes, des pelotes de barbelés, encerclent complètement cet espace étrange. Un bâtiment en forme de L est enchâssé dans cet enclos de béton. Coiffant l'ensemble, six miradors armés de mitrailleuses, de projecteurs tournants, culminent à huit mètres du sol. Les gardes y accèdent par des échelles métalliques de l'autre côté des murs d'enceinte. J'ai l'impression de pénétrer dans une arène.

Dans le bâtiment en L se trouvent nos cellules. Au pied du L, ce sera celle de ma mère et d'Abdelatif : une pièce avec un minuscule grenier auquel on accède par un escabeau de bois. Trois petites pièces communicantes forment le coude du L. c'est la cellule de mes quatre sœurs. Lui succède celle de Halima et Achoura. A l'extrémité se trouvera ma geôle. Toutes les cellules sont complètement murées. Leurs plafonds très bas ne dépassent pas les deux mètres. Leurs portes sont blindées, hermétiques, sans la moindre lucarne. Pour aller d'une geôle à l'autre, il faut passer par la cour, sous la surveillance des miradors où jour et nuit se relayent les gardes.

Désonnais, seules les forces auxiliaires sont en charge de la besogne. Ils sont cent quatre-vingts Moghaznis à se relayer tous les mois pour isoler notre « goulag » du monde. Trois équipes tournantes, de soixante hommes chacune, veillent sur les « invités»... Les policiers et les militaires ont été écartés de la mission. Les premiers pour nous avoir aidés, les seconds pour avoir été trop scrupuleux !

Nous découvrons, ce 27 février 1977, le mouroir dans lequel nous allons nous débattre pendant les dix années à venir. Jamais nous ne saurons l'endroit exact où nous nous trouvons. Ce n'est qu'en 1987 que nous apprendrons que ce camp morbide se trouve dans une localité nommée

Bir-Jdid (en arabe « le nouveau puits >> ...) située à une cinquantaine de kilomètres au sud de Casablanca.

Pour l'instant, nous ne pouvons que faire des déductions. L'humidité est si dense, si inhabituelle pour nous, qu'elle en devient pénible, désagréable. La proximité de l'Atlantique rend collante la moiteur de l'air. Lorsque la brume enveloppe la sinistre architecture de notre camp, celui-ci paraît plus sinistre encore.

Lors de notre arrivée dans la ferme fortifiée, on nous rassemble au centre de la cour. Chacun souhaite un bon anniversaire à Abdelatif... Nous commentons le raid de douze heures et nous nous disputons le privilège d'avoir eu à bord de nos fourgons les gardes les plus nauséux. L'humour, la dérision sont des bouées dans l'épreuve. Le rire est un devoir pour le détenu qui veut survivre.

Mon petit frère se préoccupe davantage de ses pigeons que de lui-même. Accroupi près du carton qui les emprisonne, il est impatient de bichonner Zorro et sa bande. Nous attendons au centre de ce décor terrifiant. Le bruit assourdissant d'un groupe électrogène emplit la campagne. Les grillages vibrent, les projecteurs quadrillent le camp d'une lumière crue. A Assa, à Tamataght, nous n'avions ni eau courante ni électricité. En arrivant à Bir-Jdid, nous avons la naïveté de croire que nous disposerons des commodités primaires dont on nous a privés jusqu'alors. Nous nous trompons. Pas plus dans le désert que dans les montagnes nous ne bénéficierons ici du << miracle » de la lumière ou du minimum d'installations sanitaires. Le groupe électrogène ne servira que pour nos gardes. Nous n'aurons droit qu'à une petite heure d'éclairage, de 20 heures à 21 heures. Le reste du temps nous croupirons dans l'obscurité de nos fosses.

Éreintés, frissonnants, nous attendons entourés de Moghaznis en amies, la suite du programme. Borro arrive, suivi de deux officiers et quatre soldats. Il tient en évidence dans sa main un lourd trousseau de clés. Le groupe se dirige droit sur moi :

— Suis-nous !

— Où remmenez-vous ? s'écrie ma mère.

Borro ne lui répond pas. Il n'a pas encore oublié la petite vexation lors de notre départ de Tamataght. Et se contente de me répéter :

— Allez, suis-nous, tu n'as rien à craindre.

Je n'aime pas cet homme, ses manières, ses menaces et ses sous-entendus.

— C'est toi qui n'as rien à craindre avec tous ces Moghaznis qui te protègent, lui dis-je.

Borro me regarde avec un rictus vengeur. Le message est limpide : « Tu ne perds rien pour attendre ! >>, semble-t-il me transmettre.

La famille fait bloc. Ma mère, mes soeurs, Halima, Achoura s'interposent. Abdelatif va jusqu'à s'accrocher des deux bras à la jambe épaisse de Borro. Fier du courage des miens, de notre solidarité, je ne peux réprimer mon orgueil blessé. L'adjudant sourit, dédaigneux. Je ne supporte pas que Borro puisse penser que j'ai besoin de jeunes filles et d'un garçonnet pour me défendre. Je suis persuadé que dans la guerre psychologique que nos bourreaux nous livrent, chaque manche compte. Dût-il me dévorer le coeur, mon désespoir ne filtrera pas de ma stricte intimité. Alors, autant marcher le front haut, la tête droite ! C'est le respect que l'on doit à soi-même d'abord, à sa souffrance ensuite.

— Je veux parler au colonel ! lance ma mère à Borro.

Notre gardien en chef apparemment intrigué l'interroge :

— Comment sais-tu que c'est un colonel ? Comment peux-tu en être aussi certaine ?

Je ne tolère pas le ton qu'il utilise pour s'adresser à Fatema et je lui réponds :

— Moi, j'en suis aussi certain que toi tu es troufion !

Borro me foudroie du regard. Il y a de l'électricité dans l'air. La porte blindée du sas s'ouvre. Le colonel Alami apparaît au bout de l'allée. Borro rengaine son agressivité. Ma mère va au-devant de l'officier supérieur.

— Colonel... Où veulent-ils emmener mon fils ?

Alami, de ces officiers qui ont la correction de se décoiffer devant une dame, tord nerveusement sa toque d'astrakan dans ses mains pâles et soignées.

— Je suis navré, madame, je suis un militaire, j'exécute les ordres. J'avais pour mission de vous véhiculer jusqu'ici, le reste n'est malheureusement pas de mon ressort. Croyez bien, madame, que si cela ne tenait qu'à moi, vous seriez dès ce soir, vous et vos enfants, chez vous, parmi les vôtres !

Borro a reçu l'ordre de m'enfermer dans ma cellule pour la nuit. Je ne suis autorisé à voir les autres que dans la journée. Le colonel Alami qui, apparemment, découvre ces mesures en même temps que nous est gêné, pour ne pas dire honteux.

— Colonel... Je vous en supplie, dites au palais de me crucifier si cela peut l'apaiser, mais qu'on épargne mes enfants !

Alami ne sait que dire. Avant de nous quitter il nous rassure :

— Tout de même, une telle situation ne peut pas durer ! Le bon sens devra l'emporter. Soyez patients et que Dieu vous aide.

Effectivement, nous aurons bien besoin du ciel pour endurer ce qui nous attend.

Le colonel s'en va. Nous ne le reverrons plus jamais. Je passe ma première nuit dans l'isolement d'une cellule.

Le lendemain. 28 février 1977, à 10 heures, on m'autorise à me joindre à ma famille. Nous nous retrouvons après notre première nuit à Bir-Jdid. Ce « nouveau puits » est la plus terrible prison que nous ayons jamais eue.

Ma mère nous raconte l'étrange songe qu'elle a fait :

— J'ai rêvé, nous dit-elle, que je me promenais sous les figuiers de cette cour, avec Habib Bourguiba. Je lui demandais : « Habib, dis-moi combien de temps nous allons passer mes enfants et moi dans cette nouvelle prison ? » Il m'a répondu : « Ah ! Ma pauvre Fatema. ce sera long. Vous ne sortirez d'ici que dans dix ans. >>

Ma mère essaye d'arrondir les angles :

— Comme nous avons déjà passé cinq années de détention, il nous reste cinq ans à tirer...

Le rêve de ma mère est prémonitoire. Mais dans sa première version. Nous allons effectivement passer une décennie entière à Bir-Jdid.

Ma mère, qui a connu le Président tunisien et son épouse Wassila, a toujours admiré Habib Bourguiba pour l'émancipation qu'il a apportée aux femmes tunisiennes. Nous avions écouté, trois années auparavant, le « combattant suprême » expliquer, au cours d'une *Radioscopie* de Jacques Chancel, comment il avait traversé les sept ans d'incarcération que lui avait infligés la France : « Le seul conseil que je puisse donner à quelqu'un qui se retrouverait dans la même situation, lui avait dit Bourguiba, c'est de donner de l'exercice à ses jambes. J'ai moi-même fais, dans ma cellule, plusieurs fois le tour de la Terre. C'est la seule façon de tenir ! >>

Nous étions loin de penser à cette époque que nous allions connaître un régime pénitentiaire si exclusif ! Au

cours de cette *Radioscopie*, Habib Bourguiba utilisa une expression que nous fîmes nôtre : « Monsieur Chancel, quand on n'a pas fait un seul jour de prison, comment peut-on se permettre de critiquer ceux qui y ont passé des années pour défendre leurs convictions ? >> Chaque fois que nous voudrions exprimer notre indifférence à tous ceux qui se sont acharnés sur nous et sur notre nom, nous concluons :

— Ça n'a aucune importance venant de personnes qui n'ont pas fait un seul jour de prison !

Les premières semaines à Bir-Jdid s'écoulaient tant bien que mal. Nous avons le droit de nous réunir de 10 heures à 18 heures. Les portes des cellules restent ouvertes, nous pouvons profiter de la cour. Les factionnaires juchés sur les six miradors ne nous quittent pas une seconde des yeux. Nous nous dorons au soleil en épilographant sur les récents bouleversements de notre situation. Nous nous interrogeons sur une contradiction : « On nous a spécialement aménagé ce camp sordide, terrifiant, mais on nous laisse voir le ciel... La nourriture est infecte, insuffisante, mais on nous laisse partager cette maigre pitance... »

Nous voulons encore croire que ce sont là les signes avant-coureurs de notre libération prochaine.

Une question nous taraude : « Où sommes-nous ? Comment s'appelle cet endroit maudit ? » À la fréquence des passages d'avions de ligne dans le ciel, nous en concluons que nous nous trouvons entre Rabat et Casablanca, seuls aéroports du royaume capables d'absorber une telle affluence. Aux portes du monde vivant, notre ensevelissement nous paraît plus insupportable encore. Chaque passage d'appareil est une torture. Chaque fois que du fond de ma cellule j'entends le grondement lointain des réacteurs, je suis accablé. Parfois, surtout la nuit, les avions pas

sent à si basse altitude que la chevelure de fer qui coiffe notre camp frémit ; l'acier des portes vibre. « Et dire que les passagers n'ont même pas conscience de leur chance de voyager, de voir le monde, d'être libres ! >>

Le 12 avril 1977, quarante-quatre jours après notre arrivée à Bir-Jdid, nous rangeons définitivement notre naïveté au placard. Borro et sa bande se ruent dans notre cour en hurlant. Nous sommes tous entassés dans la cellule la plus restreinte, la mienne. Ma mère a été enfermée dans la sienne. Abdelatif ne cesse de nous interroger :

— Que vont-ils faire à maman ? Pourquoi font-ils séparée de nous ?

Je le rassure :

— Ne t'inquiète pas, ils veulent seulement lui parler. C'est certainement quelqu'un d'important qui veut la voir seul à seul.

— Alors on va sortir ! On va rentrer chez nous ? s'enchantement mon frère.

Malika lui pose la main sur la tête pour le rassurer. Le silence est pesant. Personne n'ose répondre au petit. Pour rompre le malaise, Soukaïna s'agenouille, prend la main de son frère :

— Viens, on va jouer. Assieds-toi, le réconforte-t-elle.

Elle sort de sa poche deux minuscules marionnettes qu'elle a habilement façonnées. Ces petits personnages pleins de bonhomie détournent momentanément les inquiétudes d'Abdelatif. Il s'assied et s'isole, pour le bonheur de tous, dans son monde d'enfant. Il a suffi de la magie du jeu pour dresser un mur entre ce garçonnet et la pire des réalités humaines. Ce gosse jouant sur les dalles d'une geôle me démontre à quel point les êtres sans défense peuvent subitement transformer leur fragilité en une inviolable force.

Que devient notre mère ?

Dehors, Borro et ses acolytes se livrent à une perquisition minutieuse des lieux. Nous sommes loin des manières hésitantes du lieutenant Bouâzza « Zmaïm ». Les sols, les murs sont sondés à coups de crosse. Le temps infini, le tapage exagéré de cette perquisition, la mise au secret de ma mère ne sont destinés qu'à nous impressionner, nous faire peur, nous déstabiliser. L'instinct de survie reprenant le dessus, nous nous inquiétons de la plaque de radio que j'ai confiée à ma mère, et qu'elle porte nuit et jour sur son corps. Après quelques heures d'attente, la porte de la cellule s'ouvre. Borro nous demande de sortir. Sauf moi... Comme il est 18 heures passées, je suis enfermé. Ce sont les ordres ! Le reste de la famille rejoint ses cellules. Abde- latif retrouve ma mère. Les clés tournent dans les serrures. Les cadenas claquent sur les verrous de nos cages. Le crissement des Rangers sur l'allée s'éloigne. Le bruit étouffé de la porte du sas que l'on referme nous parvient de la cour. Le silence retombe sur le carré maudit.

Un rapport circonstancié est câblé à Rabat. Il détaille l'opération. Le colonel Ben Aïch le reçoit instantanément dans son bureau du Cabinet royal. Il le transmettra au général Moulay Hafid Alaoui. Le roi, lorsqu'il donne des ordres, apprécie de les vérifier lui-même. A plus forte raison lorsqu'il s'agit de son jardin secret, qu'il aime à cultiver personnellement...

Les mois passent. La descente aux enfers se poursuit. Malgré les privations grandissantes, nous nous affamons davantage pour dissimuler quelques provisions dérisoires. Ces réserves nous rassurent. Elles nous donnent la fausse certitude de pouvoir encore anticiper sur nos tortionnaires. Malika s'occupera de cette intendance délicate de façon exemplaire. Halima et Achoura se privent à notre insu pour

nous donner leur part de nourriture. Tant de générosité au cœur de la privation, tant de dévouement dans l'adversité forcent notre admiration et gravent en nous une reconnaissance éternelle.

Dans la cour, nous passons des heures à formuler des hypothèses, à échafauder des plans de défense.

Un jour, Abdelatif, que nous pensions hors de portée de nos propos, interrompt ses jeux avec ses pigeons et se mêle à la conversation :

— Pourquoi cherchez-vous à deviner ce qu'ils vont nous faire ? On ne peut pas savoir ce qui se passe dans la tête de gens fous. Ceux qui nous ont amenés ici sont cinglés !

Mon petit frère, impassible, reprend ses amusements. Nous changeons de sujet. Bien que notre avenir soit obstrué, nous nous inventons un futur sur mesure, un devenir imaginaire. Tantôt nous élevons des chèvres dans le Larzac, tantôt nous sommes des fermiers au Canada, vivons dans un immense ranch sans jamais nous séparer. Tantôt nous nous voyons en gens du voyage sillonnant le monde avec des amis triés sur le volet. Nous délirons sur la nourriture qui nous fait cruellement défaut. Chacun décrit avec emphase et durant des heures, les mille et un plats dont il compte se goinfrer si jamais un jour nous sortons de là ! Cette orgie de victuailles imaginaires rappelle davantage leur misère à nos estomacs mais nos esprits en tirent un plaisir masochiste.

Notre solidarité, notre connivence grandissent au fil des épreuves. L'une des grandes vertus du malheur, c'est de resserrer les liens de ceux qui le partagent.

À la veille de l'anniversaire d'Hassan II, le 9 juillet 1977, nous nous rappelons l'histoire de ce prisonnier de droit commun gracié par le souverain. L'homme avait fut un

portrait du roi. Condamné à perpétuité pour avoir tué sa femme à coups de hache, le « peintre-bagnard » avait été amnistié. Nous décidons donc d'utiliser les quelques feuilles qui nous restent pour faire les portraits du roi et de sa famille. Nous demandons à Borro de les transmettre. Une lettre adressée à Hassan II y est jointe. Nous espérons qu'à l'occasion de ses 48 ans le roi mettra un terme à nos souffrances. Nous subissons notre cinquième année et demie de détention arbitraire sans jugement. Peut-être Hassan II les estimera-t-il suffisantes pour assouvir sa vengeance ? Borro est subjugué par la justesse des dessins. Nos gardes se passent de main en main nos réalisations et commentent, extasiés, l'exacte ressemblance des traits. Tous, Borro le premier, embrassent le portrait de Mohamed V. Seul le père d'Hassan II a droit à ce geste dévot. Borro et les officiers sont si impressionnés qu'ils nous promettent d'appuyer notre démarche.

Une fois de plus, nous nous trompons. Le 17 septembre 1977, deux mois après l'envoi de nos présents, le bourdonnement d'un hélicoptère bouleverse les tristes habitudes du camp. C'est la première fois qu'on nous visite par les airs ! Ça doit être d'importance. Seul un émissaire du roi peut disposer d'un tel moyen de locomotion. Sur le moment, nous nous reprenons à espérer : peut-être Hassan II a-t-il été sensible à nos cadeaux, attendri par notre lettre évoquant les souvenirs du passé ? Nous planquons néanmoins à la hâte ce que nous avons à préserver. Et attendons, anxieux, des signes de l'extérieur. Est-ce un sauveur porteur de bonnes nouvelles ? Ou bien l'ange exterminateur qu'Hassan II envoie pour nous punir de notre audace ?

Borro et sa troupe sont plus nerveux que d'habitude. On nous entasse précipitamment dans la cellule de mes sœurs. Ma mère est sommée de rester dans la sienne. Le chef du camp ressort en courant, les autres le suivent. La

porte du sas reste entrebâillée. Nous guettons à plat ventre, le nez glissé sous la fente d'une porte blindée, l'allée de la cour, l'entrée du sas.

Dix minutes s'écoulent. On entend quelques voix puis l'éternel et insupportable bruit de clés, de serrures, de verrous que l'on manipule avec un zèle particulier. Un petit détachement pénètre dans le périmètre des invités. À sa tête, un homme en civil. Court sur pattes, empâté, trapu, il porte une veste défraîchie de velours grenat qui tranche avec le pantalon, la chemise de luxe et les chaussures de marque dont il est vêtu. Le personnage s'est assurément affublé d'une veste empruntée à un Moghazni. En enfilant ce vêtement décrépit, il pense camoufler son rang. Le groupe se dirige vers la cellule de ma mère. La brise qui filtre sous les portes charrie jusqu'à moi une odeur de tabac blond relevée d'une lourde bouffée de parfum. Je sens les « vapeurs » du colonel Ben Aïch : je les reconnaîtrais entre mille ! Les silhouettes grandissent dans mon champ de vision étriqué : je reconnais l'officier du SSS. Il tient dans son poing fermé une sacoche. Borro lui ouvre révérencieusement le passage. Ben Aïch entre seul dans la cellule de ma mère. Les autres l'attendent adossés aux figuiers de la cour.

Le colonel fait asseoir ma mère et sort de sa besace les portraits que nous avons envoyés au roi.

— Vous reconnaissez ces dessins ?

— Oui, bien sûr, lui répond ma mère. Ce sont mes enfants qui les ont réalisés.

— Qui a fait quoi ? poursuit le colonel.

Ma mère l'éclaire :

— Celui-ci c'est Soukaïna, celui-là c'est Malika, et l'autre c'est Raouf.

Ben Aïch, à la limite de l'exaspération, laisse échapper :

— Comment... Tous ? Tous vos enfants dessinent ?

Ma mère, en nous rapportant plus tard son face-à-face avec le colonel, nous dira : « Il avait l'air déçu que je me tienne encore droite ! Il était carrément vexé de voir la qualité de vos dessins, comme si la malédiction du roi devait naturellement nous interdire le moindre don, le plus petit talent ! »

Le colonel poursuit son interrogatoire :

— Comment vos enfants ont-ils pu reproduire aussi exactement ces portraits ? Avec quel matériel les ont-ils réalisés ?

Ma mère lui répond, imperturbable :

— J'ai gardé une petite photo du prince héritier. Une pièce de monnaie, qui traînait encore dans une poche, nous a servi pour le portrait du roi. J'ai toujours conservé sur moi, depuis l'indépendance, un billet porte-bonheur à l'effigie de Mohamed V, il nous a servi de modèle.

Ben Aïch, qui n'apprécie pas ces propos prêtant à confusion, interrompt ma mère :

— Vous voulez dire... qu'il a servi comme modèle à vos tableaux ?

— Écoutez, colonel Ben Aïch, je suis ravie que vous puissiez lire entre les mots, mais ce qui m'importe c'est que l'on m'explique pourquoi on s'acharne sur nous de la sorte !

Ben Aïch perd ses couleurs. Il semble foudroyé. Désespéré, il bégaye :

— Qui... Qui vous a dit mon nom ?

Un sourire triste effleure le visage de ma mère :

— Ce n'est pas parce qu'on nous a enterrés vivants que nous n'avons pas eu la vie passée qui fut la nôtre... J'ai connu votre frère lorsqu'il était le médecin personnel de Sa Majesté. Je l'ai croisé quelque temps avant qu'il ne soit tué par les putschistes de Skhirat... Vous lui ressemblez énormément.

Le colonel, décontenancé, chuchote à ma mère en arabe :

— Fatema, je ne peux rien pour vous... Personne ne peut rien pour vous. Ce qui est arrivé, et ce qui vous arrivera c'est la volonté de Dieu... Je vous souhaite, ainsi qu'à vos enfants, tout le courage qu'il vous faudra.

Avant de remonter dans son hélicoptère, le colonel donne ses ordres à Borro. On nous fait rejoindre nos cellules respectives. On y enferme avec nous un officier, deux sous-officiers, et trois soldats. Chacun de nous est « invité » à refaire le portrait qu'il a dessiné, sous leur surveillance. On nous a apporté des feuilles à dessin, des gommes, des crayons que nous devons restituer le travail fini. Borro sillonne les cellules, supervise l'examen. Le palais nous suspecte d'avoir disposé d'une complicité dans la réalisation des portraits. Tant que nous n'aurons pas fini nos dessins, le groupe électrogène tournera. Nous nous plaignons de la lumière sale, pesante, des faibles ampoules de vingt-cinq watts qui éclairent nos cellules glauques. Borro, impressionné par le travail que nous accomplissons, s'empresse de nous satisfaire. Il nous fait rentrer des énormes lampes torches que des Moghaznis tiennent au-dessus de nos têtes. Le commandant du camp fait tout pour que nous dupliquions les portraits le plus rapidement possible. Tout comme Ben Aïch, Borro a tout intérêt à ce que le roi soit convaincu que ce sont là nos œuvres authentiques. Si Hassan II venait à imaginer que notre isolement n'était pas total, complet, ce sont leurs têtes qui en pâtiraient ! Tout cela me vaut l'opportunité de fumer quatre cigarettes. Chaque fois que je feins de faiblir, de manquer de concentration, d'inspiration, Borro cède... On nous distribue du vrai café, celui que boivent les officiers. Rien à voir avec notre breuvage infect de farine de pois chiche torréfiée, mélangée à

une infinie quantité de café. Les portraits sont achevés à temps et immédiatement acheminés à Rabat.

Le temps passe, angoissant. Nous attendons une suite à « l'affaire des tableaux » mais le palais reste muet. Nous connaissons trop le caractère du roi pour ne pas craindre que ce silence ne soit annonciateur du pire. Même à l'intérieur de chez lui, Hassan II a toujours mûri son ressentiment pendant quelques jours avant de décider du sort de celui ou celle qu'il voulait punir. L'attente nous ronge. Nos gardiens sont aussi anxieux que nous. Borro et ses assistants n'ont qu'une obsession : s'en sortir indemnes ! Le black-out de Rabat leur pèse tout autant qu'à nous.

Le 13 novembre 1977, le palais nous rappelle à son bon souvenir. Dans l'après-midi, Borro et sa troupe se ruent dans la cour. Les bruits de fouille recommencent. A travers la porte de ma geôle, je renifle le fameux parfum, mêlé à l'odeur de tabac blond du colonel Ben Aïch. Il ne nous confronte pas. Depuis qu'il sait que nous l'avons identifié, l'officier du SSS n'ose plus agir à visage découvert. Il nous fait entasser dans la plus petite pièce du bâtiment. Cette fois-ci, le colonel procède lui-même à la perquisition. Nous constaterons plus tard la nette différence avec les précédentes descentes.

À 1 heure du matin, le ratissage se poursuit. Depuis le début de l'après-midi nous sommes séquestrés sans eau ni nourriture. Le bâtiment en L est éclairé, sauf la cellule où nous sommes empilés. Assis dans la pénombre, nous analysons les bruits qui nous parviennent. Certains de nous s'assoupissent comme ils le peuvent sur les dalles humides. Mon petit frère, épuisé, dort sur ma paille. Il est fiévreux. Nous n'avons aucun liquide pour l'hydrater. Chacun se déleste d'un vêtement pour recouvrir son petit corps frêle, recroquevillé. Je scrute les sons pour y déceler des

indices. Malika parle à voix basse à ses sœurs, occupant leur esprit et le sien à détourner l'attente, l'angoisse. Ma mère nous harangue :

— Laissez-les prendre ce qu'ils veulent, cela ne changera rien, mais ne les laissez pas vous prendre votre force !

Vers 2 heures, l'activité retombe. Puis des bruits de bottes, de trousseau de clés, nous parviennent. La porte de la cellule s'ouvre. Nous avons un quart d'heure pour prendre l'air dans la cour où nous découvrons un grand bûcher que des Moghaznis alimentent de nos affaires. Tout ce que nous avons caché au prix de maintes péripéties part en fumée. Il ne nous reste plus un seul livre. Les jouets en papier mâché d'Abdelatif sont brûlés. Soukaïna et moi les lui avons patiemment confectionnés. Le pouvoir gagne une manche, ou presque... car nous avons pu sauver la radio et ses pièces. Mes sœurs portent sur elles les six piles qui nous restent, la chaleur du corps protégeant les batteries de l'humidité, qui durent ainsi plus longtemps. Des vêtements hétéroclites nous sont rendus mais aucune laine, rien de chaud, que de la toile, du tissu. Tout ce qui nous est donné est usé, volontairement mutilé. Lorsque nous les réintégrons, nos cellules sont nues. Elles semblent plus glaciales, plus humides, plus terribles. Nous n'avons droit qu'à une paille, une couverture militaire et une caisse comme table de nuit.

Je m'allonge pour essayer de trouver le sommeil, mais je n'arrête pas de penser. Les autres, dans leurs cellules, doivent en faire autant. Dans le noir, sous sa couverture, chacun se retrouve face à lui-même. Ce sont les moments les plus difficiles mais aussi les plus constructifs. C'est dans sa solitude que chacun prend la mesure des événements, la mesure de lui-même.

Le groupe électrogène s'est tu. Un silence de mort tombe sur le camp. Dans la cour, le bûcher jette ses dernières

lueurs sur les murailles, les miradors. L'odeur de brûlé s'in-filtre sous les portes, flotte dans nos geôles.

Le lendemain, la routine reprend. On nous laisse deux heures de cour. Abdelatif cherche désespérément ses pigeons. En arrivant à Bir-Jdid, il les a installés avec leurs cartons dans la cour. Ils vont et viennent comme bon leur semble mais ne nous abandonnent jamais et reviennent où qu'ils aillent. Ce matin ils ne sont plus là. Nous faisons croire à mon petit frère qu'ils sont partis en voyage.

Deux jours après, Borro, toujours entouré de son comité, nous sort de nos cellules pour nous annoncer :

— Rabat vous autorise pendant quelques jours à manger de la viande.

Un sous-officier jette le contenu d'un seau à nos pieds : ce sont les corps ensanglantés, inertes, de Zorro et d'As- trid !

Foudroyés, nous restons muets. Je tente de poser ma main sur les yeux de mon frère, voulant l'épargner mais c'est dérisoire. En donnant l'ordre d'égorger nos compagnons, Ben Aïch a, ce jour-là, tué l'enfance d'Abdelatif.

Chaque matin nous aurons droit au même supplice. Nous regardons impuissants, nos pigeons se faire massacrer deux par deux. Pendant six jours ce manège macabre, écœurant, va nous être infligé avec une régularité, un cynisme diaboliques. Ces pauvres oiseaux sont décimés uniquement parce que nous les aimons. Ben Aïch exige que nous assistions à toutes les exécutions. Le traumatisme est à la hauteur de cette sauvagerie gratuite !

Les répercussions de cette infamie ne tardent pas à apparaître. Un jour, pendant nos heures de cour, mon petit frère joue pendant que nous dissertons sur la situation. Soudain il titube, essaye de marcher, vacille et s'effondre. Nous nous précipitons. Abdelatif est inerte, inanimé. C'est la pa

nique générale ! Je le prends dans mes bras. Nous courons tel un essaim fou, vers la cellule des filles. J'allonge le petit sur une pailleasse. Nous sommes tous blêmes. Je palpe Ab- delatit. Dans le désert d'Assa, j'avais potassé un dictionnaire de poche Marabout pour y apprendre les soins d'urgence, les symptômes les plus apparents de certaines maladies. Privés de soins nous vivons dans la psychose d'un pépin sérieux. Les premières choses sur lesquelles j'ai prospecté, ce sont les morsures de reptiles et comment y faire face lorsque l'on ne dispose pas de sérum.

Nous déshabillons mon petit frère toujours évanoui. Je l'examine de la tête aux pieds, recherchant une éventuelle morsure. Il n'a rien sur le corps. Je lui écarquille les paupières : sa pupille est fixe, vitreuse. Je lui picote la peau sur des endroits sensibles. Il n'a plus aucun réflexe. Il n'y a plus de doute il s'est empoisonné !

D'une seule voix nous nous écrions :

— La réserve de médicaments !

Nous gardions précieusement les derniers cachets de Mogadon depuis Tamataght. Myriam brutalement sevrée, allant de mal en pis, nous conservions une douzaine de pilules pour parer à une complication fatale.

— Les cachets de Mogadon ne sont plus dans leur planque !

Le moment est cauchemardesque. Je ne vois autour de moi que des visages tordus par la douleur, des grimaces inhumaines. Ce que l'on a pu ressentir à un tel instant, ne sera jamais traduisible en mots. Nous avons envie de hurler à la mort comme des bêtes blessées ! Ma mère jette son visage dans ses mains et en se tapant la tête sur le mur lance un râle déchirant :

— Non ! Non ! Mon Dieu, pas ça !

La panique menace de devenir hystérie. Je pousse le groupe sans ménagement dehors :

— Sortez ! Sortez ! Les filles, occupez-vous de Maman ! Malika, Malika donne-moi un coup de main ! Halima, vite, vite, trouve le henné que tu as planqué ! Vite ! Vite !

Je mets le petit sur le côté. Il est bouillant. Son front est moite. Ses petites lèvres desséchées font la moue. Un filet de salive barre sa joue. Halima rapporte en courant le vomitif improvisé. C'est un mélange de thé corsé et de henné fortement infusé avec du sel. J'essaie de faire ingurgiter la mixture à Abdelatif. Je me munis d'un bout de tuyau que je nettoie sommairement. Je l'enfonce dans l'œsophage du petit. Je verse le liquide avec un entonnoir. Je ceinture Abdelatif. au niveau du ventre. Je pile son estomac si violemment que j'ai peur de lui casser une côte. Enfin mon petit frère vomit. Malika lave avec un chiffon humide son corps toujours inerte. Agenouillé sur les dalles, je fouille à pleines mains le vomi en palpant avec une rage victorieuse les filaments blancs qui le zèbrent. On aura au moins empêché que la totalité du Mogadon ne passe dans le sang. Abdelatif est toujours dans le coma. Il ne se réveillera que le lendemain. Le soir je suis enfermé dans ma cellule. Nos geôliers restent indifférents :

— Nous ne faisons que notre travail ! Nous allons le signaler à Rabat.

Mais personne n'a bougé. Rabat s'en fout « royalement » ! Je n'oublierai jamais cette nuit d'attente, loin des miens, espérant sans fermer l'œil qu'on me dise si Abdelatif allait s'en tirer ! Ce n'est que le lendemain dans l'après-midi que mon petit frère revient à lui. Les premiers mots qu'il prononce sont sans commentaires :

— Je l'ai fait pour vous, je pensais qu'ils vous laisseraient rentrer à la maison.

Un mois plus tard nous franchissons un degré supplémentaire dans la persécution. Cette nuit du 29 au 30 jan

vier 1978 que j'ai évoquée dans les premières pages de ce témoignage marque un degré décisif dans notre descente aux enfers. Le jour de mes 20 ans, nous sommes définitivement séparés. Nos gardiens nous emmurent pour une durée indéterminée. Nous ne sortirons plus ni le jour ni la nuit de nos cellules. Ma mère partage la sienne avec Abdelatif. Malika, Myriani, Mana, Soukaïna sont enfermées ensemble. Halima et Achoura de même. Et moi, je suis isolé tout au bout du bâtiment dans le cachot le plus étroit.

Voilà six ans que nous avons été enlevés de notre domicile de Rabat. Chaque jour, nous n'avons cessé d'espérer que la vengeance royale repue de nos souffrances s'essoufflerait ! À chaque étape de notre détention, nous avons appris à nos dépens qu'il y avait toujours pire ! Cette nuit du 29 au 30 janvier, nous découvrons les abysses de l'enfer. Le vrai combat commence.

La première bataille à gagner c'est la maîtrise sur soi, la victoire sur la folie de l'isolement total. Nous allons rester une décennie entière à pourrir dans ce sordide mouroir d'un autre âge. Débute alors le cortège des maladies graves. Depuis longtemps mal nourris, sans soins, maintenant affamés, nos métabolismes accusent le coup...

Nous souffrons de nausées, de sueurs, de tremblements, d'arythmie cardiaque, de pertes de connaissance. Nous cumulons les infections virulentes impossibles à identifier. Nous ne pouvons qu'attendre et espérer que leur issue soit heureuse. Les dysenteries s'acharnent sur nos corps délabrés. Les hémorroïdes, ce mal typique des prisonniers, nous torturent. Nos poumons, ravagés par l'humidité, les pathologies à répétition, la bronchite chronique, ronronnent comme ceux des chats. Les rhumatismes nous broient les os. Nos dents pourrissent, se cassent comme du verre. Les mycoses nous rongent les doigts de pieds. Nous nous grattons aux aspérités des portes blindées, jusqu'à nous arracher

les ongles. Privés de la moindre aspirine, l'eau salée devient notre panacée. Les malheureuses Halima et Achoura ont les mains et les pieds sanguinolents de gerçures profondément ouvertes, purulentes. Leurs yeux sont rongés par une conjonctivite due au feu de bois vert avec lequel elles chauffent quelques liquides. Elles ont improvisé un foyer dans la véranda qui prolonge leur cellule, laquelle, pratiquement murée jusqu'à son sommet, empêche les volutes de fumée de s'échapper.

Comme nous sommes privés de tout, nous lavons nos dents comme nos écuelles avec la terre argileuse que Halima et Achoura ramassent dans la cour au pied des figuiers. Cette argile, tamisée sur un bout de grillage arraché à une moustiquaire, nous servira autrement que pour nous laver. Nous expérimenterons plus tard les capacités étonnantes de cette terre : elle nous servira de mortier pour camoufler les trous que nous aménagerons dans nos cellules... Pour l'instant nous suspectons ce dentifrice d'argile d'avoir transmis un microbe virulent à mon petit frère. Abdelatif a les gencives infectées. Spectaculairement atrophiées, elles saignent abondamment. Le petit ne peut plus rien avaler, souffre de démangeaisons atroces. Ma mère essaye de le soulager comme elle peut en diluant dans l'eau quelques grammes de sel pour tenter de désinfecter la chair violette, tuméfiée.

Lorsque l'une des filles perd connaissance pour quelques jours, ses sœurs la veillent, résignées. Elles lui administrent régulièrement de l'eau salée avec quelques morceaux de sucre prélevés laborieusement sur la maigre ration quotidienne. Malika gère cette économie de guerre : cela lui vaut le surnom de « père Grandet »...

Les jours passent. J'expérimente l'atrocité de l'isolement complet. La radio est restée sur ma mère. Lorsque ma solitude m'étouffe, m'écrase, je veux hurler. Je m'asperge

d'eau, je me gifle comme les boxeurs le font pour se galvaniser avant un combat. Lorsque l'angoisse m'étreint, je marche en rond dans l'obscurité comme une bête sauvage. Je marche jusqu'à exténuation. Je me jette au sol comme un forcené pour faire des pompes. Lorsque je me sens sur le point de perdre pied, je roue de coups ma pailleasse pour évacuer ma rage, mon désespoir. Plus je souffre, plus j'apprends la survie.

Même si mon corps se dégrade rapidement, j'essaie de ne lui laisser aucun répit. Une fois par jour c'est la même litanie : le bruit lointain de la porte du sas. les pas qui s'approchent. le grelot lancinant du trousseau de clés. Les gardiens ouvrent la première porte d'acier, s'entassent dans la minuscule véranda murée. Un officier entrebâille la seconde porte, celle de mon cachot. Elle est blindée, mais derrière on a installé une autre porte en bois épais. On me pose ma gamelle dans l'espace de vingt-cinq centimètres qui sépare les deux embrasures. Les ordres sont formels : je ne dois ni voir ni entendre âme qui vive. Même en les insultant, je n'arrive jamais à faire enfreindre cette consigne aux gardiens. Pour l'instant, n'ayant même pas le droit d'utiliser le trou dans la véranda censé servir de toilettes, je fais mes besoins dans un seau. Une fois par jour les gardes-chiourmes passent mon « seau de chambre » à Hahnia et Achoura pour qu'elles le vident.

Mes rages de dents deviennent insupportables. Des chicots purulents font des cratères dans mes gencives, les abcès se succèdent. Je suis défiguré par l'infection. Ma face tuméfiée me prive d'un œil, constamment fermé comme si j'avais reçu une sévère correction. Dans son *Le Zéro et l'Infini*, Arthur Koestler a bien mieux que moi décrit ses « péripéties dentaires », qu'il qualifie de la pire torture dans sa situation pourtant terrible de victime du stalinisme. Au cours de ces dix-neuf années de persécution impitoyable.

j'allais saisir toute l'ampleur de cette réflexion de l'auteur :

« Il n'y a d'élévation possible pour l'homme que dans les profondeurs de l'humiliation. >> Plus la dénutrition, les maladies, l'humidité assaillent mon corps, plus j'apprends la nécessité de rêver, de m'inventer un répit dans ce cauchemar. Je sors de mon corps pour échapper à ses faiblesses. L'imagination, la méditation sont ma seule lucarne dans ces ténèbres.

La nuit est glacée. Je me ramasse dans l'espoir de réchauffer mes jambes engourdis. J'ai l'impression que ma carcasse en boule peut se dérober à la morsure du froid. En fait j'ai beau me faire le plus petit possible, c'est ma solitude qui me glace ! Elle me paraît insoutenable lorsque je pense à tous les gens de 23 ans ayant la chance, les moyens, de vivre leur âge. Mais je reviens vite à la raison, je préfère méditer les témoignages que j'ai eu la chance d'emmagasiner avant que l'on m'ensevelisse vivant. Je renouvelle ma force en m'imprégnant des propos de survivants des camps nazis, que j'ai lus ou entendus à la radio. Chaque fois que je suis sur le point de sombrer, je me répète cette phrase magique : « Si eux ont pu survivre à leur horreur, à l'ultime abomination humaine, s'ils ont pu reconstruire et sourire à nouveau, alors nous pouvons aussi avoir raison de notre malheur ! >> Tout au long de notre détention et de notre vie, nous ferons de leur magnifique exemple le phare salutaire de nos pires tempêtes.

Lorsque la température baisse, la faim devient insoutenable. Elle ronge littéralement les tripes. En buvant pour la détourner, le corps est pris de frissons. Transi par l'humidité, la froidure, je tremble à chaque gorgée de liquide glacé. L'estomac, saisi de crampes, n'écoute que sa douleur et oublie pour un instant sa famine : je ne peux le tromper autant de fois que je le voudrais, car l'eau que l'on ne refuse

même pas à une bête, m'est rationnée. Je n'ai droit qu'à un litre et demi d'eau par vingt-quatre heures pour boire, aller « aux toilettes »... et me nettoyer.

J'apprends la concentration. J'ai l'illusion, en fermant les yeux, d'être libre. Mes rêves, les souvenirs de ma vie passée deviennent le sanctuaire de ma résistance. C'est mon pied de nez quotidien à celui qui m'a jeté dans cette infecte oubliette. Quelle pâte a pu pétrir le cœur de ceux qui nous infligent une telle torture, de tels tourments ? Il est vain de vouloir comprendre l'insensé. Je préfère rassembler toutes mes énergies pour trouver les moyens d'y survivre. Je ne cesse de me rappeler ce que Pascal a écrit : « Si un tyran venait à m'enfermer, je donnerais autant d'exercice à mes jambes qu'à mon rire. »

Par conséquent, je ne cesse de marcher. Quant au rire, je ne m'en prive pas, quitte à le puiser dans des évocations passées ou à l'inspirer de mon quotidien. Je ris souvent de moi-même. L'extrémité dramatique s'avère parfois cocasse. Les moisissures grandissantes qui tapissent les murs se transforment pour moi en fresque de visages étranges mais vivants. Certaines de ces physionomies me sont devenues si familières que je leur parle. Il y a un vieux sage à l'air calme et doux que la lèpre du mur a façonné avec talent. Sa chevelure argentée dégouline sur ses épaules blanches, sa barbe majestueuse flotte dans un nuage. Il me rappelle Charlton Heston dans *Les Dix Commandements* : je l'ai donc baptisé Moïse.

C'est dans la contemplation de ce patriarche que je me raisonne, que je cherche la force, l'espoir, lorsqu'ils me désertent. Je ne demande pourtant pas la terre promise ! Je ne veux que revoir la lumière du jour, les étoiles dans le ciel. Voilà plus de deux ans que cette maudite porte ne s'est pas ouverte ! La foi n'est pas une invention mais un instinct que l'on cultive le plus souvent dans des situations

extrêmes. De quelque nature qu'elle soit, elle passe d'abord par la foi en soi. À l'âge où l'on expérimente les relations amoureuses avec l'autre sexe, je suis amputé de la pratique des sentiments. Alors je me les invente. Une sauvageonne aux grands yeux clairs, à la mine angélique, au regard farouche, déploie ses cheveux cannelle sur un coin de mur. Je ne saurais dire pourquoi je l'appelle Emma. Peut-être est-ce parce que ce prénom ressemble au verbe aimer. Elle devient le tendre objet des sentiments amoureux que, depuis l'âge de 15 ans, on m'interdit. Le plaisir que je ne pouvais pas toucher, je l'effleure tout de même en chuchotant des mots tendres à « mon >> Emma.

Une araignée compatissante a élu domicile dans mon trou. Je lui en suis tellement reconnaissant que je lui procure volontiers le gîte et le couvert. Je chasse les mouches que je lui offre régulièrement pour célébrer notre amitié nouvelle. Par dérision je l'ai appelée « Vendredi ». Comme je n'ai pas la chance d'être Robinson, ma colocataire disparaît un jour sans crier gare. Heureusement qu'il y a les fourmis. Couché sur le ventre, le nez sur les dalles, j'observe, admiratif, ces cohortes de travailleuses acharnées capables de transporter sur une distance pour elles infinie une charge plus grande que leur frêle corpulence. Je ne manque pas d'en tirer un argument de plus pour alimenter ma volonté de résistance : « Je dois, moi aussi, supporter le poids disproportionné qui écrase mes jeunes épaules ! >> D'autres visiteurs moins agréables, d'énormes rats, viennent courir sur moi lorsque je m'allonge. Il me faut ne pas bouger au risque d'être mordu. Lorsque des petites pattes froides, étonnamment musclées, marchent sur mon visage, j'arrête de respirer, je dégage lentement ma main de sous la couverture et j'envoie valser l'intrus au fond du cachot. Alors débute une vraie bataille. Je défends bec et ongles mon territoire. Ce sont des nuits entières d'engagements très

souvent sanglants. J'aligne les cadavres dans l'embrasure des deux portes qui scellent mon cachot. Pendant des jours mes gardiens font mine de ne rien voir ; ils laissent là les rats morts. L'odeur des carcasses en décomposition s'ajoute à l'atmosphère déjà écœurante qui emplit mon oubliette.

J'ai épuisé tous les moyens empiriques dont je dispose pour contenir les nombreux maux qui m'assiègent. Mon corps est devenu secondaire. Même gravement malade, je l'ignore. Depuis quelques mois cependant, je n'arrive pas à circonscrire un abcès réfractaire, une poche de pus grosse comme une poire me déforme le palais au point que je ne puis même plus déglutir ou parler. Hirsute, cadavérique, je n'ai pas regardé un miroir depuis près de trois ans. Je ne sais plus à quoi je ressemble. Lorsqu'un jour j'aperçois mon reflet dans un couvercle rouillé de boîte de lait en poudre, je découvre Quasimodo ! Un phlegmon me paralyse carrément la face. Mon visage est boursoufflé, tordu, déformé par l'infection. Sa peau est si tendue qu'elle est luisante. Une couleur indéfinie, allant de jaune citron au bleu nuit parsemée de plaques violacées me fait un masque terrifiant. Je suis conscient que si je ne trouve pas un moyen d'évacuer quotidiennement la poire qui me pend dans la bouche, je m'expose à la septicémie. Je perce, à l'aide d'un clou chauffé à blanc sur une bougie, les fistules apparues sur mes gencives. Ainsi, chaque jour, j'appuie avec trois doigts sur la poire qui déforme mon palais et obstrue ma cavité buccale. Le pus gicle comme sortant d'une seringue par les trois orifices laborieusement percés. Des filets de sang sombre, infecté, me dégoulinent le long du cou. maculent mon buste. C'est une boucherie. L'opération est si douloureuse que je ruisselle de sueur et que mon corps tremble de tous ses membres. Je m'astreins pourtant à cet « exercice » quotidien pour ne pas mourir.

Les mois, les années passent et se confondent. Cela fait neuf cent quatorze jours et nuits que je croupis en enfer. Deux années et demie que je tourne en rond dans mon antre. Depuis qu'on m'y a jeté, je n'ai vu personne ni parlé à quiconque.

Chapitre V

L'aube dorée

Un courant d'air s'insinue par-dessous la porte blindée. Ce hululement qu'un vent fort entretient paraît lugubre mais pour moi. il ne l'est pas. Les relents de terre mouillée qu'il charrie apaisent ma torture de n'être pas sorti de ce trou depuis plus de deux ans. Je suis tellement frustré du contact avec la nature qu'au ras des dalles de ma cellule, j'apprécie ce souffle chargé de liberté qui détourne mon angoisse. Quelle sensation terrible que d'être enterré vivant ! Il me faut parfois lutter contre la folie. Combattre à chaque instant cette impression d'étouffement, de murs qui se resserrent au point de vous écraser. Le corps et l'esprit réagissent comme comprimés sous une avalanche. Lorsqu'une situation fond sur vous, pour l'atténuer, fondez-vous en elle. Enseveli, il est en effet dérisoire de s'agiter. Mieux vaut s'abandonner sans renoncer, réduire son métabolisme, entrer en hibernation, s'évader mentalement, puiser dans la méditation ou l'imaginaire l'oxygène dont on vous prive. Je ferme les yeux, je pense à mes premiers souvenirs d'enfance. Revue de mon caveau, ma vie passée possède une autre saveur. Survoler, de là où je me trouve, l'existence que j'ai eue, c'est la regarder avec le recul, la sérénité, le détachement sans cesse grandissant qu'engendre

la souffrance. Je refais le chemin de ma naissance à aujourd'hui avec, parfois, l'étrange sensation de voir défiler des images à rebondissement, une histoire rocambolesque dans un univers où je ne me reconnais plus.

Je ne peux m'empêcher, lorsque je m'évade dans le film de ma vie, de passer en revue les étapes qui ont marqué l'histoire de mon pays. Sans comprendre les arcanes de cette histoire, la chronologie de son déroulement, l'environnement et les situations qui l'ont façonnée, je ne pourrais expliquer ma vie ni mon enfermement.

Arrivé au monde deux ans après la proclamation de l'indépendance, j'ai baigné jusqu'à mon adolescence au milieu de personnalités de tous bords, ayant œuvré chacune à leur manière et selon leurs convictions à l'émancipation du Maroc. J'ai vu se construire l'État, j'ai connu ses architectes comme ses maçons. L'influence qu'ont eue sur moi ces patriotes de toutes tendances est certainement à l'origine de mon intérêt précoce et de mon amour passionné pour ma terre. Pas même les deux décennies de persécution injuste, cruelle, que j'aurai subies avec ma famille, ne viendront à bout de mon attachement viscéral au Maroc. J'ai aussi constaté à quel point le secret enveloppait les faits les plus importants de nos annales. Le Maroc est une terre de contrastes, ombres et lumières y cohabitent et certaines vérités ne sortiront jamais d'un microcosme qui, quelle que soit son obédience idéologique, jugera bon de garder le peuple à l'écart de ses « soupes politiques ». Notre histoire fut confisquée, constamment falsifiée tant par le pouvoir que par son opposition. Napoléon disait : « Qu'est-ce que l'histoire si ce n'est un conte sur lequel on s'accorde ? »

Si je me permets de survoler les faits politiques les plus importants du passé marocain, c'est que je veux simplement planter le décor d'un environnement indissociable de

mon parcours, indispensable à sa compréhension. Ce témoignage étant d'abord celui de ma vie, je n'ai pas la prétention de donner un cours d'histoire du Maroc, mais je souhaite, pour ceux que cela intéresse, développer des éléments qui, peut-être, apporteront un éclairage nouveau.

Pour mieux comprendre le contexte dans lequel le Maroc accède à l'indépendance le 2 mars 1956, il est d'abord indispensable de savoir comment il l'a perdue. Et d'effleurer la période de la présence française, d'en saisir toutes les conséquences pour en interpréter les stigmates.

Mort en 1894, Moulay Hassan 1^{er} avait pris soin de désigner le plus jeune de ses fils, Moulay Abdel Aziz, comme successeur. Mais le jeune prince, à peine âgé de 14 ans, n'a ni la maturité nécessaire ni le caractère indispensable pour régner. Le Maroc, depuis longtemps déjà, se divise en Bled Makhzen, zone soumise à l'autorité du sultan, et en Bled Siba, zone insoumise au pouvoir chérifien. C'est le vizir Ba'Hamed Ben Moussa, homme à poigne, et ministre habile, qui gouverne. Fils d'un esclave noir, d'une mère berbère, méfiant, il n'accorde sa confiance qu'à un cercle restreint de ministres fidèles. En ce xx^e siècle naissant, Moulay Abdel Aziz, alors âgé de 20 ans, vole désormais de ses propres ailes. Il ouvre sa cour aux étrangers et fait d'un ancien officier anglais son conseiller le plus influent, lui donnant le titre de caïd Mac Lean. Cet Européen devient le réorganisateur de l'artillerie marocaine et un expert militaire précieux, doublé à l'occasion d'un conseiller politique. L'ennui, c'est que Moulay Abdel Aziz, épicurien invétéré, est dépensier, préférant, contrairement à son père, la légèreté de coûteuses distractions à la charge écrasante du gouvernement.

En 1904, à la suite d'accords signés avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, la France accorde un prêt important

au Maroc. Et reçoit en retour le contrôle de la poste et des douanes. En 1905, l'empereur d'Allemagne Guillaume II, désireux de faire obstacle à la présence française au Maroc, y entame une visite officielle immortalisée sur une photographie où on le voit défiler sur son cheval blanc à côté de Moulay Abdel Aziz. Le cortège rutilant est emmené par le caïd Mac Lean.¹

À Tanger, à Mogador, des Européens sont pris à partie. Le Dr Mauchamp, un médecin français installé à Marrakech, est assassiné. A Casablanca, où la France a entamé l'édification d'une voie ferrée, la tension est telle que de graves incidents éclatent, le tracé du rail faisant fi du tombeau d'un saint vénéré par les Marocains, Sidi Baliout. De cette profanation naîtront les heurts du 30 juillet 1907 où neuf Européens périront ainsi que des dizaines de Marocains.

En août 1907, le croiseur français *Galilée* bombarde Casablanca. La ville, prise, deviendra la tête de pont de la conquête des plaines fertiles de la Chaouia, région autour de Casablanca. Les Français prennent aussi Oujda, capitale du Maroc oriental. Et c'est en janvier 1908, que le général Lyautey occupe le massif montagneux stratégique des Béni Snassen².

Le désordre étant propice aux prises de pouvoir, Moulay Hafid, frère aîné du sultan et gouverneur de Marrakech, se fait proclamer sultan en sa ville. La main de l'Allemagne n'est pas étrangère à cette ambition. Car l'empereur Guillaume a tout intérêt à alimenter davantage cette instabilité pour annihiler l'influence française au Maroc. La lutte fratricide qui s'engage pour le trône sert au mieux cette

1. Officier anglais chargé de la garde royale et de restructurer l'artillerie marocaine.

2. Tribu berbère de redoutables guerriers.

perspective. Le pays est divisé, il a deux sultans et deux capitales : Fez et Marrakech. De nombreux chefs de guerre sont en révolte, certains d'entre eux sont des roggis, des prétendants au trône.

Le plus célèbre s'appelle Bouhmara (« l'homme à l'anesse ») qui se dit frère du sultan et réclame le trône au même titre que le « tendre » frère authentique proclamé à Marrakech. A la trahison douloureuse d'un vrai frère, Moulay Abdel Aziz doit donc ajouter la prétention non moins dangereuse d'un faux frère. Bouhmara occupe Taza, puis Oujda dans l'Est marocain, près de la frontière algérienne. D'autres candidats au pouvoir profitent à leur tour du désordre : le chérif Raïssouli étend son influence sur le Nord et Ma El Aïnin sur le Sud. Fort de l'appui des tribus berbères, les troupes de Moulay Hafid, elles, prennent Fez.

Cette course au trône dans l'anarchie fait souffrir le peuple marocain et inquiète les Européens. De la stabilité dépend en effet pour eux l'essor commercial. Les puissances reconnaissent en définitive Moulay Hafid comme seul sultan du Maroc. Moulay Abdel Aziz, héritier légitime du trône, a perdu et se réfugie à Tanger en 1909. On exhibe dans les rues de Fez, avant qu'il ne soit exécuté en place publique, le roggi Bouhmara enfermé dans une cage de fer. Ce qui n'empêche pas les révoltes de continuer et, en 1911, les tribus berbères du Nord d'assiéger la ville de Fez. Au bord d'une défaite certaine, Moulay Hafid en appelle alors à la France pour asseoir son autorité. Prétextant la protection de ses ressortissants dans le Souss (sud du Maroc), Paris intervient. L'Allemagne, vexée, envoie des bâtiments de guerre, dont la canonnière *La Panthère*, face à Agadir. La France cède à l'Empire germanique, en novembre 1911, une partie du Congo en échange de sa présence au Maroc. Le nord du pays revient, lui, à l'Espagne. Le 30 mars 1912, le ministre Régnauld signe avec Moulay Hafid

la fameuse convention de Fez établissant le protectorat de la France sur le Maroc : un résident général représentant Paris devra veiller au développement du pays, au maintien de l'ordre et être l'unique interlocuteur avec les nations étrangères. C'est la fin du vieux Maroc.

Lorsque mon pays accède à l'indépendance, le 3 mars 1956, s'ouvre un champ d'affrontement entre des idéologies diamétralement opposées, et des ambitions concurrentes. Les forces en compétition pour asseoir leur hégémonie sur l'adversaire sont le parti de l'Istiqlal, l'Armée de libération majoritairement berbère, le palais, et les forces armées royales dont les plus hauts gradés viennent de l'école coloniale.

En 1956, l'Istiqlal est au gouvernement, occupe les postes clés et ses hommes accaparent les leviers de l'administration. Mehdi Ben Barka, l'une de ses figures, préside l'Assemblée nationale. Simone et Jean Lacouture, qui sillonnent le pays pendant des mois, écrivent dans leur livre *Le Maroc à l'épreuve*¹ : « La conquête de l'appareil d'Etat par ce groupement majoritaire (l'Istiqlal) ne va pas sans évoquer le processus d'installation d'un parti unique et ne fait pas toujours augurer favorablement de l'avenir des libertés au Maroc. » Comme en France après la Libération, le Maroc aussi connaît sa chasse aux « collabos ». à la différence près qu'elle est principalement menée par le parti de Allai El Fassi et Mehdi Ben Barka. L'Istiqlal, sous prétexte de punir les traîtres, poursuit en fait l'épuration systématique de ses adversaires commencée dès avant l'indépendance. Ce mouvement assassine donc des centaines de personnes en s'arrogeant le droit de décider qui est félon ¹

1. Simone et Jean Lacouture, *Le Maroc à l'épreuve*. Le Seuil. 1958.

de qui ne l'est pas. L'Istiqlal élimine physiquement tous ceux qui n'ont pas les mêmes idées que lui, qu'il s'agisse de résistants, d'activistes d'un autre bord ou de simples citoyens qui refusent l'encadrement systématique, et la mise en coupe de la société marocaine. Ainsi, la première femme pilote au Maroc, Touria Chaoui, est assassinée. Se posant par tous les temps sur des terrains de montagne improvisés, elle ravitaillait avec son petit monomoteur les maquis ou larguait des tracts sur les villes et les campagnes. Cette femme exceptionnelle, résistante magnifique, a été reléguée aux oubliettes de l'histoire comme toutes les Maghrébines ayant lutté avec courage et abnégation pour l'indépendance de leur pays. Cette erreur est aujourd'hui lourde de conséquences : les sociétés de nos Etats claudiquent encore de cette ségrégation.

Même les artistes et les chansonniers qui osent fustiger le parti, ne sont pas épargnés : les commandos de l'istiqlal se chargent de leur cas. Mehdi Ben Barka, dans la presse arabe du Caire, répond même à un journaliste qui l'interroge sur la question berbère : « Mais quelle question berbère ? Savez-vous ce que veut dire le mot berbère ? C'est tout simplement la dénomination d'un homme inculte ! »

Abbess Messâdi, charismatique chef de l'Armée de libération du Nord, a évidemment une autre définition de son identité millénaire. Si « berbère » est un mot consacré pour désigner le premier peuple autochtone d'Afrique du Nord, dans leur langue, les Berbères s'appellent les Imazighens, les « hommes libres » ! C'est d'ailleurs parce qu'il refuse toute obédience au parti de l'Istiqlal que Abbess Messâdi est à son tour sauvagement assassiné dans une villa de Tetouan où il avait rendez-vous avec Mehdi Ben Barka. La tête d'Abbess est séparée de son corps, son tronc de ses jambes, et le tout enterré aux quatre vents. Un meurtre qui va être le détonateur à retardement de la guerre du Rif.

Fin 1958, le nord du Maroc s'embrase. Mohamed V, sous l'impulsion de l'Istiqlal, ordonne aux FAR de mater la rébellion rifaine. C'est un coup de billard à trois bandes pour le parti de Ben Barka qui se débarrasse de l'Année de libération, met le trône dans l'embarras mais en même temps perd toute possibilité de voir les campagnes, majoritairement berbères, rallier un jour ses rangs. La monarchie se voit contrainte de circonscrire l'incendie qui menace la paix civile et de couper la tête du vieux démon entretenu par la France au Maroc : « La rivalité entre la bourgeoisie arabe et fassi des villes, et les Berbères des campagnes représentant une large majorité de la population ». Durant toute la période où l'Istiqlal est au gouvernement, il pousse la monarchie à punir ceux qui se soulèvent non pas contre le trône mais contre les concessions inacceptables que la monarchie concède à l'Istiqlal.

Le parti de Mehdi Ben Barka prend en outre soin de détourner l'attention sur sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre du Rif, falsifiant l'histoire par la propagande et la rumeur. Or c'est bien un gouvernement istiqalalien qui a cautionné l'expédition des FAR dans le Rif. Les ténors de la gauche réclament à Mohamed V l'intervention immédiate de l'armée pour circonscrire un début de guerre civile ! Le trône, de son côté, y voit l'occasion de tester l'obéissance et la fidélité de ses forces armées. Entre parenthèses, tout ce que l'on a pu fantasmer sur les soi-disant cruautés d'Oufkir au cours du soulèvement rifain devrait être relu à la lumière de ce contexte. Bien que la défense de mon père ne soit pas l'objet de ce livre, je voudrais citer les conclusions d'un journaliste de *Libération* qui travaille aujourd'hui au *Monde*. La ligne politique de ces deux institutions ne pouvant être suspectée de complaisance à l'égard du régime que servait Oufkir, il n'y a pas de raison de douter des propos de Stephen Smith

quand il écrivait : « Mais il nous faut encore détruire une légende : celle des cruautés d'Oufkir à cette occasion. Nous avons rencontré des témoins dignes de foi, et ce n'est pas une clause de style, qui ont suivi les opérations auprès de lui. Tous nient les actes de cruauté gratuite qu'on lui attribue. Nous sommes navrés de démolir une légende pittoresque qui auréolait le personnage d'un reflet satanique¹. »

Quoi qu'il en soit, lorsque le Rif est soumis et que l'incendie est éteint, ni l'Istiqlal ni le palais ne sont dupes. Si Mohamed V est devenu sacré, incontournable, le prince héritier Moulay Hassan, le futur Hassan II, est redouté. Mehdi Ben Barka, qui a été son professeur de mathématiques, ne se fait aucune illusion, ayant vite cerné l'intelligence pointue et l'ambition redoutable de son élève. Il sait que si l'héritier accède au trône, c'en sera fini des promesses, mêmes non tenues, de monarchie constitutionnelle. Le prince Hassan n'a comme objectif qu'une monarchie gouvernante et absolue. Ni lui ni Ben Barka ne perdent donc de vue l'affrontement décisif, final, qui fatalement les opposera. Chacun, dans l'ombre, s'y prépare. Mohamed V joue de finesse, gagne du temps. Tout en faisant miroiter à l'Istiqlal la possibilité d'une monarchie constitutionnelle, il renforce son fils en lui donnant tous les moyens de s'imposer dans l'avenir.

Depuis le premier jour de l'indépendance, Mohamed Oufkir est l'aide de camp de Mohamed V. Dans un Maroc fraîchement indépendant, où les armes abondent aux mains des civils comme des partis politiques, il y a fort à faire pour éviter l'embrasement général. Avant et

1. Stephen Smith : *Oufkir, un destin marocain*. Calmann-Lévy. 1999.

après l'indépendance, l'affrontement entre les factions s'avère sanglant. Cette guerre civile larvée qui ne porte pas de nom menace le pays d'éclatement. Le maquis, qui tient les campagnes, est à couteaux tirés avec l'istiqlal. Lequel dispose de puissants réseaux dans les villes, de cellules armées, d'organisations secrètes, de camps d'internement et de centres de tortures. Oufkir a pour mission prioritaire de former en un temps record une armée capable de faire face aux dangers innombrables qui guettent le Maroc et son trône. Il fait jouer ses nombreuses amitiés dans l'Hexagone et le prestige militaire dont il jouit auprès des chefs français pour obtenir une coopération et des moyens logistiques dans des délais record.

La France, il est vrai, a tout intérêt à soutenir la monarchie chérifienne : si Mehdi Ben Barka et les siens gagnaient la partie, c'en serait fini de l'influence occidentale dans cette partie du monde. En pleine guerre froide, les enjeux sont énormes et la détermination à les défendre aussi acharnée dans un camp que dans l'autre. Pour quelques décennies encore, deux idées vont prétendre au progrès, au bien-être du monde, conflit idéologique qui va gérer la planète jusqu'à la chute du mur de Berlin. Quiconque perdrait de vue cette réalité ne pourrait avoir une compréhension impartiale des événements qui se sont déroulés dans le royaume depuis son indépendance jusqu'à la mort d'Hassan II.

Bien que le régime soit combattu par certains les amis à la main, Mohamed V. aux yeux de tous, est intouchable. Ce n'est pas le cas de son fils Moulay Hassan que l'on tente rapidement d'éliminer physiquement. Mohamed V n'a pas besoin d'un chien de garde, ce qu'il lui faut ce sont des hommes ne dépendant d'aucune force politique. Or seuls les militaires ont ce profil. C'est dans leurs rangs que Mo-

hamed V a choisi le connétable qui assurera la protection du trône : Oufkir.

Le 6 décembre 1955 est constitué le premier gouvernement du Maroc indépendant. Le mouvement national y est fortement représenté. Le 14 mai 1956 les FAR sont nées. Grâce à l'aide matérielle de la France et à l'expérience des officiers ayant servi sous ses drapeaux, l'armée marocaine est mise sur pied en cinq mois. Elle défile devant le roi dans Rabat en liesse avec Oufkir marchant à sa tête. Même si le prince héritier est nommé chef d'état-major, Mohamed V sait que l'expérience acquise par Oufkir durant dix-sept années de service dans l'armée française est indispensable à l'exécution de cette tâche. Le souverain connaît aussi la dévotion de son homme de confiance : Oufkir le sert aveuglément parce qu'il l'admire, et qu'il est convaincu que seul un trône respectable, fort, peut sauver le Maroc de l'hégémonie d'un parti. Pour lui, la monarchie doit rester au-dessus des factions. Si l'idéologie socialiste révolutionnaire s'imposait, cela conduirait à terme à une république. Or Oufkir est de ceux qui pensent que « l'indépendance dans l'interdépendance », formule célèbre d'Edgar Faure, s'avère la solution la plus sage pour construire l'avenir. Tous les officiers marocains ayant servi dans l'armée française sont, comme lui, persuadés qu'il ne rimerait à rien de couper les ponts avec les Occidentaux en général pour tomber dans la mouvance socialiste du bloc de l'Est. De fait, jusqu'en 1962, la France conserve des bases militaires au Maroc et y entretient une force de quelque soixante-cinq mille hommes. Les milliers de Français qui résident dans le royaume chérifien y ont conservé leurs terres, leurs biens et tous leurs droits.

Et moi, j'arrive au monde dans ce contexte ultrasensible où tout peut basculer.

Des fenêtres de la maternité du Dr Marmet à Rabat, le regard de ma mère se perd dans la contemplation mélancolique des berges du Bouregreg. Le fleuve marque de sa ligne imposante la séparation entre Rabat et Salé, la vieille cité des corsaires. À 22 ans. Fatema accouche de son troisième enfant, mais aussi de son premier garçon. Ma mère est triste. Elle enfante sans la présence de son mari.

Dehors tout est calme. Le soleil couchant vacille sur l'embouchure du fleuve. Les remparts de la citadelle des Oudaïa, suspendus à fleur de falaise, rejaillissent de leurs pourpres, de leurs ocres, jusque sur les eaux scintillantes qui s'en vont, lisses, avides, embrasser l'océan.

L'ombre d'une limousine glisse sur le verre teinté de l'entrée. Le claquement sourd, simultanée, de plusieurs portières. atteste de la présence d'autres véhicules.

Laissant à l'extérieur la sécurité qui l'accompagne et son chauffeur français M. Marty, Mohamed V avance dans le hall de sa démarche paisible, altière. Sobrement vêtu, comme à son habitude, d'une modeste djellaba, d'une simple toque de feutre devenue légendaire pour tous les Marocains, Sa Majesté, avec cette naturelle simplicité qui fait la grandeur, s'enquiert elle-même de la chambre de Fatema Oufkir. Précédé de l'excitation respectueuse du personnel, le roi gravit les marches de l'étage, frappe délicatement à la porte, qu'il ouvre lui-même, et surprend ma mère dans ses rêveries. Les deux ou trois proches qui l'accompagnent s'estompent dans un coin de la pièce.

Avant de s'asseoir sur le siège qu'on lui avance au chevet de Fatema, le souverain la félicite, se penche sur mon berceau, et me prend dans ses bras :

— En voilà un qui a bien marqué sa venue !

Mohamed V devine la surprise que provoquent chez ma mère de tels propos.

— Fatema, si Oufkir n'est pas là, tu ne dois pas lui en tenir rigueur. Il s'est passé un incident sérieux sur la base américaine de Sidi Slimane. Un avion en approche finale, transportant un matériel très spécial provenant des États- Unis, a demandé un atterrissage d'urgence, un feu s'étant déclaré à son bord. C'est pour cela que je disais de ton fils qu'il s'était bruyamment annoncé... Nous avons, grâce à Dieu, évité une grande catastrophe !

Pour faire comprendre que le sujet était clos, Mohamed V poursuit :

— Alors, comment va-t-on l'appeler ?

L'immense honneur que lui fait Sa Majesté de bien vouloir nommer l'un de ses enfants touche ma mère au plus profond d'elle-même. Dans la plus pure tradition marocaine, il est courant de demander à la personne que l'on honore, que l'on respecte le plus, de baptiser son enfant. Après ses deux filles Malika et Myriam pour lesquelles elle a elle-même choisi les prénoms, Fatema reçoit la joie, la fierté, de voir son fils baptisé par le roi du Maroc. J'ai donc eu le privilège de naître pour ainsi dire dans les bras d'un grand roi, vénéré de son peuple, qui me baptisa Moulay Raouf.

Mohamed V et son héritier viennent aussi à la fête donnée par mes parents pour mon baptême. Comme la coutume du palais le veut, le roi apporte un présent à l'enfant qu'il daigne baptiser et remet à ma mère une bourse de velours contenant cent pièces d'or : des napoléons.

Fin 1958. moins d'un an après ma naissance, survient le soulèvement du Rif dont la répression est cautionnée par le gouvernement Abdallah Ibrahim à forte majorité istiq- lalienne. Le 6 septembre 1959, la rupture au sein de l'Isti- qlal est consommée. Mehdi Ben Barka crée l'UNFP, une nouvelle force politique qui se radicalise, rejointe par le

Premier ministre Abdallah Ibrahim. L'UNFP est socialiste, anti-impérialiste, révolutionnaire, tiers-mondiste et républicaine. Le prince Moulay Hassan comprend immédiatement l'affrontement qui se dessine : le conflit avec Ben Barka et les siens porte tout simplement sur la nature même du régime. Ce sera une monarchie autoritaire ou une république socialiste et populaire.

À l'automne 1959, Mohamed V se rend à la Mecque. Sentant le vent du danger se lever, il fait jurer Oufkir sur les lieux saints, à l'intérieur de la Kaaba¹, de servir son fils avec la même dévotion qu'il l'a, lui, servi. En mai 1960, un autre pas est franchi : Mohamed V estime que la monarchie s'est dotée des amies suffisantes pour ne plus tolérer la participation du mouvement national aux affaires du pays. Le gouvernement d'Abdallah Ibrahim est dissous et le souverain nomme son héritier Moulay Hassan chef du gouvernement. Le masque est tombé. Le palais s'accapare les pleins pouvoirs.

Beaucoup des adversaires de l'istiqlal rejoignent les rangs des forces armées royales et la fonction publique. Le 13 juillet 1960, Mohamed V nomme Oufkir directeur de la Sûreté nationale en remplacement de Mohamed Lagh- zaoui, un homme de l'istiqlal, celui-là même qui a créé la police politique.

Face à cette confiscation du pouvoir par le trône, Mehdi Ben Barka décide de rompre l'alliance avec le palais. Les barons de l'istiqlal hésitent à enterrer un pacte naguère cimenté par le combat commun pour l'indépendance et tentent de se convaincre qu'il s'agit seulement d'une crise passagère, que le trône ne peut présider seul au développement du pays, qu'il ne pourra se passer longtemps d'eux.^{1. 1}

1. Pierre noire de la Mecque.

Ben Barka est moins optimiste et comprend que la monarchie a fait un choix irréversible. Sous Hassan II elle s'acheminera droit vers une autocratie.

Mehdi Ben Barka, en grand organisateur, va faire de l'UNFP une formation performante, structurée et active. Tous ceux qui se sentent désoignés à l'étroit dans le mouvement national vont le suivre. Tous ceux qui, comme lui, sont convaincus que la seule voie possible face à une monarchie qui se radicalise est celle des armes, vont adhérer à sa formation. Si le régime ne s'appuie que sur sa force, alors il faut le renverser par la force, pensent-ils ! Le parti de Ben Barka dispose de cellules clandestines révolutionnaires, de réseaux d'activistes prêts à la lutte armée contre une dictature rampante.

La crise s'accroît, les complots se succèdent. Les procès d'opposants aussi. Le Maroc entre alors dans une spirale infernale dont les étapes principales vont être le complot de 1963, la guerre avec l'Algérie voisine où Ben Barka soutient le frère socialiste contre la monarchie réactionnaire (ce qui lui vaudra deux condamnations à mort par contumace pour haute trahison), son propre assassinat en 1965, puis le coup d'Etat militaire du 10 juillet 1971 et le coup d'Etat d'Oufkir le 16 août 1972 ! Autant de dates clés qui vont jalonner la montée en puissance d'une monarchie absolue. Autant de crises dramatiques d'une lutte qui va se révéler sans merci.

Un soir de 1961, ma mère m'endimanche. Nous allons au palais royal de Rabat. La voiture s'arrête sous un porche imposant, devant un portail de bois massif finement ciselé. D'énormes battants de bronze ornent ce sésame. Ici on connaît bien ceux qui ont le privilège d'avoir leur entrée à toute heure : ma mère en fait partie.

Sous le règne de Mohamed V, le palais est plus mystérieux, inviolable, qu'il ne le deviendra sous celui d'Hassan II. La vie au palais au temps de Mohamed V était marquée par la discrétion, la simplicité, la stricte intimité familiale tandis qu'avec Hassan II surgiront les fastes et la sophistication. L'accès au palais devenu plus facile, ses secrets en devinrent plus volatiles, au grand dam de Lalla Abla, la mère d'Hassan II, qui trouvait déplorable ce manque de discrétion, de rigueur, lequel, disait-elle, nuirait à la grandeur de ce que doit être le palais : un exemple pour tous.

Nous arrivons au pied d'un coquet pavillon, traversons d'immenses patios peu fréquentés, la tâche incombant à l'un n'étant pas alors accomplie par cent autres. Agrippant la main de ma mère, je marche, la tête levée, les yeux rivés aux sublimes plafonds de cèdre fin, auréolés de filigranes délicats, de niches d'or, d'alvéoles magiques, sculptés dans des plâtres si blancs, si purs qu'ils me donnent le vertige. J'apprendrai avec l'âge que toute cette beauté n'attendrit pas l'intrigue et qu'en son sein peut s'épanouir la laideur d'intérêts courisans, de rancunes meurtrières. Nous entrons dans l'antichambre des appartements royaux ! Lalla Abla vient à ma mère les bras déployés, l'accueille avec un sourire et des paroles de bienvenue. Lalla Bahia, la seconde épouse de Mohamed V. fidèle à son caractère débordant, se jette dans les bras de Fatema. Mohamed V n'avait jamais pensé prendre deux épouses, ayant toujours exprimé sa profonde réserve à ce sujet : << Je ne veux pas rééditer les erreurs du passé. C'est en ayant des enfants avec plusieurs femmes qu'un roi met en danger son trône. Car il en résulte souvent une lutte fratricide pour la succession. Chacune des épouses pouvant prétendre à la légitimité de successeur à laquelle a droit sa progéniture. » Mais un jour, il tombe amoureux. Et comme le commun des mortels, il

plie devant ses sentiments en se mariant à Lalla Bahia. Ils ont une fille, Lalla Amina, née durant l'exil sous le protectorat français. La petite princesse devient pour tous la mascotte de l'indépendance. Son père l'adore, alors le peuple la chérit. Lorsque Mohamed V demandera à mes parents de laisser ma soeur Malika grandir avec elle, l'honneur est tel qu'ils ne peuvent refuser.

En fait, presque tout oppose les deux épouses de Mohamed V. La beauté d'abord : Lalla Abla n'est pas dotée de ses critères absolus. Elle n'en demeure pas moins une femme au grand charme et d'une classe peu courante. De bonne taille, elle est mince, élancée, avec un port de tête élégant. Lalla Abla a le teint mat et les yeux foncés à l'ombre d'un sourcil bien tracé. Son regard est impérieux. Elle sait même le rendre hautain lorsqu'elle doit marquer son rang. Avec un calme contagieux, elle instaure naturellement une atmosphère sereine. Autour d'elle, tout évolue au rythme de son élégante sobriété. Son entourage vit sous le métronome de son inflexible autorité. Elle ne se laisse jamais aller à l'impulsion, qu'elle considère comme une prémisse à la vulgarité. Cette femme qui m'a témoigné une grande affection d'autant plus émouvante qu'elle ne la prodiguait que rarement, m'a toujours inspiré un sentiment tendre, sincère, un profond respect.

Lalla Bahia, elle, est d'une beauté rare. Un visage de madone aux traits délicats rayonne sous une peau d'albâtre. Un œil de biche, au regard de miel, ombragé d'un rideau de cils denses si bien fournis, courbés, qu'ils se passeraient de tout artifice. Sous des lèvres charnues aux commissures délicatement sensuelles, s'épanouit une dentition éclatante. D'un caractère chaleureux, expressif, Lalla Bahia est généreuse dans ses effusions comme dans ses emportements. Ce caractère rebelle, épris de liberté, n'a jamais trop su comment

évoluer dans les contraintes subtiles d'une vie que le destin lui a imposée.

Avec son discours sans flatterie ni compromission, ma mère a su susciter leur affection sincère. Elles la lui exprimeront chacune selon son tempérament, mais toutes deux avec une insistante assiduité.

Assis dans ce petit boudoir, Lalla Abla, Lalla Bahia et ma mère discutent. L'impatience me gagne. Bien des années plus tard ma mère me racontera ce qu'à cette époque je n'avais pas encore l'âge de comprendre. Elle me décrira par le menu ce soir du 25 février.

Lalla Bahia paraît plus nerveuse que d'habitude. Sa main crispée dans celle de ma mère, elle s'inquiète :

— Tu sais Fatema, c'est pour demain. Mon Dieu, faites que cela se passe bien !

— Mais oui, tout se passera bien, dit ma mère en lui tapotant la cuisse. Dieu ne peut que veiller sur un roi aimé de son peuple et dont le pays a encore grand besoin.

Lalla Bahia, larmoyante, cherche à se convaincre du propos. Lalla Abla met un terme à ce laisser-aller :

— Fatema a raison, tout est entre les mains de Dieu, et Dieu ne nous abandonnera pas.

Que cachait cette appréhension ? Qu'allait-il se passer le lendemain ? Des murmures s'élèvent dans le couloir. Les trois femmes se dressent d'un même mouvement. Pris de surprise, je n'ai pas le temps d'en faire autant. Le roi fait son entrée dans le boudoir. On lui baise la main, on s'en-quiète de sa santé. Sa Majesté, rassurante, s'efforce de maintenir un affable sourire qui, le temps d'une seconde, se fige dans un rictus crispé, presque douloureux. Légèrement en retrait, je me dissimule derrière ma mère tant la présence de cet homme m'impressionne. Sa gentillesse, sa grande

simplicité le font encore plus respectable, plus grand aux yeux de tous.

Ce soir du 25 février 1961, dans ce boudoir, ma mère voit Mohamed V pour la dernière fois. Elle garde encore l'image d'un bel homme aux gestes posés. Il dégage une sérénité apaisante, contagieuse. Vêtu de sa djellaba marron, d'une toque de feutre de même couleur, il porte une chemise saumon. Rien dans son visage ne dénonce une quelconque maladie, pas même son teint, d'une couleur limpide illuminée d'un ton rosé. Rien n'annonce sa mort prochaine, sauf peut-être certaines réflexions étranges, dont beaucoup n'ont compris le sens qu'après l'événement tragique de son décès. Ainsi, quelques semaines auparavant, ayant conduit l'une de ses tantes à sa dernière demeure, ma mère entendit Lalla Bahia dire au souverain :

— Sire, que Dieu prête longue vie à Votre Majesté et qu'il me donne le bonheur d'être un jour enterrée de la sorte par elle.

— Ne dis pas cela, nul ne sait qui devancera l'autre. Mais il est probable que ce soit toi qui m'enterres ! lui répondit Mohamed V avec mélancolie.

Neuf jours plus tôt, le premier du mois de Ramadan, comme la tradition le commande, le roi distribua lui-même la fakkia, une composition de fruits secs et de fines sucreries. Ma mère l'entendit dire :

— Mais prenez, prenez donc, ne faites pas de manières ! Mangez aujourd'hui, tant que je suis là, demain peut-être ne trouverez-vous personne pour vous nourrir !

Une autre fois, s'étant réfugié sur la terrasse, au dernier étage du palais de Rabat, il confessa à ma mère, qui s'inquiétait de sa tristesse :

— Ah ! Fatema, si tu savais, des fois il me prend l'envie de me jeter du haut de ces fenêtres...

Ma mère, pétrifiée, ne put exprimer sa consternation que par une dérisoire et naïve question :

— Mais... mais... pourquoi Sire ?

Une fois de plus, ayant éveillé des angoisses, Mohamed V les endormit sous des plaisanteries si bien feintes que nul ne put y déceler l'amertume.

— Un pays jeune est si difficile à gouverner, que de temps à autre, je me sens fourbu, voilà tout !

Toutes ces allusions sporadiques aux préoccupations qu'éveillait une échéance fatale restèrent obscures pour celles et ceux qui les avaient entendues. Elles ne s'éclaircirent qu'à la lumière du drame de sa disparition.

Nous prenons congé de Sa Majesté au pied des escaliers menant à ses appartements. Après en avoir gravi les premiers degrés, Mohamed V se retourne, dominant les quelques personnes présentes pour leur souhaiter une bonne nuit.

— Bonne nuit, Sire, répond ma mère, et que Dieu assiste et protège Votre Majesté.

Le roi redescend quelques marches laissant glisser sa main fine, blanche, sur la rampe lisse.

— Bonne nuit, Fatema. Prends bien soin de tes enfants et d'Outkir, car dans ce qui s'annonce pour lui, il aura grandement besoin de ton soutien, de ta compréhension.

Fatema ne s'étonne pas outre mesure de cette recommandation, qui n'est pas nouvelle. Lorsqu'en juillet 1960, Mohamed V avait nommé mon père à la direction de la Sûreté nationale, sur les conseils de Medhi Ben Barka, ma mère, consternée, avait osé exprimer sa désapprobation au roi :

— Sire, Outkir est un militaire, laissez-le dans la fonction pour laquelle il a été formé, les soldats ne sont pas faits pour les sables mouvants de la politique !

Le souverain ne put réprimer un sourire paternel :

Fatema... Fatema, tu ne changeras donc jamais ! N'importe quelle épouse serait venue me remercier pour cette promotion. Toi tu la reçois comme une contrainte, un sacrifice. Ce qui t'étonnera bien plus, c'est que je partage ta réaction, que je la comprends... Mais vois-tu, Fatema, il est des hommes qui ont un destin et Outkir est de ceux-là. Penses-tu vraiment au fond de ton cœur que ton mari aujourd'hui seulement par cette nomination, va entrer en politique ? Tu sais pertinemment que ses états de services et son tempérament l'y ont porté avant même l'indépendance.

Si forte que soit la dévotion d'Outkir pour Mohamed V, le roi restait conscient que son homme de confiance ne pourrait exprimer la plénitude de ses moyens que si son épouse partageait les mêmes convictions, en saisissait le sens et la finalité. Le roi et les siens considéraient Fatema comme un membre de leur maison.

Ces premières années d'indépendance sont marquées par l'instabilité, les tensions et les positionnements stratégiques.

Jusqu'à la veille de sa mort, Mohamed V fait face au jeu serré que lui livrent l'Istiqlal et l'UNFP. Ces derniers disposent encore de l'infrastructure, des réseaux, des armes et de l'élan populaire qu'ils ont su drainer dans le combat pour l'indépendance. Ils ne cessent de se montrer menaçants. Ils font du forcing pour obtenir de Mohamed V la mise en place d'une monarchie constitutionnelle. Ben Barka s'impatiente d'autant plus qu'il perçoit l'ambition du prince Moulay Hassan qui entend bien ne pas laisser son père brader son futur pouvoir. Le caractère de ce jeune prince, intelligent et déterminé, ne le prédispose certes pas à être le pantin d'un parti politique. Chacun joue sur les lacunes de l'échiquier politique marocain, héritées de la France, laquelle les a savamment entretenues selon le

simple et efficace principe du diviser pour mieux régner. L'aube de la liberté restaurée attise le feu de l'euphorie collective, exacerbe les appétits et augmente les risques d'incendie. Les observateurs avertis restent conscients de l'importance de l'enjeu dans une situation internationale régie par la guerre froide. Avec l'Algérie qui s'apprête à l'indépendance, la carte du Maghreb se dessine en majorité avec des républiques socialistes. Le nassérisme aligné sur Moscou, hostile aux monarchies arabes, a fait tomber celle de l'Égypte d'abord, celles de la Syrie et de l'Irak plus tard, celle de la Libye ensuite. Le Maroc n'a que deux choix : suivre la voie du socialisme, du parti unique prônée par Medhi Ben Barka et les siens, ou celle d'une monarchie qui se devra d'être forte, même au prix de la répression. Mais avant que d'être forte contre l'extérieur, elle se doit de l'être à l'intérieur. L'un ou l'autre de ces choix passe par Mohamed V. Devenu pour le peuple marocain le symbole de l'indépendance, l'Istiqlal le sait incontournable. Si hier, la gauche utilisait le nom de Mohamed V pour s'allier les masses, elle est aujourd'hui bien embarrassée d'avoir à ménager un roi devenu intouchable et auquel elle veut arracher une monarchie constitutionnelle. Et si Moulay Hassan devient roi, Ben Barka et ses amis savent à quoi s'en tenir !

Mohamed V joue de finesse, de diplomatie, gagne du temps pour doter au plus vite la monarchie d'un bouclier efficace : une armée dont l'ossature viendra des éléments marocains ayant servi dans les armées françaises et espagnoles et une police qui puisse protéger efficacement le régime de ses ennemis. C'est à Oufkir qu'incombe cette tâche. Mais un drame imprévisible s'apprête à mettre un tenue brutal à ce statu quo explosif.

Chapitre VI

L'éclipse

Le 26 février 1961, en début de matinée, les médecins conduisent Sa Majesté Mohamed V en salle d'opération. Le souverain, âgé de 52 ans, s'apprête à subir une intervention bénigne. Officiellement il s'agit de réparer une cloison nasale qui l'empêche de respirer correctement. Le roi sourit, rassure sa famille : « Tout ira pour le mieux », dit-il. Pour tous, c'est une intervention mineure qui ne saurait excéder les trois quarts d'heure. Dans les salles d'attente règne la tension légère que suscite habituellement ce genre d'événement. Mais la confiance prédomine. Les conversations anodines qui s'engagent ça et là en témoignent. Le prince héritier Moulay Hassan sort de temps à autre du bloc opératoire pour rassurer les siens.

Lorsque le carillon discret d'une horloge retentit, Lalla Bahia est la première à donner des signes d'inquiétude : « Cela fait déjà deux heures qu'on l'opère, dit-elle, blêmissante, on nous avait dit que... »

Lalla Abla, toujours flegmatique, l'interrompt, la raisonne, la reconforte :

— Il est normal, Bahia que cela prenne un peu plus de temps jusqu'au réveil complet de Sa Majesté. Ne t'en fais pas, tout se passe bien.

Les minutes s'égrènent, devenant plus lourdes. Les conversations se sont tues, laissant place à de rares chuchotements. Les regards se portent involontairement sur Lalla Bahia. Sa nervosité semble maintenant gagner l'assistance. Le malaise va grandissant. L'air semble se raréfier. Moulay Hassan ne réapparaît pas.

Sur le visage impassible de Lalla Abla se dessine maintenant une crispation significative. L'horloge retentit à nouveau, sonnant dans l'assemblée le glas des contenance. On se lève, on arpente les couloirs. Les regards fixes s'évitent, ne se croisent pas, de peur d'y déceler la continuation d'une appréhension commune. Tous épient désespérément le moindre signe ou son que laisserait échapper la porte du bloc opératoire. On perçoit derrière le gros vitrage teinté de celle-ci, des mouvements, des va-et-vient fébriles, inquiétants.

Les médecins qui opèrent Mohamed V transpirent à grosses gouttes, le visage blême. Le roi fait un arrêt cardiaque. Probablement un accident d'anesthésie. Ils ont conscience d'avoir entre leurs mains le symbole d'un peuple, l'espérance de tout un pays. Ils entament immédiatement les gestes médicaux d'urgence. Rien n'y fait. Les chirurgiens vont jusqu'à inciser largement l'abdomen pour masser directement de leurs mains désespérées le coeur inerte du souverain. Aucun d'eux n'est cardiologue. Le roi n'a pas jugé nécessaire la présence d'un spécialiste. Sa volonté de ne pas s'entourer des précautions d'usages, relève-t-elle d'un désir, conscient ou inconscient, de mettre un terme à ses souffrances ? Est-ce une volonté délibérée de servir par sa mort le règne de son fils ? Voilà des questions qui resteront longtemps posées. A mon sens, cette mort, si elle n'est pas exactement programmée, est, du moins, pressentie par Mohamed V.

Le prince héritier se laisse aller un instant à rémotion qui l'envahit, puis se ressaisit devant l'écrasante responsabilité qui désormais lui incombe. Il rassemble ses esprits, en appelle à toutes ses forces pour se fabriquer une contenance sous laquelle bouillonne une douleur vive, sincère. Il s'affuble d'un masque trompeur, se rend auprès de sa mère, de sa famille pour informer l'entourage du bon déroulement de l'intervention :

— Cela a pris un peu plus de temps que prévu. On a reconduit Sa Majesté dans sa chambre où, après son réveil, elle doit d'abord se reposer avant de recevoir la moindre visite.

Il demande alors discrètement aux siens de se retirer dans un salon privé et s'éclipse derrière les portes du bloc. Dans un petit cabinet attenant, il s'entretient avec Mohamed Oufkir, le directeur de la Sûreté nationale. Il faut prendre les mesures d'urgence qu'impose la situation. D'abord essayer de contenir l'onde de choc terrible qui, dans quelques heures, va déchirer, bouleverser un pays, traumatiser tout un peuple. Ensuite, régler les détails du premier acte d'un règne nouveau qui s'annonce difficile. D'abord parce que le sentiment fort, l'amour sincère, la dévotion qu'a su éveiller Mohamed V auprès du plus humble de ses sujets va desservir Hassan II. D'avance, il sera victime d'un préjugé. Les Marocains sous le choc refuseront longtemps d'admettre cette terrible disparition. Ils se sentiront orphelins, n'accepteront pas de voir un autre, fut-il son fils, prendre subitement la place de Mohamed V.

Hassan II sait que cette dépression du peuple pourrait être exploitée contre lui par ses ennemis. Sa vision des choses n'étant voilée par aucune illusion, l'aube de son règne n'étant illuminée par aucune grâce, le nouveau roi puise du fond de cette amère réalité la force que ne lui aurait peut-être pas insufflée une succession facile. Si le monarque

s'accommode de cette blessure pour aiguïser ses armes, qu'en est-il de l'homme ? Injustement frustré du parapluie rassurant qu'est l'opinion favorable, conscient que la voie des sentiments lui est refrisée, il ne croira qu'en son autorité pour relever le défi qui l'attend. Ne comptant pas sur l'indulgence de ses sujets, Hassan II ne s'appuiera plus que sur leurs faiblesses : la peur, la cupidité, l'ambition. Il sait qu'à défaut d'être chéri, pour être respecté, il se devra d'être craint et que l'adhésion unanime qu'on lui refuse s'achète plus vite qu'elle ne se gagne. L'amertume intimement enfouie dans le cœur du jeune roi ne sera pas sans conséquences sur ses actes, ses manières et ses rapports avec autrui. Nul davantage qu'Hassan II ne me rappelle ces mots de La Rochefoucauld : « Ce n'est pas assez d'avoir de grandes qualités, il en faut faire l'économie. » Intelligent, habile et impitoyable, il est charmeur et cultive. Hassan II est un homme de pouvoir né. Sa détermination va le rendre redoutable.

Ce 26 février, en début d'après-midi, l'année et la police sont en état d'alerte maximale. Après s'être assuré du bon déroulement des mesures à prendre, Moulay Hassan se rend auprès de sa mère et des siens. Dès son entrée, l'assistance se lève. Les premières à pâlir sont Lalla Bahia et ma mère. La mine du nouvel Hassan II trahit les propos douloureux qu'il s'apprête à proférer.

— Le roi est mort... Puisse Dieu nous assister !

Alors une rumeur terrible, un cri déchirant font trembler les murs de la clinique royale. Ces échos macabres vont envahir les couloirs de tout le palais et, en quelques heures, assombrir le royaume, glacer les cœurs des Marocains. Des poings de femmes, de serviteurs, traversent rageusement le verre, pourtant épais, des fenêtres de la clinique. Lalla Bahia s'est évanouie. Ma mère hurle sa douleur, recroquevillée

sur le tapis. Lalla Abla, tétanisée, plus pâle qu'un linceul, broie nerveusement entre ses doigts les perles nacrées d'un chapelet en récitant les versets du Coran. Dans cette panique générale les crises d'hystérie se multiplient. Le personnel soignant n'échappe pas à la confusion. Quelques infirmières se maîtrisent tant bien que mal et sillonnent les groupes de personnes effondrées, avec des seringues toutes prêtes à distiller des cocktails apaisants. Les civières évacuent à tour de bras des femmes et des hommes évanouis.

La disparition de Sa Majesté Mohamed V marqua la mémoire collective marocaine. La tristesse qui submergea tout un peuple noya aussi mon âme simple d'enfant. Outre qu'elle fut entretenue par les souvenirs vivaces, émus de mes parents, je garde une image marquante de la mort de Mohamed V : celle de ma mère et moi entourés de quelques membres du personnel en larmes, juchés sur le sommet de la terrasse du dernier étage de la Sûreté nationale où nous habitons. De cet observatoire privilégié, nous pûmes vivre l'instant le plus solennel, le plus émouvant : le passage du catafalque royal sur l'avenue Mohamed-V. Accompagné de mille et un dignitaires marocains et étrangers, le cortège funèbre se traînait au milieu d'une marée humaine. Le grondement sourd des tambours de la Garde royale, le râle désespéré de la foule en délire rythmaient son pas solennel. Une quarantaine de Marocains se donnèrent la mort ou décédèrent du choc de ce deuil.

Le visage de ma mère décomposé par les larmes a scellé définitivement en moi les images dramatiques, traumatisantes de ce 26 février 1961. Le règne nouveau qui vient de poindre dans la douleur augure d'un avenir incertain et de dangers insoupçonnés.

Avec l'avènement d'Hassan II ce n'est pas seulement un nouveau roi qui monte sur le trône, c'est un nouveau régime qui s'installe.

L'opposition en prend vite la mesure. Ben Barka a toujours redouté qu'Hassan II puisse prendre la succession de Mohamed V. L'affrontement final approche. Mehdi Ben Barka radicalise le débat. Ceux qui le rallient sont pour le renversement du régime par les armes tandis que Hassan II dispose du bouclier de l'année, laquelle a fait ses preuves dans le Rif et ailleurs. Dans les capitales occidentales, tous les yeux sont braqués sur le Maroc. Les démocraties de l'hémisphère nord redoutent que le communisme ne prenne pied au Maghreb. Elles défendront leurs intérêts sans s'embarrasser de la morale politique qu'elles sont si promptes à défendre lorsqu'il s'agit de leurs nations. La presse française prend le pari qu'Hassan II ne régnera pas six mois. Pour elle, la force politique structurée, les appuis dont Ben Barka dispose, au Caire, à Damas, à Bagdad, à Cuba, en Algérie et dans tout le bloc socialiste, font du leader de la gauche le favori de la course au pouvoir.

Dès 1963 les hostilités entre l'opposition et le palais prennent une tournure effective. Le compromis historique liant le palais et les nationalistes vole en éclats. L'Algérie voisine, fraîchement indépendante et socialiste, se renforce. Ben Barka, voyant en la naissance de la jeune république populaire une plate-forme finale pour balayer la monarchie chérifienne, estime que le moment est venu de porter l'estocade finale. En juillet, l'Algérie harcèle le Maroc à ses frontières. Les accrochages entre les deux années sont fréquents.

Lorsque, en 1830, l'Algérie devint française, la métropole ne tarda pas à redessiner la frontière qui la séparait du Maroc. En 1845 la France signa avec le royaume chérifien

une convention délimitant la frontière méditerranéenne avec l'Algérie, mais qui laissa floues leurs limites territoriales au sud-est. On se contenta de la vague dénomination les « confins algéro-marocains » pour désigner les sables désertiques entre les deux pays. Solidaires dans la lutte pour l'indépendance, les deux voisins maghrébins remirent à plus tard leurs différends territoriaux hérités de la partialité coloniale. Les dirigeants du FLN promirent au royaume chérifien que dès qu'ils auraient leur indépendance, ils trouveraient une solution juste à l'arbitraire créé par la France. Lorsque l'Algérie s'émancipa, cet engagement resta lettre morte. Au contraire, la République populaire multiplia les incursions militaires sur des territoires marocains pourtant incontestables. En ce début 1963, elle synchronise donc sa pression sur son voisin avec l'assaut final que s'apprête à lancer la gauche marocaine contre le trône.

A l'été, les escarmouches se multiplient. Le parti de Ben Barka et sa branche armée, dirigée par le fquih Basri, un résistant de la première heure, préparent un soulèvement populaire. Des filières provenant d'Algérie ravitaillent les cellules secrètes de l'UNFP.

Pour mettre toutes les chances de son côté, Mehdi Ben Barka décide parallèlement de faire assassiner Hassan II. Le fquih Basri est chargé d'approcher un des officiers les plus proches du nouveau roi, le chef de son cabinet militaire, le colonel Mohamed Medbouh. Ce Rifain, ancien officier de l'année française, n'est pas insensible aux idées gauchistes. Du moins est-ce la raison que la rumeur lui prête pour avoir rallié le complot de 1963. Medbouh marche avec l'opposition et livre les plans détaillés du palais de Rabat. Le plan prévoit de tuer le roi dans son lit. Au dernier moment toutefois, Medbouh informe le souverain de la conjuration. Et lui explique qu'il a infiltré le complot pour mieux le dénoncer. Vrai ou faux, l'ascension de

l'officier sera fulgurante. Au sommet de sa carrière, il sera des années plus tard, en 1971, le principal protagoniste du premier coup d'Etat militaire au Maroc. Dans ses révélations. Medhouh affirme au roi que le commando chargé de l'assassiner a reçu l'ordre de n'épargner aucun membre de sa famille. Pas même la petite princesse Lalla Meriam, encore au berceau. Le parti de Mehdi Ben Barka veut, tout comme les bolcheviques en 1917, éradiquer la monarchie dans le sang afin de pérenniser la révolution. Cet épisode devient capital parce qu'il décide des relations à venir entre Ben Barka et Hassan II. Le roi du Maroc n'oubliera jamais.

Une vague d'arrestations sans précédent s'abat sur l'opposition. Des centaines d'activistes de gauche sont interpellés. Mehdi Ben Barka fuit clandestinement le pays et se réfugie au Caire, où Nasser l'accueille à bras ouverts. Il reste au leader de la gauche à attendre qu'une main extérieure l'aide à en finir avec la monarchie qui vient de marquer un point. Il espère en l'Egypte puisque Nasser procure amies et soutien logistique à l'Algérie. Le Raïs n'hésite pas, du reste, à envoyer des officiers égyptiens pour encadrer les Algériens sur le terrain des opérations. Le Maroc réplique en n'étant pas tout à fait étranger au soulèvement armé de la Kabylie qui éclate au même moment. Oufkir parle couramment le kabyle et certains le soupçonnent d'avoir activé ses nombreuses amitiés dans la région... Les accrochages à la frontière entre les deux pays se poursuivent de plus belle.

Le complot de 1963 est révélé à la presse le 16 juillet de la même année. Le 14 octobre, c'est la guerre ! L'Algérie, galvanisée par son succès sur la puissance française, pense que la victoire sur l'armée marocaine, et par là sur la monarchie chérifienne, n'est qu'une formalité. Comment la « petite » armée royale fraîchement constituée serait-elle

capable de mettre en échec les troupes populaires algériennes fortes du prestige d'une victoire sur la France ? Ce sentiment de supériorité va coûter cher à la République naissante.

La propagande révolutionnaire a toujours fustigé les Maghrébins ayant servi dans l'armée française, les traitant de mercenaires de la France ! Les concernés ont toujours répliqué : << Ceux qui n'ont pas eu le courage d'aller se battre contre le nazisme lorsque la civilisation était menacée ne sont que des lâches, des planqués ! » Mehdi Ben Barka. sur les ondes de La Voix des Arabes en direct du Caire, en appelle à la victoire du frère socialiste sur la monarchie chérifienne, réactionnaire et pro-impérialiste. Ce qui lui vaut une première condamnation à mort par contumace, pour haute trahison. Le leader de la gauche marocaine écoperait d'une seconde peine capitale, toujours par contumace, lors du procès de 1963 pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

Lorsque les deux armées maghrébines se battent dans le désert, tout les oppose : l'idéologie, le passé, la culture, la formation, l'expérience. A travers elles, ce sont deux visions opposées du monde qui s'affrontent. Derrière la querelle frontalière que l'on appellera la guerre des Sables, ce conflit est avant tout le combat entre deux modèles : la République socialiste et populaire et le royaume chérifien pro-occidental. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ni l'un ni l'autre ne sont synonymes de démocratie.

Les Forces armées royales sont des troupes d'élite, essentiellement constituées d'anciens tirailleurs marocains qui se sont couverts de gloire pendant la Seconde Guerre mondiale et en Indochine. Elles sont, de plus, dirigées par les chefs qui les ont déjà brillamment conduits dans le passé.

Oufkir en fait partie. Il a réuni pour cette campagne des officiers et sous-officiers qui, comme lui, se sont illustrés du monte Cassino aux rizières d'Indochine.

La prestigieuse expérience d'Oufkir - secondé par le colonel Ben Omar - sous les drapeaux français, sa connaissance naturelle du désert, son état-major aguerri, vont faire la différence. En trois semaines, les Forces armées royales infligent à l'ALN une leçon à la limite de l'humiliation. A la tête d'une unité de méharistes, Moulay Hassan, le demi-frère d'Oufkir, capture les occupants d'un hélicoptère algérien. L'appareil touché se pose dans une oasis. Mon oncle se saisit de l'équipage et des passagers. Cette capture a un grand retentissement. Cinq officiers égyptiens sont arrêtés et immédiatement présentés à la presse internationale : le Maroc détient enfin la preuve de l'implication directe de l'Egypte dans la guerre des Sables. Ce qui entraîne, du ministre de la Défense marocain Mahjoubi Ahardane¹, cette déclaration devant les journalistes qui le questionnent à ce sujet :

— Les Egyptiens en 1956 ont laissé leurs chaussures dans le Sinaï. ici ils perdront leurs pantalons !

Dans l'année française, la devise du 4^e Régiment de tirailleurs marocains où a servi Oufkir était << Malgré que mon pantalon soit foutu, l'ennemi ne verra pas mon cul ! » Apparemment les troupes chérifiennes n'ont pas oublié la maxime. Sur le terrain, la victoire des Forces armées royales est totale. Hassan II retient ses chefs militaires qui veulent que justice soit rendue et les territoires contestés restitués sans condition. Le roi du Maroc, fin tacticien, préfère un règlement politique et accepte le cessez-le-feu que récla

1. Leader berbère, grand nationaliste. Ancien officier de l'année française. Fondateur de l'année de libération, grand ami d'Oufkir, il a occupé plusieurs postes de ministre.

ment impatiemment les Algériens. Hassan II ordonne à son année de se replier.

Le 2 novembre 1963, c'est la cessation des hostilités. En se montrant magnanime avec son voisin de l'est, le roi récolte le fruit de son geste. Il négocie une paix à sa frontière la plus menaçante en obtenant des garanties par clauses secrètes sur la sécurité de son régime. L'Algérie a désormais compris qu'elle n'avait pas intérêt à vouloir exporter sa révolution ! Désormais, le roi a les mains libres pour mater son opposition. En échange. Hassan II accepte de garder les différends territoriaux en suspens ; en frustrant son armée de leur reconquête par les armes, le roi se prémunit de la popularité dangereuse que les FAR auraient suscitée auprès du peuple. Un triomphe trop éclatant rendrait peut-être les militaires plus ambitieux...

Au sortir de ce succès sur les Algériens, Outkir et Ben Omar (un ancien de la II^e DB de Leclerc) sont promus au grade de général de brigade.

Vingt jours après l'arrêt des combats s'ouvre, à Rabat, le procès des militants de gauche accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Quatre-vingt-six activistes y comparaissent. Seize autres conjurés, en fuite, sont jugés par contumace. Mehdi Ben Barka en fait partie.

Le 7 janvier 1964 le verdict tombe. Quatre condamnations à mort sont prononcées. Aucune ne sera appliquée. Mehdi Ben Barka est condamné à la peine capitale par contumace. D'autres sentences, allant de la perpétuité à moins d'une année de prison, sont assénées. Par calcul politique, Hassan II retient sa rancune, et se montre clément.

Le 20 août, les condamnés du complot de 1963 se voient graciés par le roi, à l'exception de la contumace de Ben Barka. Le même jour Hassan II nomme Oufkir ministre de l'Intérieur. En désignant un général à ce poste, le

souverain annonce clairement la couleur. Le roi place en outre d'autres galonnés aux postes clés de l'Etat. La majorité des gouverneurs des provinces sont des officiers supérieurs, mais ce n'est pas pour autant l'année qui gouverne. Hassan II garde la haute main sur tout.

Rien ne lui échappe. Sa police personnelle surveille les militaires. Tout ordre donné aux services doit être supervisé par des hommes du palais. Pas une arrestation ne survient sans la demande expresse du roi. Aucun interrogatoire ne se déroule sans qu'Hassan II n'en fixe le but et l'intensité. Leurs films en super-8, leurs enregistrements sonores, sont régulièrement écoutés, visionnés par le roi en personne. Tard dans la nuit, les agents des Cab qui interrogent les opposants sont souvent reçus à huis clos par le monarque. Hassan II écoute et décortique leurs rapports. Il aime vérifier de visu la progression des enquêtes, questionne longuement ceux qui officient directement aux investigations et aux tortures. S'il a habilement institué Oufkir dans le rôle de figure de la répression, le souverain reçoit les petits exécutants sans sa présence. Tous ceux qui n'ont pas la témérité d'interpeller le vrai maître du pays déverseront leur haine sur ses collaborateurs les plus en vue. Le roi, qui sait ce qu'il veut, déborde d'autorité et d'énergie, est au four et au moulin et veille fermement au grain.

Un ancêtre d'Hassan II disait : « Le royaume d'un sultan se trouve sous la selle de son cheval. » Autrement dit : « Un roi doit mettre la main à la pâte pour durer ! »

Chapitre VII

Je découvre l'affaire Ben Barka

En ce début des années 1960, nous habitons toujours dans un logement de fonction et ne voyons pas beaucoup mon père. Une nurse espagnole, Carmen, est pour moi le centre du monde. D'autant que je suis un enfant obéissant mais turbulent. Entre les murs austères de ce logement situé au dernier étage de la Sûreté nationale à Rabat, quatre immeubles datant du protectorat qui forment un carré fermé avec une cour intérieure, je ne cesse de me plaindre de ne pouvoir courir dans un jardin. Le parquet des couloirs étant rayé par mes séances acharnées de patinage à roulettes, il faut toute l'autorité de Carmen pour limiter les dégâts de mon impatience.

Un jour, voulant me punir de m'être rebellé contre son autorité, Carmen m'enferme dans le débarras. Au travers la porte, je lui lance :

— Si tu ne m'ouvres pas cette porte, je m'envole par la fenêtre !

— C'est ça, comme Peter Pan ! me lance-t-elle. Tu peux me raconter ce que tu veux, tu resteras là pendant dix minutes ! Et en s'éloignant, elle poursuit dans son délicieux accent espagnol : « Au revoir Peter Pan ! »

C'est plus que mon honneur ne peut en supporter ! Contraint d'agir au risque d'être désavoué, je me dirige

vers la fenêtre du local pour l'ouvrir. Sans un bruit, me voilà assis sur son rebord, mes jambes se balançant dans le vide. En un clin d'œil un attroupement de policiers et de fonctionnaires se forme au pied du bâtiment. Je vois les visages angoissés se lever vers moi. Ils parlent en même temps, les bras tendus au ciel. Chacun tente de trouver les mots justes pour me raisonner. Si je ne perçois pas ce qu'ils disent, j'entends le timbre lointain de la porte d'entrée de l'appartement. On sonne de manière frénétique. La voix de Carmen s'élève :

— J'arrive ! J'arrive !

Je devine que quelqu'un vient l'alerter de ma folie. Je n'ai pas le temps de finir mon raisonnement que Carmen, haletante, introduit la clé dans la serrure. Mon orgueil ne me permet plus de reculer. La petite troupe qui s'affole en bas, ondule dans l'espoir d'anticiper ma réaction. Je crie au cercle humain qui piétine, se déplace tel un essaim sous mes pieds : « Hani jaï ! » Ce qui signifie en marocain : « J'arrive ! » La porte s'ouvre violemment. Carmen se précipite, le buste en avant. Je n'ai plus le choix.

D'un coup de reins je saute dans le vide. Un immense « Oh ! » retentit dans la cour. J'atterris tout étourdi dans un filet de bras ouverts. Lorsque l'on me remonte au troisième étage, Carmen est toujours évanouie. Longtemps et jusqu'en prison ma mère et les miens me surnommeront « Hani jaï » chaque fois qu'ils voudront me signifier : « Tu as un grain ! »

Carmen met deux semaines à s'en remettre. Elle présente même sa démission à ma mère qui la refuse. Il est inconcevable que cette seconde mère pour mes petites sœurs et moi s'en aille ! En fait, elle est le soleil de la maison. Nous parlons la plupart du temps l'espagnol. Nous mangeons espagnol. Le rythme de nos activités est ibérique, plein de chaleur et d'amour, toujours empli d'une humeur de tête. Lorsque nous voyageons dans le nord du

Maroc, à Tanger, Carmen est fière de montrer à ses amis et compatriotes la forte couleur hispanique dont son éducation nous a teintés.

Mes parents, sidérés par mon geste, préfèrent prévenir que punir. Nous emménageons rapidement dans une villa réservée au directeur de la Sûreté nationale, une grande bâtisse construite par les Français, au jardin plutôt vaste. Derrière la maison il y a un verger luxuriant, une grange, un poulailler et une petite étable. Cette végétation à l'état naturel devient mon royaume. Une cabane perchée au sommet des arbres me sert de refuge. Les CMI, les policiers en civil, sont mon environnement quotidien. Carmen apporte à cette vie l'équilibre essentiel à mes repères de garçonnet. Elle en devient plus indispensable encore.

En 1964 mes parents divorcent. D'un commun accord, la garde des enfants revient à ma mère. Soukaïna, la petite dernière, a moins d'un an et Maria à peine deux.

Le roi lui-même est affecté par la séparation d'Oufkir et de Fatema mais fait preuve d'un tact égal envers l'un comme l'autre. Oufkir est le serviteur dont il a le plus besoin pour le moment et Fatema, qui fait partie de sa maison, est considérée comme un membre de sa famille. Elle est même l'une des très rares personnes à qui, prince héritier, Hassan II avait daigné emprunter de l'argent. Ma mère n'ayant jamais voulu en parler, c'est en prison qu'elle me fit cette confidence, ajoutant avoir été touchée par cette marque de confiance. Tout cela parce que, jeune prince, Moulay Hassan entretenait une relation avec une actrice française, Etchika Chouro, qu'il combla de cadeaux. Mais un jour, Mohamed V, qui ne roulait pas sur l'or, refusa de payer une facture laissée par le prince chez un célèbre joaillier parisien. Moulay Hassan vint donc trouver Fatema.

Au début de son règne. Hassan II a des qualités que le pouvoir n'a pas encore tuées. Le roi sait se rappeler ceux qui l'ont secouru dans l'adversité. Il sait et reconnaît volontiers, même en public, ce que sa famille et lui doivent à Oufkir et à Fatema. Aussi le souverain redouble-t-il d'attentions envers nous. Hassan II convainc ma mère de la nécessité de préserver les enfants de la situation délicate créée par la séparation.

— Fatema, lui dit-il, il vaut mieux éloigner les plus conscients de tes enfants du traumatisme d'un divorce. Il est préférable que tu ne gardes avec toi que les deux petites. Malika est avec Lalla Amina et tu sais que je la traite comme ma fille. Si tu es d'accord je vais trouver à Myriam et Raouf une école à l'étranger. Je prends bien entendu tous leurs frais à ma charge.

Le roi ne lésine pas sur les moyens. Ma sœur et moi sommes envoyés à Gstaad en Suisse, dans une vénérable institution, le collège Marie-José où nous allons rester presque deux ans, jusqu'à l'affaire Ben Barka. Je quitte donc pour la première fois le Maroc et le giron parental.

Le collège Marie-José est une école pour gosses de riches, un magnifique chalet où quarante filles et garçons vivent dans une ambiance familiale. Moi, je n'ai jusqu'ici connu que l'école publique, la mission culturelle française. Une fois par semaine, c'est en tenue de soirée que les pensionnaires dînent autour d'une imposante table dressée de dentelles fines, d'argenterie, de cristaux précieux.

Mme Racine, la directrice, devient une seconde mère pour moi, même si Carmen me manque cruellement. La campagne suisse grave en moi sa beauté majestueuse, la convivialité de ses gens, leur politesse, leur authenticité. Je vais vivre ici des Noël's enchantés. Passionné par le ski, le hockey sur glace et les randonnées féeriques dans les alpages, je décroche une médaille dans les jeux interscolaires.

Cette distinction, le « Dauphin des neiges », nie rend fier comme Artaban. Je participe aussi à ma première descente aux flambeaux, transporté d'être un des anneaux de ce serpent de feu zébrant de haut en bas le flanc de la montagne.

Tout n'est pas rose pour autant. Peu de temps après mon arrivée au collège, je tais en effet le coup de poing avec deux camarades qui prétendent, dédaigneux, qu'au Maroc il n'y a que des dromadaires, des bourricots, aucune route ni infrastructure. Pis, que nous vivons sous la tente ! Nous en arrivons aux mains. Débraillé, en sueur, je suis convoqué dans le bureau de la directrice.

— Ne penses-tu pas, me dit-elle, qu'il existe d'autres moyens de prouver à tes deux camarades qu'ils se trompent ?

— Mais comment ? rétorqué-je désespéré.

— C'est tout à fait possible et je te le démontrerai, renchérit la directrice sans se départir de sa douceur.

Durant deux mois, la directrice nous dispense un cours sur le Maroc, qu'elle agrmente de diapositives et de sucreries afin d'apaiser nos humeurs guerrières. L'ambiance cossue nous met dans d'excellentes dispositions. Les résultats ne tardent pas à apparaître. Quelle est ma fierté de voir bientôt les pensionnaires de Marie-José se tenir deux par deux par la queue de leurs tabliers, afin de mimer les chevauchées extraordinaires des fantasias. D'autant qu'on vient me demander conseil sur les règles régissant ces courses ancestrales. Le cri de guerre des cavaliers berbères devient vite celui des « chevaliers » de Marie-José. Avant de s'élancer dans ces courses folles, un seul cri s'élève : « Arguab ! El hafid Allah ! »

Mon intégration est faite. Les tensions s'évaporent, l'harmonie est rétablie et mon humiliation largement consolée. Certainement pas par ma réaction impulsive, mais par le tact, la pédagogie, l'intelligence de la directrice.

Je me fais de bons amis. Parmi eux Christopher, le fils d'Elisabeth Taylor qui, avec son frère aîné Michael, est en pension à Marie-José. Puis Noël, le fils d'un milliardaire italo-suisse qui, chaque fois qu'il visite son rejeton, arrive dans des voitures de sport impressionnantes. Il se tuera sur une autoroute, victime de sa passion pour les bolides, disparition qui fut pour moi la prise de conscience de la mort. En consolant mon ami Noël de ce drame, je côtoyais le désespoir de la perte d'un être cher.

À trois mois d'accomplir mes 8 ans, je suis loin d'imaginer que je m'apprête à rentrer dans une nouvelle étape de ma vie. Que commence pour moi le compte à rebours d'une maturation précoce...

Au mois de mars 1965, les effets du pouvoir chaque jour plus personnel, plus absolu d'Hassan II, se font ressentir. Comme tout régime totalitaire, le dirigisme, l'intransigeance du monarque provoquent des réactions légitimes de révolte. Les explosions populaires sont la triste litanie des rapports de maître à sujet qu'a entretenue l'histoire entre les sultans du Maroc et leur peuple. Le 21 mars débutent les émeutes de Casablanca. Voilà encore un épisode dramatique de l'histoire moderne de notre pays, que l'on résume souvent à : « Oufkir mitraillant la foule du haut de son hélicoptère. » Je regrette que les personnes qui ont pu distinguer, dans un hélicoptère survolant la ville à toute vitesse, une silhouette et y apposer le nom d'Oufkir, n'aient pas eu le regard suffisamment perçant pour voir qu'Hassan II, de son PC mobile stationné dans le port de Casablanca, a lui-même donné l'ordre aux généraux Oufkir et Ben Omar de faire tirer la troupe. Cela dit, les officiers supérieurs qui ont obéi au roi, mon père le premier, devront assumer leur part de responsabilité devant l'histoire. Mon père m'a toujours inculqué que le propre d'un

chef, c'est d'assumer les ordres qu'il donne à ses subalternes. Cela vaut pour Hassan II comme pour lui. Comment et pourquoi le roi du Maroc a-t-il pris la grave et irréversible décision de faire ouvrir le feu dans une Casablanca en insurrection ? Quelles ont été les motivations des militaires qui ont accepté l'énorme responsabilité d'exécuter cet ordre terrible ? Dans quelles circonstances l'ont-ils fait ? Et pourquoi ? Autant de questions essentielles.

Après le complot de 1963, combiné avec l'agression algérienne de la guerre des Sables, l'opposition accuse le coup mais ne renonce pas. Si le régime a surmonté ces épreuves, résistera-t-il aux conséquences d'une émeute au cœur du poumon économique, du chaudron social qu'est Casablanca ? Ce serait pour Hassan II une mise à l'épreuve directe, un défi de la rue à son pouvoir absolu. De l'ampleur de ces événements dépendra la marge de manœuvre du roi. L'opposition en est consciente. Elle va tout faire pour exacerber le mécontentement ambiant et pousser le régime à la faute.

La décision d'interdire aux lycéens de plus de 17 ans l'accès au cycle secondaire est le prétexte qui amorce l'explosion. Le contexte social du royaume en général et de sa capitale économique en particulier se prête à cette exaspération des défavorisés, des laissés-pour-compte, autrement dit la majorité du peuple marocain ! Le roi, au lieu de redistribuer aux paysans les centaines de milliers d'hectares récupérés par l'Etat après le départ des colons, s'est taillé la part du lion. Hassan II a octroyé à sa guise ces terres à sa famille, son entourage et ses alliés. L'exode rural alimente les villes d'un flot continu qui augure de ce qui va survenir. Hassan II a semé dans le pays la graine fatale de la corruption généralisée, du passe-droit, et de l'iniquité sociale institutionnalisée. Les militaires commencent à se poser des questions. Ont-ils pacifié le pays, se sont-ils compromis

dans la répression pour voir dilapider les avantages politiques durement acquis, en les annulant par un mépris de la condition populaire et par le pouvoir quasi-divin d'un seul homme ? Certes, le Maroc est tenu. Certes le royaume chérifien a choisi le camp occidental, mais à quoi cela servira-t-il, si le développement du Maroc et la prospérité de son peuple sont si outrageusement ignorés ? Hassan II va prendre de vitesse les interrogations dangereuses des militaires, ayant l'habileté de les impliquer et de les mettre en première ligne.

Les émeutes de Casablanca sont l'émanation directe du cap qu'Hassan II veut imposer au pays. En bafouant les droits du peuple, le trône entretient le terreau d'une opposition radicale. Si, de bonne guerre, l'opposition jette de l'huile sur le feu, le régime est le véritable responsable des raisons profondes qui permettent cet incendie. Casablanca compte près d'un demi-million de chômeurs. Les quartiers populaires, qui abritaient à l'indépendance trente mille personnes, voient leurs habitants dépasser les deux cent mille âmes !

L'opposition décide de s'engouffrer dans la brèche en prenant le relais des revendications estudiantines. L'opposition active ses prêcheurs dans les bidonvilles et la Médina, lesquels appellent au soulèvement des chômeurs, des démunis, des désœuvrés. De leur côté, ses syndicats mobilisent les ouvriers.

Le 22 mars 1965, au second jour des événements de Casablanca, les heurts prennent une autre tournure. C'est l'émeute. Les artères de la ville sont jonchées de barricades et de bus en flammes. Les banques et les magasins sont incendiés, les édifices publics pillés. Tout ce qui symbolise l'aisance dont on prive les défavorisés est pris pour cible ; les étrangers compris. L'opposition, paniquée en voyant qu'elle ne contrôle plus cette insurrection généralisée,

baisse le ton. Elle signifie à Hassan II qu'elle comprendrait la nécessité d'user de la force pour circonscrire des débordements qui la mettent elle-même en péril. Personne n'a intérêt, ni le palais ni l'opposition, à ce que le peuple se soulève spontanément.

Dans la rue, s'élèvent des slogans fustigeant le roi. Des poupées à l'effigie du monarque sont pendues et brûlées en place publique. Des foules déchaînées hurlent : « Hassan, va-t'en ! Le Maroc ne t'appartient pas ! » Un slogan galvanise les émeutiers : « Hassan roi des juifs, valet des sionistes, la Nation arabe unifiée vaincra ! »

Hassan II, en tenue de pilote d'hélicoptère, a survolé par trois fois la ville pour faire le point avec ses généraux Oufkir, Ben Omar et Medbouh. Le roi est en train de rejoindre son PC dans le port, toujours vêtu comme un sous-officier, lorsqu'il apprend que la foule va vers les quartiers résidentiels, proférant des slogans antisémites. Il sait qu'il doit prendre une décision rapide qui pèsera de tout son poids dans l'histoire. Hassan II, d'un air grave, solennel, ordonne alors à Oufkir et Ben Omar de faire tirer la troupe si les manifestants s'approchent de leur objectif. Il y aura des dizaines et des dizaines de morts, et une vingtaine parmi les forces de l'ordre.

En relisant la presse de l'époque on peut mieux définir les responsabilités des uns et des autres dans ce drame casablancais. Le journal soi-disant bien pensant, *Aklbar Ad-Dounia*¹ du 11 septembre 1963, avait en effet osé écrire : « Les juifs ne méritent même pas le nom d'homme. » On pouvait aussi lire dans l'organe du parti l'Istiqlal, le quotidien *Al Alam*² : « Les juifs sont des puces, des renards, des usuriers, ils ont une insatiable soif d'argent. » Les nationalistes ont même été

1. *Les Nouvelles du*

2. *Le Monde.*

jusqu'à exhumers, pour les publier, les sinistres *Protocoles des Sages de Sien*. Derrière tous les crachats dont on inonde les militaires et Oufkir en particulier on occulte en fait les principes fondamentaux qu'ils ont défendus : la marocanité est une et indivisible, les Juifs sont des Marocains à part entière ! Mohamed V s'était battu pour cela : il avait refusé de livrer les juifs au régime de Vichy, avait lancé un appel aux Marocains pour qu'ils s'engagent aux côtés de la France libre. Il était donc essentiel en ces temps troublés de conserver au Maroc sa tradition de tolérance et de cohabitation fraternelle entre communautés. Ceux qui ont cherché à confondre judaïsme et sionisme ont allumé un feu qui aujourd'hui encore continue ses ravages. Dès les années 1960 ces apprentis sorciers n'ont rêvé que de transformer le problème politique du Moyen-Orient en conflit religieux. On constate au présent les effets désastreux de cet amalgame vicieux, ses dangers pour la civilisation. Le prophète Mohamed n'avait-il pas exhorté à la concorde et aux respects des autres ? A Médine, il avait prêché en ces mots : « Celui qui est injuste envers un contractant (les chrétiens et les juifs), je témoignerai contre lui, le jour du Jugement dernier ! » Huit versets du saint Coran furent révélés dans ce sens : le respect et la concorde entre les gens du Livre, c'est-à-dire entre les religions monothéistes. Si certaines idéologies politiques poussent au blasphème, à la haine, c'est une interprétation erronée de l'islam ! Et les vrais musulmans ne s'y trompent pas.

Néanmoins, avec les émeutes de Casablanca, les militaires de haut rang qui servent le roi commencent à ne plus être aussi convaincus du bien-fondé de leur soutien inconditionnel au trône. Oufkir répétera souvent que l'insurrection de mars 1965 a marqué et révélé l'échec cuisant du système. L'opportunité de construire un État équitable, une société équilibrée s'appuyant sur les classes moyennes, a malheureusement été abandonnée au profit d'une mino-

rité gravitant autour du palais, qui a fait main basse sur l'économie. Beaucoup estiment que les événements de Casablanca constituent la preuve, douloureuse et éclatante, que le Maroc d'Hassan II a raté son rendez-vous avec l'histoire, qu'il a failli aux espérances de son peuple et réduit à néant le rêve d'un pays prospère dans un minimum d'équilibre et de justice sociale !

— Tu m'as mis à l'épreuve, cher peuple ! dit Hassan II, en s'adressant plus tard au pays.

Le 29 mars, le roi proclame une amnistie. Il libère ses opposants et promet à l'opposition la formation d'un gouvernement composé de ses seuls membres. Ben Barka ne tombe pas dans le piège : il refuse de rentrer au Maroc. Le leader de la gauche a certainement lu Pindare : « Rien n'est plus dangereux qu'un despote clément. » En tout cas, il ne voit pas pourquoi il tendrait la main à un régime que la rue vient de sanctionner. Le fruit est plus mûr que jamais, se dit-il, le peuple est maintenant impliqué et il n'en sera que plus facile à mobiliser pour une vraie révolution.

Le 8 juin 1965, le roi révoque l'Assemblée nationale, ferme le Parlement et décrète l'état d'urgence. La messe est dite. Hassan II s'octroie officiellement un pouvoir absolu, qu'officieusement il n'a cessé de s'accaparer depuis qu'il est sur le trône. Grâce à Oufkir et aux militaires, le Maroc est sous la botte du Commandeur des croyants. Le roi devine en Medhi Ben Barka le seul adversaire à sa pointure, un chef capable, comme lui, d'extrémités pour atteindre ses objectifs.

Au moment où surviennent les événements dramatiques de Casablanca, je suis loin de leurs dures réalités tant par la distance géographique que par ma capacité à les analyser. De mon refuge helvétique, je ne perçois pas les échos inquiétants du Maroc d'alors. La vie s'écoule paisiblement à

Marie-José. Le giron protecteur de Mme Racine se dresse pour l'instant comme un bouclier entre la cruauté du monde et moi.

Mais un événement survient, qui pèsera de tout son poids sur mon nom, et sur mon mûrissement accéléré. Le

29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka est enlevé à Paris. Le

30 octobre à 19 heures, Europe N° 1 est la première radio à annoncer la nouvelle. La disparition du leader de la gauche marocaine marque un tournant décisif dans l'évolution du Maroc parce qu'elle change radicalement les rapports entre Hassan II et Oufkir même si cela passe, sur le moment, inaperçu auprès de la plupart des observateurs. L'assassinat de Mehdi Ben Barka est la pierre angulaire de la détérioration continue des rapports entre le roi et son connétable, laquelle aboutira, en août 1972, à leur affrontement.

Pour l'instant, ce 29 octobre 1965, je n'ai pas l'âge de comprendre tout cela. A 8 ans, je peux juste constater que ma vie n'est pas tout à fait comme celle des autres garçons.

La journée est pluvieuse à Gstaad. Alors que nous devons partir en excursion, le mauvais temps nous contraint à renoncer à la randonnée. Mes petits camarades et moi sommes occupés à fabriquer un téléphérique en tendant un fil du dossier d'une chaise à la surface du sol quand un compagnon de chambrée, qui sort d'une convocation chez la directrice, rentre précipitamment dans la salle de jeu en criant à l'assemblée :

— Le papa de Raouf... j'ai entendu le nom du papa de Raouf à la radio !

Pensant qu'il était arrivé malheur à mon père, je fonce trouver Mme Racine. Je n'ai que la moitié du chemin à faire puisque je tombe sur elle qui court plus qu'elle ne marche à ma rencontre, accompagnée de sa collaboratrice. Dès qu'elle me voit, elle se contrôle et retrouve un pas

serein. Elle me sourit, s'agenouille, me prend dans ses bras. Cela m'inquiète plus que va ne me rassure. Je m'attends au pire.

— Je te cherchais, me dit-elle. Viens, allons dans mon bureau.

Je la suis avec la résignation d'un condamné. Mme Racine me tend une énorme boîte de chocolats. Cette attention que la directrice a l'habitude de ne prodiguer que pour récompenser un mérite me convainc d'une mauvaise nouvelle. Je n'ai rien fait qui puisse me valoir ces douceurs convoitées par tous les pensionnaires. J'ai même essuyé une réprimande le matin pour avoir chahuté à l'entrée de la salle à manger. Aussi ces friandises ne sont-elles destinées qu'à faire passer l'amertume d'une mauvaise nouvelle.

Mme Racine ne sait trop par où commencer pour m'expliquer la situation. Elle tente de me faire comprendre ce qu'est un homme politique. Je l'interromps pour lui dire qu'il y a erreur sur la personne :

— Mon père est un militaire !

La directrice esquisse un sourire compatissant :

— Oui, mais il y a des militaires qui sont des hommes politiques, ton papa en fait partie. Sais-tu ce qu'est un homme politique ?

Je ne comprends plus rien, tout cela me donne le vertige. D'un geste appuyé de la tête, j'avoue mon ignorance. La directrice poursuit avec persévérance :

— C'est une personne qui dirige un pays... comme... comme moi je dirige Marie-José. Tu comprends ?

Je suis plus rassuré. Si être un homme politique c'est être une sorte de Mme Racine, alors il n'y a pas de quoi s'inquiéter ! Cela suppose pour moi que cette fonction devait être pleine de tendresse, d'attentions, parfois d'un peu d'autorité, mais rien de vraiment antipathique.

— Alors au Maroc, ton papa commande un peu comme moi je le fais ici...

— Non ! répliqué-je de bonne foi, au Maroc c'est le roi qui commande !

Pendant une heure entière, Mme Racine s'évertue à me faire comprendre qu'en politique, on a « naturellement beaucoup d'ennemis », ce qui me dépasse. Comment peut-on choisir délibérément un métier ingrat où la seule constante est de se faire des adversaires ? Au sortir de son bureau, la directrice est quand même parvenue à me rassurer sur l'état de mon père. Mais elle a semé en moi un flot de questions sur ma condition. Je ne fais qu'entrouvrir les yeux sur les contraintes du fils d'un homme d'Etat. Et je ne suis qu'au début de mes découvertes sur le monde bizarre où j'évolue. Les situations qui, dès lors vont s'enchaîner, ne cesseront de me démontrer la particularité d'une vie qui s'annonce bien singulière.

Mon père et ma mère, qui se sont rapprochés, arrivent à Genève le dimanche 31 octobre 1965. Ils se retrouvent à l'hôtel Président le lundi 1^{er} novembre, jour de la Toussaint. Ils prennent le train pour Gstaad et viennent nous visiter, Myriam et moi. Le soir nous dînons en ville, dans un petit restaurant aux banquettes de bois. Mon père est calme. Il me semble pensif. Cela n'a rien de nouveau pour moi. Depuis des années déjà nous ne le voyons que très peu. Même en famille il écoute d'une oreille, et paraît toujours absorbé par des réflexions intérieures. Cependant je sens chez lui une attitude particulière, une sorte d'exaspération, presque une colère contenue, s'apparentant à de l'amertume. Lorsque Myriam et moi sommes occupés à commenter la carte ou le décor douillet qui nous entoure, mon père et ma mère s'entretiennent brièvement à voix basse. Je n'entends que quelques bribes de leurs échanges.

— Oufkir, que se passe-t-il ? Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Il paraît que Mehdi a disparu. Je ne peux pas penser que le roi et toi soyez assez stupides pour commettre une telle idiotie !

Mon père, dans un geste de lassitude, pince les lèvres, en appuyant le pouce et l'index sur ses yeux. Un rictus désabusé accompagne sa réponse concise :

— Moi non plus...

Trois mots qui me sont complètement obscurs.

Je saisis les propos mais leur sens m'échappe. Qui peut bien être ce Mehdi ? Certainement un proche puisque ma mère l'appelle par son prénom !

Le lendemain matin, 2 novembre, tous deux repartent pour Genève. Dans l'après-midi, mon père prend l'avion pour Paris. Après ce bref intermède familial, je pense retourner à la vie paisible, organisée de Marie-José, loin d'imaginer les bouleversements qui vont survenir.

Les jours qui suivent sont effectivement trompeurs. Le quotidien au collège est pratiquement inchangé : les cours, les excursions, le ski, la montagne. Jusqu'au moment où deux hommes me prennent en chasse sur une piste de ski. L'un d'eux cherche même à me photographier. Nous filons, mon ami Noël et moi, comme des flèches vers la vallée. Notre moniteur, un géant suisse allemand, nous interroge puis tente d'intercepter nos poursuivants. Sans succès. De retour au collège, Mme Racine tient une réunion à huis clos avec ses collaborateurs. Notre moniteur, colosse d'un mètre quatre-vingt-seize, ne nous lâche plus d'une semelle.

Un autre incident met un terme à la discrétion de la directrice. Un jour, le train de montagne qui nous ramène d'une excursion s'apprête à entrer en gare quand deux hommes à la mine patibulaire sont repérés par nos

accompagnateurs. Assis dans le wagon suivant, ils se dirigent vers les toilettes mais n'y rentrent pas, restant derrière la porte vitrée qui sépare les deux compartiments. Tout se passe très vite. Notre moniteur les remarque, nous confie à une collègue et marche droit sur les curieux. L'un des inconnus actionne l'alarme. Un sifflement furieux d'essieux déchire nos tympans. Lorsque l'omnibus s'immobilise, les deux individus vêtus de trois-quarts noirs sautent du train et dévalent un sentier abrupt au bord de la voie avant de s'évaporer dans les bois.

Lorsque nous parvenons à la station suivante, la vingtaine d'élèves descend en rangs serrés sur le quai. Notre moniteur nous tient fermement, Myriam et moi, par la main. Nous rentrons à Marie-José par le chemin habituel. Pour arriver au collège il faut grimper par une route en lacets qui passe devant le mythique Grand Hôtel de Gstaad, puis prendre le raccourci d'un étroit sentier escarpé qui longe un tennis transformé, l'hiver, en patinoire. Soudain, nous entendons un crissement de pneus. Sur la route au-dessus de nos têtes, le toit d'une voiture apparaît au-delà du parapet de pierre qui protège un virage. Trois silhouettes se penchent sur le garde-fou. Notre moniteur me hurle :

— Baisse ton passe-montagne, baisse ton passe-montagne !

Sans réfléchir, tous mes petits camarades tirent à deux mains sur leurs bonnets de laine rouge. Nous voilà donc vingt visages cagoules. Des flashes crépitent. La voiture redémarre sur les chapeaux de roues. À part s'ils préparent un reportage consacré aux Martiens en Suisse, les clichés pris par nos photographes ne seront d'aucune utilité.

Le même soir, nous nous apprêtons à nous endormir lorsque mes deux camarades de chambre et moi entendons craquer les lamelles de bois de notre terrasse. Les chiens

aboient. Une voix crie dans le parc. Les unes après les autres, les lumières du collège s'allument. Bientôt tout le monde est dans le hall. Mme Racine, la main crispée sur le décolleté de sa robe de chambre, écoute le jardinier visiblement ému :

— Madame... madame... Il y avait quelqu'un dans le parc ! J'ai vu des ombres descendre la gouttière et fuir par- derrière la remise !

La directrice s'enferme dans son bureau, passe plusieurs coups de fil et brûle cigarette sur cigarette. Elle alerte les autorités suisses. L'ambassade du Maroc, immédiatement informée, répercute ses inquiétudes sur le Cabinet royal à Rabat. Hassan II ordonne qu'Oufkir et Fatema ne soient pas mis au courant et explique qu'il s'occupera personnellement de cette affaire.

A dater de cet épisode, les choses changent : la directrice nous isole, Myriam et moi, dans ses appartements au dernier étage. Le lendemain matin le petit-déjeuner nous est servi au lit. Nous occupons, ma sœur et moi, la chambre du fils de Mme Racine qui étudie loin de Gstaad. La directrice nous rejoint accompagnée de quatre personnages en costumes sombres. Ces messieurs restent sur le pas de la porte entrebâillée. La directrice se tord nerveusement les doigts, tentant de m'expliquer que nous ne devons pas sortir de notre chambre. Il est impensable pour moi de rester entre quatre murs, alors que mes petits camarades poursuivent leurs activités habituelles ! Le collège est vide. C'est jour d'excursion. Mes parents, mes amis me manquent. Mme Racine me parle patiemment, mais n'a pas l'air sûre d'elle. Elle fait de son mieux pour me convaincre mais répugne à trahir ma confiance, peu à l'aise dans les demi-vérités, pour ne pas dire les mensonges. La directrice ne trouve plus ses mots. Un des hommes vient à sa rescousse :

il pousse la porte et s'accroupit en me tendant une main énorme, velue, baguée d'une volumineuse chevalière :

— Salut, je m'appelle Lucas.

Je réponds du bout des lèvres :

— Bonjour... Raouf...

J'ai simplement compris qu'on voulait m'enfermer dans cette chambre. Alors je n'écoute plus, comme si je regardais un film sans son ! Le visage qui me fait face est massif, carré. Des yeux vifs, d'un bleu délavé, me scrutent sous une arcade proéminente, broussailleuse. Des cheveux en brosse, grisonnants, un nez puissant, aquilin, un torse impressionnant complètent la caricature d'un centurion romain. Pas même la bonhomie de cette armoire à glace ne me sort de mon désenchantement. La seule évidence pour moi dans ses propos, c'est son fort accent germanique et son rire gras. Un détail pourtant m'extraît de ma réserve : le pan de sa veste déboutonnée laisse apparaître une arme dont l'acier rutilant m'impressionne, m'hypnotise. Lucas me sourit. Sa lèvre supérieure, déjà mince, devient inexistante et il me chuchote avec un clin d'œil :

— Je te le montrerai lorsque nous serons seuls...

Mme Racine se penche pour écouter. Lucas se redresse.

Il me paraît gigantesque.

— Bien, madame, vous pouvez nous laisser maintenant, vous repasserez tout à l'heure... Je sens que nous sommes déjà de bons copains !

La directrice cherche une réponse dans mon regard. D'un signe affirmatif de la tête, je la rassure. Elle s'éclipse.

Nous resterons pendant quarante-huit heures cloîtrés dans cette chambre. Quatre policiers se relayent à notre chevet. On nous interdit d'ouvrir les fenêtres et de nous en approcher. Je ne comprends pas pourquoi nos anges gardiens ont collé du papier journal sur les carreaux. Sans doute s'agit-il d'empêcher les tirs à longue distance. Heu-

recusment que le fils de Mme Racine a laissé sur la grande table sa magnifique collection de soldats de plomb. Nous passons des heures, mon << ami » Lucas et moi, à manœuvrer des années en campagne. J'ai improvisé un tipi où j'invite les différents fonctionnaires de permanence, amusé de voir ces costauds se contorsionner maladroitement en plaquant d'une main l'étui de leurs amies. Les policiers suisses, qui se prêtent gentiment au jeu, font preuve de beaucoup de patience, d'abnégation pour nous aider, ma sœur et moi, à traverser cette drôle de situation.

Un matin, à l'aube, nous sommes réveillés par la directrice et sa secrétaire. Dans le hall, une quinzaine d'agents marocains en civil nous attendent. Nos bagages sont sortis. Nous nous tenons Myriam et moi par la main. Mme Racine paraît à la fois triste et nerveuse.

— Ce n'est rien les enfants ! Vous partez en vacances au Maroc. Vous allez voir vos parents...

Nous entrons dans son bureau. Un petit comité nous attend. Encore des costumes sombres. Je commence à en avoir assez. Tout ce que je veux, c'est dormir !

La petite armada qui vient nous récupérer est armée jusqu'aux dents. L'homme qui la commande m'est familier. Il s'appelle Razzi. On ne peut pas oublier sa tête de mandarin, sa stature de cosaque. Il porte en toute circonstance un salham ; même vêtu à l'européenne, ce burnous de laine recouvre toujours ses larges épaules. Il m'embrasse en me soulevant du sol.

Les policiers suisses, toujours là, se réunissent une dernière fois avec les Marocains, dans le bureau de la directrice. Dans le hall, des hommes vont et viennent. On devine, dans le parc, la présence de plusieurs voitures. Les collaborateurs et collaboratrices de Mme Racine sont présents, désolés de nous voir partir dans la précipitation. Chacun y va de son mot affectueux, de son geste de tendresse.

de ses encouragements : « Ce n'est qu'un au revoir », me répète-t-on. La gouvernante écrase une larme. Le jardinier m'offre des fleurs séchées :

— Tiens, tu les offriras à ta maman...

Razzi ressort du bureau suivi du comité de « voyage ». En réglant les ultimes détails, il échange des politesses avec son homologue helvétique. Mme Racine en profite pour me parler mais ses lamies coulent. Le staff du collège, imitant la directrice, ne se contient plus. Razzi lance à l'assemblée :

— Allons, allons ! On va vous les rendre vos petits pensionnaires ! Nous aussi au Maroc, ils nous manquent ! Rassurez-vous, nous les ramènerons bien vite !

Apparemment, je suis le seul à croire à un retour prochain. Les paroles de Razzi n'arrêtent pas les effusions qui s'apparentent plus à des adieux qu'à une séparation momentanée. J'aurai tout le loisir de constater que les adultes passent leur temps à mentir éhontément. Plus je grandirai, plus je comprendrai que certaines situations contraignent à de pieux mensonges. Que le monde politique, le pouvoir où qu'il se trouve, a le don de prendre ses aises avec la vérité.

Je ne veux pas quitter les lieux sans dire au revoir à mes amis. Le collège est endormi, me dit-on. Rien à faire, je ne ferai pas un pas de plus sans prendre congé de mes camarades de chambre. La faveur m'est enfin accordée. Je monte à l'étage avec la directrice pour réveiller Noël et Michael, que je n'ai pas vus depuis deux jours. Ils sont éberlués par la nouvelle de mon départ. Je leur affirme que je reviendrai sans tarder.

C'est le départ. Lorsque nous sortons dans le parc, je suis surpris par le nombre de policiers et de voitures. Nous montons dans une Mercedes 600 noire. Deux agents marocains s'installent face à nous sur de confortables strapon

tins. On se croirait dans un salon. Razzi penche sa tête par la portière restée ouverte :

— Ça va ? Vous êtes bien ? Allez, on rentre à la maison !

Des policiers en civils se précipitent vers les trois autres voitures qui nous escortent. J'entends le crépitement des talkies-walkies. Razzi s'installe près de notre chauffeur. Une vitre teintée nous sépare. Un véhicule de la police suisse ouvre la route avec un gyrophare bleu sur le toit. Le cortège s'ébranle. Nous descendons l'allée centrale du parc. Le gravier crisse sous les pneus. Je n'entends plus les rumeurs de l'extérieur. Nous franchissons le portail. Deux motards font rugir les échappements de leurs machines. Le premier ouvre la route ; le second garde une botte rutilante sur un cale-pied chromé. Son autre pied posé au sol, il attend que le dernier véhicule passe pour fermer la marche. Tout se bouscule dans ma tête. Je vis en réalité ce que les gamins de mon âge ne voient qu'au cinéma. Dès que nous sortons du collège, les rideaux de notre limousine sont tirés. L'un des deux policiers essaye de nous distraire. Nous sympathisons. Il s'appelle Lamine. Je ne sais pas encore qu'il deviendra le garde du corps de Dlimi, le plus proche collaborateur de mon père. Dlimi est pour l'instant le fidèle parmi les fidèles d'Oufkir, mais il se transformera en rival puis en successeur. Lorsque, plus tard, des tensions existeront entre les hommes de Dlimi et ceux d'Oufkir, cette rencontre suisse avec Lamine fera de moi un médiateur privilégié.

Je me suis endormi. Mon réveil est désorienté, grincheux. Je demande l'heure à Lamine et veux savoir où nous sommes. Une fois de plus on me raconte des salades. Je ne comprends pas pourquoi nous roulons toujours, pensant que nous allions à l'aéroport. Les fonctionnaires suisses

nous accompagnent jusqu'à la frontière et nous passons en France où nous restons une nuit avant de prendre enfin un avion pour le Maroc. Pourquoi ce parcours insensé ? Mystère !

Le retour au pays s'opère dans un contraste violent. Même si je n'arrive pas encore à le définir, je constate un profond changement dans ma vie. Hassan II explique à mes parents qu'étant menacés à l'extérieur, il a décidé notre retour de Suisse :

— J'ai d'abord mis les enfants à l'abri avant de vous inquiéter. Je vous promets qu'au Maroc ils bénéficieront d'une sécurité absolue. J'y veillerai.

Ni mon père ni ma mère ne croient que nous sommes menacés.

— Personne dans l'opposition ou ailleurs ne penserait à toucher des enfants ! s'insurge Fatema. Je connais les hommes de ce pays ! Aucun d'eux ne se salira d'une telle faute !

Oufkir n'en pense pas moins, mais se tait. Sa fonction lui commande de se montrer reconnaissant. C'est en effet un honneur que le roi lui fait en s'occupant lui-même de la sécurité de sa progéniture. D'autant que nous sommes les seuls à bénéficier de cette sollicitude. Ma mère tente de nous préserver.

— Sire, que vont devenir mes enfants s'ils évoluent au milieu de gardes du corps ? Je souhaite qu'ils grandissent normalement comme tous les gamins de leur âge. Je vous en conjure, Sire, laissez mes enfants en dehors de ce qui se passe entre Oufkir et vous !

Hassan II se fâche :

— Fatema, ne t'occupe pas de ça, c'est un ordre ! Comment veux-tu qu'Oufkir me serve avec la même efficacité s'il a le moindre doute quant à la sécurité de ses enfants ! Il est de mon devoir de le soulager de cette préoccupation !

Il en sera fait selon la volonté royale. Hassan II pense que nous devons atterrir en douceur dans la réalité marocaine et convaincre mes parents qu'Ifrane serait le lieu idéal pour une décompression progressive. Il ordonne qu'on y prépare pour nous un chalet. Perché dans le Moyen Atlas, né du protectorat français, le village d'Ifrane, avec ses chalets soignés, ses toits de tuiles rouges, ses cheminées fumantes, s'épanouit sur un plateau verdoyant, entouré de montagnes où abondent les sources et les cours d'eau. Les forêts de cèdres, de conifères alentour sont parsemées de lacs et de rivières poissonneuses. Ce paysage ressemble un peu à la Suisse, vrai paradis pour randonneurs. Nous sommes en hiver. Nous arrivons donc dans un décor de carte postale, toujours sous escorte et sous la responsabilité de Razzi. Le ciel est bas. Les flocons saupoudrent le petit village silencieux. Cet environnement me rend heureux. Il ravive mon illusion d'un retour à la normalité.

Je vais vite déchanter car la maison qui nous est destinée est un véritable camp retranché. Son portail est flanqué de deux factionnaires plantés sous des guérites de bois. Ce sont les CMI en charge de notre protection. La nuit, jusqu'au lever du jour, le parc est éclairé par des rampes de projecteurs dignes d'un stade. Des maîtres chiens accompagnent les patrouilles qui font leur ronde toutes les deux heures. Un vaste jardin en lisière de forêt est ceinturé d'un mur d'enceinte bas derrière lequel se dissimule tous les trente mètres un poste de garde. Razzi interrompt cette reconnaissance des lieux :

— Viens, je vais te présenter tes nouveaux camarades de jeu !

Nous passons par les cuisines pour descendre au rez-de-chaussée. Je retrouve avec plaisir des visages familiers. Particulièrement ma Dada, le petit nom que nous donnons à une nounou au Maroc. Dada est une vieille dame qui a

grandi et servi chez le Glaoui, le Pacha de Marrakech, et que ma mère a recueillie. Elle vit une vieillesse choyée chez nous étant un peu la mascotte de la maison. Je m'enquiers aussi avec impatience de Carmen. Pourquoi n'est-elle pas là ?

— Elle est restée à Rabat avec tes petites sœurs et ta maman, me rassure-t-on.

Razzi s'impatiente et met un terme à l'effusion des retrouvailles. D'une phrase, il attise ma curiosité :

— Vite ! Tes amis t'attendent !

La perspective de me faire de nouveaux copains me réjouit.

Nous descendons au garage. Je m'attends à retrouver des enfants de mon âge, mais je suis stupéfait en voyant douze hommes en costume cravate soigneusement en rang comme s'ils attendaient qu'on les passe en revue. Razzi me les présente un par un.

On me désigne Lahcen, le chef de la bande qui veillera désormais à nos distractions. C'est un homme de taille moyenne, à la musculature herculéenne. Son visage est harmonieux, son nez fin, son teint cuivré, ses pommettes saillantes, son sourire éclatant sous une fine moustache rousse. Un col blanc amidonné congestionne son cou d'haltérophile. Ses tempes tannées par le soleil sont dégarnies. Son arcade sourcilière prononcée fait ressortir ses yeux jaune-vert. À Ifrane, Lahcen, Berbère du Moyen Atlas, est dans sa région. Nul mieux que lui ne saura me faire découvrir cette contrée magique du Maroc. Le garde du corps en chef est un homme sympathique, qui ne dégage que de la bonne humeur. Avec lui on ne s'ennuie pas. Il a la bizarre habitude de boire des gorgées de thé chaud après avoir croqué à pleines dents dans un cube de beurre bien raffermi au réfrigérateur.

Notre séjour à Ifrane se résume aux balades en forêt, aux jeux improvisés avec les policiers dans le jardin. Mes randonnées, sous haute protection, commencent à devenir monotones. Ma mère, venue passer quelques jours avec nous, est choquée par la sécurité qui nous entoure. Cela l'affecte vraiment, la révolte même. Elle compte s'ouvrir au roi dès qu'elle le verra de l'aberration dans laquelle nous vivons. Elle me promet que, dans moins d'une semaine, nous la rejoindrons à Rabat. L'idée de retrouver notre maison me rend la séparation moins pénible. Fatema doit redescendre dans la capitale où ma sœur Soukaïna, encore bébé, est malade. Je l'interroge sur Carmen. Elle élude ma question par un sourire gêné et une grosse bise :

— Je dois rentrer, mon chéri, je ne veux pas rouler de nuit. On se verra bientôt à la maison !

Je n'insiste pas.

Où que nous nous promenions, le lourd dispositif qui nous accompagne obstrue mon horizon. Pour redonner du piment à ces promenades accompagnées, je démarre sans crier gare, afin de semer les policiers. Lahcen et son équipe me laissent croire que je me suis évadé, que j'ai pu tromper leur vigilance, passent à deux pas du bosquet où je me tapis. Je suis aux anges de les voir tous, les mains en porte-voix, m'appeler à tue-tête. Un jour j'échappe à Lahcen, prends de l'avance et gravis une énorme plaque d'ardoise surmontant un ruisseau. Quand une détonation déchire soudain l'air. C'est le premier coup de feu que j'entends de ma vie. Je m'arrête net, figé. Lahcen, déjà sur moi, me happe dans ses bras puissants :

— Ce n'est rien, ce n'est rien ! me rassure-t-il.

En escaladant ce grand rocher plat je n'avais pas vu un serpent se glissant dans une fente. Un des gardes du corps l'a remarqué et a tiré pour effrayer le reptile.

La nuit, je ne peux dormir que les stores fermes, les projecteurs qui éclairent le jardin inondant ma chambre de lumière. J'entends parfois le passage des patrouilles. Lahcen et ses hommes habitent à l'étage inférieur. De temps en temps, l'un d'eux entrebâille précautionneusement la porte et jette un coup d'oeil dans la pièce. Lahcen se montre aussi attentif qu'une nounou. Chaque fois qu'il fait sa ronde, il me borde ou redresse mes oreillers.

Un matin, je suis réveillé par un bruit inhabituel dans le parc. Deux voitures se garent devant le perron. Le hall s'allume et s'anime. J'entends des voix graves mais basses. Des pas résonnent dans le couloir. Une ombre se détache dans le cadre de ma porte. Je me redresse sur un coude. Je porte la main en visière sur mes yeux. C'est mon père qui s'avance sur la pointe des pieds pour venir m'embrasser. Je bondis hors de mes draps pour me jeter à son cou. Après de tendres retrouvailles, il me remet au lit. m'embrasse sur le front et m'explique qu'il doit déjà s'éclipser. Je le harcèle de questions. Il essaie, tant bien que mal, d'y répondre.

— Pourquoi tu ne restes pas ? lui dis-je.

— Parce que mon travail l'exige.

— Et c'est quoi ton travail ? persisté-je, tentant vainement de lui faire prononcer le nom de ce métier inavouable qui le garde loin de nous.

— Tu le sais, je suis militaire, me répond-t-il en m'ébouriffant les cheveux.

Vexé qu'il me sous-estime, me parle comme à un bébé, j'abats mon joker, persuadé que mon père en restera coi. Du ton de celui qui débusque un contrevenant la main dans le sac, je lui lance, mi-interrogateur mi-affirmatif :

— Tu es aussi un homme politique !

Et comme pour couper court à tout démenti, je conclus, martial :

- C'est Mme Racine qui me l'a dit !

Mon père tente de conserver son sérieux pour ne pas me froisser. Je ne peux réprimer un air hautain, victorieux, indémontable, j'attends une réponse. Au lieu de cela je reçois une question :

— Et c'est quoi un homme politique ?

J'hésite. Je suis déstabilisé. Pour retrouver mon aplomb, je me réfère une fois de plus aux explications de Mme Racine :

— Eh bien, c'est comme le directeur d'un collège. Mme Racine m'a dit que tu commandes au Maroc, comme elle commande à Marie-José.

— Non, me sourit mon père, c'est le roi le grand chef. Moi je suis général et un militaire obéit aux ordres comme toi tu obéis à Mme Racine.

— Mais c'est ce que j'ai dit à la directrice ! m'exclamai-je tout excité. Je me redresse sur mes genoux, décidé à poursuivre le débat. Mon père m'embrasse et se lève :

— Allez, il faut dormir maintenant. Quand tu grandiras, nous en reparlerons.

J'attends un instant et me glisse dans le couloir. Une fenêtre de l'étage donne sur l'entrée de la maison. Le front plaqué sur la vitre, j'observe. Les policiers qui ont l'habitude d'être décontractés en notre présence adoptent une attitude respectueuse. Lorsque mon père descend les marches du perron, tout le monde se fige au garde-à-vous. Je constate son importance, l'effet que suscite sa présence sur les fonctionnaires de l'État. Mon père lève les yeux vers l'étage. Le véhicule démarre. Je suis du regard les feux arrière de sa voiture jusqu'à les perdre de vue. La maisonnée se rendort.

Nous séjournons quelques jours encore à Ifrane. Il reste à Lahcen, à son équipe et au personnel qui prend soin de nous à vivre l'épisode le plus croustillant de notre séjour.

Par une fin d'après-midi j'entends un remue-ménage que pas même la visite impromptue de mon père n'a provoqué. D'un trait je suis sur le perron. J'observe à l'autre bout de l'allée principale des gardes paniques, tremblants, se précipiter pour ouvrir à grands battants le portail de notre « citadelle ». Une voiture banalisée roule vers le porche de la maison. Lahcen et deux autres gardes du corps courent devant elle et sur ses côtés ! Tout homme en vue, du jardin au garage, se statufie dans un garde-à-vous impressionnant. Je mords à pleines dents dans une pomme juteuse en continuant de m'étonner de ce manège exagéré.

Le véhicule s'approche. Deux passagers en descendent. Lahcen se précipite pour ouvrir la portière au chauffeur. Je ne l'ai jamais vu aussi révérencieux, aussi décontenancé. Des marches sur lesquelles je me tiens, je ne vois que des hommes pétrifiés, droits comme des piquets. Les mains dans le dos, ils sont prêts à se prosterner à tout moment. Rien à voir avec le traditionnel garde-à-vous. Le conducteur s'extirpe lentement de son siège et s'avance dans l'allée en ajustant sa ceinture. Il porte une veste de daim marron, un pantalon beige et des chaussures blanches. Un chapeau de toile clair enfoncé sur le front et d'énormes lunettes de soleil cerclées de blanc m'empêchent dans un premier temps de cerner sa physionomie. Mais à sa démarche, à l'effet que cette apparition a sur les membres du personnel, je comprends que c'est le roi ! Il est venu en toute simplicité et sans escorte.

Moulay Hafid l'accompagne. Je n'ai jamais eu le moindre élan pour ce personnage froid, et pour le moins que l'on puisse dire, antipathique. Il est en quelque sorte « le régisseur en chef des palais royaux ». Je saurai rapidement, en grandissant, que cet albinos chauve et bégayant est le diable en personne ! Pour l'instant je le trouve repoussant

et suis soulage quand seul le roi s'avance vers le perron de la villa.

Je découvre une nuance qui jusque-là m'a échappé : Hassan II provoque chez les fonctionnaires de l'Etat une attitude dévote et apeurée, une terreur incontrôlée proche de celle qui entourait les empereurs romains déifiés.

Les membres de la maison viennent un par un saluer le souverain. Chacun lui baise avidement la main. Il me retire son bras, m'attire à lui par la nuque et me tend sa joue soigneusement rasée et parfumée. Le roi me dit brièvement quelques mots. De ces formules que l'on adresse distraitement aux enfants. Il préfère poser quelques questions pertinentes et précises aux hommes et aux femmes qui nous entourent de leur attention. Hassan II reste un petit quart d'heure. Avant de repartir, il réitère ses consignes et sa confiance. La venue, les mots du roi galvanisent ceux qui s'occupent de nous.

Lahcen n'a plus de répit. Nuit et jour sur la brèche, il exige de son équipe une vigilance de tous les instants.

Ma mère a tenu parole. Quelques jours plus tard, nous rentrons à Rabat. À son adjoint qui s'interroge sur la nécessité d'embarquer dans les trois voitures de notre escorte une telle quantité d'armes et de munitions, Lahcen réplique :

— Va l'expliquer à Sa Majesté ! Si tu avais reçu de sa bouche les mêmes instructions et surtout ses menaces sur les conséquences d'une faille de notre part, tu en perdrais le sommeil comme moi.

L'euphorie du retour est toutefois vite gâchée : j'apprends brutalement sans explications que Carmen n'est plus à notre service, qu'elle et son fils Pedro sont rentrés en Espagne. Du jour au lendemain je refuse de m'exprimer en espagnol. Aujourd'hui, à 45 ans, alors que je lis et comprends couramment cette langue, je m'obstine

encore à ne la parler qu'avec parcimonie. Ma fascination pour la péninsule ibérique, mon affinité avec son mode de vie sympathique, chaleureux, humain, ne se démentiront jamais. Pour moi l'Espagne post-franquiste est si attachante qu'elle en devient magique. Mon admiration pour sa monarchie constitutionnelle et démocratique, pour son évolution sociale fulgurante et équilibrée, en font à mon avis l'un des modèles occidentaux les plus réussis.

La remplaçante de Carmen est une jeune Suisse, prénommée Josette. Son recrutement participe de cette même volonté de ne pas nous dépayser trop brutalement de notre séjour helvétique ! L'adoption de Josette sera longue et ardue.

De retour à Rabat, je reprends laborieusement ma vie là où je l'avais laissée, ou presque. Si le jardin est toujours aussi luxuriant et ma cabane toujours perchée dans les branches du chêne, la sécurité qui nous entoure est nouvelle. Je suis gêné, perturbé même, d'avoir à me rendre à l'école avec autant de gardes du corps. Mes études s'en ressentent doublement. Mes premiers cours sont une épreuve. A l'occasion d'une leçon de calcul, l'institutrice m'interroge :

— Trente plus quarante, combien cela fait-il ?

Je lève le doigt pour répondre :

— Septante, madame !

Mes petits camarades s'esclaffent ! Ils ne comprennent pas pourquoi je ne dis pas « soixante-dix ». Intimidé, vexé, je refuse dorénavant de m'exprimer pendant les cours. Mon institutrice se montre patiente et compréhensive. Une fois de plus, je dois me réadapter.

Ma mère finit, à force de harceler le roi, par obtenir que notre sécurité soit allégée. Mais elle doit accepter définitivement l'idée que nous conservions des gardes du corps. Il n'est pas question, lui précise le souverain, que le prin

cipe d'une escorte année soit annulé. Le roi concède à Fa-tema la réduction des effectifs en échange de quoi elle devra se résoudre à le laisser personnellement désigner les nouveaux candidats à notre sécurité rapprochée. Hassan II demande au commissaire Boudriss, un Berbère du Moyen Atlas qui dirige la Sécurité royale, de choisir des gardes du corps parmi les meilleurs de son équipe. Le roi veut des hommes sûrs, discrets mais aussi capables de gérer avec tact et pédagogie la mission délicate qui leur échoit. Le commissaire Boudriss désigne Driss, son propre beau-frère, à ce poste délicat, lequel est un ancien sous-officier de l'armée française. Après la campagne d'Italie, de France et d'Indochine, il a quitté les drapeaux puis combattu pour l'indépendance, dans les rangs de l'Armée de libération qu'il quittera comme tant d'autres pour rejoindre les rangs des FAR, puis la Police nationale. Ses états de service lui ont valu d'être l'un des gardes du corps de Mohamed V. Driss pose ses conditions. Il demande à choisir lui-même ses deux adjoints.

— Vous serez plus de trois pour cette mission, lui précise le commissaire.

— Si c'est le cas, répond Driss, ce sera sans moi.

Stupéfait, son supérieur lui demande des explications.

— Tu m'as bien dit toi-même que Sa Majesté tenait surtout à la pédagogie, au tact et à la discrétion ? rétorque Driss. Alors si on met un véritable contingent aux troussees de cet enfant, on pourra oublier ces trois mots !

— Mais tu es fou ! le raisonne le commissaire, qui suis-je pour discuter les ordres de Sa Majesté ?

Boudriss présente donc au souverain l'équipe des cinq policiers que doit commander son beau-frère. Lorsque, adolescent, je me plaindrai des contraintes de cette sécurité rapprochée, Driss me répétera sans se lasser les propos que lui a martelés le souverain le jour de sa prise de fonction.

— Vous m’avez servi comme vous avez servi feu mon père. La mission que je vous donne est importante. Oufkir s’expose pour moi. Je veux qu’il puisse me servir sereinement. Et pour cela, je fais de la sécurité de ses enfants une préoccupation personnelle. J’espère que vous ne décevrez pas la confiance que je place en vous !

Cette dernière recommandation résonnera dans l’esprit des policiers comme une mise en garde permanente, une épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes.

En entrant à notre service, Driss et les quatre inspecteurs désignés par Hassan II sont reçus par mon père. Le chef de la Sécurité royale les accompagne. Mon père les interroge un par un sur leur passé militaire. Comme d’habitude le souvenir de ses années de campagne agit sur Oufkir comme une jouvence de bonne humeur, une bouffée d’air pur dans l’atmosphère viciée de la politique. Driss saisit cette occasion pour s’ouvrir au général de ses avis. Il exprime franchement à mon père ses réserves quant à l’utilité d’un tel effectif pour ma sécurité. Le commissaire Boudriss se mord les lèvres, tente du regard de dissuader son beau-frère d’une telle témérité. Le ministre, au contraire, apprécie son audace et ses « suggestions ». Deux gardes du corps sur les cinq désignés par le roi repartent au palais. Au commissaire Boudriss, qui s’inquiète de la réaction d’Hassan II, mon père assure que cela ne pose pas problème et qu’il s’en entretiendra avec Sa Majesté.

Ce seront donc trois hommes, Driss compris, qui vont « me coller aux fesses ». Si ma gêne d’être constamment accompagné demeure, je ressens cependant la différence entre le professionnalisme intelligent de Driss et la rigidité du sympathique Lahcen. Il faut dire à la décharge de ce dernier que les effectifs ne sont pas les mêmes. Mes arrivées à l’école se font moins pénibles pour moi, parce que plus discrètes. Cela n’empêche pas Driss, Boutouil et Moha

med, d'arpenter comme des ombres la cour et les corridors de l'Ecole Paul-Cézanne de Rabat. Mais ils le font avec une précautionneuse discrétion. Pour que sa présence se fonde dans le décor, c'est en djellaba de laine que Driss s'habille parfois pour aller s'asseoir dans un coin de la grande cour. Il s'est fait du concierge et jardinier de Paul- Cézanne un ami. Pendant les heures de classes, Driss s'assied avec lui sous un arbre. Des fenêtres de ma classe, on peut les voir disputer d'interminables parties de dames.

Cette fin des années 1960 s'écoule, impersonnelle, invariablement organisée, balisée par des contingences politiques et leur cortège de contraintes inadaptées à mon âge. J'ai de bons amis que je reçois à la maison ou qui acceptent de jouer sous l'oeil infatigable des policiers. Mon père me visite toujours en coup de vent, ne voulant pas interrompre mon sommeil. Peu importe l'heure à laquelle il passe, j'exige qu'on me réveille pour l'embrasser. Oufkir s'efforce alors de combler le peu de fréquence de nos échanges par la qualité de nos relations. Il a su instaurer entre nous une confiance qui me permet de lui exprimer mes frustrations et mes interrogations. Il me concède quelques promesses, qu'il tiendra toujours, quelles que soient ses obligations du moment. A la remontrance que je lui fais sur ses absences prolongées, il m'explique avec des mots simples les urgences qui l'appellent et me jure que, dorénavant, où qu'il soit, il s'efforcera dans la mesure du possible de me faire parvenir un message de réconfort. Bien entendu, lorsque Bouchaïb, son chauffeur, débarque en pleine nuit, c'est pour informer les adultes dans la limite de ce que mon père l'a autorisé à divulguer. Mais cela me ravit que l'émissaire paternel ait toujours une communication personnelle à me transmettre.

Une nuit. Bouchaib me réveille. Il tient dans ses bras une petite boule de poils noirs. C'est une petite chienne. Un bichon maltais nain à la truffe vernie.

— Tiens, c'est pour toi. de la part du général. Ton papa se porte bien, il t'embrasse, dit Bouchaib en me tendant l'adorable peluche. Elle s'appelle Machakil, c'est le général qui l'a baptisée !

En arabe, « machakil » veut dire << problèmes >> : le nom que Oufkir lui a choisi est révélateur du climat régnant au Maroc en ces années-là.

N'approuvant pas le choix de ce baptême, dont le sous-entendu m'échappe, j'attends d'en débattre avec mon père. A la première occasion, je lui assène que la beauté du petit bichon mérite un nom digne d'elle ! Mon père me taquine et me propose enfin que nous nommions la chienne Gigi, en hommage au diminutif de Brigitte Bardot. La référence me satisfait amplement. Nous décidons d'un commun accord qu'elle s'appellera dorénavant « Gigi Machakil >> !

Fin mai 1966, mon père et ma mère se réconcilient et se remarient. Une nouvelle union qui change à peine ma vie affective puisque devant leurs enfants leur comportement fut toujours d'une courtoisie extrême pendant leur divorce. En faisant invariablement preuve en ma présence d'un respect mutuel, ils m'ont inculqué, peut-être sans le savoir, une notion primordiale des relations humaines.

A 9 ans passés, un fait singulier donne à ma conscience naissante une occasion concrète de mieux connaître mon père. Comme tout enfant qui, un jour ou l'autre, constate à travers une attitude, une réaction de ses parents, les personnes réelles qu'ils sont. De ces moments cruciaux naît le premier jugement que l'on porte sur son père et sa mère. Ce fut le cas pour moi un jour.

L'un de mes meilleurs amis de classe est en effet le fils d'un opposant de l'époque, homme engagé dans l'UNFP.

Le colonel Dlimi, qui depuis l'affaire Ben Barka ne dépend plus que d'Hassan II. se profile de jour en jour comme le rival de mon père puisque ses services dépossèdent pied à pied Oufkir de ses pouvoirs. Un dépouillement qui se fait derrière l'écran de fumée des honneurs, des compliments royaux, dont Hassan II encense officiellement mon père. Dlimi et sa femme Zahra ont amassé par des méthodes scabreuses l'une des toutes premières fortunes du pays. Le colonel ne se cache d'ailleurs pas de son enrichissement illicite et prétend haut et fort que c'est le juste salaire des risques qu'il a pris et continue de prendre pour Hassan II. Et que si les Anciens n'attachent de valeur qu'à l'or de leurs médailles, lui a compris la puissance de l'or tout court ! Or c'est le colonel Dlimi qui informe le roi de mes « fréquentations écolières peu recommandables >>. Il explique même à Hassan II, que mon amitié avec le fils d'un avocat de l'opposition est un stratagème pour m'approcher avant de m'enlever ! Il se rend chez le père de mon ami. accompagné de ses sbires, et après l'avoir personnellement interrogé, lui affirme que c'est sur ordre d'Oufkir qu'il est venu le visiter.

— Le général ne veut plus que votre fils approche le sien ! Débrouillez-vous comme vous voudrez, mais obéissez !

Un lundi matin, dans la cour d'école, je me précipite comme à l'accoutumée vers mon ami. Lequel me glace par sa froideur. Je ne comprends pas son revirement subit. Avec ses mots d'enfants, il m'explique :

— Fous-moi la paix ! Ton père a dit à mon papa qu'on ne devait pas se parler !

Je ne pourrais restituer le choc, la peine profonde, l'humiliation injuste que cette réaction me procura. J'en tus

tellement meurtri que j'en voulus à mort à mon père. Sur le moment je souhaitais ne plus l'aimer et me mis à entretenir une distance inhabituelle avec lui.

Oufkir s'en rend vite compte. Jusqu'au jour où, sidéré, il m'écoute lui dire ce qui s'est passé et déverser sur lui un flot déchaîné de reproches.

Mon père refrène son émotion et me demande de recommencer l'histoire depuis le début. Il me pose quelques questions, puis s'accroupit, me prend par les épaules et me regarde droit dans les yeux. Je perçois une infinie tristesse dans son regard, une expression désolée. Après quelques secondes de silence, il se ressaisit, se lève et m'entraîne par la main. Nous sortons dans le jardin, traversons l'allée et nous dirigeons vers le garage. Bouchaïb avance la voiture. Mon père lui annonce qu'il ne veut pas être accompagné et va conduire lui-même. Intrigué, je le suis en silence. Il me demande où habite mon ami. Il me dépose chez lui et m'autorise à y passer l'après-midi et la nuit, si ses parents le veulent bien. Avant de me laisser, mon père me dit d'un air solennel :

— Mon fils, je te donne ma parole que je n'étais pas au courant de cette affaire. Je ne t'interdirai jamais de choisir tes amis. Sache que l'amitié est la chose la plus précieuse au monde. Un homme qui n'a pas d'amis n'existe pas ! Promets-moi, mon fils, que tout ce que l'on te dira sur moi, tu le vérifieras auprès de moi avant de te faire ton opinion. Je vais appeler le papa de ton ami, pour lui expliquer et lui dire que son fils et toi pouvez vous voir autant que vous le souhaiterez !

Ces liens forts, qui reçurent la bénédiction de deux pères adversaires politiques, inaugurèrent une longue et solide amitié. Aujourd'hui encore Abderrahim Douhmid est mon ami et mon avocat au Maroc. Tout comme son père, il est juriste, et a défendu les droits de l'homme dans notre

pays. Son frère Toufik est aussi resté un ami. Il est médecin, et je lui suis redevable depuis ma sortie de prison de m'avoir toujours soigné gracieusement et avec affection.

L'avenir allait par ailleurs confirmer d'autres amitiés mal vues par le palais. Maurice, le fils d'Abraham Serfaty, deviendra un intime ; les enfants Ben AVer dont les parents sont des militants marxistes, aussi. Le Dr Messouak, une personnalité communiste, est notre médecin de famille. Ses liens purs et sincères ont résisté aux préjugés qu'Hassan II a toujours imposés à son entourage :

— Qui fréquente l'ennemi, pactise avec lui et complotte contre moi !

Ces amitiés ont survécu jusqu'à aujourd'hui et sont toujours aussi solides. Je remercie mes parents et les leurs d'avoir su s'élever au-dessus de leurs convictions respectives, de s'être dressés contre les critiques acerbes et bornées de leurs camps.

La disparition de Mehdi Ben Barka a porté un coup décisif au mouvement révolutionnaire. Hassan II a coupé la tête de son opposition, il n'a plus qu'à attendre que les morceaux les plus putréfiés retournent leur veste. Que d'amis, de collaborateurs de Mehdi Ben Barka, cèdent alors au chant des sirènes. Ils vont bénéficier des largesses, de la générosité de Sa Majesté... Certains deviendront même ministres, membres du cabinet royal, gouverneurs et hommes d'affaires richissimes. Beaucoup de « progressistes » se transforment en informateurs du palais. Ceux-là même qui vilipendent Oufkir, criant partout « qu'entre eux et le Général. il y a le cadavre de Mehdi Ben Barka ! ». broutent dans la main d'Hassan II. En chargeant Oufkir, l'honneur des uns et des autres est sauf ! Tout comme Oulkir sera sacrifié sur l'autel de l'amitié franco-marocaine. La condamnation à perpétuité et par contumace arrange Paris et

Rabat. Voilà ce que mon père entendra, tant d'Hassan II que de ses amis français : « Oufkir, si tu n'assumes pas, nous sautons tous ! »

Le plan d'Hassan II dépasse ses espérances. Il s'est servi de l'armée et d'Oufkir en particulier, pour soumettre le pays. Cette étape franchie, le roi sait que les militaires voudront imprimer leur marque sur la gestion de l'Etat. Il faut donc les prendre de vitesse, les forcer à une cohabitation soumise. En impliquant Oufkir dans l'assassinat de Mehdi Ben Barka, Hassan II coupe définitivement son ministre de l'Intérieur des nombreux appuis civils et militaires dont le général dispose à l'étranger et surtout en France. Ainsi le roi fait double coup, il élimine son pire ennemi Ben Barka, l'unique à le combattre avec la même dextérité que met le monarque à s'imposer. En donnant en pâture celui qu'il appelle « son plus fidèle serviteur », Hassan II peut en outre dormir tranquille. Oufkir n'a d'autre choix que de le servir sans rechigner, sa réputation de tueur faite, ce n'est pas demain la veille que le général pourra ourdir un coup d'État !

La puissance la plus susceptible d'inspirer un changement, s'il devenait nécessaire, serait la France. Vu le passé militaire et administratif d'Oufkir sous le protectorat, celui-ci serait tout désigné pour prendre le pouvoir. Certaines fiches classées confidentielles ont vite persuadé Hassan II du rôle et du sort qu'il réserverait à Oufkir. Les résidents généraux au Maroc, les grands chefs militaires français ne tarissent pas d'éloges sur l'ancien commandant de l'armée française. En 1955 Oufkir n'est déjà plus un inconnu pour la classe politique française, ni pour les militaires de l'Hexagone, de Mendès-France à Edgar Faure, du maréchal Juin à de Lattre de Tassigny. Que ce soit sur les champs de bataille ou à la Résidence, Oufkir les a tous côtoyés. Francis Lacoste écrit d'ailleurs en 1955 à son sujet dans son dossier militaire : « Officier d'élite, admirable défenseur de la fran-

cophonie à la fois sentimentale et raisonnée. Doué d'une rare finesse, d'une remarquable intuition. Diplomate-né, aussi bon officier d'état-major que de troupe. J'ai profondément regretté que la promotion au grade de commandant, pour laquelle il était hautement qualifié, ne lui ait pas été accordée cette année ; devrait absolument l'obtenir à la première occasion.¹ » Quant au général Pierre-Georges Boyer de Latour, il note dans un mémo envoyé à Paris ces lignes laconiques concernant son aide de camp : « Plafond : général ». Il fera suivre un rapport plus détaillé, classé confidentiel : « Officier marocain à l'intelligence déliée, doué d'un grand dynamisme, jouissant d'une grande réputation et d'un grand prestige parmi ses camarades et aux yeux de toute une partie de la jeunesse marocaine, je le considère comme l'un des futurs artisans de l'amitié franco-marocaine dans le régime nouveau qui se prépare pour le Maroc. Il importe que son loyalisme et son prestige soient renforcés par un avancement qu'il mérite, qu'il a conscience de mériter et qu'il serait extrêmement déçu de ne pas recevoir. Je considère donc indispensable, sur le plan politique, que le capitaine Oufkir soit nommé cette année au tableau d'avancement, récompense au demeurant justifiée par ses titres militaires. * Ces lignes. Hassan II ne les perdra jamais de vue. Pour l'instant, un an après l'assassinat de Mehdi Ben Barka, le roi peut laisser des pouvoirs à Oufkir, mais juste ce qu'il faut pour le récompenser de sa docilité dans l'affaire. Sa réputation entachée, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, est une muselière efficace pour toute ambition qu'aurait mon père de vouloir éventuellement gouverner. De plus, Oufkir doit se montrer redevable de la solidarité royale. Tout en « pleurant >> son professeur

1. Voir le dossier militaire en annexe.

et « ami » Ben Barka, Hassan II n'a-t-il pas eu la noble attitude de couvrir le dépassement sanguinaire de son ministre de l'Intérieur ?

De 1966 à 1970, Hassan II lâche la bride à Oufkir. Mais dans certains domaines seulement. Juste ce qu'il faut pour l'occuper à travailler, pour qu'il ne quitte pas le jeu. Car, dans la foulée, la Sécurité de l'État relève strictement du roi et de son fer de lance, le SSS du général Moulay Hafid. Officiellement le ministre de l'Intérieur est aussi directeur de la Sûreté nationale, mais dans les faits c'est le directeur adjoint, le colonel Dlimi, lequel ne répond que du roi. Hassan II a fait de ce dernier le rival le plus ambitieux d'Oufkir. Dlimi et Moulay Hafid sont les clés du dispositif qui tient en respect le connétable du royaume.

Au cours de ces années, Oufkir s'attelle à des tâches plus gratifiantes que le rôle définitif d'épouvantail royal. Il pense pouvoir contrebalancer les appétits de l'entourage d'Hassan II, en s'attachant à des chantiers importants. Oufkir réorganise l'administration et les services publics. Un organisme de l'eau et de l'électricité est mis sur pied ainsi qu'une agence pour le développement du Rif (le roi sabotera la bonne marche de cette agence qu'il voit d'un très mauvais oeil ; Oufkir ne doit pas s'assurer la faveur des paysans berbères). Mon père crée l'école des cadres de Kenitra qui fournit encore sous Mohamed VI les commis de l'État. Il lance de grands chantiers au profit de la classe moyenne civile et militaire. Je fais avec lui mes premiers voyages. Mon père tient à ce que je l'accompagne en tournée dans le sud marocain où l'État distribue des lotissements aux habitants des régions défavorisées.

— Je veux que tu connaisses ta terre et ses gens, me dit-il.

Dans son élan, Oufkir tente une réforme agraire. Comme pour l'agence de développement du Rif, Hassan II circonscrit le projet qui pourrait faire d'Oufkir le héros des campagnes berbères desquelles il est issu.

— Oui pour le principe, dira le roi, mais à la condition que je décide seul de l'ampleur de cette redistribution des terres aux petits paysans.

Des quatre cent mille hectares récupérés sur les terres des colons, seul un pourcentage infime va au peuple. Le reste, le roi se l'approprie. Il s'attribue plus de dix pour cent de toutes les terres arables du Maroc. Puis il redistribue le solde à son entourage et à tous les chefs militaires, à l'exception d'Oufkir qui a refusé la ferme de trois cents hectares qu'on lui offrait, et de Medbouh qui lui l'a acceptée mais l'a laissée en jachère. Jusqu'à sa mort, le roi comblera jusqu'aux dirigeants de l'opposition de ces fermes d'Etat. La plupart des officiers qui ont un commandement important reçoivent automatiquement leur promotion accompagnée de centaines d'hectares les plus fertiles du royaume. Et les choses sont encore en l'état de nos jours.

Avant et surtout après les deux coups d'Etat qui ébranleront le Maroc, les galons de général s'accompagnent du titre de « gentleman fariner » ! Ceux qui auraient osé refuser la manne royale, auraient été immédiatement écartés, leur vie menacée. Aux yeux du palais leur velléité morale les prédispose à devenir les putschistes de demain.

Chapitre VIII

Les abysses des enfers

Du fond de mon cachot, le survol de ma vie me permet de remonter le temps, et d'avoir l'illusion de l'arrêter. Ce sont des moments où ma pensée s'évade, mais ne s'affranchit pas de son humanité. Ces images du passé drainent en moi un cortège de sensations entremêlées, contradictoires, mais fortes ! Les émotions que charrie ce voyage dans mes souvenirs sont parfois aussi palpables et vivaces que nature. En grammaire, le passé et le futur se conjuguent, en pratique et dans la vie, ils ne sont que les bâtards du présent où on les évoque. Pourtant ces fantômes que je transpose dans l'instant, s'y invitent au point d'annuler ce qui m'entoure et de ressusciter en moi des perceptions aussi intenses que réelles.

La rétrospective de mon existence antérieure me coûte un exercice de réalisme, une réflexion absorbante, des sensations mêlées, parfois agréables, souvent éprouvantes.

Seules mes projections dans un futur virtuel me procurent un apaisement. L'imagination pure m'apporte une légèreté, une impression de flottement s'approchant du bien-être. Je m'invente un ailleurs délicieusement rempli de mes rêves les plus fous, de mes fantasmes les plus délirants. Derrière ses murs, tout ce qui n'est pas à ma portée physique,

matérielle, est à la merci de mes pensées. La faim, la promiscuité, les maladies et la solitude se taisent un instant devant l'éclat de mes rêves. Ce placebo sur les plaies de mon présent n'est toutefois pas sans danger : à définitivement s'extraire de la réalité, on risque d'en perdre dangereusement la notion.

Paupières closes, l'âme en vadrouille et mon présent au placard, je règne en maître mégalomane et capricieux sur mes chimères. Pourtant, je passe davantage de temps à analyser mon passé qu'à m'évader dans l'avenir. Ces deux exercices n'ont pas la même saveur. Le premier est une nécessité, le second, une pulsion. La « radioscopie » de mon parcours participe en fait à entretenir mon identité. Et l'identité est, avec l'espérance, la dernière chose à concéder à l'injustice et à la persécution. L'isolement c'est d'abord un face-à-face terrible avec soi, un moment de vérité absolue.

Depuis le 30 janvier 1978, la double porte de ma cellule ne s'est pas rouverte. Depuis le jour de mes 20 ans, je tourne en rond dans ce mitard pourri. Voilà près de trois années que je suis enterré vivant.

J'essaye, comme tous les prisonniers du monde, de tenir un calendrier. Mais plus les jours passent, plus les ratures qui les comptabilisent sur le mur sont rageuses, appuyées. Comme si le sacrifice de chaque seconde passée en enfer était signifié dans la colère ! À l'été 1981, je suis toujours en vie ! Cela étonne mes gardiens et m'enorgueillit. Les miens me manquent. Je n'ai de nouvelles que par les messages que me tambourinent au-delà des murs mes malheureuses voisines. Halima et Achoura relayent tant bien que mal au reste des cellules mes séances de « morse ». La méthode se révèle inefficace.

Depuis les perquisitions de Tamataght, nous avons tenté de nous préparer au pire. Comme je suis parvenu à enfoncer des mines de crayon dans le caoutchouc de mes sandales, j'éventre ma paillasse faite de torchons et de cartons broyés pour y pêcher la moindre surface où écrire. Avant de puiser avec parcimonie dans mes semelles et dans mon matelas, je dois toutefois trouver un moyen de faire parvenir ma correspondance. Et je n'ai d'autre choix que le recours à mon pot de chambre. Mes gardiens, qui répugnent à vider le contenu de mon seau, laissent cette corvée à Halima et Achoura. Avant que cette « boîte aux lettres » ne soit opérationnelle, il m'a fallu toutefois résoudre un problème technique : l'immersion du message lui serait fatale sans une protection. Devant trouver le moyen d'en garantir l'étanchéité, je me mets en quête d'une pellicule, si infime soit-elle, de plastique. Je ne trouve qu'un centimètre carré de cette matière subitement plus précieuse à mes yeux que l'or. Ma modeste « récolte » est un tribut dérobé des pattes d'un gros scarabée qui s'y étaient emmêlées. Déçu, je ne me résigne pas. J'observe, j'écoute, je renifle le moindre recoin de ma cage. Cette chasse désespérée me tend, me fatigue. Je fléchis mes jambes et me laisse glisser le long du mur. Lorsque mes talons touchent mes fesses, je reste ainsi accroupi, la tête levée, les yeux fixes, comme implorant le ciel de m'offrir un répit, de m'envoyer une solution !

Je sens dans ma nuque une matière visqueuse qui me colle aux cheveux. C'est le mur qui vomit par des bulles gélatineuses la décomposition de son revêtement. Après avoir décollé cet enduit épais, huileux, je le malaxe énergiquement entre le pouce et l'index, jusqu'à ce qu'il se transforme en une sorte de pâte à modeler grasse. Je roule mes messages en cylindre ne dépassant pas la taille d'une allumette. Puis, je les enfonce dans une petite boule du

mastic récolté sur les murs. Je colmate méticuleusement les orifices par lesquels je les introduis. Il me faut également lester la boule de mastic contenant le message d'un poids pour qu'elle ne flotte pas à la surface de mon pot. Parée pour l'expédition, je la plonge dans ma cuvette et il ne reste à mes voisines « qu'à » la récupérer. Pour recevoir les réponses, j'attends que l'on me jette ma ration quotidienne puisque ce sont Halima et Achoura qui déposent les écuelles sur les marches des cellules. Nos gardiens leur laissent cette tâche qu'ils estiment dégradante. Nos compagnes de misère me font donc parvenir les réponses à mes messages en les dissimulant dans la maigre pitance qu'elles distribuent.

Le contact que nous avons établi est évidemment insuffisant. Les mots que nous échangeons sont aussi réduits que les surfaces sur lesquelles nous les gravons. L'angoisse de voir notre source de mines et de papier se tarir, s'ajoute à la frustration de ces billets laconiques. Avant que la liaison ne capote pour une raison ou une autre, il faut l'exploiter au maximum pour trouver un moyen plus efficient pour communiquer. Dans les cellules, chacun se creuse les méninges. J'avoue que j'y mets une énergie particulière car je suis dans la situation d'un sous-marinier prisonnier de son bâtiment envoyé par le fond.

Cette quête désespérée pour briser l'isolement occupe mes journées et mes nuits. Même en dormant, ce désir de sauvetage vient hanter mon esprit.

L'été s'installe. C'est un calvaire. Les murs de mon cachot deviennent plus étroits. La chaleur ne les sèche pas : ils sont aussi gluants, plus collants même. L'atmosphère de ma cellule est celle d'une cocotte-minute. L'air se raréfie, l'odeur fétide devient puanteur, le plafond m'écrase. Aplati sur les dalles, le nez au ras du sol, je couche ma joue, tords

mon visage de la grimace de l'homme qui se noie pour happer le faible courant d'air qui s'insinue par la fente.

Lorsque je suffoque, je cherche désespérément un réconfort. Je parle à haute voix à mes « amis », à ces visages familiers que les caprices du temps ont figés sur mes murs.

— Tu verras ! On finira par s'en sortir ! Tu verras Emma, à nous deux nous vaincrons la terre entière !

Ce n'est qu'une image griffée dans le plâtre, mais Emma est si réelle qu'elle existe dans mon cœur. Mes encouragements, je les lui proclame avec emphase pour exorciser ma détresse.

Les heures, les jours sont une lente agonie. A force de dissocier mon âme de mon corps je finis par faire cohabiter dans ma carcasse délabrée la détermination de l'esprit et les faiblesses de mon anatomie. J'utilise à plein temps la force qui me reste pour trouver une bouée dans cette tempête. Les moments d'abattement sont nombreux, la hantise de perdre pied, omniprésente, et mon instinct de survie régulièrement renforcé.

Je n'abandonne pas mes investigations. Je dois absolument trouver un moyen de rompre le maléfice du silence, de casser cet encerclement infernal. Je suis condamné à réussir, si je veux surmonter la sentence de cet isolement inhumain, meurtrier.

Cette obsession m'épuise. Je décide de me donner un moment de répit. Assis contre la porte de ma cellule, je plaque mon dos nu contre son blindage : ce contact me rafraîchit. La chaleur moite m'asphyxie. Je transpire à grosses gouttes. Je lève le front, j'observe en louchant ces perles tremblantes suspendues à mes cils. J'ai soif, mais je dois rationner mes doses d'eau. Je dois gérer la déshydratation et la nécessité de me « laver ». Souvent, je choisis de faire ma toilette plutôt que d'assouvir ma soif. Ce minimum d'hy

giène est un respect que je dois à mon corps pour préserver ma dignité.

Je ferme les yeux dans un profond soupir en frappant ma nuque contre la porte et reste immobile, prostré. Alors je prie, je prie de toutes mes forces ! Je ne passe par aucun culte, aucun dogme, pour m'adresser au Ciel. Dans l'urgence des grandes peines, les suppliques à Dieu se dispensent d'intermédiaire : je l'implore dans le langage universel de tous les affligés.

Je reste ainsi, accroupi sans notion du temps ni mouvement de vie. A la faveur d'un crépuscule plus enflammé que d'habitude, un faible rayon s'est faufilé par la petite lucarne. Lorsque j'ouvre les yeux, son reflet indiscret me dévoile une curiosité... Au-dessus de ma tête, à mon exacte verticale se trouve l'unique lampe de la cellule. Ses 25 watts jettent une lumière sale, angoissante, que les murs sombres semblent aspirer. Nous n'avons droit qu'à une heure d'éclairage de 20 à 21 heures. Au-delà, le groupe électrogène continue de rugir, mais nos cellules replongent dans l'obscurité. En fait, j'aurais souhaité qu'on nous épargne cette « faveur >>. M'étant accoutumé au noir, ce contraste d'éclairage diaphane, lugubre, me rend nerveux. C'est un ordre du colonel Ben Aïch. En nous rappelant une petite heure par jour que la lumière existe, si fade soit-elle, nos bourreaux veulent nous faire mieux réaliser la cruauté des ténèbres.

La lampe est enfermée dans un épais Plexiglas oblong, recouvert par une grille en fer cadénassée. Le tout est scellé au mur par une plaque de matière plastique noire. Entre ce support et le mur il y a un interstice infime. L'humidité qui assaille les parois, a fini par éroder le minuscule espace entre le bloc enchâssant la lampe et le mur auquel il est étroitement fixé. Une toile d'araignée tressaille, flotte de temps en temps dans cet intervalle à peine plus épais qu'un

demi-doigt. On aurait dit la langue d'un lézard se déployant pour happer un insecte, et aussitôt disparaître dans sa gueule sombre. Cela m'intrigue. Je me lève lentement. Inconsciemment, je me fais aussi souple et silencieux qu'un chasseur aux aguets. Je ne voudrais pas effrayer une quelconque présence de vie à mes côtés. Si, au début de mon isolement, je combattais le moindre intrus dans mon territoire. la solitude m'a fait changer d'attitude. Même les blattes sont désonnais les bienvenues. Il n'y a que les rats qui soient exclus de ce « traité de paix et d'amitié » qui ira parfois jusqu'à la coopération technique avec certaines espèces - ce sera plus tard le cas des scarabées. J'ai appris à respecter le monde microscopique qui m'entoure. Ce pour quoi je n'avais, comme tout un chacun, que répulsion et mépris, je l'accueille maintenant avec plaisir dans mon intimité. C'est le cas de « Gaspard », un énorme cafard qui me visite de temps en temps. Pour le reconnaître, je m'efforce de marquer d'une façon ou d'une autre tout visiteur qui transite par mon sol. Les fils de couleur puisés dans les trésors de ma paillasse m'y aident. A chaque insecte de passage, son fil à la patte, à chacun ses couleurs et sa bannière ! Ainsi muni de mon visa, chaque touriste pénétrant mes frontières est identifié et accueilli comme il se doit. J'avoue qu'il y a bien moins de bousculade à mes guichets que devant ceux du consulat français de Rabat !

Le rayon indiscret qui s'insinue dans ma fosse pointe son doigt telle la providence sur une zone dont je vais bientôt découvrir tout l'intérêt. Je distingue mieux l'écart entre le cache de la lampe et le mur. Le plafond bas me permet en me hissant sur la caisse qui me serre de table de nuit d'atteindre l'objet de ma curiosité. Je commence mon inspection. J'introduis un doigt dans l'intervalle. La toile d'araignée y adhère. Je la palpe. Elle est sèche. La locataire de ce hamac de soie a sans doute quitté sa résidence depuis

un bout de temps. Je la comprends, l'« appartement » est plutôt pourri. Je gratte de l'ongle le revêtement qui s'effrite en poudre grisâtre. Un contact bizarre met mes sens en éveil. Je sens la texture de deux fils électriques. Soudain une idée me traverse : voilà enfin le moyen de communiquer durablement avec les miens ! Mais oui ! Par le réseau électrique ! Puisque nos cachots ne sont éclairés qu'une heure par jour, il nous serait possible d'exploiter les câblages qui relient toutes les geôles entre elles en se connectant aux interrupteurs moisissés de nos cellules. Pour cela il nous faut utiliser les petits haut-parleurs arrachés aux radios lorsque nous étions à Tamataght, dont j'avais pris la précaution de protéger les fines et fragiles membranes par des couvercles d'aluminium, prélevés sur des boîtes de lait en poudre. Avant d'installer ces boucliers pour protéger le centre vulnérable des haut-parleurs, je les ai percés de trous destinés à aérer leur derme de carton et à faciliter l'audition. Leur diamètre ne dépassant pas celui de la soucoupe d'une tasse de thé, ma mère et mes sœurs les ont gardés sur elles. Je n'en ai pas conservé un, de peur qu'isolé on ne me palpe au corps. En reliant les deux soudures d'un haut-parleur aux deux pôles d'un interrupteur, on peut converser avec un interlocuteur dans une autre cellule. Il faut toutefois trouver suffisamment de fils pour réaliser les connexions. Je pense à la vieille enceinte de chaîne hi-fi qui sert de table de chevet à ma mère. Outre les haut-parleurs que nous pourrions récupérer, nous y trouverons certainement des bobines de fin câble de cuivre : le conducteur idéal pour réaliser nos branchements. A condition que les connexions soient correctement faites. Il suffira à mes correspondants de brancher le même dispositif pour que le confort d'écoute soit égal à celui d'un téléphone.

En attendant de dépecer l'enceinte et d'en recevoir la récolte précieuse, l'impatience m'amène à trouver une

solution intermédiaire. J'arrache à la moustiquaire de ma lucarne ses fils d'aluminium. Je suture de la trame de longs « cheveux d'ange » que je tresse trois par trois, obtenant de fines chaînettes d'aluminium que je torsade ensuite les unes aux autres en renforçant chaque raccord. Pour natter les fils, il me faut coincer leur extrémité entre mes dents. Ma bouche est tellement meurtrie par les abcès, que je ne résiste pas longtemps. Je continue la fabrication des segments en enroulant les mèches d'aluminium autour du pouce de mon pied. Je tresse, et tresse encore. Dans ma frénésie, je ne sens pas l'aluminium acéré s'incruster dans ma chair. Ma production est lente, laborieuse. Chaque chaînette nattée fait une douzaine de centimètres de long. Il ne me reste plus qu'à attendre la livraison de mon haut-parleur. Il s'agit désormais de réussir l'exploit de me faire parvenir un « téléphone » dans ma pâtée quotidienne !

Je saute au bas de ma caisse. J'exulte. J'embrasse mes « amis » : Emma, Moïse et compagnie ! Je danse, je cours, je bondis. Puis éreinté, je tombe à genoux. Le rayon bienveillant me tire déjà sa lente révérence. Après la joie, les émotions accumulées débordent. Une grosse larme caresse ma joue :

— Merci, merci mon Dieu !

La nuit est tombée. J'ai faim. Je bois quelques gorgées d'eau. Mon estomac continue de gémir, mais les gerçures de mes lèvres sont apaisées. La poire qui déforme mon palais est aussi grosse qu'un œuf. plus tendue que la peau d'un tambour. Si je ne vide pas l'abcès qui me harcèle, je ne trouverai pas le repos, mais je suis trop faible pour supporter l'opération sans rester dans les vapes pendant les deux heures qui suivent. Je n'ai pas de temps à perdre : il me faut choisir entre la douleur invalidante de l'abcès ou l'« arrêt maladie » qui retarderait cette entreprise vitale. J'hu

mecte un chiffon que je noue sur ma mâchoire putréfiée. Ce futile cataplasme me donne au moins bonne conscience : « On ne pourra pas dire que je ne prends pas soin de moi ! »

Je me mets à rédiger le plus long message jamais transmis aux miens. Les petits billets laconiques que nous avons échangés jusque-là ne seraient pas suffisants pour développer le grand plan d'action que j'envisage. La consigne passée, dans toutes les cellules c'est le branle-bas de combat !

Enfin arrive le grand jour. L'ambiance dans les cellules est aussi agitée, tendue, qu'elle le fut pour les ingénieurs de la NASA le jour de l'alunissage d'Apollo 11 ! J'ai descellé l'applique de l'interrupteur pour y brancher mon petit haut-parleur. Tout est prêt. Je frappe au mur qui sépare ma cellule de celle d'Halima et Achoura, lesquelles répercutent immédiatement le signal auprès de mes sœurs. Il faut, pour réussir la liaison, que les interrupteurs se trouvent tous dans la bonne position. D'un bout à l'autre du bâtiment en L, c'est le silence angoissant qui précède toute première expérience. J'attends, anxieux et tremblant, le résultat du test inaugural. Après des hésitations et quelques grésillements, une rumeur filtre imperceptiblement du haut-parleur. Mon cœur bat la chamade. Je retiens mon souffle. Je transpire d'émotion. Soudain, une voix me parvient. Eurêka ! Ça marche !

Pour restituer ici ce que j'ai éprouvé à ce moment-là, il me faudrait le talent que je n'ai pas. Comment redire l'émoi de cet instant, si ce n'est en l'exprimant dans la pudeur des mots : « Je ressens ce que l'aveugle, retrouvant la vue, peut éprouver. Ce que le sourd ayant recouvré l'ouïe, peut percevoir ! » Je suis aussi désorienté, bouleversé, qu'un miraculé rescapé des décombres d'un tremblement de terre.

À l'autre bout de la ligne, l'émotion, la fébrilité, l'impatience ne sont pas moindres. Le premier timbre que j'entends est celui d'une voix étranglée par les sanglots qu'elle dissimule :

— Raouf, Raouf... mon frère... mon frère chéri... Ça va ? ça va ?... tu tiens le coup ? Même séparés, on est avec toi. Tout le temps, à chaque seconde... !

Malika ne se retient plus. Elle pleure. Elle cherche son souffle pour me transmettre l'amour de tous, les encouragements de chacun. Mon visage ruisselle de larmes mais ma voix reste constante. Je dois rassurer les miens. C'est le moins que je puisse faire pour soulager leurs peines. J'entends en bruit de fond mes autres sœurs. Myriam, Maria et Soukaïna, se bousculer pour me transmettre leurs sentiments. Je leur parle chacune un instant. Pour le moment je n'ai pas le bonheur de converser avec ma mère et mon petit frère. Des problèmes techniques retardent encore cette joie. Nous nous contentons de l'inauguration prudente et parcimonieuse de mon ambitieux réseau, dont l'extension à venir va dépasser mes espérances !

J'insiste pour que mes sœurs redoublent de précautions lorsqu'elles refermeront le cache de l'interrupteur : les fils qui alimentent en électricité ses deux pôles ne doivent pas se toucher. A l'allumage du groupe électrogène, cela provoquerait un court-circuit qui attirerait l'attention des gardiens. D'autant que nous ne sommes pas à l'abri d'un démarrage intempestif de son moteur, nos geôliers le mettant en marche sans crier gare ! Je collectionnerai les électrochocs au cours de ma « carrière d'électricien ».

Il est temps de mettre un terme à la liaison radio. Je supplie les miens de tenir, de s'accrocher, en leur promettant d'en faire autant. Je leur demande de transmettre à ma mère un message de réconfort.

— Dites à Maman que je me porte bien, que tant que chacun de nous se battra pour les autres, nous tiendrons. Surtout elle ! Elle est le pilier de notre résistance ! Si elle sombre, ils auront gagné, et il ne nous restera plus qu'à tous crever !

Mes sœurs me conjurent de ne pas m'inquiéter pour le reste de la famille :

— Nous sommes ensemble, nous pouvons nous soutenir ! Pense à toi ! Ne pense qu'à supporter ta solitude ! Ne t'inquiète pas pour les autres, conclut Malika. je m'en occupe ! Nous pouvons parler avec Maman par le trou de l'égout qui sépare les vérandas de nos cellules. Nous pouvons même apercevoir nos reflets mutuels, dans la minuscule flaque d'eau de cette cavité. Rassure-toi Raouf, Maman et le petit vont bien. Halima et Achoura aussi. Tout le monde ne s'inquiète que pour toi ! Bon courage... Bon courage mon frère chéri !...

La communication est close. Je replonge dans mon silence glauque, dans mes humides ténèbres. Le contrecoup de ce bref intermède dans l'isolement est si lourd, si grand, que maintenant il m'écrase.

La gorge nouée, le cœur au bord des yeux, les entrailles criant famine, je m'allonge sur ma paillasse et me recroqueville sous ma couverture en recommandant mon âme à Dieu et ma torture à un sommeil que j'appelle de tous mes vœux.

Maintenant que l'installation relie toutes les cellules, ma solitude peut s'épancher à l'écoute, même brève, des voix de ma famille. Malika a 27 ans, Myriam 25, Maria 18, et Soukaïna 17 ans. Mon petit frère, qui lors de notre enlèvement avait 3 ans, va, en cet été 1980, sur ses 11 ans. Je me languis des miens d'autant plus que je ne les vois pas grandir. Mais pour survivre à mon emmurement, je n'ai

d'autre choix que d'ignorer mes sentiments. Je dois, à chaque instant, résister à la tentation de réagir normalement. Si nous nous laissions aller à la compassion, la réalité qui nous entoure nous serait fatale. Voir sa chair souffrir, sans rien pouvoir y faire, est pire que le plus horrible des traitements ! Je dois constamment tenir en laisse la révolte qui me dévore. Si je la laissais me submerger, ce serait un relatif soulagement, derrière lequel, se refermerait le piège de la folie.

Depuis qu'il m'est possible de parler, d'entendre une voix, ne serait-ce que quelques minutes par jour, je suis en proie à une lutte intérieure. J'essaie de ne pas abuser de cette réserve d'oxygène. Un contact humain même par téléphone interposé bouleverse mes habitudes, brouille mes repères. Les défenses que j'ai si laborieusement développées comme un anticorps, menacent de s'effondrer.

Dans cette obscurité à laquelle je me suis habitué, je tourne en rond, en changeant régulièrement de sens giratoire pour donner un exercice égal à mes appuis. Lorsque j'atteins ma vitesse de croisière, mon orbite peut durer des heures. Il n'y a que mes pieds nus, toujours meurtris, souvent ensanglantés, qui m'imposent de m'arrêter. Les réflexions qui m'absorbent durant ces marches forcées me dopent et anesthésient les douleurs de mon corps.

Un jour dans cette marche effrénée, je sens un petit claquement, une vibration sous mon pied. Je me jette à genoux. Les paumes déployées, j'ausculte le sol à tâtons. Je m'énerve à chercher mon bout de bougie et l'une des trois allumettes quotidiennes auxquelles j'ai droit.

Je plonge la tête dans les trésors de ma paillasse. J'en extirpe un bout de charpie. Je déchire le tissu en fines lamelles pour les tresser. Je fabrique ainsi des mèches presque similaires à celles des bougies. En les imbibant du résidu graisseux de ma gamelle, je m'éclaire à la romaine. Main

tenant que je la vois mieux, je peux étudier la dalle atteinte de « Parkinson ». Il n'y a aucun doute, elle bouge à souhait. A la sentir prête à se décoller, je tremble plus qu'elle. J'ai immédiatement l'ambition de la desceller. Depuis que l'on m'a isolé, je n'ai eu de cesse de tenter des forages. Mais les dalles, encore indemnes de l'humidité, se fracturaient sans se décoller. Apparemment le temps travaille à mes projets. La moisissure, la moiteur permanente viennent patiemment à bout du ciment. Celle qui a vibré sous mon pied s'avère cette fois plus facile à dessertir. Enfin je vais savoir exactement la texture du sol qui est sous mes pieds. Je me vois déjà en souris s'échappant d'un gruyère. Dans l'euphorie je veux bien oublier que le fromage qui m'enferme est de béton. Jusque-là je ne disposais pas d'ustensiles pour travailler efficacement sans laisser de trace. En parlant à mes soeurs, celles-ci peuvent maintenant me faire parvenir ce qui m'aidera. Halima et Achoura se chargent d'enfouir la « marchandise » dans ma pâtée quotidienne. J'ai ainsi reçu un manche de cuillère que j'aiguisse régulièrement et diverses bricoles : ficelle, bougie, petit flacon d'huile pour mes mèches de secours, etc. Le dernier arrivage est une bobine de fil de cuivre récupérée sur l'enceinte providentielle, accompagnée d'un mot :

— Nous avons fait ce que tu nous as dit. Nous chassons partout le moindre millimètre de fil. La récolte du baffle a dépassé nos espérances. Nous avons six bobines comme celle que nous t'avons envoyée. Regarde d'abord à quoi elle peut te servir et on t'enverra le reste. Pour l'instant la « valise » fonctionne toujours, les gardiens continuent de froisser le nez. Ils nous laissent vider ton seau. Ta boîte aux lettres, grâce à Dieu, opère encore. Jusqu'à maintenant les gardes ne plongent pas la main pour fouiller dans ta gamelle. Lorsqu'on se parlera au téléphone, tu nous diras si ton idée de transformateur pourrait alimenter la radio à

partir du secteur, ne serait-ce que pendant l'heure d'éclairage des cellules. Tout le monde va bien et t'embrasse mille fois. Les tiens qui t'aiment de tout leur coeur.

Ma mère veut me faire parvenir la radio ou plus exactement son squelette. Les piles sont mortes depuis longtemps. La petite réserve qu'elle et mes soeurs ont préservée nuit et jour de l'humidité en la portant à même la chaleur de leurs corps, est épuisée. J'ai le fol espoir de pouvoir bidouiller une sorte de transformateur filtrant les 220 volts du réseau en 12 volts pour alimenter la radio. De toute façon, tant que je ne suis pas arrivé à aménager une cache sous mes dalles, je préfère ne pas recevoir ce que je ne peux mettre à l'abri d'une éventuelle descente de nos geôliers. Encore faudrait-il parvenir à l'ouvrir et à la refermer à volonté, sans la casser. Je dépose ma lampe à huile près de ma « patiente ». Mes mèches de fabrication locale trempées dans l'huile me procurent une lumière diffuse, tremblante et incertaine. Ma vue, s'étant adaptée à son environnement obscur, se satisfait amplement de ce halo lumineux. Muni de ma queue de cuillère, je commence mon forage. Sa progression est laborieuse, elle nécessitera plusieurs jours. Il faut limer, limer jusqu'à exténuation. J'ai le corps en nage et les mains en sang. Afin de ne pas gaspiller mon eau, j'utilise mon urine pour mouiller les joints de ciment. La queue de cuillère creuse d'énormes cloques dans mes mains moites. J'enrobe mes paumes d'un chiffon. J'ai moins mal et une meilleure prise sur ma foreuse.

Ma patience est récompensée. Lorsque je soulève la dalle, elle me dévoile le parapet de ciment sur lequel a été fixé le carrelage. Pour en venir à bout j'ai besoin d'un instrument autrement plus solide que ma queue de cuillère. Je décroche l'anse de mon seau et l'étale au sol pour lui donner une forme droite. Au centre du carré de quinze centimètres de côté, dénué de sa dalle, je fore un

petit trou. Après avoir mouillé le ciment, j'y introduis la pointe de la tige métallique du seau, que je fais pivoter comme une chignole. Il me faut, à partir du centre, élargir l'orifice pour pouvoir y introduire mes deux mains jointes. Je dois prendre garde à ne pas entamer les quatre coins de ciment indispensables à soutenir la dalle lorsque je la refermerai. Sans ces angles de béton, elle s'enfoncerait et resterait flottante. Cette étape du forage, la plus délicate, ne peut être réalisée qu'en plusieurs séances. Chaque fois que je remets en place la dalle, elle doit adhérer sans jeu ni tremblements aux bordures de ciment sur lesquelles elle est déposée. Or, quoi que je fasse, je n'arrive pas à éliminer une vibration, qui trahirait mon entreprise si quelqu'un venait à la sentir sous son pied. La terre argileuse que Halima et Achoura ramassent dans la cour nous sert de savon pour notre vaisselle, de dentifrice pour nos dents mais je lui trouve une fonction supplémentaire. En tamisant cette argile à travers un bout de moustiquaire, en l'imbibant d'eau, on obtient une glaise malléable, élastique, souple. Ce mastic déposé en petite boulette au coin de chaque angle qui supporte la dalle, permet une adhésion parfaite. En martelant délicatement sa surface elle prend parfaitement sa place, engluée par cette pâte à modeler naturelle qui la stabilise comme une ventouse. Lorsque l'argile se solidifie, le tour est joué. La dalle ne bouge plus, elle est figée dans la position dans laquelle je l'ai ajustée avant que le « mastic » ne se soit solidifié. Reste alors à colmater les fentes qui séparent la dalle de ses voisines. L'argile est parfaite pour les combler, mais elle est jaunâtre, plus claire que le sol encrassé. Au séchage elle tranche avec les joints en ciment, noirs d'humidité. Il faut donc lui donner une couleur homogène, qui n'attirerait pas l'attention. Il me vient l'idée de saupoudrer le mastic qui colmate le pourtour avec de la cendre et de la suie de bougie. L'argile encore humide

s'en revêt parfaitement. Au séchage il est impossible de noter une différence avec le ciment qui enchâsse les autres dalles. Pour l'instant je me procure un peu de cendre comme je le peux, brûlant quelques résidus de ma paille. Il faudra passer la consigne à Halima et Achoura pour qu'elles m'envoient la cendre du foyer de bois qui leur sert de cuisine. Ma cache est bientôt prête. Je peux sécuriser le kit de survie que me procurent, au fur et à mesure, les livraisons.

Les « coups de téléphone » se multiplient. Les messages se relayent. La vie dans les cellules s'anime d'un élan nouveau, d'une frénésie appliquée. Dans le noir et en silence, nous consacrons toute l'énergie qui nous reste à parfaire nos moyens de communication en particulier, notre résistance en général.

Lorsque je parlais, plus haut, d'un « accord de paix et de coopération » avec d'autres espèces, je n'exagérais rien. En prospectant le mur qui sépare la cellule de Halima et Achoura de la mienne, un détail attire mon attention. A la base des parpaings, près de l'angle, un soupçon de poudre de ciment forme une tache claire. Je fouille du doigt la proximité de ce minuscule amas et je sens une cavité infime. A genoux, le nez au ras du sol, j'avance ma bougie pour sonder le trou. Je me brûle les cils et quelques cheveux en tentant de suivre de l'œil, le filet de lumière qui vacille dans l'interstice. Je regarde dans cet « œil-de-bœuf » et tombe sur un gros scarabée sortant en marche arrière du tunnel qu'apparemment il a entamé. Sa carapace est poussiéreuse et ses pattes aussi engluées que des chenilles d'engin mécanique. Je l'observe émerveillé. Pour un moment, il me fait oublier ma misère. Le monstre finit sa manœuvre. Maintenant je peux voir sa corne de rhinocéros : elle est blanche de poudre. Cette excroissance lui sert à la fois de

perceuse et de bélier ! Il nettoie ses pattes des résidus de l'excavation, puis replonge dans sa galerie. Je poursuis ma surveillance. Le bulldozer ressort. Il effectue la même opération. Il évacue la terre qu'il extrait du tunnel. Je suis sidéré. A sa troisième manoeuvre, je l'emprisonne dans ma main. Tel Pharaon, il construira mes pyramides ! J'introduis l'excavateur à pattes dans l'étroit boyau qu'il a commencé à creuser. Lorsque le scarabée travaille, je condamne la sortie du tunnel avec de la mie de pain, en y faisant des trous d'aération : je ne voudrais pas que mon chef de chantier s'asphyxie. Mais en lui condamnant toute retraite, le malheureux n'a d'autre choix que d'aller de l'avant. L'épaisseur de la cloison qui me sépare de mes voisines n'excède pas les trente centimètres. Si le scarabée excave une dizaine de centimètres, ce sera suffisant. Le reste, je l'attaquerai avec la tige du seau. J'ai transmis à Halima et Achoura la façon de procéder pour essayer un forage similaire de leur côté. Dans toutes les cellules c'est la chasse aux scarabées. Pour que nos trous se rejoignent et ne fassent qu'un, il faut que mes voisines percent à l'endroit exact où mon scarabée et moi sommes en train de forer ! Sinon nos boyaux pourraient se croiser sans faire jonction. Je mesure en partant de l'angle du mur, les coordonnées précises du conduit grâce à une ficelle. Que j'expédie ensuite à mes voisines, par la « valise diplomatique ». Elles n'auront qu'à rapporter sur leur mur, les mesures marquées par les nœuds du cordon. Beaucoup de scarabées périront dans la grande œuvre. Lorsque ces martyrs ont suffisamment fait avancer le tunnel, j'y introduis le manche du seau. Jour après jour, j'espère rencontrer la tige avec laquelle Halima et Achoura travaillent de leur côté.

Bientôt je dispose d'un conduit me reliant à mes voisines. On peut y introduire un bout de tuyau d'un demi- centimètre de diamètre. Halima, en ramassant la terre

argileuse dans la cour, a déterré un tronçon de tuyau à gaz correspondant aux mensurations du trou qui traverse l'épaisseur du mur. Le tuyau dépasse d'une dizaine de centimètres de part et d'autre du mur. À travers ce cornet je parviens à parler à mes voisins qui peuvent, en utilisant un entonnoir en carton, me ravitailler en eau. Je suce directement le liquide de l'extrémité du tuyau comme on se désaltère au bec d'une fontaine. De plus, le trou me sert à envoyer mes messages. Je les attache à l'extrémité du manche de mon seau, pousse la tige dans le boyau et Halima et Achoura récupèrent le « pneumatique » de l'autre côté, puis le transmettent à mes soeurs. Pour reboucher ce nouveau parloir, j'utilise le même procédé que celui du maquillage de la dalle. Je colmate le faible diamètre du trou avec une boulette de terre glaise. Je frotte, sur ce mastic, de la cendre et un peu de suie. J'essuie le mur sur le pourtour de cette tache d'argile devenue grisâtre, mais encore trop fraîche. Je la chauffe à la flamme de ma bougie en la noircissant de suie à souhait. Une fois le maquillage fini, l'orifice est indécélable dans la grisaille et les moisissures des murs.

Nos corps sont plus maltraités, plus torturés que jamais, mais nos êtres ressuscitent dans ce combat désespéré pour la survie. Jamais l'adversité ne paraît plus insurmontable que lorsque l'on arrête de résister.

J'ai réceptionné la radio. Mais la possibilité de l'alimenter par un transformateur bricolé s'avère impossible. Four l'instant j'ai fabriqué dans ma couverture, une housse. Avant d'enfourer la plaque où sont soudés les composants du transistor, je l'enveloppe dans cette ouate qui la protège de l'humidité accrue du sous-sol. Le bâtiment en L où se trouvent nos cellules est surélevé. La construction repose sur un mètre et demi de grosses pierres de carrière, de sable

et de caillasse. Ces grosses pierres permettent l'aération des fondations. En soulevant ma dalle, j'ai percé un cercle de faible diamètre dans le parapet de béton sur lequel repose le revêtement carrelé du sol de mon cachot. La moitié de mon visage plaquée à cette ouverture, j'étudie attentivement cet empilement de pierres, de petites caillasses et de sable et je me délecte du courant d'air frais qui circule sous le bâtiment pour aérer ses fondations. Au pire de la claustrophobie, lorsque mon isolement m'écrase, j'ai envie de hurler, de griffer les murs jusqu'à ce que mes ongles se brisent et saignent. Parfois je laisse sur le plâtre les griffures d'une bête féroce se fracassant contre les barreaux de sa cage. J'ouvre ma dalle, j'y plonge la face comme on s'applique un masque à oxygène pour ne pas laisser l'ivresse des fonds emporter mon esprit. Je respire alors, à pleins poumons, l'odeur âcre et moisie du sous-sol. Je reste là les yeux clos à m'enivrer de ce « bol d'air » que ne m'envierait même pas le plus austère et solitaire des reptiles.

Mais j'ai ce que n'ont pas les rampants : rire de tout et de soi c'est conjurer ses angoisses et mystifier le malheur. Chaque fois que j'ouvre ma dalle pour respirer, je lance à Emma :

— A tout à l'heure ma belle, je pars à la montagne, renouveler mes globules rouges !

Je ne fais pas que m'aérer, je plonge le bras dans le sous-sol. Les pierres simplement déposées les unes sur les autres ménagent des espaces suffisants pour que je puisse glisser mes mains entre les interstices. Je renforce les parois de ce petit puits, en les solidifiant d'un mortier de cailloux et d'argile mouillée. Je travaille avec l'attention et les précautions d'un démineur. Lorsqu'un bloc glisse sur les autres cela provoque un son sourd, une vibration mate, comme le frottement des disques de granit d'une meule primitive ! Souvent, un bloc m'éclate le doigt dans la manœuvre. Je

gémis en silence jusqu'à en avoir le front mouillé. Des larmes jaillissent de mes yeux sans que je m'en rende compte.

Depuis Tamataght dans les montagnes de Ouarzazate, je ne cesse d'être obsédé par une évasion. Je crois qu'avec les hémorroïdes, c'est le mal dont souffrent tous les détenus du monde. Il faudrait pour atteindre le sol de la cour, dégager le mètre cinquante de caillasse qui sépare le parquet de la cellule de la terre naturelle. Ce qui supposerait d'étayer, avec des claies de bois, le parapet de béton qui soutient les dalles. Mon esquisse d'évasion bute sur une amère réalité : pour creuser un tunnel, il faut pouvoir évacuer la terre et les pierres de son forage ! Pour le moment je me contente donc d'inhaler à pleins poumons les courants d'air du sous-sol.

J'entretiens régulièrement le matériel précieux que je cache sous ma dalle. Je nettoie le plus souvent possible le mortier qui enrobe les parois de ce petit puits. J'en élimine les moisissures. Mais l'objet de toutes mes attentions, c'est le transistor désossé. Je nettoie chaque jour sa plaque avec un petit pinceau que j'ai confectionné de duvets d'oiseau noués à une brindille. Pour chacune de mes inventions il faut que je passe le « bon de commande » à Halima et Achoura, les seules à accéder à la cour pendant la distribution de la gamelle. En ramassant la terre argileuse pour la vaisselle, elles sont autorisées par nos geôliers à faucher parmi les mauvaises herbes une sorte d'épinard sauvage qui améliore l'ordinaire. En le faisant bouillir nous l'ingurgitons comme des algues. Ça n'est pas très bon, mais c'est un apport en fer. Halima en profite aussi pour ramasser quelques figes sèches ou écrasées. Les malheureuses enfouissent dans leurs haillons le moindre objet ou débris susceptible d'être utile à notre combat.

De toutes les livraisons que j'ai reçues, aucune n'est plus importante à mes yeux que la radio. Ce transistor est plus précieux que ma vie, j'ai comme la certitude qu'il servira encore. Heureusement que la nuit je branche le téléphone. Nous avons réussi à fabriquer de longs fils qui vont de ma cellule à celle de mes sœurs. Le boyau me reliant à mes voisines sert de passage. Ensuite Halima et Achoura déploient l'installation jusqu'à l'égout de leur véranda qui communique avec la geôle des filles. De là, mes sœurs traînent le double fil jusqu'au mur mitoyen du cachot voisin. Elles se connectent par un trou comme le mien à la cellule de ma mère. Pour ne pas multiplier les parasites sur l'installation, nous ne connectons que trois petits haut-parleurs que nous appelons entre nous des micros. Tous branchés, nous pouvons alors converser. Sous ma couverture pour étouffer ma voix, je parle aux miens. J'essaye de les imaginer :

— Combien mesure maintenant Abdelatif ? A quoi ressemble Soukaïna ? Maria ? Elles sont devenues des jeunes filles ? Myriam est-elle toujours aussi anémiée ?

Chacun se décrit aux autres, de manière à les rassurer. Nous nous dépeignons de façon idyllique. Nos pieux mensonges sont loin de la terrible réalité. Nous évitons de faire le triste bilan de nos maux. Ses douleurs intimes, chacun essaye de les garder pour lui. Le plus souvent nous rions de bon cœur. Je fais le pitre pour soulager comme je le peux notre détresse commune. J'inaugure toujours l'ouverture des « émissions » par un hululement, piètre imitation des légendaires émissions de la BBC pendant la Seconde Guerre mondiale :

— Les Français parlent aux Français ! Radio Paris ment, Radio Paris est allemand !

J'ai toujours été féru de cette période de l'histoire. Elle fait partie de ces époques terribles, où la folie des hommes

se déchaîne et leur barbarie primaire vomit le chaos. Mais c'est aussi dans l'exception de ces événements, que leur humanité magnifiée a gravé pour l'éternité des histoires fortes d'immenses drames, de sacrifices suprêmes, emplies d'amours légendaires, d'amitiés éternelles aux preuves splendides. J'étais encore adolescent lorsqu'un jour mon père, en me sermonnant, me dit :

— Ha ! Le grand Charles¹ avait bien raison ! Sais-tu ce qu'il a dit à la libération de Paris ?

Devant mon ignorance, il continua :

— Le général a dit : « Nous vivons des journées que les générations à venir ne se relèveront peut-être pas de n'avoir pas vécues ! »

Fort de son expérience, Oufkir se désolait que, tout comme ma génération, je sois privé de faire la mienne dans des conditions aussi exceptionnelles, aussi structurantes. Lui et moi étions loin de nous imaginer que mon destin y pourvoirait de façon impensable.

Nous sommes à l'orée du ^{xxi}e siècle et pourtant nous vivons un drame digne des années 1940. Nous traversons notre guerre, en marge du monde civilisé pour lequel ce genre de misères est censé être relégué aux livres d'histoire ! Nous sommes ensevelis vivants, sans autre crime que celui d'être nés et de porter le nom que nous portons. Mais plus on essaye de tuer une identité, plus elle s'enracine. La persécution au lieu de nous réduire, nous a douloureusement façonnés comme le feu fond le métal pour le remodeler. Le moule de la souffrance nous a habillés d'une armure de guerre. Notre longue agonie est hors du temps. Chaque seconde s'égrène empoisonnée de tous les tourments de l'enfer. Nous n'avons même pas l'assurance de

1. C'est ainsi que mon père aimait à appeler Charles de Gaulle.

savoir la peine qui nous est fixée. Lorsque l'on connaît la durée de son enfermement, le corps et l'esprit se résignent. On coche les jours qui rapprochent de la libération. Aussi longue que soit la sentence à purger, la vie en prison se rythme sur ce repère. Nous, nous n'avons ni la chance de connaître l'échéance de notre calvaire, ni celle d'avoir les conditions de détention des pires droits communs !

Jamais je n'aurais pu penser l'être humain capable d'une telle résistance, d'un tel acharnement à survivre et d'une telle imagination pour s'extraire du cauchemar. Beaucoup de gens aujourd'hui me disent : « Mais comment avez-vous pu survivre ! Moi je n'aurais jamais pu ! Je me serais suicidé ! » Au risque de décevoir d'éventuels admirateurs, je ne pense pas que nous soyons des surhommes. Personne n'est préparé aux épreuves. L'histoire du monde foisonne de millions d'innocents, de gens paisibles, normaux, qui ont vu leurs existences chavirer dans l'épouvante. Pourtant ces femmes, ces hommes, ces enfants ont fait face ! Ils le doivent à ce réflexe de survie qui libère un potentiel insoupçonné. Le bonheur vous révèle aux autres, le malheur vous révèle à vous-même. Ces forces étonnantes que libère la volonté de vivre, sommeillent en chacun de nous. Si nous n'avons pas craqué c'est parce que chacun de nous devait préserver les autres : c'est parce que tous, nous nous battions pour notre nom, notre identité ! Celui qui aurait renoncé, non seulement se serait tué, mais aurait assassiné les autres. Si nous devions nous laisser mourir, ce serait d'un commun accord. Mais jamais nous ne nous renierons !

Pour l'instant nous luttons. Soudés, unis, nos épreuves nous noient, mais notre espoir surnage. En ne faisant plus qu'un, même nos faiblesses deviennent force ! L'installation fonctionne toujours même si les avaries sont nombreuses.

La nuit nous nous branchons. Malika, pour meubler le temps, a commencé à raconter une fiction dont elle ignore encore l'impact. Ses sœurs autour d'elle, connectée à la cellule de ma mère, elle conte une histoire passionnante qui durera sept ans. C'est une saga se déroulant à l'époque des tsars. Cela devient le feuilleton à succès de nos cachots. Mes sœurs se relaient, pour raconter la version, en arabe, à Halima et Achoura. Bientôt l'auditoire réclame des séances de jour. Je ne rattrape l'histoire que la nuit lorsque je me connecte. Pour m'occuper, je deviens le fonctionnaire de l'Etat civil. Je trouve des noms aux personnages.

Les années se confondent pour moi. Lorsque nous nous parlons au téléphone, nous nous chamaillons :

— Nous sommes en 1980 ! dis-je.

— Non, nous sommes déjà en 1981 ! me répond-on.

Je ne renonce pas à triturer la radio. Même si je n'ai toujours pas trouvé d'énergie pour la faire fonctionner. J'attends chaque jour un miracle qui en fasse jaillir un son. Ce miracle va advenir au moment où je m'y attends le moins. Un de nos geôliers profite de la distribution de la gamelle pour jeter un petit billet à Halima et Achoura. Il est rédigé en arabe : « J'ai fait la guerre des Sables au côté de votre père. Je vais essayer de vous aider, si Dieu le veut. » Nous rédigeons immédiatement une réponse. Nous avons besoin de piles et de stylos-billes. Ce sous-officier risque sa vie en nous secourant. Pourtant il va le faire avec une témérité et une générosité exemplaires. Lorsque le staff rentre pour distribuer l'unique repas quotidien, Achoura détourne l'attention sur elle. Le sous-officier en question jette alors quelques piles et stylos à Halima.

Imaginez l'événement pour nous ! Je vais enfin pouvoir réanimer le transistor. En réceptionnant la précieuse cargaison, je suis si ému que j'en tremble de tous mes membres. Je déterre la plaque du transistor complètement dépouillée.

Deux fils en pendent, ce sont les pôles d'alimentation. Je demande à mes voisins de dépecer un bidon de plastique, pour m'en envoyer un rectangle de dix-huit centimètres sur douze que je chauffe sur une bougie jusqu'à ce que la matière s'assouplisse et devienne malléable. Je la roule en un cylindre du diamètre exact des piles. Je soude le tube sur sa longueur. Aux extrémités de cette gaine les deux fils d'alimentation sont maintenus avec du mastic. La nuit venue, l'installation est déployée. Tout le monde se connecte. Je branche la radio au réseau. Grâce aux micros, toutes les cellules suivent les émissions. Enterrés dans nos fosses, nous nous accrochons aux échos du monde. Après de menues blagues et quelques fous rires salutaires, j'annonce le programme. Les heures d'émission sont comptées. Il faut économiser les piles. Les informations sont incontournables. RTL, Europe 1. Radio France Internationale deviennent nos yeux, notre souffle, la sonde vitale nous distillant un soupçon de vie. Les équipes rédactionnelles deviennent nos familiers, nos compagnons. Philippe Leymarie, Charles Lescaux, Carmen Bader. Je suis de près les interventions d'Alain de Chalvron, le correspondant de RFI au Liban. J'ai de la sympathie pour cet homme de terrain qui fait bien son métier dans un Beyrouth martyrisé. Mais je suis à mille lieues de supposer qu'un jour le destin fera se croiser nos routes.

Dans l'abandon le plus complet et l'indifférence générale, si les médias nous ignorent, nous nous intéressons à eux. Ainsi emmurés, les voix des journalistes et des animateurs deviennent les « voix des anges » ; oui, nos anges gardiens. qui à leur insu nous soutiennent, nous veillent. Leurs timbres, leurs tonalités, leurs caractères, leurs propos sont autant de harnais qui nous empêchent d'être aspirés par les abîmes. Du fond de ce camp maudit, les animateurs et les animatrices nous susurrent sans le savoir un message

d'espérance. Ils sont notre seule famille. Gonzague Saint- Bris et sa ligne ouverte sur Europe. Colette Bertoux et ses chroniques de santé sur RFI. Claude Villers, Jean-Louis Foulquier, Macha Béranger, Clémentine Célarié et ses programmations musicales excellentes, Eve Ruggieri et ses biographies radiophoniques. L'inimitable Pierre Bellemare et ses énigmes policières captivantes. Philippe Alfonsi et ses rétrospectives sur les événements politiques internationaux majeurs. Voilà la sonde qui nous maintient en vie. Certaines émissions sont pour nous des messes. Bien que nous prenions rarement le risque d'écouter la radio durant la journée, nous ne résistons pas à quelques-uns de nos programmes préférés. Nous sommes avides de Maître Bernard Pivot et de ses raffinements littéraires, de Philippe Bouvard et de ses *Grosses Têtes*. Les rires que nous arrache *L'Oreille en coin*, le plaisir que nous procurent les émissions phares méritent les risques que nous prenons. Le *Pop Club* de José Artur tient le haut du pavé, il agrmente quelques heures de nos nuits désolées.

Les *Radioscopies* de Jacques Chancel nous absorbent. Peut-être que ce grand ami d'Hassan II, qui connaît bien le Maroc, évoquera les droits de l'homme dans le royaume, pensons-nous. Lorsqu'il reçoit le souverain, nous l'écoutons, le souffle coupé. Le roi a sa voix de tous les jours, celle qui nous est familière. Son timbre n'est pas celui des occasions officielles. Nous attendons désespérément que Chancel l'interroge sur nous. La Radioscopie touche presque à sa fin. L'intervieweur ne pose que des questions où le roi se délecte. Le terrain de prédilection d'Hassan II, c'est l'international. Tant qu'on évite de l'interroger sur son «jardin secret », il est de bonne compagnie, sait recevoir et se montre comme un homme moderne et pragmatique. Il est certain que, vu du palace de la Mamounia, la réalité marocaine apparaît idyllique. Que de personnes ont

crié leurs critiques, leur indignation sur certaines affaires, puis, reçus par le roi. ont subitement manqué de courage... Seules certaines personnalités affirmées du journalisme ont gardé leur intégrité morale et professionnelle en face de lui. Sans tous les citer. Messieurs Jean Daniel, Alain Duhamel, Mesdames Michèle Cotta, Anne Sinclair, en font partie.

La *Radioscopie* touche à sa fin. Nous nous consolons :

— Mieux vaut qu'il ne parle pas de nous, plutôt que d'encaisser une déception.

Mais Jacques Chancel revient sur le passé :

— Sire, à votre âge vous avez tout connu, les succès, la trahison !

Cette question qui victimise d'emblée le roi lui donne le beau rôle. Ce retour sur le passé provoque un silence. Hassan II marque d'un temps, avant de répondre :

— Conduire un pays c'est comme conduire une voiture, si on passe son temps à regarder dans le rétroviseur, on fait un accident. Le coup d'Etat de 1972, la trahison du général Oufkir... Cela a été fait avec une telle injustice que je ne pardonnerai jamais ! Parce que ces gens ont été proches de moi, très proches. Ils m'ont profondément blessé.

Il est évident qu'Hassan II ne fait référence qu'à nous. Qui a pu être si proche de lui, certainement pas les militaires qui agonisent dans le bagne mouroir de Tamataght. Pourtant, Chancel n'ira pas plus loin. Il conclut sur des questions familiales, les rapports de père qu'Hassan II entretient avec ses enfants. Le roi se répand en conseils éducatifs, en principes plus nobles les uns que les autres. Sa vision de la société semble inspirée de *L'Esprit des Lois* de Montesquieu, qui selon Sa Majesté est son livre de chevet. Nous encaissons en silence. Nous sommes seuls, ignorés du monde, et le roi clame sa haine, sa vengeance haut et

fort, sans que personne n'ait le courage de lui faire entendre raison !

Nous parlons des journalistes, des animatrices et animateurs comme de l'un de nous :

— T'as entendu hier José ? Il avait la pêche ! Gonzague était fatigué... Oui, c'est la grippe ! T'as entendu Alain de Chalvron ? Ça chauffait autour de lui ! Eh hé ! Il était inspiré hier, le père Chancel ! C'était génial, la musique que Clémentine a passée hier dans la nuit !

Je ne remercierai jamais assez tous ces hommes et ces femmes. En faisant leur métier, ils ont, sans le savoir, accompli la plus noble des missions : soulager la misère d'autrui.

J'ai une passion particulière pour les *Dossiers de l'histoire* d'André Castelot et Jean-François Chiappe et les émissions d'historiens comme Henry Amouroux ou Pierre Miquel. Ce dernier est un si bon conteur qu'il m'a fait chevaucher aux côtés d'Alexandre, de Jules César, d'Hannibal, et de Napoléon. Ses récits fabuleusement racontés prennent un relief particulier. Une musique médiévale les ponctue ; elle est signée Angelo Branduardi. J'ai tellement fredonné ce générique sonore en tournant en rond dans mon cachot, qu'il est devenu un hymne. Lorsque, le 13 septembre 1993, la vie me comblera d'une adorable fille. Tanya Alya. la première berceuse qui me viendra aux lèvres sera cet air médiéval. Quand on a voulu vous exterminer pour votre identité, la plus grande des victoires, c'est d'y avoir survécu, et surtout d'avoir pu se perpétuer. J'espère qu'un jour ma fille lira ces lignes pour y puiser la force d'exister et s'imprégner de sa responsabilité de faire bon usage de ce défi.

Nous essayons de nous donner les moyens d'un autre refuge, réécriture. Le sous-officier héroïque qui nous ravitaille ne prend son poste qu'un mois sur trois. Il est hors

de question de faire courir un risque supplémentaire à notre bienfaiteur. Les carnets ou cahiers seraient trop volumineux pour nous être jetés aussi discrètement qu'une pile ou un stylo.

Maintenant que nous disposons de huit piles et de trois stylos Bic par trimestre, il nous manque un support pour écrire. Nos geôliers rentrent, tous les trois jours, un carton de pain. C'est la ration : un quart de pain rond par personne et par vingt-quatre heures. Rabat tient à ce que nous le mangions sec. En outre, il est plus pénible d'avoir un quignon à portée de main et de s'autorationner pour assurer une pitance régulière. Lorsque nos gardiens jettent le carton dans la cellule des filles, celles-ci doivent le vider et le tendre à l'officier, qui claque immédiatement la porte et tourne violemment la clé dans la serrure. Nous avons mis au point un stratagème pour nous procurer du papier. Les filles vident au plus vite le carton de son pain, puis détachent une fine pellicule de papier de ses faces internes. Soukaïna est passée maître dans la « mue » discrète de notre cabas à pain. Nous détrempons cette pellicule arrachée au carton. Il faut alors procéder à un gommage délicat de la pointe du doigt, éliminer les imperfections et niveler l'épaisseur du papier afin de le rendre lisse. Ensuite, on le laisse sécher sous la pression d'un poids, pour empêcher qu'il se gondole. Enfin lorsqu'il est bien sec, nous y découpons des feuilles égales que nous cousons de fil pour les joindre en petits carnets. Nous sabotons régulièrement le fond du carton pour que les différentes équipes qui nous apportent le pain, le changent le plus souvent. Soukaïna retranscrit l'histoire que Malika raconte. Le feuilleton interminable passionne ma mère et mes sœurs.

À l'autre bout du bâtiment, isolé, en marge des autres, j'ai besoin d'entendre les miens mais un fossé nous sépare. Même dans ces conditions inhumaines la cohabitation dans

une cellule conserve un minimum de rapports sociaux. Ma solitude m'a fait perdre le sens du contact humain. Mon seul compagnon entre ces murs, c'est moi ; mon vrai soutien, ce sont mes pensées et mes rêves. Mon plus grand soulagement, c'est lorsque je peux écrire. Sur un de ces carnets de fabrication artisanale, à la flamme vacillante d'une bougie, je griffonne des pattes de mouche. Les lignes sont si serrées, les lettres si microscopiques, que mes pages ressemblent à des microfilms. J'écris une centaine de poèmes et de fables. Je commence un roman. Malheureusement je n'ai pas pu l'écrire jusqu'au bout. Le papier manque.

Quels que soient nos moyens de résistance, la souffrance nous écrase, les années s'accumulent, et le cauchemar va grandissant. La mort plane. Affamés, de plus en plus maigres, nos corps fourbus, malades, n'en peuvent plus. Myriam continue ses hémorragies ; ses hémorroïdes ont dégénéré. Un amas de chair purulent de la taille d'un bol l'empêche même de s'asseoir. Chaque fois qu'elle va aux toilettes, c'est un calvaire. Elle saigne en quantité impressionnante. Les filles sortent un pot empli de ce sang tous les deux jours. De leur côté, nos geôliers restent indifférents. Nos poumons sont ravagés par les infections successives, nos dents tombent, nos os sont rongés par l'humidité, les dysenteries nous harcèlent. Chaque grippe que nous contractons manque de nous tuer. Fiévreux jusqu'au delirium. grelottants, nous restons prostrés des jours. Parfois je suis si malade qu'il faut que je rampe jusqu'à mon écuelle. Mon abcès est toujours aussi douloureux et handicapant. Je le tiens en respect par l'opération habituelle, en vidant la poire qui m'obstrue le palais par une pression laborieuse et torturante.

Mes gardiens sont surpris de me voir encore vivant. Je tourne comme un automate dans mon cachot obscur. Mes longues méditations, mes rêves sont la sève qui m'irrigue et me maintient en vie. Je repasse en boucle le film de mon existence. J'entretiens précieusement mes souvenirs parce qu'ils sont le sanctuaire de mon identité et que cette dernière est l'âme de ma résistance.

C'est toujours le même rituel. Immobile sur ma paillasse, un chiffon humide sur les yeux, le temps se fige. Ma mémoire envahit le présent. Mon passé ressuscite. Je m'y plonge en trois dimensions. Je le traverse comme un fantôme. Je le revis, je l'analyse. Alors dans le néant de cette fosse, les images défilent...

Chapitre IX

Les dorures empoisonnées

Nous sommes au printemps 1970. Chez nous. c'est la routine. La maison est pleine des allées et venues d'intimes et de collaborateurs de mon père. Le séjour sert de lieu de travail et de détente. J'y fais, comme d'habitude, un tour pour servir les convives et veiller à ce qu'ils ne manquent de rien. Oufkir n'aime pas trop que les membres du personnel aient accès au salon et aux conversations qui s'y déroulent, qu'elles soient politiques, ou privées. A l'exception de Patrice, un orphelin que mon père a recueilli et éduqué auprès de moi tel un frère. Mon père l'a baptisé du prénom de Patrice parce qu'il fit son entrée à la maison en 1961, le jour de la mort de Patrice Lumumba¹. Ce petit garçon noir comme l'ébène, sage comme un ange, muet comme une carpe, a toujours suscité l'affection du général. Patrice a poursuivi ses études jusqu'au BEPC mais a décidé un beau jour de les interrompre. Même mon père ne parvint à le convaincre du contraire.

1. Leader du Mouvement national congolais, il devint Premier ministre en 1960, lors de l'indépendance du pays. Arrêté par Mobutu la même année, il fut sauvagement traité et assassiné.

— Je veux, mon général, vous servir pour vous rendre un peu de ce que vous avez fait pour moi.

— Mais, Patrice, lui avait rétorqué Oufkir, si la vie t'a donné une chance de t'élever, pourquoi voudrais-tu la gâcher dans un labeur sans ambition ?

— Parce que, mon général, les hommes ambitieux sont légion, et les serviteurs de confiance rares...

Rien n'y fit : Patrice eut gain de cause à la condition de poursuivre ses cours à mi-temps.

Je me rends donc au salon puis je pars m'adonner à l'un de mes passe-temps favoris : m'asseoir avec les chauffeurs et les gardes du corps ou faire la tournée des postes de garde pour partager la popote des soldats. Je fume quelques cigarettes en disputant avec eux des parties de dames acharnées sur un carton aux cases délavées, avec pour pions des capsules de bouteilles.

J'attends impatiemment aussi que Ben Jelloun, un chauffeur mécanicien confirmé qui a la gentillesse de dépanner ma moto récalcitrante, ait fini d'en remonter le carter. Je suis en effet invité chez le prince Moulay Abdallah, le frère du roi. En attendant, je discute avec les policiers en civil assis dans le garage. Ces hommes, au service de personnages importants ou subalternes, assouvissent ma curiosité, mon plaisir, de leurs révélations graves ou cocasses. Me voyant de plus en plus aux côtés de mon père, en des occasions graves, importantes, des circonstances particulières, ils en sont venus à me considérer comme des leurs. D'autant qu'accédant au salon comme je le souhaite ou presque, je leur suis à mon tour utile à plus d'un titre. Ainsi lorsqu'une partie de cartes ou de dames les absorbe, je n'omets jamais d'alerter l'intéressé que son patron s'appête à sortir. J'intercède aussi pour eux lorsque je le peux, je les couvre même à l'occasion, comme l'infortuné chauffeur de Driss

Slaoui, proche conseiller du souverain et ami intime de mon père qui, dans une manœuvre précipitée sur un parking bondé de voitures, éborgna le feu de la Citroën Maserati fraîchement offerte à son patron par Hassan II. Son désarroi me fit aller trouver son supérieur.

— Aâmi¹, je suis franchement désolé, mais j'ai fait une bêtise...

Ainsi, au fil des années, se sont tissées entre ces hommes et moi des relations privilégiées. Lorsque les rivalités entre leurs chefs s'exacerbent au point d'influer sur les rapports de ceux qui les servent, je ne suis pas de trop pour désamorcer un début de conflit. En de rares occasions, il m'est même arrivé de m'interposer pour éviter que cela ne dégénère.

Le silence absolu étant la condition présidant à leurs confidences, il n'est bien sûr pas question d'effleurer les sujets importants. Le clan le plus hermétique est celui des Aayounis, comme on les surnomme chez nous, Berbères du Sud-Est originaires de la région de mon père. Ces hommes du désert, aux silhouettes élancées, aux yeux de faucon, se distinguent par leur austérité, leur culture du secret, leurs manières simples, leur détachement matériel et leur fidélité aveugle à Oufkir. Leur attitude est digne, impassible, leur allure noble, guerrière. Ils furent pour moi le dernier bastion à conquérir pour affirmer mon initiation à l'univers mystérieux du pouvoir. Précoce - j'ai été pubère à 12 ans-, j'ai vu alors l'attitude des Aayounis sensiblement changer. Lorsque, à 13 ans, après maints refus de mon père, j'ai eu enfin l'autorisation de prendre des cours de tir sous leur férule experte, ils me témoignèrent leur considération. Depuis, c'est à l'écoute de leurs commentaires, de leurs

1. « Tonton >> en langue arabe dialectale.

silences, de leur comportement que je palpe le pouls des situations. Plus le personnage qu'ils servent est élevé, plus leurs propos prennent la solennité d'une prophétie. L'acuité de leurs diagnostics va souvent se vérifier. C'est auprès de leurs supérieurs, au gré des conversations du salon, que je le constate. C'est dans l'intimité de mon père, de son entourage, que j'en perçois les prémices. En cette année 1970, je fais aussi mon entrée dans le monde.

Un sommet réunissant les pays islamiques se déroule à Rabat. Les chefs d'Etat sont logés dans les villas des dignitaires du régime. Nous cédonc notre maison à l'empereur d'Iran. Lorsque mon père visite les invités du royaume pour s'enquérir de leur confort et de leur sécurité, je l'accompagne et suis à distance les pas que ces rois, ces présidents font avec mon père en discutant. Je constate les excellentes relations qu'entretient Oufkir avec le Shah d'Iran, le roi Hussein de Jordanie et le président Boume- diene en particulier. Dans sa stricte intimité, mon père a souvent regretté le comportement de « roi andalou » d'Hassan II, rêvant d'un « roi militaire » comme le souverain hachémite. C'est aussi à partir de cette année 1970 que mon père semble marquer plus d'intérêt envers moi, observant mon entrée dans l'univers très spécifique du pouvoir. Lorsqu'il fait des tournées dans le pays, s'il le peut, il m'emmène. Il me chuchote souvent des conseils :

— Reste en retrait des officiels, reste avec la sécurité, ne m'approche que si je t'appelle. Ne parle jamais du roi même pour en dire du bien. Reste loin de la politique, c'est une sale chose ! La politique au présent, c'est de la propagande ! Ce n'est que lorsqu'elle devient histoire, que les vérités ont une chance d'être révélées.

Mon père, en ces occasions, ne ménage pas non plus ses consignes de maintien :

— Quand tu donnes une poignée de main, elle doit être ferme et ton regard dans les yeux de celui que tu salues ! Tiens-toi droit, relève le front.

Il me rappelle aussi souvent un proverbe berbère :

« C'est à la stature de son pilier que l'on reconnaît une grande tente. »

Je me rappelle la première fois que j'ai dû serrer la main d'un chef d'Etat : j'étais tendu avant même de l'avoir rencontré. Pour apaiser mes angoisses, je m'en ouvris à Oufkir :

— Je suis anxieux, ça me stresse de saluer demain le négus ! lui dis-je.

— Tu verras, me rétorque-t-il, les grands de ce monde ne sont jamais aussi petits que lorsqu'on les côtoie de près !

Je n'ai compris le rire franc qui accompagnait ces mots, que devant l'empereur Haïlé Selassié d'Ethiopie... Homme menu ne dépassant pas le mètre cinquante-cinq, mais doté d'une présence étonnante !

Enfin ma machine est prête. Ben Jelloun, le mécano, a fait du bon travail : la moto tourne comme une montre. Le standard vérifie auprès de mon père ou de ma mère si mon autorisation de sortie n'est pas un stratagème de ma part. La consigne est alors transmise au poste qui garde l'entrée de la maison. Courbé sur le réservoir, manette des gaz bloquée, je fonce vers la plage. La route côtière reliant Rabat à Temara serpente le long de falaises basses bordant l'Atlantique. L'air marin me fouette le visage. Une sensation grisante m'envahit. Depuis l'âge de 8 ans je suis flanqué de gardes du corps, Driss et Boutouil, mes ombres fidèles. Dans mon enfance ils ont été des éducateurs. Ils sont plus tard devenus les amis, les confidents de l'adolescent que je suis. Leur Renault 16 tente de ne pas me lâcher le train. L'étroite rocade raccordant la capitale aux stations

balnéaires est encombrée, pourtant mes poursuivants me perdent rarement de vue. Lorsque je prends trop de risques, j'aperçois leurs appels de phares dans mes rétroviseurs.

Je dépasse les villages de vacances longeant l'océan. Entre Temara Plage et le palais royal de Skhirat, se trouve la plage privée du frère d'Hassan II, le prince Moulay Abdallah. Sur une hauteur, enchâssé dans les dunes, se dresse un petit bâtiment de plain-pied prolongé par une vaste tente caïdale et un kiosque coiffé d'une toiture légère, soutenu par de sveltes colonnes. Cette plate-forme sobrement aménagée domine les flots. Des escaliers en bois, carénés de cordages, conduisent à la plage, un kilomètre de sable fin délimité au nord par une haute falaise. Au bas de ce mur de rocaïlle, une crique abrite une piscine d'eau de mer. L'accès officiel de cette résidence estivale se trouve un peu plus loin, barré par une chaîne et discrètement gardé par un poste de paras de la Garde royale, tapi dans les roseaux. Les factionnaires me connaissent. Au passage, ils me saluent amicalement. Driss et Boutouil rangent leur voiture sur le bas-côté de la route, préférant rester là pour surveiller les deux sorties par lesquelles je pourrais éventuellement leur fausser compagnie.

Sur un grand parking, recouvertes de bâches, sont garées six Harley-Davidson et une dizaine de véhicules. Chauffeurs et gardes du corps s'abritent du soleil. Dès que je descends de moto, ils m'invitent à partager un thé à la menthe. J'ingurgite rapidement mon verre. Je ne veux pas être en retard pour le déjeuner : le prince Moulay Abdallah reçoit Steve McQueen ! Il me tarde en effet de faire la connaissance du héros de *La Grande Evasion*, ce film mythique que j'ai revu plusieurs fois. Ironie du destin, ses enseignements me seront précieux dans ma vie à venir...

Je gravis quatre à quatre les degrés taillés dans la roche. L'escalier abrupt débouche sur une terrasse. Sur fond de

musique, les échos de voix me parviennent déjà. Lalla Nezha, l'une des cinq sœurs d'Hassan II, passionnée de Frank Sinatra, écoute un disque de son chanteur préféré. Pour y avoir souvent séjourné, la princesse connaît bien les États-Unis. C'est à son invitation que Steve McQueen et son épouse Neale visitent le royaume.

La princesse Lalla Nezha bronze sur une chaise longue, entourée de ses deux yorkshires qu'elle affectionne plus que tout au monde. Il est de notoriété publique que Son Altesse apprécie davantage les personnes adoptées par ses chiens. La perspicacité d'un animal, se plaît-elle à répéter, est infaillible pour percer la nature humaine. Lalla Nezha est une très belle jeune femme. D'un naturel franc mais ombrageux, elle est excessive dans ses sentiments comme dans ses colères. Le roi lui-même n'a jamais pu dompter les emportements de cette sœur rebelle. Fidèle en amitié, inflexible sur ses principes, rien ne la révolte plus que l'acharnement des courtisans sur une personne tombée en disgrâce. Je l'ai souvent entendue défendre un malheureux frappé par la défaveur royale. Et ce jusqu'à obtenir le pardon de Sa Majesté. J'ai toujours eu de la sympathie, de l'affection, pour cette jeune femme effrontée, courageuse, loyale. Elle ne m'a en retour témoigné que gentillesse et attention.

Je m'avance pour la saluer, ses yorkshires me font la fête. La princesse se redresse sur un coude, relève ses lunettes de soleil sur son front. J'esquisse un baisemain, mais elle dérobe son bras et m'embrasse sur la joue. Aucun membre de la famille royale ne nous laisse lui embrasser la main. Ce qui vaudra à ma famille bien des inimitiés et la jalousie larvée, mais tenace, des courtisans.

Le prince discute sous le kiosque, entouré de quelques amis. L'ambiance est décontractée. De petits groupes se

sont spontanément formés. Tous sont en short ou en maillot de bain. Les plaisanteries vont bon train. On ne parle que de Steve McQueen qui, à peine arrivé, s'est éclipsé dans un vestiaire pour se mettre à l'aise. Je salue Moulay Abdallah, ses invités, et la princesse Lamia son épouse. Lamia Solh est la fille de l'un des personnages les plus respectés du Liban, un défenseur acharné de l'indépendance de son pays. Ses soeurs ont épousé des hommes importants, des princes saoudiens. Ce qui explique en partie les relations privilégiées de Moulay Abdallah avec les dirigeants du Golfe persique. Elle a toujours su, par sa dignité, tenir à distance les courtisans gravitant autour de son mari autant qu'elle a suscité leurs médisances. Sa fierté naturelle lui a aussi valu des rapports difficiles avec Hassan II D'une grande beauté, ses manières aristocratiques et son orgueil ont été interprétés comme de l'insoumission.

Le prince est d'excellente humeur. De grande taille, svelte, élancé, Moulay Abdallah a un physique de jeune premier de cinéma. Son allure, son élégance sont peu communes. Sa gentillesse avec les petites gens lui a valu la sympathie générale, l'amour unanime. L'indulgence dont il a toujours bénéficié tient à la place qu'il occupe dans le cœur de tous. Cela lui a été d'autant plus facile qu'il n'exerce aucun pouvoir. Il a pourtant essayé d'influer sur la marche de l'État, sur les orientations, les décisions du souverain son frère, mais ce dernier lui a tendu la main sans lui prêter l'oreille. Le prince a essayé de se poser en interlocuteur des mécontents, en recours des revendications auxquelles le roi refusait de se soumettre, maintenant, au plus fort de la lutte opposant la gauche marocaine à la monarchie, un contact étroit avec ceux que le roi considérait comme ses pires ennemis. Mais Hassan II le mit en garde contre des manipulations politiciennes tendant à affaiblir le trône.

Diviser la famille régnante, c'est pour l'opposition l'opportunité d'avoir un allié dans la forteresse, lui dit-il, sermonnant son jeune frère sur les conséquences désastreuses d'une éventuelle naïveté.

— Croire que l'opposition n'a de souci que la démocratisation, c'est verser dans un piège grossier !

Et Hassan II d'expliquer sans cesse à son cadet :

— Ces gens n'ont pour but que d'en finir avec la monarchie ! Leur seul dessein, c'est le parti unique dans un soi-disant pouvoir populaire ! Leur seul rêve, c'est de voir le trône marocain finir comme ceux d'Égypte, de Syrie, d'Irak ou de Tunisie !

Le prince accepta de ne plus se mêler de la chose politique, si le roi lui accordait le droit de ne pas être dépendant de son bon vouloir pécuniaire. Une liberté qui n'est pas concédée sans heurts et n'a pas désamorcé pour autant les tensions permanentes, pour ne pas dire le conflit larvé existant entre les deux hommes, attisé par l'entourage royal et princier. L'opposition tente elle aussi d'exacerber les différences de vue entre les deux frères en introduisant des gens à elle auprès du prince. Et Hassan II continue d'exercer avec un caractère affirmé, des prédispositions certaines, la réalité d'un pouvoir à la fois subtil et brutal. Plus il est contesté, menacé, plus le monarque se montre impitoyable, n'hésitant pas à écraser toute contestation de « son droit divin sur le peuple marocain » comme il se plaît à le répéter. Son frère, mais aussi sa mère Lalla Abla, sa femme Latifa, et quelques-unes de ses sœurs, en feront les frais. Certains membres de la famille royale passeront d'une révolte contenue, d'une colère rentrée, à une amertume autodestructrice, s'usant la santé dans des plaisirs artificiels, espérant y noyer leur mal de vivre sans jamais pouvoir se dérober aux ingérences, à l'autorité écrasante d'Hassan II. Ce dernier s'était bien gardé d'ailleurs, après le décès de

feu Mohamed V. de redistribuer l'héritage revenant de droit aux princesses. En rendant les siens financièrement dépendants de lui, Hassan II s'octroie un pouvoir supplémentaire : le contrôle absolu de sa famille.

Moulay Abdallah pose sa main sur mon épaule.

— Voilà un passionné de moto qui ne rêve que de rencontrer Steve McQueen !

On parle, on rit de propos anodins. Lalla Nezha s'est levée pour accueillir Steve McQueen qui sort des vestiaires : il porte un fin gilet de cuir à même la peau, un short en jean, des sandalettes et des Ray Ban opaques. La princesse le prend par la main, l'amène vers nous. Je suis ému comme peut l'être un adolescent face à une superstar. Les présentations faites, les mondanités continuent. Steve McQueen semble s'ennuyer. Son épouse, assise sous le kiosque en compagnie de la princesse Lamia et d'un couple d'amis de celle-ci, nous rejoint. Elle caresse d'un geste maternel les cheveux de son mari.

Soudain, la musique augmente de volume. Tout le monde danse. Steve McQueen est assis en retrait, il regarde la mer. Je profite de cet instant pour l'aborder. Je suis réservé, lui aussi, mais notre engouement commun pour la moto facilite le dialogue. Petit à petit, le courant passe. Je découvre, derrière une froideur de façade, un homme passionné. Nous nous éloignons sur la terrasse. Les effluves des cuisines s'élèvent jusqu'à nous, plus fortes que l'air marin. Cuisiniers, serveurs, membres de la sécurité, sont ravis de voir la star de cinéma en chair et en os. Je constate que Steve McQueen se détend, devient plus réceptif, plus affable. Je sens que s'il n'a aucun penchant pour les mondanités il est proche des humbles. C'est de bonne grâce, avec une extrême gentillesse, qu'il se prête à des photos avec le personnel, à une séance d'autographes.

Steve McQueen s'arrête ébahi devant les maîtres fauconniers assis en demi-cercle, à même le sol, drapés dans leurs burnous berbères. Le prince voulait lui réserver la surprise, mais tel un enfant émerveillé, il va vers eux et s'assoit. Pour ces rudes montagnards, l'acteur est un homme comme les autres, ce qui le stimule et l'enchanté. Il devient chaleureux, expressif. Il pose des questions, écoute respectueusement les réponses. Il se montre intrigué par les tatouages que portent ces hommes sur le dos de la main, plus discrètement sur la pointe du nez, sur le front ou le menton. Leurs dessins se résument le plus souvent à une minuscule rosace, une discrète étoile ou un petit trait. Ces tatouages sont plus apparents chez les femmes, qui les arborent aussi sur les poignets et les chevilles. Je lui explique que ces ornements sont, à l'origine, le signe distinctif entre les confédérations, les tribus, apanage considéré comme un artifice de la beauté chez les femmes, comme une affirmation de l'identité tribale chez les hommes, qui toutefois se perd chez les Berbères citadins.

J'ai peine à interrompre l'échange chaleureux entre la star et les montagnards. Au-delà des barrières de langues, de civilisations, ils s'entretiennent spontanément. Le geste se substitue aux mots, et donne à ce conciliabule une vérité surprenante. Ce langage universel semble garantir à la conversation une honnêteté qu'aurait peut-être entamée le verbe châtié. Steve McQueen est heureux comme un enfant. Le maître fauconnier lui offre un poignard au fourreau d'argent ciselé, qu'il détache de son ceinturon et lui tend à deux mains. L'acteur, ému, dégrafe le bracelet de sa montre et l'offre au colosse enturbanné assis en tailleur dans les pans de son burnous immaculé. Les deux hommes se lèvent dans un même mouvement et se donnent l'accolade. J'ai l'impression d'assister à la scène d'un film de John Ford où

l'homme blanc échange un gage d'amitié avec un chef indien.

C'est à contrecœur, en faisant un geste de la main et un beau sourire aux Berbères, que McQueen rejoint le reste des invités. Un magnifique buffet en fer à cheval s'encastre dans le demi-cercle du kiosque. Les convives s'y agglutinent, une assiette à la main. Les étrangers présents découvrent, pour certains, les finesses exquises, le raffinement enchanteur de la cuisine marocaine. Tous finissent par louer ce qu'ils qualifient d'art de vivre.

L'euphorie d'un succulent repas bien arrosé rend l'assistance plus expansive. Le prince et moi évoquons le prochain film dans lequel Steve McQueen doit tenir la vedette : il s'agit du *Mans* dont le scénario retrace les péripéties d'un pilote aux vingt-quatre heures de la course mythique. Les accompagnateurs de la star nous expliquent que depuis que le contrat a été signé, les clauses d'assurance qui le garantissent interdisent formellement à Steve McQueen de prendre le moindre risque. Tout sport dangereux ou activité périlleuse lui est proscrit.

— J'espère, plaisante le prince, qu'il ne lui prendra pas l'envie de sensations fortes chez moi ; je ne voudrais pas être responsable, ni être interdit de séjour à Hollywood.

Steve McQueen nous ayant rejoint, sans changer de sujet nous évitons d'évoquer les obligations qu'imposent à ce dernier les contrats d'assurance.

— Nous parlions de votre prochain film, lui dit le prince. Allez-vous y être doublé pour les scènes de conduite ?

— J'espère bien que non, si je fais ce film c'est d'abord pour le plaisir de conduire ces bolides et de rencontrer les mecs aux couilles d'acier que sont les pilotes professionnels.

Le parlé cru de Steve McQueen jette pour un moment le trouble dans l'assistance. L'interprète rougit jusqu'aux

yeux. McQueen reste imperturbable de naturel et semble à peine remarquer la gêne de son compatriote. Le prince garde durant une fraction de seconde le silence puis part dans un éclat de rire dont la spontanéité surprend davantage les Américains que la gaffe de leur ami. Steve McQueen tape gaillardement sa paume dans celle que le prince lui tend. L'ambiance est maintenant franchement détendue. Je ne peux m'empêcher d'interroger le héros de *La Grande Évasion* sur sa performance dans ce film. A-t-il accompli, lui-même, les cascades en moto ? Steve m'explique comment il a franchi, en le survolant, un mur de barbelés sur une massive BMW des années 1940. Il me décrit avec moult détails les étapes techniques nécessaires pour une telle scène. Il raconte, hilare, la difficulté pour convaincre les producteurs de le laisser la réaliser sans doublure. Il rappelle aussi la légendaire poursuite de voitures dans *Bullit* et les envolées de sa Ford Mustang dans les rues de San Francisco. Comme dans toute réunion, les groupes se forment, les conversations se tissent au gré des affinités. Il apparaît bien vite que hormis Moulay Abdallah, nous sommes. Steve et moi, les seuls à nous intéresser aux sports mécaniques. Mais la politesse ne permet pas au prince de délaisser ses invités. De temps à autre, il s'approche de nous, tend l'oreille, fait un commentaire rapide et concis sur le sujet qui nous occupe. Puis il s'éloigne pour s'assurer que ses hôtes prennent autant de plaisir que nous à dialoguer. Ncale, la femme de Steve, interrompt régulièrement ses conversations pour venir s'inquiéter de son mari. Cette fois-ci elle s'avance avec un tube de crème solaire à la main et enduit délicatement le nez, le front, les épaules de son époux, qui se plie à cette attention avec la mauvaise grâce d'un garnement hostile à toute coquetterie. Avec un sourire radieux, dans un français impeccable, elle s'étonne de

la verve inhabituelle de son mari. Elle m'ébouffie les cheveux et me dit :

— Je l'ai rarement vu aussi bavard, il doit vraiment t'apprécier.

Steve fronce légèrement le sourcil. Il ne comprend pas la langue de Molière mais à mon grand étonnement, il m'enlace les épaules de son bras massif et cogne amicalement sa tête contre la mienne :

— *Ya kid, you're my friend !* (Oui p'tit, t'es mon pote !)

Il me donne une tape vigoureuse sur le dos et me lance :

— La mer est belle, allons nous baigner !

Nous marchons sur la plage. Arrivé sur une avancée de la falaise, Steve s'élance dans un plongeon spectaculaire. Il donne des sueurs froides aux invités qui, la main en visière, nous regardent du haut du kiosque. La distance n'empêche pas les cris de panique de me parvenir. Je vois le prince gesticuler et les maîtres nageurs des sapeurs-pompiers courir. Je ne peux que hausser les épaules de loin pour signifier à Moulay Abdallah que je n'y suis pour rien. Steve contourne la falaise à la nage. Contrarié par la présence du Zodiac des plongeurs qui l'a rejoint, il les rassure et continue ses brasses jusqu'au rivage. Après un bon thé chaud, il demande au prince de lui prêter une de ses motos pour aller faire un cross sur la plage. Moulay Abdallah, gêné, lui explique qu'il ne voudrait pas le voir prendre des risques chez lui. Ce qui jette un léger froid. Steve retourne sur le sable. Alors, sans trop réfléchir, je lui propose ma moto. Après tout, cela n'engage que ma responsabilité et la sienne.

— C'est une 500 centimètres cube ?

Pris de court j'hésite :

— Euh... C'est une...

— Une 250 ?

— Non, dis-je, penaud, c'est une 125.

Peu importe. Steve me fait une démonstration magistrale. au grand dam de Moulay Abdallah et de ses invités.

Ce bel après-midi touche à sa fin. Le prince et son épouse prennent congé des convives. Steve McQueen souhaite conduire la voiture mise à sa disposition, mais Neale et lui ont besoin d'un guide pour leur indiquer le chemin. Ils me demandent de les accompagner. Je confie ma moto à un membre de l'escorte du prince. Nous nous dirigeons vers Rabat. J'espère échapper à la vigilance de Driss et Boutouil, pensant qu'en ressortant dans une voiture, ils ne me repéreront pas. Le premier kilomètre franchi, je suis persuadé de les avoir semés. Mais je vois bientôt la calandre de leur R16 pointer son museau derrière un camion.

Steve et sa femme sont descendus à l'hôtel Tour Hassan. Nous nous donnons rendez-vous à la soirée privée que donne le Premier ministre ce soir, dans sa maison de Te- mara Plage.

Vers 21 heures, le petit village balnéaire de Temara est saturé de voitures. Sur une terrasse de plain-pied sur le sable, un buffet trône face à la mer. Les mets marocains les plus raffinés s'alignent dans d'énormes plats de porcelaine de Chine. Une grande tente caïdale se dresse sur la plage. La dizaine de mètres la séparant de la terrasse est couverte de tapis berbères. La plupart des invités sont déjà là.

Le prince Moulay Abdallah, son épouse et la princesse Lalla Nezha sont arrivés ensemble. Je les accueille sur le parking. Ils me demandent d'entrer avec eux. Je m'excuse auprès de Leurs Altesses. J'attends Steve et Neale. Mon père et ma mère débarquent à leur tour, avec le général Driss Ben Omar et le colonel El Youssi, leurs amis de toujours. Je les embrasse et m'en retourne à mon guet ! Enfin le couple fait son apparition. Je les introduis, en les laissant

à d'atroces mondanités. Neale y fait face avec tact et gentillesse. Son mari ne s'y oblige pas longtemps. La soirée s'égaye, l'ambiance devient carrément détendue. Les gens dansent, s'amusent, et Steve retrouve sa tranquillité. Nous nous asseyons avec son épouse sur le rebord d'un muret délimitant la terrasse. Le ciel est étoilé, la mer paisible et l'air aussi doux qu'une caresse. Avant ou après mon enfermement j'ai toujours été ébahi par la beauté, le cachet particulier de la géographie marocaine : sa sensualité mystérieuse, ses saveurs envoûtantes, ses odeurs exotiques sont définitivement incrustées en moi, où que je sois, quel que soit l'air que je respire. Quel dommage que les atouts physiques de notre pays n'aient jamais été valorisés tels qu'ils le méritent !

Je demande à mes amis ce qu'ils veulent boire. L'ambiance monte et la nuit avance. Soudain Steve McQueen souhaite que je le conduise à mon père.

— Général, je peux vous parler un instant ?

Je n'en reviens pas ! Mon père le prend par le coude en plaisantant :

— Vous tombez à pic ! j'en ai marre d'être ministre de l'Intérieur, vous ne pourriez pas me pistonner pour une carrière d'acteur ? Dans le rôle du méchant bien sûr !

Steve et sa femme reviennent vers moi. Ils sont tout sourires. Mon père retourne s'asseoir sur son gazon, m'envoyant avec espièglerie un salut militaire à l'américaine, comme une sorte d'acquiescement. Je ne comprends rien. Neale me prend par la main. Steve par l'épaule, et nous retournons à notre muret.

— Nous avons une surprise pour toi, mais nous ne voulions pas te donner de fausse joie avant d'avoir consulté ton père.

J'écoute, les yeux écarquillés. Suspendu aux lèvres de Neale, j'attends la suite.

— Steve et moi, poursuit-elle, nous t'invitons à assister au tournage du film *Le Mans*, ensuite nous t'emmenons avec nous, aux États-Unis. Tu vas passer les vacances d'été chez nous !

Je suis sous le choc. Steve poursuit :

— Tu verras le circuit de motocross que j'ai fait tracer dans la propriété. J'ai une demi-douzaine de motos dans le garage, tu n'auras que l'embarras du choix !

Il se penche sur moi et me chuchote :

— Je te promets de te laisser faire un tour de circuit au Mans, avec de vrais pilotes.

— Steve a été touché, me dit son interprète, par ton geste. Il a apprécié que tu lui prêtes ta moto, et que tu te sois occupé de Neale et de lui avec spontanéité.

Remis de mes émotions, je cherche mon père pour lui parler. Les invités s'étant débridés, il me faut jouer des coudes pour me frayer un chemin. Je le trouve enfin, en discussion avec un ami du roi. Ce courtisan professionnel tente de dissuader mon père de m'envoyer aux États-Unis.

— Mais mon général, c'est de la folie, vous n'allez pas laisser votre fils partir seul avec des acteurs ! L'Amérique, Hollywood, c'est dangereux pour un adolescent !

Sur ce, je les interromps et j'entends Outkir répondre :

— J'ai confiance en mes enfants.

J'attends d'être seul avec lui pour le remercier de me permettre ce beau voyage. Mais ce qui me touche le plus, c'est la confiance qu'il place en moi.

— Remercie aussi ta mère, sans son accord tu n'aurais pas eu le mien.

Derrière l'apparence idyllique de la société du pouvoir, la réalité marocaine n'en est que plus crue. Elle est faite d'un contraste indécemment : les fastes, les abus du Makhzen et la misère, le non-droit du peuple. De jour en jour, la « frac-

turc sociale >>, pour employer une formule devenue célèbre, ne cesse d'augmenter. Des liens étroits se tissent entre les hommes du roi et le milieu des affaires. Les militaires tentent de mettre Hassan II en garde contre cette dangereuse dérive. Cela ne leur vaut qu'une surveillance plus accrue de la part du SSS que dirige officieusement le général Moulay Hafid. Officiellement, ce dernier n'est que ministre du Protocole et de la Chancellerie royale, mais, depuis la fin 1969, le dépouillement d'Oufkir de ses pouvoirs est de plus en plus effectif. Une neutralisation rampante orchestrée de main de maître par le roi et exécutée par le colonel Dlimi et par le général Moulay Hafid. Après l'affaire Ben Barka, et huit mois de détention préventive à la prison de la Santé à Paris, Dlimi, ex-adjoint d'Oufkir, a été récupéré par le souverain. À son retour au Maroc, Hassan II l'a nommé gouverneur sans affectation au ministère de l'Intérieur, sorte de disgrâce destinée à apaiser Oufkir qui ne pardonne pas à son ex-collaborateur de l'avoir doublé dans l'affaire et d'y avoir joué le rôle du cheval de Troie d'Hassan II. Puis, lorsque le roi nomme le colonel Dlimi directeur de son cabinet militaire, le masque commence à tomber. Enfin, quand en 1970, le roi lui offre la direction de la Sûreté nationale, le doute est levé. Seule la naïveté ou la mauvaise foi ferait douter que le maître absolu du Maroc est Hassan II. Le souverain, toujours avec la même habileté, confirme ensuite Dlimi comme patron des services spéciaux et de la police politique, les Cab, que le colonel dirige déjà depuis un bon moment. Mais le roi persiste à désigner officiellement le général comme le seul patron des « services » et la figure attitrée de la répression.

Si Oufkir a perfectionné les forces de sécurité et doté le pouvoir d'un instrument répressif performant, il n'en est pas le maître tout-puissant comme cela arrange le palais et l'opposition de le faire croire. Ce processus royal entre dans

un calcul politique savant : le roi a utilisé les militaires pour installer son pouvoir. Il les a galvanisés en leur rappelant constamment le serment fait à Mohamed V d'asseoir durablement la monarchie. Hassan II leur a laissé croire qu'il partageait leur vision d'un trône fort, d'un Maroc moderne, pro-occidental. Pour l'armée, il relève du bon sens de ne pas gâcher les succès remportés sur l'idéologie marxiste ou le socialisme panarabe nassérien. Elle pense, à juste titre, que l'injustice sociale flagrante ne fait que renforcer le terreau révolutionnaire et que la répression connaîtrait vite ses limites. Au lendemain des indépendances africaines, des luttes fratricides ont en effet éclaté pour s'accaparer le pouvoir. Le plus souvent, le bloc de l'Est soutient un camp, et l'Occident l'autre. Et ce sont toujours les peuples qui, davantage que les élites, payent le prix fort. Pour éviter une guerre civile au Maroc indépendant, les militaires ont pris la responsabilité de restaurer par la force un trône absolu. Mais désormais, les officiers les plus proches du souverain se sentent carrément humiliés de l'usage que fait Hassan II de leur sacrifice. Si les généraux s'interrogent en privé, certains comme Oufkir, dénoncent au roi le pillage scandaleux du pays par une minorité de privilégiés. D'où sa disgrâce secrète.

Hassan II est sur le qui-vive. Dlimi et Moulay Hafid resserrent le collier par lequel le souverain tient son plus proche serviteur. Pour camoufler le discrédit dont il le frappe, le roi laisse croire aux Marocains que le général gouverne. En vérité Oufkir n'a de pouvoir que celui d'exécuter à la lettre les ordres du souverain. Hassan II ne se prive pas de donner à son ministre de l'Intérieur les missions les plus « gratinées », les plus compromettantes. En prenant soin que le SSS contrôle et exécute chaque opération. Hassan II tient son rôle de monarque absolu : il élimine ses rivaux et, avec les vieilles recettes du Makhzen dont il est l'apo

thicaire talentueux, tient en servitude ses plus proches lieutenants. Ce que je n'ai jamais compris, c'est comment mon père a pu être assez naïf pour croire que ce n'étaient que des crises passagères d'affirmation de la personnalité qui conduisaient Hassan II à agir ainsi. Il ne désespérait pas de voir le roi revenir aux rapports d'écoute et de confiance qui sanctifiaient les liens de Mohamed V avec ses plus étroits collaborateurs.

En tout cas, en attendant de devenir étouffante, l'ambiance dans le sérail du pouvoir s'alourdit.

J'attends impatiemment l'été. Au début de juin, nous allons pour la première fois passer des vacances en Espagne. Ma mère nous a autorisés à emmener avec nous nos meilleurs amis. Le fils de Mahjoubi Aherdane, leader berbère nationaliste de la première heure qui est un vieil et fidèle ami de mes parents, et le fils d'Abraham Serfaty, chef d'une cellule révolutionnaire marxiste, ennemi public du régime, sont de ceux-là. Nos amitiés attirent d'ailleurs à mes parents des remarques d'Hassan II.

L'atmosphère politique qui règne dans le Makhzen n'est pas étrangère à ce voyage. Comme nous avons toujours profité des côtes magnifiques du royaume, et en particulier de ses fabuleuses plages du littoral nord, cela ne m'emballe pas d'aller découvrir ce qui se passe au-delà du détroit de Gibraltar. D'autant qu'à la mi-juin je dois retrouver Steve McQueen et sa femme en France pour le tournage du *Mans*. Ma mère me rassure :

— Ne t'en fais pas, me dit-elle, tu les rejoindras de l'Espagne !

Enfin juin arrive. Nous sommes reçus par le colonel Simancas sur un aérodrome militaire des environs de Malaga. Enfant, je l'appelais « tonton » Simancas en pensant naïvement qu'il avait avec mon père des relations familiales.

Cette fois, je découvre sa fonction : c'est un colonel des services secrets espagnols qui rend visite plusieurs fois par an à mon père.

Je suis carrément envoûté par la péninsule ibérique. Les noirceurs du franquisme n'empêchent pas ce peuple d'être aussi chaleureux, sympathique et bon vivant que possible. Marbella n'est encore qu'un petit village entouré d'auberges de montagne. Cinq cents mètres séparent notre maison de la mer. En longeant un bois d'eucalyptus, on arrive sur la plage. C'est dans cette végétation que je découvre une caravane de « touristes », laquelle s'avère composée de policiers espagnols chargés de nous protéger. Une surveillance efficace mais discrète. Nous avons aménagé dans le garage un dortoir de vacances parce que la maison dispose seulement de deux chambres à coucher alors que nous sommes, avec nos amis, une quinzaine. Pour l'anecdote, ma mère, à la veille de notre enlèvement en 1972, proposera à des amis espagnols de s'installer provisoirement dans cette maison qu'ils se sont appropriée !

Je conserverai toujours de ce séjour à Marbella un souvenir impérissable. Ces deux semaines en Espagne, je les ai ressassées jusque dans mon cachot. Chaque fois que j'y repense, c'est avec le même plaisir. Pourtant un incident va jeter une ombre sur ces belles vacances. A quarante-huit heures de mon départ pour la France, un virus rare aux poumons nécessite mon rapatriement à Rabat. Le médecin m'interdit de prendre l'avion. Mon rendez-vous avec Steve McQueen tombe donc à l'eau. J'enrage, mais les fièvres délirantes détournent ma colère. Je reçois des lettres de mes amis américains. L'entête de chaque feuillet représente une Porsche 917 sortant d'un virage. Ses doubles phares lui donnent une agressivité de fauve et je lis ces missives

le cœur serré. Steve et Neale me consolent : « Ce n'est que partie remise ! » m'écrivent-ils.

Mais, connaissant les imprévus de notre vie, j'ai peur d'avoir raté une occasion qui, peut-être, ne se représentera pas de sitôt.

Je ne croyais pas si bien dire puisque, moins d'un an plus tard, un des plus grands séismes de l'histoire du Maroc allait ébranler le pays. Et ouvrir une phase cruciale de ma maturation. C'est l'année où mon père me rapproche de lui. Pendant mes heures de temps libre, je deviens son chauffeur. Ses hommes, son entourage, me regarderont dès lors d'une autre manière. J'ai la sensation d'avoir franchi une étape supplémentaire dans mon initiation. La confiance de mon père me flatte et devient ma meilleure conscience. J'apprends le maintien qui sied à ma promotion. Les fidèles Driss et Boutouil non seulement accompagnent mon mûrissement, mais sont mes maîtres. Je ne l'apprends que tardivement, grâce aux gardes du corps de mon père, qui me parlent désormais en confiance. C'est même Moulay Ali qui, sous le sceau du secret, me met gentiment dans la confidence :

— Le général parle régulièrement à Driss et Boutouil. Je sais que ce sont des types bien et qu'ils t'aiment comme leur fils, mais je voulais que tu le saches, c'est tout !

La seule chose que je sais, ce sont les ordres formels fixant le champ d'intervention de Driss et Boutouil. Depuis des années mes « anges gardiens » ne cessent de me les marteler : ils ne doivent me défendre que si je suis victime d'une agression à caractère politique. En aucun cas, et sous aucun prétexte, ils ne doivent bouger s'il s'agit d'une affaire privée, d'une altercation de rue ou d'un problème de vie civile. Jamais Driss et Boutouil ne dérogeront à ces recommandations. Plus d'une fois, je suis rentré à la maison,

sérieusement amoché, même si la plupart de mes « *ex-spa- ring-partners* » deviendront de véritables amis.

Au pire de ma révolte d'adolescent, de mon entêtement de jeunesse, un seul argument de mes gardes du corps me remet dans le droit chemin :

— Avant de mal te comporter, de te laisser aller, pense d'abord au plaisir que tu ferais aux ennemis de ton père, et à tous ces courtisans qui jaloussent vos rapports avec la famille royale !

Driss et Boutouil me rappellent Bagheera et Baloo dans *Le Livre de la jungle*. En m'accompagnant dans la jungle du Makhzen, ils n'ont jamais cessé de me mettre en garde contre l'univers où j'évoluais.

— Crois-tu que tout ce monde qui t'entoure est durable ? Ouvre les yeux. Ton père n'est pas homme à mourir dans son lit ! Le conte de fées peut se terminer d'un moment à l'autre. Le roi est trop redevable au général pour le laisser en vie... Dès la seconde où toute cette vitrine s'effondrera, tu ne garderas d'amis que les vrais ! Tous ceux qui, aujourd'hui, te font des courbettes ne te diront même plus bonjour. Et ceux qui s'acharneront sur toi seront les gens à qui ton père et ta mère ont fait le plus de bien. Quand le vent tournera, ce sera la seule façon pour eux de faire oublier qu'ils ont été vos obligés ! Alors, sois sérieux et lucide. Quels que soient tes projets dans la vie, ne compte que sur toi-même.

Chapitre X

La vie en pointillés

En regardant fixement le plafond de mon cachot, je souris. Driss et Boutouil ne savaient pas à quel point leurs sermons étaient prémonitoires. Dans ce mouvoir je ne dois compter que sur « ma pomme ». Je continue à dérouler mes souvenirs, à me concentrer pour faire appel à la précision des images. Je me gave, en rêve, de tous les plats merveilleux que ma mémoire cuisine pour moi. J'en ai l'eau à la bouche.

J'en suis encore à me délecter de mes festins virtuels, lorsque le mur qui me sépare de Halima et Achoura retentit de coups appuyés et répétés. Une alerte ! Dans toutes les cellules sonne l'alarme. Les gardes sont entrés dans le sas. On entend bientôt les bruits de bottes sur l'allée de ciment. C'est le début de l'après-midi et nos geôliers n'ont pas l'habitude d'entrer à cette heure-ci : il doit donc y avoir un événement grave. Je plonge sous ma paillasse pour vérifier la dalle qui enfouit mon kit de survie.

— Ouf ! Elle est stable ! me dis-je quand j'entends le cliquetis du trousseau de clés. Les gardes ouvrent la première porte et sont maintenant dans la véranda murée, qui sert d'antichambre à ma cellule. Le son de leur voix me fait une drôle d'impression. Borro fustige un sous-officier

qui tarde à dégrafer la chaîne et le cadenas ajoutés à la serrure blindée. Mes oreilles bourdonnent. Mon pouls s'accélère. Je m'adosse au mur qui fait face à la porte. Dans un grincement de gonds, un vrai rayon de lumière me fouette littéralement le corps. Je porte la main à mes yeux. Les paupières plissées, je distingue vaguement une silhouette massive dans l'encadrement. L'air propre et frais qui s'engouffre dans ma fosse m'enivre au point que la tête me tourne. Je me rappelle à l'ordre et, par réflexe, me redresse. Je passe une main dans mes longs cheveux, cache mes paumes sales, égratignées, blessées. Je ne veux pas qu'on voie mes ongles noirs et crasseux. Borro reste sur le pas de la cellule. Mes geôliers froissent le nez. Le courant d'air charrie les relents fétides de mon antre. Le commandant a l'air de m'examiner de la tête aux pieds. J'en appelle à tout mon orgueil pour essayer de bomber ma poitrine, d'apparaître fier, mais chaque fois que je gonfle le torse je pars dans des quintes de toux qui me plient en deux. Je m'accroche au mur pour rester droit. Me voyant cracher mes poumons, Borro et sa bande reculent d'un pas, avec une moue mi-écœurée, mi-apeurée, s'écartant comme on le ferait d'un pestiféré. Le commandant me lance, laconique :

— Demain c'est l'anniversaire du roi. Rabat vous autorise à vous voir. On vous réunira en début d'après-midi dans la cellule des filles !

La première porte en bois est déjà claquée dans un bruit sourd. Puis lui succède la lourde porte blindée et enfin la troisième porte, celle de la véranda.

Le plus terrible va être d'attendre et de me préparer pour rencontrer les miens. Voilà trois ans que je n'ai pas vu leur visage.

La nuit nous déployons l'installation. La voix tremblante d'émotion, ma mère et mes sœurs me disent leur impa

tience. La joie de nous revoir n'est pas dénuée d'appréhensions. Aucun de nous n'arrive à trouver le sommeil. Je me prive de boire, pour faire une grande toilette. Je voudrais être présentable et faire bonne figure lorsque j'aurai à sortir de mon trou pour traverser l'allée qui mène à la cellule de mes sœurs. Ces quelques mètres nécessiteront quelques pas, mais surtout un grand effort sur moi-même ! Je ne sais plus ce que veut dire se mouvoir à l'air libre. Réémerger à la lumière après trois années passées dans une tombe peut entraîner des désordres d'équilibre et d'orientation. Je voudrais être sûr que je ne faillirai pas devant nos bourreaux. Rabat aura un rapport détaillé sur le moindre de nos gestes. Après trente-six mois au mitard, nos tortionnaires attendent certainement que l'on rampe devant eux.

Je m'entraîne donc dans mon cachot à la rencontre du lendemain. Je me prends à penser davantage à l'attitude que je veux avoir devant nos gardes-chiourmes qu'à celle que j'aurai en retrouvant ma famille. Depuis l'aube j'attends. J'en ai profité pour purger mon abcès, faisant du mieux possible pour que le renflement qui déforme mon visage ne choque pas trop les miens. Je n'ai pas mangé pas plus que les autres. Chacun de nous a gardé sa ration de pain de la veille pour agrémenter d'une collation nos retrouvailles. La faim, les infections et le manque de sommeil m'épuisent. Je vomis mes tripes.

Mes nerfs sont à vif. Vais-je être à la hauteur de l'événement ? Quelle devra être mon attitude pour rendre ce moment le moins pénible possible aux miens ? Pour m'assurer que je suis présentable, je tente de me regarder sur le couvercle d'aluminium d'une boîte de conserve. Nous sommes censés nous réunir en début d'après-midi. Maintenant que l'heure approche, je ne peux m'empêcher d'être anxieux, inquiet :

— Et si ce n'était qu'une manœuvre de plus pour briser notre moral ? Peut-être que personne ne viendra, que cette foutue porte ne se rouvrira jamais !

L'attente devient intolérable. Je me mets en orbite autour de ma paillasse. Je marche, mais sans y mettre le rythme et l'intensité habituels. Il ne s'agit pas d'entrer dans ma transe coutumière, qui éreinte le corps pour libérer les pensées. Je ne veux pas transpirer. Ni penser à autre chose qu'à nos retrouvailles. L'heure approche. Les filles se relaient pour scruter, sous leur porte blindée, le bout de l'allée qui traverse la cour, l'entrée du sas par laquelle nos geôliers arrivent dans le carré des invités.

Il est près de 2 heures de l'après-midi. Toujours rien à l'horizon. On nous fait languir. Je commence à regretter que l'on m'ait dérangé dans mon antre et qu'on ait perturbé ma solitude. Des années d'isolement absolu, enseveli dans ce caveau, m'ont appris la survie acharnée, la lutte à mort avec moi-même. Or je viens à peine de prendre mes marques dans ce duel fratricide. Au cœur de la douleur, de la privation, du malheur, je commence seulement à deviner que l'issue de ma lente agonie peut être une résurrection. Pour utiliser ces mots d'Henri Troyat, j'étais en train de « mourir pour mieux renaître » ! Ces retrouvailles avec les miens, si désirées soient-elles par le frère, incommode le bagnard que je suis devenu ; elles arrivent alors que « l'alchimie des enfers » n'a pas achevé son œuvre.

Des coups sur le mur me font sursauter. C'est le code convenu en cas d'alerte. Les sens exacerbés, tendu sur mes jambes comme un chien en arrêt, je dresse l'oreille. Mon odorat s'étant aiguisé dans la privation, je hume l'air à la recherche d'indices. Je perçois les premières rumeurs, puis les vibrations d'une demi-douzaine de paires de rangers.

Maintenant j'entends clairement le cliquetis du trousseau de clés. Mon Dieu, que je hais ce bruit qui me fait penser au ricanement du diable ! Les clés qui s'entrechoquent, le gémissement des verrous, le hoquet des cadenas, le bégaiement des gonds me serrent le cœur, me crispent les mâchoires, me tétanisent le corps. Les poings serrés, j'attends debout, au centre de ma cellule, que la porte de mon toril s'ouvre.

Lorsque la lumière s'engouffre, un frisson me traverse. Les quatre mètres de la véranda murée sont jonchés de poussière et de crottes de rats. En deux pas, je me trouve dans l'encadrement de la dernière porte. Je m'arrête sur le perron. Un flash fulgurant me déstabilise : c'est le bleu du ciel. Je prends appui sur le mur. Mes yeux se referment aussitôt. Des larmes dues à l'éblouissement coulent sur mes joues. Je les essuie rageusement, ne voulant pas qu'elles prêtent à interprétation. Une douce chaleur inonde mon corps imbibé d'humidité jusqu'aux os. J'ai l'impression, paupières closes, d'embrasser le soleil. A vrai dire, je n'oublierai jamais le plaisir sensuel, physique, qui m'a submergé à ce moment-là. Je déguste ce moment qui échappe au temps. J'ai la sensation de tutoyer l'éternité. C'est sans doute ce que l'on doit ressentir sur le porche du paradis.

Une main se pose entre mes omoplates, qui ne me pousse pas mais m'invite à avancer. Je descends les trois marches en ciment, la main sur les yeux. Au travers de mes doigts je distingue des bouts de cour, des pans d'uniformes, des parcelles de figuiers. J'ai l'impression de me trouver derrière une caméra dont l'objectif, endommagé, déforme le paysage. Cela me donne la contenance, l'imperméabilité qu'éprouve un grand reporter observant les horreurs et les merveilles du monde à travers l'œil de son instrument magique. Si magique qu'il vous enrobe d'une neutralité protectrice et vous donne l'illusion d'être invulnérable. Je

rassemble toutes mes forces pour dominer mes jambes qui ne savent plus ce qu'est un trajet rectiligne. La vingtaine de mètres me séparant de la cellule de mes sœurs me paraît aussi longue que les Champs-Élysées. A chaque pas j'ai la sensation que le sol tangué comme un pont de navire. Je titube. Une main me soutient le coude. Je m'en dégage avec une brutalité qui ne cache ni mon exaspération ni mon mépris. L'officier retire aussitôt son appui. Bien qu'oppressé, je m'efforce de poser ma respiration. Je mets à profit cet arrêt de quelques secondes, pour laisser le temps à mon corps de réassimiler les paramètres normaux qu'il a depuis longtemps oubliés. Tout le long de l'allée qui mène à la cellule des filles, les huit matons m'accompagnent, hésitants, presque gênés, attentifs à mes réactions. C'est l'étonnement qui prime dans leurs regards. Ils doivent se demander comment j'ai pu survivre à ces trois années de calvaire. Je me concentre, j'hésite puis, tel un enfant qui fait ses premiers pas, je m'élance d'une traite. Ma trajectoire, à défaut d'être assurée et droite, ne souffre que de quelques ondulations que je tente de compenser sans refréner mon élan. Je veux atteindre mon point d'arrivée avant que mes forces ne m'abandonnent.

Mon abcès me torture, la fièvre me harcèle. J'appréhende les nausées constantes qu'accentuent les écoulements de pus qui se répandent dans ma bouche. La migraine me martèle les tempes. Mes poumons ronronnent comme ceux d'un grand asthmatique. Je fais un effort surhumain pour qu'aucun de ces maux ne se manifeste devant nos geôliers ou ne vienne compromettre mon désir de paraître digne.

Borro et deux officiers sont sur le pas de la cellule de mes sœurs. Le commandant garde la main sur la poignée. Soulagé, je touche enfin au but ! Il me regarde intensé-

nient. Derrière l'indifférence que leur impose Rabat, je ressens un imperceptible attendrissement.

Au-delà de la porte j'entends les miens qui bruissent d'impatience. Le commandant demande aux deux capitaines de service de synchroniser leurs montres :

— Il est 2 heures et demie, vous avez le droit de vous réunir jusqu'à 6 heures et demie. Comme vous n'avez pas de montre, vous entendrez un des gardes sur les miradors siffler à 6 heures et quart. Cela vous donnera un quart d'heure pour vous préparer à rejoindre vos cellules !

On m'ouvre enfin la porte. Alors c'est l'explosion. Je me retrouve dans six paires de bras. Ma mère et mes soeurs m'embrassent, me palpent, me sentent. Leurs joues mouillées, déposées tendrement sur mes épaules, égrènent des larmes amères qui s'écoulent, brûlantes, dans mon cou. Pour contenir cette détresse, et sans s'en rendre compte, leurs ongles se plantent dans ma peau. Des baisers tremblants couvrent mon front, mes joues, mes mains. Je n'entends que des sanglots étouffés, des gémissements de bête blessée, des « mon fils, mon grand, mon frère chéri ! » entrecoupés de hoquets. Nos retrouvailles sont plus que cruelles.

La scène déstabilise Borro et sa meute. Les gardes les plus insensibles sont attendris par ce tableau déchirant. En refermant la porte, Borro souffle à son copain le capitaine Chafik :

— Que Dieu nous pardonne !

Je ne sais où j'ai trouvé la force de ne pas perdre la tête. L'émotion était telle que si je m'étais laissé aller, je ne pense pas que j'aurais pu réintégrer le monde tangible. Mais les mécanismes de survie que m'a enseignés l'isolement sont maintenant suffisamment ancrés, solides, pour contenir l'assaut furieux de mes sentiments.

Tous me regardent, stupéfaits. Ma mère porte la main à sa bouche en se retenant au mur, comme pour supplier le ciel de lui rendre son fils, le vrai, celui qu'elle connaît et non ce squelette dégingandé à la face purulente et hypertrophiée.

Après cet éprouvant flottement, chacun se ressaisit. Nous redevenons des résistants. Notre révolte est si puissante que si elle se libérait, elle deviendrait démence. L'émotion passée, nous nous asseyons tous en grappe, nous tenant par les mains comme si nous avions peur que cet instant s'évanouisse tel un mirage. Notre situation est si pathétique que seul l'humour peut en voiler le visage hideux. Chacun y va de sa vanne pour détendre l'atmosphère. Nous rions de nous-même, de nos silhouettes de fantômes, de nos visages de revenants. Nous expulsons nos misères dans des fous rires que seules les situations extrêmes peuvent engendrer. Tout en sachant que notre réunion doit prendre fin, aucun de nous ne pense à autre chose qu'à profiter de ces quelques heures. Allongés côte à côte, nous oublions le monde plus que lui ne nous a oubliés. Nous vivons le moment présent sans penser à l'instant à venir. Nous formons une bulle d'amour, invulnérable même dans les feux de l'enfer !

Si la première heure est euphorique, nous redoutons tous le silence qui s'installe et qui plongerait chacun dans ses pensées. Il faut éviter de raisonner, d'approfondir. La seule façon de s'en sortir, c'est de s'oublier, de ne penser qu'aux autres, de se fondre dans le groupe comme on enfle son armure.

— Un ange passe, dit ma mère pour meubler ce flottement et réanimer la conversation.

— Je ne crois pas qu'il y ait un ange assez dingue pour se balader par ici !

Ma réplique relance l'ambiance. Nous rions de bon cœur. Je m'affuble de quelques chiffons. Ma mère et les filles frappent dans leurs mains et chantent. Un voile sur les yeux, le regard pudibond et effarouché, je mime les grosses danseuses du ventre des quartiers populaires du Caire. C'est maintenant une crise de fou rire si intense qu'elle en devient douloureuse. Ma mère, secouée, me supplie d'arrêter. Malika se tient les joues pour masser ses crampes. Mes autres sœurs se roulent par terre. Même Myriam, pâle comme une morte et qui vit constamment allongée, n'en peut plus.

Chacun sort de sous ses guenilles sa réserve de pain. Malika nous fait une surprise. Elle a, avec mes sœurs, patiemment engrangé deux cents grammes de farine, l'équivalent d'un petit verre d'huile, et quelques morceaux de sucre ! Les filles et ma mère se sont privées de leur maigre ration pour cela. Cette farine, Halima et Achoura l'ont fait dorer au feu de bois. Nous ajoutons à cette poudre brunâtre un peu d'huile chaude, du sucre et en dégustons la mélasse avec avidité. Assis en cercle et en tailleur au centre du cachot, nous sommes en plein banquet, quand soudain, nous entendons la porte du sas. Soukaïna nous crie :

— Ils entrent ! Ils entrent !

Des bruits de bottes précipités envahissent la cour, et font vibrer l'allée. Pour ajouter à notre panique, Borro et ses hommes crient. Ils se ruent dans la cellule où nous sommes réunis. A l'ouverture, nous nous levons comme un seul homme : les aînés se dressent en bouclier devant les plus jeunes. A la violence de l'incursion, nous nous efforçons d'opposer la dignité de ceux qui s'attendent au pire. Aucun garde sur les miradors n'a sifflé comme prévu. Et pour cause : il n'est que 16 heures. Myriam, même sans montre, est infallible, elle sait lire l'heure selon le rayon

de lumière qui, à travers les barreaux, dessine sur le carrelage une ellipse.

— Rejoignez immédiatement vos cellules ! hurle le commandant.

On m'extirpe, on me bouscule. Un essaim de treillis me porte à mon cachot. Le vacarme des portes qui claquent, des chaînes qui susurrent comme des langues de vipères, des verrous qui grincent, des cadenas qui, une fois bouclés, continuent de se balancer contre la paroi de la porte, assourdit mes tympans. Tous ces sons de ferraille sont le compte à rebours qui ponctue mon retour aux ténèbres. Ils sonnent le gong des rounds terribles qui m'attendent. Les pas, les rumeurs s'estompent. Le silence s'installe à nouveau, le noir me happe. Tout est allé si vite que nous n'avons même pas pu nous embrasser. Je ne garde que l'image d'Abdelatif s'arrachant aux bras des geôliers, pour essayer de me toucher une dernière fois la main et de Ma- lika qui me souffle avant que l'on m'emmène :

— Sois fort, on compte tous sur toi !

Prostré dans un coin de ma cellule, je me recroqueville sans plus bouger.

La semaine qui suit est dure, très dure. Il faut se replonger dans la solitude, rétablir au plus vite les réflexes patiemment, douloureusement appris dans cette situation extrême. Il me faut museler mes états d'âme, réprimer mes émotions, ignorer mes sentiments. Je ne dois mobiliser que ma hargne, mon imagination et ma rage pour survivre. Il n'y a place dans ce combat disproportionné que pour la détermination, l'acharnement, la résistance obstinée. L'attendrissement me serait fatal. A toutes les angoisses de l'ensevelissement s'ajoute l'incertitude absolue sur l'échéance de ce cauchemar. Que va-t-il advenir de nous ? Quand nous reverrons-nous, si tant est que nous restions vivants

et que nous puissions nous réunir un jour ? Plus les années s'accumulent, plus notre régime se durcit. Combien de temps encore résisterons-nous à la faim, à la solitude, aux maladies, au désespoir ? Dans l'indifférence du monde, l'abandon de tous, et l'accablement total, où puiserons-nous la force morale pour ne pas mourir dans ces oubliettes ? Que de questionnements, pour si peu de réponses ! Pourtant il faut faire face. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous pouvons être nos pires ennemis, comme nous pouvons être nos seuls sauveurs.

Mon nom, qu'on persécute, devient la raison de mon combat, mon bouclier contre l'adversité, et une armure contre mes propres faiblesses. Lorsque je suis sur le point de sombrer, je me rappelle les mots de Driss et Boutouil : « Avant de te laisser aller, pense au plaisir que tu ferais à tes ennemis ! » L'image de nos bourreaux jubilant est devenue ma potion magique. Je ne suis pas Astérix, mais dans ce Maroc d'Hassan II nous résistons comme le petit village gaulois.

Pour ajouter à la pression, le commandant nous informe que, dorénavant, nous aurons droit à trois perquisitions hebdomadaires. Le lundi, le mercredi et le vendredi, Borro, deux officiers, un sous-officier et trois troufions visitent, une par une, nos cellules. Lorsqu'ils examinent les cachots, ils se munissent de torches électriques, sondent le sol et les murs à coups de bottes. Les perquisitions durent quelques minutes puis les portes claquent, les pas s'éloignent et le silence retombe. Trois fois par semaine nous subissons l'angoisse de voir découvertes nos caches sous les dalles. Ce qui nous pousse à une vigilance maniaque et à des précautions redoublées.

Le sous-officier qui nous aide continue de risquer sa vie pour nous jeter, quand il le peut, quelques piles et stylos.

Nous entretenons tant bien que mal l'installation, véritable cordon ombilical. Munis de notre courage et de moyens rudimentaires, nous cochons les jours. Les animateurs et les journalistes que nous écoutons parcimonieusement à la radio font partie de notre vie. Ces voix sans visage sont plus présentes que ce qui nous entoure.

Un jour je tombe sur une émission de Philippe Alfonsi sur Europe 1, consacrée à l'histoire des coups d'Etat au Maroc, et j'entends une interview de mon père, datant du 12 juillet 1971, soit deux jours après le putsch de Skhirat. Ecouter sa voix du fond de ce sinistre cachot m'émeut. Mais mes réflexes de survie reprennent vite le dessus. Elle me replonge dans le film de ma vie. Les plans se succèdent, se bousculent.

Chapitre XI

Le bal des maudits

Depuis l'indépendance, une lutte à mort s'est engagée pour la conquête du pouvoir. Son enjeu est clair : un choix de société. D'un côté instaurer la république socialiste sur le modèle de l'Est, de l'autre, une monarchie absolue, pro-occidentale. La première et la seconde excluent la démocratie, et, en cela, ne tranchent guère avec l'environnement international de l'époque. En pleine Guerre froide, aucun des blocs n'a été exemplaire en ce domaine. Hormis les démocraties de l'hémisphère nord, tous les pays du tiers-monde sont des Etats totalitaires. Et la violation des Droits de l'homme n'est hélas pas l'apanage du seul Maroc.^{Si}

Si la monarchie n'a pas lésiné sur les moyens pour la réprimer, l'opposition a défendu ses idées révolutionnaires les armes à la main, en tentant d'assassiner Hassan II. Le 12 mai 1963, au cours d'un meeting à Rabat, Mehdi Ben Barka avait d'ailleurs déclaré : « La lutte que nous menons est un combat contre une minorité de traîtres dont le nombre ne dépasse pas les cent ou deux cents personnes, nous les exterminerons lorsque le peuple aura en main la direction de ses propres

affaires¹. » En ces années 1970 la monarchie a définitivement gagné son combat contre ses ennemis les plus acharnés. Oufkir a doté le régime d'un appareil répressif performant et efficace. Mais de là à en faire un maniaque officiant lui-même à la torture, il y a un immense pas que certains ont franchi allègrement. Tant pis pour mon père si lui-même s'est pris au jeu. Voir les gens se figer sur son passage flattait peut-être son ego de guerrier. À ses proches qui le mettaient en garde, il répondait : « C'est le prix à payer pour épargner Sa Majesté. Il faut bien que leur haine se déverse sur moi, pour qu'ils puissent continuer d'embrasser la main qui les bat ! Qu'ils me chargent autant qu'ils voudront, à la place que j'occupe je suis fait pour ça ; pourvu qu'ils reconnaissent le trône et s'inclinent devant le roi. >> C'était le temps où Oufkir croyait en sa mission, où le serment fait à Mohamed V d'assurer la pérennité de la monarchie était son sacerdoce. Pourtant, au fil des années, Oufkir se fait amer, mais ne peut plus réagir. Il est trop tard : les mailles du filet qu'il a lui-même tissé se referment sur lui. Il a doté Hassan II d'un instrument de pouvoir redoutable, d'une police tristement efficace, d'une armée professionnelle et performante, pour se voir au final mis sur la touche par un roi qui veut gouverner selon son caprice et au mépris d'un minimum de justice sociale.

En cette année 1971, grâce à Oufkir et aux militaires, Hassan II a maté son opposition et soumis le royaume. La gauche marocaine est laminée. Le trône et l'armée se retrouvent désormais face à face. Hassan II veut être un « Roi-Soleil » afin de disposer du Maroc et de ses richesses à sa guise. Les militaires veulent, eux, un Etat rigoureux.

1. Oufkir. Un destin marocain *op.cit.*

avec une société équilibrée, fondée sur la classe moyenne. S'ils se sont compromis pour défendre et imposer la monarchie, ils désirent donner un sens à l'usage de la force. S'ils ne la justifient pas par une réussite économique et sociale, l'histoire ne retiendra de leur action que la répression. Oufkir et les chefs de l'année pensent que depuis les émeutes de Casablanca en 1965, le Maroc a lamentablement échoué à l'examen de l'indépendance. « Nous avons raté le coche ! » se morfondent-ils. Hassan II semble, en cette année 1971, avoir gagné la partie contre le socialisme révolutionnaire, et en entamer une autre contre les militaires les plus proches de lui. Lesquels l'ont jusque-là aveuglément servi, dans le seul souci de donner au Maroc un dénominateur commun : un trône solide. Artisans d'une monarchie absolue, ils s'indignent donc de plus en plus du pillage et de l'injustice sociale, pensant que l'on peut être un pays non démocratique sans pour autant dilapider les finances publiques, décourager les potentialités humaines ou faire main basse sur les richesses en plongeant le peuple dans la misère. Leur conviction se base, pour ne prendre que le plus proche exemple, sur la Tunisie de Bourguiba qui, avec un parti unique et sans démocratie, est parvenue à quelques succès en matière d'enseignement, de santé, d'économie, de développement et de droits des femmes. Outkir a même pris un jour la liberté de dire au roi :

— Sire, si Votre Majesté ne se décide pas à mettre un terme aux appétits de ceux qui volent l'Etat, lorsque le peuple se soulèvera, ne comptez plus sur l'année pour l'arrêter. Renvoyez tous les voleurs de ce pays, ils vont bientôt être plus nombreux que les honnêtes gens !

Les critiques du ministre de l'Intérieur inquiètent de jour en jour Hassan II. Après l'avoir coupé de ses nombreuses amitiés françaises, lui avoir enlevé les services spéciaux tout

en le conservant officiellement à leur tête, le roi veut désormais contrebalancer l'influence qu'Oufkir conserve dans l'armée.

Depuis un moment déjà, c'est le général Medbouh, chef de sa Maison militaire et favori du souverain, que le roi destine à cette tâche. Depuis qu'il a infiltré le complot de Mehdi Ben Barka en 1963 pour mieux le dénoncer au palais, l'ascension de Medbouh est fulgurante. Commandant en 1963, il s'est vu promu au grade de général en 1968. Il est même devenu l'un des rares hommes, avec Moulay Hafid, qu'Hassan II autorise à pénétrer dans son intimité, à part le général Moulay Hafid, à fréquenter ses concubines, à avoir accès au harem royal. Après avoir perdu le contrôle sur la police, Oufkir le perd donc également sur l'armée. Dlimi dirige la première et Medbouh a de plus en plus d'influence sur la seconde. Moulay Hafid coiffe le tout et n'obéit qu'à Hassan II. Tout passe par le roi et rien ne lui échappe : le SSS est l'atout maître, son fer de lance. L'une de ses armes favorites reste l'argent. S'il s'est immensément enrichi, c'est pour avoir les moyens d'acheter ses serviteurs, ses amis et même ses ennemis. Or Oufkir, lui, persiste dangereusement à débouter le roi chaque fois que celui-ci veut « l'honorer de sa générosité »... Le connétable s'éloigne, même s'il conserve ses solides relations et ses nombreuses amitiés dans le monde des services secrets internationaux, le seul domaine où Hassan II n'a pu le dépouiller totalement. Une relation bizarre s'installe donc entre le roi et mon père. Hassan II souffle le chaud et le froid. Chaque fois qu'Oufkir revient à la charge au sujet de la corruption, de la perte de prestige du trône et de l'État, le roi le boude pour ensuite, à nouveau, le courtiser exagérément. Dans les sphères privilégiées du pouvoir flotte un lourd malaise.

Les dossiers de la sécurité d'État passant maintenant au-dessus de sa tête, seuls Hassan II, Moulay Hafid et Dlimi y

ayant accès, Oufkir fait une « grève du zèle » et s'adonne à des tâches publiques : aménagement du territoire, construction d'infrastructures civiles et militaires, création d'écoles et d'instituts pour la formation des cadres moyens et supérieurs de l'État. Or Oufkir ne doit pas être perçu par la population autrement qu'à travers l'image du tortionnaire assoiffé de sang, du bras rédempteur du trône. Par précaution. Hassan II torpille donc subtilement les projets d'intérêt public auxquels s'attelle Oufkir.

S'il advenait qu'Oufkir refuse de continuer à jouer le jeu d'une fonction de jour en jour plus virtuelle, le roi n'aurait d'autre choix que d'ordonner au SSS son élimination physique. On ne laisse pas vivant un homme au fait des secrets royaux les plus sordides : Oufkir ne sera jamais un retraité. Cette réalité se dessine de jour en jour. Les inquiétudes des proches de mon père sont là pour me le confirmer. Tous les ingrédients sont réunis pour que l'on s'achemine vers un drame qu'Hassan II, privilège du vainqueur, qualifiera au lendemain de l'assassinat d'Oufkir, de shakespearien !

Plus Oufkir dénonce au roi les malversations et les grenouillages qui affaiblissent l'idée qu'il se fait de l'État, plus Hassan II renforce les attributions du colonel Dlimi et du général Moulay Hafid. Rien ne doit être ménagé pour surveiller ceux qui critiquent, et encore plus dangereux, ceux qui posent des questions. Parallèlement, dans l'armée, le général Medbouh prend de l'ascendant. Plus Hassan II neutralise Oufkir, plus il encense Medbouh. En affaiblissant l'un au profit de l'autre, il espère qu'Oufkir et Medbouh mettront de côté leur estime mutuelle pour se neutraliser en rivalisant. En politique comme en physique, deux forces qui s'opposent s'annulent. Comblé d'honneurs, porté aux nues par le souverain, le général Medbouh est, dans un premier temps, euphorique. Mais lorsqu'il commence à

son tour à s'interroger sur la razzia institutionnalisée qui caractérise le règne. Hassan II le remet à sa place, tout en le couvrant de titres. Medbouh devient chef de la Maison militaire, président des Fédérations royales de golf et de polo... Mais le roi se trompe : malheureusement pour lui, Medbouh est intègre et comprend que la disgrâce larvée d'Oufkir est en partie due à ses tentatives d'empêcher la déliquescence de l'État.

Une affaire qui dépasse en impact toutes les autres va mettre le feu aux poudres : c'est celle de la Fan Am, qui devient vite l'affaire Ben Messaoud. Ce n'est pas tant son ampleur financière qui provoque la déflagration inévitable, mais plutôt sa répercussion à l'étranger et la filière royale qu'elle met progressivement en lumière.

Omar Ben Messaoud est un riche homme d'affaires, membre du Cabinet royal, ministre dans un récent passé, dont on dit qu'il est l'un des hommes de paille du roi. La compagnie Fan American Airways envisageant la construction d'un grand hôtel à Casablanca, Ben Messaoud lui propose un terrain de l'État pour une somme modique, pourvu qu'elle accepte de déposer six millions de francs français sur un compte en Suisse. Les Américains ne disent pas non mais exigent des garanties. Ben Messaoud leur assure qu'il parle pour Hassan II et commet l'imprudence de donner ces assurances par écrit. La Pan American Airways paye comme convenu, ne voit rien venir et alerte les services fédéraux chargés de protéger ses intérêts à l'étranger. L'un des responsables de la CIA croit bon d'alerter Oufkir, que tout le monde prend encore pour le connétable écouté du souverain. Le ministre de l'Intérieur, qui poursuit sa grève du zèle, fait en sorte que l'épineux dossier atterrisse sur le bureau de Medbouh. Les responsabilités d'Hassan II y sont volontairement édulcorées, mais le document dé

voile l'ampleur d'un réseau impliquant plusieurs membres de l'entourage royal et du gouvernement. Cinq ministres du cabinet Laraki rançonnent les investisseurs étrangers et pillent sans scrupules les caisses de l'État.

Dès qu'il en prend connaissance, Medbouh est tellement stupéfait qu'il interrompt le roi au cours d'un parcours de golf, persuadé qu'Hassan II ne restera pas insensible à ces révélations. Lequel ordonne au général d'attendre qu'il finisse sa partie !

Hassan II entend signifier à Medbouh, comme il l'a fait à Oufkir, qui est le maître, et où sont les limites à ne pas franchir.

Medbouh ne recule pas et informe le roi qu'il détient la preuve que cinq ministres se sont organisés en gang et se partagent les pots de vin perçus, qu'ils engrangent sur des comptes à l'étranger. Un ton accusateur qui enflamme son auguste interlocuteur. Venant d'un Medbouh qui lui doit tout, la diatribe irrite Hassan II qui explose, traite le général de tous les noms, lui rappelle qu'il n'existe que par sa royale volonté et que son ingratitude n'a d'égale que son outrecuidance. Medbouh, très orgueilleux, courbe l'échine à la tempête mais ne rompt pas. Il écoute jusqu'au bout, sans broncher, les remontrances, et tente ensuite désespérément de convaincre le roi de la nécessité de faire le ménage dans sa gestion de l'État. Medbouh, tout comme Oufkir, dit tout haut ce que l'armée pense tout bas : « Si les choses continuent de la sorte, la corruption, le passe-droit et l'injustice sociale seront les fossoyeurs du régime. »

Au sortir de l'audience royale, la brisure est nette. Le roi réfléchit à la façon la plus immédiate de dompter les états d'âme de Medbouh. De son côté le chef de la Maison militaire royale est conscient d'en savoir trop. Chaque minute qui passe joue contre lui. Il connaît suffisamment Hassan II pour ne se faire aucune illusion sur sa manœuvre prochaine :

le souverain va se rapprocher, ne serait-ce que momentanément, d'Oufkir en le faisant passer, lui Medbouh, pour l'ambitieux, l'intriguant qui a voulu ravir la place. Medbouh sait qu'il court désormais un risque majeur. S'il prenait l'envie au monarque de l'éliminer, ses problèmes cardiaques, sa santé fragile, rendraient sa disparition soudaine banale puisque plausible. L'opération ne serait que bénéfique pour le palais. Car si un doute venait à surgir, tous les doigts se pointeraient sur Oufkir !

Medbouh rejoint le quartier résidentiel du Souissi. Pour se protéger, il ne reste au chef de la Maison militaire royale qu'une solution : mettre au courant d'autres hauts gradés de la situation. Si plusieurs personnes sont au courant, il sera difficile de les éliminer toutes pour préserver la confidentialité des affaires scabreuses. Medbouh pense aux principaux généraux du royaume, anciens comme lui de l'armée française, et tout particulièrement au général commandant la région militaire de Fez, Khayari Bougrine, par ailleurs meilleur ami d'Oufkir depuis trente ans. Des bancs du collège berbère d'Azrou à l'Académie militaire, des champs de batailles d'Europe aux rizières d'Indochine, Bougrine et Oufkir ont fait leur route côte à côte et tissé une infaillible amitié. Si Medbouh pense à Bougrine, c'est parce qu'il connaît sa droiture et son courage : l'homme habite en effet un modeste trois pièces, n'a pas de fortune et ne fréquente pas la cour. Mais Medbouh ne peut se permettre un déplacement hors de la capitale qui éveillerait les soupçons d'Hassan II.

Autre solution, rencontrer Oufkir avant que le souverain n'intoxique ce dernier avec sa propre version des faits. Dans l'urgence le général choisit donc d'entrer en contact avec le ministre de l'Intérieur et de jouer cartes sur table. Medbouh sait que cela n'est pas sans risque, mais les deux généraux ont en commun leur amour de l'ordre, leur mé

pris de l'argent et des affairistes, leur attachement aux codes et valeurs militaires, et un caractère bien trempé.

Medbough opte pour un message oral succinct. Pour cela il lui faut s'assurer de la personne qui le transmettra. Alors il se tourne vers mon oncle maternel, Azzedine. Celui-ci, qui décédera dans un « accident » de voiture quatre mois après la mort de mon père, est le petit ami de la fille de Medbough, amourette que le général tolère en tout bien tout honneur. Il apprécie l'éducation de ce jeune homme de 22 ans, au corps d'athlète, à la force herculéenne, au regard franc et à la poignée de main ferme, mais il trouve Azzedine un peu turbulent, trop « dans le vent » et ne cesse de lui suggérer un engagement dans l'armée pour mettre bon ordre à ses défauts de jeunesse. Qui pourrait imaginer le choix d'un tel émissaire pour une affaire d'Etat ?

Entre deux portes, Medbough parle donc brièvement à Azzedine :

— Dis à ton oncle¹ que je veux le voir discrètement et le plus rapidement possible. Je sais que tu ne feras jamais rien qui puisse lui nuire. Il en va de sa sécurité et de la mienne... et il va de soi que tu gardes cela pour toi.

Azzedine débarque à notre domicile, et me croise dans le garage.

Je suis très complice avec lui ou son frère Wahid, puisque c'est avec eux que j'ai connu mes premières escapades en boîte de nuit et qu'il m'est arrivé de faire le mur en me planquant dans le coffre de leurs voitures.

— Il faut que je voie mon oncle tout de suite... Qui est avec lui ? ¹

1. C'est ainsi que mes oncles maternels Azzedine et Wahid appellent mon père.

— Il se trouve dans le salon. Il n'y a pas grand monde, les intimes seulement.

— Essaie de le faire sortir discrètement, m'explique-t-il. Dis-lui que je voudrais lui parler absolument.

Son insistance me surprend au point que je voudrais en deviner le sens avant d'aller déranger mon père.

— Quoi ? réponds-je, tu veux que lui vienne te voir... Mais ce serait plus simple que je t'introduise au salon, ce n'est pas une réunion de travail.

— T'occupe... Fais ce que je te dis, je t'expliquerai par la suite. Dis-lui simplement à l'oreille : « Azzedine veut absolument te voir, c'est très important... », m'enjoint-il, d'une tape dans le dos.

J'interroge mon oncle les yeux dans les yeux :

— J'espère que tu sais ce que tu fais !

— T'inquiète pas... Allez, vas-y !

Pas convaincu, je vais informer mon père. L'espace d'une seconde, il a l'air surpris puis rassure d'un sourire ses amis. Enfin, il me glisse à l'oreille :

— Emmène Azzedine dans ma chambre. Dis-lui de m'y attendre.

Mon père nous rejoint. Avant qu'Azzedine ait le temps de le saluer, Oufkir ouvre la verrière et sort sur la terrasse. Mon oncle le suit. J'entends des bribes de leur conversation à voix basse :

— Quoi, Medbouh... Quand... Garde ça pour toi... Reste joignable... Si j'ai besoin de toi, Raouf te le dira... Maintenant rentre chez toi... Comme si de rien n'était... Je compte sur toi...

Azzedine quitte la chambre et je lui emboîte le pas, quand mon père me demande de rester. Il allume une cigarette :

— Appelle-moi Moulay Ali, m'ordonne-t-il.

Oufkir s'adresse à lui en berbère, ce qui signifie que la situation est grave. Il conclut en demandant à son homme de confiance de préparer une soirée de *talbas*¹ ces veillées religieuses organisées de coutume à la maison. Personne ne s'étonnera de voir les fquihs, ces docteurs de la foi, arriver par petits groupes, engoncés dans leurs djellabas blanches, puis se rassembler dans une grande pièce basse où, assis épaule contre épaule, en demi-cercle, ils oscillent d'avant en arrière, dans un même rythme, pour ponctuer les versets du Coran qu'ils psalmodient pendant des heures jusque tard dans la nuit.

Ma chambre, une petite pièce où tiennent à peine mon lit et un bureau, possède une fenêtre qui donne sur le perron de la maison. Tout visiteur qui entre chez nous est donc obligé de passer devant mes carreaux. Je peux ainsi me faire une idée de la tonalité du jour. Si ce ne sont que des intimes, ou des très proches collaborateurs de mon père, tout va bien. Si se joue un ballet de galonnés et de hauts fonctionnaires, c'est que ça bouge. Et enfin, s'il s'agit d'hommes du palais, c'est que ça chauffe !

En fait, la présence des responsables de l'Etat chez nous est chose courante. Mon père travaille sans horaires ni limites et la maison ressemble à un véritable ministère. Notre vie de famille s'est adaptée, mais certaines visites revêtent un caractère particulier : j'ai appris à repérer les têtes dont la seule présence annonce des situations d'urgence. Le général Moulay Hafid et le colonel Dlimi qui ne sont pas nos familiers en font partie. Leur venue est toujours de mauvais augure.

Ce soir-là, je vais faire un tour au standard, lieu stratégique de la maison. Lorsque je traverse le jardin, je croise quelques ¹

1. Hommes de religion, théologiens du Coran.

talitas. Je regarde ma montre. Il est 1 heure du matin. La veillée religieuse se poursuit. J'interroge Slimane :

— Les *talhas* sont toujours là. Tu ne sais pas quand ils partent ?

— Non. mais je pense qu'ils en ont encore pour un moment.

C'est par le central téléphonique que transitent le maximum d'informations. Quatre hommes triés sur le volet, tous des Àayounis, des Berbères de sa région personnellement choisis par mon père s'y relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Leur pièce renferme, outre le central, trois postes militaires de transmission et deux placards d'armes. D'épais classeurs contenant les coordonnées de tous ceux qui ont une responsabilité dans le pays sont rangés dans des tiroirs métalliques. Les carnets où sont inscrits les codes secrets permettant de communiquer avec les différents services de l'Etat, les bases et régions militaires, ainsi que les palais royaux, sont gardés dans un coffre dont les combinaisons sont changées régulièrement. Seuls les standardistes peuvent y avoir accès, mais leur chef Slimane me laisse fouiner de temps en temps. Il est l'un des hommes les plus proches de mon père. Avec lui, Moulay Ali et Larbi, j'entretiens de vrais liens d'amitié. Comme il me parle librement et en toute confiance, j'ai passé des soirées entières à écouter les messages, les télex et les communications radio les plus confidentiels. Il m'est même arrivé de me mettre sur des fréquences ultra-protégées ou de me faire ouvrir les placards d'armes pour passer des heures à les manipuler. Le revolver fétiche de mon père tient, lui, une place exclusive dans l'armurerie. Ce colt, dont l'étui en toile cousu sur la crosse en bois a été fabriqué par un artisan, devient un petit fusil quand on détache l'étui du ceinturon. Mon père, qui n'a jamais accordé d'importance aux choses matérielles, éprouve un attachement presque

romantique envers ce revolver qu'il a porté durant la campagne d'Italie et dans les commandos en Asie du sud-est. Sur sa crosse, il a fait graver : « Qui ose vaincra ! >>

Comme d'habitude nous dégustons un bon thé à la menthe en papotant. Régulièrement les lignes téléphoniques sont saturées. Nous commentons les appels, ce qu'ils signifient, ce qu'ils peuvent cacher. Immanquablement j'entends les hommes de mon père ressasser leurs craintes et leurs appréhensions devenues, en cette année 1971, lancinantes. Je demande à Slimane de me passer le poste de garde de l'entrée.

— Pourquoi ? Que veux-tu leur dire ?

— J'attends un ami qui va peut-être passer.

Slimane semble hésitant, presque embarrassé, et me regarde droit dans les yeux :

— Tu me fais confiance, non ? Alors, sois gentil, dis à ton ami de ne pas venir ce soir.

— Pourquoi ?

— S'il te plaît, écoute-moi... Fais ce que je te dis. De toute façon, le poste de garde a reçu l'ordre, dès minuit, de ne laisser entrer personne.

Je m'insurge :

— Ce n'est pas la première fois qu'il vient ! Cet ami est un familier !

Slimane me pose la main sur l'épaule :

— Je t'en prie, écoute-moi... L'ordre concerne même les membres de la famille.

Je me lève d'un bond :

— C'est ce que nous allons voir, je vais de ce pas demander des explications à mon père ! Non mais qu'est-ce que ça veut dire, on est samedi ! J'ai quand même le droit de recevoir mes amis le week-end !

Je suis déjà à la porte lorsque Moulay Ali pénètre dans le standard.

— Que se passe-t-il ?

Slimane lui explique la situation. Le garde du corps de mon père referme la porte sur lui et tente à son tour de me dissuader. De mon côté, j'exagère volontairement mon indignation, voulant les pousser à me livrer le fin mot de l'histoire. Ils savent qu'en me mettant dans la confiance, ils me responsabilisent.

— Tu es un homme aujourd'hui, tu as la confiance du général, alors montre-t'en digne...

Moulay Ali prend mes mains dans les siennes et me fixe intensément, afin de donner la solennité qui sied aux propos qu'il s'apprête à me tenir :

— C'est important... C'est important pour ton père... Alors ferme les yeux, fais comme si de rien n'était.

Je sais que le mot « important ». dans la bouche de ces hommes, sous-entend une affaire délicate, un problème d'Etat, et traduit qu'il en va de la sécurité de mon père. Je rassure alors Moulay Ali et Slimane d'un hochement de tête.

Le téléphone sonne. Slimane décroche. C'est le chef du poste de garde. Azzedine est à la porte d'entrée. La garde demande à Slimane s'il peut entrer.

— Mais tu m'as dit que l'ordre a été donné de ne laisser pénétrer personne !

— Ne joue pas au naïf, je ne te dirai rien de plus que ce que nous t'avons expliqué tout à l'heure !

Sortant du standard par la porte qui communique avec le garage, je suis surpris par le calme inhabituel qui y règne. Les lumières sont éteintes. Ce qui m'intrigue mais aussi m'arrange. Une voiture arrive. Je reconnais la Fiat 125 bleue d'Azzedine, lequel s'engouffre vers les cuisines. Ce qui ravive ma curiosité c'est de voir Moulay Ali et Larbi courir à côté du véhicule. Je tâtonne entre les voitures et le matériel mécanique, à la recherche d'un interrupteur. Une main se saisit de mon poignet. Une voix me chuchote :

— Moulay, s'il te plaît, ne reste pas ici.

C'est un Aayounis. Je m'accroupis à côté de lui. entre les voitures. Sans m'en rendre compte, je chuchote à mon tour. Je lui offre une cigarette. Il ne la refuse pas mais reste imperméable à mes questions.

Entrant dans la maison, je tombe sur mon père qui traverse le couloir pour aller à la cuisine.

— Va dans le salon et assure-toi que personne n'en sorte, ou ne descende de l'étage. J'ai dit aux amis présents que je montais prendre une douche. Sois discret. Si quelqu'un sort sans crier gare, appelle Slimane au standard.

— Et qu'est-ce que je lui dis ?

— Rien, identifie-toi et raccroche. Je compte sur toi, allez file.

Je prends la main de mon père et lui demande si tout va bien.

— Ne t'inquiète pas, tout va bien, je dois seulement voir quelqu'un en toute discrétion.

Oufkir sort dans le jardin pour se diriger vers l'endroit où est stationnée la Fiat. Je l'accompagne à l'extérieur mais reste sur le perron. De là je distingue un homme en burnous et djellaba qui attend dans son véhicule. Je me remémore le bref échange d'Azzedine avec mon père sur la terrasse de sa chambre. Je n'ai dès lors plus le moindre doute sur l'identité du mystérieux visiteur : c'est le général Mohamed Medbouh. Déguisé en fqih, il se lève, caché sous le capuchon de sa djellaba, et fait les cent pas avec mon père dans le jardinet de l'autre côté de la maison, près d'une pergola¹.

1. j'apprendrai plus tard, au lendemain du coup d'État de 1971, la teneur de leur entretien. Mon père s'en ouvrira devant moi à un ami et voisin, le général Driss Ben Omar. Je reviendrai plus loin sur les circonstances dans lesquelles tout s'est passé.

L'histoire est en route. On jaserait beaucoup sur cette rencontre entre Medbouh et Oufkir. On écrirait même, après la mort de mon père, qu'il aurait marché avec Medbouh dans le coup d'État de juillet 1971. Les putschistes survivants ont apporté des preuves formelles du contraire, affirmant à l'unanimité qu'Oufkir n'était pas impliqué. Le lieutenant Raïs en particulier, l'un des exécutants, l'a confirmé. Il est pourtant encore répété qu'Oufkir aurait conclu un pacte avec Medbouh : « Si vous réussissez, je marche avec vous, si vous échouez, je vous écrase >> ! Ceux qui se sont permis de telles affirmations sont des naïfs ou des niais. Ni Medbouh ni Oufkir ne l'étaient.

En s'ouvrant au ministre de l'Intérieur de ses projets de coups d'Etat, le chef de la Maison militaire du roi n'aurait eu aucune garantie à ce moment-là qu'Oufkir n'en profiterait pas pour le dénoncer et s'attirer de nouveau les grâces royales. Et mon père, en pleine crise de divorce avec Hassan II, était alors plus méfiant que jamais et des propositions de coups d'Etat venant du favori du souverain auraient pu cacher un piège royal !

En fait, cette fameuse rencontre se résume à ceci : le chef de la Maison militaire est venu dans l'urgence voir mon père pour lui révéler qu'il pensait le roi volontairement mal informé de la corruption généralisée et que désormais il savait pourquoi Hassan II avait essayé de les opposer ! Il a même raconté à Oufkir son entrevue avec le souverain, allant jusqu'à lui dire :

— Je me demande comment tu as pu accepter de servir tout ça !

— J'ai servi et sers le trône avant le roi ! lui répondit mon père.

Une phrase explicite dont son interlocuteur sut saisir toute la signification : « D'accord pour mettre la pression au roi, pour l'amener à faire le ménage dans son gouver

nement et dans son entourage, mais attention à ne pas franchir la ligne rouge et à penser au coup de force ! >>

Une fois rassuré par Oufkir sur sa sécurité, Medbouh s'accorde un répit. Il lui reste à taire face à la réplique d'Hassan II. et à essayer de trouver le moyen de la contrer ou du moins de l'amortir. Oufkir lui a même promis d'essayer de calmer le roi si Medbouh s'engageait, de son côté, à calmer le jeu.

Quelques jours après cette entrevue secrète, Medbouh s'étonne du ton mielleux avec lequel Hassan II lui parle. Cette accalmie inquiète le général, qui ne tarde pas à découvrir ce qu'elle cache : le roi envoie le chef de sa Maison militaire se faire soigner dans une clinique américaine !

Le favori du roi est tараudé par le risque d'être éliminé dans la « cure chantable » qu'on lui offre. Il demande donc à mon père de le recommander à des gens à lui là-bas et compte aussi sur son ami le sénateur William Rogers pour se porter garant de sa sécurité.

Le général part, en ce début 1971, pour Washington afin d'être soigné à l'hôpital Walter Ride où la CIA le contacte rapidement et l'avertit de l'ensemble des plus grosses affaires de détournement ayant lieu au Maroc. Cette fois Hassan II n'est pas épargné. Les preuves sont même accablantes et formelles : le système est pourri par la tête. Le général est désormais convaincu que le mal est profond et requiert des méthodes draconiennes, voire extrêmes. Medbouh interrompt alors ses soins, et saute dans le premier avion pour le Maroc où il demande d'urgence une nouvelle audience au roi.

Hassan II tente de rester calme. Medbouh lui explique que s'il se permet de revenir sur la corruption, c'est parce qu'elle répand ses échos négatifs à l'étranger et inquiète les principaux bailleurs de fonds du pays. Hassan II joue la montre, lui promet des mesures... qui vont rester lettre

morte. Medbouh décide alors d'informer les généraux Bougrine, Habibi et Hammou. Les chefs prestigieux de l'armée sont tellement sous le choc qu'il les convainc de passer à l'action et leur propose ni plus ni moins d'écarter Hassan II au profit de son fils encore enfant. A ses yeux, il faut sauver le pays avant que de jeunes capitaines ne passent à l'action révolutionnaire et fassent du Maroc ce que Khadafi a fait de la Libye. Les généraux l'interrogent sur la position de mon père. Le chef de la Maison militaire leur affirme : « Oufkir pense comme nous tous, mais il est coincé par le roi. Il ne bougera pas. Nous le mettrons devant le fait accompli après le coup d'Etat. De toute façon il a naturellement sa place dans le conseil de régence que nous élargirons à notre présence. * La disgrâce du ministre de l'Intérieur est, pour lui, une chance à saisir. Oufkir ne contrôlant plus les services de renseignements, voilà une opportunité. Medbouh préfère en effet tromper la vigilance de Dlimi et Moulay Hafid que celle d'Oufkir dont l'expérience et l'efficacité ne sont plus à prouver.

Medbouh attire avec les mêmes explications le colonel Chellouati, qui sera en quelque sorte le garant des intérêts d'Oufkir pendant et après le putsch. Chellouati est un fidèle parmi les fidèles de mon père, l'un de ceux que le roi n'a pu retourner. C'est justement sa participation au coup d'Etat qui alimentera au lendemain du 10 juillet les rumeurs les plus folles.

Quant à Hassan II. il va avoir rapidement plus d'une raison de suspecter son ministre de l'Intérieur. Dans une ultime tentative pour raisonner le roi, Oufkir l'avait en effet mis en garde un an avant les événements de Skhirat :

— Sire, si Votre Majesté persiste à tolérer les malversations d'une élite nantie, nous courons droit à la catastrophe. Chaque jour qui passe crée un putschiste potentiel de plus !

De mon côté, cela fait un moment que j'entends tenir dans le très proche entourage mon père des propos peu rassurants.

Un jour, j'accompagne Oufkir au palais de Skhirat et il m'enjoint de rester sur le parking avec la sécurité durant son audience avec le roi. Assis dans la voiture, j'attends en discutant avec Moulay Ali et Larbi. Les deux gardes du corps ont le visage sombre.

— Tant que le général n'est pas ressorti, je ne serai pas tranquille, m'explique Moulay Ali, nerveux.

Depuis quelques semaines déjà, les hommes de confiance de mon père ne taisent plus leurs appréhensions...

— Qu'est-ce que vous avez tous à être si tendus ?

— Que Dieu nous vienne en aide. Tu ne vois donc pas ce qui se passe ? Ils sont en train de pousser le général dans ses derniers retranchements...

Comme je veux en savoir plus, je feins l'étonnement.

— Mais qui, « ils » ?

— Ali Baba et les quarante voleurs ! me lance Moulay Ali avec un demi-sourire.

Je m'esclaffe de bon cœur.

Larbi nous interrompt :

— Qu'est-ce qu'il y a ? lui dis-je.

— Quand on parle du loup, on en voit la queue, me répond-il en m'indiquant du regard l'allée goudronnée qui court dans mon dos.

Je me retourne. Une Mercedes bleu marine se gare sur le parking. De la voiture descend le colonel Ahmed Dlimi, habillé d'un costume bleu ciel et d'une chemise blanche sans cravate. Il se dirige vers l'entrée du palais, lorsqu'il remarque ma présence et vient vers moi. Je vais à mon tour à sa rencontre. Moulay Ali me chuchote dans l'oreille :

— Pas de conneries, reste naturel, tiens ta langue et pèse tes mots.

Nous nous embrassons.

— Comment allez-vous, mon colonel ?

— Bien, bien et toi ? Mais, c'est nouveau, ça, pourquoi tu ne me tutoies plus ?

— Quand j'accompagne mon père dans son travail, il exige que je me plie à la correction du protocole.

— C'est bien, très bien, mais je t'en prie, pas avec moi, je t'ai pris dans mes bras tout bébé ! Tu es comme mon fils, ne l'oublie pas.

Dlimi m'interroge sur mon père avec toujours la même déférence que lorsqu'il était le fidèle d'Oufkir. Je réponds évasivement pour ne rien révéler au colonel. Il allume une cigarette et m'en offre une.

— Tiens. Ne te gêne pas avec moi.

Je réponds :

— Volontiers, merci. Mais je fume devant mon père, je ne lui cache rien.

Nous faisons quelques pas. Moulay Ali et Larbi ne nous quittent pas des yeux.

Lorsque nous passons à côté de la voiture du colonel, Lamine, son garde du corps, vient me saluer et nous évoquons mes souvenirs suisses. Lamine ayant fait partie de l'équipe de policiers venus m'arracher à ma retraite helvétique. Ce qui m'intrigue c'est que Dlimi ne se presse pas d'entrer dans l'enceinte du palais. Evite-t-il mon père ? Nous poursuivons notre conversation anodine.

Pour être honnête, le colonel a toujours été aux petits soins avec moi. Du temps où il était l'ombre de mon père, Dlimi et sa femme faisaient partie de notre famille. Oufkir appelait son jeune bras droit « mon fils » et Dlimi manifestait une quasi-dévotion à son égard. Je garde d'ailleurs le souvenir d'un voyage à Fez où ma mère et moi trouvâmes

Dlimi. alors commandant, qui somnolait, l'arme à la hanche, affalé en travers de la porte de la chambre d'hôtel de mon père. Hassan II l'a bien retourné.

Dlimi a toujours été attentionné à mon égard. Petit, il m'a fait de nombreux cadeaux. Adolescent, il m'a sans cesse répété : «Je sais que maintenant tu as des besoins, que tu serais peut-être gêné de demander à tes parents. Je veux que tu saches que tu peux compter sur moi en toute circonstance. Si tu as besoin d'argent ou d'un quelconque service. viens me voir. Si tu ne peux pas me joindre, laisse un message à Lamine. Ne te gêne surtout pas ! >> En de rares occasions j'ai d'ailleurs demandé son aide. Il m'a même proposé de l'argent que j'ai toujours refusé ; d'abord parce que mes parents nous ont éduqués dans ce principe, ensuite parce qu'en prenant conscience de la « nouvelle donne >>, je ne peux rien accepter de lui, pas même un service anodin.

Quand mon père sort du palais, Dlimi perd contenance. Il s'affuble sur-le-champ d'un sourire hypocrite et claque des talons dans un garde-à-vous exagéré.

— Mes respects, mon général !

Oufkir, assez froid, le salue sans s'attarder, et lui lance en s'engouffrant dans sa voiture :

— Sa Majesté t'attend, je suppose qu'elle a des ordres importants pour toi.

Puis, en s'adressant à moi :

— Quant à nous, nous allons à la plage !

Dlimi fait ses courbettes la main sur la portière.

— Roule, me dit-il.

Le colonel continue de marcher à côté de la DS 21 et fait des gestes comme pour ouvrir la route au véhicule. En descendant l'allée, vers la sortie de Skhirat, mon père observe dans le rétroviseur la silhouette de Dlimi qui continue

de saluer de la tête et de la main. Et, dans un rictus écœuré, il grommelle :

— Bouffon ! Tous des bouffons !

En cette année 1971, je prends conscience que nous sommes assis sur une bombe !

Le 2 avril 1971, pour le dix-huitième anniversaire de Malika, nous donnons une réception. Et tous, nous sommes étonnés par l'ampleur de cette fête. En découvrant la liste des invités, je reste pantois. L'importance, la disparité des personnalités conviées m'interpellent. Certaines personnes ne se sont plus retrouvées depuis plusieurs mois, le climat dans l'antre du pouvoir ne s'y prêtant guère. Ce malaise s'est même transmis jusqu'aux subalternes qui servent les puissants. Depuis un moment je constate en effet la nervosité, l'obsession sécuritaire de ceux qui ont osé tirer la sonnette d'alarme. Le jeu d'ombres chinoises auquel se livrent, depuis plus d'un an, les plus hauts personnages du royaume, a obscurci les cieux trop brillants du pouvoir.

Ma surprise est d'autant plus grande que mes parents n'ont jamais versé dans les mondanités. Généreux, comme tous bons Berbères, ils aiment la profusion, pas l'étalage. C'est la première fois qu'ils organisent pour l'un de leurs aînés une soirée mondaine.

Ce bal doit, avec la bénédiction du roi, célébrer l'entrée d'une jeune fille dans le monde. Depuis l'âge de 4 ans, Malika a grandi hors de la maison aux côtés de Lalla Amina, la plus jeune sœur de Hassan II. Ce n'est que récemment qu'elle a réintégré notre vie de famille. Le souverain voit donc d'un bon œil ce rassemblement frivole qui lui laisse espérer que les militaires vont renouer avec la vie de cour. Mais s'il joue la détente, le monarque redouble de vigilance.

Depuis le matin, la maison est en effervescence. En début de soirée, tout est prêt. Le jardin est illuminé, les buffets sont dressés et les premiers invités arrivent. Le bal commence. La nuit s'annonce fastueuse. Et si une atmosphère étouffante flotte sur le sérail du pouvoir, seuls les initiés en connaissent les vraies raisons tout en faisant comme si de rien n'était, surtout en public. En venant à ce bal, ils feignent de se comporter normalement ; et ce n'est pas par naïveté, encore moins par indifférence.

Le tout-Rabat et le tout-Casablanca sont là : les conseillers du roi, les ministres, les généraux, les gouverneurs, les notabilités de la société civile.

L'ambiance est extraordinaire. Des cuisines aux salons, l'humeur est festive. Le parking est bondé de limousines. Un service d'ordre organise le stationnement des voitures jusque dans la rue, des dizaines de chauffeurs et de fonctionnaires en civil discutent, assis sur les ailes ou les capots des véhicules. Une tente caïdale a été dressée sur le terrain vague qui jouxte le garage pour qu'ils puissent y boire et manger à volonté.

Mon père et ma mère reçoivent sur le perron ou dans le hall. Ils m'ont demandé de rester auprès d'eux avec Malika afin de souhaiter la bienvenue au flux régulier de personnalités. Las de serrer des mains comme un automate, je m'éclipse toutefois pour courir du standard aux cuisines. J'ai demandé au poste de garde de m'avertir de l'arrivée de Moulay Abdallah et de son épouse Lalla Lamia. Je tiens à les accueillir pour honorer l'affection profonde et les liens quasi filiaux qui m'unissent au prince et à la princesse.

À 22 h 30, la soirée bat son plein. La présence du général Medbouh ne passe pas inaperçue : réputé austère et secret, le militaire mène une vie Spartiate, il n'est ni noceur ni mondain, mais son sourire suscite les commentaires, lesquels

redoublent lorsqu'il se joint aux danseurs sur la piste. Les personnages les plus importants du pays s'amuse comme des potaches.

Vers minuit, l'ambiance est euphorique. Je fais le tour des gens que j'apprécie ou avec lesquels j'ai une relation privilégiée. André Guelfi, dit « Dédé la sardine », en fait partie. Que de fois il m'a invité à des virées dans son avion privé qu'il pilote lui-même, un Cessna 414 turbo. Je me rappelle même l'avoir convaincu de participer au rallye du Maroc et un jour être allé avec lui au port de Casablanca réceptionner une Porsche 911 R d'usine. Malheureusement les liens forts qui l'ont uni à mon père et l'affection qu'il m'a portée, après dix-neuf années de prison, André continuera de me les affirmer par les mots, un peu moins par les actes. Avec Dédé et sa femme Caddie, la nièce du président Pompidou, mais aussi Mike Marshall, le fils de Michèle Morgan, un metteur en scène, et quelques amis français, nous discutons chaleureusement.

Depuis que le prince Moulay Abdallah a ouvert le bal, la piste ne désemplit pas. Si même le général Medbouh est sur place et s'amuse, c'est que le climat se détend.

Patrice, avec son flegme et sa discrétion habituels, passe à côté de moi et, sans s'arrêter un instant, me souffle, en usant du surnom que nous donnons à Moulay Ali :

— Geronimo.

Il n'a pas besoin d'être plus explicite, je file au standard. En y entrant je surprends Geronimo au téléphone en train de dire au chef du poste de garde de l'entrée principale :

— Dites à Larbi de m'appeler immédiatement sur le réseau interne ! Dites-lui que son PP déconne ou faites-lui parvenir au plus vite un autre appareil !

C'est la première fois que je vois cet homme placide et imperturbable, réputé pour avoir des nerfs d'acier, en co-

lère. S'il hausse le ton, c'est qu'il doit être profondément contrarié.

Je l'interroge :

— Qu'arrive-t-il ?

— Rien de spécial, on veut juste être sûr que tout se passe bien...

— Pourquoi m'as-tu fait appeler par Patrice ?

Geronimo me prend par le coude et m'entraîne à l'extérieur.

— Ecoute-moi attentivement... J'ai demandé à Patrice de ne pas quitter des yeux le verre du général. Mais il y a tellement de personnes qui vont et viennent dans le salon que vous ne serez pas trop de deux pour faire attention... et éviter que quelqu'un y verse quelque chose... Les temps sont mauvais, mon fils, les temps sont très mauvais..., ajoute Moulay Ali en me tapotant l'épaule comme pour me consoler d'une bien triste réalité.

Je pars rejoindre mon poste. Sur le chemin un serveur me croise, essoufflé.

— Vite ! On te demande...

C'est en courant tous deux, qu'il me précise :

— Le prince Moulay Abdallah te cherche depuis une dizaine de minutes !

Dans la foulée, je rajuste ma veste et me passe la main dans les cheveux. A mi-parcours une voix m'arrête :

— Doucement, tu vas être tout débraillé...

En m'orientant au son, je devine deux ombres assises sous les cyprès. Ce sont Driss et Boutouil, censés pourtant être chez eux. Je leur jure sur l'honneur que je ne tenterai rien ce soir, mais ils me répondent :

— Ça nous fait plaisir d'être là, ne te formalise pas pour ça. Et où vas-tu comme ça ?

— C'est Moulay Abdallah qui m'appelle.

Driss palpe ma mise, passe en revue mon apparence, jette un coup d'œil à mes chaussures, corrige la chute du costume sur mes épaules, rectifie aussi le nœud de la cravate que j'ai supportée pour recevoir les invités. Mais maintenant que la soirée est lancée, je n'en ai plus besoin et Driss reste planté là, avec une bande de tissu froissé dans sa main !

Moulay Abdallah s'entretient avec son secrétaire particulier et son aide de camp.

— Ah ! Te voilà, toi ! Ça fait un moment que je te cherche. J'ai une surprise pour toi. Mais avant, allons trouver ton père.

Je le précède et me faufile vers le fond du salon à la recherche de mon père que j'aperçois à une table de généraux riant à gorge déployée. Depuis qu'entant je côtoie ces hommes, je sais que rien ne les rend plus hilares et heureux que lorsqu'ils se retrouvent pour évoquer les « extraordinaires » anecdotes (et le mot est faible) de leurs nombreuses campagnes militaires. C'est avec la même passion que j'écoute le récit de leurs faits d'armes du mont Cerrazolla, du Garigliano, du Monte Cassino, de la bataille du Rhin, de la plaine des Joncs, du delta du Mékong. Mon intérêt est accru par le fait que mon père s'est toujours refusé à m'en parler. Les seuls détails que j'ai pu glaner me vinrent de ses camarades. Un jour où j'étais en colère contre mon père, le général Habibi me parle :

— Ecoute bien ce que je vais te dire, tu en feras par la suite ce que tu voudras. Outkir est un frère pour moi. Un jour où nous étions en permission à Saigon, nous venions de toucher nos soldes. Après avoir visité deux endroits branchés de la ville, nous nous rendons dans un cabaret. Ton père commande le champagne et le paye ; avant qu'on nous le serve. Outkir se lève et nous lance : « Dégageons d'ici, cet endroit ne me plaît pas... » J'en étais encore à protester qu'il me traîne littéralement dehors. Nous

n'avons pas fait cent mètres dans la rue que le souffle d'une explosion nous plaque au sol. La boîte venait de sauter. Alors, un conseil : écoute toujours ton père, il possède un sixième sens. Plus tu grandiras, plus tu comprendras qu'il ne t'interdit jamais rien juste pour le plaisir de te dire non. Il appréhende ce qui pourrait t'arriver. C'est le prix à payer pour faire de la politique, et c'est pour ça que je n'en fais pas !

Reste qu'en ce 2 avril 1971, la gaieté est unanime. Chaque général attablé donne son avis sur la mésaventure survenue à l'un des leurs. Blessé dans ses parties charnues, celui-ci doit faire face aux interprétations espiègles de ses pairs. L'un des généraux soutient que la seule façon de recevoir une balle dans le postérieur, c'est de tourner le dos à l'ennemi. Le concerné se défend et affirme que nul n'est à l'abri d'un éclat d'obus tombé dans son dos ! Une conversation ponctuée de rires tonitruants. Les généraux portent alors un toast et crient d'un même élan la devise des régiments de tirailleurs marocains de la Seconde Guerre mondiale : « Malgré que mon pantalon soit foutu, l'ennemi ne verra pas mon cul ! »

Moulay Abdallah nous rejoint. Mon père lui enlace les épaules et l'embrasse :

— Ah ! Voilà mon prince préféré !

Moulay Abdallah lève son verre :

— Je ne sais pas à quoi vous portez un toast, mais si vous acceptez qu'un civil s'y joigne !...

— Nous portons un toast au passé, lui répond Oufkir.

— Tu as bien raison, le passé est une valeur sûre. Quant à l'avenir, par les temps qui courent...

Cette réflexion jette un froid imperceptible. Mon père rétorque au prince :

— L'avenir n'appartient à personne. Et surtout pas aux hommes du passé que nous sommes. Nous tenterons

seulement de l'accompagner telle une mariée sur le pas de sa nouvelle demeure sans avoir le droit d'y pénétrer, et en lui souhaitant beaucoup de bonheur !

Moulay Abdallah attend que l'attention soit détournée par la conversation pour nous demander de le suivre. Pensant que le prince souhaite s'entretenir seul avec Oufkir, j'esquisse un mouvement pour m'effacer, mais Moulay Abdallah me demande de rester.

— Non, ne t'en vas pas, ça te concerne.

Avec l'œil pétillant, le sourire mystérieux de celui qui ménage une agréable surprise, le prince nous fait languir. Puis, droit dans les yeux, il s'adresse à mon père :

— Oufkir, tu sais que je considère Raouf comme un fils. Je sais que tu t'entêtes à ne pas assurer l'avenir de tes enfants. Alors j'ai décidé, en tout cas pour Raouf, de m'en occuper. Je veux lui offrir une de mes fermes. Demain mon secrétaire Naciri viendra pour les papiers. Je continuerai de payer le gérant et les ouvriers. Le rendement annuel de cette propriété et son bénéfice net seront versés sur un compte bloqué, jusqu'à la majorité de Raouf.

Mon père fixe Moulay Abdallah en silence et fait « non » de la tête. Sa réponse ne me surprend pas, mais sa manière abrupte d'éconduire le cadeau princier m'embarrasse. Moulay Abdallah insiste :

— En quoi ton intégrité d'homme d'Etat peut-elle en pâtir ? Tout le monde pourra vérifier que cette ferme, tu ne l'as pas volée ! De plus c'est à ton fils que je la donne, pas à toi !

Mon père sort de son silence :

— Moulay Abdallah, je t'aime beaucoup mais je ne mange pas de ce pain-là. Je n'ai jamais rien accepté, même de Sa Majesté.

Je suis stupéfait par la raideur du propos, tandis que le prince, lui, en est blessé jusqu'à l'émotion. Ma mère arrive sur ce silence pesant.

— Que se passe-t-il ? Altesse, vous en faites une tête !

Le prince lui explique la situation et conclut en l'interrogeant :

— Et toi Fatema, qu'en penses-tu ?

— Permettez-moi, Monseigneur, d'être franche avec vous...

— En faisant le contraire, tu ne serais plus toi, sourit Moulay Abdallah.

— Je suis d'avis qu'Oufkir vous doit des excuses pour avoir mis en doute votre préoccupation sincère de Raouf, mais je suis d'accord sur le fait que dans la position qu'il occupe, il ne peut se permettre d'accepter votre présent. En voulant rendre service à Raouf, vous pourriez le mettre en première ligne des critiques malsaines et des bassesses politiciennes. Je vous remercie du fond du cœur, Altesse, parce que votre geste pour mon fils me touche.

Moulay Abdallah me regarde comme pour me prendre à témoin de la folie de mes parents. Et ajoute :

— Très bien, puisque nous sommes en famille, je vais vous dire ce que j'en pense.

Moulay Abdallah fixe mon père droit dans les yeux et dit :

— Ah ! Monsieur veut rester propre, hein ! Tu te méfies de l'argent comme tu te défies de la peste, mais tu te laisses traîner dans la boue sans broncher. Tu fais vivre à tes enfants un train de vie, mais après toi, le déluge ! Réveille-toi Oufkir, réveille-toi ! Mets à l'abri ce qui peut encore l'être ! Pour qui ? Pour quoi fais-tu ça ? Pour ton roi ?

Et de s'esclaffer :

— Mais tu n’as rien compris, mon pauvre ! Plutôt que de te faire davantage de discours, je vais tout te résumer en une anecdote. C’est l’histoire de l’un de mes ancêtres. Ce sultan parcourait le pays pour veiller à la perception de l’impôt. Il traverse des gorges dans le sud du Maroc. En passant un lit d’oued, il est surpris avec sa suite par la crue. Le sultan s’agrippe à la bride de son cheval et tente, tant bien que mal, de résister à la furie des flots. La rivière le charrie tel un fétu de paille. Sur le point de se noyer, le sultan est sauvé in extremis par un Berbère de la montagne, berger de son état. Le pâtre, sans même savoir qui peut être l’homme qui se débat dans ce flux furieux, n’hésite pas à risquer sa vie pour sauver l’infortuné. Une fois sain et sauf, le souverain fait porter à la demeure de son sauveur toutes les bourses d’or dont il dispose. Le berger se prosterne pour remercier. Mon aïeul dégainé alors son sabre et décapite le malheureux. Dans la suite du sultan, c’est la consternation ! Personne ne comprend cet acte dément. Le sultan s’adresse à sa cour : « Nous, les Alaouites, nous avons un secret de longévité, une recette infailible pour nous maintenir au pouvoir : nous ne devons jamais rien devoir à personne. Imaginez qu’un jour cet homme qui m’a sauvé la vie se retrouve dans le camp de mes ennemis, et qu’il tombe entre mes mains : je devrais le gracier pour régler ma dette. L’équité en politique peut être fatale. Car être redevable est une entrave dangereuse, et être clément peut encourager l’audace de vos ennemis ! >>>

Mon père tente de l’interrompre en lui disant :

— Moulay Abdallah, nous n’allons pas revenir là-dessus, nous en reparlerons seuls.

Mais le prince poursuit, subitement solennel :

— Écoute Oufkir, je te le dis devant ton fils, que je considère comme le mien, et devant ta femme : tu commets une erreur de sacrifier à ta fierté l’avenir de tes enfants !

Rappelle-toi ce jour, nous sommes le 2 avril 1971 ! Nous ne savons pas qui de nous partira le premier, mais sou viens- toi, Oufkir de ce que je vais te dire ! Pour seul remerciement de ton roi, tu ne sortiras du palais que les pieds devant !

Le ton du prince est aussi impressionnant que celui d'un devin. Et son intuition deviendra prophétie ! Bien plus tard, je retrouverai tout le sens de l'anecdote princière dans ces mots d'Alexandre Dumas : « Il est des services si grands qu'on ne peut les payer que par l'ingratitude. »

Toute ma vie, en repensant à ce fameux bal, j'entendrai encore les mots, ô combien justes, de Moulay Abdallah, et conserverai l'image de ces visages qui allaient disparaître dans le sang et la violence, dans le drame qui se jouerait au palais royal de Skhirat.

Tout au long de son histoire, le Maroc a été une terre aux mœurs guerrières profondément enracinées. Dans ce pays on aime la vie, mais on ne craint pas la mort. Combattre est un privilège, et mourir un honneur ! Le Maroc est un pays aux pratiques politiques déroutantes. La diplomatie y est poussée au rang d'art, le secret et l'intrigue sont des règles. Au royaume chérifien, la palabre est une tradition, la libre expression une hérésie, et la violence l'ultime recours.

Cette soirée signe pour moi les adieux grandioses de toute une lignée d'officiers ayant servi dans les années française et espagnole et qui furent jusque-là le trait d'union entre l'Occident et le Maroc indépendant. Ils ont vécu dans la gloire et le panache, et vont finir dans l'opprobre et l'humiliation des vaincus. Ces hommes qui ont bâti le Maroc et son trône depuis l'indépendance vont devenir les oubliés de l'histoire.

Chapitre XII

Les fruits de la colère

Medbouh et quelques hauts gradés sont donc d'accord sur la nécessité d'entreprendre une action pour sauver le pays. Afin de vaincre les scrupules de ses pairs, le général commence par les mettre devant leurs responsabilités. Soit ils se taisent, ne bougent pas et deviennent complices des dérives concussionnaires, de la déliquescence de l'Etat et de l'injustice sociale : soit ils agissent en dépit de leurs convictions monarchistes et de leur serment de protéger le trône mais ouvrent un espoir. Medbouh révèle même les secrets du palais et les détails de la vie d'Hassan II aux derniers récalcitrants. L'effet obtenu dépasse ses espérances. Ces officiers supérieurs sont des hommes d'honneur qui ont jusque-là servi le roi parce qu'il incarnait un symbole unificateur de la nation. Découvrant l'ampleur du fléau et un souverain qui a failli à son rôle, ne force plus leur respect et n'incarne plus les principes qui sont les leurs, ils conviennent d'agir.

Le général Medbouh assène un argument de poids : si les chefs de l'armée ne réagissent pas à temps, ils exposent le pays à une révolution d'officiers de la nouvelle génération. sur le modèle libyen ! Enfin, il vainc les ultimes hésitations en assurant que la vie d'Hassan II sera épargnée :

le roi doit abdiquer en faveur de son fils Sidi Mohamed âgé de 8 ans. Un conseil de régence, prévu par la constitution, garantira la légitimité. En y intégrant les généraux putschistes, Medbough compte faire du CNR¹ une plateforme acceptable et respectable de gouvernement.

Après s'être mis d'accord sur la marche à suivre, les hauts gradés délèguent au chef de la maison militaire du roi l'organisation du coup d'Etat. Dès lors, Medbough se met en quête de l'instrument qui accomplira ses desseins. Pour exécuter son putsch, il s'allie à un homme d'action, le lieutenant-colonel M'Hamed Ababou. le plus jeune officier supérieur de l'année marocaine, le mieux noté aussi. Ce Rifain originaire d'Aknoul, village natal de Medbough, est le directeur de l'école des sous-officiers d'Ahermoumou où on forme la fine fleur de l'infanterie marocaine.

C'est le 3 mars 1971, à l'occasion de la fête du Trône, que M'Hamed Ababou, âgé de 33 ans, a reçu ses galons de lieutenant-colonel. Le même jour, son aîné Mohamed Ababou accède au même grade. Les deux frères ont pourtant quatre années de différence. Ironie du destin, ils sont les fils du cheikh Ababou Ben Messaoud, du même nom que l'homme d'affaires par qui le scandale est arrivé, celui qui a négocié avec la Pan American Airways. Si en droit occidental, ils sont demi-frères, en droit musulman ils sont frères à part entière.

M'Hamed Ababou. le cadet, possède un ascendant certain sur son aîné. Le plus jeune est un fauve, le plus âgé un être insignifiant, M'Hamed un dur, Mohamed un faible. Le premier est un meneur d'homme, le second n'est pas un foudre de guerre. Mohamed admire en son jeune frère l'autorité naturelle et l'audace que lui n'a pas. Si M'Hamed

1. Conseil national *de* régence.

Ababou doit cette promotion en grande partie à son mente, Mohamed, âgé de 37 ans, la doit plutôt aux circonstances. Voilà près de deux ans que couve ce coup d'Etat. La décision de passer à l'action ayant été prise par les principaux intéressés, Medbouh veut se donner tous les moyens de la mener à bien. La promotion des frères Ababou au grade de lieutenant-colonel n'est pas étrangère à ce projet, le chef de la Maison militaire du roi et les généraux putschistes étant des membres influents de la commission d'avancement. Et bien qu'Hassan II soit le seul à prendre la décision finale, l'appréciation des chefs les plus prestigieux de l'année a aidé à la signature du décret royal de promotion.

M'Hamed Ababou appartient à la nouvelle génération qui n'a pas fait l'armée française, bien qu'il ait obtenu un diplôme, avec mention, à sa sortie de l'Ecole de guerre à Paris. Ce qui lui vaut de la part de ses camarades le surnom de << Petit Napoléon >>. Tout le monde l'appelle « mon colonel » alors que l'aîné des Ababou reste, lui, désigné sous son grade exact de lieutenant-colonel. Une traduction du charisme de l'un et du manque de personnalité de l'autre. Mohamed, d'ailleurs, après avoir commandé le centre des appelés du contingent d'El Hajeb, situé à une trentaine de kilomètres de la ville de Meknès, fait maintenant partie de l'école d'état-major de Kenitra¹.

M'Hamed Ababou est taillé d'un seul bloc. Petit, râblé, le colonel ne se pose pas de questions. Il agit. Son style : droit au but. Ses règles : tous les coups sont permis, pourvu que l'objectif soit atteint. D'une ambition dévorante, il a vite compris que celle-ci, sans fortune, connaîtrait rapidement ses limites. Aussi s'est-il enrichi. Le paradoxe est qu'il

1. Ville du littoral atlantique. située à 30 kilomètres de Rabat, et où se trouve la principale base militaire américaine au Maroc.

n'est pas homme d'argent, encore moins un bourgeois. S'il ne méprise pas l'or, il ne le révère pas pour autant. Propriétaire de fermes, d'un hôtel et de biens immobiliers, Ababou reste un soldat dans l'âme. Il recherche dans la fortune la puissance qu'elle procure et reste indifférent au confort qui généralement l'accompagne. Nanti, il mène une vie rude de vrai militaire. Courageux jusqu'à la témérité, autoritaire jusqu'à la tyrannie, il aime commander, et l'année est sa vie. Pour y faire carrière il n'hésiterait pas à vendre son âme au diable. Quelles que soient ses visées, et peu importe la manière, le colonel se donne toujours les moyens de les voir aboutir. Son aisance matérielle lui permet d'affirmer son autorité sur ses hommes, d'améliorer l'ordinaire de la troupe, de gâter ses officiers, d'organiser des dîners opulents, des soirées animées pour les supérieurs qu'il invite à Ahermoumou ou dans l'une de ses villas. La rumeur dit qu'il doit son grade de lieutenant-colonel à ses relations avec un proche du roi, fanatique de poker et membre influent de la commission d'avancement. Ses protecteurs d'alors, si tant est qu'il en ait jamais eu, ont peut-être pensé que ce jeune officier à l'ambition dévorante n'aspirait qu'à décrocher une place au soleil. Qu'il était prêt à jouer le jeu du système hassanien ; qu'il accepterait de devenir soumis à l'argent, proche de la cour et de ses faveurs. Ainsi, le nomme-t-on en début de carrière aide de camp du prince Moulay Abdallah, poste auquel cet homme d'action ne s'éternisera pas. Certains diront, au lendemain du coup d'État de Skhirat, que l'on avait commis une grave erreur en laissant « entrer le loup dans la bergerie » ; que jamais un homme avec son profil n'aurait dû être introduit dans l'univers du palais parce qu'il aurait pris conscience du gouffre séparant la vie de cour de la réalité marocaine. C'est un raccourci que je n'emprunterai pas. Si l'on peut affirmer que les qualités morales, la rectitude de Medbouh

ont poussé le général à se soulever contre la gabegie et les mœurs concussionnaires, peut-on en dire autant d'Ababou ? À ses yeux, la vertu n'était pas le meilleur moyen de gravir les échelons pour espérer s'imposer : l'intégrité n'attire-t-elle pas les suspicions du palais ? Nombre de gradés marocains n'ont-ils pas été éloignés, cassés, humiliés pour avoir refusé de se vendre au système ?

La fête du Trône du 3 mars 1971 est propice à certains contacts discrets, plusieurs réunions des cadres de l'année se tenant à Rabat. M'Hamed Ababou profite de l'occasion pour rendre une visite de courtoisie au général Medbouh. Lequel est alité, maladie diplomatique et unique façon de déjouer la surveillance royale. Medbouh et Ababou s'entretiennent un moment, mais ne s'éternisent pas. Le général informe le directeur de l'école d'Ahermoumou que la date de l'opération est fixée au 14 mai, jour de la fête de l'armée célébrant l'anniversaire de la création des FAR. où, chaque année, des manœuvres militaires sont organisées à El Hajeb¹. Or généralement, le roi les préside. Le convoi d'Hassan II devrait donc rouler sur une route de montagne, dont les lacets traversent de temps en temps des souks à viande, boxes en béton où deux à trois fois par semaine les paysans de la région viennent vendre leurs produits. Le général ordonne à Ababou de se tenir prêt, l'école des cadets d'Ahermoumou participant traditionnellement aux exercices d'El Hajeb et au défilé militaire qui les clôture.

Le plan arrêté consiste à faire intervenir le colonel et un commando réduit, composé uniquement d'hommes dotés d'une solide expérience du feu et des situations d'urgence. Et de cacher cette petite unité dans les échoppes de bou

1. Petite bourgade entre Meknès et Ifrane dans le Moyen Atlas.

chers qui parsèment l'itinéraire royal. En plus de l'effet de surprise, le guet-apens donnera au commando une situation de tir idéale. Si la Sécurité royale s'opposait, comme elle le doit, à la reddition d'Hassan II, les hommes d'Ababou auraient la suprématie du terrain avec leur armement de guerre et l'avantage d'un tir croisé. Les consignes de Medbouh sont donc claires : immobiliser le convoi royal, neutraliser la garde rapprochée en évitant de tirer sur la limousine blindée d'Hassan II, puis se saisir du souverain vivant et le mettre au secret avec les égards dus à son rang.

Au dernier moment, le général annule l'opération. On a beaucoup glosé sur ce report en l'imputant à un hélicoptère de la gendarmerie royale dont la présence « imprévue » aurait pu repérer la section d'Ababou. Ceci n'est que pure élucubration. Jamais les gens ne sont aussi prompts à fabriquer une vérité que lorsqu'elle leur échappe. La surveillance aérienne du convoi royal a été de mise dans tous les déplacements du souverain. Et Medbouh est bien placé pour le savoir. La réalité, c'est que Hassan II se méfie. En homme averti, il a pris ses dispositions. Le cortège a effectivement quitté le palais en direction d'El Hajeb mais en chemin, le roi a discrètement quitté sa voiture officielle. Derrière les vitres teintées de la Mercedes 600, c'est une doublure qui joue le passager officiel, tandis que le souverain voyage dans un véhicule banalisé et ne rejoindra sa limousine qu'à deux ou trois kilomètres du site des manœuvres.

Les hélicoptères qui accompagnent le convoi, habituellement au nombre de deux et non armés puisque destinés à la reconnaissance, restent en liaison constante avec la sécurité au sol, qui pourrait anticiper toute attaque si elle était informée d'un quelconque pépin. Ce qui décide le général à reporter l'arrestation, c'est que cette fois-ci l'effectif de gardes du corps a été quadruplé, et que six

hélicoptères survolent le convoi, armés et remplis des commandos de la Garde royale encadrés d'hommes du SSS. Certes, Medbouh aurait pu attendre la fin des manœuvres d'El Hajeb et le défilé qui les clôt. En paradant devant Hassan II, il aurait été aisé à Ababou et ses cadets d'attaquer la tribune officielle pour se saisir du souverain, mais c'est ignorer que les troupes qui se présentent devant le roi sont systématiquement désarmées. Si les unités défilent avec leurs fusils mitrailleurs à la hanche ou en bandoulière, les percuteurs sont confisqués par la Sécurité royale et les chargeurs vidés de leurs balles.

La tentative tombe donc à l'eau, mais le général assure à Ababou que ce n'est que partie remise et que, bientôt, il lui fera signe.

Medbouh enjoint le colonel de se tenir prêt à tout moment. Ababou ravale son impatience et continue de cacher ses motivations réelles et sa détermination à en finir à sa manière avec Hassan II. Medbouh commet là sa première erreur, plus tard lourde de conséquences. Le général pense qu'Ababou n'est que l'instrument d'une décision et d'un programme sur lesquels il n'aura pas d'influence, qu'un exécuteur d'une opération armée, alors que M'Hamed Ababou a d'autres ambitions que de simplement mener à bien le putsch pour retourner ensuite tranquillement à sa caserne sans prétendre influencer sur la suite des événements. Croire le contraire, c'est mal connaître sa psychologie.

Jusqu'à l'été, le général Medbouh ne cesse de guetter un moment propice pour passer à l'action. En vain.

Le 14 juin 1971 s'ouvre à Marrakech un nouveau procès pour atteinte à la sûreté de l'État. Cette fois, c'est la branche armée de l'opposition qui est mise en cause, dont le chef, le fquih Basri, dirige cette tendance pro-baasiste depuis la Libye, la Syrie ou l'Égypte. Le fquih, exclusivement

arabisant, est en exil depuis trois ans, avec pour protecteur et ami le colonel Khadafi qui lui offre armes, camps d'entraînements, et de gros moyens financiers. Son idéologie prend son inspiration en Orient à la source des révolutions arabes ayant abattu leurs monarchies. C'est les armes à la main que le fquih a revendiqué l'indépendance de son pays, et c'est le « couteau entre les dents » qu'il n'a de cesse de vouloir renverser Hassan II. La question n'est pas de savoir si des gens comme lui ou Mehdi Ben Barka auraient instauré un régime pire ou meilleur que celui d'Hassan II, mais de reconnaître le courage, le mérite et la détermination avec lesquels ils ont défendu leurs convictions ! Ce procès qui s'ouvre fait oublier un moment la situation tendue entre le roi et ses plus proches généraux. Medbouh veut en profiter pour apporter à la crise qui mine le royaume sa solution.

Car en ce même mois de juin 1971, une nouvelle occasion se présente. Hassan II organise pour l'anniversaire de son dernier fils, le prince Moulay Rachid, âgé d'à peine un an, une fête mirifique. Près d'Ifrane, dans une cuvette entourée d'une forêt de conifères, sur un petit lac de montagne, une scène immense flotte sur l'eau. C'est là, en pleine nature, qu'Hassan II a décidé d'offrir une soirée à un millier d'invités. Un camp de tentes caïdales avec toutes les commodités modernes se dresse au centre d'un diadème verdoyant. Les buffets sont somptueux, et le décor féérique. Un grand ballet international va danser *Le Lac des cygnes* sur le plan d'eau. Des centaines de tapis sertissent les berges du lac. Les soldats de la Garde royale, en grande tenue, droits comme des piquets, servent de porte-torche. La forêt est parée de guirlandes, le spectacle est somptueux. Un feu d'artifice doit être tiré pour clore la fête. Ce « petit » caprice royal mobilise comme d'habitude les moyens et l'argent de l'État. En pleine montagne, Hassan il a ainsi

ordonné que les buffets soient une fresque marine. Mille sortes de poissons et de crustacés, des monticules de caviar, de langoustes et d'écrevisses, sont arrivés le jour même par avions spéciaux de l'étranger. La vision d'un corps de ballet évoluant sur le miroir des eaux en pleine nature relève du conte. Ce décorum fastueux, ces plats si magnifiquement pavoisés évoquent *Les Mille et Une Nuits*.

Medbouh envisage d'abord de faire boucler le périmètre par les cadets du colonel Ababou. Cette fois-ci ce ne sont pas quelques commandos d'une section spéciale qui interviendraient, mais l'école d'Ahermoumou au grand complet. Les unités progresseraient sous couvert de la forêt et à la faveur de la nuit, puis encercleraient la cuvette où se déroule la réception. Ababou est enchanté de la nouvelle. Loin des villes et sur un terrain propice au coup de main, il se sent vraiment dans son élément. Lorsque Medbouh en parle au colonel Chellouati et au général Bougrine, ceux-ci, en baroudeurs expérimentés, émettent des réserves : ils estiment qu'une attaque nocturne dans un lieu ouvert où sont réunis des centaines d'invités étrangers serait une erreur. Si un premier coup de feu était tiré par les paras de la Garde royale disséminés dans les bois, cela susciterait une telle panique que les bavures seraient inévitables et qu'Hassan II pourrait profiter de la confusion pour s'échapper. Jugeant que les aléas de l'opération dépassent largement le risque raisonnable. Medbouh se plie à cette évidence.

Une fois de plus, le coup d'Etat est reporté. Une fois de plus le colonel Ababou contient son exaspération. Il suspecte les têtes du complot de se dégonfler et pense que ces hommes ont trop de souvenirs en commun avec le monarque pour ne pas faiblir. Leur décision même d'épargner la vie du roi relève à ses yeux de ce syndrome inconscient.

Le colonel, lui, n'a qu'un seul but : éliminer Hassan II et son régime. Et il compte le faire à sa façon !

Une nouvelle opportunité survient un mois plus tard quand le roi doit célébrer son anniversaire. Medbouh hésite à nouveau : il y aura en effet foule à cette célébration. Des dizaines de ressortissants étrangers vont être invités et le général redoute un dérapage.

Ababou lui fait, de son côté, observer que le temps presse et que cette occasion ne se représentera pas de sitôt. Le colonel souligne que la promotion de cadets qu'il a formée arrive au terme de ses classes et qu'après l'été, ces éléments quitteront l'école, donc qu'il faudra instruire une nouvelle promotion de bleus. Il faut, insiste-t-il, agir avant que les soldats formés ne soient dispersés dans les différents corps d'armée. C'est l'ultime chance. Les putschistes sont au pied du mur.

Le mercredi 7 juillet se tient à Rabat la réunion annuelle des directeurs des écoles militaires du royaume qui ponctue la fin de chaque cycle académique. Le colonel Ababou et son aîné Mohamed y assistent. Au titre respectif de directeur de Ahermoumou et de cadre dirigeant de l'école d'état-major de Kenitra, la présence des deux frères dans la capitale se justifie.

M'Hamed Ababou en profite pour revoir le général Medbouh chez lui. Le chef de la Maison militaire est alité, nouvelle maladie diplomatique liée à des problèmes cardio-vasculaires. La brièveté de l'entretien étant le meilleur garant de discrétion, Medbouh expose en termes concis son plan au colonel. La date du coup d'Etat est définitivement fixée au 10 juillet, pendant les célébrations de l'anniversaire d'Hassan II. Ababou et ses troupes doivent participer à de nouvelles manœuvres militaires qui coïncident avec les

commémorations royales. Ces exercices à tirs réels auront lieu à Ben Slimane, soit exactement à trente-trois kilomètres de Skhirat, et entrent dans le cadre routinier des programmes militaires. À ce détail près que Medbouh et les généraux putschistes ont habilement joué de leur influence à l'état-major pour que les manœuvres se déroulent exactement au moment où Hassan II donnera au palais royal de Skhirat sa garden-party traditionnelle. La direction de la logistique des années enverra à Ahermoumou tout le matériel nécessaire à l'opération, dotant ainsi les cadets d'Ababou d'un véritable arsenal de guerre. La quantité d'équipement, d'armes, de mortiers et de munitions est en effet suffisante pour soumettre une ville !

En quittant le général Medbouh, Ababou retrouve le même soir son frère qu'il informe du jour J, en lui affirmant que cette fois il n'y aura pas de report.

— Tiens-toi prêt, lui dit-il, je vais avoir besoin de toi...

Le colonel laisse son aîné rentrer à Kenitra où il travaille et habite. Mohamed ne doit en aucun cas bouger de chez lui, M'Hamed Ababou veut pouvoir le joindre à tout moment. Quant à lui, il reste à Rabat, devant revoir le lendemain, jeudi 8 juillet, le général Medbouh afin de fixer les ultimes détails de l'opération...

Le vendredi 9, M'Hamed Ababou demande à son aîné de le rejoindre à sa villa des Sables d'Or, une station balnéaire huppée distante de la capitale d'une quinzaine de kilomètres. Le colonel y possède depuis peu une maison face à La Felouque, l'un des hôtels-restaurants les plus prisés de la côte. Peu avant la rencontre, Abadou téléphone à son frère :

— Changement de programme, rejoins-moi chez le commandant Fetouhi à Temara¹ !

1. Un ensemble balnéaire voisin.

Au cours du déjeuner, M'Hamed Ababou demande au commandant de s'occuper de l'embarquement de sa femme et de sa fille Samira, qui doivent prendre un avion pour l'étranger le lendemain. Prudent, Ababou est le seul des officiers putschistes à mettre les siens à l'abri. Même avec l'extraordinaire force armée dont il dispose pour attaquer par surprise le palais de Skhirat, le colonel envisage la possibilité d'un échec ! Après avoir quitté le domicile du commandant Fetouhi, les deux frères partent de Rabat dans l'après-midi. Ils s'arrêtent à Kenitra, puis rejoignent Ahermoumou, qu'ils atteignent vers 19 h 30.

L'école des sous-officiers se trouve dans les montagnes, à quatre-vingts kilomètres de Fez, tout près du douar d'El Adin¹. Dans ce centre d'instruction réputé pour la dureté de son cursus, on forme des troupes d'élites, de redoutables commandos. Perchée sur un piton rocheux, à mille deux cents mètres d'altitude, la caserne bâtie sur un plateau du djebel Bou Iblane, extrémité orientale la plus élevée du Moyen Atlas, étale dans une cuvette ses vastes bâtiments peints à la chaux. Elle domine la superbe vallée de l'oued Zelloul que barrent à l'horizon les cimes enneigées de la pleine montagne berbère.

Aussitôt arrivé à Ahermoumou où il règne en maître, le colonel Ababou convoque ses officiers dans la grande salle de réunion.

Les capitaines Chellat, Ghelloul, Belkebir et Bendourou écoutent leur chef au garde-à-vous :

— Demain, nous allons procéder à des manœuvres près de Ben Slimane (à trente kilomètres au sud-ouest de

1. Lieu de résistance à la pacification française.

Skhirat). Ces exercices seront plus importants que d'habitude. L'état-major a envoyé quinze camions de matériel.

Lorsque les officiers demandent plus de détails sur l'opération, Ababou les rassure :

— Les ordres viendront au fur et à mesure et d'en haut... Nous les exécuterons dans les temps et à la lettre !

Chaque capitaine se voit remettre un fusil-mitrailleur, un pistolet automatique, six chargeurs et quatre grenades offensives. Ababou réunit ensuite les chefs de la brigade spéciale et les brigadiers des vingt-cinq commandos constitués d'une cinquantaine d'hommes chacun. La brigade spéciale est composée d'une trentaine de sous-officiers triés sur le volet et encadrés par quelques officiers dont Abadou est certain de l'absolue loyauté. Cette unité sert de plastron¹ lorsque l'école des cadets est en manœuvre. Ababou a confié sa mise sur pied au capitaine Belkebir, un ancien officier de gendarmerie, devenu directeur de l'instruction de l'école. Le colonel a insisté pour que ne soient sélectionnés dans cette brigade que les meilleurs élèves : les plus forts mentalement, les mieux notés à l'exercice, et surtout les plus subordonnés à son autorité.

— Je veux des hommes qui ne reculeront devant rien et sur lesquels on peut compter à cent pour cent en cas de coup dur... !

Après avoir préparé ses hommes aux manœuvres exceptionnelles qui les attendent, M'Hamed Ababou repart d'Ahermoumou dans la nuit. Son frère l'accompagne jusqu'à Meknès. Avant de le quitter, le colonel montre à son aîné l'ordre de mission dûment paraphé par les autorités supérieures des forces armées. Mohamed rentre à Kenitra et M'Hamed Ababou réintègre l'une de ses villas près

1. Unité restreinte qui joue le rôle d'ennemi au gros des troupes en manœuvre.

R
A
O
U
F



Ruouf Oufkir à cinq ans,
avec son grand-père le colonel
Chenna et son épouse.
Déjà espiègle et sérieux.

Avec ses parents, Fatema
et Mohamed Oufkir...
au temps du bonheur.

À sept ans, Raouf est passionné
par les livres. Son père lui a
offert notamment le poème
de Rudhyard Kipling :
«Tu seras un homme, mon fils >>
Un don prémonitoire.



O
U
F
K
I
R



Une famille

1969. Au milieu de cousins et à côté de son oncle Wahid, Raouf au mariage de Fouzia, sa tante maternelle.



Raouf à onze ans, avec son père le général Mhamed Oufkir, alors ministre de l'intérieur du Maroc, et sa sœur Maria



1968 la général Oufkir en présence de son fils. montre à un ami français la photo de l'entrée des alliés à Rome. Lui-même en était à la tête et portait le drapeau français

Très tôt passionné de conduire. Raouf Oufkir aime la moto et les voitures. on le voit ici à onze ans sur la 125 cm offerte par le prince Moulay Abdallah avec laquelle il essayait de semer ses gardes du corps. Et à onze ans à landres, en 1970, avec une Mina



Le 2 avril 1971. au bal des dix-huit ans de Malika sa sœur, Raouf parmi les invités. Les figures les plus importantes de cette fête disparaîtront trois mois plus tard, pendant ou après



Derrière Raoul. assise sur le canapé, ses sœurs Maria, Soukaina, Malika et, au milieu, plus âgée, la princesse Lalla Mina, plus jeune sœur d'Hassan II





Mohamed Oufkir et son épouse Fatema, l'un des couples les plus en vue, et jalouses, du sérail chérifien.



Caractère indépendant et très franc, Fatema Oufkir n'a jamais voulu se compromettre dans les méandres du Makhzen, le pouvoir marocain.



Mohamed Outkir à l'Académie militaire de Dar El Baida, a Meknes,
au temps du protectorat français.

Mohamed Outkir en
jeune élève officier.

Au premier jour de l'indépendance du Maroc, en 1955,
le commandant Mohamed Outkir, aide de camp et
homme de confiance du roi Mohamed V





L'histoire d'un père

L'ascension a été fulgurante. Outkir, devenu ministre de l'Intérieur, anime une fête au milieu d'un groupe berbère.



Un homme puissant

le général Oufkir avec Moulay
Abdlallah, le frère cadet d'Hassan II.
pour lequel il a toujours eu beaucoup
d'affection



Une image rare : Oufkir trouvant le
temps, alors qu'il est ministre de |
l'Intérieur, de faire quelques balles au
tennis.





Oufkir au sortir d'une ceremonie officielle au palais royal en compagnie

Quand un général danse lors d'une soirée privée chez lui





De gauche à droite. Hassan II, le général Oufkir et le bras droit du ministre de l'Intérieur. le fquih Bellem En arrière-plan. l'un des meilleurs amis d'Oufkir, le general Driss Ben Omar

Cérémonie officielle à l'état-major des forces armées royales à Rabat Au lendemain de la tentative de coup d'état de Skhirat en juillet 1971, Oufkir vient d'être nommé ministre de la Défense et major général des armées.



Après l'exécution de ses frères d'armes impliqués dans la tentative de Skhirat, le doute s'insinue. Oufkir ne croit plus en ce qu'il fait. Il s'apprête à se dresser contre un roi qui ne se décide pas à mettre un terme à la gabegie et à la corruption généralisées.



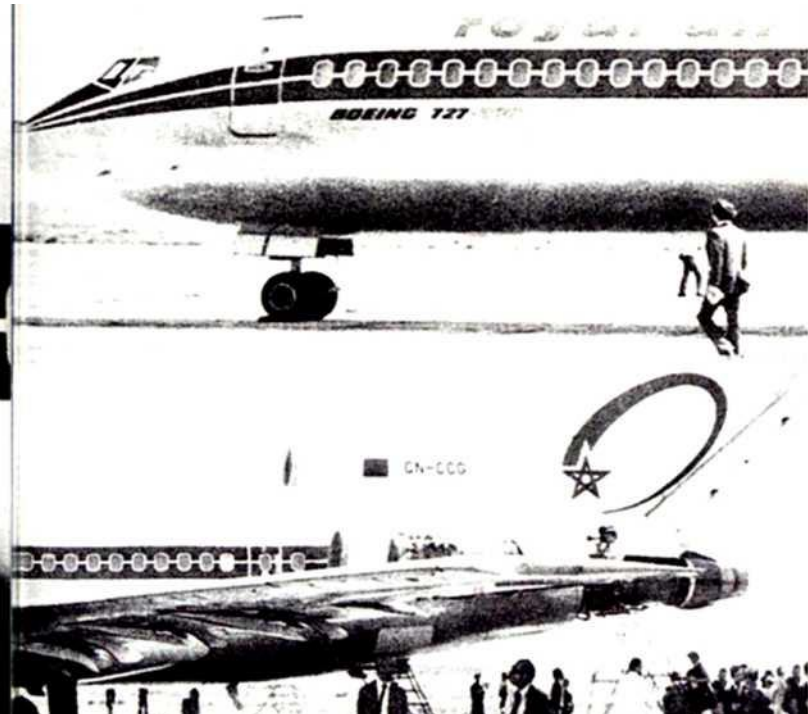
Hassan II visitant Oufkir à son domicile. Malgré la détérioration des rapports entre les deux hommes, le roi fait mine d'afficher la confiance d'antan en maintenant avec son ministre des rapports qu'il voudrait toujours familiaux.

Le coup d'Etat

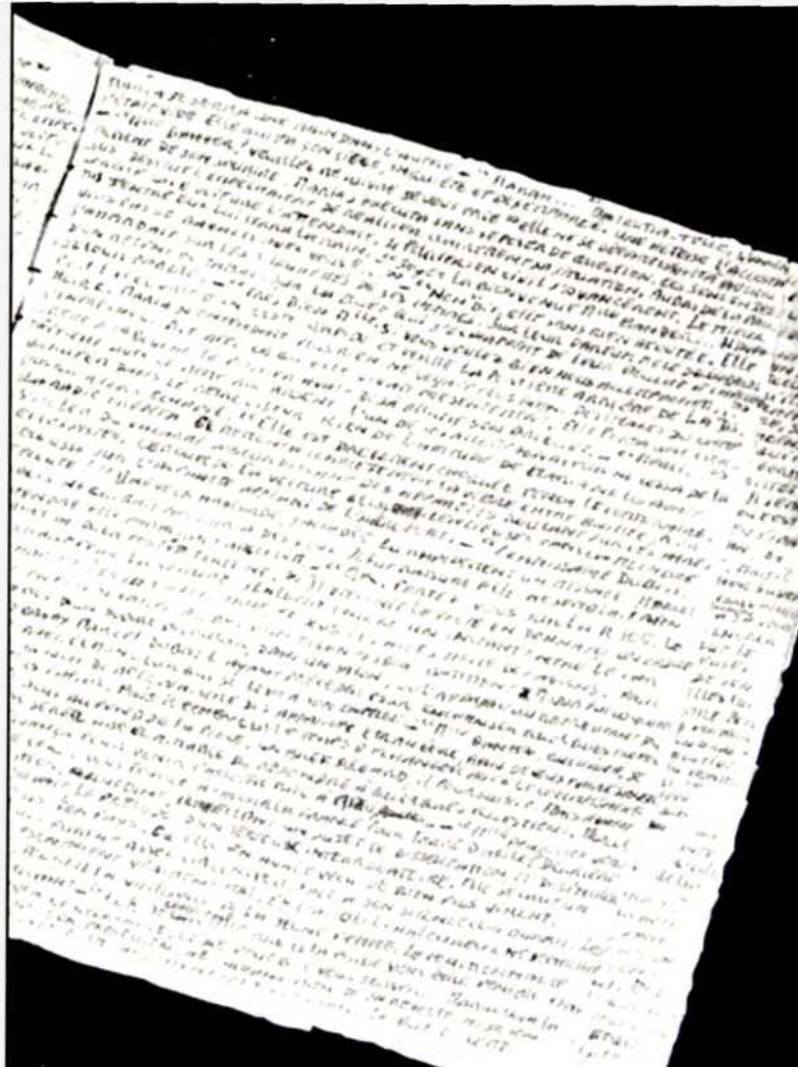


* 6 août 1972. Le Boeing qui ramène Hassan II de son séjour en France est arraisonné par des chasseurs de l'armée de l'air marocaine. Ils veulent forcer l'appareil à se poser sur la base militaire de Kenitra où des éléments blindés l'attendent pour s'emparer du roi et le forcer à abdiquer en faveur de son fils, alors âgé de neuf ans. À la tête du coup d'Etat manqué, le général Oufkir. Les images spectaculaires qui ont été livrées à la presse internationale de ce putsch ont été prises après que le Makhzen a fini sa propre mise en scène. Après coup, et même au vu de ces photos, on peut constater qu'il n'y a aucune trace de fumée ou d'incendie autour des impacts. Cela prouve, si besoin était, que les balles utilisées par ces chasseurs F5 étaient des projectiles d'exercice donc inertes, contrairement à la version officielle imposée par le Palais.

De la même manière, on peut constater que la roulette avant du train d'atterrissage est intacte.



La liberté retrouvée

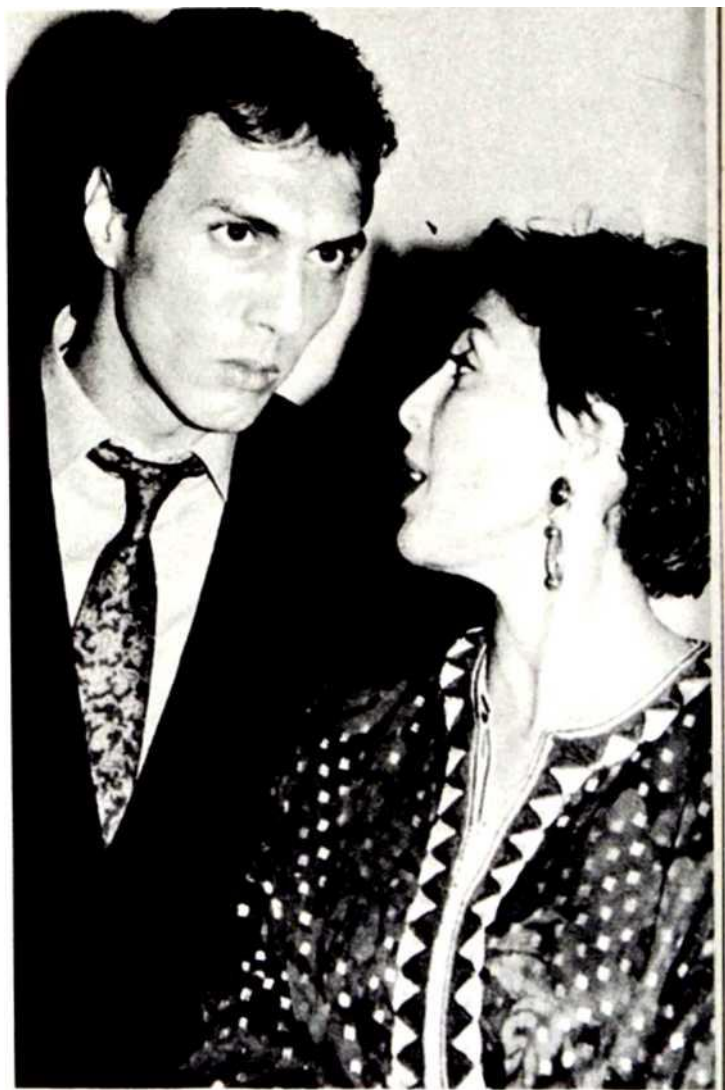


Vingt ans dans les prisons du roi

Voici un échantillon des carnets fabriqués par les Oufkir, durant leur détention, avec les pellicules arrachées à leurs canons de pain et sur lesquels Raouf écrivit une centaine de fables, de poèmes et même un début de roman. Celui-ci est le seul survivant, tous les autres ayant été détruits lors de leur évasion.

Après leur libération, les Oufkir redécouvrent la vie et font leurs vœux, certaines rencontres humainement intéressantes Comme celle de Jean-Jacques Goldman lors d'une de ses tournées au Maroc

Dans l'épreuve comme dans la vie retrouvée. les Oufkir. Ahdelatif. Fatema et Roef comme les autres, ont appris à masquer leurs blessures derrière le rire



Après avoir été les << invités >> de Sa Majesté,
les Oufkir sauront-ils un jour devenir les hôtes du bonheur ?

toutes les photos sont y issues de la collection privée *de la famille Oufkir*,
à l'exception des images du boeing royal

de Rabat. Le colonel fixe rendez-vous à son frère pour le lendemain 10 juillet à 6 h 30 du matin.

— Retrouve-moi à mon domicile des Sables d'Or, lui dit-il.
Leur destin est en marche.

Chapitre XIII

La tuerie de Skhirat

Samedi 10 juillet. 3 heures du matin. Une agitation particulière règne à Ahermoumou. Les vastes terre-pleins de la caserne résonnent de bruits de bottes, de ronflements de diesels. Soixante camions Mercedes, tous feux allumés, font tourner leurs moteurs. Ils forment deux colonnes distinctes d'une trentaine de véhicules. Quinze d'entre eux transportent matériel et munitions, envoyés par les troisième et quatrième bureaux (logistique et opérations) de l'état-major que commande le colonel Larbi Chellouati, un ancien capitaine de l'année française, plusieurs fois décoré et patron de la logistique des FAR. Les cadets de l'école des sous-officiers, casqués, en armes, embarquent avec discipline et diligence. La rigueur de l'instruction qu'ils ont reçue les a accoutumés à l'exécution rapide et sans discussion des commandements. Des ordres hurlés rythment la manœuvre. Des gradés rejoignent en courant leurs Jeep. Le premier convoi s'ébranle. À sa tête le capitaine Chellat, âgé de 33 ans. Berbère originaire de la même région que le général Bougrine. Il a passé dix ans à l'école d'Ahermoumou et finit un stage de neuf mois à l'école des cadres de Kenitra. C'est sur ordre et intervention de M'Hamed Ababou qu'à la fin juin, ce capitaine a pris deux semaines

de permission pour rejoindre sa première affectation et se mettre à la disposition de son ancien chef. C'est à lui que le colonel a confié le commandement du premier convoi.

A 3 h 15, la première colonne franchit les portes de la caserne et prend la direction du nord-ouest. Sur la route un intervalle de cent mètres est maintenu entre chaque camion. Ce sont les ordres d'Ababou. Une Jeep de la brigade spéciale ferme le convoi.

A 4 h 15, la seconde colonne s'ébranle. Elle est commandée par le capitaine Mohamed Ghelloul, qui fait partie de la brigade spéciale, lui-même secondé par les lieutenants Mansouri et Ghalou, instructeurs de combat. La colonne roule bientôt sur la nationale PI, en direction de la capitale. Le sergent-chef Anis Saïd sert de chauffeur à Chellat. Leur Jeep ouvre la marche. Un véhicule de la brigade spéciale se trouve en queue de convoi.

Vers 5 heures du matin, les premiers camions contournent Fez par une rocade surplombant la cité ancienne. Obligés de remonter l'avenue Hassan II pour rejoindre l'axe routier menant à Rabat, les véhicules ralentissent afin de traverser le plus discrètement possible l'agglomération endormie. Au sortir de la ville, le convoi quitte la nationale P1 pour emprunter la P3 passant par Sidi Kacem et reliant Kenitra, voisine de Rabat de trente-cinq kilomètres. Il lui faut gravir le col du Zeggota, proche des ruines romaines de Volubilis. Au gré de la montée des lacets, le créneau réglementaire entre chaque camion ne peut être respecté. Le capitaine Chellat regroupe donc les véhicules de sa colonne au sommet du Zeggota avant d'amorcer la descente vers les plaines atlantiques. L'aube s'est levée. L'armada progresse désormais à découvert. D'aucuns se demanderont après le coup d'État, comment il a été possible que mille quatre cents cadets et soixante camions puissent cheminer d'Ahermoumou à Skhirat sans être signalés ? Et ce en

traversant deux régions militaires. La réponse est bien plus prosaïque que les suspicions dirigées par certains contre un prétendu laxisme complice du ministère de l'Intérieur, donc du général Outkir. Il faut savoir que jusqu'à ce 10 juillet 1971, les Forces armées royales sont considérées par les observateurs et les analystes, tant marocains qu'étrangers, comme l'armée la plus professionnelle, la plus sûre, la plus fidèle d'Afrique et du monde arabe. Elle s'est toujours différenciée des gardes prétoriennes du style saoudien ou des forces issues de la lutte populaire comme en Algérie et a toujours été considérée comme le pilier de la monarchie. En outre, les Forces armées royales ont de tous temps procédé à des manœuvres à tirs réels. Ces entraînements ayant lieu deux ou trois fois par an sont autorisés par le souverain et bénéficient de toutes les autorisations signées et contresignées par les plus hauts responsables de l'armée.

En ce début juillet 1971, le ciel est radieux et la chaleur aussi généreuse que le tempérament marocain. Un orage sans précédent s'apprête pourtant à assombrir cet été magnifique. Un drame terrible va endeuiller le royaume chérifien. Les événements qui se préparent vont marquer durablement son paysage politique. Depuis deux années déjà, l'idée d'un coup d'Etat germe dans la tête de quelques chefs militaires de premier plan. Cette fois, ils sont en marche.

À 10 heures, la première colonne du capitaine Chellat dépasse Kenitra. Une vingtaine de kilomètres la sépare de la capitale. Entre Rabat et Kenitra, la route à triple voie longe l'Atlantique, bordée des cent quarante-cinq mille hectares d'eucalyptus et de chênes-lièges de la Mamora. C'est à la lisière ouest de cette profonde forêt, tout près de

la bourgade de Sidi Bouknadel réputée pour ses guinguettes aux viandes succulentes, que le convoi se tapit dans la végétation. On sert à la troupe ses rations, arrosées de café bien corsé. On attend que le second convoi du capitaine Ghelloul et des lieutenants Mansouri et Ghalou, parti une heure après d'Ahermoumou, rejoigne le premier contingent de cadets déjà stationné à couvert.

Le capitaine Ghelloul a fait arrêter sa colonne après la base américaine de Sidi Yaya. Mais la Jeep de la brigade spéciale fermant le convoi lui ordonne de continuer vers Kenitra où les attend Chellat. Le reste des gradés et la brigade spéciale commandée par le lieutenant Abdessalam Haïfi n'arriveront que peu de temps avant Ababou.

En ce matin du samedi 10 juillet 1971, M'Hamed Ababou s'est levé aux aurores. Il attend le général Medbouh. Rendez-vous a été fixé la veille. Le chef de la Maison militaire royale doit passer à l'aube au domicile du colonel. Le général n'a pas fixé d'heure précise, ayant seulement précisé que passé 6 h 15, il ne viendrait plus.

A 5 h 10, Ababou reçoit un coup de fil. Aucun propos compromettant n'est échangé. Medbouh commande au colonel de le rejoindre à la sortie de Rabat, prétextant une journée chargée. C'est l'anniversaire du roi. Quoi de plus normal que le commandant de la Garde royale et de la Maison militaire du souverain veuille superviser la sécurité déployée pour l'occasion ! Ababou saute dans sa voiture. Il se rend seul au rendez-vous. Alors que Medbouh arrive accompagné de son fidèle chauffeur, un adjudant vétéran de la guerre d'Indochine. Les deux hommes se parlent brièvement. Ababou informe le général que le convoi des cadets a dépassé Fez. Et que si tout continue d'aller bien, les troupes acheminées d'Ahermoumou seront à portée d'objectif dans les délais impartis. Medbouh renouvelle au

colonel, sans entrer dans les détails, son ordre d'investir le palais au moment où Hassan II jouera au golf. Il insiste pour que le recours aux armes ne se fasse qu'en cas d'absolue nécessité. Le général, de par ses fonctions, est le maître de cérémonie de toutes les activités royales, donc l'organisateur des festivités de la journée. Ordonnateur du programme, il en a fixé minutieusement le protocole et le déroulement. Medbouh sait que son plan d'action dépend impérieusement de la présence du roi sur le parcours de golf. Il est prévu que si Hassan II joue, l'attaque du palais aura lieu vers 12 h 50. C'est la condition pour être sûr que le souverain sera isolé de ses invités. « Il faut éviter d'impliquer les civils dans cette affaire ! » a insisté le général. Pour se saisir du roi, Ababou et ses cadets n'auront qu'à encercler le golf sans pénétrer dans le palais. La route d'accès à Skhirat bordant les greens, les camions d'Ahermou- mou y stationneront pour déverser leur contingent de troupes et le souverain se trouvera rapidement piégé, aisément capturable.

Hassan II ayant souhaité que son anniversaire se passe dans la décontraction et la convivialité, le général Medbouh en a profité pour alléger la sécurité au palais. Trente- cinq paras de la Garde royale, sous les ordres du lieutenant Abdelmalek Belghiti, assurent la protection du roi et de ses invités. Les gardes du corps du commissaire Boudriss et ce petit contingent de paras ne poseront aucun problème aux mille quatre cents cadets équipés d'un impressionnant matériel de guerre ! Le général a même pris soin de remplacer les caddies d'habitude militaires par des civils venus du golf d'Anfa à Casablanca. Il serait impossible que tant d'hommes aguerris ne viennent à bout de mille invités en maillot de bain. Ce flagrant déséquilibre des forces conforte le chef des putschistes : une fois qu'il se sera saisi de la personne du roi, il n'y aura plus qu'à la conduire sous bonne escorte

à la RIM¹ et à lui faire lire sa capitulation à la télévision. Car une abdication écrite pourrait prêter à suspicion dans un pays où la tradition orale reste forte. Medbouh revient donc sur le déroulement de la première phase : l'attaque du palais de Skhirat, la neutralisation du monarque et sa mort politique. Dès que le roi sera sur le green, il donnera au colonel le feu vert. Ababou devra encercler le golf et isoler Hassan II de ses invités. Medbouh insiste sur la nécessité de n'ouvrir le feu qu'en cas de danger réel, et seulement si la garde réplique. Ababou doit boucler le palais et Medbouh s'occuper du reste.

Le colonel feint une docilité rassurante. Si Medbouh prévoit de neutraliser Hassan II sans porter atteinte à sa vie, ce scénario ne fait vraisemblablement pas partie des intentions d'Ababou. Le général et les quelques officiers supérieurs mis au courant du projet ne se doutent pas un instant qu'il y a un coup d'Etat dans le coup d'Etat. Ababou n'a en effet pas la moindre intention de se cantonner au rôle de simple exécutant : il veut en finir avec le régime. Est-il un Kadhafi en herbe ? Sa motivation est-elle réellement révolutionnaire ? Est-il l'expression d'une génération nouvelle d'officiers désireuse d'assainir le pays, de renverser la monarchie comme l'avait envisagé en son temps Mehdi Ben Barka² ? Il est probable que le leader de la gauche pensait à une révolution d'officiers subalternes, alors que ce sont ces militaires qualifiés de « purs produits du colonialisme », voire de « mercenaires de la France », qui vont se soulever contre les dérives et la gabegie du pouvoir. Par nationalisme, diront par la suite les uns ; par ambition

1. Radio télévision marocaine.

2. Cité par J.-M. Ménudier dans *le Monde diplomatique*, août 1971 : « Il existe une possibilité que le pilier (l'armée) sur lequel pense s'appuyer le régime, non seulement lui échappe mais devienne même dangereux pour son existence. »

répondront les autres. Certains se contenteront d'y voir la volonté d'anticiper une révolution de capitaines que redoutent depuis un bon moment les chancelleries occidentales, principalement la France et les États-Unis. Quant au colonel Chellouati, pour beaucoup il n'aurait agi qu'animé par le mépris tenace que lui inspire Hassan II, ressentiment qui remonte à l'époque où il commandait la place d'amie d'Oujda¹. Vingt-quatre heures avant d'entamer dans cette ville une visite officielle, Hassan II y envoya son héritier, le futur Mohamed VI. Le petit prince, qui allait alors sur ses 6 ans, débarqua sur la base militaire où le colonel Chellouati, commandant militaire d'Oujda, lui fit présenter les armes par une garde d'honneur. Un acte dans la normalité protocolaire qui agaça Hassan II, lequel fustigea Chellouati comme le dernier des derniers : « Tu as fait rendre les honneurs à un enfant ! Je sais que certains de ton genre, rêvent de l'introniser à ma place ! » tempêta-t-il. Une remontrance proférée en présence des officiers du colonel. Dès lors, chaque fois que le colonel aura un petit verre dans le nez, il jurera à ses intimes que si, ce fameux jour, il avait été armé, il aurait, sous le coup de son orgueil bafoué, tué le roi !

Après leur brève entrevue, Medbouh et Ababou se quittent. Le colonel regagne sa villa des Sables d'Or où il a fixé rendez-vous à son frère Mohamed à 6 h 30. Lorsque ce dernier arrive, il s'étonne de ne pas y trouver comme prévu le général. M'Hamed lui explique que le chef de la Maison militaire, pris par ses obligations, n'a pu se libérer, mais que les ordres sont maintenus. Les deux frères montent dans la même voiture et partent vers Rabat. M'Hamed Ababou

1. Ville du Maroc oriental. Située sur le littoral méditerranéen, elle est immédiatement frontalière de l'Algérie.

fait le point des objectifs qu'il se propose d'occuper, une fois l'attaque de Skhirat terminée. La poste dont il prévoit de neutraliser le central pour isoler la capitale ; l'état-major ; le ministère de l'Intérieur. Après un dernier repérage, ils regagnent les Sables d'Or. Vers 7 h 30. M'Hamed Ababou ordonne à son aîné de regagner Kenitra :

— Rejoins-moi à 10 h 30 précises à Sidi Bouknadel.

Ababou rentre alors chez lui pour s'assurer que son épouse et sa fille Samira seront à temps à l'aéroport de Rabat-Salé afin d'embarquer vers l'étranger. Il a demandé à son jeune frère, Abdelaziz, d'être là à 7 h 45. Sergent- chef à l'état-major de Rabat, ce dernier a obtenu une permission pour raison familiale. C'est lui qui doit accompagner sa belle-sœur et sa nièce à l'aéroport. M'Hamed Ababou lui donne rapidement ses instructions :

— Accompagne ma femme et ma fille jusqu'à l'avion. Le commandant Fetouhi facilitera l'embarquement, je lui en ai déjà parlé. Ne bouge pas de l'aéroport jusqu'au décollage de l'appareil... Ensuite, tu passeras prendre l'aspirant Mzirk. Vous irez chez Mohamed à Kenitra et viendrez avec lui à Sidi Bouknadel.

Le colonel Ababou ne demande pas, il ordonne. Même sa famille s'exécute. Quant à l'aspirant Ahmed Mzirk, il n'est autre que le beau-frère du général Medbouh, alors en poste à El Hajeb, au centre des appelés du contingent situé à une trentaine de kilomètres de Meknès. Il a servi sous les ordres de M'Hamed Ababou lorsque celui-ci en était le commandant.

Après s'être assuré du décollage de l'appareil, Abdelaziz Ababou passe prendre Mzirk. Tous deux foncent vers Kenitra. Une fois son épouse et sa fille hors de portée, le colonel Ababou file à tombeau ouvert vers Bouknadel. Il fait un bref arrêt dans la forêt de la Mamora pour s'assurer que les troupes s'y trouvent au complet et que la brigade

spéciale est sur place. À 10 h 20, il arrive au rendez-vous et s'attable dans une petite auberge où doivent le rejoindre différents officiers. Le voilà bientôt entouré de trois commandants et du colonel Larbi Chellouati, patron des troisième et quatrième bureaux de l'état-major chargés de la logistique. Chellouati a demandé à son adjoint, le commandant Kadiri (de la promotion Mohamed V, première du Maroc indépendant), de l'accompagner sous prétexte d'un banal déjeuner entre officiers supérieurs. Autour d'un apéritif, la discussion est anodine. Le colonel convie la table à poursuivre cette réunion à la plage de Mehdia, un port d'estuaire sur l'Atlantique à quelques encablures de Kenitra. C'est là, dans la villa de son frère Mohamed, qu'une rapide collation a lieu. M'Hamed Ababou propose à l'assemblée de l'accompagner pour visiter une ferme mise en vente dans les environs. Le groupe d'officiers s'installe dans trois voitures. Le colonel Ababou prend Kadiri à son bord. Les véhicules quittent bientôt la route pour une piste sablonneuse et s'enfoncent dans la forêt de la Mamora. Après quelques centaines de mètres parcourus avec précaution, apparaissent les premiers camions, leurs bâches relevées pour permettre aux cadets de casser la croûte sans trop souffrir de la canicule. M'Hamed Ababou coupe le contact, se tourne vers le commandant Kadiri qui s'étonne de cette concentration et lui dit :

— Tu es un militaire... Tu es des nôtres. Tu dois comprendre... Les choses ne peuvent continuer de la sorte. L'armée a décidé d'agir... Il faut sauver ce pays !

Kadiri, stupéfait, frappé du mutisme de celui qui, ayant trop bien compris, oublie de répondre. Ababou insiste :

— Ça ne peut que réussir ! Plusieurs généraux sont dans le coup...

La vue d'un tel déploiement de forces augure forcément d'une réussite. D'autant qu'il est l'oeuvre, selon Ababou,

des têtes de l'armée. Le colonel est convaincu que ces atouts ne peuvent qu'influencer favorablement son collègue. Ababou sait que le commandant Kadiri ne l'a jamais apprécié, mais il est persuadé que, au pied du mur, son interlocuteur ne peut émettre qu'une réponse positive. La situation délicate dans laquelle Kadiri se trouve devrait dicter à l'officier un oui salvateur. Mais ce oui se fait attendre.

— Tu marches avec nous ou pas ? s'impatiente Ababou.

Kadiri a alors, quoique l'on en pense ou en dise, une réaction qui témoigne de son courage. Bien que connaissant le caractère de celui qui le sollicite, il lui répond :

— Non, j'ai juré fidélité et je ne faillirai pas à mon serment.

Ababou porte la main à son pistolet, puis se ravise.

— Je pourrais t'abattre comme le chien que tu es ! lui lance-t-il. Mais ta réponse ne mérite pas un sort aussi honorable. Tu es mon prisonnier ! Je m'occuperai personnellement de toi lorsque tout sera fini...

Le colonel descend de voiture, crache par terre et ordonne à quatre soldats :

— Le commandant est en état d'arrestation. Vous en répondrez sur vos têtes !

Kadiri est hissé sans ménagement à bord d'un des camions. M'Hamed Ababou regroupe autour de lui le reste des officiers et les membres de la brigade spéciale.

— Messieurs, sur ordre du haut commandement, les manœuvres prévues à Ben Slimane sont annulées. Le quartier général nous assigne une mission d'urgence. Nous devons encercler et occuper le palais de Skhirat pour y neutraliser des « éléments subversifs, nuisibles à la nation »...

Quelle que soit l'imprécision de ces directives, aucun des officiers et sous-officiers présents n'ose poser de question. Le colonel les a dressés à obéir sans discuter.

Beaucoup comprennent que l'action qu'ils s'apprêtent à entreprendre est très spéciale, inhabituelle, mais personne n'a l'audace de prononcer les mots « coup d'Etat ». Et lorsque le colonel parle d'aller mater les traîtres et les chevelus du gouvernement, toute ambiguïté est levée. M'Hamed Ababou trace au sol, à l'aide d'une branche, un plan sommaire du palais de Skhirat.

— Le premier convoi que je dirigerai personnellement investira le palais par le Nord. Lorsque nous y pénétrerons, toute personne qui s'y trouvera devra être faite prisonnière... Le second convoi, sous les ordres de mon frère Mohamed, bouclera le palais par le sud.

Le colonel lève brièvement son regard sur le demi-cercle de gradés autour de lui. Ne constatant pas d'objection dans leurs physionomies concentrées, il poursuit.

— La brigade spéciale, les brigadiers de commando répercuteront mes ordres sur le terrain. Tirez en l'air pour rassembler tout le monde au centre du palais. Abattez sans sommation ceux qui n'obéiront pas ou tenteront de fuir.

Le colonel jette sa baguette, se redresse et conclut :

— Ceux qui partent avec moi, rejoignez vos véhicules, le second convoi nous emboîtera le pas dans un quart d'heure. Messieurs, à vos postes, exécution immédiate !

Le général Medbouh, après avoir quitté Ababou, se rend à Skhirat vers 7 heures. Ce qui n'étonne personne puisqu'il mène une vie Spartiate, se couche tôt, se lève à l'aube. Les seules passions qu'on lui connaît sont le sport et le goût du travail bien fait. Depuis que, cardiaque, ses médecins lui ont interdit la pratique du polo, ce cavalier émérite s'est mis au golf. Il est même l'un des meilleurs joueurs du royaume. Si sa santé lui impose une hygiène de vie stricte et un exercice physique restreint, elle n'a en rien réduit ou affecté sa capacité de travail. Ne dérogeant pas à sa répu

tation de perfectionniste, le général est à pied d'œuvre pour assurer le bon déroulement de cette journée particulière.

Comme en 1968, 1969 et 1970, une compétition de golf est organisée pour l'anniversaire royal. Depuis qu'Hassan II se passionne pour ce sport, il est de bon ton de s'y intéresser pour lui plaire. Que de courtisans se sont soudainement retrouvés un club à la main, sans avoir la moindre affinité avec le golf, Oufkir étant l'un des rares à ne pas pratiquer ce sport. Hormis les golfeurs arrivés vers 8 heures, le gros des invités ne se présentera à Skhirat qu'à partir de 10 heures. Des professionnels américains, anglais sont les premiers à fouler les greens.

Vers 8 h 30, Medbouh lance la compétition. Les équipes qui doivent cette année y participer se constituent chacune de trois amateurs et d'un professionnel étranger. Si le général donne le coup d'envoi avant l'arrivée des premiers convives, c'est pour avoir le temps de faire partir tous les compétiteurs avant l'heure du déjeuner. Hassan II devrait prendre part au tournoi, comme il le fit en 1968 et 1969. Peut-être partira-t-il avec la dernière équipe dont le départ est prévu entre 11 h 30 et midi. Du moins Medbouh l'espère-t-il. Le général ne peut ignorer la possibilité d'un désistement royal de dernière minute, puisqu'en 1970 le souverain n'avait pas joué au dernier moment. Si c'était le cas, Medbouh a prévu de laisser Ababou et ses cadets poursuivre leur route vers Ben Slimane pour prendre part, comme prévu, aux manœuvres. Si le souverain n'entre pas dans la souricière au moment prévu par le plan, le général prévoit que les troupes passent à l'action sur le chemin du retour, les exercices militaires organisés à Ben Slimane devant s'achever à la mi-journée. La garden-party de Skhirat toucherait alors à sa fin, les invités auraient quitté le palais et Hassan II s'y trouverait seul ou presque. Enfin si les conditions n'étaient toujours pas favorables en fin de

journée, le putsch serait reporté au lendemain, le roi devant décerner des trophées lors d'une autre compétition organisée au golf de Dar Es Salam à Rabat. Ne prendraient alors part à l'opération que le colonel Ababou et la trentaine d'homme de sa section spéciale. Reste à savoir si M'Hamed Ababou se pliera à un nouveau report.

Ce samedi 10 juillet 1971, Hassan II célèbre son quarante-deuxième anniversaire. Né le 9 juillet 1929, il a coutume de ne recevoir ses hôtes que le lendemain. C'est donc ce jour-là qu'il accueille ses invités « exclusivement masculins » pour une garden-party au palais royal de Skhirat. La journée du 11 sera, elle, consacrée aux femmes. Qui auront cette année la surprise d'un ballet où dansera Jacques Chazot, célèbre chroniqueur parisien, ami du roi.

Située à vingt-cinq kilomètres au sud de Rabat, Skhirat, la résidence préférée d'Hassan II, tient plutôt d'une villégiature estivale que de l'architecture imposante, raffinée, des principaux palais du royaume. Imaginez une immense terrasse rectangulaire surplombant une plage de sable fin, où viennent chuchoter les vagues du littoral atlantique. A peu près au centre de cette terrasse, se situe le seul bâtiment à étages, une construction carrée qui jouxte la salle du trône dont les arcades vitrées dominent la mer. Dans le prolongement de celle-ci scintille le miroir gigantesque d'une piscine olympique bordée de vestiaires. On a dressé trois buffets féériques. Des spécialités marocaines, françaises et espagnoles s'y amoncellent. Des pyramides de caviar aux pièces montées disproportionnées, les mets les plus raffinés sont exposés en quantités démesurées.

La tente royale se dresse sur l'esplanade au bout de laquelle se trouvent les appartements du souverain avec leur piscine privée. Autour d'eux, le pavillon de Lalla Latefa,

l'épouse d'Hassan II, celui de ses enfants, les princes et princesses, le quartier des concubines et les dépendances.

Le palais est donc une succession de terrasses en marbre avec quelques bâtiments de plain-pied et de grands chapiteaux blancs qui font face à l'Atlantique. Dans le dos de ces constructions sommaires et hétéroclites court un golf de dix-huit trous méticuleusement entretenu. A sa lisière, une tente-bar où le champagne coule à flots, et deux wagons des années 1920, immobilisés, qui servent de salons, de vestiaires pour les golfeurs et permettent aux starters de la compétition d'officier dans le confort. La centaine de mètres qui sépare ces wagons de l'enceinte du palais est tapissée de massifs fleuris et d'allées impeccablement ratis- sées. Le velours des greens glisse en pente douce vers la route de Rabat qui délimite le golf royal à l'est. En bordure de cette chaussée, les deux entrées principales du palais, distantes de quelque deux cent cinquante mètres l'une de l'autre, dressent leurs postes de garde. Bientôt, un millier de convives vont déambuler entre la tente-bar, la piscine et le golf où se déroule la compétition.

La partie, commencée dans la matinée doit s'achever vers 13 h 30. Comme Medbouh s'est assuré que le dispositif habituellement déployé lorsque le roi joue au golf soit retiré, il n'y a pas de paras en lisière ni dans les bosquets. Hassan II ayant insisté sur la convivialité de la fête et la nécessité de mesures de sécurité les plus discrètes possibles, l'effectif des parachutistes de la garde a été allégé et les contrôles d'identité à l'entrée du palais assouplis. Des changements impromptus qui passent inaperçus puisque allant dans le sens de la consigne royale.

Cette année, tout ce que le Maroc compte de notabilités est présent : les proches d'Hassan II, ses conseillers, les ministres, les chefs de partis politiques, les magistrats, les

hommes d'affaires. Près de cinquante ambassadeurs représentent le corps diplomatique en poste dans le pays. Sont également là les principaux chefs militaires du royaume. Le tout agrémenté d'un important contingent de personnalités étrangères, où les pontes de la médecine française côtoient le tout-Paris venu s'émerveiller de l'hospitalité marocaine et de ses raffinements insoupçonnés. Certaines sommités médicales françaises connaissent en effet Hassan II du temps où il n'était encore que prince. Si pour quelques-uns de ces médecins français, l'ancienneté de cette amitié en garantit la sincère pérennité, pour les autres, les honoraires mirobolants, les invitations régulières à goûter aux charmes du Maroc constituent les seules vraies motivations.

J'ai moi-même eu maintes occasions de constater l'assiduité de leurs liens avec le pouvoir, puisque ces grands professeurs fréquentaient tout aussi bien le palais que le domicile d'Oufkir. Je me rappelle notamment un déjeuner à la maison où ma mère interrogea le professeur Tourraine, éminent dermatologue, sur la meilleure façon d'entretenir sa peau. « Eviter le soleil et beaucoup boire, ma chère Fa- tema >> avait-il répondu. Il ne savait évidemment pas à quel point ses conseils allaient être écoutés, sinon par ma mère, du moins par le destin. Plus tard, durant notre détention, du fond de sa cellule où elle n'avait que de l'eau pour calmer sa faim et pour unique rayon le sourire du bébé qu'était mon petit frère, elle dira un jour : « Au moins, ici, les conseils du professeur Tourraine sont respectés à la lettre... »

Outre les musiciens marocains, des surs de la chanson arabe sont là. Fand El Atrach, le Frank Sinatra égyptien, a fait le déplacement du Caire avec son orchestre pour animer l'anniversaire. On a aussi prévu des distractions : jeux de fléchettes, de pétanque, de tir à l'arc, etc. Le ball-trap installé au bord du terrain de golf réunit dans ses pétarades

plusieurs participants. Skhirat s'est transformé en véritable petite fête foraine.

Le soleil, au zénith, ravive l'azur limpide du ciel marocain. Les effluves de mets raffinés, de méchouis dorés, de tajines mijotes, taquinent les papilles impatientes. Tels de petites tours d'argent, les samovars vomissent dans un gargouillement paisible une vapeur transparente chargée des arômes piquants, sucrés, de la menthe fraîche et de la fleur d'oranger. Les serveurs, tout de blanc vêtus, entourent les invités de Sa Majesté de soins avenants.

La volonté royale est à la décontraction. Pas de protocole. La tenue est donc estivale : polo, short, et sandalettes. Même les officiers sont en civil. Le roi donne le ton, vêtu d'un bermuda, d'une chemisette et d'une casquette. S'il est d'une élégance rare en costume. Hassan II se montre d'une extravagance et d'un mauvais goût inégalables lorsqu'il s'habille en sport. Autant il soigne son vêtement officiel et y consacre des moyens indécents - il ne porte jamais deux fois le même costume, la même cravate ou les mêmes chaussures - autant il choqe par son excentricité en tenue décontractée.

À 10 h 35, le roi fait un premier passage au milieu des invités. Entouré de quelques intimes, de son médecin personnel le Dr Fadel Ben Aïch qui ne le quitte jamais, de son Premier ministre Laraki, de son directeur de cabinet Driss Slaoui, il s'attarde autour de la grande piscine. D'humeur détendue, il plaisante, encourage chacun à davantage de naturel. Aidé du Dr Ben Aïch, il jette même à l'eau deux ou trois personnes jugées trop coincées. On s'esclaffe, on s'arrose. Les blagues de courtisans vont bon train autour du bassin en effervescence. On présente au roi Aberahman Arafa, l'enfant prodige de la médecine marocaine, qui, à 24 ans, a déjà brillamment terminé sa spécialité de cardiologie. C'est à ce titre qu'il est invité à un anniversaire royal.

Une première qui lui coûtera la vie. Plusieurs baigneurs batifolent gaiement pour échapper à la morsure du soleil, que la brise marine n'atténue que momentanément.

À peine arrivé, l'ambassadeur de France, Claude Lebel, après avoir échangé quelques politesses avec ses homologues américain et britannique, pique une tête. Stewart Rockwell, l'ambassadeur des États-Unis, sirote en manches courtes un scotch bien frappé, en échangeant quelques propos avec Thomas R. Shaw, ambassadeur de Sa Gracieuse Majesté britannique.

Autour et dans la piscine, il y a affluence.

L'ancien ministre français, Louis Joxe, s'est joint aux baigneurs, ainsi que le professeur Henry Garnier, ami intime d'Oufkir. Les mandarins de la médecine française font, eux, bande à part. Les professeurs Tourraine, Imbert, de Gen- nes, discutent autour de leur doyen le Dr Dubois-Roque- bert, médecin du Trône depuis 1937 qui. bon pied bon œil, porte gaillardement ses quatre-vingt-un printemps. Ce vieil ami du Maroc s'était élevé contre la déposition de Mohamed V par la France et n'avait pas hésité à accompagner le sultan dans son exil malgache, une fidélité exemplaire qui s'achèvera brutalement à Skhirat.

Les généraux aussi font clan à pan. Hammou, l'oncle de la femme d'Hassan II et commandant de la région militaire de Rabat ; Bougrine, commandant celle de Fez ; et Habibi commandant la région de Marrakech, sirotent leur whisky autour d'une table de poker. Certains commenteront plus tard avec suspicion cette tablée impromptue réunissant les futurs putschistes. Les généraux portent des chemisettes claires, toutes du même ton. On y verra aussi après coup un signe distinctif de ralliement. Beaucoup de témoins s'étonneront encore de l'attitude ambiguë du général Me- dbouh qui se tient à l'écart avec Jacques Chaumet, célèbre joaillier parisien, fournisseur attitré d'Hassan II. Medbouh

l'entretient en fait des trophées de golf qui seront attribués aux vainqueurs et dont Chaumet est le créateur. Plusieurs invités diront par la suite de Medbouh : « Il avait l'air distrait, soucieux, plus renfermé que jamais >>, ce sur quoi Hassan II renchérit : « Depuis quelque temps, le courant ne passait plus entre nous ». C'est le moins que l'on puisse dire.

Il est 10 h 55 lorsque le roi consulte le livre d'or de la journée. Cela lui permet d'avoir un aperçu des personnalités présentes. Medbouh se tient à ses côtés. Le sourcil fin, le front haut et volontaire, de grands yeux noirs, le teint basané, les tempes légèrement dégarnies, le général porte une chemisette Lacoste blanche et un pantalon vert foncé. Lorsque Hassan II feuillette avec une satisfaction non dissimulée et quelques sourires les pages du document, l'impassibilité du général contraste avec la bonhomie exagérée des courtisans. Après les compliments et les baisemains, le souverain se retire avec quelques intimes dans le carré royal contigu à ses appartements. Là, autour de sa piscine privée, il converse, entouré de son frère Moulay Abdallah, de Bourguiba junior, d'Oufkir, du Dr Laraki et de Driss Slaoui. Le roi prend un verre en toute simplicité à l'abri des regards indiscrets, avant de rejoindre ses invités pour le déjeuner. Medbouh, de son côté, ne cesse de courir à ses obligations. Il veille à tout, toujours avec la même énergie, la même discipline, mais ne reste jamais longtemps loin d'Hassan II. Le chef de la Maison militaire regarde souvent sa montre. Sans doute s'inquiète-t-il de la progression du colonel Ababou et de ses troupes. L'heure de l'attaque a été fixée autour de 12 h 30-12 h 50, quand le souverain sera sur le parcours. Les minutes s'égrenent. Medbouh fait des va-et-vient entre le golf et le carré privé où se trouve le roi. Il va bientôt être midi. L'heure H approche, et Hassan II ne se prononce toujours pas sur ses intentions.

Jouera-t-il ou non ? Plus les minutes passent, plus cette question obsède le général.

N'y tenant plus, il remonte à nouveau vers la piscine privée du souverain. Faisant mine de se préoccuper du bon déroulement des festivités, il interroge naïvement Hassan II :

— Sire, si Votre Majesté veut prendre le départ avec les dernières équipes de la compétition, il serait souhaitable qu'elle le fasse avant 12 h 30, au risque d'être retardée pour le déjeuner prévu pour 13 h 30.

Hassan II répond qu'il ne souhaite pas être bousculé par l'ouverture des buffets et qu'il jouera dans l'après-midi lorsqu'il fera moins chaud. Un imprévu qui va être d'une importance capitale dans les tragiques événements à venir.

A cette nouvelle, le visage de Medbouh s'assombrit plus que de coutume. Le général n'ose insister de peur d'éveiller les soupçons du souverain. Il fait une révérence sèche, se retire puis rejoint à grandes enjambées le golf. Il regarde sa montre avec plus de fréquence. Mais comme le chef de la Maison militaire est un maniaque de l'ordre et de la ponctualité, ceux qui le connaissent ne s'en étonnent pas. Le général, anxieux, se renseigne auprès des starters de la compétition du nombre de joueurs sur les greens. Le général n'a qu'une appréhension : qu'Ababou et sa « horde » débarquent. Il décide donc d'avancer l'heure du déjeuner et demande aux nombreuses personnes qui s'entassaient dans la tente-bar de rejoindre l'intérieur de la résidence royale.

A 13 h 05, les invités affluent vers le centre du palais. Les uns remontent du golf, les autres de la tente-bar ou des jardins. Quelques joueurs poursuivent leur compétition. Le général profite de ce mouvement pour s'écclipser. Le flot de convives doit traverser l'une des deux portes du mur bas qui sépare l'intérieur du palais du reste du parc. Tout ce monde utilise le plus petit des portillons, le plus

grand étant réservé au roi. En franchissant cette entrée, les hôtes débouchent sur des esplanades de marbre, parsemées de quelques bâtiments bas, entre lesquels se dressent de vastes chapiteaux blancs, ouverts sur la piscine et l'océan. Il suffirait aux cadets d'Ahermoumou de verrouiller la plage par le sud et de bloquer ces deux portes d'accès, pour piéger la totalité de l'élite dirigeante du pays... en maillot de bain. Dans ce périmètre restreint, les mutins tiendraient à leur merci le roi, ses ministres, ses généraux, les chefs de la Sécurité d'état, et les commandants des meilleures unités de l'armée.

Autour d'un bassin olympique alimenté en eau de mer et sur les esplanades, la foule bigarrée, joyeuse et affamée prend d'assaut les buffets. Certains amphitryons, vautrés sur les immenses plats à caviar, dévorent la précieuse denrée à la louche ! Le roi est surpris : il n'a pas donné l'ordre de passer à table. Il contient sa colère, passe près de ses invités avec un sourire de façade. Puis sur son visage apparaît une réelle expression de satisfaction lorsqu'il s'arrête devant le gâteau d'anniversaire en forme d'étoile à cinq branches. Cette pièce de pâtisserie aux dimensions impressionnantes représentant les armoiries nationales, lui arrache un franc- sourire. Hassan II retrouve complètement sa bonne humeur quand les nurses lui amènent son fils Moulay Rachid, âgé d'un an. La présence des enfants royaux à ce genre de cérémonie est inhabituelle. C'est Medbouh qui les a fait venir de Rabat à la dernière minute. Veut-il réunir le monarque et sa famille en vue d'un exil à l'étranger, comme on le chuchotera plus tard ? À ma connaissance cette question n'a jamais trouvé de réponse tangible. Le roi, d'abord surpris par l'initiative du général, s'en félicite. Comme tout père, il s'émerveille de l'évolution de son dernier né. Hassan II embrasse le petit prince, son préféré, et retourne sous la tente royale. Le protocole veut qu'il déjeune toujours

seul à sa table, tandis que sur une autre, plus basse et ronde, s'installent quelques privilégiés. Sont attablés sous la tente royale, le prince Moulay Abdallah, le fils du président tunisien Bourguiba junior. Louis Joxe, Oufkir, le Premier ministre Laraki, et Driss Slaoui, directeur du cabinet royal.

Medbouh profite, lui, de la cohue du déjeuner pour aller discrètement au volant de sa voiture à la rencontre d'Aba- bou. Le colonel et ses mille quatre cents cadets armés jusqu'aux dents sont stationnés dans la forêt de Temara, à cinq ou six kilomètres du palais. Il faut au chef de la Maison militaire un quart d'heure pour faire l'aller-retour. Le général informe rapidement le colonel qui l'attend seul au bord de la route du différé dû au désistement du roi. Il lui demande d'attendre encore un peu et lui dit qu'il lui fera signe.

— Le roi, lui explique-t-il, va jouer au golf après le déjeuner.

Le général revient en vitesse au palais de Skhirat où personne n'a remarqué son absence. Les bruits de plats et de fourchettes sont à peine couverts par l'orchestre. Les volutes des barbecues s'élèvent en tourbillons pour s'évanouir aussitôt dans la brise marine. Deux baigneurs finissent leur longueur de bassin. La journée est radieuse, la tête enjouée et le farniente propice à l'indolence. Le roi commence à peine de déjeuner lorsqu'un maître d'hôtel s'écroule entre la tente royale et le mur des appartements privés auxquels elle est adossée. Des médecins parmi les convives accourent. On transporte le patient à l'infirmerie contiguë aux quartiers royaux et dont les fenêtres donnent sur le golf. Serge Satar, un neuropsychiatre français, secondé par le médecin personnel du roi, Fadel Ben Aich, diagnostique une crise d'épilepsie.

Il est 14 heures passées. Ceux des invités qui ont fini de se rassasier ressortent par la petite porte pour rejoindre la tente-bar. De là ils peuvent déguster des digestifs et observer de loin les équipes de golfeurs toujours en tournoi.

Un bel après-midi s'annonce. Soudain, ils découvrent qu'une file interminable de camions militaires stationne sur les flancs de la route bordant au loin le terrain de golf. Ils voient des soldats sauter en voltige avant même que les véhicules ne s'immobilisent complètement.

— Ce sont des manœuvres ! se réjouit l'assistance.

— C'est une surprise royale ! Le souverain veut certainement offrir à ses hôtes une parade militaire, ajoutent d'autres, se souvenant que l'année précédente, pour l'anniversaire du roi, un lâcher de parachutistes avait eu lieu.

Les convives entendent aussi des crépitements faibles et saccadés, mais ne s'alarment pas outre mesure. Certains même sont impatients et ravis de regarder l'exercice factice organisé pour eux. Les bruits de pétards continuent. On peut les percevoir, mais on n'arrive pas à visuellement les localiser.

Ce qui échappe aux personnes qui se rafraîchissent au bar, c'est le colonel Abdelkader Loubaris, le chef des paras de la Garde royale, s'effondrant fauché par une rafale en plein ventre. Descendu peu avant l'attaque pour observer les joueurs arrivés au trou tout en bas du golf à proximité de la route nationale, il s'est retrouvé nez à nez avec les cadets d'Ababou. Et quand il s'est avancé, le bras tendu, le ton martial, pour les empêcher de piétiner les greens... Il a reçu pour toute réponse une salve de fusil-mitrailleur. Atteint d'une demi-douzaine de balles au niveau de l'aîne, il s'est écroulé baignant dans son sang. Seule sa volonté et sa constitution de Spartiate lui permettront de survivre, bien que n'ayant bénéficié des premiers soins que des

heures plus tard. Détail étonnant, Loubaris est le meilleur ami du général Medbouh !

Dès leur apparition, les hommes d'Ahermoumou tirent sans sommation. Un jeune capitaine des paras de la garde qui s'est avancé dans le même mouvement que le colonel Loubaris est abattu à bout portant. Les golfeurs non plus ne sont pas épargnés. Les militaires font feu sur toute personne qui ne s'aplatit pas au sol. A peine arc-boutés sur leurs armes, ils marchent résolument vers l'enceinte du palais en tirant sur tout ce qui semble vouloir leur barrer le passage. Les crépitements secs, hachés, continuent par intermittence. Les occupants de la tente-bar peuvent les entendre, mais ne les situent toujours pas ! Pire, ils ne les comprennent pas.

Ils distinguent bientôt de vagues silhouettes de soldats montant à l'assaut du golf. Déployés en tirailleurs les cadets progressent l'arme à la hanche, en tenue de combat. Des golfeurs semblent fuir ces militaires qui les poursuivent. Les invités de la tente-bar applaudissent. Quelqu'un crie :

— Moi aussi, moi aussi ! je veux qu'on me fasse prisonnier !

Il est 14 h 10 et il ne vient à l'idée de personne que ce déploiement de troupes soit un coup d'Etat. Lorsque l'on voit les joueurs et les caddies courir dans tous les sens et pour certains tomber, on s'interroge mais l'optimisme l'emporte :

— Bravo ! Bravo ! s'exclame l'un des convives, c'est vraiment réussi ! C'est génial d'avoir mis quelques civils dans le coup ! Ça fait plus vrai !

Quand le fracas des tirs devient nettement plus audible, certains des invités de la tente-bar refluent, par instinct ou prudence, vers le palais.

De l'autre côté du mur, dans le grand patio et autour de la piscine, le déjeuner royal se poursuit. Hassan II est toujours attablé sous un auvent, entouré de son frère, de Bourguiba junior, de Louis Joxe, d'Oufkir et de quelques autres. Le gros des invités sur l'esplanade a entendu en même temps que ceux de la tente bar les premières déflagrations. Celles-ci sont atténuées par l'orchestre qui poursuit sa mélopée lancinante, et par l'enceinte qui entoure le patio.

Dès que les crépitements se précisent, le roi s'arrête de manger. L'ambassadeur de France, Claude Lebel, pense tout comme les personnes présentes, qu'il s'agit de pétards ou à la rigueur d'une fantasia offerte par Hassan II à ses hôtes. Au-delà du mur d'enceinte haut de deux mètres cinquante, les détonations sèches s'approchent. Soudain un homme s'engouffre par la petite porte en boitillant. Maurice Perrier, un ingénieur agronome attaché au cabinet d'Yvon Bourges, le ministre français de la Coopération clopine en se tenant la cheville droite. Les invités pensent que c'est un incident dû à un manque de vigilance. Quelqu'un, dans l'assistance, tout en finissant ses dernières cuillerées de dessert, lève distraitemment la tête et lance :

— Tout de même, ce ne sont plus des gamins ! Il faut faire attention avec les pétards !

Un autre ajoute :

— Ça va, ça va ! Quelle exagération, tout cela pour une balle à blanc !

Tous les regards se portent sur le roi. On attend de déceler, à travers sa réaction, la juste attitude à prendre.

Hassan II cherche visiblement à comprendre. Lorsque le souverain voit Maurice Perrier tituber puis s'affaler, il se lève et s'écrie :

— Que se passe-t-il ?

L'assistance ne le quitte pas des yeux. Oufkir est déjà debout au côté du roi et assène :

— Non, Sire, ce ne sont pas des balles à blanc ! C'est du sérieux !

Sur l'esplanade, les musiciens continuent de jouer. Au même moment une vingtaine de personnes déboule par le portillon. On entend maintenant plus distinctement l'écho des salves. Un aide de camp du roi se précipite pour refermer la petite porte. L'esplanade et le patio sont dérisoirement isolés pour un instant, mais le passage est vite enfoncé par d'autres fuyards, dont la plupart ne savent pas exactement si leur retraite effrénée participe du jeu ou du sauve-qui-peut. Quelques-uns, avant de s'élancer à l'intérieur du patio, remarquent une fresque d'impacts de balles dans le crépi blanc du mur séparant le palais du golf. Pour les plus expérimentés, le doute n'est plus permis, c'est un putsch !

Les derniers à franchir la petite porte ont sur leurs talons des soldats menaçants. L'un des militaires balance une grenade offensive dans le patio sans y pénétrer. Laquelle atterrit sous la tente royale. Un garde du corps se jette dessus. Une déflagration faible, sourde, secoue le corps du policier. Il se relève, titube et tombe raide mort. Tout le monde a maintenant compris.

Oufkir pousse le roi et Moulay Abdallah hors de la tente. Le ministre de l'Intérieur prend le souverain par le bras, et suivi par le prince, les entraîne vers l'espace séparant la tente royale de la salle du trône. Le Dr Serge Morax observe la scène à distance. Hassan II, Oufkir et le prince discutent avec animation. Ce qui frappe le médecin français, c'est qu'à aucun moment les trois hommes ne s'abritent des balles qui maintenant sifflent dans tous les sens. Si l'on entend les tirs, personne n'arrive encore à situer leur provenance. Quelques serviteurs brandissent de grands plateaux d'argent et de menues chaises comme boucliers dérisoires. Moulay Abdallah tente une échappée par la

plage. Il se fond dans le troupeau d'invités affolés qui se dirige, désordonné, vers les baies vitrées pulvérisées de la salle du trône. Mais le prince n'atteint pas la mer. Le barrage de tirs nourris qui en défend l'accès est meurtrier : des dizaines de convives périssent dans cette course désespérée vers les flots. Moulay Abdallah est blessé au bras. Un homme devant lui a pris la majorité de la rafale. Le prince, dans sa chute, reçoit le corps inerte du malheureux et fait le mort. Ce qui lui vaudra de figurer, au terme de cette journée effroyable, parmi les rescapés de Skhirat.

Oufkir est l'un des rares à ne pas s'être précipité vers la plage, mais n'a pas eu le temps d'en dissuader le prince. Toujours aux côtés d'Hassan II, le ministre de l'Intérieur conduit le monarque vers une des constructions du palais. L'ambassadeur de France arrive en vue de la tente royale au moment où la scène se déroule. Une main le retient par le pan de sa chemise. Un homme, qu'il ne connaît pas, lui dit :

— C'est grave, monsieur l'ambassadeur, mettez-vous immédiatement à l'abri.

Claude Lebel rebrousse chemin et se réfugie dans l'une des cabines qui bordent la piscine olympique. Ces vestiaires en ciment sont à ses yeux l'endroit le plus propice pour éviter les tirs. Avant de s'enfermer, il voit M. Duprès, son homologue belge, venir à lui d'une démarche incertaine pour s'affaler dans ses bras. L'ambassadeur de France l'entraîne dans le réduit où il réalise que son collègue a un petit trou au niveau du cœur. Le malheureux est toujours vivant. Son agonie va durer mais il ne survivra pas à cette dramatique journée.

Comme prévu, la colonne commandée par M'Hamed Ababou a bouclé le palais par le nord, c'est-à-dire par la route, puis est remontée par le golf en rabattant devant elle

les civils terrorisés. En franchissant le premier poste de garde, elle est tombée sur une résistance faible mais déterminée. Un combat inégal s'en est suivi. Les quelques paras et policiers qui défendaient l'entrée de Skhirat ont été rapidement balayés. La fusillade a été si confuse et nourrie que le colonel Ababou a été touché par ses propres troupes : une balle perdue l'a atteint à l'épaule. N'en ayant cure, il est remonté dans son *command car* et, d'un signe du bras, a ordonné à une douzaine de camions de le suivre. Le convoi a pénétré alors la grande allée de Skhirat et s'est dirigé vers l'enceinte du palais.

La seconde colonne, commandée par son frère Mohamed, a ratissé la plage par le sud. Les invités qui ont tenté de fuir par les arcades dévastées de la salle du trône n'ont pas couru longtemps sur le sable. Les mutins ont mis des mitrailleuses lourdes et des mortiers en batteries sur la dune. La plupart des convives qui s'échappent de ce côté sont fauchés par les rafales nourries qui balayaient le front de mer. Seuls quelques rares miraculés traverseront ce barrage de feu.

Debout dans son véhicule de tête, M'Hamed Ababou conduit la colonne de camions qui a pénétré dans le palais. Le colonel fait arrêter son contingent en bordure du grand patio et les soldats s'éjectent comme à l'exercice. Entouré de sa section spéciale, Ababou saute au bas de sa Jeep. La mitrailleuse lourde de son véhicule est braquée sur la petite porte d'accès à l'esplanade. Des cadets mettent en batterie sur leur trépied des fusils mitrailleurs. Le colonel ordonne à ses troupes de bloquer les entrées de la grande terrasse. Les cadets, avant de donner l'assaut, balancent des grenades offensives par-dessus le mur d'enceinte et tirent par les deux portillons. Lorsqu'ils s'élancent dans le patio, c'est la panique générale. Les invités courent dans tous les sens. La plupart se dirigent vers la mer et tombent sur la colonne

de Mohamed. Quelques-uns tentent de fuir pour donner l'alerte, mais presque tous sont abattus. Les baies vitrées de la salle du trône volent en éclats. Des dizaines de cadavres jonchent le sol. Les blessés sont légion. Les cadets n'entendent plus les ordres de leur chef. Ils avancent en faisant feu sur la foule, jettent continuellement des grenades, tirent même au mortier. C'est un carnage.

Les blessés râlent dans des flaques de sang. Certains sont froidement achevés d'une balle dans la nuque. Les conjurés ont les yeux exorbités, la bave à la bouche et tirent sur tout ce qui bouge. Personne n'est épargné : ni les Marocains ni les étrangers. Un peloton de cadets se rue dans les cuisines où sont abattus chefs, marmitons, soubrettes, maîtres d'hôtel...

A l'extérieur, des colonnes de prisonniers affluent mains sur la tête vers le rond-point central du palais, tenues en joue par des militaires enragés. On les allonge sans ménagement sur les gazons, juste en face des deux portes qui accèdent au patio et à l'esplanade. Même les blessés ne sont pas épargnés. Beaucoup saignent abondamment sans que leurs voisins puissent les secourir. De l'autre côté du mur, sur les terrasses de marbre, c'est l'hécatombe. Des dizaines de cadavres figés dans des flaques de sang sombres jonchent le sol. Les buffets, les tables, les kiosques sont mis à sac. Certains cadets dévorent au passage des mets qu'ils n'ont jamais eu les moyens de goûter. D'autres regardent béatement la mer qu'ils n'ont jamais vue.

Pendant ce temps, le roi, Oufkir et une douzaine de personnes, dont des médecins et des députés Français, se sont réfugiés dans une pièce attenante à la salle du trône dans le coin de laquelle se trouve un cabinet de toilette. Le roi et Oufkir s'entretiennent constamment en arabe dialectal entrecoupé de français. Oufkir étant le seul militaire du groupe. Hassan II ne cesse de l'interroger sur son évaluation

dos forces et des moyens engagés. Le souverain et son ministre de l'Intérieur tentent de faire le point sur la situation, mais mon père est uniquement préoccupé par le vasistas ouvert qui sert d'aération à la pièce. Le général, debout sur un promontoire improvisé, scrute sans relâche cette lucarne. Son expérience de soldat ne peut le laisser ignorer les dégâts que causerait une grenade offensive, si elle passait par cette fenêtre et atterrissait dans ce réduit. Ce type d'explosif a plus un impact psychologique que destructeur quand il explose en plein air, mais dans un espace clos, ses effets seraient dévastateurs. Tendue, aux aguets, il ne quitte pas une seconde des yeux cet orifice. Quant à Hassan II, il scrute par le trou de la serrure ce qui se passe dans la salle du trône voisine. L'attente est insupportable. Dehors, les coups de feu retentissent toujours. Les explosions se succèdent. On entend des cris, des hurlements aussi. La confusion est totale. L'odeur âcre de la poudre filtre jusque dans la cache du roi. Des volutes de fumée s'élèvent dans le ciel et s'effilochent au gré du vent.

Soudain Hassan II se fige. Une quinzaine de mutins enfonce la porte de la salle du trône et y pénètre. Dans le cabinet de toilette attenant, les cœurs battent la chamade, chacun retient sa respiration. Le silence est absolu. Oufkir ne quitte pas son poste. Hassan II se penche de nouveau sur la serrure. Alors il voit le général Medbouh entrer dans la salle et l'entend dire aux cadets :

— Il ne risque pas d'être là, restez dehors ! Montez la garde devant la grande porte, ne laissez entrer personne !

Les soldats se mettent au garde-à-vous et s'exécutent. Ils sortent et s'installent devant la salle du trône. Connaissant parfaitement le moindre recoin du palais, Medbouh, une fois seul, se dirige droit vers le réduit où se cache le roi. Le général tourne la poignée de la porte. Elle est fermée. Hassan II fait deux pas en arrière :

— C'est Medbough..., souffle-t-il à Oufkir.

Le ministre de l'Intérieur saute au bas de son tabouret, écarte le roi et ouvre. Medbough et lui se regardent intensément.

— Je dois parler au roi..., dit le chef de la Maison militaire. Hassan II, que les épaules d'Oufkir couvrent, s'avance.

— Sire, lui dit Medbough, ce n'est pas un coup d'État, c'est une mutinerie de votre année. C'est le lieutenant- colonel Ababou qui est à sa tête. Je suis persuadé que si Sa Majesté acceptait d'écouter ses revendications, tout pourrait s'arranger. Si vous êtes d'accord, je vais de ce pas le chercher.

Hassan II rétorque :

— Je ne négocierai pas avec Ababou, qu'il cesse de tirer, après on verra.

Medbough, livide, fronce davantage le sourcil, tourne les talons et sort d'une démarche énergique. Les occupants du réduit referment immédiatement le verrou derrière lui.

Le chef de la Maison militaire traverse la salle du trône, sort sur la terrasse centrale et tombe nez à nez avec Ababou :

— Ababou ! que fais-tu ? Arrête immédiatement ce massacre ! Pourquoi as-tu ordonné d'ouvrir le feu ? Es-tu cinglé ? Ce n'était pas ce que nous avions convenu !

Le colonel lui réplique avec un sourire narquois :

— Le peuple entier attendait ce moment, et mes hommes en particulier, ce n'est que justice ! Aujourd'hui est un jour de fête, mon général ! Un grand jour ! Et il faut comprendre ceux qui l'ont tant attendu...

— Tu es cinglé ! hurle Medbough blême. Tu m'as déshonoré ! Et tu as déshonoré l'année ! Mais nom de Dieu, ce ne sont que des civils ! Si tu m'avais écouté, nous n'en serions pas là !

Ababou, rétorque, hautain :

— Ce qui est fait est fait. Tous ces pourris n'ont eu que ce qu'ils méritaient !

Puis, en faisant référence à Hassan II, il demande :

— Où est ce chien ?

Medbough pense atténuer par sa réponse la férocité affichée du colonel :

— Le roi est en lieu suur, il a signé son abdication.

— Conduisez-moi à lui, mon général, nous trouverons bien un terrain d'entente..., conclut Ababou avec une ironie non dissimulée.

Medbough ne sait que répondre. Pour parer au plus pressé, il se tourne vers les cadets qui entourent le colonel :

— Il faut chercher dans les appartements, il doit y être, trouvez-le coûte que coûte !

Comme Medbough invite Ababou et ses hommes à continuer de chercher le roi, le colonel en conclut que l'affirmation d'une abdication d'Hassan II relève du mensonge. Dès lors, il s'estime trahi. Et, avec une indescriptible grimace de dégoût, il ordonne aux deux gradés qui lui servent de gardes du corps :

— Abattez ce traître !

Fauché par deux rafales de mitraillettes, le général Medbough s'effondre sur le marbre du patio dans un grognement de bête. Au même moment, le médecin personnel du roi, que les coups de feu ont affolé, sort de sa cachette. Il est abattu sans sommation. Son cadavre gît à quelques mètres de celui du général.

Les occupants du réduit ont entendu les déflagrations mais ni Hassan II ni Oufkir ne peuvent deviner que la tête du complot vient de succomber à l'intransigeance de celui qui était supposé n'être que son exécutant.

Ababou et sa section spéciale fouillent de fond en comble les appartements du roi. Des chargeurs entiers sont vidés dans les portes, les meubles et les cloisons. Les soldats éventrent les coussins et les canapés à coup de baïonnettes. Le colonel est le premier à déverser sa rage, mais omet de fouiller les toilettes de la salle du trône. Il laisse se poursuivre la traque et s'en retourne à l'extérieur du patio, sur le rond-point autour duquel sont regroupés les invités. Les prisonniers sont étendus les mains sur la tête, la face au sol. Il fait chaud. Les blessés gémissent. Ceux qui réclament de l'eau reçoivent des coups de crosse. Le bel après-midi a tourné au cauchemar.

Sur le rond-point, Ababou fait appeler une liste de noms. La première personne citée se lève. Membre du cabinet royal, elle est abattue froidement d'une balle à bout portant derrière l'oreille. L'appel continue. Les prisonniers ne répondent évidemment plus.

— De toute façon on vous connaît ! lance Ababou, ceux qui ne répondent pas ne perdent rien pour attendre !

15 heures. Voilà déjà une bonne heure que les invités de Skhirat vivent une véritable épouvante. Ce coup d'Etat ne ressemble à aucun autre. On baigne dans le plus complet des non-sens. Aucune prise de pouvoir ne s'est jamais faite avec autant de sauvagerie gratuite. Jamais aucune force au monde n'a prétendu aux destinées d'un pays en tuant sans distinction des diplomates accrédités, des civils n'ayant rien à voir dans la marche du régime. Ce putsch ne ménage ni les ambassadeurs des puissances occidentales, ni ceux des pays communistes. L'ambassadeur de Chine, déduisant que le renversement d'une monarchie dans un pays du tiers- monde avait de fortes chances d'être sympathisant de nations révolutionnaires comme la sienne, brandit son passeport :

— Je suis l'ambassadeur de la République populaire de Chine !

Il reçoit pour toute réponse une pluie de coups. Un cadet lui hurle :

— Toi, le bridé, ferme ta gueule ! On t'emmerde toi et ta Chine !

Ce coup d'État échappe à toute référence idéologique. C'est plutôt un *rezzou* impitoyable, un raid brutal et sanglant, sans la moindre cohérence politique.

À l'écart des prisonniers toujours maintenus au sol, des hommes en civil se tiennent debout. Ils semblent impassibles à la fureur qui les entoure. Ce sont les généraux Bougrine, Habibi, Hammou et Amharrach. Les trois premiers sont la fine fleur de l'année marocaine, les pairs d'Oufkir, des légendes vivantes bardées de citations, il ne viendrait à l'idée d'aucun cadet de lever la main sur ces généraux prestigieux qui sont une référence pour tous les Marocains et les Berbères en particulier. Bougrine et Habibi sont plus que des amis pour Oufkir, ce sont véritablement des frères. Ils ont fait leurs classes ensemble, du collège à l'Académie militaire. Ils ont, durant dix-sept années, brillamment servi sous les drapeaux français. Dans les campagnes d'Italie, de France et d'Indochine, ils se sont distingués par une bravoure et une efficacité hors du commun. Plusieurs fois cités à l'ordre de l'année, ce sont de véritables héros de guerre. Si Hammou n'entretient pas de liens personnels avec Oufkir, il n'en est pas moins son compagnon d'amies. Nommé le 5 juin 1971 attaché militaire à Paris, Hammou a retardé son départ. Ce qui sera retenu par Hassan II comme une preuve supplémentaire de sa culpabilité. Quant à Larbi Chellouati, engagé volontaire à 19 ans dans l'armée française, blessé deux fois en Indochine, décoré à maintes reprises, personne n'ignore sa profonde amitié pour le ministre de l'Intérieur.

Ce quarteron de hauts gradés commandant les principales régions militaires du royaume se tient donc à distance du rond-point jonché de prisonniers. Ababou s'approche. Il discute avec les généraux. Ces derniers semblent indifférents à ses propos. Le général Hammou lui lance :

— Ababou, nous ne sommes pas d'accord... C'est du travail de bleu... C'est n'importe quoi !

Les autres généraux ne sont guère plus engageants. Le colonel contient sa colère. Prétextant des raisons de sécurité, il demande aux officiers supérieurs de monter à bord d'un camion :

— Mettez-vous à l'abri, on ne sait jamais...

Puis il s'éloigne et ordonne à un officier de la section spéciale, le lieutenant Raïs :

— Surveillez-les, ce sont mes prisonniers.

Les quelques invités qui ont entendu cette dernière consigne accrédièrent la thèse selon laquelle les généraux auraient été entraînés de force dans ce coup d'Etat. C'est mal connaître ces hommes. Pas même Ababou n'aurait pu les impressionner. La réalité est plus complexe. Les généraux s'étaient mis d'accord avec Medbouh sur une abdication d'Hassan II sans violence. Ils lui avaient délégué l'organisation du putsch, mais maintenant que le chef de la Maison militaire est mort et que l'opération tourne au carnage, ils n'ont aucune envie de la cautionner.

Ababou tente de rallier d'autres hauts gradés dont le colonel Boulhimez, le chef de la Gendarmerie royale, ancien de l'année française. Quand le chef des insurgés lui annonce la formation imminente d'un Conseil de la révolution, Boulhimez le dévisage avec une grimace de dégoût et crache par terre :

— Va te faire foutre !

Alors M'Hamed Ababou ordonne à son factotum, l'adjudant-chef Akka :

— Crève cette enflure !

Et Boulhimez tombe, criblé d'une rafale complète, puis roule dans un fossé.

— Achève ce traître ! hurle alors le putschiste à un lieutenant qui se trouve à ses côtés.

Boulhimez dans un dernier râle reçoit deux balles de pistolet dans la nuque.

La scène se déroule à côté du camion, sous les yeux des généraux.

À 15 h 20, Ababou commande à la section spéciale une dernière fouille du palais. Une fois de plus, les cadets recherchent avec rage le roi. Les factionnaires que Medbouh a placés devant la salle du trône n'ont pas bougé de leur poste. L'investigation se poursuit, toujours aussi brutale et désordonnée. Des éléments de la section spéciale s'arrêtent devant la grande porte. Sur le point de pénétrer dans la salle du trône, l'un des sous-officiers qui en barre l'accès leur lance :

— Il n'y a personne là-dedans, on a déjà fouillé !

Un gradé s'avance. Il passe le buste par l'embrasure, jette un coup d'œil dans la pièce et ressort sans penser à se diriger vers le cabinet de toilette du fond.

— C'est OK, continuez de chercher, il ne doit pas être loin !

Le groupe se dirige à nouveau vers les appartements, les cuisines et les dépendances.

Le colonel Ababou décide alors de quitter le palais de Skhirat avec le gros de ses troupes pour occuper les objectifs stratégiques de la capitale. Sur les vingt-cinq commandos d'une cinquantaine d'hommes chacun, il en laisse deux à Skhirat sous le commandement de son frère. Mohamed. Avant de quitter la résidence royale dévastée, il dit à son aîné :

— Je te laisse une centaine d'hommes, ne bouge pas du palais jusqu'à mon retour !

Et en lui indiquant la foule de prisonniers toujours plaqués au sol, il ajoute :

— Le premier qui tente quoi que ce soit, abattez-le sans sommation !

Avant de sauter dans son *command car*, il passe à côté des chefs des partis politiques, dont Allai El Fassi, le leader de l'istiqlal, et assène, avec un sourire énigmatique :

— A tout à l'heure. Allal...

A la tête de son impressionnante colonne, il fonce vers Rabat, ayant pris le soin d'emmener avec lui les généraux Bougrine, Habibi, Hammou et Amharrach. Le colonel Chellouati ouvre le convoi, debout dans sa Jeep. Ababou a aussi embarqué de force un médecin militaire français en coopération au Maroc. Il le somme de lui extraire la balle reçue dans la confusion du début de l'attaque. Le praticien invoque le manque de moyens et d'instruments pour extraire le projectile, quand le colonel lui tend une dague de commando :

— Ça suffira... Allez-y, enlevez-moi cette saloperie !

Le médecin bégaye :

— Mais... Je ne peux...

Ababou l'interrompt, se tourne vers Akka. L'adjudant- chef a compris : il pointe le canon de son arme contre le flanc du médecin.

— Allez-y, ordonne Ababou. et pas de conneries, sinon vous êtes mort...

C'est ainsi, tout en roulant, que le colonel putschiste se fait extraire le projectile sans anesthésie ni désinfectant.

Il est 15 h 35 lorsque l'interminable file de camions militaires entre dans la capitale.

Ce samedi 10 juillet, ma mère et mes sœurs sont à la plage des Sables d'Or à quelques encablures de Skhirat. Attablés pour le déjeuner, ma mère et les quelques amis qui l'entourent sentent l'odeur âcre de poudre que le vent a charriée jusqu'à eux, mais il ne vient à l'esprit de personne qu'à une poignée de kilomètres se déroule un drame abominable. On pense tout naturellement qu'il s'agit d'activités festives pour l'occasion. Jusqu'au moment où l'ambassadeur du Canada, qui fait partie des rares invités à avoir pu s'échapper au début de l'attaque, débarque, le pantalon ensanglanté. Sa fille étant une amie de classe, le diplomate a l'élégance de venir avertir ma mère de ce qui se passe. Elle le questionne alors au sujet du roi et de mon père. Le diplomate lui répond :

— La dernière fois que je les ai vus, ils étaient vivants, je ne peux vous en dire plus si ce n'est que c'est une véritable boucherie...

Ma mère saute dans une voiture, accompagnée d'une amie, et se dirige vers le palais. Elle n'ira pas bien loin, un barrage de militaires agressifs l'enjoint de rebrousser chemin. Reprenant mes sœurs, elle regagne notre domicile à Rabat. En arrivant, elle s'inquiète de mon absence.

J'ai profité en effet de ce week-end pour aller faire un tour en moto. Sortant de chez un ami, je traverse une grande artère en m'étonnant de voir les rues désertes. En remontant l'avenue de la Victoire, je croise le convoi militaire. Je pense bien sûr qu'il s'agit d'un mouvement de troupe routinier. Je range ma moto sur le trottoir, mais en voyant le colonel Chellouati, un familier, conduire cette colonne, un doute m'interpelle. Je lui fais un signe dérisoire de la main, mais il ne me remarque pas. Il porte un costume bleu marine et une chemise bleu clair, sans cravate. Je m'amuse à compter les camions avant de renoncer rapidement à les chiffrer. Les véhicules sont débâchés. Les

soldats s'agrippent aux arceaux. Ce qui me frappe, c'est l'air second, hagard, des militaires. J'attends simplement qu'ils passent pour continuer mon chemin. Arrivé au quartier de l'Adgal¹, j'entends un klaxon strident derrière moi. Je me range. C'est Driss et Boutouil. Je pensais les avoir semés. Driss, modèle de calme et de sérénité, vient à moi en courant :

— Vite, il faut rentrer à la maison !

Je m'apprête à négocier comme d'habitude, mais mon ange gardien me regarde droit dans les yeux :

— Je t'en prie, ne complique pas... Il se passe des choses graves...

— C'est mon père ? lui dis-je.

Driss me pose la main sur l'épaule :

— Non, mais c'est sérieux. Viens, je t'expliquerai en route.

Tandis que Driss discute avec moi, Boutouil, une mitraillette courte sous le coude, se tient aux aguets près de la voiture. Je n'ai pas besoin de plus d'arguments. Mes « nounous » n'ont pas l'habitude d'exhiber ce genre d'arsenal. Je repense aux camions de troupes et saisis la menace.

Je refuse toutefois d'abandonner ma moto. Dans l'urgence, Driss accepte pour la première fois d'être mon passager. Il se tient à moi d'une main et de l'autre dissimule une arme contre sa cuisse. Je sens contre mes reins le métal de deux grenades. Lorsque nous arrivons à notre domicile, je prends définitivement la mesure de l'alerte : les Aayounis quadrillent le jardin, armés jusqu'aux dents. Dans le standard, les placards de l'armurerie sont vides. Leur contenu a été distribué à tous les hommes de la maison.

Dans le salon, entourée de quelques proches, ma mère écoute les radios étrangères. Un flash annonce le coup d'État de Skhirat et la mort d'Hassan II. Parmi les femmes présentes s'élève un cri. Ma mère ne perd pas son calme. Silencieuse, elle attend de plus amples informations. Deux des sœurs d'Hassan II débarquent, paniquées, et l'exhortent à quitter la maison pour se réfugier avec elles dans la périphérie de la capitale. Ma mère refuse de bouger tant qu'elle n'aura pas eu de plus amples nouvelles sur le sort de son mari.

Pendant ce temps, M'Hamed Ababou et ces cadets investissent l'état-major des Forces armées royales où ils ne trouvent qu'une faible résistance. Apparemment, peu de candidats, au sein de l'armée marocaine, sont prêts à mourir pour Hassan II. Une fois l'état-major occupé, les conjurés se dirigent vers le siège de la Radio télévision nationale et tombent sur une unité de la BLS qui en protège l'accès. Le lieutenant Taïf vient au-devant d'Ababou :

— Mon colonel, je vous avertis que, même inférieurs en nombre, mes hommes et moi défendrons le bâtiment à tout prix. Réfléchissez, il ne sert à rien de faire couler davantage de sang...

Ababou dégainé son revolver et abat le lieutenant sans crier gare. C'est alors qu'éclate une fusillade nourrie. En quelques minutes, les éléments de la BLS sont décimés et la RTM prise. Les techniciens et les journalistes sont enfermés dans un studio.

Il est 17 heures passées et les putschistes passent en boucle sur les ondes un communiqué. Sur fond de marche militaire, un speaker annonce : « L'année vient de prendre le pouvoir, la monarchie a été renversée. Le peuple et son armée président désormais aux destinées du pays. » Ce texte continuera d'être diffusé jusqu'à 22 h 50.

Après la radio, où il laisse suffisamment d'hommes pour en garder le contrôle, Ababou se dirige avec le reste de ses troupes vers le ministère de l'Intérieur qu'il occupe facilement. Quand il retourne à l'état-major, il est stupéfait d'y trouver son frère Mohamed :

— Abruti ! Pourquoi as-tu quitté Skhirat, je t'avais pourtant donné l'ordre de ne pas en bouger !

Il est près de 18 heures lorsque Ababou réunit les officiers et les généraux qu'il espère encore rallier à ce qui est devenu son coup d'Etat. Au cours de cette réunion improvisée, il distribue même les postes d'un gouvernement fantôme. A lui celui de chef d'état-major ; le colonel Chel- louati est nommé président du Conseil de la révolution ; le colonel Feniri, ancien aide de camp du prince Mou- lay Abdallah, reçoit le ministère de l'Intérieur. Ababou finit même par convaincre Bougrine, Habibi, Hammou et Amharrach de se joindre à lui. Si les chefs des régions militaires retournent dans leur province, l'année entière suivra. La version la plus répandue sur le degré d'implication de ces hauts gradés dans ce putsch affirme qu'ils n'ont adhéré que contraints et forcés par le colonel Ababou. Ce dernier, les ayant faits prisonniers à Skhirat, les aurait convaincus au cours de la réunion tenue à l'état-major en leur annonçant la mort d'Hassan II. Cette traduction sommaire des faits est, à mon sens, contredite par la suite des événements. Car au sortir de l'état-major, Bougrine et Hammou ont rejoint leur région militaire, tandis que le général Habibi, avant de regagner la sienne, s'est rendu à Skhirat en disant :

— Attention à l'opinion internationale ! Nous avons laissé au palais de Skhirat les diplomates étrangers sous la garde de nos hommes. Il faut aller les libérer. Faisons vite, je vais me rendre à Skhirat pour liquider l'affaire. Que les généraux commandant de région prennent les hélicoptères

et les avions afin de rejoindre leurs villes d'urgence. Envoyons des messages aux unités. Vite ! Vite !¹

En quittant Skhirat, Ababou n'ignore pas qu'il a laissé derrière lui le roi vivant. La résidence estivale d'Hassan II étant encerclée, il a estimé plus urgent de s'assurer des leviers de commandes du pays. Il s'est rué vers la capitale en laissant son frère Mohamed poursuivre sur place la traque du souverain. Mais le colonel a commis l'erreur de ne pas établir un relais radio permanent avec son aîné et les deux commandos restés au palais. Car une fois que Mohamed déserte son poste, nombre de cadets tenant en respect les prisonniers s'évanouissent dans la nature. Sur les terrasses et les gazons du palais gisent plus de soixante morts et près de deux cents blessés. Les quelques soldats restés sur place, maintenant dégrisés, s'abstiennent de toute cruauté. Ils autorisent les invités à s'asseoir.

Cette accalmie subite incite les occupants du cabinet de toilette à entreprendre une sortie. Il est 17 heures passées lorsque Hassan II, Oufkir et les quelques personnes qui s'y trouvent apparaissent. Les cadets en faction devant la salle du trône les interceptent. Mains en l'air et à la file indienne, ils sont conduits vers le rond-point et assis avec les autres otages. Soudain, un sous-officier se dirige vers le roi, l'agrippe par le col de sa chemise et lui ordonne de le suivre. Tous les témoins de la scène comprennent qu'ils sont sur le point d'assister à la mort du monarque. Entouré d'un groupe de soldats, Hassan II disparaît au coin d'un mur. On retient son souffle en attendant l'écho fatal d'une exécution sommaire. Les secondes qui s'écoulent sont aussi angoissantes qu'incroyables. Mais au bout d'un instant, et à

1. Propos recueillis auprès d'Hassan II par Raymond Tournoux, *Paris Match*, juillet 1971.

la stupéfaction générale. Hassan II réapparaît entouré des mêmes militaires qui, cette fois-ci, lui baisent la main. Le roi, quelques jours plus tard, expliquera dans les colonnes de *Paris Match* à Raymond Toumoux cet épilogue incroyable : « Ils étaient tellement tendus que leurs armes tremblaient dans leurs mains, raconte-t-il. Soudain, coup de théâtre, mes geôliers se mettent au garde-à-vous et me saluent militairement. Je commande : “Repos !” Je devine que quelque chose d’extraordinaire, d’insolite se passe. Il faut y aller à fond. J’apostrophe le sergent : “Pourquoi ne me baises-tu pas la main, êtes-vous devenus tous fous, vous les soldats de l’année royale, mes enfants ?” Le sous-officier me supplie : “Notre Seigneur, ne parlez pas trop fort, il y a encore ici beaucoup de gens qui vous veulent du mal.” Il m’embrasse les pieds, le cou, les épaules. Sur le chemin l’ensemble des cadets m’entourent, m’embrassent les mains. J’entame la Fatiha, les premiers versets du Coran, repris par les cadets et l’assistance : “Au nom de Dieu, clément et miséricordieux. Louange à Dieu, souverain de tous les mondes. La miséricorde est son partage. Il est le roi du Jugement dernier.” »

Hassan II, ayant retourné la situation, ne perd pas de temps et appelle son ministre de l’Intérieur :

— Général Oufkir, ordonne-t-il, je te délègue tous mes pouvoirs civils et militaires ! Puis se tournant vers l’assemblée :

— Que tous les militaires présents à partir de cet instant obéissent strictement aux ordres d’Oufkir !

Le ministre de l’Intérieur se déshabille déjà, jette sa chemise, son pantalon estival, et enfile la tenue que lui tend le pilote de l’hélicoptère royal, le commandant Alami. Mon père saisit une mitraillette que lui présente un cadet, appelle le général Driss Ben Omar, lui commande de veiller à la sécurité du souverain, puis saute dans une

voiture et file au camp Moulay Ismail, la garnison de la BLS. Cette unité d'élite créée par Oufkir, qui ne comporte que des officiers et des sous-officiers ayant une solide expérience du feu, est destinée à circonscrire tout coup de force. Le ministre de l'Intérieur, qui ne peut évaluer la loyauté des différents corps d'armée, la mobilise donc d'emblée. Sur la route qui le mène de Skhirat à Rabat, Oufkir croise une colonne d'une vingtaine de blindés commandée par un jeune lieutenant. Ahmed Rami. Ce dernier, de permanence à la BLS, se dirige vers Skhirat dans le but inavoué d'appuyer les putschistes s'il s'avérait que le coup porte ses fruits. Oufkir fait arrêter la colonne et grimpe sur le blindé de tête. Le lieutenant veut s'extraire de la tourelle pour laisser sa place au général quand ce dernier réplique :

— Non, lieutenant, restez où vous êtes, je suis très bien à l'extérieur.

Après lui avoir ordonné de diviser son contingent, le général dirige une partie des autos mitrailleuses vers Skhirat. Il leur enjoint de se mettre sous les ordres du général Driss Ben Omar afin d'assurer la sécurité du palais. Il laisse une autre partie de ses renforts au général Bachir Bouhali, chef d'état-major des FAR, en lui précisant d'encercler le QG des années sans donner l'assaut.

Bouhali atteint son objectif un peu après 18 heures et fait stationner sa Jeep au bas du perron de l'état-major. Le colonel Ababou vient alors à sa rencontre :

— Ha ! Mon général, vous êtes le bienvenu ! Joignez-vous à nous. Le président Chellouati vous attend dans la salle de conférence !

Bachir Bouhali, qui se sent humilié de n'avoir pu prévenir l'action d'une année qu'il commande, sort alors son arme et tire sur Ababou. L'adjudant-chef Akka réplique et abat le général ainsi que deux des hommes qui l'accompa

gnent. Ababou, grièvement blessé, gît sur le perron de l'état-major. Il ordonne dans un dernier souffle à l'adjutant-chef de l'achever. Akka hésite. Le colonel lui dit :

— C'est un ordre !

Le sous-officier lui tire alors une balle dans la tête.

Son propre frère saute dans un taxi et part se réfugier chez sa belle-sœur. Il va tenter d'atteindre Tetouan, où son oncle est pacha, force dans la soirée un barrage de police, parvient à s'enfuir mais sera arrêté en pleine nature quelques jours plus tard.

À Rabat, la reprise en main se poursuit, conduite par les officiers supérieurs restés fidèles au roi.

Dans l'intervalle, le général Habibi est retourné au palais de Skhirat. En y arrivant vers 19 heures, il découvre une situation différente de celle qu'il y avait laissée. Le roi, sain et sauf, a repris le contrôle de la situation. Habibi vient le saluer :

— Majesté, comme je suis heureux de vous revoir vivant ! Nous avons reçu l'ordre de rejoindre nos régions militaires. Je viens vous en informer.

Le général quitte ensuite Skhirat pour regagner son commandement à Marrakech sans savoir qu'il sera arrêté, comme les autres généraux, à sa descente d'avion. Cet épisode vient donc démentir la lecture confuse faite au sujet de l'implication exacte des généraux. Si comme prétendu, ils ne se sont ralliés qu'à l'annonce de la mort du roi, comment se fait-il que Habibi, constatant *de visu* qu'Hassan II est toujours vivant, ne mette pas un terme à sa participation « forcée » au coup ? Comment se fait-il que lui et ses pairs tentent encore d'entraîner les unités du pays dans un coup d'État qui n'est plus le leur et qui a déjà gravement dérapé ?

À 23 heures, l'ordre est rétabli. Le colonel Chellouati et les généraux putschistes sont neutralisés. A minuit passé, Oufkir rend compte au souverain. Il est près de 1 heure du matin, lorsque Hassan II s'adresse brièvement à la nation. Dans les heures qui suivent, le roi déclare aux journalistes : « Ce n'est qu'un coup d'Etat de sous-développés, conduit par une bande d'imbéciles avides de pouvoir, je suis aujourd'hui un peu plus roi qu'hier ! » Au soir du 11 juillet, il ajoute : « Demain, au plus tard, les chefs de ce putsch seront passés par les amies, on leur accordera tout juste le temps de raconter ce qu'ils ont à dire. » En fait le souverain va se donner un jour de plus, histoire de laisser le temps au colonel Dlimi de poursuivre l'interrogatoire des insurgés. Le roi joue aussi de finesse : en donnant les pleins pouvoirs civils et militaires à Oufkir, il le met en première ligne, mais il se garde bien de le laisser interroger ces hommes avec lesquels il a partagé tellement de choses. De plus, il veut s'assurer que mon père n'a pas participé au coup. Et ce n'est pas en lui confiant l'enquête qu'il pourrait le savoir. Si Hassan II précipite l'exécution des généraux, c'est enfin parce qu'il craint qu'Oufkir, avec les pleins pouvoirs délégués, ne prenne au dernier moment fait et cause pour ses compagnons de route. D'autant plus que le ministre, le 12 juillet, déclare à Philippe Alfonsi sur les ondes d'Europe N° 1 : « Les conjurés seront jugés par un tribunal militaire selon leur grade et leur degré de responsabilité et auront droit à un procès équitable. »

Cette nuit du 12 juillet, j'ai enfin le plaisir de voir mon père vivant. En treillis, accompagné de quelques officiers qu'il congédie sur le pas de la porte, il me laisse à peine le temps de l'embrasser et monte dans sa chambre. Je le rejoins pour m'enquérir de lui. Son visage est plus fermé que jamais : il a l'air consterné, soucieux, absent. Je lui propose

de manger un morceau, il me répond à peine et, le regard évasif, reste plongé dans ses pensées. Le téléphone sonne, je décroche. C'est le standard. On m'annonce l'arrivée impromptue du général Moulay Hafid et du colonel Dlimi. J'en informe mon père.

— Fais-les entrer au salon, dis-leur que j'arrive.

Oufkir les fera attendre près d'un quart d'heure.

Lorsqu'il les rejoint, son attitude est glaciale. Il ne les invite pas à s'asseoir. Moulay Hafid et Dlimi se regardent, chacun laissant à l'autre la préséance d'un propos qu'apparemment ils jugent délicat. Enfin, Moulay Hafid, hésitant, s'adresse à mon père :

— Sa Majesté vous donne l'ordre d'être présent demain, dans la matinée, sur le champ de tir d'El Menzel¹, où les chefs de la rébellion seront passés par les armes.

Le visage de mon père, blême, prend une physionomie que je lui ai rarement vue. La bouche pincée, les mâchoires serrées, il rétorque, laconique :

— Dites à Sa Majesté que, comme d'habitude, j'exécuterai ses ordres. Maintenant, si vous n'avez rien à ajouter, vous pouvez vous retirer.

Avant même que Dlimi et Moulay Hafid n'esquissent un mouvement, il sort du salon et les laisse plantés là.

Je raccompagne ces oiseaux de mauvais augure et rejoins mon père dans sa chambre. Je n'oublierai jamais ce moment. Assis au bord de son lit, il me tourne le dos. Et se tient la tête dans les mains, les épaules secouées. Je suis bouleversé, pétrifié. Je ne l'ai jamais vu dans cet état. Mon père pleure comme un enfant. D'un geste de la main, il me demande de le laisser. N'arrivant pas à m'y résoudre, je referme la porte de la chambre à coucher à clé, m'agenouille

1. Champ d'exercice en bord de mer de l'artillerie marocaine

devant lui et lui prends les mains. Je ne sais que dire. En réponse à mon désarroi, mon père secoue la tête dans un mouvement de négation désespérée. Je suis stupéfait de voir couler sur ce faciès de guerrier de grosses larmes impuissantes. Ne supportant plus de le voir dans cet état, j'essaie, en silence, de le raisonner en lui posant la main sur la nuque. On frappe à la porte, je vais ouvrir. C'est Malika. Elle referme derrière elle et nous rejoint. A la vue de notre père en pleurs, elle est aussi paniquée que moi. Nous l'entourons, essayons de le serrer dans nos bras, mais rien n'y fait. Il se lève et nous souffle :

— Laissez-nioi seul, je vous en prie...

L'âme en peine et le cœur déchiré, nous nous retirons. Je reste, des heures assis sur l'escalier devant cette porte, bouleversé par ce que je viens de voir.

Le lendemain 13 juillet, une Jeep de commandement vient chercher Oufkir. Il y prend place, accompagné de trois officiers supérieurs. Mon père porte un masque de fer. Je l'embrasse, il me répond à peine et le véhicule démarre. Hassan II a décidé que l'exécution des généraux serait diffusée à la radio et à la télévision afin que tous les Marocains constatent le sort réservé à ceux qui ont osé se rebeller contre lui. Le commentateur officiel et les cameramen ont reçu une consigne stricte : Oufkir doit être au premier plan. Pour que le peuple le désigne comme le bourreau de ses frères d'armes.

Sur une falaise du littoral atlantique, à quelques kilomètres de la capitale, sont dressés dix poteaux d'exécution. Un half-track conduit quatre généraux, cinq colonels et un commandant sur le champ de tir d'El Menzel où ils doivent être dégradés avant d'être passés par les amies.

Le premier à descendre du véhicule blindé est le général Habibi. Son visage tuméfié porte les traces des interrogatoires musclés qu'il a subis. Ce baroudeur, originaire de la

même région qu'Oufkir, est son plus vieil ami. Il est suivi par le général Hammou, l'oncle de Latefa, l'épouse d'Hassan II et la mère du futur Mohamed VI. Celle-ci ne s'est pas résolue aux avis des concubines du Palais qui lui conseillent de demander au roi la grâce de son parent : menue, d'un caractère bien trempé, elle leur a rétorqué en berbère :

— Chez nous, le suprême honneur est de mourir en homme, si je demandais une grâce pour mon oncle, il ne me le pardonnerait jamais !

Quand vient le tour du général Bougrine, il faut un effort surhumain à Oufkir pour se contenir. Leurs regards se croisent. Que de souvenirs les ont liés ! Bougrine, avec la prestance d'un centurion romain, marche d'un pas noble et décidé vers son destin. Quant au colonel Chellouati, il descend du half-track le torse bombé, le front fier, le regard toujours aussi insoumis et rebelle. Les mains liées dans le dos, il reçoit un coup de pied du Premier ministre Laraki :

— Espèce de salaud, assassin !...

Chellouati se retourne, imperturbable et lui lance :

— Estime-toi heureux d'être en vie, charogne. Tout ce que je regrette, c'est de n'avoir pas eu le temps de vous exterminer, toi et ton roi ! Je préfère mourir plutôt que de vivre une seconde de plus sous le règne de ton fantoche !

Et pour conclure, Chellouati crache aux pieds du Premier ministre. Le dernier à être descendu d'un véhicule blindé est le « ministre de l'Intérieur d'un moment », le colonel Feniri. Mort au cours des interrogatoires, c'est son cadavre que l'on attache au poteau !

Les officiers putschistes sont conduits vers les poteaux d'exécution. Les pelotons constitués de douze soldats chacun mettent en joue les condamnés. Hassan II, caché dans un *command car*, observe la scène avec ses jumelles. Il a ordonné au commandant des pelotons de cracher sur les

fusillés avant de leur donner le coup de grâce. La plupart des suppliciés refusent le bandeau. La première salve est destinée au général Hammou. Quand vient le tour du colonel Chellouati, celui-ci lance à Oufkir :

— Je sais que tu penses comme nous ! Prends garde à toi, la prochaine fois ce sera ton tour.

Un condamné crie avant la salve fatidique :

— Vive le roi !

Dans un tonnerre de détonations, l'exécution se poursuit. Le cérémonial qui l'entoure la rend encore plus insupportable. Salve après salve, la voix du commentateur officiel illustre l'événement d'envolées lyriques à la gloire d'Hassan II et à la malédiction qui frappe ceux qui le trahissent !

En ce 13 juillet, dans un rythme inexorable, un fracas meurtrier, et une mise en scène cynique, les meilleures têtes de l'armée tombent une à une. Le cataclysme de Skhirat achevant son œuvre, je ne suis pas le seul à pleurer en ce funeste été 1971 !

Pendant les trois jours qui suivent l'exécution, mon père ne rentre pas à la maison. Il se réfugie chez son voisin et ami, le général Driss Ben Omar pour cuver son chagrin. Je l'y accompagne pratiquement tous les soirs. J'y entends des commentaires exclusifs et détaillés sur les raisons du coup d'Etat, ses coulisses, son déroulement et ses conséquences. A dater de ce dramatique 13 juillet, mon père ne sera plus jamais le même homme. L'exécution de ces camarades l'a définitivement brisé. Ma mère lui dira ces mots on ne peut plus justes :

— Oufkir, tu ne peux pas être à la fois avec les morts et avec les vivants...

Dorénavant il me donnera l'impression d'errer dans un milieu qui n'est pas le sien et où il ne se reconnaît pas. Il

considère que ces morts sans procès sont une humiliation pour l'armée et pour lui. Dès lors, mon père introduit un deuil, un drame personnel au sein de notre maison. Les événements de Skhirat ont marqué un tournant fatidique dans sa vie et par conséquent dans la nôtre. C'est le commencement de la fin.

Dans les jours qui suivent, il reçoit les fils du général Habibi, mes amis, qui ont été chassés de chez eux sur ordre du roi, par les hommes de Moulay Hafid et de Dlimi. Devant moi, il tend à l'aîné une mallette renfermant une somme conséquente :

— Votre père était un frère pour moi. Habibi est mort en homme, j'espère qu'il a laissé des hommes.

Quant à Mina, la fille de Medbouh, réfugiée chez nous dès le soir du coup d'Etat, il me recommande d'en prendre soin. La pauvre n'arrive pas à se consoler de la mort de son père. Ce qui la déchire le plus, c'est qu'Hassan II ait ordonné que l'on brûle le cadavre putréfié du général. Après l'avoir laissée pourrir pendant trois jours en plein soleil, à l'entrée de la morgue, la dépouille de Medbouh a en effet été aspergée d'essence et incinérée. Mon père parlera longuement à Mina en l'assurant de son soutien indéfectible. Et conformément à ses vœux, il la mettra dans le premier avion pour Paris, en ordonnant aux policiers qui la conduisent à l'aéroport de lui épargner tout contrôle. Mina redoute qu'on la dépossède des photos de son père qu'elle emporte en dernier souvenir. Mon père lui fera établir un passeport et, en lui disant au revoir, lui remettra un pécule.

Une quinzaine de jours s'écoule. Mon père s'attarde plus fréquemment chez le général Driss Ben Omar. Un soir que je l'accompagne, une des personnes présentes traite l'adjudant-chef Akka d'assassin. Oufkir la reprend sèchement :

— Non, Akka n'était pas un assassin ! C'était un pur guerrier qui avait l'armée dans le sang !

Et de raconter ses souvenirs avec l'adjudant-chef. Akka s'était engagé à 19 ans dans l'armée française et s'est distingué pendant la campagne d'Italie en 1944 par une bravoure devenue légendaire. A court de munitions, il continuait en effet de marcher sur les nids de mitrailleuses allemands en achevant leurs servants à coups de pierre. La réplique d'Oufkir sème un froid dans l'assistance. Mais lui insiste et ne renie rien ni personne.

Je me rappelle un autre jour, à l'occasion d'une fête du Trône, avoir accompagné mon père en tournée d'inspection au siège de la BLS à Rabat. Akka est sorti en débardeur, une serviette sur les épaules. A la vue d'Oufkir, il s'est jeté dans ses bras. Mon père l'embrassa et lui dit :

— Comment vas-tu, El Aafrit ?

Ce qui peut se traduire en arabe dialectal par « l'intrépide >>.

Une relation forte le liait à mon père, celle qui soude des frères d'amies puisqu'il avait servi sous ses ordres en Italie et en Indochine. Akka était le seul sous-officier que mon père traitait d'égal à égal, hors hiérarchie. Je me souviens qu'ils ont fait quelques pas ensemble et que l'adjudant-chef déclara à mon père avec un sourire :

— Mon général, je n'ai pas grand-chose à offrir au roi en cette occasion, alors je veux lui offrir un cadeau dans la limite de mes moyens...

Akka entra dans un hangar de maintenance et en ressortit avec une mitrailleuse à la main et deux bandes de cartouchières croisées sur son torse puissant. Face à un grand mur blanc de la caserne, il ouvrit le feu. Je me bouchai les oreilles en regardant voler les éclats de plâtre. Lorsque le fracas cessa, je discernai, éberlué, écrit en arabe et incrusté

dans la pierre, la devise des Forces armées royales : « Dieu, la Patrie, le roi ». Mon père s'esclaffa et glissa à l'adjutant :

— Je peux te dire que, si modestes que soient tes moyens, ils épateraient quand même Sa Majesté ! Et de toi à moi, ce genre de cadeau, il est préférable que tu le gardes pour toi !

Quelques jours après le putsch de Skhirat, Hassan II désigne Oufkir ministre de la Défense et major général des Forces armées. Une nomination qui se fait au cours d'un conseil des ministres que le souverain tient au Cabinet royal à Rabat. Ce soir-là, Driss et Boutouil m'informent du possible départ de mon père du ministère. Averti, je ne quitte pas ce dernier dans l'espoir qu'il me laisse l'accompagner au Cabinet royal. Mes vœux sont exaucés, mais il m'enjoint de rester sur le parking du palais avec la sécurité. Au moment où il pénètre dans la salle du conseil, un garde du corps vient informer le chef de la Sécurité royale que le portique de contrôle a sonné. Le responsable répond :

— Que veux-tu que j'y fasse, si tu as les couilles d'interpeller le général, vas-y !

Le conseil sera houleux. Mon père, arrivé légèrement en retard, tombe sur les ministres concussionnaires qui n'ont pas compris la leçon et suggèrent à Hassan II une augmentation du prix des denrées de première nécessité. Chacun de ces courtisans surenchérit en compliments et en flatteries, et affirme que la tuerie de Skhirat est seulement l'œuvre d'une poignée de malades qui ont profité de la naïveté des cadets d'Ahermoumou pour les droguer et les lancer à l'assaut du palais. Bref, on persiste comme si de rien n'était dans la suffisance et le dédain de la réalité. Jusqu'au moment où Oufkir tape du poing sur la table, se lève et sort son revolver. Les ministres sont livides, et le roi plus encore. Pendant une ou deux secondes, l'ambiguïté

de la situation paralyse l'assistance. Est-ce un nouvel attentat contre Hassan II ? Ou simplement un trop plein de colère de la part du ministre ? Oufkir applique alors le canon de l'arme contre sa tempe et crie au roi :

— Sire ! J'ai tout donné, tout sacrifié au trône et à Votre Majesté ! Et ce n'est pas pour en arriver là ! Si vous persistez à ne pas tirer la leçon de ce qui vient de se passer, je refuse de continuer. Je refuse de cautionner ce gâchis ! La monarchie doit être la meilleure des républiques ! Si vous n'en prenez pas la mesure réelle, le drame qui vient de se dérouler à Skhirat ne sera pas le dernier ! Je préfère en finir tout de suite plutôt que d'être flingué en maillot !

Hassan II ne bouge pas. Sans l'interrompre, il écoute Oufkir déverser son amertume et son exaspération. Puis il le calme et l'entraîne dans un cabinet attendant où les deux hommes s'expliquent pendant près d'une heure et demie. Il y a longtemps qu'ils ne se sont plus parlé de la sorte. Le roi fait amende honorable et promet un changement imminent. Oufkir pose des conditions et n'accepte de reprendre l'année en main que si le souverain lui en donne les véritables moyens. Il exige ainsi le doublement de la solde des militaires, et des crédits suffisants pour la construction d'infrastructures et de logements pour l'année. Il arrache même la promesse de poursuites à l'encontre des ministres impliqués dans les affaires de détournement et obtient une baisse de près de trente pour cent du prix des denrées de première nécessité. Enfin, il suggère au roi une clémence en faveur des cadets d'Ahermoumou : dès le 16 juillet. Hassan II ordonne que les tortures infligées aux conjurés de Skhirat cessent et enjoint Dlimi et Moulay Hafid de les remettre à la police officielle. Le SSS et les Cab s'exécutent. Désormais les interrogatoires des mutins se poursuivront sans violence. Hassan II fait encore une ultime concession à Oufkir en l'autorisant à nommer les membres du tribunal

militaire chargé de juger les onze cents cadets de l'école des sous-officiers. Ce qui ne l'empêche pas d'être surpris par le verdict qui tombera le 29 février 1972. Seul le lieutenant Raïs, qui a reconnu un assassinat sur ordre d'Ababou, se verra condamné à mort. Outkir obtiendra sa grâce. Mohamed, le frère du colonel Ababou, et l'adjudant-chef Akka écoperont, eux, de la prison à vie. Soixante-quinze condamnations allant de une à trente années de prison seront prononcées à l'encontre des cadres d'Ahermoumou. La quasi-totalité des cadets sera purement et simplement acquittée.

Hassan II, coincé dans une situation critique, ne peut qu'adhérer à la politique de réconciliation d'Oufkir, ce qui ne l'empêchera pas au lendemain du second coup d'Etat mené par ce dernier en 1972, d'annuler ce verdict clément en prétendant qu'il avait été « mis devant le fait accompli par Oufkir et qu'il n'avait eu d'autre choix que de le couvrir >>. Les condamnés du procès de 1971 seront alors embastillés dans le bagne mouroir de Tamataght durant dix-neuf ans. Viendront s'ajouter à eux les aviateurs du 16 août 1972. Vingt-sept d'entre eux n'en réchapperont pas et agoniseront d'une mort lente et effroyable, enterrés vivants dans des fosses exigües et insalubres.

Dans les semaines qui suivent Skhirat, mon père reçoit son meilleur ami le général Driss Ben Omar accompagné de Reda Guedira et de Driss Slaoui, les éminences grises du Palais. Guedira est l'ami d'Hassan II, Slaoui celui d'Oufkir. Réunis dans le salon, mon père me demande de faire le service. J'ai la nette impression qu'il me rapproche de plus en plus de lui. Les quatre hommes commentent les événements. La conversation dure des heures. Le moindre détail est passé en revue. Le téléphone ne cesse de sonner. Je réponds pour filtrer les appels qui ne peuvent attendre

jusqu'au moment où le standardiste annonce la venue du commissaire Driss Basri, grand vizir d'Hassan II dans les années qui allaient suivre. Oufkir le fait monter dans le salon. Je l'introduis. Basri, dans une attitude respectueuse, s'entend annoncer par Oufkir sa nomination à la direction de l'école des cadres :

— Driss, tu es nommé à la tête de l'école d'administration. Sa Majesté m'a autorisé à te proposer pour ce poste.

Après quelques paroles de circonstance, Basri se retire. Je suis toutefois étonné d'entendre mon père lui donner du « mon fils ». Ben Omar, Guedira et Slaoui ne sont pas moins surpris de voir Oufkir recevoir un commissaire de police dans une réunion entre personnalités du royaume :

— Qui est ce type, Oufkir ?

Le général réplique sans une seconde d'hésitation :

— Le futur ministre de l'Intérieur du Maroc. C'est lui qui reprendra la baraque. Je l'ai détaché pour qu'il pousse plus loin ses études de droit. Nous avons été des pionniers. Nous avons bâti l'Etat avec les moyens du bord. Nous avons certainement commis des erreurs, mais de bonne foi... J'ai l'impression, plus que jamais, que nous avons accompli notre temps... Il a fallu, dans une première phase, faire dans le répressif et mettre un militaire à l'Intérieur. Viendra une seconde phase qui sera charnière, qui nécessitera un ministre de l'Intérieur qui coiffe les deux casquettes : celle d'expert dans la sécurité d'État et celle de juriste. Puis viendra une troisième étape où le ministre de l'Intérieur ne sera que juriste. Peut-être nos enfants la vivront-ils.

Depuis l'attaque du palais de Skhirat. Hassan II a transporté ses quartiers dans la villa royale, allée des Princesses, voisine de notre domicile. Mon père a tout au plus quelques centaines de mètres à faire pour voir le souverain. Lors

de l'une de ses visites, je l'accompagne. Mon père n'a pas encore quitté le treillis qu'il porte depuis le début des événements. Il n'arbore aucune décoration, pas le moindre insigne. pas même ses galons. Nous faisons le trajet à pied. Le roi le reçoit au bord de la piscine. Je salue Sa Majesté, qui s'enquiert aimablement de toute la famille et me réprimande paternellement pour mes excès de vitesse en moto. Hassan II et mon père commencent par faire quelques pas, puis le roi l'invite à entrer dans un des salons. Je reste au bord de la piscine en attendant que l'audience se termine.

De fins rideaux de soie flottent au dehors des baies vitrées restées ouvertes. J'entends bientôt le ton monter. Je tends l'oreille. Du début de cette conversation, je ne perçois que des bribes. J'en comprends toutefois l'essentiel : Hassan II refuse de se rendre à l'enterrement des officiers loyalistes, funérailles qui doivent avoir lieu dans la caserne de la BLS à Rabat. Le roi redoute d'aller dans un cantonnement militaire. Avec ce qu'il vient de vivre à Skhirat, cela n'est pas étonnant. Mon père tente pourtant de dissuader Sa Majesté d'un geste susceptible de froisser les familles des disparus et l'armée. En vain semble-t-il. Je m'approche pour mieux entendre. Oufkir insiste :

— Mais. Sire, ces hommes sont morts pour vous, vous rendre à leurs funérailles est indispensable ; vous leur devez bien ça...

Depuis l'exécution sans procès des officiers putschistes, il y a entre Hassan II et mon père de l'électricité dans l'air. Or ces derniers mots sont de trop. Le roi s'enflamme :

— Je ne leur dois rien ! Je suis sûr que s'ils étaient restés en vie, ils se seraient ralliés aux autres !

Le roi du Maroc déverse alors toutes les émotions et les peurs contenues depuis Skhirat. Furieux, ses paroles dépassent son habituelle dextérité politique. Il s'enflamme, et lance à mon père :

— Oui ! Oui ! J'en suis sûr ! Qu'est-ce que tu crois, Oufkir, que je suis un naïf ? Ils veulent ma peau !

Carrément hors de lui, il ajoute :

— Tous les mêmes, ces militaires. Pour qui se prennent-ils, ils me doivent tout, oui, tout, et tous autant que vous êtes !

Hassan II, dans son emportement, lâche des phrases lourdes de sens :

— Ces Berbères pensent-ils pouvoir me dicter leur loi ! Qu'est-ce qu'ils croient, qu'ils sont un État dans l'État !

La crainte me dicte de m'éloigner mais la curiosité me fait prendre le risque d'être indiscret.

Hassan II, enfermé dans sa colère, laisse échapper des paroles irréversibles.

— Vous les militaires, dit-il encore, vous imaginez que vos médailles avec les Français vous habilitent à mettre votre grain de sel dans la politique ! Non ! Vous n'y connaissez rien et c'est moi le roi, moi le maître ! Et ceux qui en doutent, je les exterminerai, tu entends. Oufkir ! Je les exterminerai jusqu'au dernier ; avec ou sans toi. Alors, un bon conseil, choisis ton camp, Oufkir !

Pressentant que l'entrevue touche à sa fin, je m'éloigne sur la pointe des pieds. Mon père ne tarde pas à sortir. En chemin pour la maison, nous tombons sur le roi Hussein de Jordanie désireux de saluer Hassan II. Dès qu'il a appris la tuerie de Skhirat, le souverain hachémite est immédiatement venu soutenir dans l'épreuve son « frère et ami » en l'assurant de sa solidarité. Le geste est noble et ne manque pas de panache. Hussein est en tenue militaire, manches retroussées et revolver à la ceinture. Après l'avoir salué, je m'écarte. Lui et mon père s'entretiennent une dizaine de minutes. Les deux hommes s'apprécient. Oufkir informe le roi de Jordanie des raisons de son « mécontentement » et commence par exprimer brièvement sa révolte

devant l'exécution sommaire de ses camarades. Ensuite il s'attarde sur l'ultime raison de son irritation, apprenant à Hussein qu'Hassan II refuse de présider les funérailles des officiers loyalistes assassinés à Skhirat. Hussein promet à mon père d'en faire son affaire et qu'il va, de ce pas, profiter de son rendez-vous pour faire entendre raison au souverain. Le roi, traumatisé, ne veut pas se risquer à présider une cérémonie militaire dans les cantonnements de la Brigade légère de sécurité (BLS). Certains des putschistes de Skhirat, comme le colonel Chellouati, ont commandé dans le passé cette unité d'élite. Hassan II se méfie de cette armée qui a voulu lui imposer ses vues par la force et d'un corps comme la BLS qui pourrait vouloir venger ses chefs fusillés sans procès. Hussein propose au roi du Maroc de l'accompagner à ces funérailles. Le roi de Jordanie, fidèle à son courage physique, cautionne de son corps la sécurité d'Hassan II. Mais vu ce qu'il vient de vivre, le souverain chérifien doute fort que ses soldats, ses « fils de l'Année royale » comme il les appelle, s'embarrassent de la présence à ses côtés d'un chef d'Etat étranger, alors qu'ils n'ont même pas respecté l'immunité diplomatique des invités de Skhirat. Finalement, après des atermoiements, il se rend à l'évidence : pour ne pas donner le sentiment d'avoir peur, il va se résoudre à assister à la cérémonie.

Début août 1971, le roi annonce des mesures qu'il considère comme une concession maximum. Les bas salaires sont augmentés d'un quart, les prix des denrées de première nécessité baissent de vingt pour cent et plus de deux cent mille hectares de terre sont distribués aux petits paysans.

Au début Hassan II opère un « remaniement constitutionnel », dans lequel il se garde bien de conserver ses prérogatives absolues. La constitution du royaume chérifien reste plus que jamais taillée sur mesure pour l'autocratie.

Hassan II reprend ses prestidigitations politiques : il renoue le dialogue avec l'opposition et lui laisse croire, comme d'habitude, en une « ouverture politique » imminente. Bien entendu, celle-ci ne viendra pas. Et comme de coutume, il imputera cette énième reculade à Oufkir, l'empêqueur de tourner en rond. En fait, tout en endormant ses adversaires par un « dialogue » stérile et sans issue, le souverain ne relâche pas un instant la poigne de fer avec laquelle il tient le pays. Parallèlement, malgré ses promesses d'ouverture, le procès de Marrakech se poursuit. Le procureur du roi impute aux militants de gauche assis dans le box des accusés, la responsabilité du coup d'Etat de Skhirat. L'accusation prétend que leur réquisitoire contre le régime a fini par allumer un incendie. Le verdict tombe en septembre 1971 : avec quelques condamnations à mort dont celle, par contumace, du fquih Basri, en exil en Libye ; quelques réclusions à perpétuité suivies d'amnisties ou de grâces totales du souverain.

À Oufkir, le roi promet le jugement des ministres concussionnaires par des tribunaux civils. Le procès a lieu. Les prévaricateurs sont condamnés à des peines allant de deux à douze ans de prison. Mais ils seront vite libérés après la mort de mon père. Officiellement Oufkir est plus que jamais présenté comme le grand connétable, le bras armé du régime, le second personnage du royaume, mais dans la réalité il est surveillé, réduit. Ses rapports avec Hassan II se font de plus en plus ambigus et délicats. Le roi s'entoure désormais de multiples précautions sécuritaires.

La tuerie de Skhirat a endeuillé et traumatisé la société marocaine. L'année est décapitée. Dix officiers supérieurs ont été passés par les armes, dont cinq généraux. S'y ajoutent les gradés loyalistes, tués alors qu'ils déjeunaient tranquillement à Skhirat. Le général N'Michi, le patron de l'aviation, et le général Gharbaoui en font partie. Ce der

nier, chef de la brigade blindée, l'un des généraux les plus respectés de l'armée marocaine, s'est courageusement saisi de la mitrailleuse d'un cadet pour abattre le colonel Ababou qui tentait de le rallier au putsch. Il a été pris de vitesse par le chef des mutins qui l'a tué à bout portant. Sa veuve touche aujourd'hui une pension inférieure à deux mille dirhams : voilà comment ont été remerciés ceux qui sont tombés pour défendre leur roi !

Qu'ils soient décédés pour ou contre Hassan II, le Maroc a perdu, en ces hommes au passé prestigieux, les meilleurs de ses officiers, l'élite de son année. Qu'ils soient étrangers ou marocains, venus par intérêt ou pour le plaisir, qu'ils fassent partie de la maison du roi ou qu'ils soient de vrais amis du souverain, les innocents assassinés à Skhirat et les militaires fusillés sans procès entacheront à jamais l'honneur du pays. Mais les vrais responsables, ceux dont les mœurs mafieuses ont conduit à « ce coup de colère » restent au final en place. Le roi se contente d'apporter des mesures cosmétiques alors qu'il s'agit de colmater une fracture irréversible. Le coup d'Etat a mis à nu le régime et abattu une barrière psychologique que seule la gauche révolutionnaire avait osé franchir : la remise en cause de la légitimité d'un pouvoir ne s'appuyant que sur la force, la corruption et les réseaux d'une autocratie quasi indifférente au peuple et à ses principaux besoins.

L'émission de Philippe Alfonsi consacrée au putsch de Skhirat m'a replongé dans le film d'événements sanglants. Depuis, le temps a passé mais ma douleur est restée ; elle empire même. Si l'écoute du timbre paternel me procure un naturel et incontrôlable émoi, les réflexes de survie que m'a inculqués le malheur le rendent bref. Au lieu d'écouter cette voix comme celle d'un être cher qu'on ne reverra plus, j'en fais une traduction partisane : je ne souhaite y

entendre que le message d'un guerrier vaincu, mort dans l'honneur, qui me supplie en s'éloignant : « Ne les laisse pas me tuer deux fois ! Bats-toi pour vivre ! Ne leur fais pas le plaisir de disparaître, ne leur donne pas la joie d'éradiquer mon nom de la surface de la terre ! »

Intérieurement, j'en fais en silence le serment. Aussi, malgré mes plaies et mes douleurs, ma détresse et l'épuisement de mon corps, suis-je galvanisé par cette promesse donnée, du fond de mon sarcophage, à un fantôme !

Chapitre XIV

Le fond du puits

Les années se succèdent, intolérables et torturantes, aussi insipides que le néant, plus cruelles que la mort. Réduit à l'état de bête, je tourne, hirsute, dans ma cage, cultivant le rêve comme on entretient son souffle. Si chaque jour qui passe alourdit le fardeau qui m'écrase, chaque seconde de mon combat pour survivre me renforce, me bâtit.

Nous sommes au tout début de 1983. Je suis exténué. Mon corps est une douleur et mon âme en charpie. Voilà cinq années que je suis mis au secret. Au désespoir de nos geôliers, je suis vivant. Plus vivant que jamais parce que ressuscité. Les épreuves ont tué une à une les fibres qui tissaient l'adolescent privilégié que j'étais. La souffrance a formaté un homme pétri de douleur, mûri aux feux de l'enfer et plus solide, plus consistant. Plus je m'enfonce dans le calvaire et plus ma résistance est nourrie. Le cachot où l'on m'a jeté est si étriqué que chaque jour qui passe me fait craindre que ses murs rétrécissent et me broient. Pourtant cet espace sombre, humide et désolé renferme toute la sagesse du monde et de grandes leçons de vie. Hassan II avait raison de dire à son ami Jacques Chancel que « la souffrance est la plus grande des universités » !

Dans ce trou, j'appréhende les hivers et redoute plus encore la saison chaude. Affamé, harcelé par les maladies, les cafards et les rats, je lutte de toute mon énergie pour ne pas sombrer. Le moindre laisser-aller pourrait m'engloutir ! Dans l'isolement prolongé, le pire ennemi, c'est la folie. Si je n'entretiens pas constamment de solides repères, comme une cité assiégée renforce ses remparts, ma raison risque de chavirer.

Lorsque mes forces m'abandonnent, et que l'espérance me déserte, l'orgueil me fouette et me fait avancer. S'il est un péché capital dans la vie, ce sentiment est un bouclier dans le malheur. Quant à la dignité, l'arme suprême dans les déboires, elle ne s'apprend pas. Elle est une nature.

Cette mort à petit feu que nous a concocté le palais poursuit son but vil et irrémédiable. Mais ce qui échappe à la logique vengeresse de nos bourreaux, c'est la capacité qu'a l'injustice à galvaniser les résistances ; celle qui nous frappe n'étant pas des moindres, elle m'a d'abord révélé à moi-même, puis m'a dévoilé dans l'affliction un potentiel combatif insoupçonné. Le feu ravageur ne calcine-t-il pas la terre ? Ne la martyrise-t-il pas pour enfin la fertiliser ? Il en est de même pour moi. L'incendie qui a consumé ma vie passée a semé la graine d'un homme nouveau. Je découvre à travers ce chemin de croix une perception nouvelle des choses. S'il m'a amputé du meilleur, ce martyre sans fin m'a enseigné aussi comment faire face au pire. Quelles que soient les situations auxquelles un être humain doit faire face, leur traversée commence par un franchissement de soi.

Depuis qu'en 1978 on m'a isolé et à l'exception des déchirantes retrouvailles qui nous réunirent pour quelques heures un après-midi de 1981, les couvercles de nos caveaux ne se sont plus rouverts. La faim, les maladies, les humiliations et la déchéance physique s'acharnent sur nous. Elles lézardent nos espérances mais cimentent notre union.

Les dysenteries nous assaillent. Nous avons miraculeusement traversé les fièvres typhoïdes. Ma mère, Myriam et Soukaïna sont gravement anémiées. Mes sœurs collectionnent les infections urinaires. Il y a sept femmes enterrées dans cette prison et les serviettes hygiéniques sont interdites par Rabat... Les pauvres Halima et Achoura sont chenues, voûtées. Leurs mains et leurs pieds sont ravagés par des crevasses d'engelures sanguinolentes. Nous sommes tous si maigres et décharnés que marcher devient pénible. Pourtant nous nous imposons cet exercice pour ne pas nous laisser mourir. Dans ces fosses hermétiques, l'humidité du très proche littoral s'avère une torture supplémentaire. Les rhumatismes me broient les os. Nous appréhendons avec terreur chaque maladie de mon petit frère. Depuis qu'il a été embastillé à l'âge de 3 ans, Abdelatif n'a jamais eu le droit de faire les rappels de ses vaccins. Plus que jamais, nous nous accrochons à notre amour, à notre solidarité pour survivre. Le premier d'entre nous qui fléchirait entraînerait les autres dans sa chute. Nous sommes tels une cordée escaladant les façades de l'impossible. Si un maillon de la chaîne perd pied, c'est toute la colonne qui dévisse. Bien que nous ayons touché le fond, nous continuons à brandir l'humour et l'autodérision en bouclier à nos misères. La peine que nous purgeons au fond de ces cachots n'a été fixée par aucun tribunal. Combien de temps encore y resterons-nous ? En sortirons-nous un jour ? Notre cauchemar, nul n'en connaît la limite, honnis les démons vengeurs qui habitent le roi. La faute pour laquelle nous subissons un tel châtiment n'est inscrite dans aucun code au monde, si ce n'est dans celui de la haine. La persécution qui nous est infligée, nous ne la devons qu'au nom que nous portons. C'est ce que l'on pourrait intituler un « crime de descendance ! »

Je lutte désespérément pour conserver quelques repères humains. Ma notion du temps s'est brouillée au fil des ans. Chaque seconde passée dans ce mouvoir est une éternité. Les jours et les nuits se confondent. Mon corps est délabré. Mon abcès me martyrise. J'en expurge quotidiennement un demi-verre de pus.

J'ai coché sur les murs de mon cachot chaque journée de cet interminable calvaire. Les entailles qui tapissent les parois de ma cellule sont autant de vœux périmés, de rêves crucifiés. J'ai donc préféré, avec l'accumulation des ans, renoncer à ce calendrier cruel et sans fin. A quoi cela sert-il de comptabiliser le temps quand celui-ci vous ignore, vous met en marge, vous annule ? Le décompte de chaque lever et coucher de soleil n'a plus aucun sens pour moi. Il ne me rapproche de rien, m'éloigne de tout, puisque je suis nulle part ! Je n'écoute plus que mon horloge biologique et mon instinct. Mes cycles se sont inversés. Je dors le jour et « vis » la nuit. Je ne supporte pas la journée, parce qu'elle est dans une existence normale synonyme d'activités. A contrario, curieusement, la nuit m'apaise. Elle reste propice à la méditation et à mes travaux clandestins.

Je ne cesse de limer mes dalles. J'explore la possibilité de forer un passage entre ma cellule et celle de Halima et Achoura. Pour l'instant, et tant que nous n'aurons pas les moyens de faire disparaître les résidus du forage, je me contente de préparer le terrain. Cela m'occupe et je gère comme je le peux ce long supplice, essayant de puiser ma force dans l'endurcissement.

L'installation fonctionne toujours. Son entretien, ainsi que celui de nos moyens de survie, nous coûtent de lourds sacrifices. Notre approvisionnement en piles et stylos est plus ou moins régulier. Le courageux sous-officier qui nous secourt au péril de sa vie est toujours aussi déterminé à le

faire lorsqu'il le peut. L'éventualité de son affectation à une autre mission nous angoisse. Tous les deux mois nous guetons, inquiets, son retour, vivant dans la hantise de perdre subitement notre bienfaiteur. La radio et notre « réseau de communication » sont vitaux pour nous. Rien ne compte plus à nos yeux que ces voix amies qui, le laps d'un moment, nous réconfortent du bannissement et de l'oubli dont nous frappe le monde. Je pense souvent à tous ceux qui, au Maroc comme à l'étranger, avaient porte ouverte chez nous et se targuaient d'amitié pour Oufkir. Ils nous ont aujourd'hui reniés, qui pour plaire au roi, qui pour échapper à sa vengeance. Le souverain sait que la gauche marocaine a participé au coup d'Etat d'Oufkir, que des membres de son plus proche entourage, ses conseillers, ont tendu la main au général pour le renverser. Pour minimiser son désastre personnel, Hassan II gardera encore plus près de lui ceux qui l'ont « trahi ». Par des allusions à leur culpabilité certaine, par des menaces voilées sur le châtiment qu'il pourrait leur faire encourir et surtout par notre exemple, le souverain réduit son monde au silence et à une cohabitation cynique et forcée. Aux téméraires qui osent lui demander notre grâce, le Commandeur des croyants rappelle sans ménagement le contrat qui les lie à lui : « Je sais que vous avez comploté avec Oufkir, vous savez que j'ai éliminé Ben Barka, vous oubliez, mon cher "ami", et professeur de maths, et j'omets vos égarements avec mon "homme de confiance" ! En prime vous me laissez cultiver mon jardin secret ; après tout, ma vengeance sur l'armée vous débarrasse tout autant que moi d'un rival dangereux, et l'acharnement sur le nom d'Oufkir et sa famille noie vos fautes comme les miennes ! » Voilà de façon abrupte et cavalière le résumé que je pourrais faire du pacte tacite qu'a passé le roi avec son opposition. Quant à ceux du sérail compromis avec mon père, le souverain les tient par des

faveurs excessives, des secrets obscurs, et un sous-entendu clair : « Celui qui s'élèvera contre moi, non seulement le paiera de sa vie, mais sa descendance connaîtra comme les enfants Oufkir une persécution terrible et des tourments infinis ! » Pour notre malheur, les vrais amis, qui nous ont sincèrement pleurés, n'ont jamais eu ni le pouvoir ni les moyens de nous venir en aide. Quant aux politiques, même les plus attendris par notre cas nous ont sacrifiés à ce qu'ils appellent la « raison d'État », et qui n'est en fait qu'une manière d'éponger leurs lourdes ardoises auprès du roi. Ce n'est pas glorieux, mais c'est compréhensible... Ainsi nous cumulerons la persécution et l'opprobre. Ouf- kir, royalement institué de son vivant dans le rôle du méchant, l'est encore plus dans la mort. Il a été le buvard par lequel Hassan II absorbait ses taches ; maintenant disparu, il est devenu la serpillière avec laquelle l'opposition comme le pouvoir essuient leurs fautes de la mémoire collective marocaine. Même six pieds sous terre, Oufkir sert encore à quelque chose.

Si je regardais l'abandon dans lequel nous avons sombré ma famille et moi uniquement du point de vue affectif, je me perdrais dans le gouffre du ressentiment bête et obstiné. En en voulant à la terre entière, je passerais à côté du sens des choses, et n'atteindrais peut-être pas le but mystérieux vers lequel tendent mes épreuves. Pour tenter de comprendre son destin, il faut d'abord l'accepter. Et pour s'y résoudre, il faut deviner qu'au-delà de son masque d'épouvante, le malheur, pourvu qu'on ait l'audace de le dévisager, vous apporte de précieux atouts dans l'âpre et magnifique aventure de la vie. Si la gloire et la richesse sans mérite corrompent souvent l'âme, le drame et l'adversité presque toujours la raffermissent. Quand on ne fait que rire, on survole les choses. Quand on ne fait que pleurer sur son sort, on s'y engluie. Mais lorsque l'on a décidé de se battre,

on ne leur donne guère plus de valeur qu'elles n'en ont, et pas moins que celle qu'elles méritent. Quand on a vraiment souffert, rien n'est essentiel et tout est important. La force de ceux qui ont tout perdu, c'est de n'avoir plus rien à gagner, si ce n'est la paix de l'âme. Ceux qui, un jour, se sont sentis seuls au point de n'avoir plus de compagnon qu'eux-mêmes, savent probablement la douleur que cela procure. Seuls les plus déterminés à sonder les abîmes de la détresse et les tréfonds d'eux-mêmes, ont pu les vaincre et rebondir ! Mes épreuves m'ont au moins appris que l'émotivité induit souvent un décryptage erroné des plus banales situations, a fortiori le déchiffrement des grands bouleversements. Elle est peut-être un besoin mais rarement une alliée fiable dans les coups durs. Alors je repense sans cesse ma vie et les épisodes marquants de l'histoire du Maroc pour essayer d'apporter aux rebondissements de ma destinée une explication aseptisée de toute complaisance, de toute amertume ou rancœur autodestructrice. Si mon évolution au sein du Makhzen m'a peut-être préparé à distinguer l'affectif du raisonnable, et le personnel de la raison d'Etat, seule la souffrance m'a enseigné la lucidité. Elle seule m'a doté de la force d'assumer de mon existence le pire comme le meilleur. En disséquant minutieusement les séquences du film que je me repasse en boucle, je m'efforce d'y trouver des réponses, même cruelles, que je voudrais pragmatiques et rationnelles. Je m'efforce de les étayer sur l'analyse des faits et des personnalités qui y ont présidé, loin de la partialité des sentiments. Seule la souffrance m'a permis de tamiser le magma d'événements, d'images, de souvenirs, et d'informations que je passe et repasse en revue dans la solitude de mon cachot. L'endurcissement auquel elle m'a plié me permet d'aller au fond des choses sans y rester.

Mais aucun enseignement n'est spontané. Tout apprentissage demande des sacrifices. En entrant dans les labyrinthes du malheur on se sent d'abord écrasé, terrifié. On avance à tâtons. Chaque pas est un chemin de croix et chaque souffle une expiation. Personne n'est plus là pour vous tenir la main, vous montrer la sortie. Chaque étape de votre calvaire est une plaie, chaque seconde de votre vie un enfer. Puis, au fur et à mesure que vous marchez à ses côtés, la souffrance vous révèle avec parcimonie une autre vérité du monde, la seule qui vaille et qui passe par le face-à-face avec soi. Il n'existe pas une vérité absolue, mais des vérités complexes dépendantes de l'angle sous lequel on les découvre. La seule vérité qui vaille ici bas, c'est la sienne propre.

Un conte populaire marocain est édifiant à ce sujet : un homme se rend, accompagné de son jeune fils au souk¹. Le père chevauche son âne et l'enfant marche à ses côtés, En chemin, ils passent devant un petit groupe de personnes assises au bord du sentier. L'une d'elles s'offusque :

— Regardez, quel toupet ! L'adulte est sur la bête et ce pauvre petit s'éreinte à le suivre !

Le voyageur passe sa route et s'arrête pour mettre son fils sur la selle et le suivre à pied. Les deux passent plus avant, devant un autre groupe :

— Regardez, c'est fou, où va-t-on, un adulte est à pied et un enfant vigoureux se pavane sur l'âne ! On ne respecte plus les anciens !

Le père fait descendre son fils et tous deux poursuivent leur route à pied en suivant l'âne à vide. Plus loin ils rencontrent des vendangeurs :

— Regardez, regardez ! Faut-il être stupide pour conduire un âne devant soi, sans le monter !

1. Marché de campagne

Le père décide alors de faire le reste du chemin en partageant la selle avec son enfant. Approchant du souk ils croisent une autre assemblée. Quelqu'un se désole sur leur passage :

— Quelle cruauté de surcharger cette pauvre bête ! Ne pourraient-ils pas pour la soulager un peu, marcher à son pas !

Le père désabusé, en tire une leçon :

— On ne pourra jamais accommoder tout le monde, alors tâchons seulement d'être nous-mêmes !

Entendre les miens à l'autre bout du « téléphone » est devenu la récompense des peines de la journée. La nuit tombée, nous nous connectons. Après avoir fait le point du jour et évalué le moral ambiant, nous écoutons pendant une ou deux heures les différentes stations. Les programmes nous insufflent un peu de réconfort. Ils sont la morphine qui apaise momentanément nos douleurs. Pour économiser les batteries du transistor, Malika continue de nous raconter son histoire. La saga se poursuit. Sur nos paillasses, recroquevillés, tremblants l'hiver, suffocants l'été, nous parcourons la Russie des tsars. Le corps délabré et l'esprit alangui, nous chevauchons des steppes de Sibérie aux montagnes de l'Oural. Le coeur avide de romance nous vivons des amours enflammées, des passions aussi belles que tragiques. En guenilles, crasseux et décharnés, nous n'en sommes pas moins les familiers des grandes cours européennes. Nous visitons Moscou, Saint-Pétersbourg, Vienne, Budapest, Londres et Paris ! Nous courons les couloirs des palais, écoutons aux portes des antichambres, rayonnons sous les lustres des bals impériaux. Nous vibrons au son des canons, au fracas des amies, à la fureur des batailles et succombons à l'orgueil de la victoire. Nous nous réjouissons des succès de tel personnage, et nous attendrissons au malheur de

l'autre, fut-t-il le plus méchant d'entre eux. Notre implication dans l'histoire est telle que Malika n'a plus le droit de tuer qui que ce soit parmi les personnages centraux. Elle est maintes fois obligée, sous peine d'une rébellion, de ressusciter sur-le-champ celui ou celle qu'elle vient de frapper d'un destin dramatique... La disgrâce même du plus odieux nous incommode. Au fil de son récit inspiré, Malika devient tributaire de son succès. L'auditoire ne lui laisse aucun répit.

Si je suis du public familial le moins assidu aux feuilletons, ils ne m'apportent pas moins de sensations que mes soeurs qui les écoutent d'une oreille féminine et juvénile. Mais mon isolement a ses lois, et ma solitude m'impose ses règles. Comme l'a si bien chanté Georges Moustaki : « Ma solitude, je m'en suis fait presque une amie, une douce habitude... >> Elle est envahissante et ne tolère pas que je la délaisse. J'ai besoin de la retrouver. Elle est mon seul guide dans l'adversité. Quand le silence vous enveloppe, vous pouvez vous époumoner à le briser, il aura toujours raison de vos monologues. Il en est de même pour l'isolement qui m'entoure : les quelques voix qui le meublent de manière si aléatoire ne suffiront jamais à en dissiper les implacables conséquences ni à en combler les infinies frustrations et les indélébiles meurtrissures.

L'autonomie d'énergie ne nous autorise guère plus de deux heures d'écoute de la radio réparties sur vingt-quatre heures. Je me montre aussi intransigeant gestionnaire de l'appareil que l'est Malika pour administrer nos petites réserves de vivres !

Le 25 janvier 1983, un événement vient nous tirer de notre prostration. En écoutant sur la radio nationale les dernières infos de la nuit, nous apprenons la mort du général Dlimi. La version officielle l'affirme due à un tragique

et malheureux accident de la circulation. Je ne doute pas un instant que Dlimi a été liquidé. Ce que j'essaie de deviner, c'est pourquoi et dans quelles circonstances. Je ne le saurai que dix années plus tard en interrogeant certains anciens collaborateurs de mon père qui ont également travaillé avec lui.

Ils m'ont appris dans les détails les raisons de la disparition du général et les circonstances dans lesquelles elle est survenue. Après avoir subi en 1971 et 1972 deux coups d'Etat militaires. Hassan II s'est trouvé esseulé et affaibli. Dans l'urgence, le roi a éloigné son année. Il l'a envoyée se battre aux côtés des Egyptiens et des Syriens pendant la guerre du Kippour en 1973. Dans la même année et à l'occasion de la fête du Trône, son opposition en exil tente un soulèvement populaire armé. Cinq mille hommes s'infiltrèrent par la frontière algérienne. Le roi ne fait pas de quartier. Une répression féroce s'abat sur le pays. Hassan II est au four et au moulin. Le temps presse. Son régime est menacé par les militaires et par la gauche. Et le pire des scénarios s'est déjà produit en 1972 lorsqu'elles se sont alliées pour le renverser. Mais il ne s'avoue pas vaincu. Il redouble de cruautés en ayant l'intelligence de la rentabiliser par des manoeuvres politiciennes d'un rare cynisme et d'une grande efficacité. S'il donne l'impression de s'appuyer sur Dlimi, l'ancien bras droit d'Oufkir devenu son successeur, c'est qu'Hassan II ne peut pas faire autrement. Il a encore besoin d'un paravent, d'une figure pour porter le masque de ses méfaits. Nul mieux que le roi ne connaît le risque que cela présente. Oufkir a fini par se rebeller. Dlimi pourrait le faire aussi. Mais pour l'instant l'homme est utile pour assumer l'extrémisme des ordres royaux dans le combat sans merci qui oppose Hassan II aux révolutionnaires. D'autant que le roi s'apprête à jouer son atout maître : la récupération des provinces sahariennes occupées jusque-là

par l'Espagne. Hassan II a donc bien besoin de Dlimi pour conduire l'armée dans les sables du désert où elle va définitivement s'enliser. Lorsque Hassan II fera autour de lui l'union nationale pour la cause sacrée de l'intégrité territoriale, il piégera par cette manœuvre habile la plupart de ses adversaires, pour ne pas dire ses ennemis. En revendiquant en 1975 sa souveraineté sur l'ex-Sahara espagnol, le roi donne à son régime un souffle inespéré. Il fait d'une pierre deux coups : d'abord, il neutralise son opposition qui, obligée de privilégier la cause nationale, doit mettre en veilleuse ses velléités révolutionnaires. Ceux qui refusent ce marché de dupes, comme Abraham Serfati, se voient jetés en prison pour haute trahison. Ensuite, le monarque neutralise aussi son année en la fourvoyant dans une guerre qui ne dit pas son nom. Le désert va devenir pour les FAR un gigantesque bague. 120 000 hommes vont être mobilisés dans le conflit qui oppose le Maroc à l'Algérie par Front Polisario¹ interposé. De 1975 à nos jours, les FAR vont rester au Sahara, à un bon millier de kilomètres de la capitale. Hassan II va pouvoir enfin dormir tranquille... Il ne comptera plus que sur la Gendarmerie royale et la police pour faire régner l'ordre dans le pays. Le conflit le débarrasse donc pour un bon moment de Dlimi, celui-ci ayant été nommé général et commandant de la zone sud. Si le roi donne encore des pouvoirs à Dlimi, c'est parce que l'appétit démesuré et sans scrupule qu'a le général pour l'argent le rassure. À quel titre Dlimi prétendrait-il vouloir changer le régime, puisqu'il en est l'un des maillons les plus compromis ?

De toute façon, le souverain reste vigilant. Plus que jamais, il compte uniquement sur le SSS et les services de

1. Mouvement séparatiste sahraoui. armé par l'Algérie et financé par la Lybie.

renseignements des pays amis. Même sa sécurité personnelle est discrètement encadrée par des experts occidentaux, français et américains. Ce qui embarrasse le roi, c'est que Dlimi, au contact de l'année, la vraie, se découvre des réflexes critiques. L'esclave restera-t-il esclave ou se dressera-t-il comme Medbouh et Oufkir contre son maître ? Hassan II s'inquiète peu à peu des succès militaires de Dlimi au Sahara. Le roi craint qu'ils ne rendent son homme de confiance populaire parmi la troupe et le peuple, alors que lui a tout intérêt à faire perdurer cette guerre qui le débarrasse de son année, et bâillonne son opposition. Dès lors, s'il fournit des moyens à ses troupes, c'est juste pour contenir les ambitions algériennes et jamais pour gagner. Un triomphe des militaires relancerait trop leur appétit de pouvoir !

Ce qui préoccupe le plus Hassan II, ce sont les excellentes relations que Dlimi entretient avec les dirigeants algériens en dépit du conflit du Sahara. Dlimi a fait leur connaissance du temps où il était l'adjoint d'Oufkir. Le commandant de la zone sud a également de solides amitiés, héritées d'Oufkir. en Israël, dans la CIA et la DGSE française. Hassan II sait que les Occidentaux ont parfois misé sur un autre cheval que lui. particulièrement en août 1972. Mais le roi a su depuis les convaincre de la nécessité pour eux de ne pas le lâcher. Les relations internationales étant affaire de diplomatie secrète, d'accords confidentiels, de charme et de finesse, le roi, dans son élément, va donner sa pleine mesure. En s'impliquant dans la paix au Proche- Orient, il rattrape à l'extérieur le terrain qu'il a perdu à l'intérieur. En se posant comme un homme de dialogue et de tolérance, il va judicieusement se transformer en interlocuteur indispensable au rapprochement entre Israéliens et Palestiniens. Grâce aux services secrets de pays amis. Hassan II est plus fiablement informé. Si les nombreux

services concurrents qu'il a créés dans son royaume venaient à faillir, le roi sait que le Mossad, la DGSE et la CIA combleraient cette lacune.

En 1983, le général Dlimi, qui a jusqu'ici servi aveuglément son roi, franchit le pas et décide de l'éliminer.

A en croire certains, le commandant de la zone sud aurait choisi de passer à l'action parce qu'il désespérait de voir Hassan II mettre un terme au conflit. Au lieu de transformer le Sahara et ses richesses en atout. Hassan II en fait l'épine dans le pied d'un Maroc qu'il veut absolument garder à sa botte. Le roi s'octroiera d'ailleurs jusqu'à sa mort 25 % des revenus des gisements de phosphate du Sahara. Dlimi, lui, ne supporte plus de voir l'armée muselée, mise dans un parc gigantesque derrière un mur de défense¹ qui s'étend sur des centaines de kilomètres, sans qu'aucune solution ne vienne soulager le pays de ce lourd effort de guerre. En outre, Rabat ne cesse d'humilier les militaires. Les soldats morts au Sahara sont enterrés en catimini. Leurs familles ne doivent pas ébruiter leur deuil. Les pertes humaines du conflit doivent être cachées au peuple, qui pourrait demander des comptes.

Mais contrairement à Medbouh et Oufkir, Dlimi préfère un coup isolé. Il prend très peu de contacts politiques, n'échafaude aucune coalition ou alliance pour gouverner après Hassan II. Dlimi ne souhaite pas épargner la vie du roi : il veut l'assassiner, un point c'est tout. À ses yeux, toutes les alliances seront possibles une fois le monarque éliminé. Pour être sûr de ne pas rater Hassan II, le général opte pour l'attentat. Un bon tireur suffirait à l'abattre. La méthode est abrupte mais a le mérite de n'exiger qu'un ¹.

I. Ce mur de défense a été réalisé par des experts israéliens.

minimum de personnes dans la confidence. Or Dlimi se sait épié par le SSS, et menacé à tout instant par une mortelle disgrâce royale. Il a donc intérêt à ne pas louper son affaire. Hassan II se montrant plus impitoyable que jamais. Dlimi, qui, tout comme Medbouh et Oufkir, connaît les secrets du roi, n'aura aucun mal à convaincre ceux qui marchent avec lui que les mœurs politiques et privées du monarque imposent sa neutralisation.

Le général échafaude un plan peu regardant sur les conséquences politiques et diplomatiques qu'il entraînerait. Pour mettre toutes les chances de son côté, il veut que l'attentat contre Hassan II se passe lors de la visite officielle que s'apprête à faire François Mitterrand au Maroc. Le projet est fou, mais Dlimi considère que c'est la seule façon de surprendre le souverain, lequel est si méfiant qu'il s'entoure de précautions paranoïaques pour assurer sa sécurité. Celle-ci n'est, on l'a vu, confiée qu'au SSS et aux techniciens de services secrets amis qui l'encadrent. Hassan II a aussi recruté dans le privé une équipe de Corses pour assurer sa sécurité à l'intérieur du palais. Les seuls moments où il baisse sa garde sont justement les visites de chefs d'États.

Dlimi, qui connaît la musique, s'entoure lui aussi d'une véritable garde prétorienne, commandée par son aide de camp, le capitaine Tobji. Le général le met dans la confidence, ainsi que le colonel Bouatar, chef des paras commandos de la Garde royale, l'un des rares officiers supérieurs avertis. C'est lui qui est chargé des détails de l'attentat. Le chef des paras commandos de la Garde royale doit recruter un officier suur, expert en armes et tireur d'élite. L'assassinat du roi doit être exécuté par un homme isolé. Le choix se porte sur un jeune commandant des paras de la Garde royale. Au moment où Hassan II recevra François Mitterrand à l'aéroport, un détachement d'honneur va

présenter les armes aux deux dirigeants. Or la routine veut que ses amies soient débarrassées de leurs percuteurs et de toute munition. La compagnie qui attendra l'arrivée du président français sera passée au peigne fin par la Sécurité royale, des heures avant l'atterrissage de son avion. Elle ne bougera pas du tarmac jusqu'à ce que le roi reçoive son hôte et quitte avec lui l'aéroport. Dlimi veut contourner cet écueil. Au dernier moment il modifie légèrement son plan : il ne sera pas utilisé d'arme à feu.

Lorsque le roi, accompagné de François Mitterrand, passera en revue la troupe, le commandant de la Garde royale, qui dirigera le détachement, marchera à trois pas d'eux. Avant qu'ils ne se dirigent vers le salon d'honneur, l'officier, selon le protocole, doit saluer le souverain et son hôte. Sabre au clair, il doit serrer la main du président français : et embrasser celle du souverain marocain. Dlimi veut que le commandant du détachement profite de cet instant pour passer son épée au travers du corps d'Hassan II. Si besoin était, le général a demandé à son garde du corps et homme de confiance de faire feu en même temps. Tobji, l'aide de camp, devra de son côté jeter un fumigène pour ajouter à la confusion et tirer sur la sécurité rapprochée afin de l'occuper. Dlimi, trop surveillé, ne portera pas d'arme mais il compte se munir d'un gilet pare-balles. En outre, il aura sur lui une seringue tenant dans la paume d'une main. Si le roi blessé ne succombe pas, dans le remue-ménage qui suivra, il pourra le secourir... En se penchant sur lui pour s'enquérir de son état et le faire évacuer, il lui injectera un poison mortel destiné à l'achever.

Une fois l'attentat planifié, Dlimi noue des contacts prudents et indispensables. Quelques officiers supérieurs sont informés. Le général apporte la dernière pierre à son entreprise en faisant quelques voyages à Pans durant lesquels il rencontre les Algériens pour se mettre d'accord avec eux

sur un règlement de l'affaire du Sahara au cas où il viendrait à diriger le pays. Le général s'entretient aussi secrètement avec ses amis de la DGSE, les services d'espionnage français, leur exposant par des sous-entendus son inquiétude au sujet de l'ascendant grandissant des États-Unis sur le Maroc. Il estime en effet que les Américains jouent un double jeu et privilégient l'Algérie pour contrôler son pétrole et son gaz. Dlimi, qui se soucie de la perte d'influence de la France dans les pays du Maghreb, tâte le terrain pour savoir si ses amis de l'Hexagone verraient d'un bon œil une « évolution au Maroc qui renforcerait les intérêts français dans le royaume... » Enfin il a une entrevue avec le directeur adjoint de la CIA... auquel il tient le discours inverse ! Dlimi insiste cette fois sur la menace de voir des officiers gauchistes ou islamistes prendre le pouvoir. De part et d'autre, on ne s'exprime pas franchement. Dans ces milieux et à ce niveau, il n'est rien de clair qui ne s'exprime entre les lignes.

Quelques jours avant l'arrivée de François Mitterrand au Maroc, le colonel Bouatar et le commandant qui doit << embrocher >> Hassan II sont enlevés par le SSS. Dlimi est à son poste, au Sahara. Le roi le convoque à Marrakech. A ce stade se doute-t-il que ses complices ont été arrêtés ? Je ne pense pas qu'Hassan II lui en ait laissé le temps. Tout va très vite. Bouatar et son compagnon, torturés à mort, crachent le morceau. Dans les heures qui suivent, le général Dlimi arrive à Marrakech. Il est reçu par le roi. Le souverain se montre affable et reconnaissant envers le général pour ses sacrifices et le travail efficace qu'il accomplit à son service. Au palais, tout est prêt pour le recevoir. Tout comme dix années plus tôt Dlimi avait officié aux préparatifs de l'assassinat d'Oufkir, il va être à son tour éliminé.

Le roi fait durer le plaisir. Comme si de rien n'était, il converse avec le général de la situation au Sahara. Hassan II

prend le temps de rassurer Dlimi qui, vu le projet qu'il foment, ne doit pas vraiment se sentir à l'aise. La blague d'un bouffon d'Hassan II a fait date : « Le palais disait-il, on ne sait jamais quand et pourquoi on y entre, mais on est à peu près sûr de la manière dont on va le quitter... >> Dlimi est mieux placé que quiconque pour savoir à quel point l'air du palais ne réussit pas aux généraux marocains ! Tout comme leur présence s'avère souvent de mauvaise compagnie pour la tranquillité et l'épanouissement de Sa Majesté !

Avec la patience du chat prenant plaisir à jouer avec la souris qu'il s'apprête à croquer, Hassan II savoure son énième victoire sur un ennemi qu'il a pris de vitesse. A l'issue de l'entrevue, il demande à Dlimi de l'accompagner dans une salle qui lui sert de PC de coordination des armées. Il désire, dit-il, que le général lui explique sur les cartes d'état-major la progression des opérations militaires au Sahara. Mais en entrant dans la pièce, Dlimi est ceinturé par Mediouri, chef de la Sécurité royale, aidé des hommes du SSS. Le général Moulay Hafid dirige la manœuvre et Dlimi se voit immédiatement conduit dans les sous-sols du palais.

L'interrogatoire commence. Hassan II n'y assiste pas tout de suite, préférant aller faire une sieste dans ses appartements. Il ordonne juste, et comme d'habitude, à son majordome Rahal de ne pas perdre un mot des aveux de l'ex- « homme fort ». Moulay Hafid ne quitte pas une seconde la pièce dans laquelle Dlimi est soumis à la question en présence d'un médecin yougoslave du palais. Les ordres | d'Hassan II sont formels : le SSS a quelques heures pour soutirer au général tout ce qu'il sait. Il faut circonscrire au plus vite les ramifications du complot, arrêter tous les participants et faire place nette avant l'arrivée de Mitterrand. ; Lorsque Dlimi a fini de dire tout *ce* qui intéresse le putsch.

Hassan II descend le voir. Des drogues éprouvées pour leur efficacité à délier les langues ayant été injectées au général, le monarque le confronte pendant moins d'un quart d'heure. Avant de le quitter, le roi lui aurait sifflé sa rage et son mépris en ces termes :

— Dlimi, tu n'es qu'un pauvre con ! Tu croyais réussir là où d'autres gabarits que toi ont échoué !

Le général, dans le cirage, trouve à peine la force de supplier Hassan II d'épargner sa famille. Le souverain accepte et tiendra parole. Mais plus dans le souci d'éviter à son régime le discrédit d'une nouvelle rébellion que par magnanimité. Les proches de Dlimi vont donc rester dans le giron du palais.

Quel que soit le prix exorbitant que nous avons payé, je respecte et remercie ma mère d'avoir choisi le martyr plutôt que le reniement. Ceux pour qui l'honneur n'est pas un vain mot comprendront que je préfère mille fois les souffrances de ma vie à l'opprobre indélébile de la dignité sacrifiée à une position sociale et financière. Je préfère être injustement châtié pour ce que je n'ai pas fait, plutôt que d'être méprisé, dédaigné même pour ce que j'aurais pu faire. Pour bien connaître Hassan II, je peux affirmer que malgré son acharnement sur nous il nous a porté plus de considération qu'il n'en aura jamais pour les larves qui se sont vendues à sa toute-puissance !

Après avoir écouté les balbutiements de Dlimi au bord du coma. Hassan II ordonne qu'on en finisse. Ensuite, il enjoint au général Moulay Hafid de passer à « la suite du programme ». Hassan II reçoit Larizi, le malencontreux accompagnateur du général, puis il congédie ce courtisan qui lui doit tout en lui martelant ses consignes de silence absolu.

Le général doit ressortir du palais comme il y est entré, c'est-à-dire dans sa voiture. Son chauffeur est froidement

abattu, un homme du SSS le remplaçant au volant de la Mercedes. Dlimi, complètement drogué, est hissé à bord. Larizi prend place à ses côtés pour que les postes de gardes à l'extérieur du palais témoignent de bonne foi avoir vu ressortir le général sain et sauf accompagné de son ami. Une fois dans les allées étroites de la palmeraie, Dlimi est hissé à bord d'un 4 x 4 . Une équipe du SSS est chargée de le mettre au secret dans une villa des services toute proche. Larizi attend, anxieux, la fin de la manœuvre. On lui recommande une dernière fois « de rester fidèle à son roi » et on le laisse disparaître. Le malheureux partira sur-le- champ pour un pèlerinage prolongé à la Mecque ! Aujourd'hui encore, Larizi, qui n'a jamais été un modèle de courage, blêmit et s'enfuit à la moindre allusion à ce « triste accident de la circulation ».

Sur une petite route de la palmeraie de Marrakech, des agents du SSS font garer pare-chocs contre pare-chocs un camion-citerne et la Mercedes de Dlimi. Le corps de son chauffeur, et un cadavre de la même corpulence que Dlimi dont personne à ce jour ne connaît l'identité, sont installés à bord. Des charges placées sur l'ensemble sont actionnées à distance. Plusieurs explosions retentissent à un kilomètre à la ronde. C'est ce qui deviendra « le choc malheureux entre la Mercedes du général et un camion- citerne fou ». La déflagration pulvérise les deux véhicules et embrase un bon hectare de palmiers. Pendant toute l'opération, des cordons de gendarmes ont contenu discrètement toute intrusion dans le périmètre immédiat de l'« accident ». Le travail réalisé par des professionnels n'a pris en tout et pour tout que quelques minutes. On retrouvera miraculeusement l'appareil dentaire de Dlimi intact dans les branches d'un arbre... Comme quoi, un accident est vite arrivé !

Dans la minute qui a suivi la sortie de Dlimi du palais, l'armée a été mise en état d'alerte maximale et une ving

taine d'officiers ont été arrêtés. Aux yeux d'Hassan II, la tentative de Dlimi est encore plus nuisible, désespérante que celle de Medbouh et d'Oufkir.

Après ce récit, témoignage de seconde main que je m'efforce de restituer exactement, une question s'impose : comment et par qui le roi a-t-il été averti de ce que préparait Dlimi ? S'ils ont raté leur coup, Medbouh et Oufkir se sont entourés de précautions suffisantes pour ne pas être découverts avant de passer à l'action. Comment expliquer que, ne bénéficiant plus de l'effet de surprise, Dlimi puisse tenter un troisième putsch sans être capable de sceller un absolu secret autour de son projet ?

Certains penseront à une dénonciation américaine, parce que Dlimi ne cachait pas sa sympathie pour la France. D'autres imputeront la manoeuvre aux Algériens. Nos voisins auraient encouragé le général à prendre le pouvoir pour mieux le trahir parce qu'ils ont plus à gagner avec Hassan II qu'avec les militaires marocains. Enfin, on suspectera la DGSE française et plus particulièrement Alexandre de Marenches, grand ami du souverain, d'avoir averti le monarque de la trahison.

Toujours est-il qu'immédiatement après la neutralisation du général, le SSS a procédé à une vague d'arrestations. Les officiers emprisonnés ont été conduits dans l'une des casernes de la Gendarmerie royale à Rabat et isolés dans des cellules individuelles. L'aide de camp de Dlimi, le capitaine Tobji, en faisait partie. Quelques mois plus tard, par un curieux miracle, il débarque en France où, interviewé par une radio, il déclare laconiquement :

— Après la mort du général Dlimi, j'ai été arrêté avec une vingtaine d'officiers. Nous avons été emprisonnés dans la caserne de gendarmerie de Rabat. Je m'en suis évadé et suis arrivé en France où je souhaite trouver refuge. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

Tobji se fera ensuite complètement oublier. Dans les années 1990, on le retrouve clans le civil, vivant à Rabat dans un quartier huppé de la capitale, reconverti dans les affaires, menant grand train mais profil bas. Est-ce lui qui a informé Hassan II via Mediouri, le chef de la Sécurité royale ? D'aucuns l'avancent, mais la lumière reste à faire.

Après la mort de Dlimi, le ménage se poursuit. Ses proches collaborateurs, comme le commissaire divisionnaire Habi Taïeb, sont enlevés et mis au secret pendant plus d'une année et demie. Habi Taïeb, homme d'Oufkir chassé par le même Dlimi au lendemain du 16 août 1972, a été rappelé dans les services secrets pour devenir le numéro deux de la DGED, la Direction des études et documenta- tions¹. S'étant trouvé par deux fois l'assistant de ceux qui se sont soulevés contre leur roi, Habi Taïeb est aujourd'hui bien heureux d'être miraculeusement vivant. Il est devenu imprimeur dans le civil.

Quant au colonel Bouatar et à son complice, le jeune commandant qui devait présenter les armes à Hassan II à l'aéroport, personne ne les reverra en vie. De son côté, Doukali, un homme d'affaires très proche de Dlimi, meurt bizarrement dans un accident de voiture. Mais il est de notoriété publique que, pour ceux qui prennent la « mauvaise voie », les routes du royaume deviennent dangereusement meurtrières !

En ce début 1983, la mort de Dlimi occupe pour un moment nos commentaires. Puis la routine reprend le dessus. Les quelques échos du monde qui nous parviennent n'occultent malheureusement pas la réalité qui nous entoure. La lutte pour la survie récupère toujours ses droits.

1. Services d'espionnage marocains.

Les mois égrènent leur morne et funèbre procession, drainant dans leur intolérable sillage un cortège de souffrances et de maladies. Mais le pire de nos maux, c'est la détresse de l'âme. J'inonde mes amis Moïse, Emma et les autres de mes confessions intimes. Si fictive qu'elle soit, leur présence est plus que jamais réelle pour moi parce qu'elle m'est devenue indispensable. Quand on vous prive de la vie, de ses échanges vous n'avez plus qu'un recours c'est de vous les inventer.

L'été approche. Mon angoisse augmente. Je redoute cette saison qui transforme ma cellule en cocotte-minute, stimule les foyers d'infection et fait rétrécir mon air et mon espace. Je me prépare psychologiquement à trois mois d'intense claustrophobie. A l'approche de chaque célébration officielle, nous conservons un soupçon d'espérance de voir le roi faire un geste. Hélas, chaque fois, il nous faut un effort surhumain pour survivre à la déception.

Le 9 juillet de cette année 1983, Hassan II fête son 54^e anniversaire. Au bout de cinq années de mitard, et pour la commémoration de sa naissance, le Commandeur des croyants nous fait une fleur. Nous avons droit à une heure de cour par jour. Mais à tour de rôle : ma mère et mon petit frère d'abord ; ensuite mes sœurs Malika, Myriam, Maria et Soukaïna. Puis c'est le tour de Halima et de Achoura. Et enfin vient le mien. J'ai le « privilège » de me dégourdir les jambes sous le soleil de midi. Nous devons marcher en cercle, en longeant les murailles du camp pour rester sous les yeux des gardes perchés sur leurs miradors, lesquels ne doivent en aucun cas nous parler. Lorsque nous levons la tête en passant sous eux pour les fixer, leurs regards restent vides, fuyants. Figés comme des statues de sel, ils ne nous perdent pas de vue. Ma première sortie fut à la fois un enchantement et une douleur. Revoir le ciel, quel bonheur ! Mais découvrir au grand jour toute notre misère,

c'est retourner un couteau dans une plaie. L'air pur m'enivre. L'azur m'aveugle. La redécouverte subite d'un peu d'espace me saoule. Je vacille sur mes jambes pour boucler une circonférence de cour. Je frôle constamment le mur de mon épaule pour m'assurer un semblant d'équilibre. Ma mère et mes soeurs, chacune sous les portes de leurs cellules, versent un peu d'eau pour faire une petite flaque. En se couchant au sol, elles peuvent apercevoir dans ce miroir improvisé le reflet vague de ma silhouette lorsque je passe devant leurs portes. Nous nous parlons par bribe et au rythme de mes rotations. Un des gardes, sur son perchoir, siffle trois fois pour me signaler qu'il me reste dix minutes avant de réintégrer ma cellule. Lorsque Borro et sa bande entrent dans le carré des « invités », je dois être sur le pas ; de ma geôle.

Malheureusement la petite bouffée d'air quotidienne | qu'on nous accorde devient vite irrégulière parce qu'elle dépend du bon vouloir du commandant du camp. C'est une nouvelle stratégie pour nous briser. Borro nous provoque et nous réagissons. Nos bourreaux espèrent que maintenant que nous avons une heure de cour à perdre, nous deviendrons plus dociles. Dès lors s'engage entre nos gardiens et nous un bras de fer psychologique. Pour un oui ou pour un non, nous sommes privés de cour pendant huit, dix jours, voire deux semaines.

Les mesquineries qui rendent nos promenades aléatoires, puisque dépendantes de notre soumission, ne nous empêchent pas de mettre à profit les avantages et les possibilités qu'elles nous offrent. Nos brèves sorties à tour de rôle viennent enfin servir mes projets.

Depuis que j'ai aménagé une cache sous les dalles, j'ai une connaissance « approfondie » du sous-sol. Le ballast sur lequel est construit le bâtiment en L qui abrite nos cellules est constitué de pierres de différentes tailles simplement dé-

posées les unes sur les autres. Leur étagement ménage suffisamment d'espace entre les blocs pour me permettre de les manipuler. J'ai patiemment « travaillé » d'autres carreaux du sol et jeté mon dévolu sur neuf dalles dans le coin opposé de celui où j'enterre mon kit de survie. Elles sont prêtes à être à tout moment désincrustées. Après avoir réalisé un petit forage de prospection, je me suis rendu compte que le mur qui sépare ma geôle de celle de Halima et Achoura n'est pas porteur. C'est une cloison dont la largeur n'excède pas trente centimètres. Les parpaings qui la composent sont construits à fleur de sol. Tout le mur repose donc directement sur la mince dalle de béton. En dessous, c'est le ballast et ses pierres. Il serait dès lors aisé de passer sous ce mur puisqu'il n'a pas de fondation. Voilà une éternité que cette idée me trotte dans la tête. Mais elle demeurerait irréalisable tant que je ne trouvais pas de solution à un problème crucial : comment faire disparaître les déchets de l'excavation ? L'autorisation de promenade tombe à pic. Je passe la consigne à mes voisines en leur demandant le secret absolu. Je veux d'abord commencer les travaux et n'avertir le reste de la famille que lorsque je serai assuré d'un pourcentage raisonnable de réussite. Pour évacuer la terre et les quelques gravats, j'ai d'abord commencé à les écouler par mon « pot de chambre » puis, lorsque j'ai pu y accéder, par le trou de la véranda qui me sert de toilette. Le reste est éliminé par Halima et Achoura. Nos compagnes de misère font disparaître les derniers résidus de l'opération clandestine dans la cour. Lorsqu'elles ramassent la terre argileuse ou fauchent à la main quelques herbes pour le repas, elles accomplissent courageusement leur devoir. Nous conserverons juste la terre et les pierres nécessaires à la fermeture.

Chaque fois que nous avons accès à la cour, nous accomplissons un travail de fourmi. J'ai improvisé dans la poche de mon pantalon un système de « largage » élaboré ;

en tirant sur une ficelle, son fond percé laisse s'écouler la cargaison de sable le long de ma cuisse. La cour étant à l'abandon, pleine de cailloux et de hautes herbes, nous exploitons cet avantage. La prudence exige que nous écou lions les résultats du forage avec parcimonie et en minuscules quantités. L'aboutissement de cette entreprise exige la maîtrise de soi et la patience.

Au bout de plusieurs semaines, le passage est prêt. Hahnia et Achoura ont descellé de leur côté neuf dalles et entrepris le même travail que le mien. Le boyau que nous aménageons entre nos deux cellules forme un U passant sous la cloison. Ma maigreur m'autorise à me faufiler dans des dimensions plus que raisonnables. Le goulet a nécessité moins de déblaiements que je ne l'avais imaginé. Enfin arrive la nuit de son inauguration. Je m'assieds dans un trou d'une cinquantaine de centimètres de profondeur en glissant mes jambes sous le mur. J'ai l'impression de me glisser ; dans un cockpit de formule 1. De l'autre côté de la cloison, Halima et Achoura m'agrippent par les chevilles et me tirent de toutes leurs forces vers elles. Mon corps s'écorche aux parois étriquées du passage. Mon visage frotte la mince épaisseur de béton qui soutient le sol et le mur. Je suis obligé de m'encagouler à grand renfort de chiffons pour ne pas m'arracher la face lorsque Halima et Achoura me tirent, et de passer sur le dos, les jambes les premières et les bras plaqués le long des cuisses. Je dois tonner un arc souple et variable pour que mes voisines m'extirpent comme un escargot de sa coquille. Je surgis de sous terre et de l'autre côté du mur, la tête en bas et les pieds en l'air. Halima et Achoura, debout, me tiennent fermement les mollets et me déposent sur le sol gluant de leur cachot. Le test est fait : il faut maintenant repasser et refermer avec soin ce petit tunnel. Mais avant, je cours frapper au mur de la cellule de mes soeurs. Un trou d'égout communique

entre la véranda de Halima et Achoura et la leur. Lorsqu'elle se baisse, croyant parler à l'une de nos compagnes de misère, Malika est stupéfaite en me découvrant. Nous restons, mes sœurs et moi. pendant plus d'une demi- heure à nous parler, accroupis devant cet orifice nauséabond, tentant désespérément de nous voir, de nous toucher.

Le temps presse, je dois retourner dans ma tanière. Nous refermons soigneusement le passage. Son aboutissement m'a revigoré. C'est une victoire de plus sur l'acharnement de nos bourreaux. Malgré les conditions terribles, inhumaines, malgré les trois fouilles hebdomadaires, nous avons réussi à marquer un point. Même si ce passage ne mène pas à la liberté, sa réalisation me regonfle le moral. C'est, à échelle réduite, l'ouvrage qui obsède mes jours et mes nuits depuis des années. Il y a longtemps que j'ai compris que l'unique possibilité de tenter une évasion ne pouvait se faire que par le biais d'un tunnel. Mais jusqu'à présent, toutes les conditions pour une telle entreprise étaient loin d'être réunies. Pour forer un tunnel qui déboucherait au- delà du mur d'enceinte du camp, il faudrait creuser à une profondeur autrement plus avancée, qui puisse permettre de passer sous les fondations du bâtiment. Il faudrait, de plus, connaître la consistance exacte des différentes couches de terre où creuser. Cela impose également de prévoir des claies de bois pour étayer le boyau si jamais sa consistance était friable. Il faudrait surtout parvenir à faire disparaître une grande quantité de terre, ce que nos moyens actuels ne nous permettent pas.

Nous condamnons pour le moment ce passage en le gardant comme un atout précieux dans notre combat sans fin pour la survie.

Vers la fin 1983 survient un événement qui viendra confirmer, si besoin était, toute la complexité de notre existence passée et l'aberration de notre présent tragique...

Le 20 décembre, nous apprenons le décès du prince Moulay Abdallah. La nouvelle nous bouleverse. Ma mère, Malika et moi versons des larmes dont nous ne nous pensions plus être capables. Les plus jeunes ne comprennent pas que nous puissions exprimer une telle peine. Ils savent que nous ne nous sommes jamais abaissés à faire la confusion entre le ou les auteurs de notre persécution, et les princes et les princesses avec lesquels nous avons partagé des relations quasi-familiales, mais s'étonnent de l'ampleur de notre chagrin. Aussi inconcevable que cela puisse paraître, il nous arrive même d'évoquer avec une certaine tendresse le Hassan II que nous avons connu, affable, attentionné et affectueux envers notre famille. Si nous nous enflammons légitimement contre le tyran qui nous oppresse injustement, nous parlons avec une certaine nostalgie du jeune roi charmeur, intelligent, paternel et sympathique que nous , avons rencontré. Notre vie est si compliquée que dans notre malheur elle nous prive de la haine farouche, irrai-sonnée, que déversent les persécutés sur un bourreau anonyme. Il se trouve que notre bourreau a fait partie de notre famille, de nos meilleurs souvenirs et de nos sentiments spontanés d'enfants. Que de fois nous sommes-nous surpris à reconnaître à Hassan II les attentions qu'il nous a portées et la place qu'il nous a donnée, un moment, dans son cœur. Bien qu'elle ait souffert de grandir loin de nous, Malika lorsqu'elle évoque toute une vie passée auprès de Lalla Anima, la sœur cadette du roi, témoigne de la disponibilité d'Hassan II et de l'impartialité avec laquelle il lui a dispensé affection et éducation. Nous n'avons jamais renié nos liens avec celui qui, dans un passé lointain, nous a chéris. Tout comme nous ne cessons de nous battre avec la frénésie et

la détermination des innocents contre le potentat impitoyable qui a ordonné cet incroyable châtement. À ceux qui, à juste titre, s'interrogeront : « Est-ce le syndrome de Stockholm ? », je répondrai : « Non, c'est plutôt le syndrome du palais ! »

Le lendemain de la mon de Moulay Abdallah, Borro et ses adjoints visitent nos cellules pour l'une des trois fouilles hebdomadaires ordonnées par Rabat. Pendant que ses acolytes sondent murs et sol de mon cachot, le commandant qui veut probablement ménager l'avenir en se rachetant un peu auprès de moi, me chuchote :

— Dieu est grand, Dieu est grand... Son frère a été dévoré par le cancer... Dieu est grand, il vous a vengés... Ma réaction est imprévisible. Le sang me monte à la tête, un flash m'aveugle, une colère meurtrière m'envoûte. Sans doute s'ajoute à ma sincère peine le désespoir de voir qu'avec la mort de Moulay Abdallah disparaît le seul homme qui n'a jamais cessé de réclamer notre remise en liberté. Je me rue sur le commandant. Il s'ensuit un tourbillon de bras qui nous séparent. Plus involontairement que sciemment, quelques coups s'abattent sur moi. Borro, effaré par ma réaction, bat en retraite avec sa bande. La porte blindée claque. Un bruit de clés empressées les suit. J'entends Borro qui ne cesse de répéter en s'éloignant :

— Il est fou ! Ça y est, il a sauté les plombs !... Il est fou, je vous dis ! Complètement fou !

Ses adjoints le croient sur parole. Le pauvre bougre de Borro avait de quoi penser que j'avais perdu la raison. Lui qui, peut-être attendri, avait voulu me remonter le moral en m'apprenant la « bonne nouvelle », s'était vu agressé. Comment pouvais-je ne pas me réjouir de la mort du frère de celui qui me persécutait si durement, avait-il dû penser. Or ce genre de raisonnement m'a toujours horripilé et continuera toute ma vie à m'écœurer.

Les années s'égrènent, de plus en plus insoutenables. L'enfer devient chaque jour plus intolérable. Nous puisons au-delà de nos forces l'énergie pour maintenir la tête hors de l'eau. D'autant que de la fin 1983 jusqu'au début de 1985, nous sommes sans radio. Celle-ci a rendu l'âme. Nous restons ainsi coupés du monde, jusqu'à ce que notre courageux bienfaiteur me fournisse la pièce défectueuse qui a réduit au silence notre transistor. Reste à réparer avec les moyens du bord. L'opération nous prend quelques jours avant que nous ne puissions réentendre les voix rassurantes de nos amis commentateurs et journalistes. Ces quelque dix-huit mois sans nouvelles du monde ont été terriblement éprouvants. Il nous a fallu puiser dans des recours dont nous nous ignorions capables. Cette période fut particulièrement dure pour moi. Heureusement il nous restait le « téléphone ».

Nous voilà à l'été 1985. À l'exception de quelques écoutes brèves durant la journée, nous effleurons les nouvelles du monde pour économiser nos piles. Nous apprenons la visite de Jean-Paul II au Maroc. Le commandeur des croyants reçoit le chef de l'Eglise catholique dans des fastes dus à son rang. Hassan II est à l'apogée de ses manipulations. Il a su avec dextérité se faire définitivement accepter par l'Occident, comme un homme de paix, un trait d'union entre les cultures et les civilisations. Il a su se poser comme un modèle d'équilibre entre modernité et tradition, comme un exemple de tolérance, un chantre du dialogue pacifique. Ce n'est pas tout à fait vrai, bien que ce ne soit pas totalement faux. La force d'Hassan II est de cultiver l'ambiguïté avec un art consommé. Ce monarque aux mille facettes a su envoûter les Européens. La complexité du personnage, son habileté, ses violentes contradictions participent à brouiller les cartes. Sa modernité

affichée, sa tyrannie, son féodalisme chevillé, participent à son image insaisissable et apprêtée.

La visite du Pape fait naître en moi des sentiments mêlés. Je suis fier de l'image de tolérance qu'expose le Maroc au monde. Je trouve que cette rencontre fraternelle entre islam et chrétienté a quelque chose de touchant. Le symbole est d'autant plus fort qu'il coïncide avec les avancées inquiétantes de l'intégrisme. Mais il n'empêche que l'accolade du Saint-Père à Hassan II me donne la sensation que le couvercle de nos tombes vient d'être scellé pour l'éternité. Cette visite de Jean-Paul II m'inonde donc aussi d'amertume et de tristesse : elle est à mes yeux une sorte de caution morale, de certificat de mœurs honorables accordé à un roi certes intelligent, parfois éclairé, redoutable politique, mais tyran quand même !

L'année 1985 s'achève donc dans l'abattement. Nous nous sentons plus que jamais abandonnés. Chaque jour qui passe me donne l'impression que le fond du puits qui nous a engloutis descend un peu plus vers les entrailles de la terre. Où pourrais-je trouver les mots pour faire partager tant de désolation, de souffrance et de détresse ? Il faut que nous allions puiser au cœur de nous-mêmes une raison de résister encore. A ce stade, seule une puissante conviction peut vous maintenir en vie. Pour nous, ce sont d'abord notre innocence et la défense de notre identité.

Le 3 mars 1986, Hassan II fête le vingt-cinquième anniversaire de son règne. Voilà quatorze années que nous sommes emprisonnés, neuf années que nous sommes séparés, et cent huit mois que je suis isolé. Vu l'ampleur des célébrations qui mobilisent tout le pays, nous nous laissons aller à espérer que le souverain mette enfin un terme à notre martyre. Quatorze années d'une telle vengeance n'ont-elles pas suffi à éteindre ses ressentiments ?

Pour ce quart de siècle de règne commémoré en grande pompe, nous espérons une libération qui n'arrive pas. Dans sa générosité, Rabat a seulement décidé de nous associer à la fête... Borro et les officiers entrent à l'improviste pour nous annoncer que nous aurons dorénavant le droit de nous réunir de 15 heures à 20 h 30 dans la cellule des filles, avec la porte du cachot fermée ; à ceci près que cette mesure n'est pas effective et n'entrera en vigueur qu'une semaine plus tard. Les sept jours qui nous séparent de nos retrouvailles sont une torture. Lorsque nous nous revoyons, la scène est pathétique. Nous ne nous reconnaissons plus. Chacun est un miroir insoutenable pour l'autre. Nous ravalons nos larmes et choisissons de rire de nous-mêmes plutôt que de nous apitoyer sur notre sort.

Ces quelques heures de réunion quotidiennes me réconfortent autant qu'elles entament l'armure que je me suis si laborieusement confectionnée. Ces années de solitude m'ont rompu à certaines habitudes. Voir les siens pour constater leur misère et replonger dans le néant est un exercice éprouvant. Mais dans ce mouvoir, comme dans l'existence, la seule façon de survivre, c'est de s'adapter. Nous essayons autant que faire se peut de nous soutenir mutuellement. Chaque coup qu'on nous porte décuple notre solidarité. Plus que jamais, l'humour et le rire sont nos bouées. Nous entretenons coûte que coûte la dérision. Chacun garde ses blessures pour lui et jette l'énergie qu'il lui reste pour aider à la survie du groupe.

La << faveur » que nous fait le palais est bien brève. Nous ne profitons pas longtemps de ces réunions de fins d'après-midi où nous sommes entassés dans la cellule de mes soeurs, Halima et Achoura étant, elles, exclues de ce regroupement. En novembre 1986, soit huit mois après cet « assouplissement ». nous voilà à nouveau brutalement séparés.

Depuis que je peux le revoir, je me consacre à mon petit frère, étant sa seule présence masculine. Il a grandement besoin d'un échange viril pour trouver les repères essentiels dont on le prive. Abdelatif, depuis l'âge de 3 ans, a grandi en prison. Il en a maintenant 17, et ne connaît rien d'autre de la vie que l'enfermement dans des conditions inhumaines. C'est un garçon intelligent et curieux. Il ne se lasse pas de poser toutes les questions qui l'obsèdent. Je tente d'y répondre du mieux que je peux, mais secrètement, chacune de ses interrogations me fend le cœur. Toutes ces frustrations s'expriment par un questionnement avide et infatigable :

— Comment c'est, une télé ? A quoi ressemble le cinéma ? Comment fonctionne un appareil photo ? C'est comment, la mer ? La montagne ? Les forêts ?

Ce qui me bouleverse le plus, c'est de l'entendre me demander :

— Quel goût ça a le poisson ? Le poulet ? Le chocolat ? Le fromage ? Les glaces ? Les sodas ? etc.

Il m'est insupportable de voir un enfant interdit des choses les plus communes de l'existence. J'ai beau lui dessiner avec les moyens du bord les sujets qui le préoccupent, rien ne peut assouvir son besoin de réalité. Un jour il insiste et me demande :

— Je vois ce qu'est une vache. Mais je n'arrive pas, à travers le dessin que tu m'en fais à en imaginer exactement la taille... Est-ce que je peux passer debout sous son ventre ?

Les mots me manqueront toujours pour exprimer l'une des seules douleurs que, dans ma vie, je ne suis pas parvenu à surmonter, à dépasser. La plus grande blessure que ni le temps ni la volonté n'arriveront à colmater, c'est l'existence saccagée de ce bébé de 3 ans qui a passé dix-neuf années dans des conditions rarement infligées, même à des adultes

responsables et engagés. Nous autres aînés ne sommes pas moins innocents et victimes que lui, mais nos vies passées nous ont dotés de repères forts qui alimentent nos raisons de résister.

Un jour, profitant de nos quelques heures de réunions, Abdelatif me supplie de l'aider à faire un petit trou dans le cadre d'une minuscule lucarne pour voir « le ciel, l'herbe et les arbres >>.

Il ne m'en faut pas plus pour me mettre au travail. L'orifice de dix centimètres de diamètre est obstrué par des barreaux en croix, une vitre peinte, un tampon de contreplaqué et un double grillage en maille serrée. Je choisis de percer un trou de la taille d'une tête d'épingle dans le cadre en bois que l'humidité a ramolli. Au bout de deux heures de travail, nous touchons presque au but. Abdelatif est impatient. Soudain, nous entendons la porte du sas s'ouvrir précipitamment. Borro et sa bande se ruent dans la cellule où nous sommes réunis. Le commandant se dirige droit sur l'orifice que nous nous apprêtons à terminer, pas plus large qu'un stylo bille.

— Tentative d'évasion ! hurle Borro, prenant à témoin les officiers qui l'entourent.

Le commandant se tourne, nous pointe du doigt d'un air menaçant :

— Vous n'auriez pas dû faire ça !... Allez ! Que tout le monde rejoigne ses cellules !

Nous nous rebellons mais nous sommes séparés *manu militari*. Les portes de nos cachots se referment à nouveau. Nous replongeons dans le désespoir absolu. Le lendemain, Ben Aïch débarque mais ne nous confronte pas. On nous entasse dans ma cellule. Nous y resterons deux heures, le temps que le « courageux >> colonel fasse son inspection. Je renifle son parfum et l'odeur de sa cigarette blonde. Ces

senteurs me paraissent aussi nauséabondes que le personnage.

Après avoir visité un à un nos cachots, sauf le mien que nous occupons, il donne les nouveaux ordres de Rabat :

— Le régime d'isolement total reprend, l'heure de promenade aléatoire est définitivement supprimée.

Le colonel ordonne qu'une muraille supplémentaire soit élevée dans le dos du bâtiment en L, là où les murs de nos cellules donnent sur un champ. Ce rempart d'un mètre trente de large vient doubler le mur d'enceinte et s'élève au-dessus de lui. Des miradors supplémentaires sont érigés.

Dans la cellule de ma mère et d'Abdelatif, il y a un petit grenier. C'est un réduit de huit mètres carrés au plafond très bas auquel on accède par une échelle en bois fixée au mur. C'est là que mon petit frère marche en rond lorsqu'il veut s'isoler. Ben Aich ordonne que l'on enlève l'escabeau et que l'on mure le petit grenier. Ma mère est effondrée. L'espace déjà restreint de sa cellule se voit encore amoindri par la condamnation du réduit. En outre elle s'inquiète pour Abdelatif. C'est là qu'il faisait les cent pas pour tuer le temps.

Dans la rage impuissante qui m'accable, une seule idée me traverse : le sort nous fournit enfin la possibilité de faire disparaître la terre que nous pourrions excaver d'un éventuel tunnel ! Je m'empresse d'envoyer un message aux cellules. Je demande à ma mère de ne pas perdre un instant pour desceller l'une des briques avec lesquelles on a obstrué le grenier. Ma mère et mon petit frère font merveille. L'escabeau ayant été détruit, il faut que ma mère hisse Abdelatif sur ses épaules et supporte son poids jusqu'à la fin de l'ouvrage. En quelques heures, le travail est fini et minutieusement abouti. Le parpaing est desserti, ses faces débarrassées de leurs joints de ciment encore frais. La brique peut maintenant à tout moment être tirée comme un casier.

Abdelatif doit absolument pouvoir se glisser dans le grenier par cet interstice puis parvenir à en ressortir. Si chétif et malingre qu'il soit, mon petit frère, pour y arriver, doit s'y faufiler nu. Les conditions dans lesquelles il a grandi lui ont enseigné l'endurance et l'efficacité. Abdelatif, comme nous tous, est devenu un expert dans le maquillage. La cendre, l'argile, savamment manipulées, donnent l'illusion parfaite d'un mur uniforme avec ses taches d'humidité. Et la farine et le *Tide* apportent la dernière touche. A l'occasion de leurs trois fouilles hebdomadaires, Borro et ses adjoints ne prennent même plus la peine de lever les yeux vers le grenier définitivement condamné. D'autant plus qu'il donne côté caserne : il n'y a pas de risque de nous voir prendre la poudre d'escampette par ce chemin-là, se disent-ils.

Le droit de nous voir n'a donc duré que huit mois. Et encore, il fut constamment dépendant des caprices de nos bourreaux. Nous qui espérions que ces années de calvaire finiraient par apaiser la haine du roi, constatons que notre chemin de croix est loin d'être terminé. Nous sommes voués à sombrer dans un enfer sans cesse renouvelé. Nous espérions une libération à l'occasion du jubilé d'Hassan II, mais ne recevons qu'un flot de persécution. Nous n'en pouvons plus. Nos forces nous abandonnent. Nos corps sont épuisés, fourbus, notre moral laminé. Nous nous accrochons avec l'énergie du désespoir aux seules choses qui nous maintiennent encore en vie : « Notre amour, notre orgueil, notre humour ! >> Si nous ne nous effondrons pas, c'est pour ne pas donner ce plaisir à nos bourreaux.

Le 13 novembre 1986, après 5 110 jours d'emprisonnement, la furie du palais s'abat sur nous de plus belle. Nous décidons alors d'entamer une nouvelle grève de la faim. En imposant toutefois à Halima et Achoura de ne pas y participer de peur qu'on ne leur fasse subir des violences.

Les aînés tentent de dissuader les plus jeunes et les plus affaiblis de ne pas suivre le mouvement, mais rien n'y fait. Abdelatif malingre, décharné, Myriam qui ne se lève plus de sa paillasse ; Soukaïna gravement anémiée ; pas un ne veut se dissocier de cette lutte finale.

Au bout de la première semaine, nous exigeons de mon petit frère qu'il mette un terme à son jeûne, et de Myriam aussi, qui dès le sixième jour, a sombré dans un état second. Nous subissons de la part de nos gardiens toutes les menaces et les pressions pour nous alimenter, mais nous tenons. Nous n'avons plus rien à perdre qu'on ne nous ait déjà dérobé.

Au dixième jour de grève de la faim, Soukaïna, en cachette, décide de ne plus boire d'eau. Elle pense par son sacrifice précipiter les choses. Ma petite sœur tombe rapidement dans le coma. Pendant quarante-huit heures nous craignons pour sa vie. Malika et Maria la sauvent *in extremis* en la réhydratant avec de l'eau salée additionnée de quelques morceaux de sucre. L'acharnement de mes sœurs sauvera Soukaïna. Nous autres, nous poursuivons notre grève. Borro et les responsables tentent toutes les intimidations pour nous faire ployer, essayant même de nous soudoyer par quelques promesses d'« avantages ». On nous donne ainsi du papier pour écrire à Hassan II. Borro revient à la charge.

— Maintenant que votre lettre est partie pour le Cabinet royal, soyez raisonnables... Ne braquez pas le roi.

Rien n'y fait. Nous sommes déterminés à en finir, à aller jusqu'au bout ! Mieux vaut crever plutôt que de continuer à vivre sans droits, sans espoir. Après vingt jours de jeûne, Borro nous annonce les résultats de notre missive au souverain et la réponse de Rabat :

— Le premier qui meurt, nous avons ordre de l'enterrer dans la cour !

Pour nous impressionner, nos bourreaux creusent une tombe « témoin ». Rabat a clairement annoncé la couleur, on nous oublie et on nous laisse tranquillement crever sur nos paillasses.

Bien que nous soyons accoutumés à être affamés, les dix premiers jours sont durs, très durs. Fuis, le corps complètement vidé, l'esprit embué finissent par procurer un apaisement, une sorte de flottement, une indifférence à la douleur physique et à la souffrance morale. Plus notre grève avance, plus nos métabolismes dépérissent, plus nos angoisses s'annulent. Plus nous nous affaiblissons, plus nous accédons bizarrement à une sérénité, une paix de l'âme. Sans doute est-ce le sentiment sous-jacent que le repos éternel n'est pas loin.

Le 27 décembre 1986, au bout de 44 jours de grève de la faim, nous avons amplement vérifié que le palais ne voit aucun problème à notre disparition. Cette constatation nous conduit à une logique implacable : morts pour morts, nous préférons en finir autrement qu'en agonisant lentement. Nous décidons de nous alimenter à nouveau. Nos bourreaux, devant ce qu'ils considèrent comme une cuisante défaite, se montrent encore plus tyranniques et arrogants. Mais ils ne se doutent pas de ce que nous projetons. Nous prenons froidement une décision terrible : l'un de nous doit se sacrifier pour mettre le roi devant le fait accompli. Si l'un de nous meurt. Hassan II, au pied du mur, devra trancher. Soit il libérera les autres, soit ce qui est plus probable, il les tuera. Dans tous les cas, le souverain devra prendre une décision définitive. Nous nous retapons quelques jours. Notre isolement se poursuit. D'avoir arrêté notre grève de la faim ne nous donne pas pour autant le droit de nous voir. La cour du camp nous est proscrite. Sur ordre du Cabinet royal, nos cachots sont plus hermé-

tiques encore. Le carré des invités est plus que jamais maudit.

Nous allons bientôt apporter la seule réponse possible à cet acharnement furieux. Nous nous disputons la priorité du sacrifice. Ma mère entend être la première à se suicider. Puis à moi de suivre et ainsi de suite jusqu'au dernier. Nous sommes fermement déterminés à faire de Bir Jdid notre Massada. Nous nous apprêtons à vivre la pire épouvante de ces quatorze années de cauchemar.

Une nuit, ma mère, après nous avoir dit adieu par le téléphone et avoir fait ses dernières recommandations, se taillade les veines. Le petit l'assiste. Le pauvre chéri vit cette atrocité avec un courage exemplaire. Les mains pleines de sang, blême, Abdelatif se penche sur le trou d'égout de la véranda qui le sépare de ses sœurs pour les tenir au courant de l'évolution de notre mère. Ces scènes d'horreur, cette nuit atroce, aucun repentir, aucun dédommagement ne pourront jamais les effacer. Ce que nous avons pu ressentir dans ces moments inqualifiables, rien au monde ne pourra le restituer. Aucun pansement ne viendra jamais refermer de telles plaies.

Ma mère saigne, puis s'évanouit. Abdelatif, fiévreux, affamé, affaibli, tourne de l'œil. La vue de sa mère agonisant dans son sang lui est si insupportable qu'il se sent mal. Les filles continuent de gratter au mur. Comme il n'y a pas de réponse, elles m'informent immédiatement. Nous nous nions sur les portes blindées de nos cellules et cognons dessus de nos poings comme des possédés. Nous hurlons des appels au secours désespérés. Le silence de mort qui enveloppe le camp se brise dans des cris de bête à l'agonie. Quelques torches électriques clignent un instant sur les miradors. Les responsables restent longtemps indifférents. Au bout de deux heures, Borro et ses adjoints entrent dans la

cour. Ils se dirigent vers la cellule de ma mère. Ils y jettent un coup d'œil, puis ressortent. En découvrant ma mère et Abdelatif enlacés, évanouis, le colonel prend juste la peine de constater leur situation et sort en référant immédiatement à Rabat. Mais le Cabinet royal reste impassible, et il confirme son ordre :

— Matez-les. Le premier qui crève, enterrez-le sur place !

Nous nous écorchons les mains en cognant de toutes nos forces sur les portes de nos cachots. Je me brise un doigt sans même m'en rendre compte. Dans cet état de rage, de désespoir, de révolte, on aurait pu m'arracher le cœur que je serais resté indifférent à la douleur physique. Nous reprenons nos esprits. Enfin Abdelatif s'est réveillé.

Le malheureux s'excuse d'avoir faibli. Mes sœurs le rassurent :

— Tout le monde est fier de toi, tu as été exemplaire, tu n'as rien à te reprocher, au contraire...

Nous demandons à mon petit frère de bander avec un chiffon le poignet de sa mère et d'essayer de la faire boire. Abdelatif la veille, seul, dans les ténèbres de leur fosse. Je n'ose imaginer ce qui traverse sa tête d'enfant, après avoir vécu une telle horreur. Aura-t-il encore une place où engranger tant de chocs, de traumatismes ?

Ce n'est que le lendemain matin que ma mère émerge. Le soir venu, j'informe tout le monde que, comme prévu, c'est mon tour. Nous nous parlons une dernière fois au téléphone. Et nous disons adieu. Au macabre, nous opposons dérisoirement ce qui nous reste d'humour. Nous nous promettons de rester dignes dans la mort. Je fais jurer aux miens de ne pas verser une larme devant nos bourreaux. J'ai le rôle le plus facile. Ce sont ceux qui me survivront qui doivent être les plus courageux. L'idée que nous approchons d'une issue certaine pour tous nous rassure. Bien

tôt nous nous retrouverons là-haut... Nous avons tellement souffert, et de toutes les manières possibles, que la mort nous paraît une douce délivrance.

Dans la solitude de mon cachot je me prépare sereinement au dernier acte. Je fais un effort surhumain pour ne pas penser à ce qu'auront à vivre ceux qui restent. Je m'oblige à songer seulement à la chance infime de libération que ma disparition pourrait leur procurer. Halima et Achoura, toujours aussi fidèles, courageuses et dévouées, pleurent toutes les larmes de leur corps. Elles se proposent de se sacrifier à notre place mais je leur explique, sans vouloir les vexer, que leur mort ne serait pas en mesure de déranger le palais. Nos compagnes de misère me donnent par le petit tuyau de gaz une bouillie que je mange à peine. C'est le repas du condamné. J'ai même droit à un peu d'eau chaude pour faire ma toilette. Je veux être propre avant d'en finir. Mes sœurs ont aussi la délicate attention de m'envoyer une pincée de tabac. Halima et Achoura récupèrent quand elles le peuvent les mégots jetés par les gardes dans la cour.

Je m'en « roule une dernière » et m'entaille profondément le poignet, coupant franchement dans la chair avec un bout de boîte de conserve acéré. Je reste complètement indifférent à la douleur. Le sang gicle. J'en ai plein les genoux. Le flot tiède s'écoule sur mes cuisses. Plus l'hémorragie avance, plus je ressens un apaisement. J'ai l'impression en me vidant de mon sang que c'est notre malheur que j'évacue, que c'est notre drame qui s'écoule de mes veines. Dans ce flux sombre, c'est toute la noirceur de notre triste sort qui s'échappe. C'est tout le mal qui s'est abattu sur nous que j'exorcise. Bientôt, j'ai le visage humecté de gouttelettes. Je transpire à grandes rigoles, je suis pris de frissons et de sueurs froides. Mes lèvres sont sèches et mon teint de blafard devient grisâtre. Je m'allonge et ferme les

yeux. Deux grosses larmes ponctuent mon dernier instant de conscience. Je repense à ma vie. Je ne suis meurtri que par ce qui attend les miens. J'espère de tout ce qui me reste de force que mon sacrifice les sauvera. J'ai rédigé avec mon sang sur le mur de mon cachot un message au roi. L'inquiétude sur le devenir de ma famille m'oblige à contenir la colère que je souhaiterais mettre dans ses mots pour Hassan II. Je me prive de ce dernier plaisir en édulcorant malgré moi cette dernière déclaration :

« Sire, quel que soit votre pouvoir ici bas, viendra le jour où vous aurez à rendre compte devant Dieu et les hommes de cette injustice. Je vous supplie une dernière fois d'épargner les miens. Je souhaite de tout mon cœur que ma mort assouvira définitivement votre rancœur à notre égard. »

Plus je me vide de mon sang, et plus une paix sereine m'enveloppe. Je suis pris de nausées, ma vue se brouille, les murs de ma geôle s'estompent, s'éloignent. J'aurais voulu un dernier instant revoir un ciel étoilé, mourir à l'air ! Mais il y a tant de choses que j'aurais voulu vivre et faire... Tant de rêves inassouvis ! Tellement d'espérances vaines et de frustrations irrémédiables que périr entre ces murs n'en est qu'une de plus. Ma perception s'amenuise, tout se voile, devient trouble. Je sombre dans un coma profond.

Ce que je ne sais pas, c'est qu'au même moment, Soukaïna est en train de se faire charcuter par ses sœurs. Dans des rires nerveux, elles essaient après une première entaille de se saisir de ses veines. Enfin, elles arrivent à en couper une, et Soukaïna plaisante avant de s'évanouir :

— Raouf et moi, nous vous précédons pour aménager, en vous attendant, un petit coin de paradis. J'espère que nous n'y retrouverons pas un membre du Cabinet royal...

Mes sœurs la veillent, en silence, attendant qu'elle expire. Le délabrement physique et les grèves de la faim suc

cessives font que la pression sanguine n'est pas assez puissante pour que le saignement ne s'arrête pas. Voyant que le flux s'amenuise, mes soeurs recommencent l'opération sur Soukaïna, toujours évanouie. Le sang se remet à couler puis se tarit à nouveau. Informées par Halima et Achoura que ma tentative est bien plus avancée et qu'elles ont pu voir du sang s'écouler dessous ma porte jusque dans la véranda, les filles décident que ce n'est plus la peine de risquer deux vies. Elles pansent, avec les moyens du bord, le poignet meurtri de leur sœur et se relayent à son chevet pour lui égoutter régulièrement un peu de liquide. Au lever du jour, Soukaïna émerge. Elle tempête contre elle-même, contre ce corps qui, même délabré, lui refuse le repos.

J'imagine ce qu'ont pu être ces heures infernales ; ce qu'a pu être cette nuit terrifiante pour les miens. Martyrisés, écrasés par l'injustice, torturés par mille maux, abandonnés de tous, ils vivent l'ultime douleur : celle d'assister impuissants, séparés par d'épais murs, à l'agonie de leur frère.

Ma famille démontrera en ces instants inqualifiables, un courage exemplaire. Elle tiendra parole. A aucun moment, elle ne se donnera en spectacle. Blessée à mort, le cœur lacéré par la peine, elle ne montrera à nos gardiens que pudeur, dignité et détermination. Je n'apprendrai qu'au sortir de quatre jours de coma ce qui s'est passé après que je me sois tranché les veines.

Le lendemain matin nos gardiens rentrent à l'improviste. Ils visitent les cellules. Lorsqu'ils arrivent à la mienne, une excitation inhabituelle s'empare d'eux. Ma mère, mon frère et mes sœurs les scrutent dessous leurs portes blindées, se servant d'une flaque d'eau comme réflecteur. Halima et Achoura qui ont passé la nuit à pleurer ne quittent pas le

petit trou par lequel elles peuvent entendre ce qui se dit dans ma cellule. Borro demande à un officier :

— Il est toujours en vie ?

— Je ne sais pas, je n'arrive pas à sentir son pouls...

— Cherche-le au niveau du cou, pas du poignet.

— Ça m'étonnerait, mon commandant, il a perdu trop de sang... Regardez la flaque, il y en a jusque dans la véranda !

Ma famille les voit alors ressortir précipitamment. Borro et ses adjoints essuient leurs Rangers imbibées de sang sur les hautes herbes de la cour. Ils traversent au pas de course l'allée. La porte du sas claque. Le silence retombe sur le carré des « invités ». L'attente anxieuse des miens se poursuit. Nos geôliers se précipitent à l'extérieur pour alerter Rabat. Mais à aucun moment ils n'informeront ma famille de mon état. Deux heures s'écoulent, avant que nos gardiens n'entrent à nouveau. Ils s'attardent une dizaine de minutes. Ils ne touchent à rien. Ils se contentent de jeter un coup d'oeil à l'intérieur de ma cellule, et ressortent en enjambant la flaque sombre, dont les rigoles s'étirent jusque dans la véranda. Sans mot dire, ils verrouillent les portes et s'en vont. Ma mère et mes sœurs, épuisées par ces dernières quarante-huit heures d'épouvante, n'ont pas encore fermé l'œil. Elles se relayent sous les portes pour guetter un signe. Elles resteront ainsi jusqu'à la nuit tombée. Le manège impassible de nos gardiens continue. Toutes les deux heures, Borro et ses adjoints rentrent pour vérifier si je ne suis pas encore mort. Halima et Achoura continuent de les espionner. .. Elles introduisent le bout de tuyau à gaz dans le petit orifice percé dans le mur qui nous sépare. Mais elles ne l'enfoncent qu'à mi-chemin du boyau, sans que l'extrémité de ce qui leur sert de cornet n'apparaisse dans ma cellule. Elles se gardent bien de faire sauter le bouchon de terre argileuse et de cendre qui obstrue le trou de mon côté.

Cela suffit pour qu'elles puissent entendre ce qui se dit dans mon cachot.

Vers 1 heure du matin, nos gardiens se faufilent à pas feutrés dans le « carré des invités ». Mes sœurs qui ne cessent de se relayer sous les portes distinguent la présence dans le groupe de deux silhouettes en civil. Probablement des hommes du SSS, envoyés par le palais pour faire leur rapport. Accompagnés de Borro et de ses adjoints, ils se dirigent vers ma cellule. Ils s'y introduisent avec précaution en faisant bien attention à ne pas salir leurs jolies chaussures. Tous portent la main ou un mouchoir à leur nez avant de pénétrer dans cet antre infect. Personne n'a osé bouger quoi que ce soit dans ma cellule. Le sang sombre coagulé souille le sol et charge l'air d'une puanteur insupportable. Mon corps gît toujours au même endroit. Une nuée de mouches se délectent de cette atmosphère de mort. Halima et Achoura épient le moindre des commentaires fait par les visiteurs. Elles informent ma mère et mes sœurs de l'objet de cette visite. Les envoyés du palais sont venus pour prendre des photos et retranscrire intégralement le message écrit sur le mur à l'intention du roi. Il s'écoule une vingtaine de minutes avant qu'ils ne ressortent de mon cachot. La petite troupe s'éclipse. Ma famille se résigne. Si des envoyés de Rabat sont venus constater mon état sans qu'on ne m'évacue ou même me porte secours, c'est qu'il est trop tard. Les plus optimistes soutiennent les autres : « Si Borro et les gardiens entrent toutes les deux heures, c'est que Raouf doit être toujours vivant... Sinon ils ne se donneraient pas cette peine ».

L'attente infernale se poursuit. Vidées de leurs forces, mes sœurs continuent, en somnolant, leur surveillance angoissée. Vers 3 heures du matin, elles entendent la porte du sas et se précipitent à plat ventre sous les portes. Borro et sa bande se dirigent de nouveau vers ma cellule. Ils en

ressortent à reculons. Quatre Moghaznis tiennent chacun un pan de la couverture militaire dans laquelle ils ont chargé mon corps. Les voyant me transporter dans cette civière improvisée, ma famille reprend un instant espoir :

« Peut-être est-il vivant ? Peut-être vont-ils l'emmener ailleurs pour le soigner ? * Mais lorsqu'ils aperçoivent les gardes-chiourmes me déposer au milieu de la cour à même la terre, les miens pleurent en silence. Le front contre le blindage des portes, en tendant désespérément le bout des doigts sous les fentes, chacun étouffe ses sanglots. Ma mère et mes sœurs en déduisent que tout est fini, que j'ai trépassé et qu'on s'apprête à m'enterrer dans la cour. Borro et les officiers ressortent. En passant dans l'allée, le capitaine Cha- fik s'adresse à son chef :

— Peut-être qu'en l'oxygénant, il s'en sortira ?

Borro lui répond las et désabusé :

— Si Dieu veut faire un miracle... Pourquoi pas.

Les quatre Moghaznis sont placés en carré autour de moi. Ils veilleront toute la nuit mon corps inerte, roulé dans une vieille couverture élimée. Nous sommes en hiver. Il fait froid. La pluie se met à tomber. Toutes les demi- heures un garde se penche sur moi et revient se mettre en faction à l'endroit que lui a indiqué le commandant. Ce manège ranime une étincelle d'espoir chez les miens. Au lever du jour on me hisse comme un paquet jusque dans ma cellule. On m'y dépose détrempé, plein de boue, à l'endroit exact où l'on m'a trouvé.

Ce n'est qu'au bout du quatrième jour que je sors de mon coma. Il fait nuit noire lorsque j'ouvre un instant les yeux. Que dire de ce moment ? Dans un épais brouillard, je ne sais plus où je me trouve, ce que je fais là... Après un moment je réalise avec amertume que je suis toujours vivant : << Même la mort ne veut pas de nous ! » pensé-je, désabusé. J'essaye de bouger. Mais je suis trop faible. Le

simple fait de tourner ma tête vers le mur de mes voisins me replonge dans l'inconscience. Je ne saurais dire combien de temps s'écoule avant que je ne réémerge une seconde fois. J'essaye de me traîner vers le mur pour avertir Halima et Achoura. Mais je n'en ai pas l'énergie. Je referme les yeux et m'abandonne, sans même avoir encore la force de raisonner, de m'angoisser. Ma cellule est pleine de sang, du sol au mur. Rien n'a été bougé, ni nettoyé. L'odeur est insupportable. Une chaussette sale me bande le poignet. C'est le seul geste charitable qu'ont eu pour moi mes geôliers. Un Moghazni l'a enlevée de son pied pour bander ma plaie. Mon poignet est difforme. L'infection en tuméfie spectaculairement la chair béante. De petites ombres trottent en couinant dans le cachot. Ce sont les rats qui se disputent le festin... L'odeur de pourriture et de sang, les excite et les enhardit. S'ils m'attaquent, je n'aurai pas la force de me défendre. En essayant de bouger mes jambes, je constate une douleur sur la face supérieure de mes pieds. Chaque fois qu'il est entré pour vérifier si j'étais toujours dans le coma, Borro m'a meurtri la chair en la pinçant de toutes ses forces entre son pouce et une grosse clé. Epuisé, je m'endors. Je suis réveillé par la visite régulière de mes gardiens. J'entends les clés tourner dans la première porte de la véranda. Borro, le capitaine Chafik, et les Moghaznis qui les accompagnent s'attardent un instant avant d'ouvrir la seconde porte, celle de ma cellule. Je surprends leur conversation. Chafik se confie à son chef et ami :

— Mon commandant, je n'en peux plus. Cette situation dépasse l'entendement. Je ne dors plus. Ma conscience me torture. Je n'ai même plus le courage de m'asseoir avec mes enfants, en sachant ce que nous faisons ici à ceux d'Oufkir... Comment Dieu nous pardonnera-t-il un jour... Je ne supporte plus de voir une femme et des enfants

dans un tel état. S'il faut les tuer ici, je ne veux pas y assister...

Borro le remet en place :

— Un bon conseil, si tu veux revoir tes enfants, ne fais pas le malin... Tu n'es pas le seul à te poser ces questions. Mais nous n'avons pas le choix, il vaut mieux que ta conscience te torture, plutôt que ce soit le colonel Ben Aich qui le fasse... De toute façon les enfants d'Oufkir sont morts. Le roi s'est juré d'exterminer la descendance du général ; il ne veut pas qu'il en reste la moindre trace, la plus petite odeur !

Borro et ses adjoints pénètrent dans mon cachot. Le commandant braque sa torche sur moi. Il se penche sur mes pieds pour me pincer la chair avec sa clé. Mon corps se tend sous la douleur. Borro s'écrie :

— Dieu est grand ! Dieu est grand !

En ouvrant les yeux, je distingue un des gardiens qui cache subrepticement un petit verre de lait et un gros bout de coton. Tout au long de mon coma, mes geôliers m'ont humecté les lèvres d'un peu de lait chaud. Maintenant que je reviens à moi, ils ne veulent pas que je le sache. Borro avant de ressortir, se laisse aller à me dire :

— Dieu est grand, si tu es toujours de ce monde c'est que tout est possible, tout peut arriver...

Nos gardiens m'installent sur ma paille, me remplissent mon bidon d'eau et s'en vont. À l'aube je trouve un peu de force pour gratter faiblement au mur de mes voisines. Les malheureuses courent en larmes avertir le reste de la famille. Même si elle ne marchait plus je suis effondré d'avoir perdu la radio. Vu notre décision d'en finir tous, je l'ai laissée hors de la dalle, uniquement pour faire enrager Borro et lui prouver à titre posthume que nous avons quand même réussi à berner son intransigeante vigilance.

Pendant les quinze jours qui suivent, nous maintenons un profil bas. Rabat redouble de dureté et d'arrogance. Nos bourreaux considèrent notre défaite totale. Ils sont persuadés que, désormais, nous sommes définitivement matés, brisés, réduits à nous soumettre à leur bon vouloir et à leur tyrannie. Revenir d'aussi loin que je suis revenu m'a insufflé une conviction ferme et définitive : « Si le sort a décidé de me garder en vie, c'est que je suis voué à me battre encore et plus que jamais pour vivre ! C'est que la route n'est pas finie et qu'il me reste encore des choses à réaliser ! »

Nous sommes maintenant au mois de février 1987. Je suis enfin parvenu à convaincre ma mère et mes sœurs de la possibilité d'une évasion. Ce projet de tunnel que je caresse depuis des années, n'est devenu possible que par la condamnation du petit grenier dans la cellule de ma mère. Depuis qu'en 1977 nous sommes arrivés dans ce mouroir, je n'ai cessé d'engranger les observations indispensables à une telle entreprise. Je connais les horaires de changement de la garde, les angles morts des miradors, la topographie du camp que j'ai mémorisée lorsque nous y sommes entrés. Mais jusque-là toutes les conditions pour la mise en œuvre d'un tel projet n'ont jamais été réunies.

Bien qu'ils ne puissent pas ouvertement l'exprimer, nos geôliers nous ont souvent témoigné, en silence, leur considération pour notre résistance désespérée mais farouche. Quelques-uns d'entre eux se sont même risqués à nous souffler, lorsqu'ils en eurent l'opportunité, leurs encouragements sincères. Ils ont cru un court moment qu'Has-san II n'irait pas jusqu'à désirer notre mort. Maintenant qu'ils sont comme nous convaincus du contraire, ils sont effrayés par un tel acharnement. Plus que jamais une idée

les hante : « Si le roi réserve à ses “invités” un tel sort, qu'advierait-il du premier d'entre nous qui les aiderait par compassion ? » La spirale cauchemardesque des derniers mois a déstabilisé nos gardiens. Ils ne croient plus en ce qu'ils font. Le doute s'est insinué en eux. Serait-ce un accès de conscience ? Ou s'inquiètent-ils pour leur sort ? En tous les cas, ils ont compris que, quelle que soit l'issue, ils en seraient autant victimes que nous. Si nous mourons ici, il est peu probable qu'on laisse vivants ceux qui ont assisté à notre extermination. Borro et ses adjoints sont conscients que nous sommes désormais à bord de la même galère. Quel que soit le masque auquel les oblige leur fonction, nos geôliers laissent parfois transparaître leur écœurement devant une situation aussi lamentable. Mais la terreur que leur inspirent Moulay Hafid et Ben Aich, et l'effroi dans lequel les plonge le simple nom d'Hassan II, les rappellent toujours à l'ordre !

Les dernières semaines que nous avons traversées me font m'interroger encore et encore sur les raisons complexes qui nous ont conduits au cœur des enfers. Le besoin de savoir pourquoi nous souffrons me pousse dans mes souvenirs pour reconstituer minutieusement le déroulement et la chronologie des événements qui nous ont valu un si terrible sort.

Chapitre XV

1971-1972 : années de tous les dangers

La fin 1971 marque un tournant décisif. L'onde de choc du coup d'Etat de Skhirat est loin d'être finie et le calme précaire d'une situation rétablie, trompeur. Si le discours officiel se veut rassurant, dans les coulisses du Makhzen, le malaise est exacerbé. Entre Hassan II et Oufkir le jeu de masques se poursuit. Tel un vieux couple qui depuis longtemps déjà ne s'aime plus et que seules les conventions forcent encore à cohabiter, ils tentent pitoyablement de sauver les apparences. À défaut de se séparer, ils se supportent. Derrière le protocole d'usage et les contraintes politiques, leur bras de fer larvé se poursuit. Un jeu cynique qui alterne faveurs et bouderies, attentions et menaces.

Moins d'un mois après la tuerie de Skhirat, Hassan II nous rend une visite impromptue. Il arrive à notre domicile, seul, au volant d'une voiture banalisée. Il s'entretient très gentiment avec mon père, ma mère, Malika et moi. Debout dans le vestibule, il s'enquiert avec attention de chacun de nous. À travers l'intérêt qu'il nous porte, il veut nous signifier son affection. Le roi nous interroge sur nos études, se préoccupe du devenir matrimonial de Malika et s'inquiète à nouveau de mes excès de vitesse en moto. Il

incite mon père à prendre soin de lui-même. Ces mondanités achevées. Hassan II invite Oufkir à le suivre dans le salon :

— Viens, nous devons parler...

Le souverain est venu dire à son ministre que des bruits évoquent sa complicité avec les putschistes. Ce à quoi mon père réplique :

— Si Votre Majesté en a le moindre doute, le plus infime soupçon, alors Sire, un sage conseil : tuez-moi... tuez-moi au plus vite !

Hassan II joue les offensés :

— Comment ! Moi, Oufkir... Moi. douter de ta loyauté ! Jamais, même si on m'en mettait les preuves sous les yeux !

Avant de le quitter, le roi l'encense, lui réitère son estime, sa confiance et ses sentiments envers lui et sa famille. Le jeu de dupes continue.

La nomination d'Oufkir au poste de ministre de la Défense et de major général des Forces armées, si elle traduit en apparence un signe de confiance du roi, participe en réalité d'une stratégie bien plus complexe. L'urgence étant de reprendre l'armée en main, les nouvelles attributions de mon père vont dans ce sens. Hassan II n'en ignore toutefois pas les inconvénients, pour ne pas dire les dangers : Oufkir retrouve sa vocation mais à celle-ci s'ajoute désormais l'expérience politique. Au contact de son univers originel, il pourrait trouver un « champ de culture » à ses critiques, l'amplificateur capable de transformer ses réticences à cautionner davantage les abus du régime en révolte concrète. Le souverain n'a cependant pas le choix. Son année a perdu neuf de ses quinze généraux et si on ne lui redonne pas confiance, elle risque de vouloir prendre sa revanche. Le risque est donc calculé. Hassan II donne certes à Oufkir une année, mais affaiblie, profondément choquée et des-

tabilisée, une armée dont il prend la précaution de confisquer l'armement puisque, désormais, tous les dépôts de munitions des FAR sont placés sous le contrôle des gouverneurs des provinces, c'est-à-dire sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur. Ce « parrainage » des militaires par des policiers est perçu par Oufkir et l'année comme une humiliation de plus. Cette mesure, le roi ne la considère pourtant pas suffisante pour neutraliser définitivement les militaires et un Oufkir de jour en jour plus populaire auprès des jeunes officiers. Il projette dans le plus grand secret de faire appel à la France pour qu'elle détache des officiers capables de coopérer à l'encadrement de l'état-major général à Rabat.

À ce sujet, les journalistes Jean-Pierre Joulain et Josette Allia écriront dans les colonnes du *Nouvel Observateur* du 21 août 1972, soit cinq jours après le nouveau putsch : « Mais cette fois-ci le roi était sur ses gardes. A tel point que le problème de sa sécurité avait été l'objet essentiel de son voyage en France. Pendant son séjour à Paris le roi avait tenté d'étendre à son armée cette étrange assistance technique. Il avait demandé que des "conseillers militaires" français s'installent aux postes clés de son état-major et de ses unités, en principe pour restructurer et réorganiser l'armée, en réalité pour empêcher tout regroupement putschiste. L'Élysée avait tardé à répondre : l'opération prenait un peu trop d'ampleur. Malgré les sollicitations de la Défense nationale, soucieuse de reprendre pied dans une année marocaine que les exécutions de Skhirat avaient privé de ses généraux "pro-français", on restait prudent à Paris. Après vingt jours d'attente, le roi s'était finalement décidé à rentrer >>>. Les deux journalistes ajoutent : « Bien plus : le général Oufkir, hier adversaire acharné de l'UNFP, se montre ouvertement partisan de son retour au pouvoir, en compagnie de l'Istiqlal. Certains

leaders des deux partis avouent aujourd'hui "qu'ils n'étaient pas insensibles aux dernières prises de position du ministre de la Défense" et ils ajoutent : "Il avait réussi récemment à se façonner un certain visage et nous avons de bonnes raisons de penser qu'il ne nous était pas hostile" ».

Donc, après Skhirat, Hassan II souhaite revenir à un mini-protectorat sur ses troupes. Les amis d'Oufkir dans l'Hexagone vont en avertir le général. Ce qui, entre autres, va précipiter la préparation du second coup d'Etat. J'ai ainsi entendu mon père chez Driss Ben Omar entrer dans une colère noire :

— Dis-moi que je rêve, Driss ! Le roi veut mettre l'armée sous le commandement d'officiers étrangers ! Je jure sur mon honneur que moi vivant, cela ne se fera pas !

Oufkir sait que derrière la confiance qu'affiche officiellement le souverain, celui-ci prépare sa neutralisation complète et définitive, vraisemblable prélude à son élimination physique. Après avoir utilisé son fidèle serviteur pour asseoir des services de sécurité performants, le roi a habilement manœuvré afin de le déposséder petit à petit de leur contrôle, tout en lui conservant le statut d'épouvantail, de « bourreau en chef » et de « vizir cruel ». Depuis l'affaire Ben Barka, le roi a récupéré Dlimi, l'ex-adjoint d'Oufkir, qu'il a habilement retourné, le propulsant dès 1970 au grade de colonel et le nommant à la tête de **b** direction générale de **b** Sûreté nationale. Dlimi a pour rôle et mission de surveiller Oufkir, de l'affaiblir par tous les moyens et d'annihiler toute réelle influence du général dans les rouages de l'État. Hassan II veut, à peu de chose près, répéter le même schéma. Une fois qu'Oufkir aura récupéré **b** confiance de l'année, il faudra d'une façon ou d'une autre l'en déloger. Si la France accepte **b** proposition que lui fait le roi de coiffer le haut commandement, il en aura fini avec son ministre de **b** Défense. Comme il faudra trou-

ver à Oufkir un remplaçant dans le rôle de paratonnerre, un autre fusible pour encaisser les courts-circuits entre le palais et ses opposants, Dlimi semble tout désigné.

Les conséquences de la tuerie de Skhirat, au-delà de leurs répercussions politiques, provoquent chez mon père des bouleversements évidents. Chaque jour, je peux les constater. Oufkir est envahi par la nostalgie grandissante de son passé. Il évoque en toute occasion ses souvenirs dans l'armée française, ne cesse de se remémorer ce qu'il a partagé avec ses frères d'armes. Lorsqu'il parle du général Bougrine, du général Habibi, du colonel Chellouati, ses yeux s'embuent. Chaque fois qu'il évoque ses camarades sommairement exécutés, il sombre dans une tristesse et une mélancolie invalidantes. Je sens en lui un homme amer, désabusé, fatigué de vivre. Un soir chez son ami Driss Ben Omar, ancien de la division Leclerc, il dit même :

— Mon seul vrai regret, c'est de ne pas être mort au bon moment... Qu'est-ce que j'aurais donné pour mourir en Italie ou en Indochine, dans l'honneur et les armes à la main. J'aurais dû crever là-bas plutôt que de me salir avec les politiciens... Ce que je vis aujourd'hui est pire que toutes les morts !

L'ambiance au sein de notre propre maison a profondément changé. Les militaires ont investi les lieux. C'est un ballet incessant d'officiers supérieurs et subalternes. Mon père puise un réconfort au contact de ses premières amours, de son milieu naturel qu'il n'aurait jamais dû quitter, de cette armée pratiquement née de ses mains. Il retrouve ses réflexes de soldat, une rigueur de vie et un entourage plus conformes à ses habitudes. Il multiplie ses tournées jusque dans les casernes les plus reculées du royaume. Il tient de plus en plus à ce que je l'accompagne, et ne cesse de me faire l'apologie de l'armée pour m'inciter à en faire mon

métier. D'ailleurs il envisage de m'inscrire au prytanée militaire et me signifie que je n'en sortirai qu'une fois mon bac en poche :

— Après, libre à toi de choisir la carrière militaire ou le civil, me dit-il.

Pour la première fois, mon père a un officier d'ordonnance à demeure, un capitaine de gendarmerie du nom de Tibari. Du coup nous vivons dans un protocole astreignant qui choque nos habitudes de convivialité. La sécurité autour de nous est renforcée. Le capitaine va même jusqu'à m'accompagner armé dans mes déplacements. Mais ce qui est encore plus insolite, c'est que je me retrouve flanqué d'un précepteur, un jeune lieutenant de la BLS. Mon père, avant de me le présenter, prépare le terrain. Il devine que la désignation d'un éducateur officiel me paraît ridicule, à la limite indécente, n'étant ni prince ni héritier de quoi que ce soit. Outkir me présente le lieutenant Ahmed Rami en me racontant brièvement leur rencontre :

— C'est le jeune officier qui m'a pris sur son char. Il commandait le détachement de blindés que j'ai croisé en sortant de Skhirat. J'aimerais bien que tu t'en fasses un ami, c'est un garçon droit et cultivé... Il a beaucoup de choses à t'apprendre... Il sera dorénavant ton professeur d'arabe classique.

Rami, un petit homme menu, a des idées révolutionnaires. Fanatique du panarabisme, avec Nasser pour idole, il lit beaucoup, est très affable et effacé. Nous apprenons à nous connaître et devenons même amis. Il me laisse volontiers le volant de sa voiture. Nous nous charrions, faisons des virées ensemble et discutons beaucoup. J'apprends à l'apprécier. Nous débattons souvent de la situation politique. Le lieutenant ne cache pas du tout ses opinions : il me raconte par le menu sa rencontre avec mon père, et comment sur le moment il a pensé l'abattre.

— Je me faisais une telle idée du général, que lorsqu'il était sur mon char, j'ai d'abord songé à le tuer. Puis son courage, son sang-froid ont forcé mon respect. Durant les jours qui ont suivi le coup d'Etat, je l'ai observé, écouté, et j'ai été surpris par ses commentaires sans complaisance sur la situation du pays et la déliquescence de l'État. J'ai constaté comment il s'est démené pour que les putschistes soient bien traités. Comment il a été choqué, atteint, par l'exécution sommaire de ses camarades. J'ai réalisé combien la rumeur l'accablait du contraire... J'en ai raisonnablement conclu que si la falsification de choses auxquelles j'ai personnellement assisté était possible, tout ce qui se disait sur le général était à prendre avec circonspection. Beaucoup d'accusations n'avaient jamais été rigoureusement vérifiées.

Et de me lâcher cette phrase sibylline :

— L'essentiel, pour nous, les jeunes officiers, c'est qu'il soit resté intègre. Qu'il ne se soit pas enrichi et qu'il partage la révolte de ceux qui s'offusquent d'un état mafieux ! Crois-moi, ce n'est pas pour te plaire que je te dis cela, mais le général est la seule personne qui puisse encore sauver ce pays...

Ces paroles de Rami me préoccupent plus qu'elles ne me flattent. Bien que j'aie eu jusque-là une idée positive du lieutenant, le respect que j'éprouve pour mon père ne dépend pas de l'éloge qu'il m'en livre, mais de l'opinion personnelle que je m'en suis faite, preuves à l'appui. Mon entente avec ce jeune officier se poursuit jusqu'au moment où je comprends que, sur de nombreux points, nous ne pouvons nous entendre. Il me dit en effet : « Hitler aurait du terminer son œuvre. » À dater de cette période, je le perçois avec un autre œil, comprenant à quel genre de personnage j'ai à faire. Rami se targue de responsabilités auprès d'Oufkir, s'octroyant le titre d'aide de camp du général. J'en avertis mon père en lui demandant naïvement si les

activités avancées par mon précepteur sont vraies. Il me répond :

— Laisse-le rêver, ça n'a jamais fait de mal à personne. Du moment qu'il remplit parfaitement ce à quoi il est destiné...

Ce qui n'empêche pas aujourd'hui encore Ahmed Rami de s'attribuer une responsabilité importante dans le coup d'État du 16 août 1972 et de se présenter comme l'ex-aide de camp d'Oufkir.

Depuis le putsch de Skhirat, mon père est devenu encore plus intransigeant sur la probité de son entourage. Tout luxe indécent l'horripile et il ne cache plus son rejet du système. Chacune de ses réflexions épingle durement la société du pouvoir et il ne rate aucune occasion de tempêter contre la corruption, les passe-droits et l'enrichissement scandaleux de la classe dirigeante.

Assis autour d'un thé avec quelques ministres, mon père prend un jour tout le monde de court par une réaction qui, moi-même, me surprend. A ces messieurs qui demandent des sucrettes, il rétorque :

— Mais où vous croyez-vous ? Vous n'avez donc rien compris ! Ce pays est gravement malade, au bord de l'explosion, et tout ce que vous trouvez à faire c'est de continuer vos comportements indécents et provocateurs ! Allez faire un tour dans le vrai Maroc ! Pas celui des villes impériales où vous accompagnez le roi, sans sortir de vos villas et de vos hôtels, mais celui des campagnes !... Les gens ont faim, manquent de tout et vous vous engraissez en prenant soin de mettre de la saccharine dans votre thé !

Les présents ne pipent mot, mais n'en pensent pas moins qu'Oufkir est devenu fou d'afficher sans ambages son mépris et de défier dangereusement le roi. Le même soir, le

général Driss s'entretient seul et longuement avec lui. En les servant, j'entends son ami lui dire :

— Oufkir, mais qu'est-ce qui t'arrive ? Tu as perdu la tête ! Tous ceux à qui tu parles rapportent tes propos au roi. Ce que tu fais est un véritable suicide ! Si tu continues ainsi tu es un homme mort !

— Peut-être, répond mon père, mais avant, je ferai ce que j'ai à faire.

Signe après signe, je ne peux plus ignorer les dangers de cette année fatidique. Malgré les avertissements de ses amis, le ministre persiste dans son attitude.

Les incidents se multiplient d'ailleurs entre le roi, son entourage et un Oufkir plus intransigeant que jamais. Il s'en prend même à nous. Pour la première fois il reproche à ma mère les dépenses superflues. Il est toutefois fier de me voir lui présenter mes amis de football, tous issus de milieux défavorisés, qu'il reçoit en présence de ministres et auxquels il consacre une attention particulière. Il mobilise un des Mystère 20 royaux pour envoyer d'urgence en France le fils d'un jardinier. Et lorsqu'on lui répond que l'avion est déjà réservé pour emmener cinq concubines du roi en cure d'amaigrissement en Italie, il hurle au téléphone :

— Je m'en fous ! Il y va de la vie d'un enfant de H ans ! C'est un ordre ! Quant au palais, je m'en occupe !

De son côté, Hassan II supporte ce qu'il considère comme des agressions contre son autorité. Il continue de caresser Oufkir dans le sens du poil... Tout en pensant que son « fidèle serviteur » est irrécupérable.

Après des années de loyaux services, mon père se sépare de Bouchaïb, fidèle chauffeur et dévoué garde du corps, quand il apprend que ce dernier s'est acheté une Mercedes d'occasion et une boulangerie. Alors que rien ne laisse

supposer la moindre mauvaise manière, il le convoque sur-le-champ et lui dit :

— Bouchaïb, j'ai appris que tu fais des affaires, mais tu dois faire un choix. Tu ne peux pas t'embourgeoiser et travailler à mon service. Il est peut-être légitime que tu assures l'avenir de tes enfants, mais je regrette, tu dois partir. Ma maison te reste ouverte et ma reconnaissance pour toi ne changera pas, mais tu dois comprendre que le contexte et les événements passés et à venir ne me laissent pas d'autre option que de me séparer de toi...

Bouchaïb, la mort dans l'âme, tente de dissuader mon père :

— Mon général, je ne pensais pas à mal... Ce n'est pas un problème, je suis prêt à me débarrasser de ma voiture et de ma boulangerie si cela peut vous faire changer d'avis. Mais par les temps qui courent vous allez plus que jamais avoir besoin de gens comme moi ; vous savez que je suis prêt à donner ma vie pour vous.

Une diatribe sans succès. Bien que touché, Oufkir conclut :

— Je sais, je sais Bouchaïb, je n'en ai jamais douté. Mais comme tu dis, les temps sont pourris... Et c'est peut-être mieux pour toi... C'est certainement mieux ainsi. Prends bien soin de toi et de ta famille. Tu peux compter sur mon affection et mon amitié.

Même André Guelfi fait les frais de cette intransigeance, alors que c'est l'un des meilleurs amis d'Oufkir puisqu'il l'a connu lorsque celui-ci était aide de camp de Mohamed V. Né au Maroc, ayant fait fortune à Agadir avant de tout perdre lorsque la ville fut dramatiquement rasée par un tremblement de terre en 1960. Il s'est installé en Mauritanie et a rebâti sa richesse dans la pêche, en ayant le premier l'idée de congeler le poisson sur les navires même. D'où son surnom de « Dédé la sardine ». Après l'indépendance

de la Mauritanie qui lui fait à nouveau tout perdre, Dédé, véritable battant, repart à zéro et devient à nouveau milliardaire dans les années 1970. Grand intermédiaire international, il touche de très grosses commissions. Même si mon père et Guelfi ont toujours entretenu une relation sans ambiguïté - jamais André ne s'est risqué à lui demander un quelconque service et réciproquement -, en ce début 1972 Dédé commet une bourde : il enfreint cette condition tacite en tentant d'obtenir son appui pour faire aboutir un marché d'avions de transport de troupes. Alors que Guelfi dit, sur le ton de la plaisanterie, qu'un constructeur canadien offre une commission de six millions de francs français, mon père réagit très mal. Ce qui fait dire de nos jours encore à André Guelfi :

— Je défie n'importe qui de venir me prouver qu'il a pu faire ne serait-ce qu'une seule affaire avec Oufkir ! Avec lui il était même impossible d'aborder des sujets pécuniaires... Il se foutait éperdument de l'argent !

Autour de mon père apparaissent de plus en plus de jeunes officiers étrangers à l'univers du palais. Ce qui fait chuchoter jusque dans l'antichambre du roi. « Oufkir change dangereusement, murmure-t-on. Il ne s'entoure plus que d'officiers progressistes... Il faut le stopper avant qu'il n'arrive à Hassan II ce qui est advenu au roi Farouk d'Égypte ! »

Devant ses collaborateurs du ministère de la Défense et de l'état-major, Oufkir ne se gêne plus pour exprimer son dégoût. Il compare la police à une mare trouble, un « mal nécessaire », et l'année à un torrent pur voué à expurger les souillures d'un autoritarisme qui a démontré ses limites. S'il assume le choix qu'il a fait après l'indépendance pour faire triompher la monarchie sur le socialisme révolutionnaire,

il n'en est pas moins amer. Il dit devant moi à un groupe d'officiers attablés pour le déjeuner :

— Malheureusement pour le Maroc, tous les risques et les sacrifices de l'armée pour imposer le trône n'ont servi qu'à protéger des voleurs et des usuriers... Aujourd'hui, les faits donnent raison à ceux que nous avons combattus. C'est nous qui avons été naïfs.

Si j'avais pu, sur le moment, saisir toute la portée de cette dernière phrase, je serais peut-être parvenu à pressentir les événements à venir. Ses condamnations sévères et répétées, en public comme en privé, suffirent cependant à me faire sentir une menace diffuse et imminente.

Un jour la découverte d'une correspondance sur le bureau de mon père vient accroître ma perplexité. Alors qu'il se douche et que je prépare ses affaires, je jette un coup d'œil furtif sur une lettre au tiers inachevée. Je reconnais son écriture. Oufkir a entamé une missive, sans la finir, au général Pierre-Georges Boyer de la Tour, dit « Moha ou la Tour » en référence à sa connaissance de la langue berbère et à son amour pour la culture amazigh. Cet homme, qui a épousé une Berbère du Moyen Atlas qui lui a donné un fils, puis une Française qui lui a donné six filles et un garçon, et enfin une troisième et dernière femme qui vit avec lui à Paris, a été l'ancien chef d'Outkir. Une sorte de parrain, de mentor. Dans le désarroi où l'a plongé l'exécution de ses camarades, mon père éprouve le besoin de s'épancher auprès de l'homme qui l'a formé, qu'il respecte et estime au plus haut point. La curiosité prenant le pas sur la pudeur, je plonge le regard sur ce feuillet au tiers noirci par mon père. La peur d'être surpris en flagrant délit d'indiscrétion me fait battre un record de rapidité. Les lignes parcourues me font découvrir un homme en proie à un profond dilemme qui fait appel à son maître et éducateur pour l'aider à le trancher. Mon père, dans cette missive,

dresse le bilan de la situation au Maroc, de ses rapports avec Hassan II, de sa déception et de son écœurement depuis Skhirat. Il ne sait plus s'il doit s'en tenir aux principes que des hommes comme Boyer de la Tour lui ont inculqués : « Devoir et loyauté ». Il est déchiré entre l'idée de rester fidèle au serment fait à Mohamed V de défendre et d'asseoir le trône durablement, et l'obligation de changement que lui dictent la déliquescence de l'Etat et la perte de crédit du roi. Il écrit à Boyer de la Tour : « Le pays est au bord de la catastrophe. On ne peut plus espérer du roi qu'il change. La corruption mine l'Etat, elle est partout jusqu'à l'intérieur du palais ! Le roi s'accommode de cette pourriture qui dévore le Maroc. Il pense qu'elle le sert, que c'est la meilleure façon de tenir son monde. L'absolutisme aveugle du roi risque à tout moment de favoriser un coup d'Etat de jeunes révolutionnaires ». Et d'ajouter une phrase terrible : « Me faire passer pour le bourreau de mes frères d'armes, c'est plus que je ne peux en supporter ! »

Quelques jours plus tard Oufkir reçoit un courrier. Un de ses hommes, parti à Paris remettre la missive au général Boyer de la Tour, revient avec une réponse. Mon père, assis au bord de son lit, décachette l'enveloppe beige et en tire une carte postale. Après l'avoir rapidement parcourue, il s'apprête à la relire. Je me penche sur son épaule et, curieusement, il me laisse découvrir le court mot de « Moha ou Latour » : « Mohamed, je t'ai lu. Jusqu'à plus ample conversation, n'oublie pas ce que je t'ai enseigné : servir avec fidélité. Je vais venir te voir au Maroc, je veux te dire adieu avant de mourir. »

Moins d'une semaine après, le général Boyer de la Tour vient dîner à la maison. Mon père le reçoit avec l'émotion et les honneurs qui lui sont dus. Le général est en chaise roulante et malgré son âge avancé, a fait le déplacement de Paris. Oufkir a transporté lui-même le fauteuil, pour lui

faire gravir les marches du perron. Jamais je ne l'ai vu se comporter ainsi, tel un élève devant son professeur. J'assiste à un dîner sympathique et émouvant. Que de souvenirs de gloire y sont évoqués ! Le colonel de la Lance, ancien instructeur de mon père lorsqu'il était encore à l'Académie militaire, accompagne Boyer de la Tour. Je harcèle les « anciens » pour tout savoir sur la jeunesse de mon père, et ses dix-sept années sous les drapeaux français. Après le dîner, le général Boyer de la Tour et Oufkir s'isolent et discutent longuement. Toujours à l'affût d'un éventuel propos qui pourrait amener de l'eau à mon moulin, je me contente des mots d'adieu que prononcent les deux hommes, les yeux humides. En l'aidant à monter en voiture, mon père dit à son mentor :

— Ah, mon général ça m'a fait un tel bien de vous revoir... Merci... Merci d'être venu, de m'avoir écouté... Maintenant tout est entre les mains de Dieu.

« Moha ou la Tour » embrasse une dernière fois son élève, et en gardant la main sur son épaule, lui dit avec la voix de Marion Brando dans *Le Parrain* :

— J'ai mieux compris. Il fallait absolument que l'on se voie. Cela a clarifié beaucoup de choses. Tu as ma bénédiction. Oufkir. Ton devoir vis-à-vis du Maroc prime. Adieu, Oufkir, et que Dieu te protège.

Il ne m'a pas été difficile de comprendre, au lendemain du H» août, que mon père avait voulu, avant de passer à l'action, soulager sa conscience. Il a cherché conseil auprès de ceux qui pouvaient le décharger du serment fait à Mohamed V. La levée des ultimes scrupules d'Oufkir est en fait grandement due à Boyer de la Tour et à certains membres de la famille royale. Il est évident pour tous qu'il ne s'agissait pas de détruire le trône, mais plutôt de le protéger contre lui-même !

Dans l'entourage du roi, les sarcasmes et les critiques d'Oufkir font l'objet de tous les commentaires et de toutes les inquiétudes. Hassan II, qui s'est toujours fié à ses bouffons pour prendre la température de la rue, est plus que jamais à l'écoute de ce qui se dit sur son ministre. Dans les cafés populaires, lui rapporte-t-on, on parle d'Oufkir différemment ; on reconnaît son intégrité : « C'est celui de nos ministres qui nous coûte le moins cher », « Il a été dur avec l'opposition, mais ce n'est pas un voleur », « Maintenant qu'il a pris l'année, il va lui redonner sa dignité et la place qu'elle mérite », « Il va pouvoir faire le ménage >>. Autant de propos qui préoccupent le souverain.

Il en prend acte et se prépare à toute éventualité. Les conseillers techniques qui encadrent le SSS sont relevés. Les « services spéciaux de Sa Majesté » se voient renforcés par l'arrivée de nouveaux spécialistes étrangers, leur chef se faisant appeler « colonel Martin » et son second, « major Wilson ». Si les Américains coopèrent au SSS, les Français sont aussi de la partie : Raymond Sassia, un commissaire de la police française qui, dans le passé, a fait partie des gardes du corps du général de Gaulle et fut le seul français à avoir gagné la médaille de tir du FBI - il est notamment à l'origine de la méthode de tir instinctif, aujourd'hui enseignée à toutes les sécurités rapprochées du monde - arrive au Maroc. A sa prise de fonction, il a offert à mon père son fameux trophée américain et m'a gentiment dédié les deux volumes illustrés de son livre sur les différentes techniques de tir rapide. L'ex-gorille du général a débarqué avec une équipe de Corses et de Belges. Villas, domestiques et voitures sont mis à leur disposition par le roi. Leurs salaires sont exorbitants, mais rien en comparaison des cadeaux qu'ils reçoivent à profusion. Officiellement, Sassia doit remanier de fond en comble la Sécurité royale, celle qui a failli pendant l'attaque de Skhirat. Comme elle a

jusqu'alors été essentiellement composée de Berbères et que Hassan II depuis le putsch entretient une rancune tenace contre les Imazighens¹, les nouvelles recrues seront sélectionnées en veillant bien à des origines diverses.

Dans sa colère, le monarque fait un amalgame injuste. Si la quasi-totalité des putschistes est berbère, c'est que, depuis le protectorat français et son mode de recrutement jusque dans les années 1970, l'armée marocaine est en très grande majorité berbère. Le coup d'Etat du 10 juillet n'avait aucune couleur politique, et encore moins de connotation ethnique ! En privé le roi ne cesse pourtant d'exprimer sa rancune, mais au lieu de dire : « Mais que me veut cette année ? », Hassan II s'écrie : « Mais que me veulent donc ces Berbères ? ». Le souverain ira plus loin dans sa vindicte en prohibant l'usage de la langue berbère dans son entourage et dans l'enceinte de ses palais. Il interdit ainsi à sa femme et à ses concubines de parler leur langue maternelle. Sous l'influence du général Moulay Hafid, il songe même à faire assassiner le leader berbère Mahjoubi Aherdane. Un commando devait attaquer son domicile, méfait qui aurait été d'avance attribué aux mutins se cachant encore un peu partout dans la capitale après Skhirat. Averti par mon père dont il est l'un des plus vieux amis, Aherdane, connu pour ne pas mâcher ses mots, alla voir le roi et discuta avec lui cartes sur table :

— Sire, les Berbères ont fait la monarchie, ils l'ont toujours défendue, ont sacrifié leur vie pour la protéger de ses ennemis. Tout ce à quoi ils prétendent, c'est empêcher ceux qui en profitent de nuire au trône par leurs actes inavouables. ..

1. Imazighen. vraie dénomination des Berbères, veut dire : « les hommes libres. << Pour le confort du lecteur, j'ai choisi dans ce livre l'utilisation du terme le plus connu.

En septembre 1971, mon père effectue un voyage de quarante-huit heures à Tanger et m'emmène avec lui.

Au cours de ce séjour, je fais la connaissance du lieutenant-colonel Amokrane qui nous accompagne. Kifain de Chechaouen âgé de 36 ans, il a fait ses classes à l'Académie militaire de Tolède, puis sa formation de pilote de chasse aux Etats-Unis où il a même effectué des stages sur les porte-avions de l'US Navy. Sa femme est allemande, il parle le berbère, l'arabe, le français, l'anglais, et la langue de Goethe. Amokrane, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air, commande la base aérienne de Kenitra. Cet homme d'une droiture exemplaire bénéficie d'une excellente réputation parmi ses pairs.

Mon père me présente au colonel en ces termes :

— Voici Raouf, mon fils. Il rêve de devenir pilote de chasse. J'espère, Amokrane, que tu sauras le convaincre que sans faire un effort en maths, cela restera un vœu pieux...

Tandis que mon père engage la conversation avec son hôte Abdessalam Guessous - son ami et principal contact avec Allai El Fassi et l'Istiqlal, tout comme Abdelkader Ben Barka est le protégé et l'un des contacts d'Oufkir avec l'UNFP et Abderrahim Bouabid -, le lieutenant-colonel et moi discutons avec passion de son métier d'aviateur. Il m'offre même sa montre de vol. Je le reverrai dès lors de plus en plus fréquemment à la maison tout en étant évidemment loin de me douter que c'est à lui qu'allait être confiée l'exécution d'un second coup d'Etat !

De retour à Rabat, je constate chaque jour qu'un étau invisible se resserre sur mon père. Entre lui et Hassan II, le *statu quo* explosif n'empêche pas la paranoïa sécuritaire. Mon père n'a jamais craint pour sa vie mais se préoccupe de notre sécurité. Je me vois ainsi refuser sans raison suffisante une sortie de week-end en moto. Malgré mes efforts

pour le convaincre, il s'obstine à me dire non. Alors j'explose, comme le peut un adolescent frustré des plaisirs de son âge, et déverse avec véhémence ma révolte. Je lui demande d'un ton vif pourquoi je n'ai pas le droit de mener une existence normale ? Pourquoi je ne peux faire comme tous mes copains ? D'abord impassible, mon père devient triste, semblant accablé par ce que je lui dis. Il se lève lentement de son lit, va vers son bureau, en tire une enveloppe et me fait asseoir à ses côtés :

— Depuis quelques mois je t'ai rapproché de moi. Parce que je considérais que c'était nécessaire à ta compréhension de certaines réalités. Si je t'ai laissé écouter, voir des choses à mes côtés, c'était dans ce but. J'ai longtemps hésité à être le responsable de ton mûrissement prématuré. J'avais peur qu'un jour tu ne me reproches d'avoir volé ton enfance. Mais si je l'ai fait, c'est parce que les événements m'y ont pressé, et que j'ai réalisé que, de toutes les façons, je ne pouvais pas vous protéger des conséquences de ma vie. Alors tant qu'à faire, je vais être franc avec toi. Je ne vais pas mourir dans mon lit, et je ne le souhaite pas, que Dieu m'en garde ! La seule prière que je fris au ciel, c'est de mourir en soldat et par les balles.

Alors que je m'offusque de ces mauvais présages, mon père pose sa main sur mon épaule et me fait taire du regard :

— Ecoute bien ce que je vais te dire. Skhirat a tout changé, et va tout changer... L'avenir ne nous apporte que des choses graves. J'ai besoin de ta compréhension ; si je te prive de sortie, ce n'est pas pour le plaisir, c'est par peur pour toi. Je ne crains pas la mort, ce que je crains le plus c'est le déshonneur des lâches. Mais si on touchait un cheveu de l'un de vous, on me tuerait mille fois !

Sur ce, mon père me tend la petite enveloppe blanche où je découvre un petit mot composé de lettres découpées dans un journal :

— Salaud ! Tu as tué tes frères, on va se venger sur ton fils!

Je me résigne et fais contre mauvaise fortune bon cœur, tout en n'omettant pas de tirer honteusement, je l'avoue, profit de la situation. Je dis à mon père en conclusion de notre conversation :

— Je préfère que tu m'expliques comme tu l'as fait, plutôt qu'un refus sans raison. Maintenant je comprends. Mais puisque je suis menacé, j'ai le droit d'apprendre à me défendre.

Et j'obtiens enfin l'autorisation d'aller prendre des cours de tirs au centre Delta, le champ d'exercice de la sécurité rapprochée du roi. Seule restriction paternelle : Moulay Ali et Larbi doivent m'encadrer et nous n'irons au centre que lorsqu'il sera désert.

Fin décembre, j'accompagne mon père à l'hôpital militaire de Rabat pour rendre visite au lieutenant-colonel Amokrane sous dialyse. Le colonel souffre d'une grave maladie du rein. Oufkir lui dit :

— Je vais t'envoyer en France pour te faire soigner. Un Mystère 20 t'emmènera à Paris. Retape-toi et viens me voir, dès que tu seras rentré.

1971 s'achève. Dans la société du pouvoir, on a déjà oublié le drame de Skhirat. On prépare les fêtes de fin d'année, à grands frais et sans pudeur. Mon père invoque une maladie diplomatique pour ne pas assister à la traditionnelle soirée de la Saint-Sylvestre qu'organise le roi. Plus morose que jamais, il n'a pas de mots assez durs pour exprimer son écœurement. Dans l'intimité, il apparaît de plus en plus mélancolique. En découvrant par hasard sur son bureau un vieux portefeuille écaillé, je l'interroge sur sa provenance.

— C'est un portefeuille que j'avais en Indochine, un cadeau du capitaine de Vathère.

Ils ont servi ensemble dans le sud-est asiatique. Vathère, trompe-la-mort, grand seigneur, guerrier au sens le plus noble du terme, était de ces hommes qui vivent seulement de courage et d'honneur, et ne meurent qu'avec panache et désinvolture. C'est au contact de cette race d'officiers qu'Oufkir avait fait ses classes et forgé son armure de soldat. Quand Vathère tomba en Indochine dans une embuscade, Oufkir pleura comme un enfant, errant pendant des jours en pleines lignes ennemies, au cœur de la brousse, avec deux de ses plus fidèles tirailleurs pour retrouver le corps de son chef et ami.

Voulant en savoir plus, je lui demande l'autorisation de jeter un coup d'œil sur la petite pochette de vieux cuir. En l'ouvrant je lis une devise ciselée dans un macaron de cuivre : « Gloire de combattre, honneur de servir », et découvre les photos du général Bougrine, du général Habibi et du colonel Chellouati. Je lui demande pourquoi il les porte sur lui.

— Je me sens moins seul..., me répond-il.

Indice après indice, j'en viens à me dire que la bombe de Skhirat n'a pas encore fini d'exploser.

Après les fetes, j'accompagne le prince Moulay Abdallah au palais de Dar Es Salam, à Rabat. Le frère du roi veut aller saluer Sa Majesté avant de quitter Rabat pour Moha-media, voisine de quelques dizaines de kilomètres de la capitale. Nous tombons en plein déjeuner royal. Dans le splendide parc en bordure d'un étang ombragé, sous une haute tente blanche. Hassan II en est au café. Le roi a convié Reda Guedira, Driss Slaoui, l'un de ses boutions favoris, le fquih El Khandoussi, et l'inévitable Moulay Hafid. Le prince et moi saluons Sa Majesté et l'assistance. Nous espérons repartir tout de suite mais le roi nous retient. Hassan II, de bonne humeur, échange des anecdotes ⁴

avec ses amis et collaborateurs. Je me tiens debout à deux mètres de la banquette qu'il occupe. Moulay Abdallah s'est joint à la conversation. À un moment, le roi se tourne vers moi, me sermonne sur la longueur de mes cheveux, m'interroge sur mes études puis me lance :

— Ne pars pas avant de voir ton père, il ne va pas tarder à arriver. Je lui ai demandé de me rejoindre.

Au même instant, Oufkir apparaît au bout de l'allée. Dans la tradition marocaine, si quelqu'un surgit quand on l'évoque, cela signifie que cette personne aura une longue vie. Lorsque mon père s'approche, le roi lui lance :

— Tu as longue vie Oufkir ! J'étais tout juste en train de parler de toi !

— S'il plaît à Votre Majesté, rétorque le ministre, réponse qui semble plus narquoise que respectueuse.

Le souverain, qui n'a jamais manqué de repartie, renvoie la balle à son avantage :

— Je n'ai jamais douté que tu sois prêt à mourir pour moi, Oulkir !

La conversation se poursuit sur le même ton, mi-enjoué, mi-acerbe. Le bouffon raconte une blague. Tout le monde s'esclaffe. Le roi demande à son humoriste de lui raconter la dernière histoire populaire qui se dit sur Oufkir. Le bouffon crie ses grands dieux qu'il accepterait d'endurer le pire courroux de Sa Majesté plutôt que de se risquer à vexer le général. Le roi rit de bon coeur, aimant montrer à mon père la terreur que ce dernier inspire, en opposition à l'amour respectueux que Sa Majesté suscite. Hassan II décide de conter lui-même à son ministre de la Défense l'anecdote.

— Tu ne connais pas la dernière, Oufkir ? demande-t-il. On raconte qu'après la découverte d'une momie dans le royaume, moi, le roi du Maroc, j'en appelle aux meilleurs spécialistes mondiaux pour qu'ils me disent d'où

vient cette momie. Au bout de six mois de recherches effrénées, les spécialistes me déclarent : « Désolés Majesté, mais nous ne sommes pas arrivés à déterminer l'origine ou la provenance de cette momie... » Alors je leur réponds : « Donnez-la à Oufkir, elle lui dira d'où elle vient ! >>

L'assemblée éclate de rire quand mon père enchaîne :

— Mais, Sire, ce n'est pas la dernière blague à la mode, c'est l'avant-dernière qu'on vous a rapportée... Si Votre Majesté me permet...

— Bien suur, bien suur, Oufkir, à condition qu'elle soit aussi bonne que la mienne ! répond le roi en riant.

— Voilà Sire, l'anecdote raconte qu'après une longue et heureuse vie et lorsque Dieu en décida. Votre Majesté - que Dieu lui prête longue vie - se retrouve au ciel dans une sorte de purgatoire réservé aux chefs d'Etat. Là, Votre Majesté rencontre beaucoup de ses homologues arabes et africains. Un ange arrive. Il somme tous les rois et les présidents de le suivre. Arrivé devant un gigantesque fleuve de merde, il leur intime l'ordre de le traverser à la file indienne et les prévient qu'une fois sur l'autre berge, l'archange Gabriel jugera le degré de contamination de chacun avant de l'orienter vers l'enfer ou le paradis. Les illustres personnages s'exécutent. Une fois le fleuve franchi, les chefs d'Etats sont tous englués d'excrément de la tête aux pieds, seule Votre Majesté n'a de souillures que jusqu'aux genoux... Aussi vos homologues vous interrogent-ils, stupéfaits : « Mais comment as-tu fait pour n'avoir de la merde que jusqu'aux genoux ? >> « J'étais sur les épaules d'Ouf- kir ! >>, leur lance Votre Majesté.

Silence dans l'assistance. Tout le monde attend que le roi rie avant d'en faire autant. Hassan II se montre bon joueur et fait mine d'apprécier la plaisanterie.

Avant que nous quittions le palais de Dar Es Salam, le roi cherche à faire plaisir à mon père. Sachant l'obstination

d'Oufkir à refuser les présents de valeur. Hassan II trouve un cadeau original. Il lui offre un lionceau. Mon père le remercie et lui dit avant de le quitter qu'il baptisera le petit félin... « Skhirat ». Hassan II serre les dents, rit jaune, ne se méprend pas sur le message, mais continue d'un ton enjoué :

— Pourquoi ce nom, Oufkir ?

— D'abord parce que Votre Majesté en a baptisé sa demeure préférée, et ensuite pour que chacun de vos ministres qui me visite n'oublie pas le drame du 10 juillet.

Ces « plaisanteries » acides achevées, mon père et le roi se disent au revoir.

Une nouvelle année commence et je m'efforce de croire naïvement qu'elle sera de bon augure et effacera tous ces mauvais présages. Mais hélas, rien autour de moi ne vient démentir mes premières impressions. Au contraire, l'atmosphère dans le cercle du pouvoir et autour de mon père se fait de plus en plus pesante.

En janvier 1972, ma mère voyage en France pour installer Malika à Paris. Ma sœur doit y être scolarisée pour passer son bac. Le roi, dans un premier temps, tente de s'y opposer, prétextant des raisons de sécurité. Depuis l'affaire Ben Barka, Hassan II aime à faire croire à Oufkir que son nom est indésirable partout.

Mais cette fois, mon père réagit. Il passe outre et rassure le roi :

— Ne vous en faites pas, Sire, des amis à moi se sont portés garants de sa sécurité...

Des propos qui éveillent chez le souverain une inquiétude plus politique que personnelle. Le moindre signe de réhabilitation d'Oufkir en France signifierait pour lui un danger imminent, toute sa stratégie s'étant fondée sur la diabolisation du ministre et son isolement sur la scène

nationale et internationale. Le roi avale la couleuvre et laisse Malika, accompagnée de ma mère, partir pour Paris. Nous restons, mon père et moi, seuls. Nos liens se renforcent depuis qu'il a bien voulu m'honorer de sa confiance. Cela me flatte, mais le véritable bénéfice que j'en tire, c'est une autodiscipline et des efforts pour toujours la mériter.

Au début de cette année 1972, j'obtiens une preuve supplémentaire de cette confiance. Un soir, mon père me demande de donner congé à tout le personnel, à l'exception de Moulay Ali et de Larbi, et de me tenir prêt à faire le service.

— Je reçois une visite très importante, me dit-il, cela doit se faire dans le plus grand secret. Veille à ce que les lumières du jardin soient éteintes et qu'il y ait un plateau de thé et de café dans le petit salon.

Vers 1 heure du matin arrive une voiture. Elle s'engage en marche arrière et stationne près de l'office, et en descend Omar Akkouri, le mari de ma cousine germaine. Il est accompagné d'un homme engoncé dans une djellaba et un épais burnous, qu'un capuchon enfoncé jusqu'aux yeux m'empêche d'identifier. Omar dépose le mystérieux passager et va garer son véhicule sur le parking. Il ne le quittera pas, Geronimo le surveille discrètement. Mon père fait monter son invité à l'étage. Je les vois de dos entrer dans le séjour. Avant de refermer la porte sur lui, il me demande de la surveiller. Je m'assois donc sur les marches de l'escalier en attendant impatiemment qu'il m'appelle pour un quelconque service. Une heure s'écoule, toujours rien. Soudain, la porte s'ouvre et mon père la garde entrebâillée. En allant à lui, j'aperçois l'homme qu'il reçoit : c'est Allai El Fassi, le leader de l'Istiqlal. Ce n'est pas la première fois que je le vois puisqu'au cours de l'une de ses hospitalisations pour un malaise cardiaque, j'avais accompagné mon père lui rendre visite. Sans me laisser entrer dans le

salon, Oufkir me chuchote d'aller chercher sa sacoche dans sa chambre à coucher. Lorsque je la lui remets, il s'enferme à nouveau avec son invité. Après s'être entretenus pendant deux heures et demie. Allai El Fassi et Oufkir sortent. Tous deux passent par l'office, se disent au revoir dans le jardin en se donnant l'accolade, et le leader de l'Istiqlal repart comme il est venu, dans la discrétion absolue. Je retourne auprès de mon père. Assis à son bureau, il écrit. Quoiqu'il ait l'air pensif et absorbé, je perçois en lui une soudaine bonne humeur. Que se sont-ils dit ? Je me le demande.

Juste avant que nous soyons enlevés de notre domicile de Rabat, après le putsch raté d'août, Omar Akkouri sera mis au secret pendant plus d'une année dans une villa des services spéciaux. Ensuite il prétendra y avoir été séquestré sur l'ordre de Dlimi, sans que jamais on lui explique les raisons de cet enfermement. Une version pour le moins douteuse. Certaines sources avancent que ce serait lui qui aurait, au cours des interrogatoires ayant suivi le 16 août, informé les services de la visite d'Allal El Fassi à Oufkir. Plus tard, on le verra se servir sur les biens de ma mère, Fatema était fortunée bien avant l'indépendance, avant même d'avoir connu Oufkir, et elle n'avait jamais fait d'affaire avec l'Etat, se contentant des rentes confortables rapportées par son héritage immobilier. Pourtant ma mère avait été sa première bienfaitrice et avait œuvré pour qu'il devienne le mari de ma cousine Keltoum alors que mon oncle ne voulait rien entendre ! Mais il est vrai qu'avec notre mise à l'écart, le nom d'Oufkir ne valait plus l'honneur de s'en préoccuper. Dans le Maroc d'Has- san II, le business était plus important que la reconnaissance. Mais fermons cette parenthèse et revenons à cette fatidique année 1972.

La visite secrète d'Allal El Fassi inaugure pour moi une série de situations et de faits troublants, les uns plus

surprenants que les autres, mais dont je n'arrive pas encore alors à faire la synthèse exacte. Cette succession d'observations singulières se poursuivra jusqu'au coup d'État du 16 août. Je sens que le climat est gravement détérioré. Je constate chaque jour chez mon père et parmi ses proches une sorte de colère sourde. Je perçois la tension grandissante entre le roi et lui. Je relève les memes inquiétudes chez ses deux gardes du corps. Driss et Boutouil, lorsque je leur demande de m'aider à décanter certaines choses, n'ont que des prédictions lugubres :

— Que Dieu nous protège, nous en aurons besoin... Ça ne peut plus continuer comme ça, le roi et le général, tôt ou tard, devront en découdre.

Et si j'insiste pour que Driss développe ses impressions, il se contente de me livrer un vieil adage marocain : « Quand deux taureaux s'affrontent c'est l'herbe qu'ils piétinent qui en pâtit la première ». En clair, nous serions les premières victimes d'un tel duel.

Au mois de février, un autre événement accentue ce malaise : le général Moulay Hafid et le colonel Dlimi débarquent chez nous à l'improviste. Le roi les envoie informer mon père et ma mère que le président libyen Kadhafi s'apprête à faire enlever Malika à Paris.

— Sa Majesté a ordonné son rapatriement immédiat, explique Dlimi. L'ambassadeur du Maroc en France a reçu l'entière coopération des autorités françaises. Elles vous assurent, depuis qu'elles ont été averties, de l'entière sécurité de votre fille... De plus des agents marocains ont été dépêchés sur place pour la ramener. Vous n'avez plus aucun souci à vous faire, mon général, le danger est écarté.

Je note une légère crispation chez mon père. Il se ressaisit :

— Dites à Sa Majesté que je la remercie de sa sollicitude pour les miens. Je sais qu'elle veille à leur sécurité avec beaucoup de bienveillance. Elle a bien fait de m'avertir parce que je vais savoir le fin mot de cette histoire et si Kadhafi touche un cheveu de l'un de mes enfants, c'est un homme mort !

Je ne sais pourquoi, mais comme les autres personnes présentes, ces derniers mots me paraissent plutôt destinés au roi. La phrase jette d'ailleurs un froid que mon père ne fait rien pour dissiper. Il congédie Moulay Hafid et Dlimi.

Je les raccompagne. En remontant dans le salon, je le trouve plongé dans ses pensées. Il me demande de le laisser seul. Quand je suis sur le point de m'esquiver, il me rappelle, marque un silence, me regarde dans les yeux et me dit :

— Sois prudent, je t'en supplie...

Je suis étonné par sa tristesse et la solennité de son ton.

— Mais Papa, pourquoi tu me dis ça ? On n'est pas en guerre !

Il marmonne entre ses dents :

— Presque...

Puis, plus haut, il ajoute :

— Je ne plaisante pas. Donne-moi ta parole d'honneur que tu ne feras pas le mur.

Moi qui croyais jusque-là que mes escapades étaient méconnues de mon père, je ne demande pas mon reste et jure que je ne tenterai rien. En échange de ma liberté d'adolescent sacrifiée, mon père m'offre, et je l'en remercie, une grande compensation : celle de sa confiance et du privilège de vivre en le côtoyant, en lui servant de chauffeur, des choses que peu de jeunes gens de mon âge ont vécues.

Quarante-huit heures après la visite des émissaires royaux, Malika revient de Paris. Ma mère s'inquiète :

— Mais ne vois-tu donc pas, Oufkir, que chaque fois que tu tentes de reprendre ton souffle le roi tire sur le collier et t'étrangle ? C'est du bidon toute cette affaire ! Elle est montée de toutes pièces ! Je ne crois pas une seconde que Kadhafi veuille enlever notre fille. Tout comme je n'ai jamais cru que l'opposition marocaine pouvait s'attaquer à des enfants ! Sinon elle ne serait pas composée d'hommes assez propres et courageux pour s'en prendre aux injustices les armes à la main ! Jusqu'à quand te feras-tu manipuler de la sorte ? Ah ! Oufkir, si seulement tu voulais m'écouter ; il y a longtemps que le roi et toi ne vous entendez plus. L'honneur et la loyauté voudraient que tu le lui dises franchement et que tu quittes la politique. Demande un commandement militaire ou une ambassade, mais quitte le jeu, sors de cet engrenage, avant qu'il ne soit trop tard !

Malgré les insistance de Fatema, Malika attend à Rabat que mon père prenne une décision. Un soir il me demande de faire avancer sa voiture. Au moment où Moulay Ali, alias Geronimo, s'apprête à en refermer la portière, je lance à tout hasard :

— Je peux t'accompagner ? Je peux conduire ?

— Tu peux venir, mais conduire, non, me répond-il.

Je laisse donc à l'adjudant-chef Hammou le volant et m'installe à l'arrière. Moulay Ali est devant. Je ne pose aucune question, me contentant de demander à Geronimo de mettre la radio. Nous roulons une dizaine de minutes avant de nous arrêter devant le portail de la maison de fonction du directeur de la Sûreté nationale. Dlimi, depuis qu'il contrôle la police, l'a transformée en lieu de « travail », le colonel ayant amplement les moyens d'habiter la somptueuse villa qu'il s'est fait construire par ailleurs dans un quartier résidentiel de la capitale. La bâtisse, qui date de l'époque des colons français, évoque pour moi une foule de souvenirs. J'ai passé une partie de mon enfance dans

cette maison sur deux étages qui a la particularité d'être ovale. Une large terrasse fait la circonférence du premier étage. Dlimi nous accueille. Je m'apprête à rester avec Geronimo et l'adjudant Hanimou lorsque mon père me fait signe de le suivre. Nous montons l'escalier de l'entrée. Moulay Ali nous emboîte le pas. Oufkir lui dit deux mots en berbère. Dlimi ne comprend pas le tamazight. Geronimo, l'air hésitant et dépité, redescend les marches et va rejoindre la DS : la présence de Dlimi le rend toujours nerveux. Une fois dans le hall, le colonel ouvre la porte en verre du grand salon. Des hommes, assis sur une banquette en demi-cercle, discutent en prenant un verre. Lorsque mon père entre dans le living, tous se lèvent. L'un d'eux vient à lui et l'embrasse. Je reconnais le colonel Zarguini, patron de la sécurité militaire algérienne, grand ami de la famille. Sa fille Soraya et son fils Yacine ont déjà passé chez nous des vacances d'été. Les autres personnages serrent la main du ministre. Deux sont les collaborateurs du colonel Zarguini, le troisième un émissaire libyen. Lorsqu'après quelques banalités, la conversation sérieuse s'engage, Dlimi me demande gentiment si je ne veux pas aller faire le tour de la maison de mon enfance. Cette proposition me ravit. J'en profite pour aller fumer une cigarette. Mais avant, je cherche des yeux un signe paternel approuvateur. Il acquiesce d'un imperceptible geste de la tête. Je rejoins donc Geronimo et l'adjudant Hammou. Moulay Ali, aux aguets, ne cesse de me poser des questions sur les hommes présents dans le salon : Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Est-ce que le Libyen est assis à côté ou en face de mon père ? A-t-il une mallette ? Sa veste est-elle fermée ou ouverte ? Je mets un terme à sa paranoïa et le rassure en lui expliquant que la présence des Algériens et du Libyen est certainement due à cette affaire d'« enlèvement ». Moulay Ali m'incite tout de même à y retourner au plus vite pour le tenir

informé de ce qui se passe. Je remonte l'escalier mais ne rentre pas dans la maison, préférant longer la terrasse jusqu'à hauteur de l'une des fenêtres du salon où se déroule l'entretien. De fins rideaux de soie flottent entre les vitres entrouvertes. Je progresse à califourchon et vais m'asseoir sous la fenêtre. Les voix me parviennent clairement. J'apprends au cours de cette conversation que mon père a demandé au président algérien Boumediene d'être le médiateur entre Kadhafi et lui. La petite délégation est là pour transmettre à Oufkir les résultats de ces bons offices. Kadhafi, dès qu'il a appris de quoi on l'accusait, a envoyé à mon père, et sous immunité algérienne, un messenger personnel. L'émissaire transmet intégralement les propos dont il est l'ambassadeur :

— Le président Kadhafi vous donne sa parole d'honneur qu'il n'a jamais pensé à toucher à l'un de vos enfants. Il trouve insultant que l'on ait pu l'en suspecter. Il vous fait dire, général, que s'il était informé du moindre danger pouvant guetter vos enfants, il vous en ferait part sur-le-champ et en toute loyauté.

Ayant écouté l'essentiel de l'entrevue, j'estime plus prudent d'attendre mon père dans sa voiture.

Ces assurances reçues, nous quittons la résidence du directeur de la Sûreté nationale. Dlimi nous raccompagne jusqu'au véhicule, l'air gêné par le résultat de cette réunion :

— Vous n'allez pas les croire sur parole, mon général ! Kadhafi est une vipère ! J'espère que vous n'allez pas renvoyer votre fille à Pans.

Mon père détourne ses interrogations et lui répond, en s'engouffrant dans la berline :

— Merci d'avoir permis que cette rencontre se fasse chez toi. Tu feras mes hommages à Sa Majesté. Bonsoir.

En chemin, je le questionne sur l'entretien sans lui avouer que j'en connais la teneur. Une fois de plus, je suis touché par sa confiance. Il ne me cache pas une virgule de ce qui s'y est dit. Tout en plaidant la cause de ma sœur, je lui demande s'il compte renvoyer Malika à Paris.

— Peut-être. Je ne sais pas... Je ne prendrai ma décision que lorsque j'aurai des garanties absolues.

De retour chez nous, mon père va directement dans sa chambre. Il me demande de lui faire monter un plateau avec un bol de *tchicha*, une sorte de porridge marocain, avec un œuf à la coque et des dattes. Mon père, qui n'a jamais été un gros mangeur, garde les goûts simples des gens du désert et la rusticité du soldat. Lorsque je dépose le souper sur un coin de table, il me lance de sa salle de bains :

— Fais attention au téléphone, j'attends un appel urgent.

Un peu plus d'une heure s'écoule avant que la sonnerie retentisse. C'est Alexandre de Marenches, le patron des services secrets français. J'entends mon père lui dire :

— Alexandre, je veux qu'au nom de notre amitié tu sois franc avec moi : est-ce que, oui ou non, tu peux garantir la sécurité absolue de ma fille à Paris ?

Je n'entends pas la réponse mais l'expression de mon père m'en laisse deviner le sens :

— Tu en es sûr, Alexandre ?

Puis, après un temps de silence, Oufkir poursuit :

— Je sais, je sais, c'est du bidon. Kadhafi m'en a donné confirmation. Mais ce qui m'importe, c'est que ceux qui me mettent la pression sachent qu'il y a une limite à ne pas franchir. Donne-moi ta parole que ma femme et ma fille seront protégées à Paris. Je ne te demande pas l'impossible, dis-moi seulement si tu t'engages personnellement à y veiller ou si tu n'es pas en mesure de le faire.

Mon père se tait et écoute la réponse de son ami. Son visage se détend, il semble pleinement satisfait.

— Merci, Alexandre... Oui... Certainement... Merci, au revoir.

Dans ce même mois de février, le lieutenant-colonel Amokrane est de retour au Maroc. Il fréquente à nouveau notre maison. Il a fini ses soins à l'hôpital Necker et vient, comme promis, rendre visite à mon père. Avec la délicate attention de m'avoir rapporté un petit cadeau. C'est une maquette d'avion de chasse, la miniature d'un F5 Northrop Freedom Fighter !

Dès le début mars, Malika peut retourner en France. Le roi boude pour la forme mais ne cherche pas trop à en dissuader mon père. Au cours de ce mois, je remarque les visites fréquentes et impromptues qu'Oufkir fait au colonel Amokrane sur la base américaine de Kenitra. Je l'y accompagne à maintes reprises. Nous visitons même la base de fond en comble. Mon père parle souvent seul à seul et longtemps aux sous-officiers et aux soldats. Dès que nous montons en voiture, il prend frénétiquement des notes sur un calepin. La moindre doléance, la plus petite plainte, est immédiatement satisfaite. Mon père refuse que les commandants des centaines de casernes qu'il sillonne lui servent un menu spécial : nous mangeons à la cantine avec les soldats. Au cours de ces tournées, la popularité d'Oufkir ne cesse de croître.

Le 9 avril. Amokrane rentre à l'hôpital Avicenne de Rabat. Mon père lui rend visite et le renvoie à Paris. Le colonel restera à Necker jusqu'à la fin mai. Il refait un bref passage au Maroc, fait une cure à Baden-Baden¹ puis retourne en France où il restera jusqu'au 17 juillet. C'est au cours de son séjour «à Pans que. sur instructions d'Oufkir, il rencontre encore l'opposition. Des contacts qui démon-

1. C'est là qu'Amokrane a rencontré une première fois le fquih Basri et l'un de ses adjoints, brahim Ouchlch.

trent au colonel que le coup d'État en préparation s'est acquis le soutien des partis politiques. L'union de l'année et de la gauche ne peut que le galvaniser.

La crise provoquée par la soi-disant tentative d'enlèvement de ma sœur est à peine surmontée qu'en survient une autre plus sérieuse.

En rejoignant la maison de nos amis Véronique et Sandrine Ben Aïyer dont les parents sont des militants trotskistes, je ressens un climat de reproche de la part de mes copains. J'interroge l'un d'eux sur le froid ambiant :

— Ton père a fait enlever Maurice Serfaty, me lance-t-il.

Ces mots me touchent, me blessent même. Je ne dis rien et quitte discrètement la réunion. Mon père, une fois informé, accuse le coup. Il est peiné que je puisse l'accuser d'une telle chose. Il n'a jamais eu l'habitude de se justifier, m'a toujours laissé libre de me bâtir ma propre opinion, mais je perçois une réelle tristesse en lui. Sa pudeur l'emporte et il chasse cette brève mélancolie par un froncement de sourcils exaspéré. Il décroche alors devant moi le téléphone et appelle Driss Assar, directeur adjoint de la Sûreté nationale. Sans plus de fioritures, il lui donne un quart d'heure pour se présenter devant lui. Dès son arrivée, Ouf- kir l'invite froidement à prendre place dans un fauteuil. Et sans aller par quatre chemins, il le regarde droit dans les yeux et l'interroge à brûle-pourpoint :

— Où est Maurice Serfaty ?

Driss Assar, petit homme frêle et sec, perd sa contenance et bafouille :

— Je... Je ne sais pas mon général...

— Vous me prenez pour un con ! explose mon père. Jusqu'à quand cette crasse va durer ? Vous avez foutu ce pays en l'air et vous persistez à le couler !

Assar se défend comme il peut :

— Je n'ai pas Maurice Serfaty, mon général, ce sont les hommes de Dlimi qui le détiennent...

Mon père se saisit du téléphone et demande qu'on lui passe sur-le-champ le colonel Dlimi. Lorsqu'il l'obtient, son ton, de tranchant, devient menaçant. Après avoir mis le haut-parleur, il cherche à confronter Driss Assar aux propos de Dlimi. Le colonel, embarrassé de paroles respectueuses et édulcorées, essaie de le calmer :

— Ce n'est que de la routine, mon général, nous voulons juste que Maurice Serfaty nous dise où se cache son père.

— Mais bordel ! hurle Oufkir, on ne sait plus qui est qui ! Le père c'est le père et le fils n'a rien à avoir là-dedans !

Dlimi tente d'argumenter :

— Mais mon général, ce sont des antimonarchistes, des activistes dangereux...

— Des ennemis de la monarchie, dis-tu ? Eh bien pour ta gouverne, monsieur, les pires ennemis du trône ne le menaceront jamais autant que ceux qui en profitent et prétendent le défendre !

— Mon général, se hasarde Dlimi. nous ne lui avons pas fait de mal. nous l'avons confortablement installé dans une maison où il ne manque de rien, en attendant qu'il nous dise où se cache son père.

— Mais est-ce que vous avez pété les plombs ? Nom de Dieu, Maurice Serfaty n'est pas Abraham ! Si tu faisais correctement ton job, tu n'aurais pas besoin d'enlever le fils pour savoir où se trouve son père !

Dlimi veut poursuivre mais Oufkir l'en empêche et, avec un calme plus imposant que la plus terrible des colères, il lui assène :

— Écoute-moi bien Ahmed, je te donne une demi- heure, montre en main, pour libérer Maurice. Sinon je te jure sur mes galons d'officier que c'est moi qui viendrai le chercher...

— Mais mon général je n'ai fait qu'exécuter les ordres de Sa Majesté..., bredouille Dlimi.

A cet aveu, il s'écoule une seconde d'un silence pesant. Mon père, d'une voix sourde, lui répond :

— Il y a longtemps que je ne suis plus ton chef. Mais c'est un ordre que je te donne. Je t'ai passé beaucoup de choses. Si tu ne t'exécutes pas, cette fois-ci je ne serais pas aussi docile... J'irai jusqu'au bout.

Dlimi esquisse une ultime dérobade :

— Et Sa Majesté, mon général ?

— Sa Majesté, c'est moi qui m'en occupe. Rappelle- moi quand tu auras libéré Maurice Serfaty...

Sur ce, mon père raccroche.

Driss Assar, pas du tout à l'aise, tente de détendre l'atmosphère, mais sans succès. Mon père l'a certainement laissé écouter son échange houleux avec Dlimi dans l'unique but que soit rapportée au roi l'ampleur de sa colère.

Maurice est en tout cas libéré et continue d'être notre intime. Ce qui agace au plus haut point Hassan II, lequel reproche souvent à mon père les fréquentations de ses enfants. Cette nouvelle ruée dans les brancards d'Oufkir exaspère un peu plus le souverain. Même s'il les supporte. Hassan II comptabilise minutieusement les rebuffades de son ministre. C'est pour lui le baromètre des événements à venir... En attendant de boucler le dispositif qui sonnera le glas d'Outkir, le roi continue de ménager son « homme de confiance ». Officiellement le souverain multiplie ses témoignages de reconnaissance envers le « bras armé du trône », mais dans l'ombre de son Makhzen, il s'emploie activement à « régler le cas » de son « vizir »... D'autant

que des signes inquiétants l'y poussent. Depuis quelque temps, la France courtise Oufkir. On parle dans les couloirs des chancelleries de sa réhabilitation dans l'affaire Ben Barka. La presse française se fait même l'écho de cette volonté de l'Élysée. Les journaux français évoquent l'intention de Georges Pompidou d'amnistier le général et concluent sur d'étranges interrogations : pourquoi la France est-elle si empressée de régler l'affaire Ben Barka ? Serait-ce parce que le général Mohamed Oufkir est en passe de devenir le personnage le plus important du royaume chérifien ?

Je constate de mon côté les fréquentes visites que l'ambassadeur de France fait à mon père. Le Dr Bel Abbess, ancien ambassadeur à Paris, assiste à quelques-unes de ces réunions. Ce dernier, diplomate et ami de mon père, s'est toujours démarqué par son insistance et son acharnement à convaincre Oufkir de se défendre dans l'affaire Ben Barka. Bien que la coopération franco-marocaine n'ait jamais été interrompue, même au plus fort de la brouille entre Paris et Rabat, la subite volonté de l'Élysée de régler définitivement « l'affaire » inquiète au plus haut point Hassan II. Pour qui l'ancienne puissance colonisatrice penchera-t-elle, lui ou Oufkir ? Si les Français venaient à réhabiliter le ministre de la Défense, le roi saurait lire ce geste politique car tant qu'Oufkir restera condamné à perpétuité par contumace dans l'Hexagone, il ne pourra prétendre au pouvoir. Habile, Hassan II fait toutefois en sorte qu'on le croit sincèrement désireux de voir Oufkir blanchi. Il se fait même l'avocat de « son plus fidèle serviteur », considérant que c'est la meilleure façon de sonder les réelles intentions françaises et l'ampleur des ambitions d'Oufkir. Plus que jamais le souverain envisage un déplacement à Paris, désireux de rencontrer Pompidou et de convaincre la République de continuer à le soutenir. Le but essentiel

de ce voyage est en fait d'obtenir que les Français coiffent officiellement le haut commandement des FAR. Pour l'instant, le roi observe attentivement la lune de miel entre Oufkir et Paris.

Mais ce que Hassan II ignore, et que les Français savent, c'est qu'Oufkir a pris des contacts fructueux avec l'opposition marocaine... Le général en a touché un mot à son ami Alexandre de Marenches. C'est un moyen pour lui d'annoncer la couleur : s'il écarte le roi, ce ne sera pas pour continuer dans la voie de l'autoritarisme mais pour doter le pays d'un système crédible. En associant l'opposition à son projet de coup d'Etat, Oufkir veut prouver qu'il n'a pas l'intention d'instaurer une junte militaire. En ralliant la gauche marocaine, les proches d'Hassan II et les militaires à sa tentative, Oufkir s'acquiète naturellement l'écoute attentive des Occidentaux. La France et les Etats-Unis ne seraient pas mécontents de voir s'esquisser une stabilité politique autour d'une sorte de consensus national. Avec la caution de l'opposition, de l'armée, et de membres très importants du sérail royal, Oufkir devient donc incontournable. Le ministre de la Défense doit toutefois garantir à toutes les factions qui adhèrent au complot en préparation qu'aucune d'elles ne profitera de la réussite pour évincer les autres. Afin de rendre viable une telle complexité d'intérêts divergents, il faut donner à chaque partie qui la compose des assurances formelles sur sa survie après le putsch. La seule institution qui puisse convaincre les uns et les autres qu'ils ne seront pas « les dindons de la farce >>, c'est le cadre monarchique. Mais une option reste ouverte : le Conseil national de régence, ou CNR, pourra à tout moment se transformer en Conseil national de la révolution, si le renouveau dans la continuité dynastique venait à cafouiller. Oufkir, comme Medbouh, compte faire du CNR la base sur laquelle s'érigera une plateforme acceptable de

gouvernement. À la différence que le premier ne s'est allié que quelques officiers de haut rang alors que le second a acquis un éventail aussi représentatif que possible de l'échiquier très particulier du pays. L'UNFP et sa branche armée en exil, l'Istiqlal, les syndicats, l'armée, les plus proches conseillers d'Hassan II et même des membres de sa propre famille sont prêts à s'entendre pour évincer le roi. La gauche marocaine a retenu la leçon de Skhirat : mieux vaut collaborer avec Oufkir plutôt que de courir le risque de se voir balayer par des Kadhafi en herbe... En outre, les rapports entre le ministre de la Défense et les dirigeants algériens sont au beau Fixe. Sans compter les contacts chaleureux et répétés qu'ont les Américains avec Oufkir. Le ministre de la Défense entretient en effet des relations étroites avec son ami Richard Helms, le directeur de la CIA, le colonel Blanco, chef des services secrets espagnols, et le patron du MI 5 britannique. Oufkir est également l'ami d'Alexandre de Marenches, le patron du SDECE.

Toutes ces relations privilégiées, qu'elles soient politiques, policières ou personnelles, sont minutieusement surveillées et analysées par le souverain. Hassan II comprend vite que les nombreux voyages que fait son ministre à Alger n'ont pas pour seul objet le règlement du problème du Sahara occidental. Il craint que ne se boucle dans son dos un accord qui inclurait ou induirait son écartement du pouvoir. Connaissant les liens d'estime et d'amitié qui lient Boumediene et Oufkir, le roi redoute que le président algérien et son ministre en arrivent à décider de bâtir loyalement un avenir commun... On a d'ailleurs rapporté à Hassan II qu'au cours du sommet de l'OUA, qui a eu lieu à Rabat, Oufkir aurait demandé à Boumediene en le reconduisant à sa voiture :

— Alors, quand le faisons-nous, ce grand Maghreb uni ?

Ce à quoi le président Algérien aurait répondu :

— Quand tu veux, mais un Maghreb des hommes.

Ce qui résonne aux oreilles du roi comme : « Oui pour une coopération, mais entre nous. Écarte d'abord Hassan II >>. Tout soutien interne ou externe que pourrait s'assurer Oufkir le hisserait *ipso facto* au rang de chef d'État par procuration. Or les occidentaux seraient prompts à en tirer des conclusions... Et en fin politique. Hassan II ne doute pas un seul instant que celles-ci lui seront défavorables. Alors pourquoi laisse-t-il les conversations entre Oufkir et les Algériens se poursuivre ? Parce qu'il préfère en tirer un parti plus intelligent que de les saboter ou de les interdire. Au contraire, il les encourage et les suit attentivement. Hassan II ne contrarie en rien les propositions que fait Oufkir au nom du Maroc et de son roi parce que le souverain prêche le faux pour savoir le vrai. Il adhère complètement à l'avis d'Oufkir sur le sujet, mais guette le moindre signe qui prouverait que son ministre de la Défense se ménage secrètement une envergure internationale. Le roi scrute l'évolution de tout éventuel « tremplin » que serait en train de se construire Oufkir qui trahirait son intention de le renverser.

Un indice plus alarmant vient bousculer la tactique Hassan. II. Lui qui avait tout fait pour que son ministre apparaisse comme un bouclier voit les organes officieux et officiels de l'opposition marocaine se montrer plus tendres avec Oufkir et ne pas hésiter à souligner les critiques du général contre la corruption. Certes, le souverain est à mille lieues de se douter que cela puisse se conclure par une alliance entre la gauche et son ministre, certain que son habileté, son acharnement à noircir et à diaboliser Oufkir ont définitivement écarté la possibilité d'un rapprochement entre « le méchant vizir » et la gauche « pure », « légaliste »

et « non violente ». Mais ces encouragements feutrés lui mettent la puce à l'oreille.

Chaque jour qui passe convainc Hassan II de la nécessité de se débarrasser d'Oufkir avant qu'il ne soit trop tard... Mais il lui faut auparavant anesthésier l'armée. Le quasi-doublement de la solde, les crédits débloqués, la latitude laissée au général pour s'acquérir une sincère popularité en ses rangs sont du chloroforme. Le coup de grâce sera porté dès que le roi aura obtenu des Français ce qu'il espère : qu'ils acceptent de chapeauter par l'envoi de coopérants militaires le haut commandement des Forces armées royales !

En attendant, il fourbit ses armes et son ministre de la Défense en fait autant. Le jeu du chat et de la souris se poursuit. C'est à qui tirera le premier.

Le 6 mai 1972, ma soeur Malika est victime d'un très grave accident de voiture en plein Paris. Elle manque d'y perdre la vie. Son visage est défiguré par de multiples et profondes cicatrices. Après une dizaine de jours et trois lourdes interventions chirurgicales, les médecins finissent par sauver son oeil gravement atteint.

Dès que le roi apprend la nouvelle, il interdit formellement que l'on en informe mon père. Il tient d'abord à s'occuper personnellement des dispositions immédiates à prendre. Hassan II veille à ce que les meilleurs médecins soient mobilisés au chevet de Malika. Le roi prend tout à ses frais et s'entretient en personne, heure par heure, avec les sommités qui soignent ma soeur. Le prince Moulay Abdallah est le premier à sauter dans un avion pour aller rendre visite à Malika. beaucoup de membres de l'entourage royal suivent son exemple et font le déplacement. Ma mère, en rentrant à Rabat, dit à mon père combien elle a été touchée par les innombrables témoignages de sympathie :

— Il y avait des bouquets de fleurs jusque dans le vestibule de la clinique !

Oufkir lui répond d'un air désabusé :

— Fatema, le jour où je disparaîtrai tu ne trouveras pas une seule de ces personnes pour t'offrir ne serait-ce que le pétale d'une rose...

L'accident de Malika atteint mon père au moral. Mais au-delà de ses répercussions intimes, ce triste événement, qui nous bouleverse tous, est propice à l'envoi de signaux politiques explicites. L'ambassadeur de France, en rendant visite à mon père, lui transmet un message verbal de Georges Pompidou :

— Le Président vous fait dire que si vous désiriez vous rendre au chevet de votre fille, vous seriez le bienvenu en France. M. Pompidou vous donne sa parole que vous serez protégé et reçu comme il se doit. Et que s'il pouvait aider en quoi que ce soit au prompt rétablissement de votre fille, il le ferait de bon coeur.

Oufkir remercie chaleureusement l'ambassadeur, lui dit combien ce geste noble le touche mais aussi que, malheureusement, ses fonctions le retiennent au Maroc.

Cette ouverture française ne passe pas inaperçue au palais. Elle ravive les inquiétudes du souverain. Au moment où survient l'accident de ma soeur. Hassan II effectue une tournée officielle dans le royaume. A la mi-mai, le roi se trouve à Agadir dans le sud-ouest du pays, au bord de l'Atlantique. Mon père l'accompagne. Hassan II doit rencontrer dans la capitale du Souss¹ une délégation algérienne du plus haut niveau, conduite par le ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, le numéro deux du régime socialiste voisin. Les conversations doivent porter sur

1. Région du sud-ouest du Maroc dont b capitale. Agadir, fait face sur le littoral atlantique aux îles Canaries.

le Sahara occidental, encore sous domination espagnole, et conclure la longue et difficile négociation que mène depuis près de deux ans Oufkir auprès de Boumediene. Mais un événement prive mon père d'assister au sommet.

Je suis resté à Rabat flanqué du capitaine Tibari, toujours aussi protocolaire, et du lieutenant Rami, mon pseudo-précepteur. J'ai des cours d'arabe à rattraper. Le lieutenant et moi joignons l'utile à l'agréable. Après l'enseignement, nous allons souvent à la caserne de la BLS où Rami, avec patience et pédagogie, m'apprend beaucoup de choses sur l'année, sa panoplie de matériels et le fonctionnement de son unité blindée. Le 14 mai, date de la fête de l'année, soit huit jours après l'accident de Malika, survient un autre épisode poignant...

Alors que je discute avec le standardiste autour d'un verre de thé, un appel retentit. Des quatre lignes du standard, la rouge est réservée aux conversations importantes. Elle est protégée par un appareillage que des amis policiers français ont installé dès la mise en service du central. Lorsque la « rouge » sonne et clignote, ce ne peut-être que mon père ou le roi. Slimane bondit de son tabouret et baisse complètement le son du transistor. En portant son index à ses lèvres, il me fait signe de me taire et décroche :

— Oui... Oui mon général... Très bien mon général...

Je me penche sur l'épaule du standardiste pour essayer de capter une brique de la conversation, mais Slimane essaye de m'évincer sans que mon père s'en rende compte. Le dialogue se poursuit en berbère. Slimane me semble de plus en plus sérieux. Le sourcil froncé, l'air important, il répond :

— Oui mon général... Comptez sur moi mon général.

Vu le contexte et la situation explosive, je ne peux m'empêcher d'être inquiet. Je souffle avec insistance à Slimane :

— Passe-le moi... Passe-le moi, dis-lui que je veux lui parler.

Le standardiste attend patiemment que mon père ait fini pour enfin lui dire :

— Mon général, Raouf est à mes côtés, il désirerait vous parler.

— Allô... Papa... Ça va ? Que se passe-t-il ?

— Rien... Rien... Nous avons eu, ton oncle Driss et moi, un accident d'hélicoptère, mais grâce à Dieu, tout va bien... A part quelques petits bobos.

Sans me laisser me répandre en inquiétude, mon père poursuit :

— J'ai donné des ordres à Slimane... Dès que Larbi aura réuni ce qu'il lui faut, ils doivent me rejoindre à Agadir. Ne t'inquiète pas. Moulay Ali est avec moi.

Je lui demande si je peux faire partie du voyage.

— D'accord, mais à condition que tu ne les retardes pas. Tiens-toi prêt à partir dans trois quarts d'heure... Je t'embrasse. à tout à l'heure.

Dès que Slimane raccroche, ce dernier change d'attitude. Ses gestes prennent une allure solennelle, martiale. Il convoque d'urgence Larbi et Mustapha et leur transmet en berbère les ordres reçus. En une demi-heure. Larbi, Slimane et neuf âayounis, tous de la tribu de mon père, sont prêts à embarquer dans trois Mercedes. Nous avons vidé les placards et les râteliers d'armes dans la petite pièce attenante au standard. Cet arsenal et ces munitions sont chargés dans le coffre des voitures. Je suis impressionné : je n'ai jamais vu une telle mobilisation autour de mon père. Je profite de l'urgence du moment pour m'imposer au volant de la première Mercedes. Larbi et Slimane changent de

voiture, ne voulant pas me quitter. J'explique en deux mots la situation à Driss et Boutouil et leur propose de passer chez eux avertir leur famille de ce déplacement imprévu. Je leur suggère de me rejoindre par la suite à Agadir. Ils refusent obstinément, me rétorquent de ne pas me préoccuper de leur famille, et me rappellent qu'ils sont équipés pour m'accompagner n'importe où et à tout moment. Pour conclure, Driss, avant de regagner son véhicule, me recommande de rouler raisonnablement.

Nous démarrons sur les chapeaux de roues. Les voitures lourdement chargées sont tassées sur leurs amortisseurs. Nous fonçons vers Agadir en ne nous arrêtant qu'une seule fois pour faire le plein d'essence. Dès que nous parvenons à destination, je cours m'enquérir de mon père. Il est au lit avec trois côtes et un poignet cassés, une luxation de l'épaule et un important traumatisme thoracique. Il a refusé de rester hospitalisé et a préféré le repos d'une maison en bord de mer. Ma présence dans sa chambre le stimule. Il se redresse péniblement pour me démontrer qu'il est indemne, me demande si tout va bien à Rabat et, avant même que je le harcèle de questions, me dit :

— Nous avons eu un pépin d'hélico au moment où nous nous posions dans une clairière. Heureusement, nous avons eu, ton oncle Driss et moi, la chance de pouvoir dégrafer nos ceintures et sauter avant l'impact.

Je ne résiste pas à l'interrogation la plus essentielle :

— Est-ce que c'est un accident ou un attentat ?

— Je ne vais pas tarder à le savoir, des amis y travaillent. Pour l'instant, ouvre l'œil et soit prudent. Tu ne vas nulle part sans m'en avertir, compris ?

Je lui demande :

— Est-ce que tu es en danger ?

Il marque un temps avant de me répondre :

— Pas plus que d'habitude.

Au même moment le téléphone sonne. Mon père décroche, met la main sur le combiné et me chuchote :

— On en parlera après, laisse-moi. C'est le roi.

Je traîne le pas autant que l'oreille, espérant capter quelques mots qui me donneraient un indice. Malheureusement, je ne perçois que les réponses monocordes de mon père :

— Oui Sire... Merci Sire... Oui Sire... Je remercie Votre Majesté pour son attention...

Je ne m'attarde pas plus et sors de la chambre pour faire le tour du propriétaire.

Arrivé sur la terrasse, je suis saisi par la beauté de l'océan. L'air est doux, la brise sucrée et les flots curieusement languoureux. Je suis étonné, en parcourant la petite maison et son jardin en pente, de voir les mesures inhabituelles de sécurité qui y régissent. Même discrète et se fondant dans le décor, la présence des hommes de mon père est permanente. C'est la première fois qu'un tel déploiement l'entoure. Geronimo ne quitte pas le palier de la chambre à coucher. Tous les âayounis sont armés jusqu'aux dents. Contrairement à leur discrétion légendaire, ils gardent pistolets et mitraillettes à portée de main, chargeurs engagés. Comme tous les Berbères, ils boivent énormément de thé. Mais à Agadir, les thermos de café sont constamment renouvelés. Les hommes de mon père se relaient par équipes de six pour veiller jour et nuit sur lui. Une partie d'entre eux prend sa garde dans le jardin et l'autre dans le bâtiment. Je vais alors les rejoindre sur la terrasse qui domine la plage. Nous nous abritons de la brunie et de l'humidité marine sous un auvent. Geronimo ne bouge pas de son fauteuil installé dans le couloir de la chambre à coucher. De temps à autre, il se fait relayer par Larbi et vient nous rejoindre sur la terrasse. Là, nous fumons et discutons allègrement à la belle étoile et tous feux éteints. Nous ne cessons de

commenter les événements récents. J'en profite pour interroger Geronimo :

— Tu étais avec eux dans l'hélicoptère ?

— Non, me dit-il, dépité, le général nous a demandé, au chauffeur et à moi, de le précéder par la route.

J'apprends toutefois dans le détail ce qui s'est passé le jour de « l'accident ». Le 14 mai. Hassan II a décidé de donner un déjeuner surprise à quelques kilomètres d'Agadir. Mon père n'en a été averti qu'au dernier moment. Hassan II lui envoie un hélico. Un quart d'heure avant que l'appareil royal se pose sur la plage, mon père a reçu un coup de fil d'Hassan II lui demandant de le retrouver à ce camping improvisé.

— Oufkir. rejoins-moi pour le déjeuner, je t'en ai gardé la surprise, c'est mon cadeau pour la fête de l'année. Driss Ben Omar est en route avec mon hélicoptère pour venir te prendre. A tout à l'heure.

Ce repas champêtre a éveillé les soupçons des hommes de mon père. Larbi et Geronimo se sont toujours plaints de la désinvolture d'Oufkir face au danger.

— Le général a coupé court à nos inquiétudes, me rapportent-ils.

La présence du général Driss Ben Omar à bord de l'hélicoptère n'est qu'une maigre garantie. Certes, le roi n'aurait aucun intérêt à éliminer un général de plus, qui plus est expérimenté et suffisamment sage pour ne l'avoir jamais bravé, mais sait-on jamais ! A la remarque de Geronimo sur le risque de monter dans l'appareil envoyé par le souverain, mon père est passé outre.

Hassan II a choisi de camper à une quarantaine de kilomètres d'Agadir. En pleine forêt, des arbres ont été abattus pour créer une grande clairière couverte de tapis et de tentes caïdales. Tout près, à moins d'un kilomètre, une autre clairière a été aménagée en aire d'atterrissage pour l'héli

coptère royal, en bordure immédiate de la maisonnette d'un garde forestier. L'hélicoptère transportant le général Driss et mon père, en effectuant son approche, a dû voler au ras des arbres de la colline et plonger pratiquement à la verticale. Ce cercle hâtivement taillé a été tapissé d'une couche de trente centimètres de sable fin soigneusement tamisé. En descendant vers la clairière, l'hélicoptère a soulevé un tel nuage que le pilote, n'ayant plus la moindre visibilité, a perdu le contrôle. Les pales sont venues heurter la cheminée de la maisonnette cachée dans le feuillage, le moteur s'est enflammé, l'appareil a flotté un moment, comme suspendu en l'air, puis est tombé comme une pierre sur le flanc du petit bâtiment. Dans cette poignée de secondes, mon père, qui voyageait portes latérales ouvertes, a dégrafé sa ceinture en hurlant à Driss d'en faire autant. Il a saisi son ami par le bras et l'a entraîné dans un saut dément. Leur chute d'une demi-douzaine de mètres n'a été amortie que par les branches des arbres. Geronimo les a vus rebondir sur les unes, briser avec fracas les autres, et dévaler comme des pantins désarticulés pour atterrir avec plusieurs traumatismes et fractures.

Le roi interrompt sa réunion champêtre pour se rendre sur les lieux de l'accident.

— Nous attendions, l'adjudant Hammou et moi, l'arrivée de l'hélicoptère me raconte Geronimo. Lorsque j'ai vu l'appareil flotter et le général sauter, je me suis précipité. J'étais persuadé qu'il ne s'en sortirait pas. Lorsque je suis arrivé à lui et que je l'ai palpé, il avait le nez et la bouche remplis de sang et était inconscient. L'adjudant a couru vers le général Driss qui gisait à quelques mètres. Ton père est resté groggy pendant cinq bonnes minutes. Je redoutais une hémorragie interne. Les chocs contre les branches avaient été violents et multiples. Dès qu'il a repris ses esprits, le général s'est redressé sur un coude et m'a demandé en

cherchant de la tête autour de lui : « Comment va Driss ? » Puis il s'est levé en secouant sa tenue et m'a dit, en se dirigeant vers Ben Omar : « Essaie de me trouver des vêtements de rechange, un simple treillis suffira. Je ne veux pas me présenter devant le roi dans cet état. »

Il tenta aussi, m'explique-t-il, de persuader mon père de quitter immédiatement les lieux pour rentrer à Agadir, et d'éviter les pistes principales de la forêt contrôlées par la Sécurité royale. Mon père a refusé mais le général Driss est parvenu à le convaincre en le poussant carrément dans la voiture :

— Va-t'en, Oufkir... ça pue le coup monté ! Ne t'inquiète pas pour le roi, je vais à sa rencontre !

Le général Ben Omar a alors ordonné à l'adjudant-chef Hammou de démarrer.

Nous en sommes encore à commenter l'événement, lorsqu'on nous annonce, par talkie-walkie, l'arrivée de deux voitures. C'est le branle-bas de combat. Geronimo et Larbi soufflent rapidement leurs ordres. Les âayounis, calmes et silencieux, s'évanouissent comme par enchantement. Chacun regagne son poste. Les véhicules s'arrêtent devant l'entrée. Le général Moulay Hafid et le colonel Dlimi en descendent, suivis par un colosse aux cheveux châtain verdâtre, coupés en brosse, le médecin yougoslave du palais. Je vais à leur rencontre pour ouvrir le portillon qui barre l'accès au perron. Geronimo se tient derrière moi. Driss et Boutouil sont venus ouvrir les portières. J'embrasse Dlimi et Moulay Hafid puis les introduis au salon et cours avertir mon père.

— Offre-leur quelque chose à boire et fais-les patienter, me dit-il.

Je répercute la consigne aux cuisines quand un des hommes de mon père vient hâtivement me chercher :

— Viens vite, il y a un problème à la porte.

Je m'empresse de lui emboîter le pas et découvre Geronimo et Lamine, le garde du corps de Dlimi, sur le point d'en venir aux mains. Lamine, qui veut suivre son patron à l'intérieur de la maison, s'est vu sèchement arrêté par Moulay Ali. Le garde du corps a trouvé l'intention insultante et ne l'a pas tolérée. Geronimo tient donc fermement rabattu le petit portail qui lui arrive à la ceinture, son autre main serrant la crosse de son 38 Smith & Wesson.

— Tu es armé, alors reste là où tu es, ne t'avise pas de franchir ce portail, sinon, je te descends !

J'arrive donc à temps pour éviter un incident. Lamine joue les éplorés, m'exprime sa vexation et me rappelle qu'il m'a connu enfant. Il me remémore la Suisse et l'escorte dont il a fait partie pour nous ramener au Maroc. Je tente d'obtenir de Geronimo qu'il ravale son agressivité et préviens Lamine de ne pas faire un pas de plus en attendant que je revienne. Je file dans le salon et en deux mots, sur le ton du reproche, explique à Dlimi la situation. Il m'emboîte le pas dans la seconde et sort sermonner son garde du corps à haute voix et avec exagération. C'est à peine si Dlimi ne présente pas ses excuses à Geronimo. Il enjoint Lamine de ne pas quitter sa voiture. En retournant à l'intérieur, le colonel me prend en aparté et me demande de lui faire la faveur de ne pas rapporter cet incident à mon père.

Dans le salon, le général Moulay Hafid s'impatiente poliment. Il s'adresse à moi :

— Notre maître, que Dieu le protège, attend impatiemment des nouvelles d'Oufkir. Veux-tu aller voir si ton père peut nous recevoir ? Il faut que le docteur le voie pour faire son rapport à Sa Majesté.

Mon père prend le temps de s'habiller et de se faire installer dans un fauteuil avant de rencontrer les émissaires

royaux. Lesquels prennent de ses nouvelles et lui transmettent les vœux de prompt rétablissement du souverain. Moulay Hafid enchaîne :

— Un médecin est là pour vous ausculter. Sa Majesté veut être certaine que vous êtes sain et sauf et que tout va bien.

Mon père obtempère. Le praticien yougoslave, de son accent rocailleux, lui dit :

— Je vais vous injecter un antidouleur, mon général, comme ça, vous pourrez vous reposer.

Oufkir lui rétorque :

— Docteur, j'ai honte de vous en faire la confidence, mais la seule chose qui me fasse peur ici-bas, ce sont les piqûres... Alors donnez-moi autant de cachets que vous voulez et remballez vos seringues.

Le médecin s'exécute. Les visiteurs ne s'attardent pas, le roi les attend. Dès qu'ils sortent, mon père me demande d'aller chercher Moulay Ah. Devant moi, il vide les trois quarts des flacons de comprimés dans les toilettes et confie le reste à son homme de confiance. Nous sortons. Gero- nimo et moi, afin de le laisser se reposer. Il ne m'est pas difficile de comprendre que Moulay Ali doit faire analyser cette pharmacopée.

Le lendemain, en fin de matinée, nous parvient le bruit d'un cortège officiel avec motards et sirènes s'approchant du cabanon. Sur le qui-vive, j'observe attentivement pour deviner si c'est le roi. Dès que le premier motard, la première voiture apparaissent dans mon champ de vision, je suis certain que ce n'est pas lui. Le cortège n'a d'évidence pas l'ampleur et le faste qui accompagnent les sorties officielles d'Hassan II. Au fanion qu'arbore l'une des limousines, je cours avertir mon père qu'une délégation algérienne lui rend visite. Comme je l'ai déjà évoqué, mon père mène depuis longtemps une négociation secrète et assidue avec

nos voisins. Cloué au lit, il n'a pas pu assister à la conclusion de ce qu'il a âprement négocié. Au terme de son passage au Maroc, la délégation algérienne, conduite par Abdelaziz Bouteflika, prend de court le protocole. Au sortir de son ultime entretien avec Hassan II, les Algériens quittent le palais royal d'Agadir et demandent en chemin à être conduits chez Oufkir. J'accueille Bouteflika et sa suite en les introduisant dans le salon. Mon père qui, tant bien que mal s'est habillé, les rejoint en marchant difficilement. L'humeur est détendue. Le colonel Zargini, patron des services spéciaux, me réitère son invitation en Algérie. On rit, on papote jusqu'à ce que mon père apprenne par les Algériens que tout ce qu'il avait négocié avec Boumedienne a été enterré par Hassan II. Mon père me demande alors de quitter le salon. Ce qui ne m'empêche pas, avec la complicité intéressée de Geronimo, d'écouter aux portes. Si ma curiosité est naturelle, celle du garde du corps n'a pour objet que la sécurité de son patron. Ce que je comprends, c'est que le roi a désavoué l'accord que les Algériens étaient prêts à signer. Ce qui ravive la rancœur de mon père envers lui.

J'obtiendrai plus de détails une quinzaine de jours plus tard en assistant aux longues soirées que mon père passe chez le général Driss. Comme il éprouve le besoin de se confier à son ami, il me demande de faire le service. Et une nuit, je les entends revenir sur les événements d'Agadir. Il accuse le roi de sacrifier des intérêts nationaux à sa longévité personnelle en signant des accords secrets de basse police et se plaint à son ami :

— Pendant deux ans, Driss, j'ai négocié pied à pied avec Boumedienne. Nous étions enfin arrivés à un accord qui désamorcerait durablement tout risque de conflit entre nos deux pays. J'avais dit à Boumedienne que si l'Algérie lorgnait sur le Sahara occidental, c'était pour

assouvir son vieux rêve d'avoir une porte sur l'Atlantique pour ses exportations de gaz, de fer et de pétrole. Avec l'accord du roi, je lui avais proposé une coopération économique conjuguant nos intérêts mutuels. Nous devions nous associer dans la construction d'une ligne de chemin de fer reliant l'Algérie à l'Aayoun¹. Il s'agissait d'investir ensemble dans des infrastructures de développement portuaire, et d'en louer l'accès aux navires algériens. Nous nous étions mis aussi d'accord pour exploiter ensemble les mines de fer de Djebelat et une partie des gisements de phosphate, à la condition que l'Algérie renonce à ses ambitions sur le Sahara et nous vende les hydrocarbures à un prix stable et préférentiel. Mais le roi a tiré un trait sur tout ça ! Uniquement pour des avantages vulgairement policiers, au détriment des intérêts vitaux du pays !

C'est seulement aujourd'hui, avec le recul, que je peux déchiffrer les motivations d'Hassan II sur ce point. Dans la situation dans laquelle l'avait laissé le coup d'Etat de Skhirat, il devait plus que jamais faire preuve de méfiance, de ruse, voire de violence pour s'imposer. Il n'avait aucun intérêt à ce que l'Algérie et le Maroc s'unissent ou coopèrent sincèrement, puisqu'une telle entente aurait pu le conduire vers la « sortie ». La carte du Sahara devait à ses yeux rester le joker de la monarchie ! C'est avec cet atout que le souverain pourrait, s'il se trouvait aux abois, refaire l'unité autour de lui. Si la question territoriale avait été réglée en 1972, Hassan II n'aurait plus eu de filet de protection capable de le rattraper dans la chute libre où l'avait entraîné le 16 août.

1. Port et capitale du Sahara occidental.

Quarante-huit heures après l'« accident » d'hélicoptère, nous sommes toujours à Agadir. Vers 2 heures du matin, mon père reçoit une étrange visite. Assis sur la terrasse, sous l'auvent, je vois trois hommes remonter de la plage vers la maison. Ils marchent en file indienne pour gravir la pente du jardin. Geronimo leur ouvre le chemin. Lorsqu'ils arrivent à ma portée, je suis étonné de découvrir trois Européens en bermuda et chemisettes hawaïennes. Ce sont des Français. Des résidents du Club Méditerranée voisin. Je reconnais l'un d'eux, l'ayant souvent vu à la maison. Lui et mon père se connaissent depuis l'Indochine. Je ne connais que son nom, certainement faux : M. Henry. C'est un poisson, comme Geronimo, Larbi et moi appelons les hommes du SDECE, en référence à la « piscine », dénomination officieuse des services secrets français. Mon père reçoit chaleureusement son ami et les deux hommes qui l'accompagnent. Je m'attends, en servant les invités, à ce que mon père me demande de sortir. M. Henry s'est même arrêté de parler. Mais Oufkir lui fait signe de continuer, et en se tournant vers moi, explique :

— Pas de problème... Ça le concerne aussi.

Les Français l'informent en effet que l'hélicoptère qui le transportait a été saboté avec beaucoup de professionnalisme et qu'ils sont pratiquement convaincus que l'« accident » a été provoqué. Comment expliquer autrement le fait que le sable fin qui tapissait la clairière ait été acheminé spécialement des plages d'Agadir ? En revanche, M. Henry n'est pas certain que la bourrasque soulevée soit à l'origine du crash. D'après ce que j'ai pu comprendre, la commission d'enquête envoyée par le constructeur français n'a pu avoir accès aux débris de l'hélicoptère. Raison officielle invoquée : un incendie a réduit en poussière le moteur et la carlingue. En quittant mon père, M. Henry lui donne une franche accolade et lui chuchote :

— Prends soin de toi. Oufkir. À bientôt !

Et les « touristes » du Club Med disparaissent par où ils sont venus.

Le lendemain, mon père me convoque :

— Le roi doit effectuer demain un voyage à Tafraout¹. Je ne pourrai pas y aller. Sa Majesté t'invite à faire le déplacement. Va te faire couper les cheveux. Ensuite, tu iras avec Moulay Ali te choisir un treillis. Demain, tu occuperas ma voiture officielle dans le cortège royal. Le général Driss t'accompagnera. Moulay Ali. Larbi. Slimane, Driss et Bou-touil partiront avec toi. Demain, tiens-toi bien, parle peu et écoute ce que te dira ton oncle Driss.

Je suis stupéfait. Jamais mon père ne m'a demandé de le représenter auprès du roi et encore moins de porter un treillis. Je l'interroge alors :

— Mais pourquoi dois-je mettre une tenue militaire ?

— Parce que, me répond-il, tu vas te trouver à bord de la DS du major général et qu'elle est seulement censée transporter des militaires. Je ne veux pas que sur le passage du cortège, tu attires l'attention habillé en civil. Maintenant, cesse de poser des questions, fais-moi confiance et fais ce que je te dis.

J'effectue donc le voyage de Tafraout avec le souverain. Sur le chemin du retour. Hassan II fait arrêter son cortège en rase campagne pour se dégourdir les jambes. Dans le royaume chérifien, lorsque le souverain se déplace par la route, l'axe routier qu'il emprunte, fut-il de centaines de kilomètres, est fermé au trafic. Lorsque le roi descend de voiture, tout le monde l'imite, mais personne ne s'éloigne de son propre véhicule. Seule la sécurité rapprochée accompagne Hassan II dans sa marche. Le général Moulay ¹

1. Hameau montagnard situé près d'Agadir

Hafid me demande alors de venir saluer Sa Majesté. Le roi me parle quelques instants en continuant de marcher, se montre attentionné, sympathique et paternel. Il m'interroge sur la santé d'Oufkir et me demande de lui transmettre ses vœux.

Dès que nous arrivons à Agadir, je retrouve mon père qui m'attend. Toujours alité, il veut que je lui raconte en détail le voyage. Il insiste pour que je n'omette aucune virgule des propos d'Hassan II. Dans les jours qui suivent, nous quittons Agadir pour rentrer à Rabat. Je ne saurai la raison véritable de cette décision excentrique et complètement saugrenue qu'après la mort de mon père. Geronimo me révélera en fait qu'après l'attentat de l'hélicoptère, mon père avait projeté de faire arrêter le roi durant son déplacement à Tafraout. Et que le fameux M. Henry avait livré au cours de sa visite un matériel spécial nécessaire à l'opération. Geronimo, Larbi, Mustapha et Slimane étaient chargés de s'occuper de neutraliser la sécurité rapprochée d'Hassan II. Mais le souverain, qui avait loupé Oufkir et s'attendait à ce que celui-ci lui renvoie « la politesse de l'hélicoptère », avait pris, en me conviant, un gage de sécurité absolue. Une sorte de prise d'otage qui outra mon père et sonna le glas de ses derniers scrupules. Le peu de respect que lui inspirait encore son roi s'évanouit sur le coup.

Dès lors, le duel est engagé, le plus prompt des deux à porter l'estocade a de fortes chances de triompher. Oufkir a décidé le jour même de l'exécution sommaire de ses camarades impliqués dans Skhirat d'écarter Hassan II. Le roi, depuis le soulèvement de son année, compte bien, à court ou moyen terme, la décapiter de la seule tête politiquement influente qui lui reste. S'il a momentanément besoin d'Oufkir pour colmater la brèche ouverte par le coup d'État, Hassan II n'en a pas moins la ferme intention d'en

finir avec son ministre de la Défense. D'autant que Dlimi est fin prêt à prendre la succession. Hassan II, en monarque averti, garde aussi sous la main « le remplaçant du remplaçant », Driss Basri, son futur ministre de l'Intérieur. On a trop facilement prêté, et moi le premier, à Oufkir la « paternité » politico-policière de Driss Basri, mais l'histoire prouvera qu'aucune fonction haute ou subalterne, aucune destinée nationale, ne s'est faite sans la volonté expresse d'Hassan II, monarque de droit divin.

Depuis Skhirat, nous sommes entrés dans un cycle précipité et dangereux. De plus en plus proche de mon père, je vais de surprise en étonnement, témoin quotidien d'un jeu d'ombres, d'un chassé-croisé clandestin dont je n'arrive pas encore à deviner la finalité.

Avant de quitter Agadir, j'assiste à un fait si saisissant et lourd de sens, qu'il me faudra m'en assurer moi-même, pour le croire. Le lendemain du voyage à Taфраout, vers 1 heure du matin, alors que le cabanon est paisible. Geronimo vient me chercher sur la terrasse :

— Le général te demande.

Puis Moulay Ali s'adresse en berbère à Slimane, Mustapha et Larbi. Je suis intrigué. Les autres âayounis ont quartier libre.

Vous avez été sur les dents ces jours-ci, leur dit Geronimo, vous pouvez aller vous reposer, soyez là demain à 10 heures.

Le cabanon se vide. Je vais frapper à la porte de mon père. Assis sur son lit, il parcourt quelques dossiers et la presse internationale. Des tas d'articles commentant la volonté française de l'amnistier sont encadrés. Je m'assieds un instant au bord du lit, puis il me demande de l'aider à se mettre debout et à enfiler un pantalon et une saharienne :

— J'ai envie d'aller me dégourdir les jambes, me dit-il.

Je ne suis pas convaincu que ce soit là sa motivation réelle. Il n'est certainement pas dans un état idéal pour se promener ! Mais il y a longtemps que les choses les plus irrationnelles me paraissent normales...

Il est 1 h 30 du matin. Mon père sort sur la terrasse, s'assied sur une chaise et fume en observant l'océan. La nuit est claire et le ciel étoilé. Oufkir regarde sa montre à plusieurs reprises. Geronimo, qui n'est jamais loin, s'approche et se penche sur lui. Je n'entends pas ce qu'ils se disent. Moulay Ali acquiesce d'un geste de la tête et s'éclipse. Tout en discutant de choses et d'autres avec mon père, je suis discrètement Geronimo du regard. Il disparaît quelques minutes et revient se planter à quelques mètres derrière son patron. Je distingue alors une silhouette descendre vers la plage : c'est Larbi. C'est certainement à la suite du bref échange entre Geronimo et Oufkir que son second a passé un habit ample par-dessus son costume et se dirige vers le sable. Que va-t-il y faire ? Je suppose que s'il s'est revêtu d'une djellaba et laisse sa main droite glissée dans l'ouverture, c'est pour maintenir discrètement sur sa cuisse une arme à canon long. Peut-être est-il chargé par Geronimo d'aller inspecter les alentours. Mais alors pourquoi la plupart des âayounis ont-ils été congédiés jusqu'au lendemain 10 heures ? J'en suis encore à m'interroger quand mon père se lève :

— Je vais m'absenter un moment. Si tu veux aller à la Casba, chez ton oncle Friedman, prends avec toi Driss, Boutouil et Slimane.

Tonton Henry, comme je l'ai toujours appelé, est un vieil ami de la famille. Rescapé des camps nazis, il est une figure de la ville d'Agadir où il possède un petit hôtel de vacances. J'irais volontiers me changer les idées à la Casba, mais mes élans d'adolescent se sont estompés au fur et à mesure de mon immersion au coeur du Makhzen. Naître

et évoluer dans le sérail d'Hassan II, c'est baigner dans un monde irréel aux contrastes violents, si fort qu'une existence normale paraît fade. Derrière la douceur de vivre et les raffinements de la royauté, se cachent des intrigues shakespeariennes et une violence moyenâgeuse. Le règne d'Hassan II est un cocktail déroutant de modernité factice et de pratiques féodales. Le souverain lui-même en est un exemple flagrant. Le roi s'habille à la dernière mode, épate ses interlocuteurs par son intelligence, son pragmatisme, sa grande culture et son charme infailible mais passée la porte de ses somptueux palais, il plonge dans un univers aux mœurs archaïques. Au-delà des murs sacralisés des demeures royales, le « monarque éclairé », comme s'accommodent à le qualifier les médias occidentaux, redevient un calife de droit divin ayant droit de vie et de mort sur ses sujets. Depuis que mon père m'a mis dans certaines confidences, je trouve plus passionnante la vie que je mène à ses côtés que les occupations de mon âge. Aussi je le remercie de sa délicate proposition et lui dis que je préfère rester un moment avec Driss et Boutouil dans le garage avant d'aller me coucher. Il m'observe afin de sonder ma sincérité :

— Bon, comme tu voudras... Je vais peut-être aller faire quelques pas sur la plage. Bonne nuit.

Ne m'invitant pas à l'accompagner, je m'abstiens de l'importuner. Je l'embrasse et le quitte pour me rendre au garage.

Nous entamons Driss, Boutouil et moi, une partie de cartes. Est-ce le hasard ou la curiosité inconsciente, toujours est-il qu'à peine dix minutes plus tard, je reviens dans la maison chercher des cigarettes. De la fenêtre de la chambre dont la lumière est éteinte, je vois mon père descendre maladroitement l'escalier de pierre qui mène à la plage. Instinctivement j'ouvre la vitre pour mieux l'observer. La nuit

est suffisamment claire pour que je puisse le distinguer, suivi de Geronimo, s'éloigner sur le sable. Une silhouette vient à eux. Dans son sillage, une autre ombre à deux mètres. Mon père et l'inconnu se donnent l'accolade. Geronimo et l'autre personne restent en retrait. Oufkir et l'étrange visiteur font les cent pas sur la plage. Je cours au garage. Driss et Boutouil se demandent si je n'ai pas le diable aux trousses. Je les enjambe précipitamment pour me saisir d'une paire de jumelles à infrarouge et ressors comme un courant d'air. Driss me dit d'un air nonchalant :

— Occupe-toi de ce qui te regarde...

Mais je suis déjà loin. Le temps de régler les lentilles, je découvre le visage de l'homme. Je reste le souffle coupé... C'est le colonel Dlimi !

Je ne comprends plus rien... Depuis l'affaire Ben Barka, Dlimi est pour l'entourage immédiat d'Oufkir un traître, celui par lequel le danger doit arriver. L'incident entre Geronimo et Lamine atteste des rapports tendus entre eux. Et voilà qu'au comble de la « bagarre occulte » que se livrent Hassan II et Oufkir survient cette étrange entrevue... Mon père et Dlimi s'entretiennent avec un enthousiasme qui me paraît, à la limite complice. Les bras m'en tombent ! Les questions se bousculent tellement dans ma tête qu'un instant je suis moins attentif à la scène qui se déroule en contrebas. Ce rendez-vous nocturne dure environ vingt minutes. Mon père et Dlimi s'embrassent comme du temps où ils étaient solidement liés, puis se quittent. Chacun, suivi de son garde du corps, prend un chemin opposé. Dlimi et Lamine s'enfoncent vers la dune ; mon père et Geronimo remontent vers la maison. Je m'empresse de regagner le garage. Mon père réintègre sa chambre. Quand Moulay Ali retrouve son fauteuil dans le couloir, je ne résiste pas à l'envie de lui tirer les vers du nez. Si imperméable et impassible que soit Geronimo, son

visage laisse transparaître une intense préoccupation. il doit se poser les mêmes questions que moi. A mes assauts répétés, il se contente de répondre :

— Pose ces questions au général... Et s'il ne te répond pas c'est qu'il a sans doute de bonnes raisons.

Je n'insiste pas. Je vais me coucher.

Quelques jours plus tard nous quittons Agadir pour Rabat. De nombreuses interrogations continuent de me tarauder. Survient alors un épisode supplémentaire qui complique plus encore mes réflexions.

Le roi va assister à une parade militaire avec sauts nocturnes de parachutistes. La cérémonie doit se dérouler sur un aérodrome adossé à l'hôtel Hilton de Rabat. Hassan II, dans un premier réflexe, hésite à s'y rendre. De crainte que cette dérobade ne soit interprétée par Oufkir comme la preuve que le roi a tenté de l'éliminer à Agadir, le souverain se ravise tout en prenant des garanties. Moins d'une heure avant la parade militaire, il ordonne au prince Moulay Abdallah de m'emmener avec lui. Je me retrouve donc assis dans la tribune officielle, juste derrière le roi et son frère. Alors que l'entourage voit ma présence comme un acte de sollicitude, une grâce de plus du souverain envers Oufkir et sa famille, sans le savoir, je sers à nouveau de bouclier. Moulay Abdallah est furieux mais ne m'en révèle pas la raison... Mon père encaisse ce coup bas en silence. Il s'en ouvrira pourtant devant moi au général Driss, sans trouver de mots assez durs pour qualifier le comportement d'Hassan II. Ce soir-là ses paroles furent si fortes qu'elles s'imprimèrent dans ma mémoire et m'inoculèrent une angoisse glacée :

— Driss, ce roi n'est pas Mohamed V. Il n'aime pas son pays. Il ne gouverne que pour son bon plaisir. Il ne sévit que pour assouvir son orgueil ou sa rancune personnelle, mais pas dans l'intérêt général ! Pendant dix-sept ans j'ai

aveuglément servi le trône comme je l'avais juré à feu Sa Majesté Mohamed V. Du moment que le roi se désolidarise de son peuple, il manque non seulement à sa fonction mais à ses devoirs !

La partie d'échec entre le roi et Oufkir est à son paroxysme. Hassan II, toujours aussi déroutant, joue tantôt la confiance et visite seul, et à l'improviste, mon père ; tantôt se défie en le recevant en présence de gardes du corps cachés derrière les tentures. Dans la plus pure tradition florentine, le maître absolu et le vassal sur le point de se révolter continuent leur « colin-maillard » mortel...

Mon père travaille de plus en plus. Je remarque que les rendez-vous secrets se multiplient ainsi que les précautions qui les entourent. Le théâtre de ces réunions à huis clos est une toute petite maison située en face de notre domicile de l'allée des Princesses à Rabat. Sa cave et son grenier servent de débarras, son salon est étriqué et son jardin minuscule, mais elle a l'avantage d'être modeste, donc discrète. Elle est gardée nuit et jour par quatre âayounis.

Une nuit, j'y accompagne mon père. Dans l'unique séjour, les stores sont baissés. Sur une table basse trône un gros magnétophone noir. Dans le coin, un guéridon supporte une machine à écrire et une boîte en carton contenant des bandes magnétiques vierges. Seules deux lampes de chevet éclairent la pièce. Des boissons et des sandwiches attendant à l'office. Tous ces détails me convainquent qu'une énième réunion se prépare et que la nuit s'annonce longue. Mon père me remercie et me demande de partir. N'osant pas lui dévoiler mon envie de rester, je hasarde juste :

— Je te laisse. Si tu as besoin de moi je ne suis pas loin. Je vais descendre avec les gardes dans le garage.

Je m'attends à ce qu'il me suggère de retourner à la maison, mais il marmonne en rangeant ses dossiers :

— Oui, oui, d'accord. Si j'ai besoin de toi, je t'appelle.

Je sors rejoindre Geronimo et Larbi, visiblement peu enclins à me tenir le crachoir. Ils me laissent griller une cigarette avec eux, puis m'encouragent à aller derrière la maison regarder la télé avec les âayounis. Il est 22 heures passées. Je m'attable pour une partie de cartes.

Vers 23 h 30, je sors du garage pour aller me soulager la vessie. Dans une petite allée sombre barrée par les longues franges d'un arbre fruitier, je m'arrête pour commettre mon « méfait ». Quand soudain, de l'autre bout du jardin, je perçois un grincement bref de gongs, et le bruit mat d'une porte que l'on referme. De l'endroit où je me trouve, j'aperçois un groupe d'hommes qui monte les trois marches de la terrasse pour s'engouffrer dans la maison. Mon père les accueille sur le perron. Je ne distingue pas les visages mais je dénombre quatre visiteurs. La curiosité me dévore mais le devoir me raisonne. Plus mon père me met dans la confiance, et plus je m'applique à ne pas trahir sa confiance. Je retourne donc sagement dans le garage, essayant vainement de me distraire pour taire les interrogations qui m'assaillent. Vers 1 heure du matin, Geronimo vient en courant me chercher :

— Le général te demande.

En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, je débarque dans le vestibule. Mon père fait coulisser les deux battants de la porte du salon et les tient entrebâillés en les maintenant avec ses épaules. Ce qui ne m'empêche pas, en me décalant de quelques centimètres, d'apercevoir les invités installés dans le séjour. Il y a là Driss Slaoui, l'un des plus importants conseillers du roi, Reda Guedira, la matière grise d'Hassan II, et deux autres personnages. Quand je découvre leur faciès je suis pour le moins interloqué ! Ce sont

Abderrahim Douabid, leader de l'UNFP, et Abdelkader, le frère de Mehdi Ben Barka ! Ce dernier a déjà fréquenté mon père, mais dans un tel contexte, jamais. Que peuvent bien faire Bouabid, Slaoui, Guedira et Abdelkader Ben Barka ensemble, chez Oufkir, à une heure avancée de la nuit, et dans le secret ? Mon père, auquel ma curiosité n'a pas échappé, me dit comme si de rien n'était :

— Tiens, voici la clé de mon coffre. Va dans ma chambre à coucher, et ramène-moi une grande enveloppe et les deux carnets qui sont déposés dessus. Prends soin de refermer soigneusement le coffre. Dis à Moulay Ali de t'accompagner. Qu'il ne te quitte pas jusqu'à ce que tu m'apportes ce que je t'ai dit. Ah ! Rapporte aussi des cigarettes.

Je m'exécute sur-le-champ. Une fois dans le jardin, je hèle Geronimo et l'avertis. Nous sortons de la petite maison, traversons la rue et nous rendons à notre domicile. Geronimo applique scrupuleusement les ordres. Il m'attend devant la chambre de mes parents. Lorsque j'en ressors, Moulay Ali m'emboîte le pas et nous courons rapporter la grande et épaisse enveloppe, ainsi que les deux calepins. J'entre dans le vestibule, gratte furtivement à la porte du salon et attends que mon père ouvre. Il apparaît en laissant les deux panneaux coulissants entrebâillés. J'en profite, tout en livrant ma commission, pour confirmer par un dernier tour d'horizon ma première vision. Je ne me suis pas trompé. Les personnes identifiées sont toujours là. Et semblent discuter intensément. La pièce est enfumée, les stores toujours baissés, les cols des chemises ouverts et les manches retroussées. Malgré l'ambiance de travail feutrée, les discussions à voix basse, les participants arborent tous un air cordial. Mon père n'est pas dupe de mes regards investigateurs... Avant de s'enfermer à nouveau avec ses hôtes, il marque une pause explicite, me regarde au fond des yeux, et me chuchote :

— Tu n’as rien vu... Tu sais que je te fais confiance, alors ne me déçois jamais...

Mon père retourne dans le salon, je regagne le garage. Bien plus que la satisfaction d’avoir assouvi ma curiosité, je suis ému par la confiance qui m’est renouvelée. La cascade d’événements auxquels j’ai assisté depuis Skhirat n’est pas fortuite. Sachant qu’il joue sa vie dans le complot qu’il prépare, mon père veut me faire constater les choses telles qu’elles sont en réalité et pas telles qu’Hassan II et sa propagande les manipuleraient si le coup échouait. Voir se multiplier les contacts entre les têtes de l’opposition et mon père, voir des hommes comme Allai El Fassi et Abderrahim Bouabid attablés chez lui, ne correspond en rien à l’image du « cruel vizir » honni par la gauche marocaine. Si, côté scène, on joue la pièce imposée par le roi, côté coulisses, on pactise pour le déposer. Officiellement, Oufkir est « l’assassin de Mehdi Ben Barka » ; mais officieusement le propre frère du défunt leader de la gauche le fréquente (et ce n’est pas la première fois...) et les plus hauts dirigeants de l’opposition sont chez lui pour parler de l’avenir du pays !

Les uns et les autres se sont rendus à l’évidence qu’ils étaient manipulés par Hassan II. Ce que n’a pas prévu ce grand marionnettiste qu’est le roi, c’est que les adversaires d’hier puissent se conserver suffisamment de respect pour conclure une alliance contre lui. Pour cela il a fallu qu’Oufkir soit capable de montrer à Allai El Fassi et Abderrahim Bouabid les preuves formelles que nombre des accusations qu’on lui imputait étaient fausses et particulièrement l’assassinat de Mehdi Ben Barka. Heureusement que mon père m’a donné la chance de prendre connaissance de cette vérité aujourd’hui si habilement occultée, comme tant d’autres d’ailleurs... Ce n’est que grâce aux épisodes que j’ai vécus à ses côtés que j’ai pu séparer le bon grain de

l'ivraie et porter fièrement son nom. Après le 16 août je ferai rétrospectivement l'addition de tout ce que j'ai vu et entendu et je comprendrai des choses essentielles.

En ce début d'été 1972, je n'ai heureusement pas conscience du destin qui se profile. Je constate seulement que nous franchissons une étape cruciale dans la partie serrée que se livrent Hassan II et mon père. À Agadir, le roi a tiré le premier et raté son coup. L'hélicoptère s'est écrasé, mais Oufkir est toujours vivant. A Tafraout le ministre de la Défense a pensé faire arrêter le souverain, mais ce dernier a trouvé la parade en m'invitant à faire avec lui le voyage. Rentré à Rabat, le roi, comme on l'a vu, réédite la manœuvre en m'amenant avec lui à une parade militaire. Il semble évident que le souverain redoute la réplique de son « homme de confiance ». De fait, il reçoit de moins en moins Oufkir et prend toutes les précautions lorsqu'il doit le rencontrer. Mon père aussi. Lui qui ne s'est jamais armé sort maintenant avec son revolver d'Indochine discrètement glissé dans la ceinture. Le roi annule les réunions hebdomadaires des chefs de corps qui se tiennent à l'état-major de Rabat, et qu'il préside. Il préfère des séances de travail à l'intérieur de ses palais placés sous la protection de mercenaires belges, corses et sud-africains. Toutefois, en grand joueur de poker qu'il est, Hassan II fait quelques visites surprises à notre domicile où il rappelle à chaque fois sous différentes formules le serment fait par Oufkir à Mohamed V. Il sait aussi que mon père ne le touchera pas sous son toit. Peut-être est-ce pour cela que, malgré le tableau sombre qu'il s'appliquera à broser de lui, Hassan II laissera échapper dans l'ouvrage *Mémoires d'un roi* : « Oufkir était un homme d'honneur ».

En attendant, les gestes déroutants et contradictoires se multiplient. En public, Hassan II encense mon père, en privé il redouble de gentillesse à notre égard, et dans l'ombre il prépare la fin de son « fidèle serviteur ».

De retour d'Agadir, Oufkir est chargé par le roi d'aller remettre un message personnel au président Boumediene. Il doit faire le voyage à bord du Falcon 20 du palais. Je l'accompagne jusque sur le tarmac de la première base aérienne de Salé, à quelques kilomètres de Rabat. Le vol aura lieu de nuit. Je regarde l'avion s'éloigner. Bientôt je ne distingue que son fuselage blanc. Ses feux de position clignotent alternativement. Le jet s'immobilise en bout de piste. Le sifflement de ses réacteurs va crescendo. Le Mystère 20 s'apprête à décoller quand, soudain, le bruit des gaz diminue. Debout à côté de la voiture, je regarde, inquiet, l'appareil rebrousser chemin et se diriger vers l'aire de stationnement. Dès qu'il s'immobilise, je me précipite, suivi de Driss, Boutouil et Larbi. La porte de l'avion à peine ouverte, je m'y engouffre. Je découvre, stupéfait, mon père allongé dans le couloir qui sépare les sièges, et Geronimo penché sur lui. Je pense au pire. Oufkir se tord de douleur, se plaignant d'un mal de reins insoutenable. Nous sommes sur le point de le transporter de toute urgence à la polyclinique de Salé, lorsqu'il lance à l'adjudant-chef Ham- mou :

— Non, on va à la maison.

Je m'insurge, m'emporte, crie que tout cela n'est pas raisonnable quand il me chuchote à l'oreille :

— Ne t'en fais pas. Tout va bien, je me porte comme un charme. Maladie diplomatique !

Rassuré, je m'abstiens de lui poser des questions. À la maison, il s'alite et me demande de faire venir un ami médecin. Le roi, alerté, envoie sa mère, Lalla Abla, administrer

elle -même les médicaments à mon père. Hassan II prend lui-même et régulièrement par téléphone des nouvelles du « malade » :

— Soigne-toi, Oufkir ! Prends tout ton temps. Je sais que tu n'aimes pas les médicaments, mais il faut que tu les prennes, lui dit-il.

Tel est le Maroc d'Hassan II, on se dorlote avant de se poignarder...

J'apprendrai en fait un peu plus tard qu'un mystérieux informateur avait alerté mon père avant son voyage : le Falcon 20 transportait une bombe, réglée sur l'altimètre, qui devait exploser en vol. Pour garantir la sécurité de la personne qui l'avait averti, mon père eut recours au stratagème de la « crise de reins » violente et subite, le roi devant absolument croire que cet échec était seulement dû au hasard. Je ne prendrai connaissance de l'identité de l'informateur qu'après le 16 août. Mais n'anticipons pas.

Fin juin 1972, ma mère séjourne toujours à Paris, retenue par la convalescence de Malika. Mon père lui demande d'aller visiter des officiers marocains hospitalisés dans la capitale française. Année de bouquets de fleurs et de boîtes de chocolats, elle doit leur transmettre les vœux de prompt rétablissement du major général des armées. Le premier au chevet duquel elle se rend est le colonel Loubaris, commandant des paras, qui reçut une rafale dans le bas-ventre à Skhirat en essayant d'arrêter Ababou et ses cadets. Parmi les autres officiers figure le lieutenant-colonel Amokrane, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air, traité à l'hôpital Necker pour un cancer du rein. Ma mère ne le connaît pas. C'est la première et même la dernière fois qu'elle le voit. Pourtant cette visite sans arrière-pensée sera exploitée de mauvaise foi contre elle au lendemain du 16 août. En pénétrant dans la chambre d'Amokrane, elle

découvre un homme au teint jaunâtre et au corps amaigri, percé de tuyaux et sous dialyse. Deux individus sont assis sur des chaises dans un coin de la pièce. Fatema les salue de la tête et transmet les vœux de mon père à Amokrane. Ce n'est qu'au cours des interrogatoires qui suivront le coup d'État du 16 août que ma mère apprendra l'identité des deux témoins, le fquih Basri, chef en exil de la branche année de l'opposition, et l'un de ses lieutenants. Le hasard de cette très brève rencontre sera pourtant sournoisement utilisé et manipulé pour nous nuire. Pourquoi cette entrevue entre le fquih Basri et Amokrane ? Sans doute parce qu'elle est nécessaire à Oufkir pour prouver à la gauche révolutionnaire que son projet rassemble toute l'armée, y compris de jeunes officiers progressistes comme Amokrane. Elle est aussi destinée à montrer au lieutenant-colonel que ce putsch est issu d'un consensus national secret mais réel.

L'importance capitale de cette rencontre entre Amokrane et le fquih Basri sera habilement occultée, voire falsifiée par le pouvoir. Hassan II, après le 16 août, s'arrangera pour cacher la genèse du coup d'Etat à l'opinion publique. Or la visite du fquih Basri à Amokrane est la clé de l'énigme qui entoure aujourd'hui encore ce que l'on appelle « l'attaque du Boeing, ou la baraka du Commandeur des croyants ». Car cette réunion dans une chambre de l'hôpital Necker sert de fil d'Ariane au putsch de 1972. Comme lors du complot de Skhirat, avant même son exécution, se prépare un coup d'Etat dans le coup d'Etat.

Ce sont Abderrahim Bouabid et Allai El Fassi qui ont convaincu le fquih Basri de se joindre à la coalition constituée avec Oufkir et des proches du roi, pour renverser Hassan II. Mais après tant d'années de lutte, ce « tout est bien qui finit bien » n'arrange pas vraiment le fquih. Bouabid et Allai El Fassi, leaders qui n'ont pas connu l'exil, ont au

Maroc des longueurs d'avance sur lui. Leur popularité n'est plus à démontrer, alors que la sienne est en berne. En outre, ils n'ont pas toujours été d'accord avec la manière du fquih de percevoir des fonds de l'Algérie, la Syrie, l'Irak ou l'Égypte. Trouvant aussi que l'administration de ces énormes sommes par Basri laissait à désirer... Les contraintes de la clandestinité ne leur semblaient pas un argument suffisant. Il est vrai pourtant que lorsqu'on finance des camps d'entraînement, on ne paie pas avec une cane de crédit ou un chèque. Le fquih, dans une correspondance avec Bouabid et Abderrahman Youssoufi¹, que la presse marocaine a amplement commentée en 2002, a exprimé à l'époque ses doutes sur la sincérité d'Oufkir. Et le fait que Bouabid le rassure en disant : « Au vu des conversations que j'ai eues avec lui, j'ai entièrement confiance dans le général... C'est la seule personne qui puisse encore sauver le pays », n'est pas pour le calmer. En cas de réconciliation nationale entre l'armée et la gauche, ce seront des hommes tels Bouabid, Allai El Fassi et Youssoufi qui apparaîtraient comme les représentants les plus crédibles. Le fquih va donc sauter dans le train en marche et se contenter dans un premier temps de la « seconde classe », avec l'espoir d'en devenir, sinon la locomotive, du moins l'un des machinistes.

Le fquih Basri commence par demander des garanties concrètes. Oufkir les donne sur-le-champ : la branche année en exil reçoit des fonds et obtient toutes les commodités en Algérie pour préparer ce qui deviendra le 3 mars 1973, ce qui permettra à la gauche en cas d'échec du 16 août de continuer la lutte contre Hassan II. Le ministre de la Défense a accepté d'en toucher un mot à son grand ami le colonel Zarguini des services spéciaux

1. Premier ministre du gouvernement d'alternance qui depuis la fin des années 1990 à 2003, a « associé >> la gauche au pouvoir.

algériens. Oufkir obtiendra aussi que les services occidentaux « foutent la paix » au fquih, qui pourra ainsi circuler sans contraintes. Basri, qui a déjà rencontré Driss Slaoui, veut toutefois voir les militaires dans le coup. Certes, il se doute bien qu'Oufkir ne lui enverra pas des généraux, comme Ben Omar ou Sefrioui, mais le ministre de la Défense saute sur l'occasion pour prouver au fquih que ce sont des officiers de la nouvelle génération, fortement ancrés à gauche comme Amokrane, qui participent à l'opération. Mais le fquih retourne le lieutenant-colonel. Et lui confie ne pas avoir confiance en Oufkir. Pourquoi Oufkir ne désire-t-il pas tuer le roi ? Pourquoi veut-il le faire abdiquer en faveur de son fils âgé de 9 ans. si ce n'est pour préserver le cadre monarchique ? Basri persuade Amokrane qu'il faut couper l'herbe sous les pieds d'Oufkir parce que s'il prend le pouvoir dans la légitimité, ils ne pourront plus se débarrasser de lui. Dés lors, afin de contraindre le général à réellement tourner la page, le fquih Basri convainc Amokrane qu'il faut éliminer le roi à tout prix. Au lieu, comme prévu, d'obliger le Boeing à se poser sur la base militaire de Kenitra où une unité blindée s'emparera d'Hassan II, ils décident d'abattre l'avion royal. Aux réticences d'Amokrane, le fquih oppose aussi l'argument qu'en éliminant le roi, on fait ce qu'Oufkir souhaite inconsciemment mais se refuse d'accomplir pour des raisons politiques et affectives, résidus de ses relations passées avec Hassan II et de sa dévotion pour Mohamed V. Le fquih ajoute, pour effacer les dernières réticences d'Amokrane, qu'Oufkir régicide sera bien plus malléable qu'un Oufkir garant, avec le CNR, de la continuité dynastique dans une vraie monarchie constitutionnelle ! Autant d'éléments qui permettent de mieux comprendre ce qui s'est vraiment passé ce 16 août.

Début juillet j'accompagne mon père au port de Casablanca. Je conduis. Geronimo. Larbi et Slimane suivent dans une voiture. Le colonel Hassan Youssi, chef d'état-major de l'aviation, s'est installé à mes côtés. Mon père, en tenue militaire, est assis à l'arrière avec un personnage que tout le monde appelle « oustad », ce qui veut dire professeur en arabe. Cet égyptien, que j'ai vu à plusieurs reprises avec mon père, est un bonhomme tout en rondeurs, affable et souriant, d'un commerce agréable et enrichissant. Il parle onze langues et montre une rare érudition. Expert en théologie, sa traduction du Coran est un plaisir de l'esprit. On chuchote aussi, dans l'entourage d'Oufkir, qu'il sert de « contact » à la CIA.

Mon père a été convié en tant que chef des armées à visiter un porte-avion américain en escale au Maroc. Il doit aussi rencontrer le contre-amiral Watson de la flotte américaine en Méditerranée. Dès notre arrivée, nous sommes accueillis par le chef d'état-major de la Marine royale, le lieutenant-colonel Abaroudi. Il nous reçoit au bas de la passerelle de son navire de commandement : l'*lbn Batouta*, sur lequel est prévu le déjeuner avec le commandant de la sixième flotte américaine et ses officiers. J'assiste à un repas très agréable. Après le café, nous embarquons sur une vedette pour sortir du port et aborder aux flancs gigantesques du porte-avion. Mon père passe en revue une impressionnante parade de Marines. Le protocole et les détachements qui rendent les honneurs sont dignes d'un chef d'Etat. Lorsque Oufkir remercie l'amiral américain, ce dernier lui dit, avec son accent yankee inimitable :

— C'est à votre Silver Star¹, général, que vous devez ce petit traitement de faveur.

1. Une des plus prestigieuses décorations américaines.

— C'est dommage, plaisante mon père, le roi ne l'a pas !

Au terme d'une conversation à huis clos entre le ministre, l'amiral, et les colonels Youssi et Abaroudi, nous rentrons à Rabat.

J'apprendrai bien plus tard que ce déjeuner a servi en fait à obtenir une « assistance technique » américaine au coup d'Etat en préparation. Lors de cette visite du porte-avion, mon père ne savait pas encore si Hassan II allait se rendre en France par avion ou par bateau, ce que le roi se gardait bien de lui révéler. Dans les deux cas, l'arrestation du souverain allait nécessiter l'intervention de la marine ou de l'aviation royale. Or Hassan II avait pris soin, après Skhirat, de désarmer ses troupes. Les FAR étant sous haute surveillance, leur armement offensif sous le contrôle direct du SSS, donc du roi, si l'opération d'arraisonnement se déroulait en mer ou dans les airs, elle requerrait obligatoirement l'appui des Américains. Il était alors convenu qu'un de leurs sous-marins en Méditerranée devait suivre à la trace le bateau d'Hassan II dès sa sortie du port de Tanger, pour donner sa position exacte à la Marine royale afin qu'elle intervienne. En fait, au dernier moment, la manœuvre sera annulée, le roi ayant pris la précaution de faire embarquer sur son bateau des armes antiaériennes, des canons de défense et une centaine d'hommes des commandos paras de la Garde royale !

Quant à une interception aérienne, elle ne serait envisageable que si les Américains acceptaient de prêter aux marocains les seuls avions opérationnels de tout le royaume, ceux qui se trouvent sous leur responsabilité. Ils devraient donc fermer les yeux sur le décollage de FS armés de la base de Kenitra, laquelle partage ses pistes d'envol et ses hangars de maintenance avec l'armée de l'air marocaine. C'est un avion radar américain qui se chargerait de donner

la position exacte du Boeing d'Hassan II¹. En outre, les 400 membres américains de la base allaient avoir quartier libre le 16 août à partir de 14 heures, seuls resteront quelques discrets techniciens chargés de préparer les F5 et de les assister en cas de pépin.

Les signes inquiétants aux yeux du roi s'accumulent. Outkir est trop en odeur de sainteté à son goût. La soudaine complaisance de l'opposition pour le « méchant vizir » tараude Hassan II. L'empressement de la France à blanchir le général dans l'affaire Ben Barka angoisse le souverain. La popularité réelle de son ministre dans les rangs de l'armée lui fait perdre le sommeil. L'intérêt complaisant que portent les Américains à son connétable, et la sympathie affichée des Algériens le préoccupent chaque jour un peu plus. D'autant que cette entreprise de réhabilitation se fait au grand jour.

Le 4 juillet, mon père est officiellement invité à l'ambassade des Etats-Unis à Rabat. Il y est reçu avec des honneurs qui paraissent excessifs à Hassan II, qui en prend ombrage.

Le 14 juillet, coup de tonnerre : Oufkir est officiellement convié à l'ambassade de France ! Devant des dizaines d'hôtes français et étrangers stupéfaits, mon père et ma mère assistent à la célébration de la fête nationale. Tous peuvent constater que le général Outkir, condamné par contumace à Paris, est dignement accueilli à l'ambassade, donc sur le territoire français ! A un moment, mon père s'éclipse dans le bureau de l'ambassadeur, en compagnie de

1. La base américaine de Kenitra étant sous le commandement du Strategic Air Command, donc sous l'autorité de la base de Rota en Espagne. Elle est théoriquement sous souveraineté marocaine, mais en fait toute activité sur la base était placée sous la tutelle et le strict contrôle des Américains.

Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou. Lequel lui explique le profond désir du gouvernement de trouver une solution à l'affaire Ben Barka. À la demande de l'Élysée, des juristes se sont penchés sur la question : ils ont proposé au président Pompidou de tirer parti d'un article qui autorise le chef de l'État à « amnistier toute personne ayant rendu des services exceptionnels à la France >>. Ce qui cadre parfaitement avec les dix-sept années de brillants états de service sous le drapeau tricolore et les nombreuses citations pour faits d'armes, du ministre marocain.

Un mois donc avant le coup d'État, Maurice Schumann vient en personne annoncer à mon père que son amnistie sera officiellement déclarée lors de la visite que s'appête à faire Hassan II à Paris.

Mais Oufkir refuse en ces termes :

— Monsieur le ministre, je suis touché par un geste, même tardif, de la France, et qu'elle se souvienne enfin des dix-sept années que j'ai passées dans son année. Mais on n'amnistie que les coupables. Je n'ai pas tué Mehdi Ben Barka et l'histoire le prouvera.

Une autre raison pousse mon père à décliner la grâce : une telle amnistie signifierait clairement à Hassan II : « Oufkir prépare un coup d'État, il s'appête à prendre le pouvoir ». Paris joue d'habileté. Après avoir clamé haut et fort que le prétendu exécuter de Ben Barka pourrait bénéficier d'une amnistie, si celle-ci venait à correspondre avec la prise de pouvoir du général, elle ne serait pas une surprise. En outre, en cas de réussite du putsch, quelle plus belle réhabilitation pour mon père que de le voir travailler avec les leaders de l'opposition se revendiquant de Ben Barka ! En fait, plus qu'une grâce, Oufkir désire une réhabilitation complète. Pour cela, il compte étaler sur la place publique les preuves de la culpabilité d'Hassan II et

du SSS dans l'assassinat de Ben Barka, preuves avec lesquelles il a pu convaincre l'opposition de s'allier à lui mais dont seuls Abderrahim Bouabid et Allai El Fassi ont pu prendre connaissance.

D'ailleurs, selon un ancien agent secret espagnol, connu sous le nom de Gonzalez Mata, Oufkir aurait fait transférer, avant le 16 août 1972, des dossiers ultra-confidentiels en Suisse. Dans un livre paru en France en 1976 ¹. Mata affirme, documents à l'appui, avoir reçu l'ordre de ses supérieurs de convoier en Suisse les archives secrètes du général. Lesquelles renfermeraient les enregistrements de toutes les conversations d'Oufkir avec l'opposition, les Français, les Américains mais aussi et surtout, des informations essentielles sur l'affaire Ben Barka et ses ramifications étatiques internationales. Selon l'agent espagnol, l'histoire secrète du Maroc de son indépendance à 1972, après avoir séjourné dans une banque madrilène, aurait été transférée dans un coffre à Genève ! Gonzalez Mata avance avoir été contacté par Dlimi quinze jours après l'attaque du Boeing pour récupérer ces documents. Comme seuls les héritiers des dépositaires peuvent en prendre possession. Mata, accompagné d'hommes de Dlimi et d'une fausse Fatema Oufkir, aurait tenté de convaincre le banquier de lui livrer les pièces en question. Dlimi a-t-il pu les récupérer ? Hassan II est-il passé avant ? L'agent espagnol ajoute encore : «J'appris à quel point Oufkir était lié aux divers services secrets occidentaux : CIA, SDECE, ou renseignements espagnols. Mais il ne se comportait ni comme un informateur ni comme un honorable correspondant. Non, il discutait à égalité et on le respectait. » ^{1. 1}

1. *Le Cygne, Mémoires d'un agent secret*, Grasset. 1976.

Car en ce mois de juillet 1972, les Espagnols ne sont pas en reste... Les visites du « tonton » Simancas se font de plus en plus fréquentes. Cet homme distingué, discret au possible, est colonel dans les services secrets ibériques. Je l'appelle tonton parce que c'est un vieil ami de mon père et que je le connais depuis mon enfance. Or une nuit, j'ai effectivement vu, aidé de Geronimo, Larbi, et Slimane, mon père trier d'énormes dossiers, des dizaines de bandes magnétiques et des pochettes de tailles différentes contenant des centaines de photos. Sous son oeil attentif, nous les avons rangés soigneusement dans une petite malle métallique bleu marine. Il était environ 2 heures du matin, les lumières du jardin étaient éteintes. Je savais ce que cela voulait dire. Quand le standard annonça une visite, je ne fus pas surpris. Mon père sortit sur le perron, je le suivis. Un fourgon s'arrêta face à nous. Ses phares nous aveuglaient. Son moteur était en marche. Suivi des âayounis soulevant les malles, mon père assista à leur embarquement par la porte latérale de la camionnette. Resté sur le perron, les phares dans les yeux, je ne vis rien d'autre. Le fourgon repartit immédiatement. Mon père monta se coucher. Et moi, je restai aux prises avec d'interminables questions, et une indéfinissable angoisse au cœur.

Un autre fait important attire mon attention. Mon père reçoit en catimini des membres de la famille royale. Pourquoi rencontre-t-il tour à tour le prince Moulay Hassan, cousin du souverain, le prince Moulay Ali. époux d'une des sœurs du roi, et M. Cherkaoui, beau-frère d'Hassan II ? Et ce dans les mêmes conditions que les autres « comploteurs » ? Moulay Hassan est un Alaouite. Il a épousé la sœur de Mohamed V, Lalla Mina. Notabilité civile et religieuse de la ville de Meknès, il en a été le gouverneur. M. Che-

rkaoui, lui, est un nationaliste de la première heure qui possède des idées libérales et un caractère bien affirmé. En épousant l'une des sœurs d'Hassan II, il s'est éloigné des grands engagements politiques mais n'en pense pas moins. D'ailleurs il a toujours été digne et fier devant le monarque. Mon père et lui s'estiment. Cherkaoui entretient aussi de bonnes relations avec l'opposition. Comment expliquer la multiplication de ces entretiens inhabituels ? Avec le temps et des investigations personnelles, j'ai compris bien des choses.

Plus le complot associant les conseillers du roi, la gauche et l'armée, avançait, plus il fallait en peaufiner les derniers détails. Le Conseil national de régence prévu aurait réuni des civils, des militaires et des membres de la famille du roi. Parmi elles les princes Moulay Abdallah, Moulay Hassan, et M. Cherkaoui, selon des sources que je n'ai pu personnellement vérifier. Moulay Abdallah, frère du souverain, aurait lui-même déchargé Oufkir de ses derniers scrupules et du serment de loyauté fait au trône à Mohamed V sur les lieux saints de la Mecque en lui disant :

— Oufkir. je suis autant le fils de Mohamed V que mon frère, et je te relève de ton serment... J'en prends la responsabilité devant Dieu et les Marocains, mais il faut absolument sauver le pays.

Les portefeuilles les plus importants d'un gouvernement de salut public auraient été répartis ainsi : Premier ministre, Abderrahim Bouabid de l'UNSPF ; ministre de l'Intérieur, Reda Guedira ; ministre de la Justice, Allai El Fassi de l'Istiqlal ; ministre des Affaires étrangères, Driss Slaoui. Enfin, ministre de la Défense et chef des armées, Mohamed Oufkir.

Juillet 1972, les réunions secrètes dans la petite maison voisine de la nôtre deviennent plus fréquentes encore. Ma mère est de retour au Maroc. Pour la première fois, mon père se montre à son bras dans une cérémonie donnée à l'état-major de Rabat et retransmise au journal télévisé. Oufkir a demandé à tous les officiers assistant au dîner de gala de venir accompagnés de leurs épouses. Le roi est furieux. Hassan II, ayant un harem et ne montrant jamais sa femme, interdit en effet à ses ministres de présenter leurs compagnes dans des cérémonies officielles. Le roi prend cette infraction à ses ordres comme une gifle. Plus tard, il interprétera même ce geste comme une dernière répétition d'Oufkir et Fatema avant d'endosser la peau de chef de l'Etat et de première dame.

Dans les jours qui suivent, nous nous rendons, mon père, ma mère et moi, chez Laghzaoui, l'ambassadeur du Maroc à Paris. Cet homme proche de l'Istiqlal, qui fut le premier directeur de la Sûreté nationale après l'indépendance, est l'une des plus grosses fortunes du royaume. Il nous reçoit dans sa gigantesque demeure qui tient plus d'un palais que d'une villa. Nous déjeunons dans le parc en compagnie de notre hôte, de son épouse et de Jacques Fauvet, le directeur du quotidien *Le Monde*. Au café, Oufkir et lui discutent en se promenant dans les allées du jardin. Que se disent-ils, je l'ignore. Peut-être ont-ils abordé l'affaire Ben Barka et la volonté française d'amnistier mon père. Je me rappelle cependant qu'avant de prendre congé, Laghzaoui nous fait faire une visite complète de son palais. Nous tombons sur des artisans fondant de l'or pour décorer les plafonds somptueux. Alors que Jacques Fauvet semble plus circonspect qu'impressionné, je saisis l'opportunité pour murmurer à mon père :

— Mais c'est Versailles ici !

Et lui de me glisser malicieusement :

— Eh bien, dans peu de temps, Versailles sera nationalisé...

Le 10 juillet 1972, Hassan II fête ses 43 ans. Comme pour défier le sort, il offre une fête à Skhirat. Les fastes et le nombre d'invités éclipsent ceux de l'année passée. Le roi va jusqu'à décorer d'un ordre commémoratif les rescapés de la tuerie de 1971. Mon père assiste en serrant les dents à l'anniversaire. Là où, un an auparavant, des cadavres d'innocents jonchaient le sol et des impacts de balle criblaient les façades, Oufkir observe un protocole archaïque qui officie sans pudeur à un étalage indécent de richesse. Rien n'a changé.

Sept jours plus tard, le lieutenant-colonel Amokrane revient de France. Le 21 juillet, mon père le reçoit à la maison accompagné d'un autre officier de l'armée de l'air, le commandant Kouera, un Rifain droit, pieux et honnête. En lui serrant la main, je suis loin de m'imaginer que c'est celle de l'homme qui, dans un mois, mènera l'opération d'arraisonnement du Boeing royal. Je vais revoir fréquemment Amokrane et Kouera dans le salon d'Oufkir. D'ordinaire mon père les reçoit seul, mais il lui arrivera parfois de les voir en présence du colonel Hassan El Youssi, et même une autre fois, des généraux Ben Omar et Sefrioui.

D'ailleurs, concernant le premier, me reviendra en mémoire après le 16 août une scène à laquelle j'ai assisté. C'était quelques mois après Skhirat, mon père, Amokrane et Youssi, rassemblés dans le salon, discutaient de la récente « affaire Libyenne », rumeur d'une énième tentative d'assassinat contre Hassan II. Les services de sécurité du royaume, sur ordre du palais, avaient élaboré des opérations visant à rendre la pareille à Kadhafi. Mon père lui-même proposa un plan d'action au souverain. A savoir se procurer le plan de vol de l'avion du chef de la révolution Libyenne,

le faire intercepter par un chasseur marocain et l'envoyer au tapis¹. Quelques jours plus tard, j'entendis mon père, Youssi et Amokrane, évoquer le sujet. Youssi, vieil ami d'Oufkir, chef d'état-major de l'armée de l'air passionné d'aviation, lui lança :

— Ce serait un honneur pour moi, mon général, si vous m'autorisiez à faire partie du coup contre Kadhafi... Vous n'avez qu'à me donner un F5, remplir ses canons et je m'en charge !

Mon père lui répondit en le taquinant :

— Hassan, ne sais-tu pas que les canons d'un F5 peuvent ne pas suffire à abattre un Boeing 727 ? Avec un peu de chance, et un bon pilote, les balles dépressuriseront la cabine, créeront des dégâts conséquents, feront peut-être des morts, mais si elles ne touchent pas les réservoirs, l'avion peut encore se poser. Non, non, si le roi donne l'ordre de le faire, il faudra qu'il y ait un seul F5 et sans cocarde. Il tirerait un missile de loin et en altitude... Ou, à la rigueur, s'il s'approche un peu plus de sa cible, des roquettes.

Amokrane confirma ces propos et y alla de son analyse de spécialiste :

— Le général a raison, dit-il à El Youssi, les F5 ont des canons fixes, ce qui n'en fait pas des intercepteurs type. Ils sont bons pour des attaques d'objectifs au sol, mais s'avèrent de piètres intercepteurs en vol. Pour un succès assuré il faudrait utiliser des missiles ; les balles de vingt millimètres ne suffiraient pas.

Le colonel nous démontra en outre qu'en réduisant le plus possible sa vitesse, et en accélérant sa descente, le Boeing obligerait les Northrop F5 à faire de larges virages

1. Hassan II. dans sa conférence de presse du 23 août 1972, raconte lui aussi, et dans les détails, ce projet d'attaque aérienne contre Kadhafi.

pour l'ajuster dans leur ligne de mire fixe. Les chasseurs perdraient ainsi beaucoup de temps et trop de carburant pour mener une attaque efficace.

— Non, une telle opération menée avec seulement des balles de canons serait pratiquement vouée à l'échec, conclut-il.

Ce à quoi mon père ajouta en taquinant El Youssi :

— Avant de se lancer dans une entreprise, il faut se documenter...

Puis ouvrant sa sacoche pour y puiser un livre, il offrit à Hassan El Youssi un ouvrage sur l'histoire des attentats aériens, de celui contre Hitler à l'attaque contre l'avion du roi Hussein de Jordanie par des Mig syriens.

Après le 16 août et la mort de mon père, ce que j'avais vu et entendu ce jour-là ne cessera de me hanter. Comment concevoir que ce même Oufkir cherchera, quelques mois après cette conversation et selon la version consacrée, à abattre l'avion d'Hassan II avec pour tout armement sur les F5 des balles d'exercice, autrement dit des balles à blanc ? Qui plus est, en réduisant leur nombre à 500, ce qui est dérisoire, et en limitant le plein de carburant des appareils ! Et ce pour attaquer un Boeing 727, appareil semblable à celui de Kadhafi. Alors que s'est-il réellement passé ?

Hassan II, qui s'apprête à effectuer une visite privée en France, a décidé d'aller passer ses vacances dans son château de Betz, près de Senlis, dans l'Oise. Mais en fait, comme on l'a vu, il vient réclamer la tutelle française sur son armée. Le roi, prévoyant, invite ma mère à faire partie de sa suite. Elle refuse poliment, invoquant son absence depuis trois mois du Maroc, argument qui sera retenu contre elle après la tentative de putsch. Une fois de plus, des hasards malheureux se conjuguent pour sceller notre destin...

Hassan II informe la France de son arrivée la veille seulement de son départ. Tout en maintenant deux options ouvertes : à Tanger le bateau royal est paré à appareiller ; sur l'aéroport de Rabat-Salé, son Boeing 727 se tient prêt à décoller. Pour ajouter à la confusion, le roi désoriente les membres de la suite qui doit l'accompagner. Aux uns, il laisse entendre qu'il voyagera par avion, aux autres, il évoque sa passion de la mer. Oufkir ordonne à Amokrane de se tenir prêt à intercepter le roi s'il décollait de Rabat. Hassan II se décide au dernier moment pour le bateau.

Le 26 juillet, nous allons à Tanger avec mon père pour saluer le souverain avant son départ pour Marseille. Hassan II s'entoure de toutes les précautions. Il prend le train de Rabat à Tanger. Il ne cesse de recommander que l'on prenne soin d'Oufkir et insiste auprès de ma mère en lui disant :

— Fatema je compte sur toi, il faut qu'Oufkir se repose, il faut qu'il prenne des vacances ! Qu'il vide un peu sa tête de tous ses soucis.

Quelques jours après le départ du roi, mon père effectue un aller-retour rapide à Londres. L'ambassadeur du royaume à Paris, Laghzaoui, l'y attend. Il a, sur instruction du ministre de la Défense, organisé un dernier rendez-vous avant le coup d'Etat avec Alexandre de Marenches, le patron du SDECE. Comme on l'a déjà évoqué, Laghzaoui est un istiqlalien de la première heure. Il est également l'ami de Allai El Fassi et d'Oufkir. Ce qui fait de lui l'un des canaux privilégiés dans les contacts entre le général et le leader nationaliste. Laghzaoui a-t-il été mis dans la confidence ? Peut-être est-il là parce que l'opposition souhaite constater *de visu* la bénédiction des puissances occidentales au putsch. Qui sait, Oufkir pourrait, pour séduire les partis, surestimer les réels appuis internationaux dont

dispose l'opération ? Toujours est-il que Laghzaoui se trouve avec Oufkir dans la capitale britannique pour voir Marenches. Ils se retrouvent d'abord au Turf Club pour prendre un verre puis vont déjeuner chez *Simpson on the Strand*¹. Tout ce que l'on peut savoir aujourd'hui de cette réunion londonienne, c'est ce qu'Alexandre de Marenches a bien voulu prétendre à Christine Ockrent. Dans un livre d'entretiens avec la célèbre journaliste, le patron du SDECE s'empresse de gommer ses liens anciens et réguliers avec Oufkir. Ils se sont connus pendant la campagne d'Italie en 1944 mais Marenches jure ses grands dieux qu'il n'a pratiquement pas revu Oufkir depuis la Seconde Guerre mondiale ! De quoi me faire rire si le mensonge n'était si grave. Que de fois n'ai-je en effet vu tonton Alexandre dans notre salon. Mon père répétait même :

— S'il m'arrive quelque chose, Alexandre sera quelqu'un sur qui vous pourrez compter.

L'avenir m'a prouvé que mon père n'était pas exempt de naïveté...

De sa rencontre à Londres, le patron du SDECE dit à Christine Ockrent : « Vers la fin du repas, l'ambassadeur Laghzaoui s'est éclipsé et je suis resté seul avec le général Oufkir. Il a commencé à me raconter des choses désagréables sur ce qui se passait au Maroc, sur le gouvernement et sur la manière dont le pays était mené. Je l'ai écouté et ne remarquai pas spécialement la phrase qu'il laissa tomber au moment de quitter la table : "D'ailleurs, tu auras de mes nouvelles la semaine prochaine". La semaine suivante eut lieu la fameuse attaque en vol contre l'avion du souverain. À ce moment-là, sa phrase m'est revenue en mémoire. » Je laisse à l'appréciation du lecteur les « sincères >> explications¹.

1. S. Smith le confirme dans *Oufkir, un destin Marocain*, op. cit

de tonton Alexandre, aussi franches que peuvent l'être les confidences d'un ex-patron des services secrets.

Il est à noter qu'Hassan II a donné son feu vert pour ce voyage privé à Londres. Son calcul est simple : si Oufkir est hors des frontières c'est qu'il ne prépare pas de coup fourré au Maroc. Mais lorsqu'une semaine plus tard, le roi apprend que son ministre a déjeuné avec le patron du SDECE, il n'a pas besoin qu'on lui fasse un dessin. Devant l'urgence de la situation, il avance son retour au pays. De plus, la fin de non-recevoir de l'Elysée à sa demande de coopération militaire très élargie lui laisse un goût amer.

De retour de Grande-Bretagne, mon père décide de prendre quelques jours de vacances. Il désire rejoindre ma mère et toute la famille en villégiature à Kabila. dans le nord du pays. La veille, il me fait demander dans le salon.

— J'attends Youssy et Amokrane, me dit-il. Peux-tu veiller à ce qu'on nous prépare un dîner simple ? Va les accueillir à la porte pour les introduire et veille à ce qu'on ne nous dérange pas.

Je m'en vais déjà lorsqu'il me rappelle :

— Au fait, demain tu me précéderas à Kabila par la route. Je m'insurge :

— Non, je préfère attendre qu'on y aille ensemble, toi, Malika et moi, par avion.

D'un regard, je comprends qu'il s'agit de choses sérieuses.

— Je voudrais que tu montes à Kabila en voiture, avec Moulay Ali et Larbi, insiste-t-il.

— Bon, c'est comme tu voudras... Mais est-ce que tu m'autorises à conduire ? réponds-je.

— C'est d'accord, si tu me donnes ta parole que tu seras prudent.

Le 10 août à l'aube je quitte Rabat pour Kabila. Mon père arrivera en fin de matinée. J'irai le recevoir à sa descente d'avion.

En ce début d'août tout est donc fin prêt. Les politiques du complot attendent désormais que les militaires passent à l'action pour déposer Hassan II. Seuls Amokrane, Kouera et Oufkir connaissent les détails du plan aérien. Les officiers qui doivent intervenir au sol pour s'emparer du souverain ne sont avertis que de la partie de l'opération qui est la leur. Le compte à rebours de l'histoire est irrémédiablement enclenché.

Chapitre XVI

Le 16 août, l'attaque du Boeing

Que s'est-il donc passé ce fameux 16 août 1972 ? Dans la mémoire collective, on sait qu'un groupe de putschistes a tenté d'arraisonner le Boeing d'Hassan II avec des avions de chasse, que l'un d'eux a tiré sur l'appareil du souverain mais que celui-ci s'en est, une nouvelle fois, tiré. Comment cela est-il possible ? Four beaucoup, cette baraka est un mystère. En fait, pour mieux comprendre la « survie miraculeuse du Commandeur des croyants en plein ciel », il faut en décortiquer les raisons, banalement humaines et « terrestres »...

Des raisons qui remontent d'abord à un gigantesque écœurement. Skhirat et le 16 août 1972 sont le résultat d'un pareil écœurement et d'une même colère. Tous deux émanent du pilier du trône : l'année. Ces deux coups de force ont à leur tête des hommes du palais, des proches lieutenants du roi. A un an d'intervalle Medbouh et Oufkir se sont soulevés parce qu'ils ne supportaient plus de voir brader des acquis âprement conquis par l'année et pour affermir la monarchie. A leurs yeux, s'ils laissaient la pourriture poursuivre son œuvre de désagrégation de l'État, ils risquaient d'être balayés avec elle. Et s'ils refusaient de

prendre leurs responsabilités, des Kadhafi en herbe ou des officiers extrémistes comme Ababou n'auraient aucun scrupule à conquérir ce pouvoir par les pires moyens.

Toutefois, une différence fondamentale distingue Skhi- rat du 16 août : l'opération de Medbouh était un coup de force pur, sans coalition ni projet politique, dans le seul but de déposer le roi puis de gouverner avec des militaires en attendant de « voir venir ». Il n'y avait pas de cohérence réelle, de vision globale à la différence de ce que l'on a bien voulu appeler le « complot d'Oufkir », véritable coup d'Etat qui rassemble dans un même projet l'opposition, l'armée et les proches du roi. On l'a vu : Allai El Fassi, Abderrahim Bouabid et Oufkir, principaux architectes de ce pacte de salut public, ont eu de nombreuses réunions secrètes, à Rabat, Casablanca, Fez et Tanger, au cours desquelles ils se sont mis d'accord sur une plateforme de gouvernement possible après l'éviction d'Hassan II. Il a été décidé qu'au sein du conseil de régence siègeraient les leaders de l'opposition, des militaires, des syndicalistes, des membres de la famille royale et des oulémas¹. Seuls le courant de l'islam sunnite et le rite malékite ouvert, tolérant, fraternel avec les autres communautés religieuses, auront droit de présence au CNR.

Driss Slaoui, cheville ouvrière du coup et porte-parole d'Oufkir auprès des partis politiques, a rencontré à maintes reprises, en France, en Belgique et en Espagne, l'opposition en exil, déployant son grand talent de la négociation et sa stature d'homme d'Etat pour aboutir à un accord ferme et définitif de toutes les parties contractantes. Le CNR représente une garantie et l'instrument de légitimité nécessaire pour mettre sur pieds une nouvelle Constitution et ancrer

1. Ouléma : docteur de la foi.

les fondations d'un système représentatif des aspirations populaires.

En cette mi-août 1972, tout est donc paré pour un changement de régime dans la continuité monarchique.

Quant à Hassan II, il est parti en France chercher la solution définitive du problème que lui pose son armée. S'il obtient de Paris qu'elle « renouvelle son protectorat >> sur les FAR, il pourra rentrer au pays serein et puissant. Mais l'Élysée fait traîner sa réponse. Le 31 juillet, le souverain a dîné avec Georges Pompidou, lequel lui a laissé entendre que le ministère de la Défense français préparait les dossiers du projet qui, au vu de son ampleur, nécessitait une analyse approfondie avant tout aval définitif. Hassan II retourne attendre dans son château de Betz. Lorsque s'achève la première quinzaine d'août, il s'impatiente. Connaissant trop bien l'adage « Qui va à la chasse perd sa place ». il sait que ce déplacement en France est très risqué, surtout au plus fort de la partie engagée avec Oufkir. Au bout de quelques jours, n'y tenant plus, pressentant aussi un refus catégorique de Paris, il préfère rentrer au pays. Comme il a entendu parler de l'amnistie d'Oufkir par la France et qu'il a appris que le général avait déjeuné avec le patron du SDECE dans un restaurant londonien. Hassan II réalise vite qu'on le fait lanterner et suspecte que quelque chose se prépare.

Les services secrets français informent Oufkir du départ imminent d'Hassan II. Certains membres de l'entourage royal, dont Driss Slaoui, le lui confirment quelques heures avant le décollage du Boeing. Oufkir décide de passer à l'action. Il met en branle la phase militaire et opérationnelle du complot.

Le 14 août à 19 h 30, le lieutenant-colonel Amokrane se rend au domicile du général. Le ministre de la Défense

l'informe qu'il doit se tenir prêt pour le retour du roi. Le plan dès lors est définitivement arrêté : envoyer un F5 arraisonner le Boeing pour le contraindre à se poser sur la base militaire de Kenitra, voisine d'une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau de Rabat. Là, un détachement blindé et des troupes complètement acquises à Oufkir s'empareront d'Hassan II. Ensuite, Mohamed VI sera proclamé roi. Une fois le CNR et le gouvernement de salut public en place, Hassan II sera renvoyé dans son château de Betz. Les Français ont accepté de le recevoir et de le « tenir discrètement en respect » dans un exil doré. On lui accordera juste, tout comme à Alphonse de Bourbon, père de Juan Carlos d'Espagne, la compensation de voir régner son fils dans une vraie monarchie constitutionnelle. Position certainement plus durable, plus glorifiante et bien moins dangereuse que celle d'autocrate !

Pour l'interception du Boeing, un seul chasseur est initialement prévu. Il doit être armé de balles d'exercices, ce que seul Oufkir sait. Amokrane l'ignore et j'en dirai les raisons plus loin. Le F5 n'emportera ni missiles ni roquettes ni bombes parce qu'Oufkir ne veut en aucun cas être surpris par des débordements de subordonnés comme Med-bouh l'avait été un an plus tôt. Le ministre de la Défense a en effet remarqué, depuis qu'Amokrane a parlé au fquih Basri, l'insistance avec laquelle le lieutenant-colonel revient sur l'impossibilité de réussir la mission sans roquette ou armement lourd. Or Oufkir souhaite seulement donner au chasseur chargé de faire atterrir Hassan II les moyens d'un bluff. Il oublie cependant que le roi est un formidable joueur de poker !

Oufkir ne veut pas faire abattre l'appareil et sa vingtaine d'occupants : son but est d'éliminer politiquement et non physiquement le souverain. Si Oufkir avait voulu, comme on le prétend, s'emparer du pouvoir seul, brutalement, il

aurait fait disparaître Hassan II sans prendre de gants. Il ne se serait pas embarrassé à tisser des alliances ou lancé dans un projet aussi compliqué que l'attaque d'un Boeing par un chasseur muni de 500 cartouches qui plus est inertes, donc non explosives ! En outre, si tel avait été l'objectif, pourquoi aurait-il privilégié cette manœuvre aérienne alors que le ministre de la Défense a eu maintes occasions d'abattre le souverain ? Hassan II est en effet venu chez lui plusieurs fois sans la moindre escorte. Le roi nous a même rendu visite moins de quinze jours avant son départ en France ! Pourquoi diable « le cruel vizir qui n'avait de pensées que d'être calife à la place du calife » n'a-t-il pas saisi ce genre d'opportunité pour fondre sur sa victime et la trucher ? On a en fait cherché à minimiser la réelle dimension du 16 août en la résumant à un Oufkir agissant en solitaire, aidé juste de deux ou trois pilotes écervelés hypnotisés par le << terrible homme aux lunettes noires >> ! Les déclarations d'Ahmed Rami qui, plus tard, s'attribuera un rôle et une importance qu'il n'a jamais eus ni auprès de mon père ni dans le 16 août, aideront à faire passer la pilule... Le lieutenant inventera ainsi des scénarios abracadabrants, avançant que lui et mon père devaient abattre le roi en pleine réunion à l'état-major.

La vérité est qu'Oufkir n'a jamais envisagé d'éliminer physiquement Hassan II. Ce que certains lui reprocheront avant et après le 16 août. Un des proches du souverain aurait même émis de sérieux doutes : « le roi ne peut être homme à partir en exil sans tenter de revenir au pouvoir >> met-il en garde. Mais Oufkir, pour des motifs hautement politiques et à un moindre degré pour des raisons affectives, ne veut pas toucher un cheveu du fils de Mohamed V. Il souhaite seulement l'écarter. De plus les alliances nouées n'ont été possibles que sur la base d'un changement de régime dans un cadre de légitimité monarchique !

Beaucoup de ceux qui ont participé à cette coalition, ne l'ont créée ou rejointe que parce qu'on leur garantissait une révolution de l'État dans la continuité de l'institution royale. C'est notamment le cas des généraux et des proches du roi comme Driss Slaoui ou Reda Guedira. Même pour l'UNFP et l'Istiqlal, cette condition fut majeure. La pérennité du trône était pour eux la seule garantie qu'Oufkir ne tirerait pas la couverture à lui... Le ministre de la Défense a donné des preuves de bonne volonté pour les rassurer en confirmant à Bouabid et Allai El Fassi qu'il ne présiderait pas le conseil de régence. Il suggère que ce soit le prince Moulay Abdallah qui le fasse en temps que tuteur de Mohamed VI jusqu'à sa majorité. Le rôle symbolique et non politique du prince doit préfigurer une monarchie constitutionnelle. Lequel prince, pas mis dans la confiance, serait placé devant le fait accompli. Tout est préparé : le CNR fonctionnant sur le principe du vote majoritaire, toutes les parties ont âprement négocié leur représentation en son sein. Le premier vice-président sera Driss Slaoui, le second Abderrahim Bouabid, le troisième Allai El Fassi si sa santé le lui permet, sinon l'un de ses lieutenants de l'Is- tiqlal. Un quatrième vice-président est prévu en la personne du général Driss Ben Omar ou du général Sefrioui. Le vote des vice-présidents comptera double et leur droit de veto ne pourra s'exprimer que par une majorité de suffrages. Les autres membres siégeant au CNR, militaires, civils et théologiens, disposeront chacun d'une voix. Quant au premier chantier du conseil, ce sera l'élaboration de bases conduisant à une assemblée populaire constituante. Dans le *Nouvel Observateur* du 28 août 1972, on pourra lire sous la plume de Josette Allia que : « Chez une femme de ministre on a [...] trouvé tout un "plan" de gouvernement, comportant l'institution du CNR (Conseil national de

régence... ou de la révolution) et d'une indécise assemblée populaire >> !

Revenons à ce 14 août 1972. Oufkir donne donc ses dernières instructions à Amokrane. Le lieutenant-colonel, qui n'est pas mis dans la confiance des balles d'exercice, estime qu'avec des projectiles explosifs de vingt millimètres, la mission a des chances d'échouer ; à plus forte raison s'il avait pu supposer que les balles ne seraient pas explosives. S'il savait, ses craintes seraient encore plus fondées. En fait, le général a compris qu'Amokrane a d'autres ambitions. Son ami Alexandre de Marenches lui a en effet communiqué l'intégralité des propos échangés entre Amokrane et le fquih Basri à l'hôpital Necker ! Possédant un coup d'avance, Oufkir décide de jouer une partie de billard à trois bandes. Puisque l'objectif est d'impressionner le Boeing pour qu'il se pose à Kenitra, pourquoi ne pas exploiter la hargne du lieutenant-colonel tout en s'assurant que l'armement dont il dispose ne lui permettra pas de la concrétiser ? Quoi de mieux qu'un pilote convaincu et désireux d'abattre purement et simplement l'avion du roi, pour faire croire à Hassan II que les mutins ne bluffent pas et qu'il a intérêt à obtempérer s'il veut rester en vie ? Ce jeu de dupes exige toutefois des précautions extrêmes. Oufkir s'est assuré auprès des Américains que ceux-ci mettraient à la disposition des aviateurs marocains seulement des balles à blanc dans des caisses estampillées « balles réelles ». En outre, les aviateurs et le personnel marocain au sol l'ignoreront. Les seuls à être avertis de la substitution sont un officier de la CIA, le colonel «Johnson », et son équipe composée d'un lieutenant-colonel spécialiste de l'armement aéronautique et de six techniciens et « spécialistes ». « Johnson », de son vrai nom Robert Attwood, est chargé de préparer le dépôt de munitions d'où les F5 vont

être ravitaillés. La veille du jour J, lui et son équipe substituent les balles explosives par d'autres d'exercice, c'est-à-dire inertes. Ils les mettent dans des caisses, avec une mention erronée, et ne laissent dans l'arsenal que des roquettes air-sol et aucune air-air. Pourquoi ? Vraisemblablement parce qu'Amokrane ne peut les utiliser contre le Boeing, et parce qu'il convient d'en avoir au cas, même peu probable, où une éventuelle unité loyaliste poserait problème.

Voilà qui explique pourquoi les pilotes témoigneront de bonne foi, durant leur procès, que leur objectif consistait bien à abattre le Boeing royal, mais que le mauvais sort et la « baraka » d'Hassan II déjouèrent leur plan. Dans leur esprit, au sol, il y avait eu erreur de chargement de caisses ! S'il y a des gens pour croire qu'une telle étourderie est possible à ce niveau de conjuration, c'est que la propagande a encore de beaux jours devant elle. Comment peut-on imaginer qu'un complot si bien orchestré, qui a échappé à la vigilance redoutable d'un Hassan II aux aguets, puisse échouer à cause d'une simple faute d'inattention ? Je vois mal le commandant Kouera s'apprêter à décoller pour abattre le Boeing royal sans penser à contrôler lui-même le chargement des canons de son F5. J'imagine mal ces deux officiers supérieurs, conscients de l'enjeu de cette mission, laisser de simples « troufions » effectuer le travail comme s'il s'agissait d'un banal vol ! Amokrane et Kouera, modèles de sobriété, de discipline et de rigueur, n'ont pas pu ne pas superviser le moindre détail des préparatifs d'une telle expédition. Et pour confondre une caisse de balles explosives avec une autre de projectiles inertes, il aurait fallu qu'ils soient illettrés ou ivres morts. Or ils n'étaient ni l'un ni l'autre ! Four moi, aussi paradoxal que cela puisse sembler, la baraka d'Hassan II s'appelle Oufkir...

Lors de cette réunion avec Amokrane, une seule question obsède mon père : comment s'assurer que le lieutenant-colonel ne puisse, tout comme Ababou un an auparavant, dénaturer une action qui deviendrait la sienne ou du moins celle du fquih Basri ? Le ministre de la Défense lui annonce donc qu'il compte participer personnellement à l'opération...

« À l'heure prévue je rejoins Oufkir chez lui, expliquera plus tard le lieutenant-colonel devant le tribunal militaire. Il me déclare qu'il aurait aimé que l'opération se fasse avec un seul avion piloté par moi-même, à bord duquel il m'accompagnerait. Je donnerais ma vie pour le peuple marocain, mais j'ai expliqué au général que mon état de santé ne me permettait pas de piloter. Il me demanda alors de lui amener Kouera. Nous sommes convenus de nous retrouver le lendemain à Casablanca. Le 15 août donc, Oufkir nous a rejoints vers 22 h 15 à l'hôtel Bellevue et de là nous sommes rendus chez Assia Lazrak, qui, semble-t-il, est professeur d'anglais ou de géographie. Oufkir nous la présente comme une amie de sa femme et lui demande de nous préparer à manger. Aussitôt Oufkir entre dans le vif du sujet :

— Il nous faut 150 chances sur 100.

J'ai alors expliqué au général qu'avec un F5, c'est difficile, car le viseur de ces avions est fixe. Cela ne semble en rien le gêner :

— Ne vous inquiétez pas, j'atteindrai le roi avec tous les moyens, nous a-t-il dit, faisant allusion à la brigade blindée.

Avant de terminer il nous fait savoir que l'on ne devait recevoir d'ordre de quiconque sinon de lui ou du général Sefrioui (successeur de Medbouh à la tête de la maison militaire).

Nous étions, ajoutera Amokrane au tribunal, en présence d'un homme qui nous comprenait. Nous sentions que de nouveaux rapports étaient nés entre différentes armes et que nos rangs se resserraient autour du ministre de la Défense. >>

Ht le lieutenant d'affirmer qu'Oufkir lui a dit : « L'armée et les partis politiques sont d'accord, le coup d'Etat se fera au nom du peuple ». C'est là aussi qu'il révélera la composition du CNR : « Devaient y siéger les chefs de l'armée, entre autres Sefrioui et même le colonel Dlimi son beau-frère et des personnalités civiles, Driss Slaoui et Abderrahim Bouabid¹. »

J'apprendrai seulement plus tard, par Geronimo, que Dlimi était dans le coup. Que c'était lui l'informateur qui avait alerté mon père que l'avion devant le conduire en Algérie était piégé ! Quant à connaître le moment où Dlimi s'est rallié, je n'ai pas pu le savoir.

Dans la nuit du 15 au 16 août, après un dernier briefing avec Amokrane et Kouera, mon père quitte Casablanca. Il rejoint son domicile à Rabat vers 3 heures du matin. Il ne se couche pas, s'installe à son bureau et lit quelques documents. Il rédige sur une feuille de papier cartonné une liste de noms, papier que Coco, sa femme de chambre, et moi, récupérerons dans la poche revolver du dernier costume porté avant d'enfiler sa tenue militaire, liste qu'avec l'accord de ma mère j'ai gardée précieusement avant de la détruire lorsqu'on nous a déportés.

Vers 4 h 30, mon père se rend à la plage de Temara, à une quinzaine de kilomètres au sud de la capitale. Seuls Geronimo et l'adjudant-chef Hammou l'accompagnent.

1. Des extraits du procès sont reproduits dans *Jeune Afrique* du 25 novembre 1972.

Oufkir tient, dans un cabanon en bord de mer, une mystérieuse réunion. Lorsque j'interrogerai, plus tard, son garde du corps sur cette rencontre, il me dira :

— Le général est entré dans le cabanon où, apparemment, des gens l'attendaient. Je ne pourrais dire de qui il s'agit. J'ai seulement remarqué qu'à notre arrivée, deux voitures étaient stationnées sur le parking ; l'une immatriculée à Casa et l'autre à Rabat. Le général est resté là, jusqu'à 10 h 30, puis nous sommes revenus à la maison.

Le 16 août, il revient à son domicile vers 11 heures. A midi passé, il reçoit une dernière visite du lieutenant-colonel Amokrane. qui ne s'attarde pas et quitte Rabat pour rejoindre la base de Kenitra. Vers 14 heures, Oufkir s'attable dans un cabanon de Temara Plage pour un déjeuner rapide en compagnie du colonel Hassan Youssi, chef d'état-major de l'armée de l'air, du colonel Demnati, son directeur de cabinet au ministère de la Défense, et du lieutenant-colonel Aa-roub. son bras droit à l'état-major. Bien qu'il n'ait pas encore fermé l'œil, Oufkir semble détendu. Il expédie des dossiers de routine. Après quoi, il fait une sieste d'une demi-heure. Ce qui, après coup, laissera admiratif le colonel El Youssi : « Comment peut-on, à deux heures du dénouement fatidique d'un coup d'Etat, trouver sur commande un profond sommeil ! ». Tous les officiers ayant côtoyé mon père dans ces heures-là ont témoigné de son calme et de sa maîtrise.

Entre-temps, Amokrane, revenu à Kenitra, décide de son propre chef d'envoyer à la rencontre du roi six F5, au lieu d'un seul piloté par Kouera, comme Oufkir le lui a ordonné. Sans doute le lieutenant-colonel prend-il cette initiative de dernière minute pour compenser l'armement dérisoire des chasseurs. Ce mercredi 16 août 1972, la base aérienne de Kenitra est, à partir de 14 h 20, coupée du monde. Les 400 à 450 membres du personnel, pilotes et techniciens américains, ont reçu l'ordre de quitter les lieux

dès 13 h 30. L'ambassadeur Stuart Rockwell reconnaîtra, au lendemain du 16 août, que ce préavis a bel et bien été donné au personnel américain de la base. Le diplomate le justifiera par les horaires d'été.

Mais pour comprendre mieux encore le déroulement du putsch, voici le récit, formulé après coup, du lieutenant-colonel Amokrane en personne, devant le tribunal, et qui est paru dans *Jeune Afrique* : « Rentré à Kenitra, je demande au capitaine Hachad de composer une escorte de six avions dont trois seront armés. Mais je ne leur explique rien. Je convoque ensuite le lieutenant Lyazid pour lui dire que son destin est lié au mien et que des événements graves vont se dérouler. Puis, je lui demande de préparer un cordon de garde. Il exécute l'ordre sans poser de questions. Vers 14 h 30, je vois Kouera ; il est visiblement fatigué ; le café pris la veille avec Oufkir l'avait empêché de dormir. Un pilote de F5 doit avoir au moins 8 heures de sommeil pour bien piloter. Peu après le décollage des avions à 15 h 55, le général Oufkir me téléphone pour s'informer de la situation et me dire qu'il restera en contact avec moi. A 16 h 10, les avions survolent Tanger et à 16 h 25 le " Taleho " ¹ lancé par un des pilotes me fait comprendre que l'avion est visible. Curieusement tous les pilotes ont vu l'avion en même temps, alors que d'habitude on ne l'aperçoit que lorsqu'il est presque arrivé à destination ! ²... Après, j'entends la voix du commandant Kabbaj (pilote du Boeing royal) crier : "Dites aux F5 de s'éloigner, ils s'approchent trop de l'avion" ».

1. Expression utilisée par les pilotes américains signifiant que l'objectif est en vue.

2. Amokrane omet de dire que c'est grâce aux moyens technologiques du *Strategie Air Command*, donc de la base américaine de Roja en Espagne, dont dépend Kenitra.

En somme, à 16 h 25, selon les propos mêmes d'Amokrane, les six F5 de l'escorte royale « accrochent leur objectif » à la verticale de Tetouan, et encadrent le Boeing en formation d'honneur. Le commandant Kabbaj demande aux chasseurs de ne pas trop serrer son appareil. Que va-t-il se passer par la suite ? La version désormais consacrée prétend que « les chasseurs avaient pour mission d'abattre le Boeing ; qu'ils ont ouvert le feu sans sommation, et que par miracle et grâce à la baraka du Commandeur des croyants, le 727 n'a pas explosé ! » Une explication qui ne s'embarrasse pas de la réalité. Car, au lendemain même du putsch avorté, et non après trente années de propagande contradictoire du Makhzen, la presse écrite de l'époque avait une vision moins déformée par le temps et la légende... En 1972, certains médias trouvent en effet plutôt bizarre la version officielle. *Le Monde* du 22 et 23 août 1972 est le premier à émettre des doutes, pointant les nombreuses zones d'ombre et les flagrantes contradictions de la version royale. Quelques autres organes de presse lui emboîtent ensuite le pas, dont l'hebdomadaire *Afrique-Asie* du 18 septembre au 1^{er} octobre 1972 qui, dans ses colonnes, évoquera l'attaque en ces termes :

« C'est alors que les événements prennent une autre tournure qui diffère sensiblement du scénario mis au point par Hassan II et son entourage et qui devait tromper la majorité de la presse internationale, sur "l'attaque du Boeing" et la manière dont Oufkir fut liquidé. C'est ainsi que le commandant Kouera, qui pilotait le Northrop F5A, n'avait aucune intention d'abattre a priori l'avion du roi. Les instructions qu'on lui avait données étaient nettes, précises : forcer l'appareil royal à atterrir à la base aérienne de Kenitra, à environ quarante kilomètres de Rabat. C'est seulement dans le cas où l'avion refuserait d'atterrir à Kenitra qu'il doit être abattu à tout prix. Au moment où le Boeing

pénètre dans l'espace aérien marocain, Kouera tire des coups de semonces dans sa direction, en demandant au pilote, le commandant Kabbaj, de descendre à Kenitra. Alerté, Hassan II entre dans la cabine du pilote, et lui ordonne de poursuivre son vol jusqu'à Rabat. C'est alors que les premières rafales des mitrailleuses et du canon de 37 du Northrop sont tirées. Voyant que l'avion poursuit sa descente vers Rabat, Kouera joue son va-tout. Il lance son chasseur contre le nez du Boeing en actionnant le siège éjectable de l'appareil, quelques secondes auparavant. »

Afrique-Asie poursuit : « Quel était le plan d'Oufkir ? De quel soutien a-t-il pu disposer, et dans quelles conditions ? C'est ce que nous nous sommes efforcés d'établir. En obligeant le Boeing royal à atterrir à Kenitra, Oufkir voulait forcer le roi à abdiquer en faveur de son fils. Le même Boeing qui l'avait amené à Rabat devait le reconduire à Paris, au château de Betz... Une fois qu'il aurait signé l'acte d'abdication ».

Sans retranscrire ici la totalité de cet article, je finirai, avec cette dernière analyse du rédacteur : « Autre détail révélateur : à l'aube du 17 août, au lendemain du complot, cinq avions américains décollaient brusquement de Kenitra avec, à bord, sept officiers américains et huit officiers israéliens (...) Mais les Américains étaient-ils seuls à vouloir que le général Oufkir assume le pouvoir au Maroc ? Les conclusions de nos correspondants semblent indiquer, sur la base d'indices sérieux, que d'autres puissances occidentales, ainsi qu'Israël, avaient intérêt à voir s'écrouler le régime d'Hassan II et que leurs officiels avaient consolidé récemment leurs rapports avec Oufkir.

Espagne : Oufkir, qui maintenait des liens étroits avec l'actuel ministre espagnol de l'Intérieur, aurait clairement indiqué à ses amis espagnols que, s'il ne s'agissait que de lui, un accord serait rapidement conclu au sujet du Sahara

espagnol. Il leur affirmait qu'il avait les moyens de neutraliser la Mauritanie.

France : L'attitude officielle restait cordiale à l'égard du roi, mais certains milieux français, notamment au sein de l'armée, favorisaient une politique de rapprochement avec Oufkir. Prenant conscience de la précarité du régime de Hassan II, surtout après Skhirat, ces milieux ne voulaient pas être pris de court au cas où les militaires marocains réussiraient leur coup, d'autant plus qu'ils savaient que les Américains avaient fini par séduire Oufkir et ses amis. John Waterbury¹, un chercheur américain spécialiste de l'Afrique du Nord, tirera également, un peu plus tard, la sonnette d'alarme, en mettant l'accent sur un monopole royal de l'information ! »

Concernant l'implication de puissances étrangères, Hassan II se contentera de répondre, dans son livre d'entretiens avec Eric Laurent, que la volonté de la France de réhabiliter Oufkir dans l'affaire Ben Barka et le déjeuner à Londres entre le général et le patron du SDECE, lui avaient mis la puce à l'oreille. Mais qu'il préférerait ne pas en révéler plus : « Ce que je devrais vous dire allumerait des polémiques à n'en plus finir ! »

Le récit que l'on fait aujourd'hui de l'attaque du Boeing peut en fait se résumer à ce qu'a écrit Stephen Smith² : « Il est 16 h 15. Les Northrop ont rejoint leur cible, non loin de Tetouan. Une fois le Boeing 727 à portée de tir, le commandant Kouera ordonne aux trois avions non armés de dégager la zone. Les autres chasseurs se mettent en formation de combat. Kouera veut ouvrir le feu, mais aucune

1. John Waterbury a écrit un livre très intéressant sur le royaume chérifien qui s'intitule *Le Commandeur des croyants*.

2. Smith Stephen : *Oufkir, un destin marocain*, op. cit.

balle ne sort de sa mitrailleuse, en raillée. Le lieutenant Boukhalif passe à l'attaque et touche l'un des trois réacteurs du Boeing. L'appareil plonge de près de 1000 mètres avant que le pilote ne parvienne à le stabiliser. Des dizaines de tirs trouent la carlingue (...) À son tour, le lieutenant Ziad attaque. Mauvais tireur, il gaspille ses munitions. Revenant alors à la charge, Boukhalif touche un deuxième réacteur ».

Tout semble donc clair, logique. Toutefois, un esprit averti ne peut manquer de noter quelques changements non négligeables dans cette version récente : on ne parle plus notamment de faire atterrir le Boeing royal à Kenitra. En somme, n'importe qui, en lisant ce qui s'est dit dans les années 1990, conclurait que l'avion d'Hassan II devait être bel et bien détruit brutalement et sans sommation !

Je pense, que pour trancher dans ces récits un peu contradictoires il faut se reporter aux pages du principal intéressé. Hassan II lui-même, qui écrit dans son livre *Le Défi*¹, avant que sa « mémoire de roi » ne lui fasse défaut des années plus tard :

« Shakespeare a bien raison de mettre dans la bouche d'un de ses personnages cette plainte : - *souffle, souffle vent d'hiver, tu n'es pas aussi cruel que l'ingratitude des hommes*. Cette ingratitude n'a pas de limite et en ce sens, on peut dire que le général Oufkir est un personnage shakespearien. J'avais placé en lui toute ma confiance ; il l'a trahie de la manière la plus pitoyable et cette façon d'agir de la part d'un homme que je croyais fidèle, dévoué, qui m'avait donné des preuves indiscutables de loyalisme, m'affecta, je l'avoue. Je ne pouvais croire à tant de perfidie. J'ai dû me rendre à l'évidence car, ici comme à Skhirat, les faits parlent d'eux-mêmes. Au début de l'après-midi du 16 août,

1. Publié en France en avril 1976 chez Albin Michel.

nous revenons de Paris où nous avons été invités par le président Georges Pompidou. Lorsque notre appareil, un Boeing 727, se trouve à la verticale de Tetouan, des avions de chasse marocains, des F5 Northrop, l'encadrent. Ce fait me paraît immédiatement insolite : pourquoi cette escorte imprévue ? C'est alors que le commandant Kouera, chef de la formation des F5, donne par radio à notre pilote l'ordre de se diriger immédiatement sur la base de Kenitra. Je prends aussitôt le commandement de l'appareil et décide que nous n'atterrissions pas à Kenitra, mais bien à Rabat, comme prévu. A ce moment, une rafale de tirs : la mort est autour de nous. Il devient évident que Kenitra est le guet-apens dont aucun d'entre nous ne sortira vivant. Non seulement il faut atterrir à Rabat, mais il faut, par nos évolutions, gêner au maximum les pilotes de F5. A court de combustible, ils seront obligés de refaire le plein et, en ce cas, nous aurons le temps de rallier Rabat. Pilote de chasse moi-même¹, je n'ignore pas qu'un F5 doit voler très bas sur trente ou quarante kilomètres au décollage, avant de pouvoir prendre de l'altitude et virer. Comme nous refusons d'obtempérer, les chasseurs tirent sur nous. Malgré nos manœuvres, nous ne pouvons éviter que le Boeing soit touché de plein fouet. Des passagers sont blessés. Je demande qu'on les assiste le mieux possible. Par miracle, les réservoirs ne sont pas atteints, bien qu'une roquette ait été placée très près du but. C'est une chance que nous ne soyons pas en flammes. Vraiment mal en point, nous perdons dangereusement de l'altitude. Cependant, nous continuons sur Rabat. Il apparaît que les pilotes agresseurs qui virent autour de nous ont perdu tout sang-froid. Kouera, à court de munitions, essaie de lancer son chasseur

1. Il est de notoriété publique que jamais Hassan II n'a été pilote de chasse...

contre nous. Il ira se faire vomir au large de Rabat, sautera en parachute, sera repêché et dira tout. »

Dans ces lignes, Hassan II se donne le beau rôle au point de falsifier les événements à son avantage. Il parle de roquettes alors qu'au procès, et parmi les aviateurs ayant survécu au bagne de Tamataght, il est clairement établi que les seules et uniques munitions utilisées furent des balles d'exercice de vingt millimètres. Le roi utilise par ailleurs, dans le même livre, les termes « Commandeur des croyants », « miracle », dans le but de faire éclater sa « baraka de descendant du Prophète » aux yeux des pauvres humains que nous sommes et de prouver que sa chance est due à une intervention divine, qui doit le faire davantage roi aujourd'hui qu'hier.

Le souverain conclut d'ailleurs à ce sujet : « J'ai lu bien souvent dans la presse étrangère les propos suivants : "Par un coup de chance inouïe, le roi du Maroc..." Ou encore "Hassan II, par un incroyable hasard... etc." Le peuple marocain n'a pas employé ces mots de chance, de hasard. Il a tout simplement pensé et dit qu'il avait plu au Très-Haut de nous mettre à l'épreuve et de nous sauver alors que tout semblait perdu. Je voudrais à présent montrer combien ce peuple fidèle mérite que son roi affronte les risques du métier. »

Pourtant même en racontant les événements à son avantage et en accablant Oufkir, Hassan II reconnaît que Kouera et les F5 lui ont intimé l'ordre d'atterrir à Kenitra ! Ensuite, en ajoutant encore que Kouera s'est éjecté près de Rabat, il prouve que le Boeing était proche de sa destination et sa procédure de descente depuis longtemps amorcée ! Ajoutons à ces éléments l'armement d'exercice des F5, et on conclura que la « baraka du Commandeur des croyants » n'est pas seulement d'essence divine...

L'un des officiers au sol de la base de Kenitra, m'a déclaré au lendemain du putsch que le lieutenant Boukhalif et les pilotes lui auraient dit : « qu'il était impossible de réussir une telle mission avec cinq cents balles inertes de vingt millimètres pour chacun des trois F5 armés. Et que même sans roquettes, une seule et unique rafale de balles réelles, explosives, aurait suffi ! » Et de préciser : « En plus, nous n'avions pas assez de carburant, nous sommes partis sans le plein complet. On aurait du nous avertir, ça se serait passé autrement. » Car la vérité est là : les pilotes n'ont été avertis de ce que Kouera attendait d'eux que lorsque ce dernier s'est vu éconduit, après avoir insisté auprès du commandant du Boeing, pour que celui-ci pose son 727 à Kenitra.

Maintenant que chacun sait ce qui s'est dit et écrit sur ce fameux 16 août 1972, on me permettra de finir le récit de l'attaque du Boeing à partir de ce que j'en sais.

A 15 h 55 donc, les six Northrop décollent de leur base. A 16 h 10, ils survolent Tanger. A 16 h 25, Amokrane, qui suit l'opération de la tour de contrôle, entend le « Taleho >> qui indique que le Boeing royal est en vue. Kouera, chef d'escadrille, entre alors en contact par radio avec le pilote du roi et lui intime l'ordre de se poser immédiatement à Kenitra. Pour cela, l'avion royal n'a pas à changer de cap puisque sa trajectoire doit survoler la base pour se poser à Rabat, ville voisine de moins de quarante kilomètres. Ce fait est crucial, car le Boeing donnera aux mutins l'impression d'obtempérer alors qu'il vole vers la capitale, placée dans la même direction ! Ce n'est qu'au dernier moment, dans les quarante derniers kilomètres séparant les deux villes. que Kouera comprendra que le Boeing lui échappe.

Dès le moment où Hassan II voit les chasseurs, il se rend dans la cabine de pilotage pour comprendre les raisons de

cette escorte imprévue. Son pilote, le commandant Kabbaj, l'informe de la situation et de l'ultimatum. Le roi n'hésite pas : pour lui, il est hors de question de se poser à Kenitra où les conjurés l'attendent. Perdu pour perdu, il décide en toute logique de tenter sa chance. Personne ne sait encore à bord du Boeing que les F5 sont seulement armés de halles inertes puisqu'ils n'ont pas encore ouvert le feu. Hassan II estime la manœuvre d'autant plus jouable que son pilote lui a expliqué n'avoir vu aucune roquette fixée sous les ailes des chasseurs. Peut-être bluffent-ils ? Peut-être ne sont-ils pas armés du tout ? Hassan II, qui a mis sous clé l'arsenal de son armée depuis Skhirat, peut s'en convaincre. Toujours est-il que le roi ordonne au commandant de faire la sourde oreille et de continuer sa route vers Rabat. Alors que Kouera ne cesse de répéter d'un ton de plus en plus menaçant : « Vous avez ordre de vous poser sur la base de Kenitra... Si vous n'obéissez pas, nous ouvrirons le feu ! », l'équipage du Boeing maintient le silence radio. Hassan II continue de gagner un temps précieux.

Et le temps, dans une telle situation, est déterminant. Car entre 16 h 25, heure où le Boeing est intercepté à la verticale de Tetouan, et 16 h 50 où il se pose à Rabat, il s'écoule vingt-cinq minutes et quelques kilomètres qui, pour un avion à réaction, se révèlent dérisoires.

Lorsque les F5 rejoignent le Boeing, ce dernier amorce sa descente, ayant déjà depuis longtemps quitté l'altitude de croisière de dix mille ou douze mille mètres qui l'aurait rendu plus vulnérable. Kouera, qui ne supporte plus le silence fait à ses ultimatums, tire une rafale de semonce. De précieuses minutes s'écoulent encore. A chaque kilomètre que le Boeing franchit vers sa destination, il grignote un avantage sur les Northrop. Plus le 727 se rapproche de Rabat en faisant des lacets dans le ciel, plus il gêne les F5 dans leur évolution ; leur altitude, leur vitesse, leur carburant

limité et leurs canons fixes, alourdissent à chaque seconde leur handicap. De plus, le commandant Kabbaj, ancien pilote de chasse reconverti dans le civil, connaît parfaitement les faiblesses du Northrop F5, bon bombardier au sol mais piètre intercepteur en vol. Surtout sans roquettes air-air ni balles explosives !

En pilote expérimenté, Kabbaj, dès les premiers coups de semonce, a fait tomber les masques à oxygène du 727, et dépressurisé son avion. Ce qui n'a pas empêché plus tard les formules du genre : « le Boeing soudain dépressurisé, chute de plus de 1 000 mètres », etc., clauses de style attractives et parlantes pour le grand public, mais en ce 16 août, la réalité est moins extraordinaire.

Après la salve de semonce. Kouera demande aux chasseurs non armés de dégager la zone et fait un passage devant le nez du Boeing pour l'impressionner. Mais le 727 continue de rester muet et poursuit sa descente vers Rabat. Le commandant Kouera effectue un autre passage, cette fois en ouvrant le feu, puis en dégageant rapidement son F5, persuadé qu'une seule balle explosive suffira à embraser l'avion royal. Mais, à sa stupéfaction, il voit que sa cible vole toujours. Pour s'assurer qu'il ne rêve pas, il tire de nouveau. La carlingue est touchée en plusieurs endroits, mais aucun hublot n'explose, aucun incendie ne se déclare à bord. Au troisième passage, aucune balle ne sort de ses canons. Selon la version consacrée, la mitrailleuse de Kouera se serait enrayée. En vérité, il a épuisé sa maigre quantité de cartouches !

Le Boeing continue sa descente. Pour l'avoir en ligne de mire de leur viseur fixe, les Northrop doivent faire de larges virages qui consomment beaucoup de carburant, lui aussi limité.

Chaque seconde qui passe amoindrit les chances des F5. Kouera, furieux, ordonne aux lieutenants Ziad et Boukha-

lit de tirer à leur tour sur l'avion du roi. Ziad ouvre le bal. Pas un seul de ses projectiles n'atteint l'objectif. Boukhalif passe à l'attaque et touche l'appareil. On écrira qu'il a atteint deux réacteurs sur trois, lesquels se seraient enflammés, mais que le Boeing serait parvenu à atterrir avec un seul moteur ! Pour mettre à bas cette << intervention divine >>. j'invite les sceptiques à regarder attentivement les seules photos de l'appareil¹ juste après son atterrissage à Rabat. images prises par Lhin, photographe personnel du roi qui figurait parmi les passagers. Aucun des réacteurs du 727 ne porte de traces d'incendie. On a juré également que l'avion d'Hassan II s'était posé avec les pneus de sa roulette avant crevés. Or on voit sur ces clichés que le 727 a une roulette intacte, sous laquelle on a même glissé une cale.

Lorsque les pilotes des F5 comprennent qu'ils sont armés à blanc, il est trop tard. Le commandant Kouera, se rendant compte de l'inefficacité de cet armement d'exercice, décide de lancer son chasseur contre le Boeing. Kouera. qui voit l'avion du roi sur le point d'atteindre Rabat, bloque en désespoir de cause son cap pour croiser la trajectoire du Boeing. Il branche son pilote automatique et s'éjecte à une distance raisonnable du 727. Mais le Boeing plonge et le F5 passe à distance sous le toucher puis s'écrase.

Là, encore, Hassan II s'en sort à cause d'un très logique instinct de survie... Kouera n'a rien d'un kamikaze. Si le commandant de l'escadrille de Northrop était resté calé dans son siège, je ne pense pas que la baraka d'Hassan II l'aurait sauvé. Je suis au regret d'égratigner la légende en affirmant que Kouera n'a jamais eu l'intention de se suicider. ¹

1. Avant d'être présente à la presse le Boeing sera « arrangé >> par le SSS. Le scénario sera poussé jusqu'à envoyer le 727 à La Mecque pour le bénir. Et à son retour. Hassan II décorera le Boeing de la plus haute distinction du pays Voir annexes.

On a écrit parfois qu'au dernier moment, alors qu'il allait se sacrifier, Ziad lui aurait crié : « Ne faites pas ça mon commandant ! J'ai encore quelques balles ! », et que, dans un ultime réflexe, Kouera serait passé sous le Boeing, aurait éclaté la verrière de son cockpit sous le ventre du 727 et serait ressorti indemne pour s'éjecter. Je laisse au lecteur le soin de juger si un pilote qui explose sa verrière à cette vitesse dans une collision avec un Boeing, peut s'en tirer sans une égratignure et suffisamment frais et lucide pour s'éjecter. Sans compter que l'avion d'Hassan II ne porte aucune trace de choc ventral.

Bien que ne se faisant plus aucune illusion quant à l'efficacité de leurs balles, les deux autres F5 s'apprêtent à tirer celles qui leur restent. Mais Hassan II, avec habileté et sans froid, dicte au mécanicien un message à adresser aux pilotes des F5 : « Four l'amour du ciel, cessez le tir, le roi agonise, il a été touché à la tête ! Le pilote est mort ! Le copilote légèrement blessé, aidé d'un membre d'équipage, va poser l'avion... Je répète, le roi est mourant, il est grièvement blessé ! Cessez le tir ! Vous n'allez tuer que des innocents ! * Les quelques secondes que fait gagner cette ruse n'ont toutefois plus la même importance : les F5 ne disposent plus de munitions - Amokrane entend ainsi le lieutenant Ziad hurler à la radio : « Nous n'avons pas de munitions ! Envoyez vite des renforts armés ! Nous n'avons pas de munitions ! ».

Dès que Kouera s'éjecte, les autres chasseurs retournent sur la base militaire de Kenitra. Le Boeing se pose quant à lui sur l'aéroport de Rabat-Salé. Sa sortie en bout de piste n'est pas due aux pneus crevés de sa roulette avant, comme on l'a prétendu. Far précaution, le roi a demandé à son pilote d'atterrir le plus court possible pour ne pas s'approcher du tarmac et des officiels qui l'attendent. Il ne sait si

le comité d'accueil va le recevoir avec des dattes et du lait ou des grenades et des balles. Le freinage du commandant Kabbaj est si violent que l'appareil s'immobilise légèrement sur le côté et que son nez sort sur l'herbe. Dès l'arrêt de l'avion, les toboggans de secours sont déployés. Le roi et sa suite s'y laissent glisser. Hassan II, accompagné de Dlimi avec le colt au poing, attend sous l'empennage du Boeing, ne sachant s'il faut déguerpir en coupant à travers champs, ou aller vers les officiels et le salon d'honneur.

Une voiture fonce sur les pistes et se dirige vers eux. Tous les membres de la sécurité royale pointent leurs armes dans sa direction. Certains s'accroupissent derrière les trains d'atterrissage et se mettent en position de tir. Le véhicule s'arrête pratiquement sous l'avion. En sort le général Driss Ben Omar. Dès qu'il salue le roi, Hassan II lui demande : « Où est Oufkir ? » Ben Omar explique au souverain que le ministre de la Défense l'attendait avec les autres personnalités, lorsqu'on est venu lui demander de se rendre à la tour de contrôle. Ensuite, il a quitté l'aéroport.

— Sans doute a-t-il appris ce qui est arrivé à Votre Majesté, ajoute Driss, et est-il allé rejoindre son poste à l'état-major pour s'assurer que les autres unités du pays se tiennent tranquilles.

Hassan II gagne le salon d'honneur et salue, décoiffé et au pas de charge, les ministres qui l'attendent. Dès l'instant où Kouera est hors jeu, l'opération n'a plus de meneur. Car seuls ce dernier et Amokrane connaissent les instructions d'Oufkir. Or le premier, éjecté, a déjà été localisé et arrêté, et le second est parti pour Gibraltar. A ce stade de la conjuration, les événements vont être improvisés, échapper à leur hiérarchie et au contrôle d'Oufkir.

Une dizaine de F5 a décollé de la base de Kenitra. Cette fois, avec le plein de carburant et de roquettes air-sol. Les

chasseurs surgissent sur l'aéroport de Rabat-Salé, voient le Boeing avec des personnes qui s'affairent autour et remarquent un attroupement devant le salon d'honneur. Les pilotes, ne sachant si le roi est en train d'évacuer l'avion ou s'il est déjà dans le salon d'honneur, visent les deux. Ht il suffit de voir les carcasses de voitures calcinées sur les parkings pour comprendre la différence entre les balles de vingt millimètres à blanc et des roquettes air-sol ! Ce qu'ils ignorent, c'est qu'Hassan II est déjà loin. Suivi de Moulay Hafid, de Dlimi et de quelques proches, le roi a emprunté le véhicule d'un fonctionnaire de l'aéroport et s'est perdu dans la circulation de la capitale. Il rejoint le palais de Skhirat où il prend immédiatement des mesures draconiennes de sécurité. Les paras de la garde royale sont mis en état d'alerte maximale. Ces gardes du corps belges, français et sénégalais prennent en charge le bouclage et la défense des appartements royaux. Dans le port de plaisance du palais de Skhirat, deux yachts sont prêts à appareiller. Tous deux disposent d'une aire d'atterrissage pour hélicoptère. Avec Dlimi et Moulay Hafid, le roi tient un rapide conseil pour savoir quels seraient les coups de fil les plus judicieux à passer. Hassan II contacte d'abord le Premier bataillon de parachutistes de la Garde royale et ordonne au colonel Loubaris, à peine rétabli de la blessure reçue un an avant à Skhirat. de réunir des troupes, des chars et d'investir la base de Kenitra. Ensuite il cherche à joindre Oufkir à l'état-major mais ne l'y trouve pas.

De leur côté, après avoir attaqué Rabat-Salé, les F5 retournent à Kenitra se ravitailler en roquettes air-sol et, pour un baroud d'honneur, bombardent à l'aveuglette le palais royal de Rabat.

Hassan II contacte, lui, la BLS, cette unité d'élite créée par Oufkir et prévue pour mater un éventuel putsch. Il est normal que le roi veuille s'enquérir de sa fidélité. On lui

dit que tout va bien et que le général est déjà sur place à la caserne. Hassan II demande qu'on lui passe sur-le-champ le ministre de la Défense. Les deux hommes se parlent au téléphone, mais nul ne saura jamais ce qu'ils se sont dit. Après avoir discuté avec mon père, le roi donne des ordres à la BLS : « Investir sur l'heure la base de Kenitra et se saisir de tous les putschistes ». Hassan II, comme à son habitude, prend soin de doubler les précautions. Avant même d'appeler en renfort la BLS, il a déjà envoyé les chars et les paras du colonel Loubaris vers Kenitra.

Qu'a fait mon père dès l'instant où le Boeing s'est posé ? Quels ont été son attitude et ses agissements ?

Son emploi du temps et ses intentions ont suscité bien des suppositions. L'explication qui prévaut va toujours dans le sens de la caricature « du cruel vizir sans scrupule » Certains se sont empressés de conclure qu'Oufkir, après avoir suivi les événements de la tour de contrôle de Rabat et pris connaissance de son échec, aurait décidé de rejoindre l'état-major dans le but d'envoyer des troupes exterminer ses complices à Kenitra pour cacher sa culpabilité.

Stephen Smith¹ écrit ainsi : « Le général Oufkir vient de quitter la tour de contrôle de l'aéroport de Rabat-Salé d'où il a suivi en direct l'opération et donc son échec. Il lui reste deux options. En bout de piste il a prépositionné des blindés légers d'une unité de la BLS, sous le commandement d'un homme qui lui est acquis, le colonel Mimoun Oubja, un Berbère de l'Est. Oufkir peut donc donner l'ordre de liquider le roi et sa suite à leur descente du Boeing ou, si c'est déjà trop tard, d'attaquer le pavillon d'honneur au risque d'un bain de sang. Même si Hassan II y trouvait la

1. Smith Stephen. *Oufkir, un destin marocain*, op. cit

mort, le responsable d'une telle boucherie ne serait pas accepté comme successeur. Mais l'autre option est également très risquée : après avoir mené le coup d'Etat. Oufkir peut organiser un contrecoup pour effacer les traces menant à lui. C'est ce qu'il décide de faire. Le général Medbouh, horrifié par le carnage auquel avait donné lieu l'assaut de Skhirat, avait tergiversé. N'osant plus s'emparer du roi, il est allé le retrouver dans son réduit pour lui proposer de parlementer avec Ababou. Pris entre deux feux, Medbouh avait péri. Oufkir, lui, décide de changer résolument de camp et, pour noyer sa responsabilité, de réprimer dans le sang le complot qu'il a ourdi. Toutefois, il ne va pas au bout de sa logique, s'épargnant le face-à-face avec le roi et Ahmed Dlimi¹. Au lieu de se rendre au salon d'honneur, il se rend directement à l'état-major général "pour reprendre la situation en main". Il est vrai qu'il y a urgence. Il faut réduire la base de Kenitra et tuer Amokrane ainsi que tous les pilotes mis dans la confiance avant qu'ils puissent le trahir. A l'état-major, Oufkir retrouve son adjoint, le général Abdessalam Ben Amer, dit "Negra". Il lui ordonne d'investir la base aérienne et de ne pas faire de quartier. Il met à sa disposition l'unité de blindés que commande le colonel Loubaris, tout juste rétabli après une année de convalescence. Parallèlement, pour ne prendre aucun risque, Oufkir demande au colonel Demnati de se rendre à Kenitra avec ses hommes et d'exécuter sommairement tous les pilotes qui ont décollé dans l'après-midi. »

A mon sens, la vérité est toute autre. D'abord, parce que j'ai la conviction qu'Oufkir n'aurait jamais donné un tel ordre. N'en déplaise à ceux qui l'ont figé dans l'image du « salaud », c'était certes un dur, mais surtout un pur guer

1. Seuls ceux qui ont bien connu Oufkir savent qu'il n'était pas homme à avoir peur d'un face-à-face avec le roi et encore moins avec Dlimi.

rier, un homme d'honneur. Le jour où l'évolution du Maroc le permettra, et lorsque pourront s'exprimer des témoignages à décharge, l'histoire rétribuera chacun à son juste salaire... Ensuite, parce que de nombreux éléments contredisent cette explication.

Oufkir, dès 16 h 50, soit dès que le Boeing royal s'est posé, a renoncé à faire intervenir les blindés de Mimoun Oubja à l'aéroport << de peur que l'auteur d'un tel massacre ne fut pas accepté comme successeur >>, peut-on lire volontiers. Comment peut-on alors lui prêter l'intention d'avoir voulu faire abattre le Boeing avec ses passagers, puis ses complices ?

Pourquoi, si l'on s'en tient à une éventuelle volonté de faire disparaître ces derniers, Oufkir, avant même d'aller à l'état-major, passe-t-il par la BLS et ne donne-t-il aucun ordre dans ce sens ? En quittant la caserne de la BLS, il a parlé au roi et sait qu'Hassan II a pris des dispositions pour « reprendre la situation en main ». La logique de cette version m'échappe donc. Pourquoi, encore, le ministre de la Défense n'a-t-il pas sauté dans le premier char à disposition pour se rendre lui-même sans perdre la moindre seconde à Kenitra ? Je puis affirmer que si Oufkir avait envisagé cette option, il l'aurait accomplie en personne, à la tête des blindées de la BLS, laquelle, au moment où il s'y rend, lui est complètement acquise.

Autre remarque. À 16 h 50, le Boeing se pose à Rabat et le roi et sa suite sont sains et saufs. A 17 h 10, Hassan II a déjà commencé « la reprise en main ». Et lorsque enfin, à 19 h 15, les premières troupes arrivent à la base de Kenitra et l'investissent dans le calme, sans tirer le moindre coup de feu, Kouera et Amokrane n'y sont plus depuis longtemps. À quoi aurait-il servi à Oufkir de tuer les pilotes et les mécaniciens de Kenitra ? Aucun d'eux ne sait quoi

que ce soit. Seuls Amokrane et Kouera ont reçu ses ordres directs. Or le premier, à bord d'un hélicoptère, est sur le point d'atterrir à Gibraltar et le second repéré a été conduit par un hélicoptère de la gendarmerie royale au palais de Skhirat où le roi veut l'interroger lui-même. Oufkir, qui a suivi l'opération de la tour de contrôle, n'ignore rien de tout cela. Lui imputer l'intention d'avoir voulu massacrer tous les aviateurs de Kenitra, c'est faire injure à son intelligence comme à son expérience. Comment imaginer qu'il ait pu rester les bras croisés dans son bureau de l'état-major en laissant Hassan II le prendre de vitesse alors qu'il possède l'atout du soutien de l'armée entière ?

La vérité, elle, est autre. Elle est toute simple. Humaine...

À la mort de mon père et depuis notre libération en 1991, je me suis consacré à reconstruire le puzzle des événements marquants du Maroc moderne et particulièrement du coup d'Etat du 16 août. J'ai interrogé ministres, généraux, gardes du corps, chauffeurs, femmes de chambre... J'ai voulu savoir très précisément ce qu'avait fait mon père de 16 h 50, ce 16 août, à 0 h 30, l'heure où il a été abattu à Skhirat, en présence du roi... L'aide de Geronimo m'a été précieuse. Il m'a restitué minute par minute l'emploi du temps d'Oufkir, qu'il n'a pas quitté d'une semelle durant cette journée fatidique.

Arrivé à l'aéroport, le ministre de la Défense va serrer quelques mains parmi les personnalités qui attendent le roi. Il s'entretient avec le général Driss Ben Omar et fait avec ce vieil ami les cent pas sur le tarmac, en lui parlant à l'oreille. Geronimo m'a rapporté qu'un officier supérieur est venu saluer mon père en boitant, appuyé sur sa canne :

— Qu'avez-vous, colonel, ça va ? lui dit Oufkir.

— Comme ça peut, mon général... J'ai une crise de sciatique qui me fait souffrir le martyr ! Mais je n'ai pas pu faire autrement que de venir saluer Sa Majesté.

Ce à quoi mon père aurait répondu d'un air mystérieux, presque ironique :

— Tu n'es pas le seul à avoir mal à force de courber l'échine... Mais il paraît qu'on est sur le point de trouver un remède efficace...

Le colonel en est encore à essayer de comprendre l'allusion du général qu'Oufkir s'éloigne pour aller échanger quelques mots avec d'autres dignitaires présents. Comme convenu, le colonel El Youssi vient interrompre le major des années, pour lui dire :

— Mon général, si vous voulez bien suivre le bon déroulement de l'arrivée du roi, la tour de contrôle vient d'annoncer que l'avion de Sa Majesté est entré dans l'espace aérien national.

Oufkir s'excuse auprès de Ben Omar et Sefrioui, les prend chacun par un coude, leur parle quelques secondes, puis se dirige vers les bâtiments de l'aéroport et la tour de contrôle, précédé du colonel El Youssi suivi de Geronimo. Là, comme on l'a vu, il suit en direct à la radio l'opération : de l'arraisonnement du Boeing à l'éjection de Kouera et jusqu'au moment où les F5, se rendant compte de leur armement à blanc, retournent s'équiper en roquettes et en carburant.

Selon Geronimo, Oufkir ne montre aucun signe de nervosité. Le ministre quitte alors la tour, retourne sur le tarmac et échange de brefs propos avec Driss Ben Omar. Puis il rejoint sa voiture. Les personnalités qui attendent le roi ne se rendent compte de rien.

Oufkir est sur le point de quitter l'aéroport, accompagné de El Youssi, le chef de l'aviation, lorsque le Boeing d'Hassan II apparaît à l'horizon.

Le colonel s'écrie :

— Mon général, mon général, c'est lui... c'est l'avion du roi ! Il se pose !

Oufkir lui répond :

— J'ai dit à Driss Ben Omar d'expliquer mon absence... Va accueillir le roi avec lui, moi je vais à l'état-major.

La voiture démarre. Elle n'a pas encore quitté les allées de l'aéroport que Geronimo reçoit un appel d'urgence sur l'émetteur-récepteur militaire qui équipe la limousine. Il passe immédiatement le combiné à mon père. La fréquence est ultra-secrète et protégée. Le garde du corps, comme il me l'a raconté, a tout de suite compris que cet appel était d'une importance capitale. Le Boeing, volets et trains d'atterrissage ouverts, apparaît dans l'alignement de la piste. Le poste de la DS 21 est bruyant et les parasites qui ponctuent la communication sont habituels des radios de campagne et des transmissions militaires. Geronimo peut entendre ce qui se dit. L'échange se fait en berbère. C'est le colonel Mimoun Oubja, commandant adjoint de la BLS, ancien de l'armée française, homme sûr, fidèle parmi les fidèles d'Oufkir. Il a fait stationner son unité de blindés au bord des pistes d'envol que l'aéroport de Rabat-Salé partage avec la première base aérienne qui se trouve juste en face. Dès que le Boeing est visible, le colonel entre donc immédiatement en contact avec le ministre de la Défense.

— Mon général, l'objectif est en vue. Il s'apprête à atterrir. J'attends vos ordres pour intervenir.

Oufkir lui répond d'une voix invariable :

— Non, ce n'est plus la peine. Ce serait un autre Skhi-rat. Et d'ajouter :

— Non, Mimoun, ne bouge pas, c'est mieux ainsi...

Après quelques grésillements de radio, le colonel insiste :

— Mon général, aucune force ne protège le tarmac et le salon d'honneur. Laissez-moi au moins positionner mes blindés sur la piste... Il sera obligé de retourner se poser sur Kenitra. Mon général... Mon général...

— Non ! Mimoun, ne bouge pas.

Mon père repasse le combiné à Geronimo, qui le regarde, circonspect. Le garde du corps m'a raconté que malgré la réserve que lui commandait sa fonction, il ne put s'empêcher de dire à mon père :

— Mon général, laissez-moi à l'aéroport, laissez-moi m'en occuper... Je vous jure que j'y laisserai ma vie, mais ce sera fait !

Oufkir pose alors sa main sur son épaule pour le remercier de sa fidélité. Ensuite, avec un imperceptible sourire détaché, il dit au chauffeur de continuer sa route vers Rabat. Au moment où la DS 21 sort de l'aéroport et longe la voie qui borde les pistes, le Boeing d'Hassan II touche terre.

Oufkir fait un crochet par la BLS, puis se rend à l'état-major général. Là, dans son bureau, il tient une réunion informelle avec le colonel Demnati, son chef de cabinet à la Défense, ainsi que quelques officiers supérieurs. Geronimo reste debout, s'effaçant dans un coin de la pièce. Oufkir appelle un par un les principaux commandants des unités du royaume. Il s'enquiert placidement de la situation dans les villes et les provinces et exhorte les chefs de l'armée au calme.

Le garde du corps me racontera après coup comment mon père est resté impassible aux suppliques des officiers qui l'entouraient et à ceux qu'il a eus au téléphone. Geronimo me dira d'un air désespéré qu'il ne comprendrait jamais pourquoi mon père n'a pas approuvé un soulèvement général de l'armée. Il m'affirmera l'insistance des

officiers et la fermeté avec laquelle les a éconduits le ministre de la Défense.

Selon les mots de Geroninio, « le général paraissait plus détaché que d'habitude ». Une sorte de sérénité lassée contrastant avec la gravité des événements s'était, à l'en croire, emparée de lui. À l'impatience, l'inquiétude et bientôt la colère des militaires, Oufkir oppose un flegme inflexible. Geronimo me restituera même les propos incrédules de certains officiers présents :

— Vous ne pouvez pas faire ça, mon général... Si près du but... Vous n'avez qu'un ordre à donner et vous savez pertinemment, mon général, que toute l'armée suivra !

Que s'est-il passé dans la tête d'Oufkir ? C'est ce à quoi ont essayé de répondre bien des observateurs avec plus ou moins de succès et beaucoup d'imagination. La réponse est plus simple, plus humaine que toutes les thèses trop élaborées pour être honnêtes.

En fait, depuis Skhirat, on l'a vu, Oufkir est un homme brisé. Pour sauver le pays de la gangrène, sauver cette monarchie à laquelle il a tout sacrifié, il n'a eu d'autre choix que d'agir contre son roi. Avoir consacré sa vie et pris tous les risques pour protéger le trône, mais devoir lever la main sur son souverain n'est pas un pas qui se franchit aisément. Oufkir a fût à La Mecque, dans la Kaaba sacrée, un serment à feu Sa Majesté Mohamed V lorsque ce dernier lui a demandé : « Oufkir, jure-moi ici, dans cet endroit saint, quelles que soient les différences de caractère ou d'opinion qui t'opposent ou t'opposeront à mon fils, et quoi qu'il arrive, jure-moi que tu le protégeras comme tu m'as protégé et que tu le serviras avec la même abnégation que tu as déployée à mon service ». Il a juré. Or cette parole donnée le hantera en permanence et conditionnera tous ses actes.

Déjà, pour oser un putsch sans violence à l'encontre du souverain, il lui a fallu être relevé de son serment par des membres de la famille d'Hassan II. Mais une fois qu'il a compris que celui-ci a échoué, que le risque est de faire couler le sang royal si l'on va plus loin, il s'y refuse. Sans doute voit-il dans cette sentence du sort une sanction pour avoir, en homme politique, failli à un serment de militaire. Comment, en outre, les hommes qui se sont alliés à lui et qui sont à bord du Boeing, pourraient-ils croire en sa bonne foi ? Tous vont penser qu'il a essayé de les doubler. Oufkir connaît assez bien Hassan II pour savoir que ce dernier parviendra à faire croire au monde que « le terrible vizir » a voulu abattre son avion avec sa suite ! Ecœuré depuis Skhirat, fatigué de vivre depuis la mort tragique de ses frères d'armes, Oufkir ne croit plus ni en lui ni en ce qu'il fait. Il veut se retirer, en finir, se reposer... Mais à défaut d'avoir choisi sa vie, il veut réussir sa mort !

Oufkir reste donc de 17 h 30 à 22 h 15 à l'état-major. Après s'être assuré que tout est calme dans le royaume, il se mure dans un silence méditatif, traînant une oreille distraite sur les commentaires des officiers autour de lui.

Geroninio me le décrira fumant en silence, l'air lointain, détaché. « De temps à autre, en tirant sur sa cigarette, il avait un rictus amer. » Le garde du corps me relatera aussi les appels de Moulay Hafid et de Dlimi. Et comment mon père leur a invariablement répondu :

— Dites à Sa Majesté que tout est rentré dans l'ordre, que la situation est paisible dans tout le pays et que je vais venir la voir à Skhirat.

Une dernière phrase qui pousse Geroninio à faire un pas en avant, comme pour empêcher son patron d'aller se jeter dans la gueule du loup. Le palais appelle d'ailleurs à plusieurs reprises afin de localiser en permanence le ministre

de la Défense. Au dernier coup de fil, il se saisit du téléphone et hurle à Moulay Hafid :

— Dis-lui qu'on arrête la comédie ! S'il n'a pas les couilles de venir me chercher, rassure-le, je vais venir le voir et seul !

Et de raccrocher violemment le téléphone. Geronimo m'affirmera qu'après cette scène, plus aucun appel du palais n'a retenti.

Avant de rentrer à la maison, Oufkir nous téléphone à Kabila. Je décroche :

— Allô, Papa, ça va ? Nous n'avons pas cessé d'essayer de te joindre. Il paraît que...

Mon père m'interrompt :

— Ce n'est rien, tout est rentré dans l'ordre.

Un silence. J'insiste :

— Tu es sûr, tout va bien ? Tu es sain et sauf ?

Alors je perçois dans sa voix une soudaine tristesse.

— Oui... Oui, mon fils... je me porte bien.

Puis il ajoute une recommandation que je n'ai interprétée que rétrospectivement :

— Je sais que tu seras sérieux. Je compte sur toi, je te fais confiance.

Je veux l'interroger en blaguant sur sa subite gravité, sa solennité, mais il ne m'en laisse pas le temps :

— Je t'embrasse mon grand, passe-moi ta mère, je n'ai pas beaucoup de temps.

Cette dernière remarque ne m'inquiète pas outre mesure : ses responsabilités ont toujours contraint mon père à un rythme soutenu.

Je vais chercher ma mère dans le salon bondé. Tout Kabila est accouru aux nouvelles. Tous les membres de la nomenklatura sont là. Je n'entends que des éloges sur Oufkir : « Ne vous en faites pas, le général est là, il ne peut rien arriver à Sa Majesté et au royaume... ». La demi-sœur

d'Hassan II, Lalla Fatima Zohra, est la première à encenser mon père.

Ma mère, dès que je l'informe, se précipite dans la chambre à coucher où se trouve le téléphone. Je la suis. Assis au bord du lit, je colle mon oreille au combiné pour entendre la conversation de mes parents. Aux inquiétudes de ma mère, mon père répond avec le même calme :

— Tout va bien Fatema, ne t'inquiète pas.

— Tu en es sûr ? Sur les radios étrangères on parle d'un coup d'Etat.

— Ce n'est rien, ne t'inquiète pas, tout est rentré dans l'ordre.

— Nos amis espagnols les Benett sont venus avec leur bateau au bord de la plage, et malgré une mer agitée, ils insistent pour que j'aille avec les enfants à Ceuta, lui dit Fatema. Je n'ai rien voulu entreprendre avant d'avoir de tes nouvelles.

Je sens alors chez mon père une sorte d'exaspération :

— Non, répond-il, si tu crains quoi que ce soit pour ta sécurité et celle des enfants, rendez-vous chez le gouverneur de Tetouan.

Ma mère n'insiste pas. Avant de se dire au revoir, une dernière phrase énigmatique vient clore l'appel de mon père :

— Rassure-toi, Fatema, tout va bien...

Puis il ajoute, après une seconde de silence, d'une voix presque triste :

— Prends bien soin de toi et des enfants. C'est la volonté de Dieu. Je vous embrasse chacun bien fort.

Ma mère et moi restons d'abord circonspects, puis chassons les idées noires et rejoignons le salon, où les gens continuent d'affluer, en faisant l'éloge du bouclier du trône qui, pour la seconde fois en un an, sauvait la monarchie de la rébellion de son armée !

Après nous avoir appelés, Oufkir quitte l'état-major et rejoint son domicile de l'allée des Princesses¹. Selon Coco, la femme de chambre, dès son arrivée à la maison, mon père est monté d'un pas lent dans sa chambre. Il a pris un bain, s'est rasé de près, puis est sorti sur la terrasse fumer une cigarette. D'après elle, rien dans son comportement ne lui est apparu suspect. Bien qu'inhabituels, certains de ses gestes ne l'ont pas étonnée outre mesure.

« Le général était encore plus calme que de coutume, me dit-elle. Il avait un air paisible, songeur. Il m'a demandé de lui préparer sa tenue militaire. Ce qui m'a intrigué, c'est quand il a voulu sa boîte à médailles remisee dans le débarras... »

Il est vrai que depuis l'affaire Ben Barka, il refuse de porter ses nombreuses décorations françaises, réponse digne et silencieuse, à ses yeux, « à l'ingratitude de la France »... En ressortant ses citations de guerre, jusqu'à la Silver Sur que les Américains lui ont décernée en Italie au monte Cassino, sans doute mon père, à quelques heures de tirer un trait sur sa vie, veut-il symboliquement déterrer son glorieux passé de soldat pour laver l'échec de l'homme politique et les fourvoiements du serviteur royal.

Mon père a brûlé quelques papiers dans la salle de bains, ainsi qu'une grosse bande magnétique, celle où était enregistrée l'allocution officielle de l'abdication d'Hassan II en faveur de son fils, ainsi que des interventions des leaders de l'opposition et d'un porte-parole des forces armées.

Ensuite, poursuit Coco, le général est revenu dans la chambre. Il a sorti de son placard son revolver d'Indochine

1. Pour reconstituer ces derniers moments de la vie de mon père, j'ai interrogé Coco, la femme de chambre, mais aussi Geronimo, Larbi, le chauffeur adjudant- chef Hammou et bien d'autres.

et l'a tiré de son étui. Il l'a nettoyé d'un revers de manche et posé sur le lit, en caressant du doigt la crosse où il y a écrit quelque chose...

Ne sachant pas lire le français, elle ignore la devise « Qui ose vaincra », mais confirme que mon père est parti pour Skhirat sans armes, ses deux revolvers personnels sont restés à la maison, dans son placard : « Le général m'a ensuite demandé de lui faire brûler de l'encens. J'ai supposé que c'était à cause de l'odeur de papier brûlé dans la salle de bains. Je lui ai demandé s'il ne voulait pas manger un morceau, il m'a souri, et je ne sais pas pourquoi, m'a dit : "Oui, Coco, s'il te plaît. Un verre de lait et des dattes". Comme je lui dis que ce n'est pas suffisant, qu'il faut qu'il se nourrisse, le général me répond : "Les gens de chez moi ne vivent que de dattes, de lait et de céréales et ce sont les gens les plus solides que je connaisse..." »

« Sur ce, ajoute Coco, je suis descendue à la cuisine pour préparer un plateau. En retournant dans la chambre, j'ai découvert le général faisant sa prière sur un petit tapis déployé à l'angle de la pièce. Lorsqu'il a eu fini, il s'est levé, il a embrassé le Coran, puis s'est assis au bord du lit pour fixer sur la poitrine de son costume militaire toutes ses décorations. Ensuite, le général s'est habillé. Sa tenue avait un éclat particulier. Il m'avait demandé de tirer de leur plastique une casquette et des galons neufs. Les étoiles, les lauriers, la lisière dorée de son képi et ses médailles en imposaient. Il a lui-même brossé ses chaussures parce que, m'a-t-il dit, seuls les militaires savent les faire briller. Il a pris une paire de gants marron, son bâton de major général et s'est rajusté une dernière fois devant la glace. Et là, curieusement, le général a salué militairement et solennellement son reflet dans le miroir... Puis il est descendu dans le salon et m'a demandé d'aller lui chercher la boîte à bijoux de Madame. Avant que je ne sorte du séjour, le

général a ajouté : “Si on annonce Omar Akkouri¹, fais-le monter”. Lorsque je suis revenu avec le coffret, Akkouri était déjà là. Devant moi, le général, lui a remis la boîte et lui a dit ces mots bizarres que je n’ai compris qu’après coup : “Omar, donne va à Fatema en mains propres... dislui de prendre soins d’elle et des enfants...” >>

En se levant pour prendre congé d’Akkouri, la femme de chambre entend Oufkir dire entre ses dents : « C’est la volonté de Dieu... » Selon elle, mon père a rappelé Omar alors que ce dernier descendait déjà l’escalier, en lui disant : « En mains propres Omar, je compte sur toi... ». Cette consigne d’un homme allant à la mort ne fut pas respectée par Akkouri.

C’est la larme à l’œil que Coco me poursuit son récit. « Lorsque Omar est parti, le général a fait le tour de la maison, chambre par chambre, recoin par recoin. Il regardait tout avec une langueur inhabituelle. Parfois je l’ai même senti triste. En passant par le vestibule, il s’est arrêté devant la grande photo encadrée de Sa Majesté Mohamed V. Il l’a intensément fixée puis l’a embrassée et est sorti dans le jardin. Le général a fait le tour de l’allée, jusqu’à la piscine. Il ne cessait d’observer tout ce qui l’entourait sans sembler vraiment le regarder... »

Geronimo nota lui aussi ce fait : « Le général semblait dire adieu à ses murs >>, me confiera-t-il. « Dès que nous sommes arrivés de l’état-major, et que le général est monté dans sa chambre, j’ai rameuté tous les âayounis. Je n’ai pas cessé d’écouter, à partir du poste militaire du standard, les communications entre le palais et les différents corps du pays. J’ai immédiatement informé le général sur le télé

1. Le mari de la nièce d’Oufkir, celui qui a servi de chauffeur à Allai El Fassi en visite secrète chez le general.

phone interne de la maison, que Amokrane était à Gibraltar et Rouera depuis longtemps au palais de Skhirat. Le général m'a semblé indifférent à tout. Il m'a simplement répondu d'un ton las : « Parfait... », puis il a raccroché. Déjà dans l'après-midi lorsque nous avons rejoint l'état-major, il avait pris connaissance des communications échangées par la base de Kenitra, par la gendarmerie, et plus tard par le palais. Il a su dans la minute la fuite d'Amokrane et l'arrestation puis le transport par hélicoptère de Rouera au palais de Skhirat, « aux pieds » du roi... Je n'avais plus de doutes sur la suite des événements. Je m'attendais d'un moment à l'autre à voir la maison encerclée ou attaquée ; c'est pour cela que j'avais réuni au plus vite les âayounis. >>

Geronimo poursuit : « Lorsque le général s'est apprêté à monter en voiture, j'ai préparé trois autres véhicules d'escorte. Mais il s'y est opposé formellement : “Non, vous ne m'accompagnez pas. Ne vous inquiétez pas, la situation est calme, la confusion s'est dissipée. Rentrez chez vous, dans votre désert parmi vos familles, l'air y est plus sain qu'en ville...” Et il a embrassé les âayounis un par un. en les remerciant pour leur loyauté et leur abnégation. Il les a rassurés et a expliqué qu'il ne les congédiait que pour quelques jours de vacances. Ensuite le général a levé une dernière fois le regard vers la maison et s'est installé sur le siège arrière de la DS. J'ai essayé de le convaincre de prendre au moins avec nous Larbi, mais il a refusé, là encore. Larbi, dépit, m'a tendu par la vitre une sacoche de cuir avec six chargeurs et quatre grenades. Le général nous arrête d'un geste autoritaire : « Non... pas la peine ! » Nous quittons alors la maison et roulons sur la route côtière en direction du palais de Skhirat. À mi-chemin, le général demande à l'adjudant-chef Hammou d'arrêter la DS au bord d'une falaise. Il descend en nous priant de rester à bord et fume en regardant la mer. Fuis nous reprenons notre chemin vers

le palais. Le général est resté silencieux et pensif durant tout le trajet. >>

J'ai avidement interrogé, au lendemain de la mort de mon père, son chauffeur et son garde du corps. Je les ai pressés de n'omettre aucun détail. Tous deux m'ont dit avoir été stupéfiés par son flegme. « Le général a seulement ouvert la vitre pour laisser s'engouffrer dans la voiture l'air frais et humide de la côte, en fumant cigarette sur cigarette », m'ont-ils précisé.

« Lorsque nous sommes arrivés à Skhirat, ajoute Geronimo, le contrôle à l'entrée a été bref mais plus appuyé que d'ordinaire. Des hommes de la sécurité royale ont éclairé avec leurs torches l'intérieur de la voiture, faisant semblant dans un premier temps de ne pas avoir reconnu le général. Puis ils se sont excusés et nous nous sommes engagés sur la grande allée qui mène au bâtiment du palais. J'ai remarqué, tous les dix ou quinze mètres, une ombre qui portait un talkie-walkie à sa bouche pour transmettre notre progression. Sans que le général ne me voie, j'ai discrètement glissé entre mes cuisses un revolver au cran de sûreté levé. L'adjudant-chef Hatnmou m'a regardé et a eu le même réflexe, dégrafant le bouton de sa veste pour s'assurer que son arme n'était pas entravée par sa ceinture.

Dès que nous nous sommes garés devant la grande entrée, avant même que la voiture ne s'immobilise j'ai ouvert la portière pour m'en extraire le premier. Le général m'a retenu par l'épaule : « Non, toi et le chauffeur, vous ne bougez pas du véhicule... » J'ai essayé d'insister, mais le général a serré la main de l'adjudant-chef Hammou. Surpris et ému, le pauvre n'a pu dire un mot. Le général m'a pris la main à mon tour, l'a serrée très fort, l'a gardée pendant quelques secondes. Je ne savais plus quoi faire mais j'ai eu l'envie d'ordonner à Hammou de foncer dans le tas pour sortir au plus vite du palais ! Quitte à assommer le général,

je voulais l'extraire de ce traquenard, même contre son gré ! Mais je le connaissais trop bien, il ne m'aurait jamais pardonné de lui faire perdre la face par une fuite... Non, il avait pris sa décision et personne n'y pouvait plus rien... >>

Baissant pudiquement la tête, la prenant entre ses mains. Geronimo laisse couler de grosses et amères larmes en me révélant ses derniers instants auprès de mon père. Le regard à terre, se culpabilisant, il poursuit :

« Dès que nous nous sommes arrêtés sur le parking, Moulay Hafid et Dlimi sont venus à nous. Le général après nous avoir serré la main, m'a dit en berbère en sortant de la DS : "Il vaut mieux vivre un jour lion que toute sa vie chacal... Si tu as vraiment de l'attachement pour moi, fais ce que je te dis, ne bouge pas de la voiture..." Ensuite il m'a donné une petite tape sur l'épaule. Je n'ai pu que baisser la vitre et le suivre désespérément du regard. Il avait fait à peine trois pas, quand Moulay Hafid vint le saluer : "Ha ! Mon général, grâce à Dieu, encore une fois vous nous avez sauvé la mise !" Lorsqu'il a voulu lui donner l'accolade, le général l'a stoppé d'un geste net, a ouvert les deux pans de sa veste et dit haut et fort : "Ce n'est pas au vieux singe que l'on apprend à faire la grimace..." D'un ton excédé, il a demandé alors à Moulay Hafid et Dlimi : "Où est-il ?" >>

J'ai insisté auprès de ces deux témoins. Avait-il dit « Où est Sa Majesté ? » ou « Où est-il ? » >>

Les deux furent formels : mon père a demandé après le roi comme s'il s'agissait du plus commun des mortels. Geronimo ira même de son interprétation personnelle : « Le général a demandé après le roi sur le ton d'un adulte qui cherche un enfant pour le corriger... Ensuite il est entré dans le palais et nous sommes restés à attendre. Une voiture de la Sécurité royale est venue stationner à côté de la nôtre. Quatre policiers ont essayé de nous tenir le crachoir. Nous

voyant peu engageants, ils se sont contentés d'ouvrir les vitres de leur véhicule et de pousser le volume de leur radio pour nous empêcher de percevoir le moindre son ou rumeur qui filtrerait au-delà des murs du palais ».

Dès que mon père entre dans les appartements royaux, le dernier acte se joue à huis clos. Sont présents le roi, Moulay Hafid, Dlimi et des hommes du SSS. Au terme d'une altercation d'une demi-heure, Oufkir est abattu de cinq balles. La plupart tirées dans le dos. Le premier projectile l'atteint à la clavicule, le second au bras. Mon père se retourne alors, sans doute pour faire face à son ou ses assassins puisqu'un troisième projectile le touche au cœur et un quatrième au foie. La dernière balle, le coup de grâce, tirée à bout portant dans la nuque, ressort par l'œil gauche. Tout ce que je puis affirmer, c'est que mon père a eu un « entretien » houleux avec le souverain ; qu'au cours de ces quelque trente minutes, Oufkir s'est défoulé, exprimant à Hassan II tout ce qu'il avait sur le cœur et que jamais personne n'avait osé lui jeter au visage. Cette heure de vérité s'achève par un générique sanglant ! Cinq notes macabres claquent pour autant de coups de revolvers. Deux tireurs ont ouvert le feu. Les impacts sur le corps ont un diamètre différent. La rumeur prétend qu'Hassan II a lui-même achevé son connétable. J'ai été toute ma vie victime de cette chose lâche et putride qu'est la rumeur, pour ne pas m'y abreuver. La seule certitude que je peux avancer, c'est qu'Oufkir a été abattu en présence du roi.

Un témoignage déterminant viendra toutefois lever un coin du voile recouvrant ce drame qu'Hassan II, privilège du vainqueur, qualifiera, on l'a vu, de shakespearien. Avant que nous soyons mis en résidence surveillée, en attendant d'être expédiés quatre mois après en enfer, durant trois jours nous recevons les condoléances. Une amie de ma

mère, Assia Alaoui, épouse de Moulay Ahmed Alaoui, un intime du roi, inamovible ministre de tous les gouvernements depuis l'accession au trône de Hassan II, nous livrera le récit de la mort d'Outkir.

Le 16 août, elle était au palais de Skhirat dans les appartements de la femme du roi. Lorsque Outkir est arrivé, Moulay Hafid et Dlimi l'ont conduit dans la chambre du petit prince Moulay Rachid, le second fils d'Hassan II.

Pourquoi avoir choisi un univers enfantin pour éliminer le ministre ? Mystère. Mais cette chambre est mitoyenne des appartements de Lalla Latefa. Cette nuit-là, Assia Alaoui est assise dans le salon de l'épouse d'Hassan II en compagnie de Lalla Abla, la mère du roi, et de trois concubines du harem royal. Et elle entend ce qui se trame :

« Nous commentions les événements quand nous avons entendu un premier éclat de voix, nous a-t-elle raconté. Nous avons pensé dans un premier temps que le roi réprimandait encore un esclave du palais. Sur le point de nous replonger dans nos conversations, une seconde rumeur nous est parvenue, cette fois-ci plus nette. Alors, les sens en éveil, nous nous sommes arrêtées de parler. Les échos d'une colère nous parvinrent suffisamment forts pour nous inquiéter. Ce n'était pas la voix du roi, mais celle du général. On n'entendait que lui. Sans pouvoir en déchiffrer les mots, nous avons toutes été frappées par le ton véhément, le rythme violent, ininterrompu de son discours. La puissance des éclats du général ne laissait aucun doute quant à leur teneur ! Cet orage a duré presque une demi-heure. Puis nous avons entendu les fracas de cinq ou six détonations successives, ponctuées d'un dernier claquement... Quelques minutes à peine après l'ultime tir, le roi a déverrouillé la porte communiquant entre les appartements du prince Moulay Rachid et ceux de Lalla Latefa. Sa Majesté, blême comme un linceul, échevelé, le menton tremblant.

le regard fuyant, presque hagard, s'est arrêté au beau milieu de la pièce et, comme essoufflé, nous a lancé : "Oufkir s'est tué ! Oufkir s'est tué !" Puis le roi est sorti précipitamment des appartements de sa femme pour rejoindre les siens. Il portait une djellaba de fine soie claire : trois ou quatre minuscules taches de sang en avaient souillé le bas d'un pan. Après un bon quart d'heure de stupeur, la mère du roi s'est levée et nous l'avons suivie. Elle est allée calmement se renseigner auprès de son fils. Nous l'avons accompagnée, Lalla Latefa et moi. Arrivée au bord de la grande piscine, Lalla Abba a trouvé Sa Majesté faisant des longueurs de bassin. Elle a essayé d'en savoir plus sur ce qui venait de se passer mais le roi l'a éconduite, en lui disant qu'il voulait se détendre, récupérer et qu'il lui parlerait plus tard. Alors Lalla Abba s'est retirée et nous avons, Lalla Latefa et moi, rejoint le quartier des femmes.

»

À 1 h 15 du matin, une ambulance transportant le cadavre de mon père s'arrête devant son domicile. Puisque nous sommes en vacances à Kabila, honnis la garde et quelques membres du personnel, la maison est pratiquement vide. Le fourgon blanc se gare devant la guérite du factionnaire. Un homme en descend et demande à parler au responsable du poste de garde. L'adjudant-chef Moussa, un vétéran des campagnes d'Italie, du Rhin et d'Indochine, bardé d'une quantité impressionnante de médailles, s'avance. Un infirmier se présente à lui comme un membre de la police :

— Ouvrez le portail d'enceinte, nous ramenons le cadavre du général... Il est mort.

L'adjudant-chef, qui avait, comme il le disait, « fait tant de glorieux barouds avec le général », sous le choc, dégainé son arme et lance à « l'infirmier » :

— Ramenez-le où il est mort. Ou plutôt où on l'a tué ! Charognards ! Déguerpissez d'ici, avant que je ne donne l'ordre d'ouvrir le feu !

Il faut qu'un sergent s'interpose pour calmer les gardes braquant leurs armes vers l'ambulance et ses occupants.

L'infirmier, dès la première menace, est reparti en disant au chauffeur de foncer pour prendre la poudre d'escampette. L'équipage, désarmé, téléphone au palais de Skhirat. Moulay Hafid ordonne alors au responsable de l'expédition de conduire la dépouille chez le colonel Chenna, beau-père d'Oufkir.

Geronimo et l'adjutant-chef Hammou restent sur le parking du palais de Skhirat jusqu'à 1 h 30, heure où le général Moulay Hafid vient leur dire :

— Le général est rentré à la maison avec un ami qui sortait en même temps de chez Sa Majesté. Il vous fait dire de le rejoindre. Ils sont partis par l'autre porte, voilà environ un quart d'heure.

Le 17 août 1972 à 8 heures, un garde du corps me réveille en se frappant violemment la poitrine, en larmes :

— Le général est mort, le général est mort ! Ils l'ont tué ! Ils l'ont tué !

En courant sur la terrasse, je trouve ma mère blême mais digne. Elle nous rassemble calmement et nous dit :

— Votre père est mort. Il faut se montrer forts et nous serrer les coudes. Ramassez vos affaires, nous rentrons à Rabat.

Notre convoi de quatre véhicules fonce bientôt vers la capitale. Je suis dans la voiture de Driss et Boutouil. Perdus dans leur chagrin, ils ne me parlent pas. En apprenant la nouvelle, Driss m'a serré fort dans ses bras, a laissé couler quelques larmes et m'a soufflé :

— C'est un moment auquel on a tenté de te préparer. Maintenant, tu ne dois compter que sur toi-même. C'est ta vie qui commence. Quoi qu'il arrive, souviens-toi que ton père est mort debout.

Quant à Boutouil, trop secoué par les sanglots, il s'est contenté de me presser contre lui à m'étouffer.

Le front contre la vitre, je vois défiler le paysage. La vie m'apparaît subitement monotone, sans goût ni saveur. Je pleure. Tout se bouscule dans ma tête. Les images, les scènes, les conversations, les faits, la trame, les sous-entendus, le moindre détail des mois qui ont précédé ce 16 août et la mort de mon père repassent à rebours comme un film rembobiné à grande vitesse. Je me dis que son existence peu commune méritait mieux que de finir dans une flaque de sang... Je me ressaisis, essayant de me préparer mentalement à ce qui m'attend à l'arrivée. La route de Tetouan à Rabat est truffée de barrages. Dès la mort du général, l'armée et les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte maximale. A chaque contrôle, les militaires nous présentent leurs condoléances. Un jeune lieutenant lance, alors que nous redémarrons : « Ils l'ont eu, les salauds ! »

C'est seulement à Rabat que nous réalisons vraiment le décès de mon père, avec le défilé des condoléances et des visites que j'ai déjà raconté. En attendant de découvrir que chaque fin cache un renouveau, le monde s'effondre autour de moi. C'est par le plus horrible des drames, la plus douloureuse des pertes, que j'allais naître ; que ma vie allait en fait vraiment commencer ; que le destin me réserverait une école exclusive où beaucoup sont entrés, mais de laquelle fort peu sont sortis. Je ne sais évidemment pas qu'au bout des ténèbres qui se profilent et de l'interminable chemin de croix qui s'annonce, jaillira la vraie lumière, celle qui vous révèle à vous-même !

Deux journalistes, Colette Porlier et Jean-Claude Deutsch, interrogeront Hassan II au sujet de la mort d'Oufkir et de son « suicide de contorsionniste ».

A la question disant que cette thèse est très contestée, le souverain répond :

— Je connais Oufkir. Il existe même chez les brigands de grand chemin une notion de l'honneur. Tous les témoins vous confirmeront que lorsque j'ai quitté le Maroc par bateau, il est venu me saluer en sanglotant. Beaucoup m'ont dit par la suite qu'il pleurerait certainement à l'idée que c'était la dernière fois qu'il me voyait.

— Il existe une autre version, à propos de la mort d'Oufkir, selon laquelle il aurait été exécuté par un de vos proches, M. Dlimi, insistent les journalistes.

— Je puis vous assurer que les choses se sont réellement passées comme je vous l'ai dit, réplique Hassan II. Je connaissais Oufkir. Lui qui se présentait comme le loyal entre les loyaux, le féal parmi les féaux, n'aurait pas supporté d'être jugé par ses pairs, devant un tribunal militaire, puis d'être conduit devant un peloton d'exécution après avoir été dégradé. Ce n'était pas son genre.

— Vous ne l'auriez pas gracié ?

— Non. Je disparaîtrai lorsque Dieu le voudra et qu'il aura considéré que j'ai accompli ma mission. Mais là, en 1972, dans un environnement beaucoup plus instable pour le Maroc qu'il ne l'est aujourd'hui, placer un enfant de 9 ans sur le trône et instaurer un conseil de régence, c'était une folle aventure qui aurait conduit le pays à la guerre civile et à l'écclatement. Personne n'aurait accepté cet état de fait ni tribal ni ethnique. Il ne faut pas oublier que le Maroc est un empire, et qu'il faut le tenir par son seul dénominateur commun qui est la monarchie à caractère religieux. >>

Le roi, préséance du survivant oblige, aura maintes occasions et trente-huit ans de règne absolu pour imposer sa « vérité ». D'Oufkir qui « le salue avant son départ de Tanger en sanglotant », à son « Boeing complètement détruit, que seule la main de Dieu a maintenu dans le ciel », en passant par le « suicide de son connétable, avec trois balles dans le dos », Hassan II, vainqueur, ne peut qu'avoir raison ! Sa Majesté est infaillible. Surtout lorsque le mensonge est roi.

D'autres sons de cloches se sont pourtant régulièrement élevés afin d'apporter des nuances et des notes discordantes à « la vérité royale ». Dans le *Nouvel Observateur* du 28 août 1972, Josette Allia analyse avec lucidité les raisons et les conséquences du 16 août. Elle cite ainsi des militaires marocains qui affirment : « Plus que l'attentat perpétré contre Sa Majesté, ce qui nous bouleverse profondément c'est l'interprétation officielle donnée à la mort du général Oufkir ». Un officier supérieur explique au journal : « Son prestige et son pouvoir ne venaient pas, comme ceux des autres courtisans, de ses liens avec le roi. Non. Il était des nôtres, il avait combattu, il était un soldat comprenant nos difficultés et partageant nos déceptions ». Un jeune officier renchérit : « Je n'aimais pas Oufkir, dont je connais trop le passé. Mais je dois dire que l'année dernière, lorsqu'il a pris en main le ministère de la Défense, nous avons été soulagés : enfin nous allions être commandés par quelqu'un d'efficace. Ou plus simplement, par quelqu'un de cohérent et de compétent. A vrai dire, avec toutes ses tares, il était bien le seul militaire, au Maroc, capable d'en imposer à notre génération ». En conclusion de son article, la journaliste écrit : « Le bilan est donc lourd. Après Skhirat, l'armée était coupée en deux, le roi avait perdu son prestige mais tout pouvait être sauvé par un audacieux retournement politique. Aujourd'hui l'armée est en ruine, le roi est

désespérément seul, la crise de confiance est si totale qu'elle interdit - sauf miracle - un redémarrage de la vie politique. Et le responsable de cette situation, tout le monde, au Maroc, le désigne : Hassan II. "C'est lui qui a sciemment éliminé les fortes personnalités, vidé de son contenu notre vie politique, provoqué ce gâchis par sa prétention de tout gouverner seul - alors qu'il ne s'occupe pas, sauf en cas de danger, des affaires de l'Etat", accuse un officier. Moins violemment et plus confusément, le peuple se tait, n'accuse pas expressément, mais compare : pour lui l'image de la monarchie n'est plus Hassan II mais son père Mohamed V, le souverain pur et juste, sobre, ascétique. Le roi a trop joué, trop méprisé, trop corrompu, trop négligé les conseils, nié la réalité. Comme le pharaon, il a frappé les porteurs de mauvaises nouvelles : on ne lui en a plus servi que de bonnes. Mais, aujourd'hui qu'il est directement visé, et qu'il a failli être directement atteint, son monde clos vient d'éclater comme une bulle. Que ce soit face à son armée, face aux forces politiques, face à l'opposition, ou même face au pays, il ne trouve que le vide. Un vide à donner le vertige ».

Au moment où Josette Allia commente ces événements, ni elle ni personne ne sait encore que le filet qui rattrapera le « roi funambule » sera le Sahara occidental ! Car quelle que soit leur obédience, les Marocains, moi le premier, sont nationalistes. Une fois encore Hassan II aura le talent de jouer sur la corde sensible... Mais en cet été 1972, le roi n'en est pas encore là. Avant toute manœuvre politicienne destinée à se refaire une santé politique, le souverain règle ses comptes.

Le 17 août, lendemain même de « l'attaque du Boeing », le lieutenant-colonel Amokrane et ses hommes qui ont demandé asile à la Grande-Bretagne sont purement et simplement livrés pieds et poings liés à Hassan II

pour qu'il assouvisse sa vengeance. En dépit des règles élémentaires d'humanisme et de droit international, le gouvernement de Sa Majesté britannique envoie à la torture puis à la mort des officiers marocains en échange de légumes et d'eau ! Les négociations aboutissent à un accord entre l'ambassadeur du Maroc à Londres et le ministre d'État au Foreign Office M. J. Godber. Une iniquité qui conduit Le *Nouvel Observateur* du 21 août 1972 à écrire : « Qu'est-ce qui a bien pu pousser le gouvernement de M. Heath à refuser aux officiers marocains réfugiés à Gibraltar le traditionnel droit d'asile ? Pour l'opinion britannique une telle "insensibilité" est plus qu'un crime : une faute. Pis encore : un manquement aux sacrosaintes traditions britanniques. "La présence de ces hommes à Gibraltar était contraire à l'intérêt public", a simplement énoncé le porte-parole du Foreign Office. Derrière cet "intérêt public" il y a un énorme rocher : Gibraltar. Gibraltar qui, actuellement soumis au blocus espagnol, ne pourrait survivre à un second blocus, marocain : l'approvisionnement contre les officiers félons, tel a bien été, semble-t-il, le marché proposé par l'ambassadeur marocain à Londres. La transaction a été acceptée, mais M. Heath risque un jour de la payer extrêmement cher. Aujourd'hui la Grande-Bretagne abrite les pires extrémistes religieux, en se flattant haut et fort du sacrosaint droit d'asile et de l'inviolable liberté d'expression ! J'aurais bien voulu que cette "droiture" s'appliquât aux officiers marocains réfugiés à Gibraltar ! L'histoire, hélas, nous démontre que la défense des principes est grandement dépendante des intérêts en jeu... Ceux qui s'empressent de donner des leçons de moralité politique devraient méditer cet exemple flagrant des deux poids et deux mesures... »

Hassan II n'en espérait pas tant. Voilà qu'une des nations de cette Europe qui aime le tancer pour ses entraves aux droits de l'Homme lui livre ses ennemis sur un plateau.

220 aviateurs vont dès lors être traduits devant un tribunal militaire. Dans une conférence de presse, le roi explique d'emblée qu'il condamnera d'abord « ceux qui avaient réarmé » puis ceux qui avaient ravitaillé les F5 en carburant. A l'aube du 13 janvier 1973, 11 officiers et sous-officiers sont collés à un mur gris de la prison militaire de Kenitra et passés par les amies. Je voudrais rappeler ici leurs noms et leurs grades. Ont été fusillés : le lieutenant-colonel Amokrane, le commandant Kouera, le capitaine Larbi El Hajj, les lieutenants Abdelkader Ziad et Hamid Boukhalif, le sous-lieutenant Lyazid Midaoui, l'adjudant-chef Mehdi Abdellali, l'adjudant Belkacem, les sergents-chefs Ka-moune, Bahraoui et Binoi.

Le capitaine Hachad, le meilleur pilote de l'année de l'air, le lieutenant Touil, le lieutenant Zemmouri, le capitaine El Ouafi, et 54 autres militaires de Skhirat et du 16 août auront, eux, droit à un sort pire que la mort : dix-huit ans dans l'enfer du mouroir de Tamataght.

L'exécution des aviateurs est ordonnée par le roi, la veille de la plus grande fête musulmane, l'Aid El Kebir . A un journaliste qui l'interroge sur cette date symbolique, le Commandeur des croyants répond : « C'est pour que Dieu puisse leur pardonner le péché d'avoir levé la main sur leur roi ! »

Ce funeste 13 janvier 1973, pour la seconde fois en un an, les forces armées royales sont châtiées et amputées de leurs meilleurs éléments. Pour Skhirat, ce sont en majorité des officiers de l'école coloniale qui ont payé leur rébellion ¹

1. Fête du mouton, célébrant le sacrifice d'Abraham.

de leurs vies. Pour le 16 août, c'est l'élite de l'armée, l'aviation, qui a trinqué et des officiers de la nouvelle génération qui ont été exécutés.

Georges Menant dans *Paris Match*, au lendemain du décès d'Oufkir, écrit que « seule la politique a pu tuer le guerrier Oufkir ». « Il était une légende vivante, raconte- t-il. La dernière, peut-être, d'un certain Maroc : celui des conteurs arabes, et des épopées de bibliothèque verte. Il en est mort. Par fidélité à son royaume, mais d'abord à son personnage. Un personnage impossible à décrire de nos jours : avec Oufkir, la plume attirait le cliché comme le paratonnerre attire la foudre. Démarche de félin, masque d'oiseau de proie, fascinant par ses mystères autant qu'inquiétant par ses actes, ce seigneur berbère plus vrai que nature ressemblait à un cheikh de technicolor, et sa vie était plus extraordinaire que le plus palpitant des scénarios. Une balle, la dernière, a fait voler en éclats toute cette quincaillerie peinte de noir et d'or. Voici venue l'heure de la transfiguration. Et voici que derrière le personnage, ogre ou héros, apparaît la personne, avec ses malheurs, ses misères, ses doutes. Un homme, et il est plus passionnant mort que vif. »

Et Menant d'ajouter : « Le rêve et l'ambition unique d'Oufkir sont le mariage du trône et du peuple. Oufkir accomplit sa besogne en toute bonne conscience : le mariage berbère se passe de consentement mutuel. Et voici Oufkir installé dans son personnage définitif, implacable, au service de son roi, derrière le masque de ses lunettes noires. [...] Cette vie qui avait été la sienne, toute de gloire et d'honneur, cette vie tout entière consacrée à la grandeur du Maroc et de son trône - cette vie pleine de bruit, et de terribles silences, elle n'aurait donc en définitive servi qu'à cela ? »

Quels que soient les inventaires, les différents bilans faits sur le coup d'Etat du 16 août, il s'avère que le résumer à un complot restreint, servant une ambition personnelle, c'est tout simplement continuer d'occulter la réalité et les faits. Et en politique plus qu'ailleurs, la parole des vainqueurs fait foi et rédige l'histoire, alors que le silence des vaincus fait partie de ses pages blanches, de sa mémoire noire. Les grâces de la victoire exemptant volontiers de certaines justifications, embarrassantes, Hassan II aura libre cours à la falsification. On a ainsi cherché à oublier beaucoup de choses sur ce 16 août, et jusqu'aux propos tenus par les aviateurs devant leurs juges pourtant riches d'enseignements. En voici quelques extraits diffusés dans la presse étrangère de *l'époque*. *Jeune Afrique*, le 25 novembre 1972, publie en effet les propos d'Amokrane devant le tribunal militaire de Kenitra. Le lieutenant-colonel y affirme avoir participé à l'insurrection en patriote, avançant que son serment de fidélité au roi avait été rompu dès lors qu'Hassan II en avait violé les clauses. Et d'ajouter que Basri, dirigeant de l'UNFP en exil, lui aurait rendu visite pendant son séjour à l'étranger, pour lui apprendre qu'un « conseil de la révolution » avait été constitué et que les principaux chefs de l'armée en faisaient partie.

« C'est Driss Slaoui, ancien directeur du cabinet royal, qui a communiqué cette liste à Abderrahim Bouabid de l'UNFP », précise Amokrane. Il ajoute : « J'ai agi en tant que patriote. Je n'avais aucune idée sur ce qui allait être instauré : République, dictature ou oligarchie. [...] Nous n'avons utilisé que des balles de 20 mm. Il n'y avait ni roquettes ni bombes ni napalm. Nous avons trouvé des roquettes air-sol mais non air-air. [...] Je suis un nationaliste et pas un politique. Quand le général Oufkir m'a raconté ce qui se passe dans le pays et surtout au palais royal, j'ai

été scandalisé. Je puis vous affirmer que s'il s'était agi de mon propre père, j'aurais comploté contre lui. »

Jeune Afrique conclut : « Le lieutenant-colonel Amokrane dit "C'est Oufkir, mais il avait raison". >> L'hebdomadaire poursuit au sujet du procès de Kenitra : « La véracité de ces révélations est pour le moment difficile à établir. Tout ce que l'on peut dire, c'est que Hassan II avait déjà évoqué la collusion de Basri avec Oufkir. L'acte d'accusation se contente de parler de "quelques éléments de l'opposition". Dans le but apparemment de ne pas compromettre les chances d'une éventuelle collaboration de l'UNFP. »

« Il est vrai, ajoute l'article, qu'Amokrane reviendra sur une telle déclaration, sans doute parce qu'on l'a convaincu qu'il ne devait pas jouer avec la vie de ses compagnons. N'empêche que le réquisitoire qu'il a prononcé n'est pas prêt d'être oublié. >> D'autant qu'il révèle aussi la composition du CNR : « Devaient y siéger les chefs de l'année, entre autre Sefrioui et même le colonel Dlimi son beau-frère et des personnalités civiles, Driss Slaoui et Abderrahim Bouabid¹. >>

Personnellement, on l'a vu, je n'apprendrai que plus tard, par Geronimo, que Dlimi était aussi dans le coup. Nous en avons discuté longuement, sans pouvoir définir à quel moment exactement Dlimi s'est rallié à mon père. Pour sauver sa peau, il a dû aider Hassan II à abattre Oufkir, le roi ne lui laissant pas le temps de vérifier si mon père avait voulu doubler tous ses complices en abattant l'avion ou s'il avait été lui-même doublé. C'est pour cela que l'exécution s'est faite à Skhirat et dans la précipitation.

1. Extraits du procès dans les pages de *Jeune Afrique* de novembre 1972

Une chose importante est encore à signaler : les aviateurs ont comme défenseurs des avocats de l'opposition. Lesquels ont tout fait pour persuader Amokrane de revenir sur ses déclarations parce qu'en révélant l'ampleur du complot, il risquait de priver le pays de toutes les forces capables de résister au roi. Pour eux, il valait mieux charger un mort, en l'occurrence Oufkir, et assurer la sauvegarde de tous.

Le lendemain de l'inhumation de mon père, le 19 août, Hassan II annonce aux officiers supérieurs des FAR qu'il supprime les postes de ministre de la Défense et de major général¹. Sa volonté est claire : reprendre personnellement en main l'année... Tous les chefs d'Etats arabes lui envoient un message de soutien et de félicitations, à l'exception notable du président égyptien Sadate. Le silence de l'opposition exaspère au plus haut point le roi, celle-ci n'étant pas indignée de l'attentat et ne l'ayant pas condamné. Pire, ses organes de presse accusent l'intransigeance et l'absolutisme du palais d'être les seules responsables de cette seconde explosion de colère de l'armée.

Le 20, le roi s'adresse à la nation. Et accuse l'opposition. Le jour même, il met à la retraite anticipée les officiers qui ont fait partie du jury du procès des mutins de Skhirat. Ainsi sont remerciés le général Benamer, les colonels El Fassi et Naïmi, et le lieutenant-colonel El Aydi. Le lendemain, il consacre sa journée à préparer la conférence de presse internationale qui lui permettra de relater sa version de l'« attaque du Boeing * et son analyse de la situation. Deux jours plus tard, grisé par l'image de surhomme que lui attribuent les médias. Hassan II se taille le scénario sur mesure du « héros béni de Dieu >> ayant vaincu en « Oufkir,

1. En 2002 ces deux postes sont toujours supprimés au Maroc. Oufkir a été le dernier ministre de la Défense et major général des Forces armées royales.

un diable ambitieux, imbécile... >> Dans son élan, il précise même devant l'assemblée de journalistes ne pas regretter la mort de Mehdi Ben Barka. Le même jour, les journaux d'opposition *L'Opinion* et *Al Alam* sont saisis.

Devant le refus de l'opposition de lui tendre la main. Hassan II tente une autre manœuvre. Le 24, interrogé sur Europ 1, il lance un appel aux jeunes générations des partis pour qu'elles dépassent les consignes de leurs dirigeants et se joignent à lui. Le lendemain, en réponse du berger à la bergère, le leader de l'UNFP, M^e Abderrahim Bouabid, par AFP interposée, souligne le vide politique du pays et réclame l'élection d'une assemblée constituante. Trois jours plus tard, le journal *L'Opinion* se voit une nouvelle fois saisi.

La spirale de la répression s'accélère. Une terreur sans précédent s'abat sur le pays. Qui n'épargne personne. De 1972 à 1975, et jusqu'à ce que l'union sacrée autour du Sahara vienne redorer son blason au Maroc comme à l'étranger, le roi se maintient par la terreur. Il règle ses comptes, y compris avec les puissances étrangères qu'il suspecte de complicité dans le coup du 16 août. Convaincu que la France a misé sur Oufkir, Hassan II affûte sa revanche. Alors que depuis 1962 les 400 000 ressortissants français résidant au Maroc ont conservé leurs terres et leurs droits, en 1973 Hassan II décide la marocanisation des biens étrangers. 6 000 appartements, 2 500 000 hectares de terres arables appartenant aux Français doivent revenir à l'État marocain. L'artisanat, les entreprises, les petits commerces, n'échappent pas à cette « niarocanisation » qui relève en fait de la « privatisation royale >>, de « l'OPA du palais sur l'économie du royaume >>. Hassan II dispose à sa guise de cette manne, se contentant d'en redistribuer les miettes... La fortune déjà colossale du roi s'accroît. Et celle des dignitaires du régime aussi. Les militaires de haut rang

sont tout particulièrement choyés. À sa mort. Hassan II laissera des milliards de dollars, Moulay Hafid et Dlimi une centaine de millions de dollars chacun. Reda Guedira soixante millions de dollars... Avec le recul, je comprends la rage de mon père quand il lança à des ministres concussionnaires en présence du roi :

— Vous pérez dans mon dos au sujet de l'affaire Ben Barka. Vous rêvez de me voir en prison pour un crime politique qu'il faudrait encore prouver. Mais vous, messieurs, vous irez à coup sur derrière les barreaux pour de vulgaires affaires de droit commun !

Certains jugeront peut-être, à force de vouloir démontrer argument contre argument qu'Oufkir n'était pas aussi terrible qu'on l'a peint, que j'en prends trop la défense. Que je joue du registre : « Mon papa était le plus beau, le plus fort ! » Grâce à Dieu, mon expérience personnelle et mon parcours dur, mais instructif m'ont mis à l'abri, du moins je l'espère, de l'élan affectif filial qui rend souvent toute argumentation caduque et parfois pathétique. Mon père n'était pas un ange, mais pas non plus un démon. C'était un soldat, un vrai. Avec ce que cela implique de qualités et de défauts.

Dans son livre *Echec au Roi*¹ François Pedron écrit : « Oufkir était en fait le serviteur de l'Etat, et, pour lui, l'Etat, dans l'état actuel des choses politiques marocaines, s'identifie à la monarchie. Mais à partir du moment où la monarchie, impuissante malgré son autoritarisme, ou à cause de cet autoritarisme, ne pouvait assurer un ordre dynamique. il fallait imposer une autre solution pour que l'état survive. On insiste trop sur le folklore autour du chef ¹

1. François Pedron. *Echec au Roi, Du coup d'Etat de Skhirat au suicide d'Oufkir*, La Table Ronde, 1972.

berbère, du Saharien cruel. Oufkir n'est pas un *condottiere* bédouin ! C'est un militaire issu d'un milieu où la pitié n'existe pas, et il a eu souvent la main lourde. Non par manie sadique, mais par souci d'efficacité. Pourtant, il avait finalement pris conscience des limites de la répression, il l'avait montré juste après le coup d'Etat de 1971 quand il avait déjà sorti son revolver en plein conseil des ministres, menaçant de se suicider si on ne changeait rien à ces néfastes habitudes (les marchandages avaient repris), prédisant un nouveau Skhirat et affirmant son intention de ne pas se laisser flinguer en maillot de bain ! >>

Et Pedron ajoute : « A-t-il été éliminé parce que précisément il ne voulait plus jouer le jeu ? Fatigué de la répression et soucieux de réformes vraies ? Oufkir, le guerrier superbe, a été frappé dans le dos. et sa disparition paraît affaiblir la position royale. Hassan II a supprimé le poste de ministre de la Défense et celui de major général, comme il avait supprimé celui de directeur du cabinet militaire après Skhirat. Il fera des heures supplémentaires. C'est la conséquence la plus inattendue, et la plus nette, de l'attaque des chasseurs rebelles : le général Oufkir repose maintenant dans le minuscule cimetière de Taouz, ce dernier ksar du Tafilalet avant le Sahara. Oufkir, incarnation de la force de la fidélité, enterré dans une quasi-clandestinité, lui qui paraissait indestructible. Posant un dernier problème, et non des moindres, à ceux qui veulent tenter de comprendre. Echappant une fois de plus à l'analyse, il fut peut-être un des derniers grands fauves du cirque politique (...). Il est trop facile de manipuler les analogies formelles entre son physique et son tempérament. Il y a des bourreaux qui ont la tête d'enfants de chœur ! Pourtant c'est tentant et je retiendrai quand même une image : pendant le moussem de Tan-Tan (c'est la grande réunion annuelle des nomades), grandi encore par les plis amples du vêtement des « hom

mes bleus >>, presque noir à force d'être bleu, il était encore plus grand que ces hommes de haute taille, plus sec que ces coureurs de dune et. mis en valeur par le litham noir, son profil de rapace était plus inquiétant que ces visages farouches au modelé si âpre. Ce n'est qu'une image. Ce qui compte, pour l'histoire et pour le Maroc, c'est qu'un an après le général Medbouh, le général Oufkir, second pilier du pouvoir, soit mort comme lui, à Skhirat, comme lui après une longue discussion dont on ne sait rien, et comme lui pour les mêmes raisons >>.

Une question suit d'emblée ce portrait différent de la vulgate officielle. Oufkir a-t-il torturé, et « avec plaisir » comme il a souvent été dit ? Ces allégations ont été lancées par Moumen Diouri et ont créé une légende. Or n'a-t-il pas, bien que condamné à mort, été remis en liberté quelques mois après ? L'ancien ministre de la Défense Mahjoubi Ahardane m'a d'ailleurs confirmé son rôle ambigu. Quant à la propre famille de Diouri, elle a pris ses distances avec lui. Hélas, le mal était fait. Et les calomnies de Diouri déjà diffusées par la plume talentueuse et sans scrupules de Gilles Perrault qui, depuis, a atténué son jugement, ayant eu l'honnêteté de reconnaître avoir écrit son ouvrage *Notre ami le Roi* comme une charge de cavalerie, sans être trop regardant sur certains points qui relevaient pour lui du détail. Comme on lui avait demandé de contribuer à porter un coup sévère au régime dictatorial d'Hassan II, ce grand journaliste avait en quelque sorte fait feu de tout bois, sans s'embarrasser de la qualité de ce bois.

D'autres ont pris leurs distances d'avec les récits de Moumen Diouri qui, pour ne prendre qu'un exemple, prétend qu'Oufkir lui aurait personnellement arraché une à une les dents de devant, ce qui surprend quand on pense qu'au cours du procès évoqué il s'exprime avec emphase sans

qu'une seule dent ne manque à sa devanture ! Ainsi, Stephen Smith¹ écrit à ce propos : « Plusieurs remarques s'imposent. Si l'on a éprouvé le besoin de citer ces passages *in extenso*, c'est en raison de l'impact qu'ils ont eu depuis leur publication (...) Or, tout témoignage, surtout unique, ne vaut que par la qualité du témoin qui le rapporte. À ce sujet, sans instruire de procès personnel, des réserves doivent être émises. Diouri est un homme à part au sein de l'opposition marocaine. Comme beaucoup de militants de gauche, Abraham Serfati, qui lui-même a été affreusement torturé, mais après la mort d'Oufkir, et en a rendu compte dans le numéro d'avril 1986 des *Temps Modernes*, exprime des doutes sur sa crédibilité ». L'auteur relève que les communiqués et les livres de Moumen Diouri fourmillent d'informations contestables. Et de préciser : « Faisant feu de tout bois pour atteindre son objectif, Moumen Diouri n'est pas un témoin impartial et son récit du Dar El Mokri² reste sujet à caution. Un jour peut-être la multiplication des témoignages permettra-t-elle de cerner, par recoupement, l'implication personnelle d'Oufkir dans les salles de tortures. » En attendant, M^e Ahmed Benjelloul, << opposant de longue date, résidant au Maroc et jouissant d'une large considération », selon Smith, « a accepté de livrer au moins un second témoignage ». Et de déclarer à propos d'Oufkir : « Je n'ai plus entendu la voix d'Oufkir et je ne puis affirmer qu'il a assisté à des séances de tortures que je subissais, bien que de temps à autre, j'aie senti qu'il y avait dans la salle de torture un personnage très important. Car les tortionnaires changeaient de ton. Ils devenaient moins grossiers dans leurs diatribes, plus précis dans leurs questions. »

1. Smith Stephen. *Oufkir un destin marocain*, op. cit. 2. Dar El Mokri : centre d'interrogatoire.

La calomnie sans preuves, les ennemis d'Oufkir s'en sont servis à satiété. Toujours dans le réflexe d'épargner Hassan II. C'est la raison pour laquelle mes commentaires vont souvent laisser la place à ceux d'autres personnes mieux qualifiées pour éclairer certains pans de la personnalité de mon père. Quant à l'image d'Epinal du « tortionnaire assoiffé de sang qui prenait son pied en jouant du stylet », elle ne mérite que quelques mises au point précises. Quoi de plus naturel, dirait-on, qu'un fils défende son père. Les plus indulgents seraient complaisants, les autres chez qui la propagande a ancré un a priori virulent en riraient. Mon propos n'est pas de défendre mon père, je sais qui il était et ce n'est pas à moi d'en faire la démonstration. Oufkir était un soldat, un vrai militaire. Mes critiques vis-à-vis de l'homme d'Etat ne manquent pas mais mon estime pour lui est certaine. Aussi, en multipliant les citations et les réserves émises par d'autres sur la prétendue propension sadique de mon père à la torture, je ne cherche pas à l'exonérer de tout mais à trier le bon grain de l'ivraie, la calomnie de la vérité. Oui, Oufkir, dans un esprit d'efficacité toute militaire, a doté la monarchie d'un système répressif. Oui, en tant que ministre de l'Intérieur, il a pleinement assumé les conséquences de sa fermeté et assumera ses responsabilités devant l'histoire. Mais encore faudrait-il définir avec impartialité son degré d'implication dans une machine complètement subordonnée au roi. Puis tenir compte, sans a priori, du contexte marocain et mondial de l'époque. Mais de là à l'accuser de torturer lui-même ! En fait, ce sera seulement quand tous ceux qui savent des choses cruciales ne craindront plus les foudres du Makhzen et ne succomberont plus à la tentation de sa corruption, de ses avantages, qu'un vrai débat sur lui sera possible. Pour l'instant, il est encore trop tôt. La preuve en est que dans le Maroc de Mohamed VI, les livres qui parlent de la

famille Oufkir. ou qui révèlent des aspects nouveaux sur lui, sont toujours interdits à la vente. Alors que les écrits qui le traînent dans la boue connaissent le succès.

Faire de mon père un bourreau sanguinaire qui pratiquait personnellement la torture est en fait une manière de noyer le poisson, d'épargner Hassan II. Oufkir a sans doute été dur pour défendre la monarchie en laquelle il croyait, mais il n'était pas ce que ses ennemis, le roi en tête, ont voulu faire croire de lui. J'invite ceux qui veulent savoir qui il était réellement à prendre connaissance de son dossier militaire de l'année française, publié en exclusivité à la fin de cet ouvrage. En le parcourant, beaucoup de légendes s'écroulent. Car l'opinion de chefs français prestigieux remet en cause bien des idées reçues. Ainsi on lit souvent qu'en Indochine, Oufkir et son commando encerclés par les Viets hissèrent le drapeau blanc et se rendirent pour tromper leurs adversaires. Confiants, ces derniers avaient baissé les armes et été massacrés, et les Viets auraient surnommé Oufkir « le tueur ». La vérité est toute autre. Tombé dans le feu croisé d'une embuscade, le commando « O >> (son nom officiel dans l'armée française) se bat jusqu'à épuiser la plupart de ses munitions et doit se rendre. Le capitaine Oufkir demande alors aux meilleurs tireurs de son unité d'attacher leurs pistolets à la chaîne de leur plaque militaire, et de glisser les amies dans leur dos en le creusant bien, ainsi que les omoplates, lorsqu'ils lèveront les bras en l'air. Trois hommes ont caché des lames de rasoir dans leur bouche. Lorsque le commando << O >> se rend, les Viets fouillent l'officier puis les soldats. Sans découvrir les trois membres du commando armé, dont Oufkir. On attache les prisonniers les mains dans le dos avec des cordes de paille de riz. Après une marche de plusieurs heures dans la jungle, c'est la halte. Les Viets laissent quatre sentinelles autour du groupe de captifs, mais la fatigue et la faim

aidant, les gardiens relâchent leur vigilance. À ce moment- là, les lames discrètement recrachées, dos à dos les prisonniers liment les cordes pendant un temps qui leur paraît interminable. Quand tout est prêt, Oufkir donne le signal à ses hommes. Dans l'assaut, les sentinelles surprises sont tuées, et des membres du commando « O » blessés. Les Viets survivants se voient à leur tour faits prisonniers. Oufkir sera décoré pour ce fait d'amies. Après on cherchera à falsifier jusqu'à sa gloire militaire¹.

Il en est de même pour la guerre du Rif. On a prétendu qu'Oufkir y aurait commis des actes de brutalité sanguinaire. Une fois de plus, je préfère citer des conclusions autres que les miennes et venant de personnes que l'on ne peut pas taxer de sympathie envers lui. Stephen Smith écrit ainsi : « Oufkir s'est-il signalé dans cette guerre par des excès individuels, des actes de cruauté gratuite ? L'opposant Moumen Diouri l'affirme [...] Il donne deux exemples : à un tireur embusqué, qui s'était fait prendre, le colonel aurait tranché la gorge, offrant sa tête coupée en offrande au prince héritier ; lors du ralliement d'un groupe de combattants rifains à genoux devant le futur Hassan II, il aurait glissé une grenade dans le capuchon d'une djellaba. Sans indiquer sa source, Gilles Perrault écrit dans *Notre ami le Roi*, vingt ans plus tard : « La noire légende d'Oufkir s'enrichit de quelques anecdotes. Un jour, un groupe de prisonniers présentés à Hassan s'agenouillent devant lui. Quand les malheureux se relèvent avec leur pardon et

1. Dans le même registre des inventions farfelues allègrement colportées, on peut aussi citer l'anecdote selon laquelle Oufkir aurait eu le visage brûlé par un lance-flamme à Monte Cassino, ce que son dossier militaire dément. Ou encore. l'« information » selon laquelle ses yeux étaient très malades Ce qui n'empêche pas les mêmes de le présenter comme un tireur d'élite qu'il était.

s'éloignent, une explosion les déchiquette. Oufkir, facétieux, a glissé une grenade dégoupillée dans le capuchon d'une djellaba. Une autre fois, un Rifain tire un coup de fusil sur Hassan et le manque : Je te l'offre, mon prince ! histoire non vérifiée ? Mais on ne prête qu'aux riches, et il est avéré qu'Oufkir, du temps qu'il opérait pour le compte de la France - et encore à Oued Zem, en août 1955 -, aimait à procéder à ces spectaculaires exécutions publiques pour lesquelles le poignard gardait sa préférence. » Il y aurait lieu de s'interroger sur la vraisemblance d'une scène de ralliement où, par jeu, un chef de bataillon prend sur lui de faire exploser des prisonniers ayant obtenu le pardon du prince, qui plus est à deux mètres de celui-ci et sans assurance que la victime s'écarte à temps. On pourrait aussi faire remarquer que, même convaincu d'un crime, nul ne devient responsable de tous ceux qu'on lui attribue sans preuves. On pourrait encore relever que ni le dossier militaire d'Oufkir ni aucun témoin de l'époque n'attestent d'exécutions au poignard. Enfin, il n'est aucunement avéré qu'Oufkir ait achevé des compatriotes à Oued Zem, lieu d'effroyables massacres franco-marocains, pour la bonne raison qu'Oufkir se trouvait, le 20 août 1955, entre Paris et Coblenche... »

Pour sa part, le général Clément, qui a deux fois servi au Maroc, conclut son propre récit de la guerre du Rif en 1958-1959 de cette manière : « Mais il nous faut encore détruire une légende : celle des cruautés d'Oufkir à cette occasion. Nous avons rencontré des témoins dignes de foi, et ce n'est pas une clause de style, qui ont suivi les opérations auprès de lui. Tous nient les actes de cruauté gratuite qu'on lui attribue. Nous sommes navrés de démolir une légende pittoresque qui auréolait le personnage d'un reflet satanique ».

Que n'ai-je aussi entendu sur mon père à propos de Skhirat : qu'il a torturé lui-même les putschistes, ses propres camarades, et les a collés au poteau en jubilant... Alors que rien n'est plus faux. Oufkir a même refusé l'ordre d'Hassan II de reprendre les bâtiments publics aux mutins en les délogeant à l'arme lourde !

Des militaires survivants, qui ont assez d'honneur et de courage pour ne pas falsifier les faits et charger Oufkir de tous les péchés pour plaire au palais, ont écrit au sujet de ces événements, qu'ils ont vécu dans leur chair, et non pas en fantasmant, tranquillement assis dans un bureau, en ne cherchant qu'à faire un papier croustillant... L'un des rescapés du bagne de Tamataght, Ahmed Merzouki, ex-participant au putsch de Skhirat, décrit ses interrogatoires de juillet 1971 en ces termes¹ :

« Heureusement pour nous, dès la fin de la deuxième journée se produisit un phénomène curieux. Un de nos camarades, l'aspirant Mohamed Raïs, qui se trouvait dans le bureau du général Oufkir, tout à fait épuisé, osa demander à ce dernier de l'eau pour étancher sa soif de plusieurs jours.

— Comment cela ? On ne te donne pas à boire ?

— Non mon général, nous n'avons rien eu à boire et à manger depuis trois jours !

Le regard du général est devenu encore plus noir, nous a raconté Raïs. Il a interpellé sèchement le directeur de la police, Dlimi, qui était en compagnie du colonel Lyoussi, commandant du Deuxième bureau, et du lieutenant-colonel Arzaz, commandant par intérim de la Gendarmerie royale :

— Qu'est-ce que j'entends ? Pouvez-vous m'expliquer pour quelles raisons vous traitez les gens de cette façon ?

1. Ahmed Merzouki. *Tamataght, cellule 10*. 2000. éditions Paris Méditerranée.

Les trois hommes ont baissé la tête. Oufkir a repris :

— Vous allez immédiatement leur chercher à boire et à manger, et j'entends qu'ils soient convenablement traités aussi longtemps qu'ils seront dans ces locaux !

C'est ainsi que la suite de nos interrogatoires par la police se déroula sans tortures et que nous eûmes le droit deux fois par jour à des sandwiches au poulet et au foie de veau, venus du restaurant Jour et Nuit, un établissement du centre de Rabat ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Un Coca-Cola et un Petit-Suisse accompagnaient ces festins, grâce à Oufkir !

Les événements politiques majeurs du Maroc ont suscité maintes analyses, la plupart entreprises par des gens sérieux qui, lorsqu'ils se sont trompés, l'on fait de bonne foi. Les contre-vérités qu'ils ont diffusées dans l'opinion sont avant tout le fait d'une intoxication dûment orchestrée, alimentée par le pouvoir et ses groupes de pression en France, mais aussi par l'opposition qui, chaque fois qu'elle a pu occulter ses compromissions avec le palais, n'a hésité devant aucun moyen. Malheureusement les écrits les plus répandus sur le pays et les versions les plus ancrées dans la mémoire collective sont l'œuvre d'esprits partisans qui se sont improvisés juge et partie. Pères de ces raccourcis et de ces versions réductrices de l'histoire, ils présentent sem- piternellement Oufkir comme le méchant de service qui empêcha le grand amour naturel indestructible entre l'opposition et le roi, pauvre souverain transformé en marionnette sans caractère écrasée par son ambitieux connétable. A les en croire, c'est Oufkir qui a inventé les complots, lui qui a tué Ben Barka, lui le seul et unique responsable de la répression. Bref, il fut le vrai roi du Maroc ! Winston Churchill a dit : « Le temps que la vérité enfle ses bottes, un mensonge fait cent fois le tour de la Terre.

»

Mais ce qui me dérange vraiment, ce ne sont pas les calomnies, si exagérées qu'elles en deviennent risibles. L'histoire, un jour ou l'autre, les débusquera, saura faire le tri entre la caricature, la légende et les faits avérés. Ce que je ne comprends pas c'est que cet écran de fumée, cette farce perdurent alors que derrière eux se cachent des vérités subtiles que les Marocaines et les Marocains attendent impatiemment. Si c'est l'unique façon pour le monde politique marocain et le palais de préserver un équilibre que certaines réalités pourraient bousculer, Oufkir, même mort, aura continué en quelque sorte à servir son pays et à assurer la paix du royaume.

Parmi les complices, malgré eux, de cette violation de la vérité, se trouvent nombre d'intellectuels parisiens. J'ai toujours été surpris de voir combien certaines personnalités françaises des médias et de la politique ont succombé aux fastes de la monarchie et au charme cousu d'or de Hassan II. A quoi attribuer cet aveuglement ? Peut-être au fait que dans l'inconscient collectif hexagonal reste incrustée la nostalgie de la royauté. Sous le bonnet phrygien flotte le regret de la fleur de lys. Lorsqu'il s'agit de l'Hexagone, certains membres de l'intelligentsia française se montrent ardemment républicains, farouchement attachés aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais quand il s'agit du royaume chérifien, les mêmes, alanguis par les charmes du Maroc, envoûtés par le magicien de la manipulation qu'était Hassan II, se sont montrés plus indulgents à l'égard du « monarque éclairé » qu'avec d'autres dictateurs ne sachant pas recevoir ou n'ayant pas de palace comme la Mamounia. A croire que sous les cieux expansifs du Maroc, au contact du « génie » du roi et de sa générosité, la verve critique se serait envolée, la rigueur intellectuelle ait soudainement fait l'école buissonnière ! Fallait-il pour autant, afin d'être condescendant avec le roi, noircir

et diaboliser Oufkir, plus là pour se défendre ? Je ne le crois pas.

Pire, les Oufkir, Dlimi, Basri, tous ces personnages désignés un moment comme les « hommes forts » du régime, furent des défouloirs à la lâcheté, à la peur ou à l'intérêt qu'avait su susciter Hassan II. Or c'est Hassan II qui fut le seul et véritable maître du pays. Le monde politique marocain le sait parce qu'il en a fait les frais. Eluder la responsabilité suprême du roi sur le destin de son pays en lui donnant le beau rôle est en vérité aussi ridicule que de nier l'implication de ceux qui ont été ses serviteurs. Et Oufkir fut le premier d'entre eux. Je ne verserai donc pas dans le « tout blanc ou tout noir ». La réalité se niche souvent dans les demi-teintes, les nuances objectives. Bien sûr, Oufkir a servi un régime répressif, mais c'est à l'histoire de définir la limite de ses responsabilités, en analysant son parcours, et le contexte politique dans lequel il a, comme ses collègues militaires, fait le choix d'une monarchie forte plutôt que d'une république socialiste de parti unique. Le *New York Herald Tribune* de fin janvier 1966 écrivait : « Aussi longtemps que le général Oufkir demeurera responsable de la sécurité intérieure du Maroc, ce secteur vital du nord-ouest de l'Afrique restera fermement à l'écart du camp oriental ».

Je n'ai pas la prétention, comme je l'ai déjà dit, de me substituer aux historiens, mais je voudrais insister sur la nécessité de replacer les attitudes des uns et des autres dans le cadre international de l'époque, un temps où l'extrémisme « religieux » n'avait pas imposé une idéologie échappant à toute classification morale ou politique. En 2003, l'alliance avec l'Occident prête à interprétation pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici et que certains ont qualifiées de « choc des cultures », mais dans

les années 1960 elle avait une tout autre interprétation. On ne la suspectait pas de trahison de ses racines, de sa culture ni de sa religion. Au contraire c'était le socialisme qui signifiait l'apostasie. Choisir le camp de l'Ouest plutôt que celui de l'Est et de ses satellites arabes comme l'Égypte, l'Irak, la Syrie, la Libye, apparaissait alors au moins aussi honorable que le parti de la révolution socialiste mondiale pour lequel avaient opté Mehdi Ben Barka et les siens.

En 1959, le gouvernement du Premier ministre Abdallah, lui-même rallié à l'UNFP de Mehdi Ben Barka, interdit aux marocains de confession israélite d'émigrer, et prohibe la correspondance postale entre les juifs marocains et Israël. Oufkir est de ceux qui s'y opposent. Il dira en public dans son entourage :

— J'ai fait la guerre contre les Allemands. Et je trouve honteux, et de très mauvais goût pour la réputation de notre pays dans le monde, que nous prenions en otage nos propres ressortissants ! C'est un affront à Sa Majesté Mohamed V, compagnon de la Libération ! Le roi du Maroc n'est pas le souverain de Vichy ! Sa Majesté a toujours été garante de la marocanité une et indivisible. Elle n'a pas livré les juifs, même à Hitler ! L'énergie que nous mettons à les retenir de force, nous ferions mieux de la consacrer à construire un pays où, de leur plein gré, ils voudront rester !

Les mauvaises langues ont « expliqué » cette position en disant : « C'est parce que Oufkir a un frère de lait juif, Ben Hammou, et une amitié forte, quasi fraternelle avec Elie Tordjman, qu'il connaît depuis l'enfance ». D'autres diront tout simplement : « Oufkir est l'homme du Mossad, il oublie son devoir vis-à-vis de la nation arabe ! » Peu chercheront une explication réaliste, laquelle tient en partie aux origines même de mon père, à son éducation et à l'environnement dans lequel il a grandi.

Mon grand-père paternel, le Pacha, était lui aussi un descendant du prophète. Le nom d'Oufkir vient, non pas comme certains l'ont écrit, d'El Fakir (le pauvre), mais d'Afquih, déformation berbère du mot arabe fquih qui signifie « érudit de la religion ». Les gens tenaient le Pacha pour un théologien, un homme pieux, tolérant, ouvert, un vrai musulman. Or son meilleur ami n'était autre que le Grand Rabbin Baba Saleh, grand saint pour les juifs. Après avoir célébré le baptême musulman de mon père, le Pacha a ainsi tenu à ce que son fils Mohamed reçoive la bénédiction de Baba Saleh, parce que depuis la nuit des temps les tribus berbères ont fraternellement cohabité avec leurs concitoyens Israélites. Mon père a toujours évolué dans un milieu où l'antisémitisme est non seulement un péché, mais un déshonneur. Comme tous ceux qui respectent réellement les préceptes de paix et de fraternité de l'islam vrai et les nombreux versets du Coran qui commandent le respect des autres religions monothéistes. Parce que chez les Berbères la défense de celui qui vit sous le même toit est sacrée, contrairement à ce qui s'est passé dans beaucoup de pays d'Europe, le Maroc n'a jamais livré les juifs aux vicissitudes de l'histoire.

Oufkir a toujours refusé l'antisémitisme. Ainsi, alors qu'il n'était encore que jeune élève officier, prenant un autocar pour se rendre dans sa région natale, il a sauté du véhicule en marche pour défendre un rabbin que trois ivrognes tentaient de rançonner. On peut suspecter mon père, homme d'Etat, de n'avoir pas eu que des élans spontanés dans sa collaboration avec le Mossad, mais on ne peut nier que sa haine de l'antisémitisme était un principe et non un calcul politique, ou un travestissement matériellement intéressé. Le racisme ne faisait tout simplement pas partie de son éducation ni de ses principes. Et le trône qu'il servait n'a jamais été antisémite, bien au contraire.

Voilà pour les motivations humaines d'Oufkir. Ce qui n'empêche pas de se pencher sur ses finalités politiques. Certes, il a eu des relations étroites avec le Mossad, mais il s'agissait des mêmes que celles qu'il entretenait avec les services spéciaux français, espagnol, britannique, américain ou algérien. Oufkir n'a jamais été un « honorable correspondant » ou un agent à la solde d'un quelconque pays. Dans le cercle fermé de l'espionnage international, il n'était pas un valet, mais un partenaire respecté. Son passé militaire lui a ouvert des portes amicales et dans les hautes sphères des services secrets alliés du Maroc, il était estimé et écouté : Oufkir traitait avec eux d'égal à égal. Ce qui n'est pas le cas de certains dirigeants arabes qui bénéficièrent, eux, d'une généreuse rétribution en échange de leurs relations secrètes avec Israël... Mais de bien peu de considération !

En outre, assiégée par les républiques arabes socialistes et le néonassérisme, mais ne voulant pas tomber dans le champ de gravité des grandes puissances, la monarchie a fait délibérément le choix d'une coopération avec le Mossad pour gagner la guerre la plus essentielle à ses yeux, celle du renseignement.

Dans son livre *Hassan II et les Juifs*, Agnès Bensimon affirme que vers la fin décembre 1959 et au début janvier 1960, le Mossad organisa plusieurs rencontres à Paris entre Oufkir et un diplomate israélien en fonction à Paris¹. Cette rencontre a été rendue possible grâce à des Juifs marocains, avec lesquels le colonel Oufkir entretenait de bonnes relations. Il s'agissait, selon A. Bensimon, de David Amar, président du Conseil des communautés juives, de Robert Assaraf, collaborateur du ministre de l'Intérieur de l'époque. * 131

1. A. Ben Simon. *Hassan II et les Juifs, Histoire d'une émigration secrète*, p. 129-131. 161-162.

de Reda Guedira et surtout d'Élie Torjman, le frère de lait d'Oufkir. Par la suite, le Mossad aurait fourni à Oufkir des renseignements sur les comploteurs de février 1960, et mis en garde le Palais contre un coup d'État qui se préparait. La plupart des chercheurs considèrent que le complot de février a aussi servi de prétexte par le Palais pour sanctionner ses adversaires politiques afin de préserver l'hégémonie du pouvoir. Sur ordre de Mohamed V, Oufkir se serait rendu à cette époque en Israël pour définir les modalités d'une coopération entre les services secrets des deux pays. Ainsi commencèrent, selon Bensimon, de fructueux contacts entre Oufkir et le Mossad.

Toujours d'après Bensimon, les intermédiaires qui servirent de passerelles pour établir des négociations entre le roi et Tel-Aviv étaient Robert Assaraf et Sam Benazeraf, membre du PDI (Parti démocratique pour l'Indépendance) et ancien directeur de cabinet de Abdelkader Bcnjeloun lorsque ce dernier était ministre de Finances, en 1956, et qui en 1961 occupait le poste de ministre du Travail et des questions sociales. Grâce à ces deux intimes, explique Agnès Bensimon, le roi apprit qu'Israël lui faisait des propositions dignes d'intérêt en vue de négocier le départ de la communauté juive. La deuxième étape s'effectua entre Oufkir et le porte-parole de la Misgeret le plus indiqué pour la circonstance, Elie Toijman.

Mais selon l'historien israélien Yigal Bin-Nun, des relations entre les autorités israéliennes et le Palais marocain ne pouvaient en aucun cas avoir eu lieu en décembre 1959. A cette époque, Oufkir était aide de camp de Mohammed V et Mohamed Laghzaoui était directeur de la Sûreté nationale. Une rencontre entre le chef du Mossad et du

Shin Bet Isser Harel et le colonel Oufkir dans le domaine de l'immigration ne pouvait s'effectuer à cette date. Sinon, comment expliquer la poursuite des opérations clandestines du Mossad dans le domaine de l'émigration et aussi le naufrage du *Pisces*, bateau clandestin, et les arrestations qui en ont découlé.

Muni de ses sources, Yigal Bin-Nun affirme que l'accord entre les deux pays n'a été conclu qu'en août 1961, avec l'avènement de Hassan II. A cet « accord de compromis » précédèrent la mission de Bensalem Guessous à Jérusalem pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères Golda Meir en mars 1960 et les entretiens préliminaires entre Moulay Hassan, Alexandre Easterman et Jo Golan, délégués du Congrès juif mondial, en août de la même année¹.

Le 27 février 1961, Isser Harel avait adressé à son homme de confiance à Paris, Ephraïm Ronel, une lettre où il évoquait l'émigration des Juifs du Maroc et l'attitude du Palais à cet égard : « En conclusion, j'estime qu'il est souhaitable et envisageable de trouver un lien direct avec le nouveau monarque. Si nous créons ce lien, nous aurons besoin en premier lieu de lui fournir toutes les informations et les renseignements indispensables qu'il serait intéressé à connaître. Ses principaux ennemis, s'ils prennent le pouvoir, ne manifesteront pas une attitude positive à l'égard des Juifs de leur propre initiative. Ils y ont même fait obstacle. Aujourd'hui, nous ne leur devons rien. » Cette attitude, explique Bin-Nun, marque un revirement dans la politique des Israéliens, qui jusqu'alors

1. Y. Bin-Nun. « La quête d'un compromis pour l'évacuation des Juifs du Maroc >> ». in *L'exclusion des Juifs des pays arabes. Pardes* n° 34. (In Press Éditions 2003).

avait entretenu des contacts assidus avec Ben Barka, après que celui-ci eut demandé, par l'intermédiaire d'un délégué du Mossad à Paris, une aide militaire et financière à Israël pour prendre le pouvoir au Maroc par la force des armes.

À cette époque, l'émigration des Juifs du Maroc suscitait de fortes réticences. Le journal de l'Istitqlal écrivit en effet le 10 mai 1961 : « L'émigration des Juifs marocains pour Israël devrait être punie de mort car elle équivaut à un acte de haute trahison. La peine frappant vingt Juifs arrêtés alors qu'ils essayaient de quitter illégalement le pays et récemment condamnés à trois mois de prison par le tribunal de Nador. est insuffisante. >>

Cette date d'octobre-décembre 1959 a été reprise dans plusieurs publications, dont les livres de René Faligot et Remy Kaufer, Jacques Derogy et Hesy Carmel, Stephen Smith et d'autres, qui tous citent le livre d'Agnès Bensimon, sans en nommer l'auteur¹. Mais Yigal Bin-Nun est formel. Selon ses sources, un « accord de compromis » n'a été conclu dans le domaine de l'immigration qu'en août 1961. En outre, Robert Assaraf et Élie Torjman n'avaient aucun lien avec cet accord qui fut réalisé par l'intermédiaire de deux personnalités juives locales : Isaac Cohen-Olivar et Sam Benazeraf et avec le concours de deux personnalités proches du Palais : le cousin du roi Moulay Ali et le ministre du Travail. Abdelkader Benjeloun.

1. R. Faligot et R. Kauffer. *Les maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement*, tome 2 - *De la Guerre froide à nos Jours*, p. 277, pp. 290-291.

J. Derogy et H. Carmel. *Le siècle d'Israël (1895-1995). Les secrets d'une épopée*. p. 538.

A. Boukhari. *Le secret, Ben Barka et le Maroc, un ancien agent des services spéciaux parle*, pp. 53-54. pp 103-105.

Dans un hôtel à Genève, l'ambassadeur d'Israël à Paris, Walter Eitan, accompagné d'un émissaire du Mossad et du représentant de l'Agence juive remirent le montant d'un demi-million de dollars en espèces à Moulay Ali et Ben-jelloun et s'engagèrent à verser aux Marocains le montant de 250 dollars par émigrant qui serait autorisé à quitter le Maroc à partir du 28 novembre 1961. Ainsi commença l'*opération Yakhin* dans le cadre de laquelle les Israéliens évacuèrent vers Israël, jusqu'à la veille de la Guerre des Six jours, à l'aide de passeports collectifs signés par le ministre de l'Intérieur Oufkir, un peu moins de 80 000 Juifs¹.

Mon père apprit avec retard les retombées pécuniaires de ce dossier. Il en fut scandalisé. Il comprenait que le Maroc puisse tirer parti de l'opération mais seulement s'il bénéficiait au développement du pays. Ceci dit, pour moi l'attitude d'Hassan II envers les Juifs était, dans le contexte de l'époque, non seulement pragmatique mais aussi audacieuse. Quel dommage que ce geste politique fort ait été entaché de vils profits. Néanmoins s'il y a une chose qu'on peut mettre à l'actif d'Hassan II, c'est bien sa politique extérieure, laquelle fut un exemple d'intelligence, d'anticipation, de réalisme. Au cours de 38 années de son règne, le roi a entretenu avec une finesse et un talent rares des relations internationales judicieuses et... hautement rentables. Elles furent la clef de sa longévité politique exceptionnelle.

Concernant les relations diplomatiques entre Israël et le Maroc, selon Bin-Nun, elles ne commencèrent qu'en

1. Inès Bel Aiba. Younes Alami, Ali Amar et Aboubaker Jamaï, dossier << Le Maroc et le Mossad >>. in *Le Journal Hebdomadaire*. n° 167. (Casablanca. 3-9 juillet 2004).

début février 1963. L'historien a réussi à identifier la personne qui a servi d'intermédiaire entre Oufkir et le bras droit d'Isser Harel. Il s'agit du commissaire français Emile Benhamou, ami d'Oufkir de l'époque de l'armée française, qui plus tard représentera son pays à l'interpol. Cette rencontre s'effectua au domicile de la famille Benhamou, rue Victor-Hugo, à Paris. Ce n'est qu'à cette date que débuta une coopération étroite et assidue entre le Palais marocain et Israël, dans divers domaines : la formation de la garde rapprochée du Roi, les techniques du renseignement, la formation d'officiers, les projets d'irrigation et de coopération rurale, etc.

L'historien israélien Yigal Bin-Nun affirme aussi que le premier voyage d'Oufkir en Israël ne s'est effectué que le 3 janvier 1964. Les documents israéliens provenant du gouvernement et du Mossad sont unanimes pour affirmer : « Oufkir est incorruptible », ce qui ne fut pas le cas de plusieurs ministres et hauts fonctionnaires marocains qui ont travaillé avec les émissaires israéliens. Quant à Harel, il n'a jamais effectué un voyage autorisé au Maroc et jamais rencontré Oufkir, étant donné qu'il avait démissionné de ses fonctions en mars 1963. En revanche, il avait effectivement effectué un voyage - clandestin - au Maroc en octobre 1959, précédé de trois autres visites, elles aussi clandestines. Leur but n'était que de vérifier la sécurité des voies de départs clandestins du nord du Maroc¹.

En 2003, alors que l'extrémisme a jeté l'anathème sur les relations internationales et humaines, où l'intolérance

1. Y. Bin-Nun. *Les relations secrètes entre le Maroc et Israël. 1955-1967*. mans- crit et cycle de conférences au Centre communautaire de Paris. 2004.

est parvenue à amalgamer sémitisme et sionisme pour faire d'un problème politique un conflit religieux, un tel esprit d'ouverture est jugé par les jusqu'au-boutistes comme une trahison. En 1969, au cours d'un déjeuner. Oufkir a dit à son ami l'ambassadeur d'Egypte :

— Cela mettra le temps qu'il faudra. et plusieurs guerres n'y changeront rien, mais un jour viendra où Arabes et Israéliens s'assoieront autour d'une table et se reconnaîtront mutuellement !

L'ennui c'est que pour beaucoup d'esprits obtus et mal intentionnés, un tel sens de l'histoire devient un signe de ralliement au Mossad. Pour répliquer à ces insinuations malveillantes, et infondées, une phrase de mon père me revient à l'esprit : « Ce sont les nationalistes arabes qui ont fait le plus de tort à la cause palestinienne ! » Or cette cause, mon père l'a soutenue à sa manière.

Dans le cadre d'une émission sur France 2, le 16 septembre 2001, un membre important de l'OLP, Zakaria Ba- laaoucha, a retracé l'histoire des forces de sécurité palestiniennes. En relatant les origines du F17, les services de renseignements de l'OLP, cet officier palestinien a révélé comment le noyau de ces services spéciaux avait été formé. L'OLP n'ayant pas d'Etat devait, à l'époque, demander leur aide aux pays ayant l'expérience et les moyens d'instruire les futurs agents palestiniens. Il s'agissait de trier des hommes sur le volet et de choisir minutieusement ceux qui auraient la charge de les former. Pour ce faire, atteste Balaaoucha, trois groupes de Palestiniens ont été envoyés en Irak, en Syrie et, pour le plus important, au Maroc. Où il fut, ni plus ni moins, formé par Oufkir. Un agent du Mossad l'aurait-il fait ? J'en doute, évidemment. En tout cas, encore une fois la calomnie a pris, à tort, le pas sur la vérité historique.

Bien sur les adeptes du panarabisme, les utopistes de la « Grande nation arabe », dont le centre aurait pu être Le Caire, Bagdad ou Damas, ont haï Oufkir de toutes leurs forces. Parce qu'il était de ceux qui pensaient fermement que la vieille nation marocaine attachée à son islam tolérant, fraternel, avait une personnalité, un caractère, une histoire millénaire qui ne s'intégrait pas dans une entité pour le moins incertaine. Il défendait l'idée d'un Maroc multiculturel où Berbères. Arabes, Andalous et Juifs cohabiteraient dans l'harmonie avec des droits égaux. Il disait d'ailleurs souvent : « Ce n'est pas parce que notre dénominateur sacré et commun est l'islam, que l'Orient s'autoriserait un envahissement idéologique ou culturel du Maroc ! Le Maroc était un Etat, lorsque beaucoup de ceux qui veulent changer sa civilisation n'étaient encore qu'un embryon politique. Géographiquement, et même dans la langue arabe, le Maghreb est en opposition avec le Ma- chreq. L'un est au levant, et l'autre est au couchant. L'Orient est en partie arabe, le Maghreb est en majorité berbère. Nous avons toujours été ouverts à plusieurs cultures, alors que l'idéologie panarabiste prône la supériorité de la sienne sur toutes les autres et ne pense qu'à les museler pour mieux les détruire ».

Oufkir avait-il ton ou raison ? L'histoire le dira. Mais à mon humble avis, les dramatiques événements du 11 septembre 2001 ont apporté un début de réponse...

Mon expérience m'a donné, du moins je l'espère, le discernement, et le recul suffisant pour tirer, sans me voiler la face, mes propres conclusions sur mon père. Elles me sont intimes, personnelles et ne doivent pas entrer en ligne de compte dans ma démonstration. Néanmoins ces deux décennies de calvaire ne me font craindre aucune vérité sur lui, pourvu qu'elle émane d'une justice sereine et im

partiale. Or l'image dans laquelle on a figé Oufkir est le résultat du pacte tacite entre le trône et ses opposants. Une caricature qui a permis aux acteurs de l'échiquier politique marocain de garder secrète, et ce dans l'intérêt de « tous >>, le véritable récit de l'histoire du Maroc.

Comme l'a dit le journaliste Philippe Herreman, Oufkir a été l'un des exemples du système hassanien : « Se trouver toujours un fusible, un paratonnerre ». L'interrogation de ce journaliste, au lendemain de la mort d'Oufkir, résonne d'ailleurs aujourd'hui encore comme une prophétie. « Fera-t-on progressivement d'Oufkir le bouc émissaire d'autres crimes, abus, scandales de ses dernières années ? * demandait-il.

Stephen Smith ajoute : « Qui était Mohamed Oufkir ? Cela dépend beaucoup du témoin, de l'époque et, bien sûr, des circonstances (...) Au Maroc, la mémoire d'Oufkir a été gommée. Plus exactement on en a d'abord fait un bouc émissaire, on l'a noirci de tous les maux qu'on n'osait reprocher à Hassan II. La fable du bon roi et du connétable dépravé. Ensuite les Marocains ont préféré oublier. Après la mort d'Oufkir, sa place a été prise par d'autres. Tortures, faux procès, rafles d'opposants, émeutes écrasées dans le sang et élections truquées, tout a continué. Mais l'amnésie générale a été accordée : le roi n'est pas mort, vive le roi ! »

Aujourd'hui, le roi est mort mais la comédie des contre-vérités se poursuit. C'est seulement dans un Maroc réellement démocratique, où les témoins, à charge et à décharge, pourront librement s'exprimer que l'histoire séparera le vrai du faux, la rumeur de la réalité et les preuves des allégations faciles et gratuites. J'espère être vivant pour le voir. En attendant, je ne décharge en rien mon père des responsabilités qu'il a eues dans le système répressif, dès lors qu'on les situe objectivement et dans leur contexte.

En fait, Oufkir est mort à la veille d'amener la réponse la plus éclatante à toutes les insultes, suspicions, légendes et calomnies. Si le coup d'État du 16 août avait réussi, sa coalition avec l'opposition marocaine et la gauche révolutionnaire aurait éclaté au grand jour. Oufkir se serait alors publiquement expliqué sur l'affaire Ben Barka, ne se contentant évidemment pas de l'amnistie de la France. Si le 16 août avait réussi, ceux qui ont tant chargé le ministre se seraient montrés plus mesurés. Mais on ne refait pas l'histoire. Les nations, comme les individus, ont leur destin. Le grand tort de mon père a été en fait de mettre son expérience, ses aptitudes, ses compétences et sa forte personnalité au service d'une institution et non d'un idéal. Il s'est exposé ainsi à de cruelles et amères déceptions. Certes il était de ceux qui ont choisi le camp occidental contre le bloc de l'Est, mais cette volonté n'est pas suffisante pour être qualifié d'idéal. La raison d'Etat, qui l'a amené à remettre en question un serment, un engagement auquel il ne croyait plus, a fissuré sa prétendue invulnérabilité à un quelconque état d'âme. Il n'y a pas survécu. Oufkir ressemble un peu à Javert dans *Les Misérables*... Mais hélas, comme Javert, il n'a jamais le beau rôle.

Un verset du Coran dit : « Ne craignez pas un mal qui pourrait s'avérer être bon pour vous, et méfiez-vous d'un bien qui pourrait s'avérer être un mal pour vous ». C'est pour cela que j'ai la conviction que d'un point de vue personnel l'échec du 16 août a été le drame qui m'a permis d'exister, d'avoir mon parcours, ma vie. Je me préfère et de loin, dans ma peau d'ex-prisonnier, de résistant au malheur, de combattant de l'adversité, de rescapé de la haine, que dans celle du fils d'un homme d'Etat qui aurait accédé au sommet du pouvoir. La mort de mon père a été la pire des douleurs, mais ses conséquences, si terribles qu'elles

aient pu être, furent une bénédiction pour mon affirmation. Il est préférable d'écrire soi-même les pages de sa vie, si ternes ou terribles qu'elles aient pu être, plutôt que de n'être qu'un élément d'une histoire même glorieuse, écrite par d'autres, fussent-ils vos parents !

Chapitre XVII

La grande évasion

Au fond du puits, après tant de terribles traitements, une lueur scintille. Nous souffrons mais nous sommes toujours vivants. Nous sortons d'une grève de la faim de 44 jours et de comas sérieux. Je suis resté impotent plus d'une semaine après être revenu à moi. Je n'ai pas pu ouvrir ma dalle et en sortir le téléphone afin d'entrer en communication avec les miens. Achoura et Halima ne peuvent, de leur côté, pousser le bec du tuyau à gaz dans ma cellule : si elles faisaient sauter le bouchon de terre et de cendres qui maquille le boyau de mon côté, je n'aurais pas la force de le reboucher. Nous nous contentons de brefs messages martelés sur le mur.

Mes gardiens, dans les douze heures qui ont suivi mon réveil, m'ont visité toutes les deux heures. Leur émotion spontanée, lorsque j'ai rouvert les yeux pour la première fois, a maintenant disparu. La peur que suscite notre exemple reprend sur eux le dessus : de nouveau froids, ils accomplissent leur besogne comme des automates. Mais derrière la façade qu'ils s'imposent, je sens poindre, à travers leur silence, bien plus que de la compassion, peut-être une pointe d'admiration. Il leur arrive même d'avoir des gestes empressés pour m'aider. Lorsque je me redresse fai

blement sur un coude pour tenter de boire au bidon d'eau, je n'arrive pas à le soulever. Borro, après avoir consulté ses subalternes, m'apporte une paille :

— Nous n'avons pas le droit, mais nous avons pris sur nous, me dit-il.

Il ajoute même cinq cigarettes à son geste. Ma réaction première est de l'envoyer paître, mais je me ravise. Pour mes plans à venir, mieux vaut ravalier ma fierté et conforter les gardiens dans l'idée que nous sommes définitivement domptés. Aussi j'accepte la paille et le tabac. Borro me promet qu'il essaiera, avec l'accord de ses adjoints, de me donner trois cigarettes par jour, sous réserve de remettre aux gardes trois mégots quotidiens.

— Si quelqu'un vient à l'improviste de Rabat, il ne doit pas trouver de trace de cigarettes dans ta cellule... Cela nous coûterait cher à tous, toi compris, m'explique-t-il.

Borro est décontenancé. Il joue les durs, mais son staff et lui paraissent sérieusement déstabilisés. L'ampleur de notre martyr couvre occasionnellement chez nos geôliers la panique que leur inspire le cabinet royal. Bien qu'ils ne puissent ouvertement l'exprimer, nos gardiens manifestent, de temps à autre, en silence, leur considération pour notre résistance désespérée mais farouche. Quelques-uns se risquent à nous souffler leurs sincères encouragements lorsqu'ils en ont l'opportunité. Mais la peur les tarade. « Si le roi réserve à ses "invités" un tel sort, pensent-ils, qu'adviendrait-il du premier qui les aiderait par compassion ? » Le doute les assaille. Ils ne croient plus en ce qu'ils font. Pire, ils devinent que si nous mourons ici, on ne laissera pas vivants ceux qui ont assisté à notre extermination. Désormais j'observe souvent sur leur physionomie, des mimiques de désaveu, d'écoeurement, vite remplacées par des masques de crainte lorsque les noms de Moulay Hafid, Ben Aïch et Hassan II sont prononcés.

1987 inaugure notre quinzième année de détention, et ma dixième année d'isolement. Aucun assouplissement n'a été apporté à notre régime. Les ordres du cabinet royal sont toujours aussi inhumains et cruels. Nous continuons d'être affamés, emmurés par nos bourreaux. Les récentes épreuves traversées n'ont nullement amoindri ou fait fléchir les conditions démentes dans lesquelles on nous maintient. Il faut faire avec. Se remettre en forme dans ce contexte extrême ne dépend plus que de notre volonté. Dans un ultime effort sur nous-mêmes, nous muselons nos souffrances et nous apprêtons à défier une ultime fois le sort. Nous consacrons le mois de janvier à nous retaper. Mes sœurs se privent pour m'envoyer un peu plus de pitance, mais elles ne me l'avouent pas. Mon mètre quatre-vingt-sept et tout le sang perdu nécessitent bien plus qu'une écuelle quotidienne et un quart de pain pour être de nouveau sur pied. Durant tous les jours où je suis resté inconscient, je n'ai évidemment pas pu vider la poire qui me martyrise la bouche. Je traîne ce maudit abcès depuis plus de sept ans ; ce qui vraisemblablement entretient ma bronchite chronique, mes angines à répétition et tout un cortège d'infections. Je suis constamment fiévreux. Mon organisme se défend comme il peut contre les maux qui l'assaillent. Mon esprit tout entier mobilisé dans cette lutte sans merci pour la survie, a appris à ignorer son enveloppe. Si je baissais les bras, mon corps épuisé en ferait de même. Ce serait alors la fin.

L'extrémité des situations que nous avons traversées nous impose de nous reconstituer quelques forces physiques avant l'engagement final. Dès lors, c'est la chasse aux protéines. Halima et Achoura me ravitaillent à l'occasion en « gibier », m'apportant quelques malheureux moineaux qui s'étaient introduits dans leur véranda, lorsque la porte de celle-ci était ouverte. Je les grille sur ma bougie et ma « lampe à huile ».

Nous sommes plus seuls que jamais. Plus abandonnés que nous ne l'avons jamais été. Pourtant nous sommes déterminés à jouer notre va-tout : ce sera l'évasion ou la mort qui, du reste, est devenue pour nous synonyme de délivrance. En jouant nos vies une dernière fois à pile ou face, quoi qu'il arrive nous seront gagnants, puisque enfin libérés ! Nous savons que nos vies ne valent guère plus, aux yeux du roi, que celles d'insectes. Aussi n'avons-nous plus rien à perdre. Morts pour morts, nous allons nous battre jusqu'au bout, dans un baroud d'honneur... Si le destin a décidé de me garder en vie, c'est que je suis voué à me battre encore et plus que jamais, pour vivre ! C'est que ma route n'est pas finie et qu'il me reste des choses à réaliser !

Pour tenter une évasion, il nous faut nous requinquer. Notre entreprise finale va exiger une détermination inflexible. S'échapper de la prison, peut-être la mieux gardée du royaume, exigera des ressources importantes et une énergie hors du commun ! Car la réalisation d'un tunnel dans ce camp de haute sécurité, est une gageure, un défi ambitieux. Cette dernière confrontation avec le palais nous a coûté d'immenses sacrifices physiques, moraux et matériels. Nous avons perdu, en notre radio, un atout précieux. Le seul cordon qui nous reliait au monde est définitivement coupé. Comme le poste ne marchait plus et que nous avons décidé d'en finir tous, j'avais laissé l'appareil hors de la dalle, uniquement pour faire enrager Borro et lui prouver, à titre posthume, que nous étions parvenus à berner son intransigeante vigilance. Si, par chance, nos gardes n'ont pas pensé que cette plaque pourrie couverte de soudures, de moisissures, pouvait être une radio, auquel cas nous aurions reçu une terrible punition, ils l'ont quand même gardée. Achoura ayant dit avoir trouvé cet objet bizarre lors de sa collecte de terre dans la cour, le commandant, rassuré par

les trois perquisitions hebdomadaires, a clos le dossier. Je regrette profondément de n'avoir pas conservé cet amas de ferraille qui nous permettait d'entendre quelques échos du monde. Qui sait si, avec un peu de chance et beaucoup d'imagination, je n'aurais pas pu lui soutirer encore quelques sons ? Mais à quoi bon se lamenter ? Si durs que soient les jours à venir, ils nous achemineront de toute façon vers une fin... Heureuse ou malheureuse, l'issue nous portera loin de ces murs maudits ! Plutôt crever dans l'action, qu'indigents et paralysés, rongés par la vermine et le malheur.

Pour endormir l'agressivité et le zèle de nos geôliers, nous gardons profil bas. Rabat redouble de dureté et d'arrogance. Le régime d'isolement absolu continue. Nos bourreaux jugent notre défaite totale, persuadés que, désormais, nous sommes définitivement matés, brisés.

Avec la dureté, le cynisme même d'hommes et de femmes en résistance, nous nous contentons de comptabiliser les pertes matérielles en feignant d'ignorer nos plaies psychologiques. Avec une endurance de galériens, et un stoïcisme de vieux briscards, nous profitons de la trêve pour fourbir nos armes, préparer la prochaine bataille, le dernier combat. Chacun de nous se sentant responsable des autres, ma marge d'action a toujours été bridée. Mon refus de laisser les miens seuls dans cette tragédie m'a constamment lié les mains. Nos tentatives de suicide n'étaient pas des actes égoïstes pour fuir en laissant les autres en enfer, mais un sacrifice destiné à tenter de les sauver. Maintenant que nous voilà vraiment dos au mur, tout le monde se rallie à mon projet d'évasion. Je suis enfin parvenu à convaincre ma mère et mes sœurs qu'un tunnel était théoriquement réalisable, et que même si sa faisabilité échappait aux évidences, elle ne relevait plus de l'impossible. Ne dispositions-

nous pas de l'essentiel pour envisager un forage important : les caches pour dissimuler la terre et les pierres ?

Pour l'instant, étant tous très affaiblis, nous devons absolument nous remettre sur pieds avant le grand chantier. Je dois tout particulièrement récupérer mes jambes, le tunnel ne pouvant pas se faire sans moi. J'aurai beau transmettre une théorie complexe que je rumine depuis des années, en pratique ma présence s'avérera indispensable. Chaque étape dépendra des informations et des observations que je recueillerai au fur et à mesure des travaux. Seul mon œil pourra juger.

Plusieurs raisons me prédisposent à être l'« ingénieur architecte » de ce projet : depuis qu'en 1977 nous sommes entrés dans ce mouvoir, je n'ai cessé d'engranger les observations indispensables à une telle entreprise. Je suis le seul à avoir ouvert une dalle et prospecté le sous-sol. Je connais les horaires des relèves de la garde, la position précise des factionnaires, les angles morts des miradors, la topographie du camp et de ses alentours.

De plus, ma connaissance de l'univers sécuritaire, ma longue fréquentation des postes de gardes, des fonctionnaires de l'État (policiers, gendarmes et militaires d'élites) me qualifient tout particulièrement pour mettre sur pieds une évasion. Ni mes sœurs ni ma mère n'ont fréquenté les représentants de l'ordre, n'ont baigné dans le système policier, comme moi. Je sais parfaitement les règles, les méthodes, les réflexes, les habitudes et la façon de travailler de tous les corps de sécurité. S'il advenait, par la grâce de Dieu, que nous réussissions à nous échapper, s'ensuivrait une rude cavale et une chasse «à l'homme démesurée... Nous aurions, alors, toutes les forces du Maroc sur le dos. Dès lors, ma « prescience » des réactions des services de sécurité, acquise dans la fréquentation de mon père et de son entourage, nous deviendra précieuse, étant le mieux à

même d'anticiper les mouvements de la meute royale qui nous pistera.

En cette fin janvier 1987, notre remise en état est suffisante pour nous permettre de passer à l'action. Nous donnons de l'exercice à nos corps. Je reprends mes marches forcées autour de ma paillasse, ponctuant mes orbites par une série de pompes et d'abdominaux. Dans les ténèbres de mon cachot, je sue sang et eau pour me remettre en forme. Chaque cellule s'impose un rythme effréné, une discipline de fer. Nous nous préparons, autant physiquement que mentalement à la « grande évasion » !

Pas une minute ne s'est écoulée depuis ma sortie du coma sans que je ne tourne et retourne toutes les données, n'analyse tous les paramètres pour nous faire la « belle ». Je ne suis absorbé que par les plans et les calculs. Hélas, toutes les conditions pour la mise en œuvre d'un tel projet ne sont pas encore complètement réunies. Je ne connais pas la nature du sous-sol au-delà du ballast sur lequel repose le bâtiment. Je ne connais rien non plus de celui de la cour, que nous appelons « jardin ». Or il est indispensable que je sache la qualité de la terre, à une profondeur correspondant à celle où nous aurons à creuser pour franchir les fondations !

La chance va nous sourire... Après que nous lui donnions quand même un coup de pouce. La fosse septique dans laquelle se déversent les égouts de nos cellules est saturée, complètement remplie par une décennie d'usage. J'ai alors une idée : mes voisines vont déverser dans les égouts de la terre et des gravillons, à dose homéopathique, afin de submerger plus rapidement la fosse et de pousser nos geôliers à venir l'ouvrir pour la curer. Ceci me permettra de connaître la nature du sous-sol à une profondeur de plus de trois mètres. Encore faudrait-il que nos gardiens me sor

tent de mon cachot. Si ce n'était pas le cas, Halima et Achoura, qui ont droit à un tour de cour à l'heure de la soupe, me rapporteraient fidèlement leurs observations.

Très vite, la fosse septique déborde. Nos cachots sont inondés. Nous avons beau nous plaindre de l'odeur infecte, des risques d'épidémie, Borro ne se décide à agir qu'après une dizaine de jours. Et encore, il a fallu que je lui fasse remarquer pour qu'il s'inquiète que si nous étions atteints de « peste ou de choléra », ses hommes et lui pourraient la contracter durant les trois perquisitions hebdomadaires ! Pour l'analphabète qu'est Borro, la menace est certaine et mérite une prévention attentive. Soudain inquiet d'une éventuelle épidémie, le commandant s'active. Plutôt que de faire décrasser le trou, il en fait creuser un nouveau, toujours dans la cour, à proximité de l'ancien. Il fait ainsi l'économie des connexions d'égouts, plus proches de l'ex « cuve à purin », et épargne à ses hommes un désagréable travail d'épuration...

Pour évacuer les eaux fétides qui envahissent mon cachot, je suis extrait par deux fois de ma tanière. Le commandant m'autorise même à faire quelques tours de cour. A chacune de mes rotations je passe à côté de la nouvelle fosse qui est creusée, mais pas encore emplie des blocs de pierres avec lesquels on doit la combler. Je mémorise précisément la qualité du sous-sol, la couleur, la texture des trois différentes couches de terre qui le composent. La première est arable et noire. Heureusement qu'elle se trouve en surface, et n'excède pas une épaisseur de trente à quarante centimètres. La seconde strate est une terre rouge, légèrement plus ferme, mais pas assez pour y forer un tunnel. Même avec un soutènement systématique, aux intervalles très serrés, elle coulerait comme le sable des dunes. Enfin, à trois mètres, au fond de la fosse, m'apparaît une couche de craie argileuse de plus d'un mètre. S'il plaît à

Dieu qu'en dépassant les fondations, nous ayons à creuser le boyau dans cette matière jaunâtre, nous n'aurons même pas besoin de claies de bois pour soutenir la voûte de la galerie !

Si l'unique possibilité de s'échapper de cette forteresse, c'est de creuser un tunnel, le seul axe possible, lui. est côté champs à l'opposé de la cour. L'endroit le plus propice pour l'atteindre reste la cellule de mes soeurs, la mieux située pour profiter des angles morts des miradors. Composée de trois petites pièces, elle dispose d'un minuscule réduit où nous pourrions cacher une partie de la terre et des pierres du tunnel, mes sœurs ayant aperçu dans le plafond de la salle d'eau une bouche d'aération d'une quinzaine de centimètres de diamètre. C'est certainement le conduit de cheminée d'un ancien poêle à charbon. En glissant le bras dans cet orifice, elles découvrent qu'il débouche sur une sorte de faux plafond, en fait une petite cave à vin, vestige du temps où ce mouvoir s'appelait encore « ferme Pierre Mador », du nom de son propriétaire français. Cet espace de trois ou quatre mètres carrés, haut d'un bon mètre. muré, se trouve au-dessus de la salle d'eau. Il est tout indiqué pour stocker une partie des résidus de l'excavation ! Certes, on ne peut passer que l'avant-bras et il faudra veiller, en déposant la terre et les gravats dans ce réduit, à ne pas les étaler trop près du trou, ce qui nous empêcherait d'exploiter la totalité du volume. Pour surmonter cet inconvénient. une technique particulière nous vient à l'esprit : tamiser la terre récupérée du tunnel, la mouiller puis la malaxer jusqu'à obtenir des sphères souples, élastiques, de la taille d'une boule de pétanque. En glissant le bras et en s'en servant comme catapulte, nous enverrons le plus loin possible les boules de terre. Suffisamment humectées et molles elles iront s'écraser sur les murs du réduit, comme du papier mâché, dans un impact silencieux. Ensuite, lors

que les parois seront suffisamment couvertes, nous balancerons les boulets d'argile molle le plus loin possible, pour qu'ils atterrissent sur le sol du réduit. Nous gagnerons ainsi la possibilité d'exploiter tout l'espace de cet abri que la providence nous a dévoilé.

Cependant, un problème, et non des moindres, se pose. Pour forer le tunnel, il faudrait que je puisse passer dans la cellule de mes sœurs. Pour y parvenir, il va falloir reproduire le même passage que celui aménagé entre ma geôle et celle d'Haluna et Achoura. J'entre donc en contact avec les filles par le « téléphone » et je leur explique la situation. Après un premier forage, elles m'informent que le mur qui les sépare de Halima et de Achoura n'est pas une cloison, mais un mur porteur ! Ce qui est une catastrophe pour la suite des événements. Pour en être certain, je décide, la nuit venue, d'ouvrir mon passage et d'aller vérifier dans la cellule de mes voisines. Je laisse s'écouler une marge de temps raisonnable entre l'extinction des feux et l'ouverture du passage en U. Une fois dans la geôle attenante, je me précipite vers le trou d'égout qui la sépare de celle de mes sœurs. A genoux, nous nous arrachons la peau de l'avant-bras pour nous toucher les mains. A la flamme vacillante d'une lampe à huile, nous essayons de nous voir. Mes sœurs se disputent ma main. Je sens sur ma paume leurs baisers humectés de larmes. Nous nous chuchotons des paroles d'amour, de réconfort. Les mots se bousculent, nous bégayons notre douleur, dans des sanglots, des hoquets, des reniflements. Malika veut que je glisse dans le trou mon autre bras. Bien que j'aie pris la précaution de leur tendre ma main valide, mes sœurs insistent pour que je leur montre ma plaie au poignet. Le bandage improvisé est sale et enserre, en tentant de la contenir, une énorme boursoufflure vomissant, sous le drap grisâtre, une tache ovale et sombre. Je perçois de l'autre côté du mur les sanglots

étouffés de mes sœurs et leurs larmes brûlantes me couvrir la main. Bientôt je les entends palabrer :

— Il faut lui changer son pansement, il faut nettoyer la plaie...

J'entends alors des chuchotements brefs, empressés, des mouvements, un va-et-vient feutré. Puis Malika se baisse à l'autre bout du trou :

— Raouf, chéri, allonge-toi confortablement sur le ventre, laisse ton bras de notre côté, et décontracte-toi. On va essayer de te nettoyer ça. Si tu as mal, gratte au mur.

Un garde tousse. Nous nous figeons. Le moindre son provenant de nos cerbères perchés sur leurs miradors semble plonger, amplifié, dans nos cachots. Mes sœurs s'affairent pendant un bon quart d'heure autour de mon poignet meurtri. La plaie n'est pas complètement refermée, mais le nouveau pansement, propre et surtout posé avec tant d'amour, me revigore.

Maintenant nous devons passer aux choses sérieuses. Il faut absolument trouver le moyen de creuser un passage entre la cellule des filles et celle de Halima et Achoura. Mes sœurs, de leur côté, nos compagnes de misère et moi du nôtre, sondons la base du mur qui nous sépare. Nous tentons plusieurs petits forages que nous rebouchons et maquillons aussitôt. Aucun d'eux ne se montre concluant. Les fondations du mur porteur sont trop profondes... Le désespoir nous gagne. A 2 heures du matin, je tente un dernier forage et découvre une petite porte murée. En dessous il n'y a pas de fondation. Le passage est possible ! Sans doute cette ouverture faisait-elle communiquer ce qui naguère était une cuisine, avec sa salle à manger. Nous sommes ivres de joie. Nous travaillons en silence et avec frénésie jusqu'à 4 heures. Mais le passage n'est pas fini. Il faudra rééditer la même opération la nuit suivante. Nous nous quittons galvanisés par le sort favorable qui nous a fait

surmonter un obstacle qui, à première vue. paraissait infranchissable. Nous réintégrons nos tanières. Chacun rebouche avec minutie le passage de son côté. Au lever du jour tout est impeccable. Je m'allonge, exténué, sur ma paille, sans arriver à trouver le sommeil. Alors je parle à Emma, à Moïse, à tous les compagnons d'infortune que l'humidité et la désolation ont esquissés sur les murs de mon cachot.

— Tu sais Emma, ça marche ! Ça se présente bien. Si nous parvenons à aménager un passage comme celui que nous avons réalisé entre ma cellule et celle de Halima et Achoura, nous serons davantage de bras pour creuser le tunnel dans la cellule de mes soeurs ! Hé ! Moïse, le vieux sage, c'est le moment de croiser les doigts pour nous !

Les plans et calculs se bousculent dans ma tête. Si mon esprit est gonflé de projections optimistes, je ne peux toutefois le soustraire à de brefs instants de doute ou d'angoisses superstitieuses. Pourtant mon intuition constante demeure positive. Lorsque l'on prétend entreprendre de grandes choses il faut savoir tuer en soi la plus petite des hésitations. Je m'immerge dans mes pensées où rêves et réalité se succèdent, parfois même se superposent, se surpassent pour tenter de m'inventer un avenir.

Vers 9 heures, je m'assoupis. Sans crier gare, mon corps refuse à mon cerveau toute énergie. A 14 heures, les réflexions qui me hantent jusque dans mes songes viennent me réveiller...

Je grignote un quignon de pain que j'ai pris soin de planquer dans mes hardes. J'arrose le « festin » d'une goutte d'huile et de généreuses rasades d'eau. Mais la faim est une maligne qui se laisse difficilement berner. Je tire ensuite ma paille au milieu de ma cellule et arpente le cercle magique où mes marches forcées m'amènent à une telle concentration, qu'elles me sont devenues indispensables

pour réfléchir et méditer. Je tourne en rond à une cadence régulière. Mes neurones ne baignent plus que dans l'équation complexe, devenue vitale pour nous, et dont les inconnues restent multiples. Certes ce projet de tunnel est hardi et toutes les conditions pour un pourcentage raisonnable de réussite ne sont pas entièrement réunies, mais y jeter mes pensées et mon énergie me procure une euphorie bienfaisante. Si usés que nous soyons par l'épreuve, si écrasant que soit notre sort, la simple idée que nous puissions nous évader nous stimule, nous dope, nous fait revivre. Entreprendre même l'impossible est, déjà pour nous, une délivrance morale. Peu importe, que l'on atteigne notre but ou non, pourvu que l'on sorte de l'enlissement, et de la passivité qui rendent plus terrible encore notre châtiment.

Absorbé par mes spéculations et mes théories, je tourne et tourne encore autour de la paillasse. La cadence de mes orbites, l'intensité de ma concentration me font entrer dans une sorte de transe. Je ne sens plus ni douleur, ni faim, ni froid, ni fatigue. Mon poignet enflé, mon abcès distendu qui bat dans ma bouche comme un coeur, la bronchite, les fièvres, les dysenteries n'existent plus !

La nuit suivante nous rééditons la même opération, prenant soin de laisser une marge de sécurité entre l'extinction des feux et l'ouverture du passage me reliant à la cellule de mes voisins. Comme nous sommes un vendredi soir, nous pourrions travailler avec un peu moins de pression, le commandant du camp s'absentant chaque fin de semaine. Depuis quelques années, Borro passe en effet le week-end avec sa femme et ses enfants. Il dispose de cinq voitures différentes, toutes banalisées, pour se déplacer. Rabat ne voulant pas attirer l'attention sur ses va-et-vient.

Sur le point de mettre en oeuvre mon projet d'évasion, je suis parvenu à glisser un petit mot écrit à notre bienfai

teur. Cet adjudant qui a fait la guerre des Sables continue de risquer sa vie pour nous lancer quelques stylos puisqu'il n'a plus à nous ravitailler en piles. Sur le minuscule message transmis, je lui ai demandé de nous signaler par un code les absences de Borro. Si le commandant est là et n'entre pas pour le service de l'unique gamelle du jour, l'adjudant porte son calot glissé sous son épaulette. Si Borro est absent, notre « saint-bernard » se coiffe d'un bonnet de laine. Sans la présence du commandant, aucune entrée dans le « carré des invités » n'est possible, à part pour le « service » de la gamelle quotidienne. A moins que les officiers de permanence ne suspectent une tentative d'évasion lorsque Borro n'est pas là, nous sommes un peu plus tranquilles.

Confortés par l'imposante et inimaginable sécurité enveloppant le camp de Bir Jdid, anesthésiés par la routine d'une situation qui perdure depuis près de quinze ans, rassurés par les trois perquisitions hebdomadaires, nos gardiens se sont installés dans les habitudes. Ils sont trop suurs d'eux, donc vulnérables.

Ce vendredi soir, nous passons à l'action et nous ouvrons le passage. Je descelle chaque dalle avec précaution, lesquelles sont érodées au millimètre pour s'imbriquer l'une à côté de l'autre sans résistance. Je les dispose autour du trou, de manière à pouvoir les remettre en place le plus précisément et le plus diligemment possible. Une fois les carreaux retirés, apparaît la surface sur laquelle ils reposent. C'est une couche de terre glaise d'une dizaine de centimètres d'épaisseur soutenue par les pierres qui comblent la fosse. Ces dernières sont indispensables pour résoudre les problèmes de résonance ; entre elles et la couche d'argile j'ai installé un bout de carton pour empêcher tout écoulement. Savamment additionnée à une dose bien précise d'eau, l'argile, ramassée dans la cour, a la consistance de la pâte à modeler. Pour lui garantir une fermeté maximum.

il faut toutefois se montrer parcimonieux dans l'ajout de liquide. Ce matériau a l'avantage de se solidifier plus vite, si on y ajoute des gravillons. Lorsque je dois refermer le passage, je le comble donc de quatre pierres de la taille d'un ballon de football, puis je remplis de terre argileuse la quinzaine de centimètres qui reste entre les pierres et la surface. Ensuite, avant de reposer les dalles, mes voisines me passent quelques charbons ardents rougis à l'âtre qui leur sert de cuisinière. Je chauffe ainsi la surface d'argile pour qu'elle sèche plus vite et, supporte parfaitement les dalles, dont elle saisit complètement l'empreinte. En une heure de temps, je peux marcher de tout mon poids sur le carrelage, sans qu'aucune dalle ne vibre, une fois posée.

L'inconvénient c'est que cette terre argileuse, lorsqu'elle sèche, devient de couleur claire. Si par malheur nos geôliers décollaient une dalle, la couleur jaunâtre du support trahirait notre forage. Aussi avant de passer au « fer à repasser » l'argile, je la saupoudre abondamment de cendres tamisées. Lorsque l'ouvrage est sec, l'illusion du vrai ciment est parfaite ! J'utilise le même mélange pour maquiller les joints qui sertissent chaque carreau.

A la lueur vacillante de nos lampes à huiles, nous travaillons comme des fourmis. Mes sœurs de leur côté, nos compagnes de misère et moi du nôtre, nous aménageons un passage sous la porte murée que nous avons découverte la veille...

Nous procédons de la même façon que pour le goulet en forme de U qui relie mon cachot à celui de Halima et Achoura. Nous creusons à la cuillère, presque à mains nues, avec quelques menus objets métalliques. Et en silence. Lorsque les mains de mes sœurs et les miennes se touchent, notre émotion est telle que nous restons quelques instants, à plat ventre, le souffle court nos doigts joints et crispés. La trouée que nous avons entamée est tout juste suffisante

pour que nos mains puissent se joindre. Couchés à plat ventre, la face contre terre, le bras tendu sous la cloison qui nous sépare, nous nous étirons pour que nos doigts entrent en contact. Alors, nos cœurs battent la chamade. Pressés par la consigne de silence absolu, raidis par l'émotion violente que les circonstances nous imposent de contenir, nous demeurons immobiles... Par la percée s'insinue un courant d'air aussi humide que le crachin de mer. Ses relents sont lourds et moisis, son parfum est à la fois doux et piquant, pourtant sa caresse sur mon visage me paraît aussi suave que celle d'une femme. Les yeux fermés, j'inhale l'odeur indéfinissable que vomit la terre lorsqu'elle est éventrée. Je renifle ce filet d'air, chargé d'humus végétal qui m'enivre au point de m'émouvoir. Le temps s'interrompt. Rien n'existe plus. Je m'abandonne à mes sens. Je respire à satiété ce souffle chargé des senteurs naturelles qui, pour moi, sont devenues synonymes de délivrance. En inspirant le parfum de cette fosse, je me sens déjà dans l'antichambre de la liberté ! Mes narines s'en rassasient, comme la truffe d'un chien le ferait d'une piste fraîche. Ma main dans celles de mes sœurs, je vide pour quelques secondes mon esprit... et déguste le fruit de tant d'efforts et d'espérances ! Cet instant échappe au temps, se soustrait aux mots, s'affranchit de description, hormis celle que je peux faire des images qui, sur le fait, m'ont traversé l'esprit. Pourquoi me sont-elles venues ? Je ne saurais le dire. Mais elles ont resurgi du passé, assez vivantes pour m'extraire un court instant de la réalité.

Paupières closes, je me transpose dans des scènes lointaines. Les souvenirs rejaillissent, se bousculent, pour s'imprimer dans le désordre : je suis sur la plage, chez le prince Moulay Abdallah ; je revois la princesse Lalla Nezha, allongée sur sa serviette de bain et qui me lance :

— Je vais te présenter Steve McQueen, comme ça tu ne nous rebattras plus les oreilles avec ta « grande évasion » !

J'entends encore la voix de Steve, agrémentée des flash-back de notre rencontre :

— *You're my friend kid ! You're my friend.*

Je repense aux vacances à Marbella, à l'invitation aux États-Unis et sur le tournage du film *Le Mans*, auxquelles je n'ai pu répondre parce que j'étais malade. Je visualise des bribes de cette existence si lointaine de moi désormais, si étrangère à ce que je suis devenu.

Je ne peux m'empêcher de sourire. Et dire qu'il y a seize ans, lorsque j'avais vu et revu le film *La Grande Évasion* j'étais à mille lieues de m'imaginer qu'un jour, non seulement la réalité dépasserait la fiction, mais que l'adolescent privilégié de l'époque céderait la place à un bagnard endurci, capable de devenir le concepteur et l'acteur d'une vraie « grande évasion » !

Le sourire qu'esquissent mes lèvres n'a rien d'amer : il est au contraire aussi sincère que la fierté que j'éprouve à avoir fait tout ce chemin, à avoir traversé tant d'épreuves, et à y avoir survécu.

Allongé au bord du trou, la tête carrément dans la fosse, cette parenthèse m'a absorbé jusqu'à me faire oublier le présent. Mais les circonstances reprennent vite le dessus. Nous nous remettons au travail.

Lorsque le goulet en U est achevé, je l'inaugure. Je me glisse dans le passage. Mes soeurs m'extraient de l'autre côté du mur par les pieds. Nous nous serrons en grappe en nous embrassant et nous enlaçant sans mot dire, pendant de longues minutes. Mais la pression à laquelle nous soumettent ces préparatifs d'évasion prend le pas sur l'intensité de nos retrouvailles. L'éclairage blafard de nos lanternes improvisées décalque sur les murs nos silhouettes malingres et

tremblantes. On dirait un spectacle d'ombres chinoises, dépeignant, aux temps de la disette, des paysans décharnés, sous le joug du servage, se faufilant au-delà d'un drap flottant entre le réel et l'imaginaire. Nos reflets incertains dansent sur ces murs sordides. Notre maigreur accentue les lignes hétéroclites et disgracieuses de nos haillons. Les ternes flammèches de nos lampes romaines sautillent en projetant les caricatures pointues de nos corps émaciés et chenus, sur les surfaces moisies du cachot. En nous dévisageant dans ce décor surréaliste, nous renvoyons les uns sur les autres notre propre image : ce miroir cruel nous réfléchit le spectacle désolant de notre indigence. Nos visages naguère jeunes se sont revêtus du masque sans âge de la souffrance. Au gré de cette mise à l'épreuve implacable, la douleur et les tortures ont remodelé nos faciès de jeunes gens, les remplaçant par des physionomies dures et prématurément mûries. Notre teint grisâtre, maladif, accentue nos cernes noircis à force de souffrances et de privations.

Heureusement que le but que nous nous sommes fixé est là pour amortir et détourner nos esprits. Le projet entrepris nous a insufflé un élan nouveau. Oubliés de tous, affamés, en guenilles, la simple idée d'une évasion nous rend plus combatifs que jamais. Notre espérance ravivée anesthésie la déchirure qui, constamment, saigne en nous.

Passé l'émotion contenue de nos embrassades, je m'agenouille devant le trou d'égout qui sépare la véranda de ma mère de celle de mes sœurs. J'essaie tant bien que mal de rapprocher au plus près la lampe à huile pour que, de l'autre côté du mur, par l'orifice de l'égout, ma mère et Abdelatif puissent apercevoir mon visage. Je fais un effort pour ne pas me laisser envahir par le désespoir. Notre situation est si lamentable, révoltante, que tel un supplicié qu'on ampute, je dois serrer les mâchoires pour ne pas hurler. Ces secondes de faiblesse sont similaires, en cruauté.

aux moments de lucidité des déments. C'est dans ces instants de gouffre que je dois faire appel à des forces surhumaines pour rester à la surface. La grande chance que nous avons, c'est le courage, l'endurance, le dévouement, que chacun de nous déploie pour préserver les autres.

Nous nous interrogeons avidement sur notre santé. Nous passons rapidement sur les plaies et les bosses que nous a coûtées notre dernière confrontation avec le cabinet royal et les fidèles applicateurs de ses volontés, le général Moulay Hafid et le colonel Ben Aïch. Nous en venons promptement au sujet qui occupe toutes nos réflexions et j'expose minutieusement le plan des opérations. Nous convenons tous d'aller jusqu'au bout de la « grande évasion », jurant d'y consacrer ce qui nous reste de force, d'imagination, et d'énergie. Nous sommes décidés à jeter dans cette téméraire entreprise tout le potentiel dont nous disposons, à y épuiser nos maigres ressources physiques et matérielles. Quelles que soient les probabilités d'échec ou de réussite, ce sera d'une façon ou d'une autre une libération. Forts de cette conviction, nous nous sentons aussi invincibles que peuvent l'être ceux qui n'ont plus rien à perdre, pas même leur vie ! Pouvoir enfin agir nous ressuscite. Désormais notre seul objectif est d'aller le plus loin possible dans notre tentative, et, si nous nous faisons prendre, de mourir dans l'action.

Je quitte à regret ma mère et mon petit frère, pour m'atteler avec mes sœurs à finir le passage.

Lorsque nous avons terminé, nous en figurons l'ouverture et la fermeture. Nous évacuons les surplus de terres et de gravats par le conduit de l'ancienne cave à vin, puis nous nous séparons. Je disparaissais, comme avalé par le sol, pour ressortir dans la cellule de Halima et Achoura. De là je replonge tel un ver de terre dans le second passage, pour

m'extirper enfin et émerger comme un fantôme, à la surface du parquet carrelé de mon cachot.

Vers 4 h 30 du matin, tous les trous sont parfaitement fermés. Tout est impeccable dans les cellules. Broyés de fatigue, revigorés par notre entreprise, la tête pleine de rêves, nous prenons un repos bien mérité. Maintenant la machine est lancée. Puisque les préliminaires semblent bien se présenter, il n'y a plus qu'un coup du sort qui puisse nous empêcher de poursuivre l'audacieux pari que nous avons engagé. Reste à nous préparer à d'énormes sacrifices, à supporter une pression inégalée, à endurer un ouvrage impressionnant et à recommander notre coup de dés au ciel !

Mais il faut encore résoudre quelques problèmes cruciaux, avant de donner le coup d'envoi du tunnel. Nous devons absolument trouver un moyen de faire communiquer la cellule de ma mère avec celle de mes sœurs. Sinon, comment pourrions-nous passer la terre et les pierres du tunnel d'un cachot à l'autre pour les stocker dans le grenier muré et amputé de son escabeau ?

Maintenant que les passages entre les geôles de mes sœurs, d'Halima et Achoura, et de la mienne sont opérationnels, il convient de parvenir à percer une communication entre la cellule de ma mère et celles des filles. Seulement, voilà, le mur qui les sépare est porteur ! Forer un U, comme nous l'avons fait par deux fois, se révèle impossible : nous aurions à creuser à une profondeur trop importante. Le grenier dans la pièce de ma mère et la petite cave à vin dans celle de mes sœurs seront amplement suffisants pour engranger les résidus du tunnel. En tant qu'« ingénieur » du projet je ne veux pas me risquer à remplir le moindre mètre cube de ces deux caches d'une terre autre que celle de l'excavation qui nous conduira à la liberté !

Nous décidons alors d'essayer de desceller une brique à la base du mur. Je ne prends pas le risque d'ouvrir mon passage, pour aller les aider. Les filles d'un côté, Fatema et Abdelatif de l'autre, travaillent nuit et jour, en silence et à tour de rôle. Ils font merveille. En quelques jours ils viennent à bout de ce maudit parpaing. Survient toutefois une difficulté imprévue. À la base de la brique passe une tuyauterie vétuste. Cette canalisation hors d'usage réduit de près d'un cinquième le diamètre de l'orifice. Ces quelques centimètres sont décisifs pour permettre à mon petit frère de se faufiler. Il est également important pour nous d'éliminer le conduit afin que cette ouverture autorise le passage de pierres d'un volume le plus conséquent possible !

Je suis informé de cette « tuile » sur-le-champ. Il n'y a que deux solutions : soit déformer cet ancien conduit d'eau et l'enfoncer en terre, soit parvenir à le couper, ce qui serait idéal. Or tout bruit est proscrit. Surtout après l'extinction du groupe électrogène... Même en enrobant la tuyauterie d'épais chiffons, nous ne pourrions empêcher les vibrations de nous trahir. De plus, nous n'avons ni lime ni scie. Où trouver un outil équivalent ?

Heureusement ce conduit, depuis longtemps condamné, est grandement entamé par la rouille. Le métal qui l'enrobe ressemble à un millefeuille où se superposent des pellicules érodées. Tel un cigare périmé, à la cape moisie et éclatée, la tuyauterie desséchée semble plus friable.

Dans toutes les cellules, chacun cherche avec frénésie le moyen de venir à bout de cet obstacle. J'ouvre ma dalle. J'en tire mon kit de survie. Peut-être dénicherai-je dans ma petite « décharge » l'objet indiqué ? En fouillant dans mes acquisitions hétéroclites, je retrouve un tronçon de câble fin mais résistant. C'est le filin d'un frein de bicyclette sauvegardé depuis Tamataght. Je l'expédie immédiatement à mes sœurs. Abdelatif est arrivé à entailler une sérieuse

encoche sur la tuyauterie. Les tilles d'un côté, mon frère et ma mère de l'autre, se saisissent des extrémités du câble. En déposant le filin dans l'entaille, ils l'utilisent dans des va-et-vient, telle une scie. Selon un mouvement qui doit être rapide et un rythme soutenu. Pour éviter que réchauffement et la friction n'effilochent le câble, il est enduit d'un peu de cire de bougie et constamment refroidi d'eau. En un peu plus de vingt-quatre heures la tuyauterie est coupée. Le bout de cylindre creux que nous avons éliminé nous servira en outre d'instrument pour les travaux à venir...

Du coup, la brique glisse facilement comme un tiroir dans son casier. On installe une planchette et de la terre glaise à sa base, pour combler le vide laissé par le conduit. Nous éliminons ainsi le jeu de la brique une fois celle-ci remise en place et habilement maquillée. Le dénuement est un puissant ferment de l'imagination. Au fil de notre emprisonnement, nous avons développé une panoplie d'astuces pour survivre à notre situation. Nous avons fini par mettre au point des techniques suffisamment élaborées, efficaces, pour maquiller nos travaux. Une fois la brique réajustée, et ses joints comblés, nous reconstituons la dernière couche de plâtre du mur. Toujours en utilisant l'argile finement tamisée, judicieusement humectée, nous obtenons une glaise aussi élastique que de la gomme. Nous utilisons nos mains comme truelles pour combler et aplanir la cavité aménagée. Pour le travail de finitions nous nous aidons d'un bout de carton destiné à abraser la surface du mur. Reste à reconstituer la mince pellicule de plâtre et l'enduit qui recouvre ce dernier. Sur les murs pelés de la prison nous récoltons des écailles de la fine couche de plâtre recouvert de l'enduit grisâtre de sa peinture. Nous grattons, à l'aide de nos instruments improvisés, là où l'humidité et le confinement ont déjà fait leur œuvre puis recueillons

une précieuse récolte de copeaux, que nous pilons et tamisons avec un bout de moustiquaire. Ensuite, nous additionnons cette fine poudre à du *Tide* et de la farine pour le liant. À l'aide de ce mélange, nous repeignons à l'identique la glaise. Enfin, l'ouvrage est séché avec quelques charbons ardents et les moyens du bord. Le maquillage est si parfait qu'il induirait en erreur le plus attentif des limiers. Nous procédons exactement de la même façon pour la brique qui ouvre et ferme l'accès au grenier.

Mon petit frère est si décharné, si malingre, que sa frêle corpulence lui permet de se glisser dans le seul espace laissé par un parpaing ôté du mur. C'est une chance qu'Abdelatif puisse se lover dans un trou de souris. Il devient, par là, une pièce maîtresse du dispositif. En se hissant sur les épaules de ma mère, il peut entrer dans le grenier. Maintenant il parvient aussi à passer du cachot de ma mère vers celui de mes sœurs. Il peut se joindre à nous pour creuser le tunnel. Ma mère restera, elle, dans sa cellule : si maigre qu'elle soit, sa taille adulte ne peut s'introduire ni s'extraire par un orifice aussi étroit. Abdelatif, pour passer, doit s'y engager en slip. Lorsque mes sœurs le tirent vers elle, le malheureux s'écorche les flancs et les épaules. Souvent il serre les dents, étouffe un gémissement. Chacun de ses passages se transforme en un « accouchement » ! Sans Abdelatif l'évasion deviendrait problématique, aucun de nous ne pouvant s'introduire dans le grenier pour y recevoir et y disposer la terre et les pierres du tunnel. Moralité : les plus grandes et audacieuses entreprises dépendent souvent des plus « petits » de leurs participants... Abdelatif est le plus jeune, certes, mais sa contribution est devenue indispensable à la réussite de tous ! C'est dire à quel point notre tentative fut un défi commun. De son architecte à son maçon, l'ouvrage que nous avons entrepris, le pari insensé que nous

avons engagé, est une oeuvre commune due à la ténacité et au labeur de chacun.

Les travaux préliminaires à la réalisation d'un tunnel sont presque achevés. La plupart des écueils rencontrés, au cours de cette première phase indispensable et délicate, nous les avons surmontés.

Maintenant que les passages entre nos cellules sont prêts, que le grenier et la cave à vin sont aménagés pour recevoir leur contingent de terre et de gravats, nous sommes à même de donner le coup d'envoi du grand forage. Mais il reste à compléter nos préparatifs de guerre...

Comme il n'y a pas de campagnes victorieuses sans une logistique performante, depuis des semaines nous engrangeons, stockons, enterrons dans nos caches tout ce qui sera nécessaire à notre évasion. Avec une infinie patience et un acharnement prédateur, nous complétons notre arsenal. Nos réserves s'élèvent à 8 litres d'huile, 5 kilos de farine, des piquets de bois assez longs et solides pour soutenir le tunnel, un paquet suffisant de mèches pour nos lampes à huile, des bougies, et une douzaine de boîtes de sardines vides. Lesquelles serviront autant de lanternes pour éclairer la galerie souterraine, que de cuillères pour la creuser. Nous avons aussi fait la chasse au moindre bout de tissu. Mais nous sommes loin de satisfaire aux besoins de nos ambitions : il est vital en effet que nous puissions nous procurer davantage de draps... Nous nous concertons par le « téléphone ». Ce serait trop bête, nous disons-nous, d'avoir à renoncer en si bon chemin pour une pénurie de textile !

L'esprit aux aguets, nous mettons au point un stratagème pour obtenir quelques couvertures et vêtements supplémentaires. Ma mère trouve les mots justes pour convaincre le commandant et sa bande. Elle se plaint de voir une femme et des jeunes filles avec des habits si usés qu'en des endroits trop élimés ils en deviennent transparents.

— Le roi peut nous massacrer mais il ne tolérerait jamais que des regards déplacés se portent sur mes filles et moi, explique-t-elle. On pourrait, si quelqu'un venait du palais, te reprocher cette négligence coupable, ou même t'accuser de l'avoir fait exprès...

Ces mots font mouche. Borro transmet à Rabat notre doléance en la formulant de façon à ce qu'elle ait une chance d'être acceptée par le colonel Ben Aïch.

Après une longue attente obligée, nous recevons chacun une couverture militaire, et une tenue de rechange. Borro a obtenu l'aval pour tirer quelques vieux habits de nos valises qui ont été confisquées et sont stockées dans un hangar de la ferme. En bonus, nous obtenons même le droit d'avoir des aiguilles et du fil afin de raccommoder nos dessous !

J'exulte. Nous disposons enfin des moyens permettant de régler le problème majeur de la résonance ! Jusque-là, la question qui me taraudait c'était la façon dont nous pourrions, chaque fois que nous aurions à le refermer, combler le puits vertical de près de trois mètres ? Mais avec nos vieilles couvertures et le tissu reçu, fabriquer des sacs de toile va devenir possible. La terre que nous extrairons sera tamisée afin d'empêcher que des caillasses acérées n'éventrent les besaces ; puis au fur et à mesure du forage nous remplirons ces sacs d'un sable épuré. Ainsi nous comblerons le puits vertical, à chaque fermeture, de son fond à sa surface, en entassant les sacs contenant la terre les uns sur les autres. Nous gagnerons en temps et en silence chaque fois que nous ouvrirons ou oblitérerons le boyau.

Ma mère et Halima passent leurs journées et leurs nuits à coudre. Elles élaborent des sacs de différentes tailles au gré des surfaces de textile dans lesquelles elles les confectionnent. De plus, comme nous avons maintenant des tenues un peu plus fraîches, nous sommes rassurés sur un

autre souci : une fois évadés, grâce à elles, nous n'attirerons pas trop l'attention dans la rue... Si toutefois nous l'atteignons !

Les derniers détails des préparatifs passés au crible, nous prenons un peu de repos. J'en profite pour réviser et vérifier une énième fois mes plans et mes calculs. Si, jusqu'à présent, les choses se sont globalement bien présentées, le problème des claies en bois pour éventuellement soutenir le tunnel demeure posé. C'est un accroc important à la continuité du projet. J'espère que la profondeur de forage que nous imposera le franchissement des fondations, correspondra à la couche de terre jaune. Seule cette craie argileuse, que j'ai vue à trois mètres au fond de la fosse septique, nous permettra de creuser une galerie sans avoir recours au bois de soutènement. Mes calculs présagent 80 % de chances que ce soit le cas ; mais c'est toujours 20 % d'incertitude de trop ! Aussi, la question du bois m'empoisonne-t-elle. Je serais plus rassuré d'avoir cet atout sous la main, plutôt que de compter sur la chance. Malheureusement, la solution est hors de portée de mon inspiration. L'unique bois qui pénètre dans le « carré des invités » n'est pas exploitable pour charpenter un tunnel. Nos géoliers nous fournissent en effet deux brouettes de bois hebdomadaires, jetées aux pieds des trois marches, devant la porte de la cellule de Halima et Achoura. Les malheureuses, dont les doigts sont éclatés par des gerçures et des blessures mal soignées, doivent hisser le chargement à mains nues, jusque dans leur cachot. Elles l'empilent ensuite autour de l'âtre improvisé à même le sol de la véranda murée qui prolonge leur pièce. Mais la consigne de Borro est stricte : le bois livré doit être coupé, pour ne pas dire haché fin. Ce n'est pas du bois de cheminée mais une récolte de branchages élagués et tronçonnés en bûchettes de quinze centimètres de long et cinq centimètres de diamètre. Comme nos

geôliers se ravitaillent dans une forêt d'eucalyptus nains, ils y coupent des branches le plus souvent encore vertes. Borro réalise alors une économie supplémentaire.

Est-ce un autre signe du destin ou un hasard heureux ? Toujours est-il que lors de la dernière livraison de bois, nos gardiens ont rentré de longues branches sans les couper ! Je n'en crois pas mes oreilles lorsque Halima et Achoura accourent m'annoncer la bonne nouvelle. Nous devons cette chance inespérée à un simple match de football... Ce jour-là, l'équipe nationale du Maroc dispute en effet une compétition éliminatoire. De nos cellules nous entendons d'ailleurs vaguement l'écho d'une télévision au volume poussé à fond. Toute la caserne semble participer à l'événement. Je perçois de temps en temps des hurlements qui s'épuisent soudain, dans des cris de découragement. La voix de Borro couvre toutes les autres. Les officiers, absorbés, ont envoyé un sous-officier et quatre Moghaznis nous livrer l'une des deux brouettes mensuelles. Pressés de retourner soutenir l'équipe nationale, ils ont jeté rapidement leur chargement sans prendre le temps de couper les longues branches d'eucalyptus ! Leur seule recommandation à Halima et Achoura : pousser l'extrémité des bouts de bois dans l'âtre et laisser la combustion rogner les tronçons.

Je demande à nos compagnes de misère de passer sans attendre les piquets de bois à mes sœurs pour qu'elles les cachent dans la cave à vin. Elles doivent les introduire un à un par la bouche d'aération que l'ancien poêle a laissée dans le plafond de la salle d'eau. Comme nous l'avons vu, cet orifice débouche dans un petit réduit où l'on ne peut introduire que l'avant-bras. Alors pour récupérer les morceaux de bois cachés, il nous faut les déposer en éventail sur le sol de la cave à vin et bien autour du trou. De manière à les garder à portée du rayon d'action du seul avant-

bras. Si nous les jetions à l'aveuglette, les piquets iraient valser trop loin pour que l'on parvienne à les récupérer. En tout cas, je me rappellerai toute ma vie de ce match de l'équipe nationale ! Je la remercie, au passage, d'avoir su envoûter nos géôliers au point qu'ils nous ont apporté le bois de la taille dont je rêvais ! Dans la joie qui m'envahit, je ne peux m'empêcher de croire que nos prières désespérées commencent enfin à être entendues.

Depuis que nous n'avons plus de radio, nous avons perdu le seul cordon qui nous reliait au monde extérieur. Alors la nuit, et pour quelques heures, nous branchons l'installation et nous nous parlons par le biais de nos « micros » afin de surnager dans le monde du silence. Nous en plaisantons à notre façon. Je répète souvent à ma famille que l'histoire de notre vie devrait s'intituler *Vingt mille lieues sous les merdes* !

J'ouvre toujours nos communications de la même façon. Je tente à chaque fois d'imiter le générique de la BBC pendant la dernière guerre ; cette sorte de hululement de sirène dont l'écho à distorsion, augmente et s'estompe alternativement : « Ici Londres, ici Londres... Les Français parlent aux Français... » Après quelques échanges affectueux où nous nous enquêrons les uns des autres, nous commentons avec excitation les derniers développements du tunnel. Le seul sujet de nos conversations c'est évidemment l'évasion. Au départ il n'est question que de ma seule fuite. Extirper ne serait-ce qu'un seul d'entre nous de ce bunker constitue déjà un exploit. Prendre le large à plusieurs pourrait amoindrir nos chances de succès. Bien sûr, il serait avantageux pour nous d'être au moins deux dans l'équipée puisqu'en cas de pépin, si nous parvenions à atteindre la civilisation, nous pourrions nous séparer afin de compliquer la tâche à nos poursuivants. Malika ne serait pas de trop pour faire le

voyage. Elle est d'ailleurs la plus désignée pour m'accompagner : ma mère, trop fatiguée, ne tiendrait pas la distance. De plus elle est bloquée dans sa cellule. Myriam n'est pas au nombre des valides. Quant aux plus jeunes, ils ne connaissent rien de la vie. S'ils se retrouvaient dans la rue, on ne pourrait pas se séparer si la nécessité venait à le commander. Après une délibération avec ma mère et Malika par le téléphone, nous convenons ce qui nous paraît le plus sage :

— Nous allons creuser ce tunnel comme un seul homme ! Si nous atteignons la sortie, je serais seul à décider si l'on peut s'échapper à un, deux ou davantage. Dans le cas où les choses se présenteraient plus ardues qu'elles ne le sont déjà, je partirai seul.

Tenant compte de cela, je continue de peaufiner un plan à géométrie variable censé anticiper tous les cas de figure. Dans notre emballement, nous échafaudons des hypothèses sur la façon d'opérer une fois dans la nature. Nous n'avons pas encore faussé compagnie à nos geôliers, que nous parlons déjà de l'attitude et du comportement que nous imposera la cavale ! Pendant deux ou trois heures, nous passons en revue le moindre détail de notre future fuite. Puis nous nous quittons sur des paroles d'espoir. Je retourne à ma solitude. Je n'arrive pas à dormir. Ma douleur à la joue est lancinante. Mon abcès me martyrise. Je le vide avec appréhension, car la poire soulagée de son pus émet une douleur insupportable durant l'heure qui suit l'« intervention ». J'imbibe un chiffon d'eau, et le dépose sur ma face endolorie. La fraîcheur fugace sur ma mâchoire m'aide à supporter les pics les plus violents de la crise.

Dans la nuit complète, profonde, de mon cachot, ramassé sur ma paillasse humide, recroquevillé sous mon unique couverture, je médite tout en écoutant le silence qui flotte sur le camp...

Le pas cadencé des patrouilles, chaque fois qu'elles passent derrière le mur de nos cellules, fait vibrer le sol du cachot. Je plaque alors l'oreille sur mes dalles, comme le faisaient les éclaireurs indiens pour écouter venir de loin le galop d'un cheval. Avec de la pratique j'ai appris à percevoir les toutes premières et lointaines vibrations, annonçant le changement de la garde. La nuit, le silence est tel sur le mouroir de Bir Jdid, que j'entends les gardes en faction sur les miradors tousser, fredonner, se parler brièvement. Je suis attentif au moindre son. J'essaye ainsi de cerner leurs habitudes, leurs tics, voire leur personnalité. J'ai appris à reconnaître les occupants de ces perchoirs sans jamais les avoir vus. Chacun a ses coutumes. L'un se mouche toujours dans un barrissement d'éléphant, se plaint sans cesse des conditions climatiques, interroge souvent ses voisins de juchoir sur la nourriture. Je l'ai appelé Dumbo. Un autre a une voix fluette, il ne fume pas, rappelle toujours à l'ordre ses acolytes pour qu'ils fassent preuve de la plus grande vigilance. Il n'aime pas la pleine lune parce qu'elle aggrave ses rhumatismes, apparaît zélé et revêche. Comme il est le plus rasoir des gardes, je l'ai appelé « Gillette >>. Ce n'est pas très original, mais ce baptême est spontané. C'est une chance que Gillette n'occupe pas le secteur sous lequel nous serons amenés à opérer !

Depuis ma sortie du coma, j'ai l'impression qu'une main veille sur nous, qu'une force mystérieuse nous a pris en charge, qu'une volonté supérieure à la nôtre guide et balise nos pas. Chaque étape que nous franchissons, chaque difficulté que nous surmontons, nous distille une confiance sereine, un élan si volontaire qu'il nous semble invincible. Chaque fois que la progression de nos travaux semblait compromise par un écueil, à première vue insurmontable, une solution nous l'a fait contourner *in extremis* ; comme si le sort nous était à nouveau favorable. Dès lors, et tout

au long de notre entreprise, la conviction que le destin se montrait enfin propice ne me quittera plus.

Certes, l'isolement est toujours aussi pénible. Mais il est, je l'avoue, atténué par mon obsession des différents paramètres à réunir pour espérer s'évader. Une décennie de solitude a rendu ma notion du temps toute relative. Le cahier des charges que nécessite mon plan m'a redonné des repères... Les jours, maintenant, se mesurent pour moi aux paliers franchis, aux obstacles surmontés durant la phase préparatoire du tunnel. Nuit et jour, mon cerveau est en sursrégime. Je dissèque méticuleusement les différentes étapes de la réalisation d'une galerie. Comme je l'ai indiqué plus avant, la cellule de mes sœurs est composée d'un bout de véranda entouré de trois petites pièces. C'est dans l'une d'elles que, pour des raisons stratégiques, nous creuserons le sous-terrain. Nous devons passer sous l'allée qu'emprunte la relève de la garde. Ce passage qui court dans le dos de nos cellules fait cinq à six mètres de large et vingt de long. Un grillage haut de deux mètres, envahi par le lierre, le longe et le sépare du champ qui le borde. Mais Ben Aïch a fait bâtir une épaisse muraille, plus haute que le toit de nos geôles. La garde s'engage maintenant entre deux murs : celui de nos cellules et la muraille. Notre tunnel devra donc sortir au-delà de cette dernière pour aboutir en plein champ. Il faudra d'abord passer sous la fondation de notre bâtiment, puis franchir la largeur du chemin de garde, ensuite se glisser sous la seconde fondation, celle de la muraille. Ce qui nécessitera un tunnel d'une dizaine de mètres de longueur, dont la hauteur et la largeur ne devront pas excéder les quatre-vingts centimètres à un mètre au maximum.

Pour passer sous la première fondation, il va d'abord falloir creuser un puits vertical. Une fois franchi le niveau de la fondation, nous devons la soutenir avec des pieux de

bois. Ensuite nous pourrons commencer le forage du boyau horizontal, lequel courra sous les cinq à six mètres de large du chemin de garde. Nous arriverons alors fatalement aux fondations de la seconde muraille. Là encore, il faudra passer sous elle. Ce qui ne sera pas aussi simple, la muraille n'étant pas constituée de briques, mais de gros blocs de pierres à soutenir également par des piquets en bois. Plus important encore : est-ce que les deux fondations se trouveront à une égale profondeur ? Si ce n'était pas le cas, notre tunnel ne serait pas droit, mais aurait à plonger en pente, ce qui compliquerait la manœuvre pour s'en extraire et rendrait impossible une remontée verticale vers la sortie. La longueur et la profondeur de notre boyau rendront alors l'air plus rare donc le travail plus dangereux. Sans compter les risques d'éboulis.

Je ne cesse d'anticiper, d'imaginer tous les cas de figures, toutes les situations auxquelles nous aurons à faire face, mais je dois me résigner à la part de hasard qui accompagne tout pan.

Dès le début février, la check-list des préparatifs et de la logistique est complétée : le grenier et la cave à vin sont prêts à recevoir leur contingent de terre et de pierre. Nous disposons de bois de soutènement. Le matériel nécessaire au forage est réuni, enrichi de deux barres de fer, d'un piquet de tente en acier, d'un manche de louche et de trois lames, que nous avons transformées en couteaux. Nous dotons ces dagues d'un manche, en enroulant l'une de leurs extrémités d'un bandage bien serré, que nous recouvrons avec de la grosse ficelle fermement embobinée. Ce renfort conséquent de matériel s'est fait au gré de mes balades dans le sous-sol, où des pêches miraculeuses sont venues consolider notre « boîte à outils ».

La production de sacs en toile va bon train. Nous aurons donc de quoi régler les problèmes de résonance ! Du côté de l'intendance, aussi, les choses se présentent bien... En nous privant, nous avons engrangé suffisamment d'huile pour alimenter nos lanternes et améliorer l'ordinaire, dès que le coup d'envoi de la « grande évasion » sera donné. L'énergie que nous aurons à déployer exigera en effet quelques calories quotidiennes supplémentaires. Notre stock de farine est désormais assez fourni pour subvenir à nos besoins de « maquillage » et pourvoir à ceux, nutritifs, de l'opération.

Dans les cellules, les « ateliers » tournent à plein rendement. Chaque fois qu'une idée germe, le message fuse et la commande se voit traitée selon les moyens du bord. En attendant le jour J, je rumine encore et encore mes « équations »... Non content d'avoir à résoudre les problèmes *d'engineering* que pose le forage de la galerie, j'anticipe la suite des événements. Comment ferai-je, à l'air libre, pour atteindre une ville, ne sachant pas où se trouve notre camp ? Certes, le passage des avions indique que nous devons nous situer entre Rabat et Casablanca et le climat très humide prouve notre proximité de l'océan, mais impossible d'en déduire plus. Si jamais je (ou nous) nous retrouvions en rase campagne, il nous faudrait nous prémunir contre les mauvaises rencontres, dissuader les mauvais plaisants et pouvoir convaincre un éventuel candidat de nous prendre en stop.

Nous avons déjà les barres de fer. Mais pour renforcer nos moyens de dissuasion, ou plutôt de persuasion, je dessine le schéma précis d'un pistolet Walter 9 mm. Je n'omets aucun détail, de la taille du canon à la position de la mire, en passant par le cran de sûreté. Je joins à ma reproduction, une esquisse et une notice explicite. Je transmets le billet à mes voisins, qui courent le délivrer aux filles.

Ma « poste » est destinée à Soukaïna et Abdelatif, étant tous deux habiles de leurs doigts et appliqués dans toute tâche minutieuse. Nous avons acquis une expérience conséquente du bricolage en confectionnant de bric et de broc des jouets pour mon petit frère. Je leur demande donc s'ils sont en mesure de modeler dans de la mie de pain un faux pistolet. Ils s'acquittent de cette tâche de façon aussi experte et professionnelle que le plus tatillon des accessoiristes ! Une fois le corps de l'arme sculpté avec minutie, reste à l'enrober, à l'habiller pour la consolider et la rendre plus crédible. Pour ce travail, Abdelatif est tout indiqué, puisqu'il est un peu notre chimiste de service. Il passe en effet son temps à améliorer nos techniques de maquillage. Il réalise des mélanges probatoires et incessants avec la moindre matière, poussière, chaux ou enduit qui traîne en nos murs ! Mon petit frère, grâce à notre « colle maison » faite de farine généreusement diluée dans l'eau, recouvre la totalité du pistolet en mie d'une fine feuille de papier arrachée à un carton. Ensuite, il peint l'objet avec de la suie de bougie additionnée à quelques gouttes d'huile. Après avoir laissé l'« œuvre » sécher naturellement, il recommence la même procédure. Les couches de cette teinture noire se superposent en épousant parfaitement les angles et les galbes du pistolet. Le vernissage achevé, l'arme rutilante imite l'aspect brillant et poli d'un véritable colt. Certes, en plein jour l'engin ne tromperait pas un initié, mais brandi brusquement dans la pénombre, il affolerait même un maître armurier ! Je me convaincs qu'il me sera amplement suffisant pour impressionner ceux qui, au cours de la cavale, pourraient nous « servir » ou nous gêner...

Mais nous n'en sommes pas encore là ! Il faut d'abord s'extirper de ce mouvoir ultra-protégé. Mus par la force de l'espérance, nous travaillons sans relâche ni répit. Lorsque

tout est fin prêt, nous nous accordons quarante-huit heures de repos avant de nous lancer dans la « grande aventure »...

Avec une consigne passée à toutes les cellules : « Pas de vagues. Montrons-nous dociles. Donnons l'impression à nos bourreaux que nous sommes sortis de cette dernière grève de la faim complètement défaits, manifestement soumis, et définitivement résignés à notre son. >>

La veille du jour J, à 2 heures du matin, nous branchons le téléphone. Après un bref échange de propos sur des problèmes domestiques, nous en venons très vite au « briefing de bataille ». Nous faisons une dernière fois le point, passons en revue le moindre des gestes que nous aurons à faire dès le coup d'envoi du forage du sous-terrain donné. Comme d'habitude nous concluons par des plaisanteries et une note optimiste. Nous sommes anxieux, mais une joie sourde, étouffée, nous habite. Maintenant que le compte à rebours est enfin enclenché, que l'heure de vérité approche, la satisfaction d'agir est plus forte que la crainte de l'échec !

Le 7 février 1987, nous donnons le premier coup de pioche du tunnel. Comme convenu, le forage du puits vertical se fait dans l'une des trois petites pièces qui composent la cellule de mes sœurs. Pour l'occasion, aucun passage n'a été ouvert : ni le mien, ni celui qui relie mes voisines à mes sœurs. A ce stade, notre présence n'est pas indispensable et les filles opèrent seules. Elles commencent le travail en plein après-midi. Le commandant est absent. Nous prenons ce risque, parce que la toute première étape du forage nous le permet. Depuis des jours déjà, mes sœurs ont préparé les dalles. Je leur ai transmis tous les détails sur les méthodes de forage acquises en prospectant le sous-sol.

Elles ont d'abord ramolli, en les noyant d'eau jour et nuit, les joints de ciment qui soudent les carreaux les uns

aux autres. L'humidité ambiante de nos cachots est devenue, pour une fois, notre alliée ; en imprégnant les sols et les murs elle a entamé leur résistance. À l'aide de l'un de nos « couteaux maison », mes sœurs ont patiemment éliminé le mortier des interstices et décollé chaque carreau du périmètre que je leur ai indiqué. Lorsqu'il arrive qu'en la désincrustant une dalle casse, nous procédons à une transplantation et remplaçons le carreau fêlé ou brisé par un autre que nous prenons le soin de prélever dans le coin opposé de la pièce. La prison est pleine de zones où le dallage s'est enfoncé, provoquant des dénivellations dont l'épicentre se creuse en cuvette ou en petits cratères. En ces parties-là, le sol ressemble à un puzzle que l'on aurait renversé pêle-mêle sur un lit de ciment frais dont les pièces se seraient subitement figées. Dans ce chaos, une zébrure de moins, une fracture de plus passent inaperçues. Après avoir désincrusté un à un les carreaux qui nous intéressent, mes sœurs ont raboté les imperfections s'incrustant au revers de chacun d'eux. Puis elles les ont remis en place et maquillés. Ce qui fait que le temps de manœuvre pour ôter et remettre les dalles est réduit au minimum et que leur manipulation se révèle silencieuse.

Cet après-midi de février donc, le « décapsulage » des carreaux, comme nous l'appelons, n'est qu'une formalité. Apparaît alors la couche de béton épaisse de cinq centimètres, sur laquelle repose le dallage et sous laquelle se trouve le ballast qui supporte le bâtiment. Comme je l'ai expliqué plus haut, ce ballast est constitué, en surface, d'une mince épaisseur de sable fin puis, sur une profondeur d'un mètre cinquante, de pierres délicatement déposées les unes sur les autres, ménageant ainsi des espaces conséquents entre elles. Ces blocs aplatis ressemblent à des galets agrandis. La majorité d'entre eux est de taille à être évacuée par nos trappes

et nos passages. Ce qui ne nous empêchera pas de tomber sur des exceptions.

Le bâtiment en forme de L, du temps de la « Ferme Pierre Mador », a été surélevé du niveau du jardin par souci de fraîcheur. Si les pierres du ballast sont disposées de façon espacée, c'est pour permettre qu'un courant d'air constant soit entretenu sous la maison ou, du moins, sous le quartier de haute sécurité qu'elle est devenue.

Bref, une fois le rectangle de ciment dénudé de ses dalles, il faut percer un minuscule trou en son centre. Puis élargir l'orifice en y faisant d'abord pivoter la pointe d'un couteau et ensuite l'extrémité d'une anse de seau, en guise de chignole. Les rotations du métal dans le ciment émettent selon la vigueur du mouvement des crissemments indiscrets... D'où la nécessité de constamment verser de l'eau pour étouffer le rude contact de l'acier rongé le béton. Lorsque l'anse traverse les cinq centimètres de ciment qui soutiennent les carreaux, elle pénètre sans la moindre résistance dans le sable. En l'enfonçant un peu plus, elle touche les pierres du ballast. La première étape est donc atteinte ! La suivante s'avère plus délicate : il faut continuer d'élargir le trou percé au centre du rectangle de ciment jusqu'à pouvoir y introduire l'extrémité d'une barre de fer. En faisant levier de cette dernière, le mortier détrempé s'effrite, et casse par bouts. C'est une phase déterminante de la procédure. Il ne faut surtout pas que les bords et les coins du périmètre de ciment mis à l'air cèdent, nous ne pourrions pas éviter alors que les carreaux, une fois remis en place, bougent ou s'enfouissent légèrement. Il faut donc veiller, en vidant le centre du trou, à laisser autour une couronne de béton large de quelques centimètres.

Ce 7 février vers 16 heures, mes sœurs ont terminé l'entrée en matière du forage. Malika me fait parvenir un message : « Objectif atteint. Nous avons percé un trou dans la

couche de ciment. Il est suffisamment élargi pour commencer le puits cette nuit. À ce soir. Tes sœurs qui t'aiment ».

Pendant tout ce temps j'ai arpenté ma cellule, les mains dans le dos, la tête dans les épaules, attendant les télégrammes réguliers qui m'informent de la progression des opérations. Lorsque je parcours le billet de mes sœurs, je trépigne de joie. Et j'attends, impatient, que la nuit tombe. Une demi-heure après l'extinction des feux, j'ouvrirai mon passage pour rejoindre la cellule des filles en passant d'abord par celle de mes voisines !

Passé minuit, c'est-à-dire trois bonnes heures après le black-out, nous ouvrons les deux goulets en forme de U. Chaque fois que nous travaillons, dans chaque cellule, l'un de nous fait le guet, face contre terre, surveillant la cour et le sas au bout de l'allée par lequel nos gardiens peuvent entrer.

Lorsque j'arrive chez mes sœurs, elles ne me laissent même pas le temps d'aller « embrasser » ma mère et Abde- latif mais m'entraînent immédiatement dans la petite pièce où se déroule le chantier. Aux quatre coins de la chambrette, une boîte de conserve sert de lanterne. Chaque récipient d'aluminium contient un fond d'huile où surnage une mèche de tissu finement tressé. La flamme de cette lumière capricieuse diffuse sur les murs un camaïeu d'orangés, tantôt soutenus, tantôt hésitants. L'atmosphère de ce cachot sommairement éclairé rappelle celle d'un lieu de cérémonie de magie noire. A l'endroit exact du forage, un bout de couverture crasseux recouvre le sol. Mes sœurs le soulèvent d'un seul geste comme on découvre une œuvre au moment d'une inauguration solennelle.

Ma surprise est totale. Je ne m'attendais pas à cette progression dans le travail. Je pensais, comme me l'avait

indiqué le « pneumatique » reçu dans l'après-midi, que la réalisation du trou taillé dans le rectangle de ciment prendrait un peu plus de temps. Je découvre en fait un cercle vidé de son mortier et dont le pourtour, intact, forme une belle couronne de béton, capable de soutenir les angles du dallage lorsque nous remettrons les carreaux en place. Nous sommes tous ravis du résultat. Je serre mes soeurs une par une dans mes bras, vraiment fier d'elles et de leurs efforts. Nous retournons nous agglutiner autour du petit égout qui communique avec la cellule de ma mère. Après une quinzaine de minutes de chuchotements excités, après nous être mutuellement soutenus, encouragés, nous nous attelons à la tâche. Nous devons maintenant attaquer le remblai sur lequel repose le bâtiment. Mes sœurs ont déjà extrait la couche de sable qui recouvre en surface les blocs aplatis du ballast. Nous dégageons un à un les pavés avec le tact et la méticulosité de démineurs. Nous les déposons sur une couverture pour amortir le bruit et les trions. Les plus gros sont évacués dans la pièce qui sert de dortoir à mes sœurs, et installés sur les paillasses des filles. Soukaïna a ouvert, entre-temps, la brique au bas du mur mitoyen de la cellule de ma mère. Abdelatif, juché sur les fragiles épaules de Fa- tema, en a fait autant à la base du fronton barrant la porte du petit grenier. Par la brique amovible, il pousse d'abord les pierres dans le réduit, puis s'y glisse pour les ranger une à une sur un lit de terre. Au rythme de l'excavation, les plus grosses pierres, les gravats et quelques seaux de limon sont ainsi cachés dans un endroit sûr. L'essentiel de la terre extraite du puits, nous l'avons méthodiquement tamisée et mise dans des sacs de toile que nous avons obturés en les cousant solidement. Une fois les musettes gavées, nous les avons baptisées par ordre de taille : les « éléphants », les « lampions » et les « boudins ». Leur fonction relève un peu du théorème d'Archimède : le nombre de ces besaces doit

toujours être égal au volume de terre extrait de la cavité que nous creusons ; il doit pouvoir remplir jusqu'à ras bord le puits vertical. La méthode est sûre, efficace, et pratique. Ainsi l'ouverture et la fermeture du boyau sont facilitées, le bruit grandement atténué, et la résonance annulée.

Vers 3 heures du matin, nous dégageons enfin le ballast jusqu'à atteindre le sol du jardin ! Nous faisons une pause de quelques minutes pour célébrer notre victoire. Nous sommes si émus que nous en avons les larmes au bord des yeux. Je n'oublierai jamais nos visages barbouillés, nos cheveux saupoudrés, nos gueules de mineurs de fond illuminées par la grâce de l'espérance.

Malika fonce annoncer la nouvelle à ma mère et à mon petit frère. Je rappelle à l'ordre l'assemblée. Nous enfonçons à nouveau, à tour de rôle, nos bustes décharnés dans la fosse. Le travail reprend. Comme je l'ai indiqué plus haut, le trou qui s'enfonce maintenant jusqu'au sol de la cour a été frayé à travers l'étagement de pierres du ballast. L'orifice forme un puits d'un mètre cinquante de profondeur. Son diamètre est égal à une bouche d'égout parisienne, donc tout juste suffisant pour s'y introduire en frottant ses épaules contre sa circonférence. Les parois de ce puits sont constituées des pavés du remblai au travers desquelles nous l'avons creusé. Dans ces parois donc, pointent des pics de pierres, et s'ouvrent des cavités. En m'aidant de ma main comme d'une truelle, je recouvre la cloison du puits d'un épais mortier d'argile. Lorsque nous finissons nos travaux de terrassement, les parois du trou sont aussi lisses que le fond d'une cruche. Nous emplissons la fosse de nos sacs de sable. Je les comptabilise pour savoir à peu près combien d'éléphants et de lampions il faut par mètre cube de terre excavée, donnée qui me permettra d'anticiper sur les commandes faites à notre « atelier de couture ». Le nombre de sacs utilisés pour combler ce

premier mètre cinquante de forage me rassure : il correspond approximativement à mes calculs. Nous n'aurons donc pas à redouter une pénurie de tissu pour fabriquer les besaces.

Pour l'heure nous finissons de combler le boyau en y empilant les sacs de terre. Ainsi, du fond du puits jusqu'à une quinzaine de centimètres de sa surface, les boudins, les éléphants et les lampions s'entassent les uns sur les autres. Il reste juste un faible espace entre le sommet des sacs et la couche de ciment qui supporte les dalles. Nous le comblons de terre argileuse, finement tamisée et gorgée d'eau. Cette glaise obture le puits jusqu'à la couronne de ciment qui en délimite le diamètre. Nous posons, enfin, un à un les carreaux sur l'argile fraîche pour qu'ils y adhèrent comme une ventouse. Puis nous colmatons parfaitement les joints des dalles avec notre « pâte à modeler ». Afin d'éviter que l'argile blanchisse quand elle sèche, nous avons comme d'habitude recours à un saupoudrage important de cendres. De l'âtre improvisé à même le sol de leur cachot, Halima et Achoura ont rapporté quelques charbons ardents. Nous les utilisons sur une plaque de tôle découpée dans une conserve, afin de sécher l'ouvrage. Pour finir nous astiquons une à une les dalles. La brique retirée au bas du mur qui sépare la cellule de ma mère de celle de mes sœurs, ainsi que le parpaing soustrait de la base du grenier, sont remis dans leurs casiers respectifs, leurs joints comblés et la chaux de recouvrement reconstituée grâce au mélange de farine et de *Tide* ; nous la saupoudrons pour terminer d'un peu de poussière afin de lui donner un aspect usé, terne, gris.

Vers 4 heures du matin, nous nous séparons. Chacun réintègre son trou. Il faut encore refermer nos passages entre les cachots. Aux environs de 5 heures, tout est nickel ! Harassé de fatigue, je tombe sur ma paillasse et m'en

dors avec un sourire aux lèvres, et des remerciements au ciel.

Nous convenons pendant quelques jours de ne rien entreprendre. Je préfère que nous marquions une pause dans nos travaux. Laissons passer quelques fouilles hebdomadaires avant de continuer. Les visites de contrôle se déroulent normalement. Borro et ses acolytes font leurs inspections de routine. C'est toujours un moment éprouvant : nous ne pouvons en effet réprimer l'anxiété d'avoir oublié un détail qui pourrait nous dénoncer. Grâce à Dieu, tout se déroule bien. Le commandant, en inspectant la fameuse pièce, ne se doute de rien. Il se tient même debout, à l'endroit précis du tunnel, sans que la moindre dalle bouge sous ses pieds. Ce test probant nous récompense de nos efforts et me conforte dans l'idée que nous sommes sur la bonne voie.

Les jours passent et nos cadences de forage sont régulières. Au début du mois de mars notre avancée dépasse mes espérances. En fin de semaine, dès que le commandant s'absente, nous opérons...

Toujours de nuit et après l'extinction des feux, les passages sont ouverts et le forage reprend. Mes sœurs, lorsque j'arrive dans leur cellule, ont déjà décollé les dalles et sorti les sacs de terre qui emplissent le puits vertical. Elles les ont stockées à portée de main dans un ordre invariable et précis, de manière à pouvoir reboucher le plus aisément et rapidement possible le boyau. Nous creusons toute la nuit. Celui de nous qui se trouve au fond du puits est obligé de gratter la terre complètement recroquevillé, assis sur ses talons. Il doit remplir ce que nous appelons l'« ascenseur », c'est un bidon d'huile en plastique dont nous avons découpé le sommet. Nous avons percé les flancs supérieurs de ce récipient cylindrique pour le munir d'une anse

bricolée et noué autour de cette dernière l'extrémité d'une corde étroitement tressée dans des lambeaux de tissus et de draps de récupération. Ce cordage permet à ceux qui sont en surface de hisser le seau de terre de l'excavation jusqu'à eux pour le « traiter ». Dans des gestes d'automates, nous trions les caillasses, tamisons la terre, emplissons les sacs. Un autre groupe transfère les surplus dans le dortoir, en les traînant sur un bout de couverture. Ce traîneau glisse silencieusement sur les carreaux jusqu'à destination. De là, par l'orifice du parpaing retiré du mur, la « marchandise » est écoulee et planquée dans le grenier. Je chuchote mes consignes à celui ou celle qui est au charbon, préférant que nous nous relayions régulièrement pour creuser. Notre énergie n'en est que plus efficace et mieux exploitée. Dans les parois du boyau que j'ai maçonnées à l'argile, j'ai laissé quelques pavés du ballast dépasser. C'est sur ces excroissances minérales que nous déposons nos « lampes romaines » servant à éclairer le forage.

Arrivés à la fondation du bâtiment, je suis soulagé de constater que son franchissement est tout à fait possible. Ce qui m'impatiente le plus, en revanche, c'est de savoir si, en la dépassant en profondeur pour passer sous elle, nous tomberons oui ou non sur la fameuse couche de craie jaune !

Je ne le saurai en tous les cas pas cette nuit. Le temps presse. Il faut commencer à refermer. Chacun de nous connaît parfaitement les gestes qu'il doit accomplir. Lorsque nous nous parlons, c'est en susurrant. Les rondes de la garde, qui passent derrière nos cellules et font le tour du bâtiment, nous exhortent à davantage de prudence. À l'aube, le « gryère » est rebouché et les geôles nettes de toutes traces.

Une fois dans ma cellule, j'ai à nouveau du mal à trouver le sommeil. Nos corps sont tassés, endoloris, harassés par

l'effort et la tension. Nous avons froid et nos estomacs crient famine. En nous nourrissant cependant d'espérance, nous nous consolons en partie de nos frustrations. Mes paupières sont lourdes mais je n'arrive pas à m'assoupir. La strate de terre jaune m'obsède !

Jusqu'à présent les opérations se sont favorablement déroulées et leur application sur le terrain n'a pas encore démenti mes calculs. J'appréhende pourtant l'étape suivante. Le franchissement du soubassement de notre bâtiment sera déterminant ! Or, je ne sais pas jusqu'à quelle profondeur plongent les fondations de la prison. Si par chance celles-ci ne dépassent pas les trois mètres, la strate suivante, selon mes « équations », devrait correspondre à la craie jaune que j'ai vue au fond de la fosse septique. A ce moment, seulement, je serai fixé et je saurai enfin la qualité précise de la terre dans laquelle nous aurons à creuser le tunnel ! Si c'est dans la couche de craie, nous nous passerons, comme je l'ai déjà dit, de bois pour en soutenir la voûte.

Un jour nouveau point sur notre misère. Mais nos récents succès nous donnent maintenant une raison de la supporter. Il est temps de dormir. La nuit prochaine, nous continuerons le forage. Borro a pris son week-end.

Moins de 16 heures après notre dernière intervention, et, passé minuit, les goulets sont rouverts. Mes voisines et moi sous les cloisons, Abdelatif par la brique amovible, nous nous faufileons pour nous réunir chez les filles. L'équipe est au complet, à l'exception de ma mère coincée dans sa cellule. Mes sœurs ont déjà vidé le trou de ses sacs. Les lampions, les boudins et les éléphants forment un monticule dans un coin de la pièce. Les lampes à huile sont allumées. Les besaces, vides, sont prêtes à engloutir au fur et à mesure la terre excavée. Les lanternes aménagées le long des parois du boyau laissent une vague lueur filtrer en

surface. Une auréole flotte sur la bouche du puits. Lorsque je me penche au bord de la fosse, une drôle d'expression traverse le visage de mes sœurs. La puce à l'oreille, je descends immédiatement dans le trou, en m'y engageant comme on embarque à bord d'un bathyscaphe. Ce que je découvre me laisse pantois ! La fondation est dépassée, et la couche de terre qui lui succède est jaune ! Cette craie argileuse est suffisamment ferme et dure pour nous exempter de bois de soutènement. Nous nous passerons donc des piquets. A genoux au fond du puits je lève la tête et aperçois les visages de mes sœurs penchés au bord du trou, qui me regardent avec des sourires radieux. C'est la plus belle surprise qu'elles aient pu me ménager ! Enfin, nous entrons dans le vif du sujet... Nous pouvons maintenant commencer la galerie horizontale. La fondation n'excède pas les quatre-vingts centimètres de large. Il nous faut, en passant sous elle, la soutenir avec des rondins dont la base repose sur des petites pierres plates afin que ces piliers, compressés par la voussure de la fondation, ne s'enfoncent pas en terre. C'est un travail ardu, délicat, mais indispensable. Nous l'achevons avec méthode et précision.

Je remonte. Teinté de marne dorée de la tête aux pieds, les cheveux talqués, les cils blanchis, les membres enrobés de limon, nous nous asseyons en cercle sur un tas de sable et de gravats. Pour l'occasion, je sors une cigarette ! Notre succès dans cette étape décisive vaut bien une telle débauche ; tant pis pour ma maigre réserve de tabac. La pause n'excède pas quelques minutes. Nous organisons des équipes de quarts chargées de se relayer régulièrement dans le tunnel. Celui qui creuse s'engage à plat ventre dans la galerie et ne peut s'en extraire qu'en marche arrière. Pendant que le mineur de quart travaille dans le boyau horizontal, l'un de nous est accroupi au bas du puits vertical et surveille son camarade dont il ne peut voir que les talons. Si par

malheur un éboulement se produisait, la seule aide possible serait d'essayer de tirer l'« enterré » par les pieds. De plus, celui ou celle qui opère dans le tunnel ne peut à chaque fois tâtonner à reculons pour sortir le limon qu'il a curé. Ce serait perdre des minutes trop précieuses. Alors nous utilisons le « chariot » : c'est un bidon d'huile découpé sur sa longueur et fixé à l'extrémité du cordage qui remonte jusqu'à la surface. Lorsque celui qui creuse remplit l'« ascenseur » de terre, il donne le signal. L'autre, accroupi à l'entrée du tunnel, c'est-à-dire au fond du puits vertical, là où ce dernier forme un coude avec la galerie horizontale, tire ce petit traîneau jusqu'à lui, puis en transvase le contenu dans l'autre bidon cylindrique qui nous sert de seau. Il tire trois fois sur le cordage arrimé à ce dernier et l'accompagne des mains sur une partie du chemin vers la surface afin d'éviter qu'il ne heurte les parois dans sa remontée. Dès que le chargement est déversé sur une couverture, le retraitement commence. Les sacs emplis de terre sont cousus. Le surplus est acheminé pour être stocké dans la cave à vin et le grenier, selon le volume et la qualité des déchets.

Survoltés par la réussite du chantier, nous travaillons en silence et d'arrache-pied. Les bobos sont nombreux. Personne ne se plaint. Lorsque l'un de nous se blesse, nous ne le constatons qu'aux gouttes de sang qui parsèment les cargaisons de terre. Comme nous avons appris à rire de notre sort pour survivre, nous taisons la douleur physique en étouffant des spasmes hilares jusqu'aux larmes... Sont-ce les larmes d'un vrai rire ou celles de la souffrance du corps lorsqu'il ne peut l'exprimer ? Quoi qu'il en soit, nos gestes, nos mouvements et nos mots restent souples, feutrés. Nos évolutions se font dans un bruit minimum. En dehors de la nécessité de communiquer sur les problèmes techniques du forage, notre règle absolue, c'est le silence.

À 4 heures du matin, alerté par Cornélius, notre « horloge parlante¹ », nous procédons à la fermeture du chantier. Toujours aussi laborieuse et appliquée, l'opération de bouclage est achevée aux premières lueurs de l'aube. Lorsque le camp s'éveille, s'anime et que la routine des matons reprend, nous gisons, inoffensifs, sur nos paillasses et montrons à nos gardiens notre résignation définitive. Borro ne cesse de me répéter :

— Vous êtes enfin raisonnables ! Vous avez enfin compris qu'on ne peut pas lutter contre le Makhzen ! Rendez- vous à l'évidence, nul ne peut affronter la puissance de l'océan !

Je ne fais qu'acquiescer aux paroles « sages >> du commandant. Mais au fond de moi je ne peux réprimer un sourire : le pauvre Borro n'a peut-être pas entendu parler d'Eric Tabarly ou d'Alain Colas...

À la mi-mars, nous avons presque fini de creuser sous les cinq mètres de largeur du chemin de garde. Le 19, nous atteignons la seconde muraille ! Cette phase est d'entre toutes, et de loin, la plus importante... Si, par malheur, la profondeur de la fondation du bâtiment et celle de la muraille s'avéraient différentes, cela réduirait pratiquement à néant nos projets... Car le tunnel, au lieu de former une ligne droite et plane passant sous les deux soubassements, s'inclinerait de manière plongeante ou ascendante ! Dans ce cas de figure les inconvénients seraient trop nombreux à surmonter : le plus pénalisant serait l'impossible ventilation de la galerie. Nous manquerions vite d'oxygène. Une inclinaison du boyau horizontal empêcherait que l'air qui arrive, via le puits vertical, n'alimente le tunnel. Or nous

1. J'avais écrit une fable dont le héros, un âne, s'appelait Cornélius. Or dans les champs voisins un âne se mettait à braire à 4 heures du matin chaque nuit.

nous relayons régulièrement pour éviter au « mineur de service » de perdre connaissance sans s'en rendre compte. J'ai fixé pour consigne stricte à celui ou celle qui fore de sortir rapidement de la galerie, dès que la flamme de sa lanterne commence à bleuir et à hoqueter. Cela signifie que l'oxygène dans le boyau se raréfie. Si, jusqu'à ce stade de nos travaux, la chance nous a souri, c'est maintenant que nous avons vraiment besoin qu'elle nous accompagne. Et par la grâce du ciel, c'est ce qu'elle va faire...

En effet, la chose que je redoutais le plus nous est, par bonheur, épargnée. Le soubassement de notre bâtiment et celui de la muraille plongent leur base à la même profondeur. Aucune des deux fondations à franchir ne se trouve à un niveau plus bas que sa consœur. Le tunnel n'aura donc ni à plonger ni à remonter pour s'aligner. Et, bénédiction des bénédictions, une dalle de béton a été coulée à la base de la muraille ! Nous n'aurons donc pas, elle non plus, à la soutenir avec des piliers de bois pour passer dessous !

Nous touchons presque au but. Après avoir dépassé la muraille de cinquante petits centimètres, nous serons « plein champ » et nous pourrons entamer la remontée vers la surface. La sortie du tunnel formera un coude. Un mètre cinquante de terre seulement nous séparera alors de la délivrance !

À la fin du mois de mars 1987, le tunnel touche presque à son terme. Nous faisons un break. J'ai besoin de vérifier une dernière fois mes calculs avant d'entreprendre la remontée à l'air libre. Mais une question plus importante encore se pose : faut-il fuir dès que la sortie sera prête ou attendre une occasion choisie pour le faire ? Je suis tout à fait conscient qu'une évaison par mauvais temps augmenterait nos chances de réussite. Au cœur d'un orage, à la faveur d'une bonne averse, les « oiseaux de proie » perchés sur leurs miradors enfonceraient leurs passe-montagnes, se

recroquevilleraient dans leurs gabardines, se tapiraient au fond de leurs casemates et ne nous surveilleraient pas avec la même acuité que d'ordinaire. L'ouïe et la vue des gardes seraient grandement diminuées, par le vent, la pluie et le rugissement du groupe électrogène. Après concertation, je convaincs les autres : l'équipée aura lieu l'hiver prochain ! En attendant nous finissons la procédure de pré-sortie du tunnel.

Au début avril, tout est paré pour la belle ! Par précaution nous conservons les trente derniers centimètres de terre qui nous séparent encore de la surface. D'autant que cette glèbe est inextricablement fondue dans des racines de lierres. Cet enchevêtrement de souches inexpugnables provient de la haie de feuillage enrobant le grillage : ce fameux grillage de deux mètres, délimitant le chemin de garde du champ qui le borde et que Ben Aïch a ordonné de supplanter par une gigantesque muraille. Monté à l'assaut du treillage qui délimite le camp, ce réseau de tubercules épais et gluants résiste obstinément à nos « couteaux maison ». Mais nous ne sommes pas pressés, nous aurons le temps d'en venir à bout avant l'hiver.

Le 11 avril nous refermons donc le chantier, en priant pour qu'une intempérie hors saison vienne avancer l'heure H. Maintenant que le plus gros a été fait, nous tentons de décompresser, de reprendre des forces, de nous préparer à la fuite d'abord et à la cavale ensuite. Nous n'avons pas encore choisi qui m'accompagnera dans la « grande vadrouille ». J'aviserais en temps et lieu, lorsque je connaîtrai exactement les conditions qui nous attendent après la sortie du tunnel. Quoiqu'il en soit, l'objectif suprême de cette évasion, c'est le refuge dans une ambassade occidentale.

Mais le vendredi 16 avril 1987, c'est la tuile ! Alors que j'accomplis l'une de mes marches méditatives, le code

d'alerte résonne, martelé sur le mur par Halima et Achoura ! Je me fige, l'oreille tendue. Je n'entends pourtant aucun signe annonçant la visite de nos geôliers. Je me précipite sous ma paillasse pour vérifier si le carreau qui enterre mon « kit de survie » ne souffre d'aucun tremblement et si les joints qui l'enserrent sont correctement maquillés. Puis je tâte du pied les dalles du « passage » situé dans le coin opposé du cachot. Je m'assure que rien ne bouge et que tout est en ordre. Enfin, je me jette à terre, profil plaqué au sol pour guetter la moindre vibration de pas dans la cour. Soudain, une tige de métal fait sauter le bouchon d'argile maquillant le minuscule orifice percé entre nos compagnes de misère et moi. A l'extrémité de la fine tringle surgie du mur est noué un billet. C'est un « pneumatique » ! Je l'ouvre et le parcours avec impatience : « Nous avons un grave problème. C'est trop long à expliquer par écrit. Contactez-nous immédiatement par le téléphone ».

Nous n'avons pas coutume de nous parler de jour, mais l'urgence semble réelle. Aussi prenons-nous le risque d'entrer en communication. J'apprends la nouvelle : Borro et les officiers sont montés sur le toit du bâtiment en L qui abrite nos cachots. Le commandant et sa suite n'ont arpenté la toiture qu'au niveau des cellules de ma mère et de mes sœurs. Comme mon cachot se trouve à l'autre bout de l'édifice, cela explique que je ne les ai pas entendus. En les espionnant par l'orifice de l'ancien poêle à charbon, qui débouche jusqu'à une cheminée sur le toit, mes sœurs ont capté des bribes de la conversation de nos geôliers. Ma mère, de son bout de véranda pratiquement murée, a elle aussi confirmé les propos rapportés par les filles. Borro et sa bande tiennent un conseil extraordinaire sur le toit, pour renforcer une nouvelle fois la sécurité. Depuis que nous sommes arrivés à Bir Jdid, le camp est en perpétuel chantier.

À chacune de ses visites secrètes, Ben Aïch ne cesse d'ordonner des travaux dignes de la ligne Maginot ! Depuis dix ans il n'est pas un trimestre où les défenses de la forteresse ne sont consolidées.

Après m'avoir rapporté les dires de nos bourreaux, les miens se sont empressés de me mettre au fait de la situation : le commandant a ordonné la construction d'un mirador supplémentaire, sur la cellule des filles, à la verticale exacte de la petite pièce où nous creusons le tunnel.

Je suis consterné par ce contretemps terrible. L'endroit que j'ai choisi pour forer la galerie n'était pas fortuit. C'était le seul axe possible, sinon pour se dérober aux nombreux miradors, du moins pour profiter au maximum de leurs angles morts. Si un nouvel observatoire venait à dominer la trajectoire par laquelle nous espérons sortir, notre fuite deviendrait pratiquement impossible !

Au risque d'être pris de vitesse, nous sommes donc contraints de prendre rapidement une décision. Les circonstances ne nous ouvrent guère de choix. Dès que ce damné mirador achèvera d'être bâti, nos projets tomberont à l'eau. Vu ce que nous connaissons de nos gardes-chiourmes, ils peuvent aisément finir l'ouvrage en une douzaine d'heures de maçonnerie. Cette menace nous contraint à précipiter l'évasion !

Borro n'a pas imposé de délais. Ce vendredi, sur le point de prendre son week-end, le commandant a simplement indiqué que le nouveau « cyclope » devait être construit et opérationnel au plus tard le mardi suivant. Il faut me rendre à l'évidence, si nous ne nous évadons pas dans les quarante-huit heures, c'en sera fait de nos sacrifices, de nos rêves et de notre ultime espoir !

Ma mère et Malika pensent la même chose. Ce vendredi 17 avril à midi, dès que Borro part visiter sa famille, c'est le branle-bas de combat. Nous qui comptions seulement

nous enfuir l'hiver prochain n'avons plus, désormais, que quelques dizaines d'heures pour y parvenir.

Pas une minute à perdre. Nous dressons un ordre de bataille. Nos heures sont comptées pour venir à bout des derniers centimètres de terre et de racines qui obturent encore la sortie du tunnel. Sous cette pression implacable, nous prenons le risque d'ouvrir la galerie en pleine journée. Mes soeurs se relaient au fond de la mine tout l'après-midi. Dans chaque cellule quelqu'un fait le guet sous la porte blindée. Je tourne en rond dans ma cage. Les minutes s'égrènent, pesantes, suffocantes. Les nerfs à vifs, les pensées torturées par l'insoutenable attente, j'appelle le crépuscule de tous mes vœux. Lorsque le soir s'essouffle et que la nuit s'étend, un calme précaire se répand, suffisant pour atténuer nos angoisses. Dès l'extinction des feux, aux derniers hoquets du groupe électrogène, les passages sont ouverts. Je rejoins la cellule des filles. Halima et Achoura font de même. Abdelatif s'extirpe de sa brique. Nous apportons au chantier des bras frais ! Le forage reprend de plus belle et le dernier mètre cube nous séparant de la liberté se voit rogné, pouce par pouce, avec la rage et la frénésie du désespoir.

Le coude de sortie n'est pas une mince affaire. Il faut creuser verticalement tout en recevant la terre sur la figure. Les membres intérieurs lovés sous la dernière muraille, le buste à angle droit, chacun doit gratter au-dessus de sa tête, les yeux pratiquement fermés pour ne pas être aveuglé par la glaise qui se détache. C'est comme si j'étais assis dans une pipe géante et que je glissais mes jambes bien droites dans le fut qui fait angle droit avec sa cheminée. Nous excavons, étroitement blottis dans cette niche dont le plafond menace à tout moment de s'effondrer en mottes assez volumineuses pour nous enfouir et nous étouffer.

L'incident le plus sérieux de la « remontée en surface » va hélas m'advenir mais heureusement épargner l'un des miens. Sans crier gare, un amas de terre me tombe dessus. Mon buste entier est enseveli. Les bras coincés le long du corps, j'ai par bonheur gardé le cordon du traîneau à portée de main. Complètement bloqué, je n'arrive plus à respirer, la terre emplit mes narines et ma bouche... Je tâtonne dans le noir, me domine pour ne pas céder à la panique. J'économise le peu d'air que je parviens à happer. Je tends désespérément les doigts de ma main compressée contre mon flanc pour essayer de saisir la cordelette. Enfin je la sens dans ma paume et tire dessus dans la limite de l'énergie et de la latitude que me laisse mon corps entravé. Mon petit frère, en faction à l'autre bout du tunnel, voit le cordage bouger et se précipite immédiatement dans la galerie pour venir à mon secours. Je lui souffle, entre deux bouchées de limon, la meilleure façon de m'aider. L'opération de sauvetage va durer presque un quart d'heure, mais figurera à jamais parmi les plus longues minutes de ma vie !

Dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 avril 1987, le chemin de la liberté est pratiquement ouvert. Nous avons, à tour de rôle, lutté des heures et des heures contre les racines de lierre, conservant toutefois les dix derniers centimètres de cette pelote végétale pour camoufler la sortie. En expurgeant ces racines de la terre qui les englobe, on peut sentir au travers d'elles le souffle frais qui balaye le champ et sa campagne !

Nous sommes transportés de joie. Chacun de nous descend dans le tunnel pour venir sentir le parfum de la liberté. Des larmes me montent aux yeux lorsque j'aperçois à travers les racines nettoyées de leur humus, une étoile scintillant dans l'encre du ciel ! Abdelatif revient radieux avec un bout de feuille verte. Nous célébrons ce brin de nature avec une candide émotion puis élargissons un peu le réseau

pour pouvoir passer le bras à l'extérieur. Lorsque Soukaïna réapparaît de son tour de forage, elle fait grise mine. Dans l'obscurité elle est parvenue à sortir son avant-bras mais en palpant de la main ce que ses yeux ne pouvaient voir, sa paume a rencontré un obstacle singulier... À quelques centimètres de la sortie du tunnel, nous sommes tombés... sur un grillage ! Comment est-ce possible ? En fait, lorsque Ben Aïch a donné l'ordre de construire la muraille, je pensais que le treillage pris d'assaut par le lierre avait été supprimé. Eh bien non ! Je pars vérifier cette apparente blague du destin, rampe au fond de la galerie muni d'une anse de seau et d'un débris de miroir pris aux filles. Je m'assieds dans le coude et sors, par le trou entre les racines de lierre, la tige de métal à l'extrémité de laquelle j'ai fixé les deux centimètres carrés du miroir. Ce périscope me permet d'examiner la tranchée. Fort heureusement, il n'y a pas de lune, car un reflet risquerait de me démasquer. Je vois juste des formes bleutées, mais dix années d'isolement dans une fosse obscure m'ont appris à mieux distinguer dans la pénombre.

Dès que je ressors du tunnel, nous nous réunissons dans le dortoir de mes sœurs, mitoyen de la cellule de ma mère. Impossible de cisailler le grillage : celui-ci est trop épais et nous ne disposons d'aucune tenaille. De quelque façon que nous l'attaquions, le bruit serait trop risqué.

Agenouillés en cercle, le buste frôlant le sol et le menton au ras des dalles, tous écoutent mes observations. Pour franchir le grillage par en dessous, il faudrait prolonger la galerie d'un bon mètre et forer une autre sortie. Or le temps nous est compté ! J'explique les modifications que je compte apporter au plan : la seule solution c'est de faire de cet inconvénient un atout salvateur. J'argumente en dessinant sur un bout de papier l'environnement que nous devons « affronter >>. Ma mère suit les délibérations en

pointant son visage dans l'encadrement vide de son parpaing. Je propose que nous élargissions encore un peu la sortie pour permettre au plus petit gabarit d'entre nous d'extirper son buste afin de me faire un compte rendu détaillé. Nous nous remettons immédiatement au travail. Vers 1 heure du matin, Abdelatif inaugure la sortie et s'extrait entre la muraille et le grillage. Il revient me faire son rapport : le grillage fait à peu près deux mètres, comme je l'avais mémorisé. Mais je dois me rendre compte par moi-même de la topographie qui nous attend. Bien que je connaisse leur position, je veux évaluer sur le terrain la distance qui sépare les miradors de notre trajectoire.

Comme l'alvéole est encore trop étroite pour que je puisse m'en extirper, nous activons la cadence. Vers 3 heures, nous avons fini d'élargir la « bouche d'échappée » du tunnel. Laquelle paraît maintenant assez évasée pour me permettre une sortie. Cet exercice de reconnaissance est une simulation indispensable avant l'action. Je ne veux pas être pris au dépourvu lorsque nous fuirons.

Je parviens enfin à m'extraire de la cavité. La tête au ras du sol, j'observe minutieusement tout ce qui m'entoure. J'ai l'impression d'être assis dans le kiosque d'un sous-marin faisant surface au ras des flots et à l'aflut d'un ennemi ! Les sens en alerte, les épaules à fleur de terre, je dresse l'oreille, je hume l'air, je renifle les senteurs, je scrute, j'inspecte, j'analyse. De multiples fragrances nouvelles submergent mes narines et me donnent le vertige. Je lève les yeux sur l'ombre massive de la muraille qui s'élève dans mon dos. J'effleure de ma main le grillage complètement envahi par le feuillage. Ce treillage que je considérais de prime abord comme un handicap s'avère être, en définitive, un sérieux atout ! Car cette tranchée jonchée de débris, tapissée d'un épais matelas de feuilles mortes, court entre le rempart que

nous avons dépassé d'un demi-mètre et le mur de lierre qui nous barre l'accès au champ voisin. Elle forme un corridor long d'une trentaine de mètres et large d'une cinquantaine de centimètres, un fossé qui, lorsque nous nous extrairons de terre, nous mettra à couvert des regards indiscrets. Il faut absolument que j'enregistre le maximum d'observations sur cet environnement. Je dois être certain du décor, et de la scène où va se jouer le dernier acte.

Pour en savoir plus sur la géodésie des lieux, je m'extirpe de mon « kiosque ». me glisse hors de mon trou et rampe entre la muraille d'enceinte et le grillage. Le sol de ce fossé, couvert de feuilles pourries, est si humide et glissant que j'y progresse comme un reptile. Je repère précisément les deux miradors qui pourraient poser problème. L'un est à soixante mètres sur ma gauche, l'autre à trente mètres à droite. Tant que je reste tapi derrière le treillage de lierre, les occupants de ces tourelles ne peuvent me voir. C'est lorsqu'il s'agira de franchir le grillage que s'égrèneront les secondes les plus critiques... Pour réduire ce risque, j'ai prévu que nous nous engagerons dans la tranchée pendant que le groupe électrogène sera en marche.

Je continue de serpenter avec précaution, quand ma tête vient heurter un amas de ciment resté là depuis l'édification de la muraille. Il forme un socle parfait qui me servira de marchepied pour enjamber le grillage. Car je ferai la courte échelle aux autres, puis je fermerai la marche. Dès que la lumière s'éteindra, au moment précis où les projecteurs ravalent brutalement leurs lumières crues, nous escaladerons le lierre. Ensuite nous nous laisserons glisser pour atterrir sur le large tapis de feuilles vertes qui prolonge la base de cette façade de lichen. Notre chute sera amortie et nos corps se fonderont dans ce camouflage naturel. Une fois le courant coupé, le diesel du groupe électrogène continuera de tourner pendant huit bonnes minutes. C'est

dans ce laps de temps que nous devons franchir les deux mètres du grillage, nous laisser retomber de l'autre côté et ramper dans le champ !

Celui-ci sera plongé dans une soudaine obscurité alors que le rugissement du moteur couvrira les bruissements de nos évolutions. L'avantage majeur, c'est que les yeux des gardes brutalement sevrés de lumière seront voilés, éblouis, désorientés et ne s'adapteront à l'obscurité qu'au bout de quelques minutes. Et ce sont justement ces minutes qu'il faudra mettre à profit pour prendre le large ! Car, en plus d'avoir le regard embrumé, nos cerbères auront les tympanes noyés par le barrissement du groupe électrogène. Bref pour bénéficier de tous ces atouts, il faudra imposer un timing scrupuleux.

Le grillage offre, entre autres avantages, de couvrir notre fuite. La bouche de sortie du tunnel ne s'ouvrira pas en plein champ mais restera camouflée entre la muraille et le feuillage touffu. Ce qui retardera l'alerte et la chasse à l'homme qui s'en suivra. Les quelques hectares qui bordent ce moucharabieh de verdure sont un no man's land en jachère. Nous aurons donc à ramper sur une soixantaine de mètres pour traverser ce terrain inégalement défriché et nous mettre à couvert. Il faudra se positionner à égale distance des deux miradors. En étant dans le champ, il va falloir ramper en ligne droite et ensuite, une fois hors de portée, obliquer vers la première parcelle plantée.

Maintenant que j'ai pris le pouls de la situation, il me faut décider combien d'entre nous s'échapperont. Enhardi par les conditions favorables constatées, encouragé par mon instinct et un peu poussé par l'orgueil, je suis tenté, avant même d'abattre le jeu, d'augmenter la mise. Tant qu'à faire, et quelle que soit l'issue de cette aventure, je ne résiste pas à l'audace du panache. Quand le cabinet royal apprendra «la bonne nouvelle», l'effet sera énorme... Un

impact encore plus énorme s'il manque plusieurs de ses « invités » à l'appel ! Cette évasion est mon enfant, je l'ai imaginée, pensée et conçue. Mais elle a aussi un parrain et sept marraines, sans lesquels cette belle n'aurait jamais grandi ni marché ! Toute la famille, sans exception, mérite donc d'embarquer dans l'arche que nous avons construite.

Au vu de ma reconnaissance, je conclus que nous pouvons nous enfuir à quatre. Malika est prioritaire. Pour des raisons de santé, Halima, Achoura, ma mère et Myriam ne partiront pas. Reste à choisir qui d'Abdelatif, Soukaïna ou Maria, fera partie du voyage ? Lorsque nous en parlons, pour la première fois mon petit frère intervient fermement :

— Si nous devons mourir, je veux au moins savoir ce qu'est la campagne et l'air libre !

Ce cri du cœur vaut plus à mes yeux que le plus brillant des plaidoyers. Je ne peux que me soumettre, et Malika aussi. Quant à Soukaïna, elle a un geste magnifique que je n'oublierai jamais : elle nous évite, à Malika et moi, un douloureux dilemme, en se désistant d'emblée en faveur de Maria. Myriam étant trop affaiblie, il faut absolument qu'une des filles reste pour refermer le tunnel, ainsi que le passage entre leur cellule et celles d'Halima et de Achoura. Or Soukaïna a acquis de la pratique pour ce travail. Elle devra aussi reboucher la brique au bas du mur mitoyen de la cellule de ma mère. Nos compagnes de misère boucleront le goulet de leur côté, et la fosse entre leur cachot et le mien. Seul le trou dans ma geôle restera béant.

Je suis rassuré. Soukaïna a de grandes qualités, dont le sens du sacrifice. Elle est aussi la mieux qualifiée à mes yeux pour assurer une fermeture impeccable. Je sais que nous pouvons pleinement compter sur elle pour couvrir nos arrières.

La nuit s'éclaircit, la lune se lève, se dévoile timidement. Mon repérage terminé, je disparaissais à reculons dans le tunnel. Vers 4 heures du matin, l'ouverture est prête. Nous pouvons faire sauter le couvercle des racines de lierre à tout moment ; nous en avons découpé le pourtour en laissant la pelote de tubercules camoufler la bouche de sortie. Nous pourrions nous évader cette nuit même. Malheureusement nous sommes un samedi et les représentations diplomatiques sont fermées le week-end ! Notre objectif étant de nous réfugier dans une ambassade, nous sommes contraints d'attendre le dimanche pour nous faire la belle.

Bientôt, le brave Cornélius, l'« âne horloger ». nous indique qu'il est temps de refermer le chantier et de regagner nos tanières.

L'aube du dimanche 19 avril se lève quand nous achevons de donner le dernier coup de chiffon, la dernière retouche au maquillage. Assommé par l'effort et la tension, je sombre dans un sommeil profond mais hélas de bien courte durée. Vers 10 heures, des coups au mur me réveillent. Le bouchon d'argile saute. Un message m'arrive de chez mes sœurs : « Ils sont en train de monter des parpaings et du matériel sur le toit. Ils ne vont pas tarder à commencer la construction du mirador. Branche le téléphone. »

Je m'exécute immédiatement. Nous nous parlons brièvement. Nos geôliers peuvent d'un moment à l'autre entamer la construction du nouveau mirador. Cette guérite sur le toit des filles ne demande que trois murets avec autant de fenêtres ouvertes, et un toit de tôle et de contreplaqué. L'achèvement de cet observatoire n'est donc plus qu'une question d'heures ! Nous sommes tous d'avis qu'il faut coiffer les gardiens au poteau et nous évader cette nuit ! Tout le monde acquiesce. Nous coupons l'écoute.

Chacun s'applique à préparer l'heure H, fixée en ce dimanche, à 21 h 30 ! Onze heures à peine nous séparent de la « grande évasion ».

Je passe en revue les derniers préparatifs. Ma mère a fait, avec les moyens du bord, honneur à la commande primordiale de l'« intendance ». Après avoir cousu les « lampions », les « boudins » les « éléphants », elle a réussi la gageure de fabriquer dans la friperie de notre « garde-robe » des tenues de ville assez correctes pour se fondre dans la foule bigarrée des zones urbaines. Nous passerons inaperçus dans un Maroc où la majorité des gens est humble. Les habits manquant de fraîcheur, légèrement élimés, ou de mauvaise qualité, sont aussi courants dans les rues du royaume que les costumes Smalto le sont au palais et dans son entourage. Nous avons fait la chasse au moindre morceau de tissu sombre, à la moindre doublure foncée. J'ai demandé à ma mère de recouvrir les vieilles hardes avec lesquelles nous sortirons en rase campagne, de lambeaux d'étoffe noire ou bleu marine. Je lui ai également commandé des cagoules. Nous emporterons nos tenues de ville tassées dans un petit sac de toile. Dans une autre besace sombre, nous mettrons les carnets de l'histoire que nous raconte Malika, et ceux de mes fables et de mes poèmes. Nous n'emporterons qu'une petite gourde d'eau, improvisée dans une bouteille de plastique. Il faudra qu'elle soit pleine jusqu'à chasser la moindre bulle d'air. Lorsque nous ramperons, elle ne doit émettre aucun clapotis ! Je m'armerai des deux barres de fer et d'un couteau. Sans oublier notre « Walter 9 mm »... J'emporterai également douze allumettes et deux cigarettes et demie.

Nous avons aussi pensé au problème que nous poserait une errance dans les rues sans argent. Le manque de sous pourrait abrégé notre cavale... Nous avons gardé un petit souvenir de notre père : c'est la plaque en or d'une gourmette qu'il

s'était achetée en Indochine. Je me rappelle l'avoir interrogé un jour :

— Pourquoi t'es-tu payé un objet clinquant qui ne ressemblait guère à tes goûts ou tes manières, et que de plus tu ne portes jamais ?

— J'étais flambeur, me dit-il. Par conscience et pour ne pas claquer toutes mes soldes, j'ai investi dans de l'or en espérant que cela pourrait servir en cas de disette. Le destin a voulu que cette gourmette reste dans une vieille boîte. Tiens, garde-la en souvenir... Pour les cas de disette.

Mon père ne pensait pas si bien dire. Cette gourmette a eu l'étrange destinée d'être achetée à Saigon par un jeune capitaine, d'atterrir dans un mouroir, pour enfin aider ses enfants, quelque quarante années plus tard, à réussir leur cavale ! Bref, de l'objet nous n'avons conservé que la barrette sur la face de laquelle est gravé le nom de mon père et sur son revers son numéro de matricule dans l'armée française. Nous avons limé l'un comme l'autre pour effacer tout indice compromettant. Si bien que notre paquetage s'enrichit de quelques dizaines de grammes d'or qui nous seront, comme nous le verrons plus loin, bien utiles !

Dernier détail, j'ai demandé à Achoura depuis trois mois déjà d'économiser les dés à coudre de poivre qu'on nous distille pour cuisiner. Ma fréquentation assidue des maîtres-chiens de la police, lorsque j'étais adolescent, me sert à anticiper : je possède maintenant un petit sachet de cette épice précieuse qui, additionnée à du sang, déroute les animaux pisteurs. Je compte utiliser le procédé en parsemant mon chemin comme le petit Poucet même si l'ogre que j'aurai à mes trousses sera autrement plus effrayant que celui du conte. Pour semer les sbires du roi, il va falloir faire marcher ses méninges bien plus que la « pompe à poivre » !

Ce dimanche après-midi s'écoule dans la frénésie des préparatifs. Depuis trente-six heures, nous n'avons pratiquement pas dormi. Voilà dix semaines que nous creusons sans relâche. Mais dans ce va-tout, notre énergie viendra de notre désespoir, notre endurance dépendra de notre foi et notre hargne prendra sa source dans l'injustice que nous subissons. Si la force du corps peut s'avérer parfois utile dans les petites querelles, il est certains combats qui ne se gagnent qu'à la force de l'âme.

A 17 heures nos gardiens rentrent pour « servir la soupe ». Borro n'étant pas là, l'équipe de corvée expédie la distribution de la gamelle et ressort du « carré des invités >> sans mot dire. Les bruits de bottes qui crissent sur l'allée, de clés qui caquettent dans les serrures, de cadenas qui claquent sur les portes blindées, de verrous qui grincent dans leurs massives ornières, toute cette symphonie du malheur, cette litanie de la désespérance, dans quelques heures et si Dieu le veut, je ne les entendrai plus jamais. Je serai loin ou je serai mort ! ^{II}

Il est 19 h 30, le jour recule. Il fait sombre et froid dans mon cachot. Dès qu'à 20 h 30 le groupe électrogène s'allumera, j'ouvrirai mon passage et le compte à rebours commencera.

En attendant, à la lueur de ma « lampe romaine », je griffonne sur de minuscules bouts de « papier maison » un message à de multiples personnalités internationales. Si j'arrive jusqu'à une poste j'enverrai ces graffitis à José Artur, avec pour seule adresse : « France Inter, Pop Club, Paris », parce qu'il a été, avec d'autres animateurs et journalistes de radio, un compagnon dans notre misère. Au-delà du professionnel, nous apprécions l'homme. Je lui ai rédigé un mot en notre nom à tous pour lui demander de nous aider : « Nous n'avons que vous et nous sommes sûrs de ne pas

regretter notre choix. Seule l'immense satisfaction d'avoir sauvé de la mort toute une famille à genoux sous le poids d'une croix vous gratifiera. Au nom des vôtres que vous chérissez, ne nous abandonnez pas, monsieur Artur ; sau- vez-nous ».

Je prie l'animateur du *Pop Club* de bien vouloir, en le dupliquant, envoyer notre SOS à François Mitterrand, à Jean-Paul II, à Ronald Reagan, à Elie Wiesel, à Jean Daniel, à Michel Piccoli, à Yves Montand, à Simone Signoret dont nous ignorons le décès, à Alain Delon, un ami des beaux jours, à Catherine Deneuve. à Pierre Desproges et j'en passe ! Sans oublier la reine d'Angleterre et Margaret Thatcher, en leur rappelant que leur beau pays a livré les pilotes du 16 août 1972, réfugiés à Gibraltar, et qu'il est, par là, éminemment responsable de notre calvaire ! Je joins à notre appel de détresse un poème intitulé « Nos pages de peines ».

Nous avons bien essayé de dormir quelques minutes, mais rien n'y a fait. Chaque seconde qui passe nous rapproche du dénouement, augmente notre anxiété, entretient notre impatience. Je ne me concentre que sur le plan. Je fais et refais dans ma tête l'expertise complète de son déroulement.

A 20 h 30 le groupe électrogène toussote, puis s'élance. Son vacarme emplît la campagne alentour. Avant de me glisser sous la cloison de mes voisines pour rejoindre la cellule de mes sœurs, je vais au mur et caresse de la main les effigies de mes compagnons imprimées par l'humidité. J'embrasse Emma une dernière fois :

— Adieu, ma belle, c'est le moment, je dois y aller... Prie pour nous, croise les doigts... Promets-moi que tu nous accompagneras pour nous protéger !

Elle tiendra parole : en 2001, je découvrirai par hasard, en regardant les éphémérides qui concluent la météo sur

France 2, que le 19 avril jour de notre évasion, est le jour des Emma !

Lorsque je rejoins la cellule de mes sœurs, celles-ci ont déjà ouvert la galerie.

En attendant que je donne le signal du départ, nous nous réunissons dans la petite pièce qui sert de dortoir à mes sœurs. La brique au bas du mur est retirée. De l'autre côté, ma mère agenouillée tend son cou, plaque son visage dans l'encadrement vide de son parpaing. Nous nous agglutinons, qui à plat ventre, qui arc-bouté, autour de cette lucarne par laquelle filtre un courant d'air sporadique. Une haleine moisie, parfois chargée de particules de poussière, filtre par cet orifice. Elle nous embue les yeux et nous fait plisser les paupières. De l'autre côté ma mère tend désespérément ses bras décharnés, ses mains abîmées, pour nous toucher, nous palper un par un. Depuis quinze ans, elle assiste au calvaire de sa progéniture et au sien propre, sans avoir même vu grandir ses enfants, devenus des hommes et des femmes. Maintenant elle ne peut que les effleurer à travers un trou, avant qu'ils ne s'élancent dans une folle aventure où ils vont jouer leur destin sur un coup de dés et risquer leurs vies, ou du moins ce qu'il en reste...

Je laisse les miens prolonger ce que nous espérons être un au revoir, tout en étant conscient que ce pourrait bien être un adieu...

Je descends dans la galerie jusqu'à la sortie pour vérifier que tout est en place. En sortant le buste du trou, le vacarme du groupe électrogène me rassure. Je rampe dans la tranchée grillagée pour un ultime repérage. Tout semble propice. Je me réengage sur le ventre, les pieds en avant et à reculons dans le tunnel.

À mon retour, nous abrégeons les effusions. Il est l'heure de nous séparer. Je montre une dernière fois aux partants

la façon correcte de ramper, sans lever la tête, les épaules ou les reins du sol. Le moment approche, nous « embrassons » notre mère. Par l'espace de la brique, nos mains se touchent, nos doigts s'étreignent une dernière fois. Ma mère nous souffle la gorge nouée :

— Que Dieu vous bénisse... Et quoi qu'il arrive je suis fière de vous, et votre père, s'il pouvait vous voir, le serait tout autant...

Nous prenons sur le pouce du « café » et une galette de farine. Puis nous enfilons nos tenues de combat. Ce sont des guenilles rapiécées de toutes parts avec des morceaux de tissus hétéroclites, pourvu qu'ils tirent vers le noir. Par économie, nos cagoules laissent apparaître la lisière de nos fronts, l'arête de nos nez. et un brin de nos pommettes. Je demande à chacun de les enduire de suie de bougie, ainsi que le dos de ses mains. Nous avons tassé nos tenues de ville, nos écrits, et notre « armement » dans deux petites besaces de toile noire. Je les transporterai, pour alléger les autres lorsque nous ramperons. Nous refaisons une dernière fois la *check-list*. Sur le point de nous élancer, nous enlaçons Myriam, Soukaïna, Halima et Achoura. La tension est forte mais l'espérance plus encore. L'instant est solennel, mais reste sobre. Tous font preuve de maîtrise et de dignité. Si nous parvenons à nous enfuir, nous aurons douze heures pour tenter de nous réfugier dans une ambassade. Car dès 10 heures, demain matin, l'alerte sera donnée.

Il est maintenant temps d'y aller... Avant de nous introduire les uns après les autres dans la galerie, ma consigne est formelle :

— Je serai en tête de la progression. Les autres devront suivre à la lettre et dans tous les cas de figure mes gestes et mon exemple. Si je m'arrête, ils devront en faire autant.

Quoiqu'il advienne, et si nous sommes découverts, il ne faudra en aucun cas se lever ou courir. En cas d'ouverture du feu il faudra rester calme, se plaquer au sol et continuer de ramper, en prenant chacun une direction différente.

Vers 21 h 30, je m'engage le premier dans le tunnel. Une fois sorti entre la muraille et le grillage, je m'allonge au bord du trou pour aider les autres à s'en extraire. Pour Abdelatif et Maria tout se passe vite et sans accrocs. Malika sort son buste et reste coincée par la taille. Je me mets sur les genoux en la tirant de toutes mes forces. La malheureuse est sur le point d'abandonner quand, derrière elle dans la galerie, Soukaïna vient à sa rescousse. Les minutes s'écoulaient aussi longues que des heures. Ma petite sœur se désespère et ne cesse de chuchoter à Malika :

— Fais vite, Kika, fait vite, sinon reviens, ça risque de tout faire foirer !

Malika pousse de toute son énergie et je la tire vers moi de tous mes muscles. Elle étouffe dans une grimace le gémissement que lui arrache la douleur, et je contiens celui que me procure l'effort violent. En désespoir de cause, je me redresse sur un genou pour rendre plus efficace mes appuis, et décupler la traction ascendante que j'exerce sur le buste de ma sœur. Je l'empoigne fermement sous les bras pour tenter de l'extraire de terre comme un bouchon de sa bouteille. Elle me souffle :

— Je ne passe pas, c'est impossible... Allez-y, allez-y sans moi, avant qu'il ne soit trop tard...

Malika et moi avons été si proches, si unis et complémentaires dans les épreuves, que je ne me résous pas à l'abandonner en si bon chemin ; ce serait trop bête ! Après tant de sacrifices et d'efforts déployés par tous, j'ai déjà le cœur suffisamment meurtri de ne pouvoir emmener tout le monde. Dans notre vie passée nous partagions déjà, Malika et moi, beaucoup d'affinités et avions pratiquement les

mêmes amis. Ce qui du vivant de notre père était une relation de bonne intelligence, une entente fraternelle, la souffrance et les épreuves l'ont transformée en une fusion de « frères d'armes ».

J'en appelle à toute ma rage. Dans une tentative désespérée, je tends mon corps au-delà de ses limites, et Malika sert les mâchoires pour ne pas crier. Enfin elle s'arrache de l'alvéole, en y laissant vingt centimètres de peau de sa hanche et de ses cuisses. Dès que je l'extirpe nous nous plaquons au sol, pour reprendre notre souffle. Abdelatif et Maria sont couchés dans la tranchée, devant nous. Je passe sur les corps pour me porter en tête de colonne. Nous avons bien convenu avant le départ que les panants devraient fixer leur pas sur le mien, être attentifs au moindre de mes gestes, et mimer en toutes circonstances mon attitude. Tant que le diesel tourne, nous pouvons à la rigueur chuchoter. Couchés à la file indienne, dans ce corridor étroit de cinquante centimètres, nous rampons en silence. Le menton de l'un frôlant les talons de l'autre, notre convoi de chenilles progresse entre le mur d'enceinte et le grillage envahi par le lierre. À plat ventre, nous avançons dans la tranchée humide en nous dirigeant vers notre gauche. Nous évoluons à l'opposé du mirador le plus proche de la bouche du tunnel. Il se trouve à une trentaine de mètres sur notre droite et prolonge au bout du bâtiment l'angle de ma cellule. Comme tous les perchoirs qui ceinturent la cour du « carré des invités », il culmine à près de huit mètres et domine le toit de la prison ainsi que la campagne environnante. Les gardes qui s'y relaient ont pris l'habitude tout au long de ces interminables années, de fixer leur attention plutôt vers l'intérieur du camp que sur les champs qui s'y adossent. D'autant plus depuis que la muraille est venue doubler le mur extérieur de nos cachots.

Nous continuons notre progression lente et méticuleuse en direction de l'observatoire qui contrôle l'entrée du camp. Sa hauteur n'excède pas les trois mètres. Nous devons nous positionner, avant l'extinction des feux, à une égale distance du mirador de droite et de gauche. Car une fois le grillage enjambé, nous serons dans leur ligne de mire et à une cinquantaine de mètres de l'un comme de l'autre. Il faudra traverser le plus vite possible le champ voisin pour se mettre à l'abri dans les cultures qui le prolongent. Les quelques dizaines de mètres de ce no man's land seront les plus critiques. Il nous faudra profiter de la poignée de minutes où la lumière est coupée et où le groupe électrogène tourne toujours.

Notre train humain chemine encore sur quelques mètres. J'ai recommandé à chacun de ne plus bouger un cil, et de se tapir figé tel qu'il aura atterri sur le tapis de lierre de l'autre côté du grillage. Cette flaque de chlorophylle, qui s'étale sur un bon mètre en partant de la base du treillage, amortira notre chute et nous servira de camouflage naturel avant que nous ne nous élancions pour parcourir le champ. Nous nous arrêtons à hauteur du petit tas de ciment que j'avais repéré lors de ma reconnaissance. Nous l'utiliserons comme marchepied. Plaqués au sol, nous attendons. Je pointe mon museau à travers le feuillage dense de la haie. J'observe avec la plus grande attention la parcelle que nous nous apprêtons à traverser. Mon regard balaye sans relâche le moindre centimètre carré de ce no man's land. J'imagine quelle pourrait être la meilleure trajectoire pour profiter des quelques touffes et des dénivellations les plus significatives du terrain. La lumière des nombreux projecteurs braqués sur l'enceinte intérieure du camp, se réfléchit à peine sur les quelques premiers mètres du terrain vague. Mais elle est si grandement atténuée, qu'elle se réduit à un infime contre-jour, à un vague halo

que l'humidité nocturne rend brumeux ; au-delà, il fait nuit noire. Je garde ma main en visière sur mes yeux. Je ne voudrais pas qu'un quelconque reflet sur mes pupilles trahisse ma présence, comme un faisceau débusque inévitablement l'iris phosphorescent d'un chat dans le noir. Le groupe électrogène gronde toujours. Dès que le courant sera coupé et que le bourdonnement du moteur continuera, je donnerai le signal. Une seule prière m'habite : « Puisse la conclusion de ces quinze terribles années d'emprisonnement être une fin heureuse ou une mort honorable... >>

L'attente est éprouvante. De brèves rumeurs nous parviennent lointaines, estompées par le vacarme mécanique. Le puissant diesel qui alimente en électricité la « ferme- prison » répercute imperceptiblement ses vibrations le long du grillage. En plaquant l'oreille contre les mailles d'acier, je sens courir une onde frémissante, une étrange mélodie, un susurrement métallique. Le moteur du générateur change inopinément de régime. Le claquement de ses pistons est moins aigu, moins soutenu. Mon ouïe connaît bien cette légère baisse d'intensité, cette variation du diesel, qui annonce la coupure imminente du courant. Je fais un signe à Malika toute proche derrière moi. Elle répercute sur les autres la mise en alerte. Soudain le camp plonge dans l'obscurité. Le groupe électrogène continue de tourner. Son barrissement nous paraît subitement amplifié dans l'obscurité. C'est le moment ! Je me lève d'un bond. Les autres en font autant. Je pose un pied sur le monticule de ciment. Ma cuisse droite, ainsi fléchie, fait angle droit avec mon mollet. Elle me sert d'escabeau pour catapulter un à un les fugitifs de l'autre côté du grillage. Je prends soin d'accompagner chaque voltigeur, en le tenant fermement par les poignets, jusqu'à ce que ses pieds ne soient plus qu'à une vingtaine de centimètres du sol. Tout se passe très vite. En

moins de trente secondes, Malika, Abdelatif et Maria ont franchi la clôture de lierre. Leurs vagues silhouettes blotties l'une contre l'autre forment, en lisière du champ, un tas sombre, aplati, sans angles protubérants. Le matelas de lichen dans lequel leurs corps se sont souplement enfoncés les enveloppe et les dissimule efficacement. Je les rejoins aussitôt. J'utilise le tas de ciment comme tremplin. En agrippant le sommet d'un des poteaux en béton, qui soutiennent à intervalles réguliers le grillage, je m'en saisis comme d'un pommeau. Je m'arrache de terre d'un coup de reins sec, le genou droit bien ouvert, comme on saute en selle à la volée. Je survole la façade verte, pour atterrir jambes fléchies. Dans l'élan, je laisse mon torse chavirer vers l'avant, jusqu'à ce que mon poitrail me serve de train d'atterrissage. Je tombe à une coudée de mon frère et de mes sœurs figés tels des statues de sel, le nez dans le lierre. Le générateur trépide toujours. Son bruit de marteau-piqueur couvre la campagne et me conforte sur nos chances de succès. La main de Malika et la mienne se cherchent et s'étreignent puissamment. Par une brève pression nous nous transmettons bien plus qu'un signal ou un encouragement. Nous n'avons pas besoin de nous parler pour clairement nous entendre. Sans mots nous nous comprenons comme seuls peuvent le faire un frère et une sœur, devenus dans le malheur profondément amis, étroitement complices. Par cette simple pression de la main, nous partageons un même sentiment, une même pensée : « Nous y sommes presque ! »

Depuis la coupure du courant, je compte chaque seconde écoulée. Nous n'avons pas de montre et il est primordial que je conserve la notion du temps. Nous avons cinq ou six minutes pour traverser le no man's land et disparaître dans les champs de culture... Nous commençons à ramper. Tous mes sens en éveil, je règle la cadence de

nos ondulations au rythme du moindre son suspect qui me parviendrait. Tous les quatre ou cinq mètres franchis, nous marquons trois secondes d'arrêt. Puis, à mon signal, nous reprenons notre procession en serpentant à fleur de terre, la tête bien enfoncée dans les épaules. Nous avons déjà parcouru une quinzaine de mètres... Moins de deux minutes se sont écoulées depuis que nous avons passé le grillage.

Le groupe électrogène poursuit son bruit d'enclume. Nous avançons encore. Je continue le décompte des secondes. L'air est tellement chargé d'humidité que des filets de brume flottent au ras des champs. Malgré la concentration et la tension extrême qu'exige l'instant, je ne peux empêcher mille sensations nouvelles de déferler sur moi, d'irradier mon corps au point où l'instinctif, le tactile tentent de disputer mon attention au mental et à la réflexion. L'odeur de l'herbe mouillée, la moiteur de la brise chargée d'un soupçon de sel, du parfum des foin, du lointain fumet de l'étable et de l'effluve subtil et sucré des vergers me pénètrent par tous les pores. Ces senteurs de vie, longtemps oubliées, m'assènent un choc violent, m'inondent d'une jubilation approchant l'état de grâce. Le confinement de mon cachot a mis en quelque sorte mon olfaction en « chômage technique ». Au fond du « nouveau puits » les seules odeurs que l'on renifle sont celles de la merde et de la mort !

Face contre le sol, je lève un coin de paupière vers la voûte sombre du ciel. Quelle merveille ! La petitesse des hommes m'avait fait oublier à quel point il était grand.

Des nuages effilés se déplacent nonchalamment, créant d'innombrables nappes blanches, laissant apparaître par des trouées enguirlandées, de rutilantes oasis d'étoiles. Cet imbroglio de sensations délectables, si intimes, si physiques, me procure une intense euphorie. On pourrait m'abattre sur place que je mourrais béat !

Nous avons maintenant passé les vingt-cinq mètres. La légère brume commune aux nuits du littoral atlantique ne cesse de s'épaissir. Il nous reste près de la moitié du chemin à parcourir. Au ras des herbes, je pointe régulièrement mon regard vers le champ de fèves qui ondule au bout du no man's land. Je me domine pour ne pas céder à la précipitation. Je m'efforce de conserver à notre progression régularité et précautions. Nous entendons au loin des aboiements. La région foisonne de propriétés agraires. Les fermiers ont pour coutume d'avoir une meute de bâtards sur leurs terres. Les sons se précisent. Les aboiements se rapprochent. Je ralentis la progression. Une ombre surgit de la nuit. Nous cessons de ramper. Un chien, tous crocs dehors, fonce sur nous. Il arrête sa course furieuse à trois mètres de moi. Le poil hérissé de sa puissante encolure le rend plus féroce encore. Pourtant il reste sur ses gardes. Il menace mais n'attaque pas. Généralement, les chiens ne se ruent pas sur une forme inerte allongée au sol. Ils sont désorientés et hésitent. Ils ne deviennent enragés que s'ils voient fuir devant eux une silhouette en mouvement. Nous nous figeons. Je glisse ma main dans l'une des besaces en toile pour me saisir de la barre de fer. Ce réflexe ne me fait cependant pas perdre de vue la priorité absolue : ne pas se faire remarquer par les miradors que nous avons laissés derrière nous. Si je frappais ce chien il n'en ferait que plus de raffut. J'avance de quelques centimètres. Malika, Abde- latif et Maria sont groupés, immobiles. Ils sont légèrement décalés sur ma droite et leurs têtes à hauteur de mon mollet. De sorte que je me trouve pratiquement nez à nez avec la bête. Le molosse entreprend une drôle de danse. Tantôt les pattes antérieures tendues, l'échine cambrée, la croupe relevée, le museau au ras de l'herbe, il grogne les babines retroussées, les crocs luisants et la langue baveuse. Tantôt il reprend ses aboiements furieux, qu'il ponctue de quelques

demi-tours violents sur lui-même, comme s'il voulait se mordre la queue. Je lui aurais volontiers donné mon bras à bouffer, pourvu qu'il se taise !

Une voix s'élève du haut d'un mirador :

— Qu'est-ce qui ce passe ?

Pétrifiés, nous nous aplatissons comme des galettes. Nous arrêtons même de respirer. L'intensité du timbre atteste que sa source est à une certaine distance ; en tout cas, assez raisonnable pour me rassurer sur nos chances de passer inaperçus.

L'occupant de l'autre tourelle lance :

— T'inquiète pas ! Ce sont les chiens du voisin... Ils ont dû tomber sur un lièvre ou un rat !

A peine a-t-il fini sa phrase que son acolyte allume une lampe de poche. Le faisceau nous survole et s'arrête à quelques mètres devant nous, droit sur le molosse qui continue sa danse folle. Au même moment, un autre chien à la robe crème s'approche du premier en trotant, sans même aboyer. Il renifle le postérieur de son congénère, et fait un tour complet autour de lui. Puis les deux bâtards rebroussent chemin et disparaissent en silence. A cette distance, le faisceau de la lampe torche s'essouffle à les suivre dans la brume ; il faiblit puis s'éteint... Un autre écho nous parvient de l'autre mirador :

— Ce n'est rien, je te dis ! Ce sont les chiens !

Nous ne demandons pas notre reste. Je n'attends que trois secondes et nous reprenons nos lacets. Nous filons comme des couleuvres sur un lit de rosée. Moins de dix mètres nous séparent du champ de fèves. L'air n'a cessé de se densifier. La nuée clairsemée qui flottait sur les alentours s'est maintenant transformée en un brouillard enveloppant. Des vapeurs montent du sol et une nappe stationnaire plane à quarante centimètres au-dessus de

lui... On ne sait si c'est la terre qui fume ou le ciel qui se répand et en assiège la surface. Je ne rêvais pas de conditions aussi parfaites pour couvrir notre fuite ! Cela nous rassure. J'ai l'intime conviction qu'une main invisible nous accompagne et nous protège. Erronée ou pas, cette certitude va nous donner un avantage inestimable : la foi en notre entreprise, la confiance de la voir aboutir, puisque nous avons survécu au pire et réussi le plus dur. Si nous sommes arrivés jusque-là, nous sommes capables de passer au travers du filet qui se tissera sur tout le royaume pour nous retrouver. Lorsque l'on a franchi une montagne, on se sent amplement de taille à sauter une haie. La cavale sera de toute façon moins difficile que l'évasion du « carré des invités »... Il est plus aisé de courir que de renaître du ventre de la terre ! Et nous ne pouvons nous empêcher de penser à la prophétie du voyant d'Assa.

Plus que quelques brasses et nous serons à couvert. Nous avons épuisé le temps qui nous était imparti pour traverser le terrain vague. Nous entendons les derniers gargouillements du groupe électrogène. Il tousse, bégaye et s'étrangle enfin dans un rot tonitruant. Un silence glacial s'abat sur le camp.

Au même moment nous touchons au but. Nous nous enfonçons dans les sillons du champ de fèves. Nous nous faufile dans les intervalles réguliers qui séparent les rangées de tiges bien droites. Dans ces couloirs étroits dont nous ne voyons pas le bout, la terre est grasse et ses mottes moelleuses. Ce limon sent la vie, et non l'odeur moisie du sous-sol, et les relents âcres, suffocants, de nos catacombes !

Nous rampons dans cette verdure qui culmine à moins d'un demi-mètre. Mais quinze années de confinement nous la font paraître aussi luxuriante qu'une forêt tropicale. Il serait impossible de restituer en quelques lignes ce que tant de frustrations ont étouffé en nous. Et les mots

manquent pour retranscrire ce que peuvent nous procurer ce million de sensations que nous croyions périmées et que nous recevons en pleine figure, et dans des circonstances extrêmes. Je n'ose même pas imaginer ce qui se passe en ces instants dans la tête d'Abdelatif qui n'a rien connu de la vie, et pour lequel cette renaissance doit avoir un impact supérieur à celui, déjà extraordinaire, qu'elle a sur nous, ses aînés...

Passés deux ou trois mètres dans le plant de fèves, nous nous accroupissons prudemment pour nous retourner. Puis nous revenons sur nos pas à plat ventre, jusqu'à la lisière de la parcelle plantée. Nos têtes atteignent à peine la limite du feuillage. De plantureuses gousses, translucides, vernies, pendent sur nos fronts. De là où nous sommes, nous évaluons mieux l'étendue du no man's land et la précarité de sa traversée... Même si nous ne réalisons pas encore complètement l'ampleur de notre exploit, une joie sauvage, intense, m'envahit : cette évasion, c'est l'oeuvre de ma vie. Je n'échangerais pas la fierté qu'elle m'inspirera toujours, contre mille ans de puissance et de gloire. La satisfaction que l'on ressent à vaincre l'injustice est bien plus voluptueuse, que la misérable gratification d'une vengeance aveugle et personnelle. Si l'histoire se montre parfois indulgente avec la violence politique, lorsque celle-ci est supposée être dictée par l'idéologie ou la raison d'État, elle ne pardonne que rarement l'acte gratuit. Et n'excuse jamais le sacrilège de s'en prendre à la famille de celui que l'on combat.

Le brouillard persiste. Nous restons ainsi quelques minutes, tapis dans le champ de fèves. La silhouette inquiétante du camp émerge d'un cerceau cotonneux. Avec ses miradors, son imposante muraille d'enceinte dont les bords supérieurs sont couverts de pics et de chevaux de frise, le

« nouveau puits » vu de l'extérieur est encore plus terrifiant ! Nous ressentons tous la même déchirure, sachant que les nôtres sont encore dans ces murs abominables. Ma- lika se blottit contre moi. Sa voix tremble. Elle écrase une larme :

— Je n'arrive pas à croire qu'on nous ait enterrés là-dedans pendant tant d'années... Et ça me rend folle, de penser que les autres y sont toujours.

Je coupe court à cette révolte légitime que nous ressentons tous. J'essaye de trouver l'argument le plus convaincant possible :

— Malika, dis-toi bien que si nous réussissons à alerter le monde, les autres seront sauvés. Ils ne toucheront pas un seul de leurs cheveux, si nous parvenons à joindre les médias étrangers... Mais si par malheur nous échouions, et qu'ils nous rattrapient avant, je n'ose même pas penser à ce qu'ils feront à nous tous...

Pour détendre l'ambiance, et avant de se mettre en route vers l'inconnu, nous arrachons à pleines mains les gousses et en dévorons les fèves fraîches. Nous n'oublierons jamais le délice, la volupté, de cette première « nourriture de la liberté ». Avant de les porter à notre bouche, nous portons un toast à la santé des nôtres que nous laissons à regret derrière nous, « aux camarades restés là-bas »... Nous enfouissons autant de fèves que nous pouvons dans nos besaces et nos poches. Ce sera notre carburant pour la route. La brume persiste. Nous tournons les talons et prenons le large.

Les cinq prisonnières restées dans le « carré des invités » nous raconteront plus bien plus tard comment elles ont vécu ces heures interminables d'attente et d'angoisse. Elles ont bien plus de mérite que nous. Car nous sommes dans le feu l'action et elles dans l'anxiété de l'attente. Elles ont entendu les chiens aboyer. Ma mère est restée prostrée dans

sa cellule. Agenouillée, face au mur, elle ne cesse de prier, jusqu'à la transe. Myriam, Halima et Achoura se sont blotties sur une paille, qu'elles ont installée au bord du puits vertical. De temps en temps, l'une d'elle penche le visage sur le trou et écoute. Elles attendent que Soukaïna revienne leur donner des nouvelles. Ma jeune sœur est restée le buste hors du tunnel, entre le grillage et la muraille. Pendant plus d'une heure, elle n'a pas bougé de là, jusqu'à s'assurer que nous étions loin. A son retour, elle informe les autres qu'un brouillard inespéré a contribué à notre fuite. Ma mère pleure et remercie le ciel d'avoir entendu ses prières.

Regonflées par notre réussite, ma mère et les filles commencent la fermeture du tunnel et des passages. Elles s'appliquent comme jamais sur le moindre détail.

Chapitre XVIII

La cavale

En s'éloignant du « nouveau puits », aucun de nous n'ose se retourner sur l'ombre massive aux angles truffés de casemates et de miradors. Sans doute craignons-nous d'être envahis par la démente envie d'aller délivrer les autres fantômes ensevelis sous cette forteresse. En outre, si nous nous retournions par compassion, comme le fit pour d'autres raisons la femme de Loth en fuyant Sodome et Gomorrhe, ce n'est pas en statues de sel que nous nous métamorphosions mais en une flaque de larmes. L'adversité nous a depuis longtemps appris que les revers peuvent être le ferment de la volonté et que du pire on peut tirer un peu de bien. Nous n'avons plus qu'une pensée, un seul but : réussir à lancer le SOS qui nous sauvera tous.

Depuis que nous avons fui le mouvoir, nous marchons droit devant à travers champs. Bientôt nous longeons une piste en espérant qu'elle nous conduira à une quelconque route. Mais la région est un dédale de chemins de traverse quadrillant des parcelles à l'infini. Voilà plus d'une heure que nous trottons dans un labyrinthe de sentiers sablonneux qui s'entrecroisent, s'entremêlent et ajoutent à notre

confusion. Nous ne cédon pas au découragement et continuons à avancer à une cadence de fantassins.

Nous atteignons bientôt une piste plus large que les autres. Nous nous y engageons mais, par prudence, ralentissons le pas. Je me détache du groupe et marche à une demi-douzaine de mètres devant. J'aperçois sur ma droite une forme cubique immobile au bord du chemin... C'est une botte de foin ! Nous rapprochons-nous d'une quelconque présence humaine ? Est-ce un bon ou un mauvais signe ?

Quand la vision est réduite par l'obscurité, l'ouïe s'affine au point de devenir vos yeux. Nous entendons aboyer des chiens. Même si l'écho de la meute est d'abord lointain, le réflexe nous commande de nous jeter à terre dans les fourrés. Plaqué au sol, dans les hautes herbes, je relève légèrement la tête pour me permettre, grâce aux sons, d'anticiper une réaction. Soudain je devine dans la brume une incandescence sporadique. Tout en restant attentif aux aboiements qui se rapprochent, je fixe mon attention sur cette lueur étrange de tison rougi clignant entre ciel et terre... Sa position élevée et furtive m'intrigue. Je n'arrive pas à identifier ni à définir cette « apparition >> quand une quinte de toux déchire l'air... Elle nous parvient comme un coup de fusil. Alors je comprends l'impensable : c'est un garde qui fume, perché sur son mirador... Nous avons tourné en rond pour revenir dans le dos du camp ! Je rampe à reculons vers Malika. Abdelatif et Maria, qui calquent sur moi une marche arrière effrénée. Comme une meute reste en général à la lisière de sa ferme, de son territoire, nous creusons vite l'écart entre les bâtards et nous. Dès que nous sommes assez loin pour nous relever, nous courons à perdre haleine. Cette fois, en évitant les sentiers, nous coupons dans les cultures gorgées de rosée. Nos hardes sont détrempées, la brume est maintenant devenue un brouillard épais.

Nous comptons sur la lune ou l'étoile du berger pour nous orienter, mais le ciel bas et cotonneux nous enveloppe. Il s'agit de ne pas céder à la panique d'une mouche prisonnière sous une cloche de verre...

Essoufflés, nous nous affalons dans un champ de blé. Nous avons soif, mais il faut économiser l'eau. Elle doit en priorité servir à notre toilette si jamais nous atteignons la civilisation. Tant que nous ne trouverons pas un ruisseau pour nous débarbouiller, nous devons préserver notre eau. Nous nous accordons une gorgée d'eau chacun. Je sors une des deux cigarettes et demie emportées avec moi. Assis en tailleur, au milieu de nulle part, nous délibérons. Je suis d'avis de prendre quelques minutes de repos avant de nous remettre en marche. Reste à espérer que le brouillard finira par se dissiper. En attendant, il faut poursuivre notre progression sans autre boussole que notre instinct.

Il doit être minuit passé quand nous nous remettons en route. Nous évitons cette fois les pistes et nous enfonçons dans les terres. Pour aiguillonner le groupe, je ne cesse de rappeler l'échéance suspendue telle un couperet au-dessus de nos têtes : nous n'avons guère plus qu'une dizaine d'heures pour nous réfugier dans une ambassade. Sachant que le salut de tous les « invités » dépend de notre réussite, nos corps n'écoutent ni la fatigue ni la douleur. Portés par une volonté supérieure, la mission dont nous nous sentons investis exacerbe notre hargne et notre détermination.

Après une heure et demie de crapahutage, nous tombons à genoux pour souffler une seconde. Nos pieds sont meurtris mais nous ne sentons rien. Nos « chaussons », ces chaussettes doublées, mille fois rapiécées, avec pour toute semelle de la chambre à air de pneu, ressemblent à des mocassins d'indiens : efficaces pour amortir le bruit mais piètres protections contre les caillasses acérées.

Malika s'est arraché l'ongle d'un pied en heurtant une pierre. Je tente tant bien que mal de la soulager avec un morceau de chiffon humecté d'eau. L'ongle ne tient plus que par un fin lambeau de chair. Un pansement sommairement posé, nous repartons. Une autre heure s'écoule. Nous cheminons toujours dans un océan de blé, pagayant l'air de nos bras pour avancer. Fendre des hectares et des hectares de blé exige de nos jambes la même énergie que celle que déploie le corps pour avancer dans une eau tumultueuse.

Le brouillard se dilue lentement. Les nuages filent en rangs clairsemés. Un bout de lune joue à cache-cache avec cette nuée galopante. Quand le ciel commence à se dégager, nous pouvons enfin nous diriger en direction sud-sud-ouest. Désireux de doubler nos chances par une sorte de superstition, nous demandons à mon petit frère de marcher devant, de nous conduire. N'ayant jamais rien vu ni connu de la vie, il la découvre brutalement dans une évasion rocambolesque et une cavale effrénée... Selon le précepte « Aux innocents les mains pleines », nous espérons que sa pureté nous mettra sur le bon chemin.

Nous ne sommes pas dans les délais. Il serait grand temps que nous atteignions un axe routier.

Abdelatif trotte à quelques mètres devant nous. Je ne cesse de l'observer. Il marche, le plus souvent la tête levée, les yeux dans les étoiles, l'air envoûté, en extase. Parfois je saisis sur son visage un sourire de béatitude. Soudain, il disparaît de mon champ de vision, comme avalé par la terre. Je me précipite. Nous entendons sa voix tout excitée :

— C'est dur, c'est dur, je crois que ça y est ! Je crois que je l'ai trouvée... !

Le malheureux, ne sachant pas ce qu'est une route goudronnée, hésite à être catégorique de peur de nous déce

voir. Mon frère est tombé dans le fossé qui finit le champ de blé et borde la route. À quatre pattes nous palpons frénétiquement l'asphalte :

— C'est elle, c'est la route ! c'est du goudron ! c'est du goudron !

Transportés, nous trépignons de joie dans une danse spontanée.

Pas de temps à perdre. Nous nous débarrassons de nos « combinaisons de combat » dans les blés, nettoignons la suie de bougie avec l'huile d'un petit flacon emporté avec nous, puis faisons notre toilette avec le petit litre que contient notre « gourde » et enfignons nos « tenues de ville ». Les chaussures taillées par ma mère dans un sac de cuir sont aussi peu confortables qu'un tapis d'oursins et leurs coutures internes lacèrent nos pieds. Mais c'est un mal nécessaire si nous voulons nous fondre dans la masse. Exaltés par la chance qui nous a souri jusque-là, nous longeons la petite route de campagne. Je marche en éclaireur. Nous progressons au bord des hautes herbes du fossé guettant la moindre alerte pour nous y jeter. Au bout d'une bonne demi-heure nous apercevons une lueur au loin et nous approchons à couvert. C'est une ampoule électrique, située à quelques centaines de mètres. Nous avançons encore. L'ombre d'une remorque de ferme se précise. L'engin a les pneus dégonflés et les flancs rongés par la rouille. Malika, Abde- latif et Maria s'accroupissent pour m'attendre derrière la « brouette géante »...

Je marche sur un terre-plein au bout duquel s'élève un grand bâtiment blanc. Un large portail en fer d'un bleu délavé s'ouvre sur une cour rectangulaire aux pavés gluants. Est-ce une ferme ? Je m'avance en tenant ma barre de fer dissimulée dans le dos. Une voix agressive surgit du noir. Je m'arrête...

— Qui va là ?

Une silhouette émerge de l'ombre, un gourdin à la main. Un homme, encapuchonné dans une épaisse djellaba de laine brune, vient vers moi, d'une démarche nonchalante. Sans doute est-ce le gardien des lieux. Je vais à sa rencontre en laissant glisser et tomber ma tige d'acier. Après les salutations d'usage, j'invente un scénario pour le convaincre. Je me présente comme un travailleur émigré, rentré précipitamment d'Europe à cause d'un décès familial. Je lui explique que ma voiture m'a lâché à quelques kilomètres de là et que je cherche un dépannage. Et lorsque je constate que mon interlocuteur se montre compatissant, je l'informe que je suis accompagné de ma femme, de mon jeune beau-frère et de ma belle-soeur et je tourne les talons pour aller chercher Malika, Abdeladf et Maria. Lorsque nous revenons, fidèle à l'hospitalité légendaire du peuple marocain, le gardien nous propose de partager le demi-verre de thé qui lui reste. Complètement déshydratés, nous contenons notre envie de courir au premier robinet venu et attendons quelques minutes de conversation amicale avant de demander à notre hôte s'il est possible d'avoir un peu d'eau. Le brave homme nous rapporte une vieille carafe en plastique pleine à ras bord :

— Je suis vraiment navré de ne rien pouvoir vous offrir d'autre. J'habite à six kilomètres d'ici. Je travaille comme gardien de nuit dans cette centrale laitière...

En poussant plus loin la discussion, nous entendons pour la première fois le nom de la région dans laquelle nous avons été enterrés pendant quinze ans : Bir-Jdid...

Je demande au gardien s'il connaît un moyen de se rapprocher d'un garage pour trouver une dépanneuse.

— Ah, pour cela, il te faudra aller jusqu'au village de Bir-Jdid qui est le chef-lieu de la région... C'est à dix-sept kilomètres d'ici, en suivant la route. Sinon tu ne trouveras rien d'autre à la ronde.

J'insiste en lui disant que ma femme vient de sortir d'une intervention chirurgicale, et que sa convalescence ne lui permet pas de marcher trop longtemps.

— Bon, concède-t-il, la seule possibilité que je puisse te proposer, c'est d'attendre que le camion qui fait la collecte du lait arrive. Il passe tous les jours à 4 heures du matin. Il est déjà 3 heures... Vous n'aurez pas beaucoup à patienter.

Mon calcul est vite fait. Comme nous ne franchirons pas dix-sept kilomètres en une heure, autant attendre le camion. Le gardien nous a promis de convaincre le chauffeur, qui est son ami, de nous emmener avec lui. Cela ne nous empêche pas d'être anxieux sur l'horaire à respecter pour se mettre à l'abri. Nous nous accroupissons contre le mur de la centrale laitière en scrutant la route. Je suis obligé de tenir le crachoir au gardien qui s'avère bavard.

Enfin, à 4 heures du matin, le camion entre dans le bâtiment et fait le plein de sa cargaison. Quand il s'apprête à repartir, notre homme se hisse sur l'un des marchepieds et parle un instant au chauffeur, qui garde sa vitre baissée. Nous sommes suspendus à leurs lèvres, attendant impatiemment que l'on nous fasse signe d'embarquer. A notre grand désespoir, le camion démarre sans nous. Je me précipite côté conducteur pour essayer de parlementer avec le chauffeur mais celui-ci ne s'arrête pas, au risque de m'écraser. Je contiens ma colère et fonce vers le gardien :

— Alors, que se passe-t-il ? Tu m'avais dit que ton copain nous prendrait !

— Calme-toi, me répond-il, je te jure devant Dieu que j'ai tenu parole, mais il a refusé.

Dépités, nous remplissons d'eau notre gourde et reprenons la route. Nous avons déjà plus de cinq heures de marche forcée dans les jambes. Fuisse Dieu nous insuffler la

force d'avaler les dix-sept kilomètres qui nous séparent du village...

Nous marchons encore une heure à rythme soutenu. Nos pieds sont en sang. Dans moins de cinq heures, l'alerte sera donnée et nous sommes toujours dans la région. L'échéance qui pèse sur nos épaules anesthésie nos corps. Toute notre volonté tend vers un seul but : nous mettre à l'abri avant l'hallali !

Sur une dizaine de kilomètres nous ne rencontrons pas âme qui vive. De part et d'autre de l'étroite rocade, les champs de blé, alternés par d'autres cultures, s'étalent à perte de vue. Nous longeons pendant un moment une rangée de rectangles en béton dont le toit de zinc forme une tonnelle. Ce sont des étables, complètement vides.

Aux premières lueurs de l'aurore, harassés, nous ralentissons le pas. L'aube qui point, la fraîcheur de l'air, l'odeur de la terre gorgée de rosée, les senteurs de la nature qui s'ébroue, s'étire, se réveille, toute cette féerie déterre en nous un torrent d'émotions contradictoires et de sensations extrêmes. Nos sentiments sont mêlés. Nous ne savons s'il faut nous abandonner à cet instant magique ou souffrir d'en avoir été aussi longtemps privés. Nos perceptions se bousculent. mais au bout du compte un seul réflexe surnage : l'instinct de survie. Nous nous concentrons de nouveau sur la cavale, retrouvons la cadence et poursuivons notre marche forcée.

Soudain nous entendons approcher un véhicule. Nous lui faisons signe mais le break ne s'arrête pas. Nous poursuivons notre chemin. Quelques minutes après, un camion passe. Lui non plus ne s'occupe pas de nous. Nous sommes déçus, mais ce trafic démontre que nous ne sommes plus très loin de la civilisation. Enfin un troisième poids lourd nous prend en stop. Le chauffeur, un jeune homme d'une

trentaine d'années, se montre sympathique et compréhensif. Plus important encore, il n'est pas curieux :

— Je veux bien vous emmener jusqu'à Bir-Jdid, mais je n'ai pas le droit de prendre plus de deux passagers dans ma cabine. Alors je vous déposerai à quelques centaines de mètres du village, car il y a une gendarmerie à l'entrée du bourg. Il ne vous restera plus qu'à y aller à pied. D'ailleurs | nous ne sommes qu'à six ou sept kilomètres de Bir-Jdid.

Sans se rendre compte de l'importance de l'aide et du renseignement qu'il nous fournit, l'homme nous dépose gentiment, sans rien nous demander. Le soleil darde maintenant ses premiers rayons. C'est, depuis de si longues années, le premier jour que nous voyons se lever.

Tels les paysans des alentours, nous entrons dans le village. C'est la première « cité humaine » que nous découvrons depuis quinze ans. Curieusement, au contact subit de milliers d'odeurs, notre odorat les résume à une seule : le parfum de la liberté.

Il faudrait un livre entier pour tenter d'exprimer ce que nous avons pu percevoir en retrouvant brutalement la vie. Comment retranscrire ce que des morts-vivants fraîchement sortis de leurs tombes peuvent ressentir en se replongeant parmi les hommes... Nos retrouvailles avec la vie furent si brutales et complexes qu'il serait trop fastidieux de les dépeindre. Mais de nous tous, c'est certainement mon petit frère qui les a reçues de la façon la plus violente : comment un jeune homme que l'on a enterré à l'âge de 3 ans peut-il encaisser autrement le choc de découvrir la vie à 18 ans et dans de telles conditions ?

Nous nous dirigeons vers ce qui semble être le « centre névralgique >> du bourg, un café qui borde la route départementale reliant Bir-Jdid à Casablanca. Malika, Abdelatif et Maria m'attendent sur un trottoir, sous un réverbère. Je me dirige vers la terrasse de la buvette où un jeune homme

attablé prend son café. Après les salutations d'usage, je lui explique que mon oncle médecin chef d'une clinique à Anfa¹, vient de décéder. Je lui demande de m'indiquer un moyen de rejoindre la capitale économique au plus vite pour assister avec des membres de ma famille aux obsèques. L'homme se montre affable et m'offre une cigarette.

— Je suis désolé, toutes mes condoléances... Si je peux t'aider, ce sera avec plaisir. J'ai un ami qui part tous les matins à 7 heures pour Casablanca. Il a une 4L blanche. Il vient prendre son petit-déjeuner dans ce café. Je lui parlerai. Il vous prendra volontiers.

Echaudé par notre mésaventure à la centrale laitière, j'hésite à attendre un véhicule qui, peut-être, ne nous embarquera pas. Mais je n'ai pas le choix.

— Assieds-toi ; je t'offre un thé... un café ?

Je suis rassuré de constater que les Marocains n'ont rien perdu de leur gentillesse et de leur générosité. Je décline poliment, en prétextant que je dois d'abord aller chercher ma femme, sa sœur et son frère.

— Je serai de retour avant 7 heures. J'espère que ton ami nous emmènera avec lui..., dis-je avant de m'éloigner.

Avec les autres fugitifs, nous nous mettons en planque dans une ruelle pratiquement déserte et faisons le point. Je répète une dernière fois à chacun l'attitude à tenir dans la foule : marcher lentement, ne fixer personne dans les yeux, ne parler que si l'on ne peut faire autrement. Et surtout nous laisser. Malika et moi, répondre aux questions embarrassantes. Pour conclure nous convenons qu'en cas de pépin nous nous séparerons en deux groupes : Malika avec Abdelatif et Maria avec moi.

1. Quartier résidentiel huppé de Casablanca. certains l'appellent le petit Hollywood.

À l'heure dite, nous allons au rendez-vous. La 4L blanche arrive mais repart au bout de cinq minutes. Nous sommes consternés. Notre intermédiaire revient l'air désolé :

— Vous n'avez vraiment pas de chance, mon ami a un problème de famille ; aujourd'hui il ne va pas à Casablanca... Il ne vous reste plus qu'à attendre un taxi corsa¹. Il en passe quelques-uns, mais ils sont pris d'assaut par les gens qui travaillent en ville.

Nous attendons en tentant de contenir notre angoisse. Il est presque 7 h 30. Dans à peu près quatre-vingt-dix minutes, le sas du « carré des invités » s'ouvrira. Borro et ses hommes laisseront sortir Halima et Achoura pour qu'elles distribuent l'eau du matin. Comme nous sommes lundi et que le commandant ne revient de week-end qu'à 9 h 30, parfois plus tard, cela nous procurera peut-être un peu de délai supplémentaire. Nous tuons l'attente. Lorsque l'alerte sera donnée nous deviendrons des bêtes traquées, aux trousses desquelles sera lancée une meute enragée. Enfin un taxi vert olive se gare devant la terrasse du café, immédiatement pris d'assaut par une douzaine de personnes qui s'empoignent pour y monter. Le chauffeur laisse les candidats au voyage s'invectiver, ne les interrompant que pour faire monter les enchères. Je laisse mon frère et mes sœurs à une dizaine de mètres, contourne la vétuste Mercedes diesel et me dirige côté conducteur. L'homme, le bras à la portière, me regarde à peine. Après lui avoir dit le deuil qui me frappe, je vais droit au but :

— Dans la précipitation je n'ai pas pris d'argent sur moi. Mais si tu acceptes de nous conduire à Anfa je te payerai 800 dirhams.

1. C'est. en arabe dialectal, le nom des taxis interurbains.

Il reste indifférent. Sur ce, je sors la plaque en or de la gourmette. Il la soupèse dans sa paume l'air suspicieux, mordille dedans, me regarde un instant fixement, puis me lance :

— C'est d'accord, grimpez !

Je fais un signe de la main aux autres. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, nous nous retrouvons, moi devant, mon frère et mes sœurs derrière. Le taxi démarre. Il est 8 h 45. Le chauffeur, trop content d'avoir conclu une bonne affaire, ne nous pose aucune question. Nous roulons à tombeau ouvert vers Casablanca.

Nous échangeons très peu de mots. Malika et moi nous inquiétons toutefois pour les plus jeunes. Particulièrement pour Abdelatif qui n'est jamais monté dans une voiture et qui voit le paysage défiler à travers les vitres à une vitesse astronomique pour lui. Tous, nous avons le tournis. En entrant dans les faubourgs de la capitale économique, le chauffeur me signale qu'il n'a pas le droit de circuler en ville, ne possédant une licence que pour les longs trajets. Je le rassure :

— Ne t'en fais pas, mon autre beau-frère est commissaire divisionnaire. Si un policier nous arrête, laisse-moi lui parler et je saurai le convaincre de l'urgence de notre cas... Arrête-toi et mets un capuchon sur ton enseigne de taxi. Cela nous permettra de passer inaperçus puisque tu as le droit de circuler à titre privé...

L'idée ne déplaît pas à notre homme. Nous redémarrons pour nous enfoncer dans la métropole. La densité humaine, les trottoirs bondés, les voitures par milliers, l'odeur des tuyaux d'échappement, le tintamarre des klaxons, la foule dense, les couleurs bigarrées, les panneaux publicitaires, les immeubles, les boutiques, les cinémas, les cafés, nous recevons la vie urbaine en pleine

figure comme sous l'effet d'un puissant hallucinogène. Je fais un effort surhumain pour rester dans la réalité et ne pas perdre de vue notre mission. Le chauffeur doit s'y reprendre à deux fois pour me demander de lui donner une adresse. La seule dont je me souviens est celle d'une amie d'enfance.

— 13, allée des Mimosas, à Anfa, dis-je.

Le taxi tourne en rond sans pouvoir trouver. Sans crier gare, il se range devant un casernement, baisse sa vitre et se renseigne auprès du factionnaire. Nous ne bougeons plus un cil... Le garde nous renvoie à une station-service située à deux pâtés de maison :

— Adressez-vous au vieux pompiste, il a vu s'ériger ce quartier pierre par pierre... S'il est incapable de vous répondre, alors personne ne pourra le faire...

Le conducteur remercie et nous repartons. Catastrophe ! La maison est à l'abandon et son jardin en friche ! Le taxi se met alors en colère, descend de la Mercedes en criant et prend à témoins les quelques passants :

— Mais qu'est-ce que ça veut dire ! vous vous foutez de ma gueule... !

Je me penche vers Malika et lui chuchote :

— Passe-moi discrètement la barre de fer et tenez-vous prêts... S'il continue à faire ce cirque, je l'assomme et nous nous barrons avec la voiture.

Je m'adresse au chauffeur et anticipe sur ce que je redoute :

— Si tu n'es pas content, allons de ce pas à la police ! Tu leur expliqueras ce que tu fais avec ton taxi en ville et par la même occasion je leur dirais que tu m'as volé la barrette en or !

La menace produit son effet. L'homme nous vide de sa Mercedes, démarre sur les chapeaux de roue en nous insultant. Il est 10 heures. L'alerte a dû être donnée et nous

sommes plantés sur le trottoir d'un quartier résidentiel de Casablanca sans la moindre ressource...

Nous sonnons à la porte d'une villa cossue. Une domestique nous ouvre le portail. Je lui explique que ma famille et moi sommes d'Agadir et ne connaissons pas Casa ; que nous avons eu un accident de voiture et souhaiterions utiliser le téléphone pour appeler un cousin à la rescousse. En réalité nous voulons, en désespoir de cause, appeler le domicile de mon grand-père à Rabat. Nous avons gardé en mémoire son numéro depuis quinze ans même s'il y a de fortes chances que le colonel Chenna ait déménagé. Ce que nous ignorons aussi, c'est que la numérotation a changé et est passée de cinq à six chiffres !

La jeune femme se montre bienveillante, et nous répond :

— Si ça ne tenait qu'à moi, ce serait avec joie, mais je dois aller demander à mon patron.

Elle referme le portail et disparaît. Une dizaine de minutes s'écoulent avant qu'elle ne revienne.

— Je suis désolée, dit-elle, le patron vous demande de lui donner le numéro, il fera le message à votre famille...

Au même moment, le maître de maison apparaît sur le perron, vêtu d'un peignoir de bain blanc. Elancé, élégant et bien élevé, il nous appelle de la main tout en venant à notre rencontre et se présente. Ce médecin cardiologue du nom de Raffei s'excuse d'avoir hésité à satisfaire à notre demande. Il explique qu'il était sous la douche. Il nous invite à entrer pour lui exposer notre problème. Notre état de délabrement physique lui fait penser que nous faisons partie de ces cohortes de paysans qui affluent dans les villes et y vivent précairement. Après nous avoir écoutés, il nous apporte un téléphone.

— Tenez ne vous gênez pas, dit-il. Appelez votre famille. Je vous laisse un instant pour finir de m'habiller. La

bonne va vous servir un petit-déjeuner, faites comme chez vous...

Nous ne revenons pas de tant de civisme et de générosité. Tout au long de notre calvaire, je me suis efforcé d'éviter à mon petit frère l'amertume et la haine stupide. Je n'ai cessé de lui vanter les qualités du peuple marocain afin qu'il ne confonde pas son pays et ses bourreaux. Je suis heureux qu'il puisse constater que les gens de bien existent ! Malika et moi appelons Rabat. Une voix impersonnelle nous informe que la numérotation a changé. Nous décidons d'aller chez d'autres amis de jeunesse résidant à Casablanca. Le petit monde des gens aisés de Casa se connaissant, avec un peu de chance le docteur pourra nous renseigner.

Nous nous retrouvons assis coude à coude autour d'une table basse croulant sous les victuailles. La nappe blanche, le service en porcelaine, les verres brillants, les plats garnis de crêpes et de gâteaux mielleux et croustillants, les croissants dorés, les belles tranches de pain complet, les bols ciselés débordant de confiture, l'odeur du vrai café et du thé à la menthe, les cubes de sucre blanc en monticules, nous tétanisent. Nous osons à peine soutenir du regard une telle profusion, à plus forte raison y toucher. Je souffle à Malika :

— Il t'aurait fallu combien de mois pour faire une telle réserve de sucre ?

La demoiselle de maison ne cesse de nous exhorter à manger sans retenue. Nous prenons chacun le verre qu'elle nous tend. Je caresse des doigts le cristal et chauffe mes mains à son contact. Cette source de chaleur me réconforte. Nous hésitons à porter le thé bouillant à nos lèvres, et à nous jeter sur la nourriture pour nous empiffrer. À chaque bouchée, nous nous rappelons

mutuellement à l'ordre. Abdelatif est émerveillé. Il ne cesse de demander :

— Ça qu'est-ce que c'est ?

Nos estomacs étant habitués à jeûner, nous sommes très vite rassasiés. Notre hôte revient. Nous reprenons du café. Au cours d'une conversation anodine, le médecin nous propose de nous déposer là où nous le voulons. Nous le questionnons au sujet de la famille Benjelloun. Pour ne pas l'intriguer nous lui disons que nous avons chez eux un oncle jardinier.

— Oui, ils n'habitent pas loin d'ici ; venez, je vous dépose.

Aussitôt dit, aussitôt fait, le Dr Raffei nous laisse devant la villa des Benjelloun et prend congé de nous, toujours avec la même aménité. A la fin de sa vie, Hassan II nommera ce cardiologue membre d'une des plus hautes cours de justice de l'Etat. Lors d'une cérémonie télévisée, le roi expliquera son choix en disant : « La nomination du Dr Raffei peut paraître curieuse étant donné son appartenance à la société civile et sa carrière médicale complètement éloignée de l'Etat. Beaucoup s'interrogeront sur ma décision. Je l'ai prise parce que la droiture, l'humanisme et la générosité de l'homme le précèdent¹... » Un jugement auquel je souscris volontiers. Et lorsque le ministre de l'Intérieur, Driss Basri, demandera au roi l'attitude à avoir envers ce médecin, après avoir établi que nous étions passés chez lui, Hassan II prendra tout le monde à contre-pied en rétorquant, si incroyable et contradictoire que cela puisse paraître :

— Ne l'inquiétez pas. Il faudrait plutôt se féliciter que des hommes comme lui existent encore au Maroc...

1. En 2003, Mohamed VI nommera le Dr Raffei au conseil des Droits de l'homme.

Connaissant les faiblesses humaines, Hassan II a su parfois reconnaître les principes et les qualités rares dans son entourage.

Nous voilà devant le portail entrebâillé d'une luxueuse villa. Un chauffeur astique une berline. Il nous conduit à l'office et nous recommande à une femme de chambre qui nous montre un téléphone en circuit interne et dit :

— M. Larbi dort, je n'oserai pas le réveiller... Faites le 2, c'est le numéro de sa chambre.

Avant même qu'elle n'ait achevé sa phrase, je me saisis du combiné. Au bout d'un moment une voix éraillée par le sommeil grogne :

— Oui, qu'est-ce que c'est ?

Je passe le téléphone à Malika, Larbi ayant été, par le passé, plus son ami que le mien.

— Qui est-ce ? répété la voix.

— Allô, Larbi, c'est une amie... C'est une surprise. Descends dans la cuisine si tu veux savoir qui c'est...

Enfin, le fils Benjelloun qui, à 39 ans, vit chez ses parents, daigne apparaître. Les cheveux en bataille, les yeux mi-clos, il nous demande en bâillant :

— Qui êtes-vous ?

Malika et moi nous avançons sur lui :

— Mais... mais c'est nous... Malika, Raouf... les Ouf- kir... tes amis !

Larbi nous toise d'un air froid, complètement indifférent :

— Ha, c'est vous... Tout le monde vous croyait morts ; mais qu'est-ce que vous faites ici ?

N'en revenant pas, nous nous contentons, Malika et moi, de lancer un bref regard sans équivoque : nous avons visiblement frappé à la mauvaise porte. Il s'agit de limiter les dégâts. Une telle froideur augure du pire. Cet homme

qui était un intime, qui était avec nous à Kabila en août 1972, ne semble pas ému par notre réapparition dans un état aussi lamentable.

— Tu connais les méthodes de la police, lui expliquons-nous. Ils nous ont libérés dans Casa, comme un paquet de linge sale et sont repartis...

— Et votre mère, et vos sœurs, où sont-elles ?

— Ils les ont sans doute relâchées à Rabat...

Comme notre hôte n'est visiblement pas enchanté de nous voir et que nous sommes pressés de prendre le large, les choses s'arrêtent vite.

— Larbi, peux-tu nous accompagner à la gare et nous prêter de l'argent pour des billets à destination de Rabat ?

Il acquiesce de la tête, nous laisse debout sans même nous proposer un verre d'eau et tourne les talons :

— Attendez-moi, je monte m'habiller...

Nous lanterons avec l'angoisse de nous voir dénoncés. Plus les minutes passent plus notre malaise croît. Enfin, Larbi revient et nous filons à la gare. Sur le chemin il tente d'entretenir la conversation avec des lieux communs :

— Casa a changé, n'est-ce pas ?

Nous restons de glace. Arrivés à destination, il nous donne 300 dirhams et s'en va aussi froidement qu'il nous a reçus.

Nous voilà seuls dans la foule grouillante. Quelle épreuve terrible que de sortir du silence de la tombe pour se voir subitement plongé dans le vacarme d'une métropole bouillonnante de vie... Je n'insisterai jamais assez sur le dilemme qui nous déchire : c'est dans ce contact violent avec l'existence que nous réalisons vraiment l'ampleur de notre calvaire et des quinze années que l'on nous a volées. Cette sourde révolte, nous tentons d'en faire le moteur de notre volonté. Maintenant que le sort nous est favorable, nous

n'avons pas le droit d'échouer... Honnis nos vies mutilées, nous n'avons de toute façon plus rien à perdre.

Malika, Abdelatif et Maria m'attendent sur l'escalier de la station. J'inspecte le hall de gare, puis je vais prendre des billets. En passant devant le kiosque à journaux, je ne résiste pas à faire une folie. J'achète *L'Equipe*, deux paquets de cigarettes et une boîte de biscuits. Mon petit frère, qui rêve de devenir footballeur professionnel sans avoir vu un seul match, sera enchanté de feuilleter pour la première fois un magazine consacré à son sport favori. Nous nous mêlons au flux humain qui se dirige vers le train. Je lève les yeux sur l'horloge de la gare. Il est 9 h 45. Aucun de nous ne peut s'empêcher de penser à ce qui doit se passer au même moment à Bir-Jdid¹...

Vers 9 h 30, Borro et sa suite ont ouvert les portes pour la distribution d'eau de la journée. Les mains dans les poches, le commandant fait les cent pas dans l'allée cimentée qui dessert nos cellules. Halima et Achoura traînent pour effectuer ce service. Chaque seconde qui passe joue en notre faveur. Borro s'impatiente et les invective. Les malheureuses retardent le moment où les gardes ouvriront ma cellule et constateront qu'elle est vide. Enfin lorsqu'un sous-officier vient refermer les portes blindées pour aller déverrouiller la mienne, ma mère lui dit :

— Je veux parler au commandant, c'est très important.

Borro s'avance, l'air nonchalant, à la limite dédaigneux :

— Il n'y a d'importants ici que les ordres de Rabat...

1. Il va de soi que, chaque fois que j'évoquerai pour le lecteur ce qui se passe au même instant dans le mouiroir, ce ne sera que la restitution de ce que les nôtres nous en aurons raconté par la suite.

Visiblement de mauvais poil, le commandant cherche la petite bête. Ma mère le toise droit dans les yeux et lui lâche, imperturbable :

— Justement, il faut faire vite, Rabat sera ravi d'apprendre que les enfants se sont évadés cette nuit...

Borro part dans un éclat de rire et, sans répondre, gravit déjà les trois marches pour rabattre la porte. Ma mère l'arrête fermement et lui répète :

— Ce n'est pas une blague. Les enfants se sont enfuis hier soir...

Ma mère n'oubliera jamais le visage de Borro lorsque, après être allé vérifier mon cachot, il a dû se rendre à l'évidence. Il s'est assis en prenant son énorme tête dans ses mains et a murmuré, sans cesser de la balancer de droite à gauche, le regard vide, hagard :

— Ce n'est pas possible... ce n'est pas possible... ce sont des diables... c'est de la sorcellerie, ce n'est pas possible...

A ses adjoints livides qui courent dans tous les sens, Borro ne cesse de répéter :

— Ce n'est plus la peine... De toute façon vous et moi sommes morts...

Dans la panique, les gardiens défoncent le carrelage autour du trou béant, ne menant nulle part, de ma cellule. Ma mère les rappelle à la raison en leur disant :

— Vous êtes en train de tout casser... Quand les gens de Rabat vont débarquer, ils vous accuseront d'avoir voulu brouiller les pistes...

Borro et sa bande sortent comme une volée de moineaux essuyant un coup de chevrotine. Ils se soutiennent presque les uns les autres et disparaissent en titubant sous le choc. Les jambes leur manquent pour annoncer « la bonne nouvelle » au colonel Ben Aïch et au général Moulay Hafid. Mais pire encore, nos gardiens savent que le roi

en sera informé dans la minute... Ce qui suffit à leur donner des « vapeurs »...

Très vite, la réalité nous rappelle à l'ordre. Mon esprit un instant envolé vers Bir-Jdid revient au tohu-bohu de la gare. A l'entrée des quais nous passons devant un immense portrait d'Hassan II. Involontairement nous marquons un temps d'arrêt et soutenons son regard : nous sommes frappés par son visage prématurément vieilli.

Nous arrivons le long de la voie et embarquons sans encombre. Le train s'ébranle vers Rabat. Dans le compartiment il y a quatre Français en vacances au Maroc. Ils se plaignent d'avoir vu leur réservation au palace de la Mounia arbitrairement annulée. Leurs chambres ont été réquisitionnées pour les cérémonies de la fête du Trône qui aura lieu le 3 mars prochain. Nous ne pipons mot, bien que tentés par l'idée de leur demander de l'aide. Ils descendent du train à Mohammedia, une charmante ville côtière située entre Casablanca et la capitale.

Vers 11 heures nous entrons en gare de Rabat, nous mêlons aux voyageurs et sortons de la station sans accrocs. Nous arrêtons un taxi. La loi ne l'autorisant à embarquer que trois personnes à la fois, nous nous séparons. Je laisse Abdelatif et Maria avec Malika. Je demande au chauffeur de les conduire sur-le-champ à l'ambassade de France. Je suis celui du groupe qui connaît le mieux la capitale pour l'avoir parcourue en moto dans tous les sens durant mon adolescence. La poste centrale n'est pas loin. Je descends l'avenue Mohamed-V, fends la foule des piétons comme dans un rêve. Les odeurs, les couleurs et les sons me transpercent de toutes parts. Je suis ivre d'air et de soleil. Lorsque je m'engouffre dans le grand hall de la poste, la fraîcheur de ce haut bâtiment, la lumière tamisée par les hautes voûtes me recadrent sur ma mission. Je me dirige

au guichet pour acheter des timbres et poste une lettre adressée à M. José Artur, *Pop Club*, Maison de la Radio, Paris. Au moment de la jeter dans la boîte, je suspends quelques secondes mon geste. En une fraction de seconde défile tout le film de l'évasion, de sa préparation à son exécution, jusqu'à cet instant où je regarde intensément cette enveloppe contenant notre SOS et nos espoirs. Je l'embrasse avant de la laisser glisser dans la fente de bronze de la boîte aux lettres... La satisfaction qui m'inonde est si forte que je ferme les yeux pour adresser une brève, mais ô combien intense prière au ciel. Enfin, nous avons atteint une partie de notre objectif. Maintenant, quoi qu'il arrive, même si cela devait tourner mal, nous aurons au moins jeté une bouteille à la mer !

Tant que le sort nous est encore favorable, je demande à un guichetier s'il peut me donner le numéro de France Inter à Pans. Celui-ci, apparemment débordé par la quinzaine de personnes qui assaillent son comptoir, est au bord de la crise de nerfs. Il râle parce qu'il doit contacter les renseignements. Je dois me contenir sous peine de me faire remarquer. Sur le point de laisser tomber, je remarque sur le dos de sa main un petit tatouage.

— Es-tu Berbère ? lui dis-je.

— Oui... Je suis du Moyen Atlas.

S'agit-il d'un nouveau coup de pouce du destin ? C'est la région d'où est originaire ma mère. Dès que l'employé des postes l'apprend, il devient serviable et empressé. Avec un grand sourire il me lance :

— Mais il fallait le dire avant, mon frère ! Attends deux secondes, je sers ceux qui attendent et je demande ton numéro aux renseignements... Quand je l'aurai, je te ferai signe.

Au même instant, j'observe le grand hall. Des hommes entrent en groupe. Leurs mines, leurs attitudes, leurs cos-

tumes les trahissent immédiatement. Ayant grandi au milieu des policiers, je sais les repérer à mille lieues... La distance qui me sépare d'eux et la densité de la circulation dans la poste me laissent le temps de réagir. La seule issue par laquelle je puisse ressortir, c'est le couloir d'où arrivent les flics. J'entre dans une des cabines dont la rangée fait face au guichet et fais semblant d'être absorbé par une conversation téléphonique. Les policiers s'enfoncent dans le couloir en dépassant le comptoir et les cabines. Je sors et me dirige à leur opposé, vers la sonie. Le guichetier me lance :

— Eh ! Mon frère ! Et ton numéro... ?

Mais je suis déjà loin. Je disparaissais parmi les piétons. Je marche calmement, en réglant mon pas sur celui des citadins. J'arrête un taxi et lui demande de me déposer à l'ambassade de France. En chemin je m'inquiète de la direction qu'il prend :

— Où vas-tu... Ce n'est pas dans cette direction que se trouve l'ambassade... ?

Le chauffeur est vexé :

— Comment ? Ce n'est pas par là ! Tu me prends pour un débutant !

J'apprends alors que l'adresse de la représentation française a changé. Alors qu'auparavant elle se trouvait dans les bâtiments de l'ancienne Résidence¹, désormais c'est une construction froide et cubique, à l'Agdal, un quartier administratif de la capitale.

Le taxi me dépose devant la grande grille de métal qui barre l'entrée de l'ambassade de France. Des policiers marocains en tenue en gardent l'accès. Dès que je mets le pied hors du taxi, l'un d'eux s'avance vers moi. Avant même que je ne m'adresse à lui, il m'interroge :

1. Siège du pouvoir français durant le protectorat

— C'est toi le mari de la femme qui est passée tout à l'heure... ?

J'hésite à répondre avant d'en savoir plus. Je salue le policier en lui tendant une cigarette, ce qui me fait gagner une poignée de secondes, le temps de me faire une opinion.

— Oui... Oui, c'est moi... Nous sommes venus d'Agadir pour...

L'homme m'arrête :

— Je sais, je sais, ta femme nous a tout raconté...

L'autre factionnaire sort de sa guérite et enchaîne :

— Il vous est arrivé de sacrés problèmes ?

Je surenchéris :

— Ha ! Tu n'as pas idée ! lui dis-je, en me lançant dans la description détaillée de nos mésaventures de voyage, et de l'aspect terrible que peuvent avoir les villes pour des gens de la campagne... Mon but est atteint, les policiers me consolent carrément.

— Mais c'est un jour férié, insiste l'un d'eux... Nous sommes aujourd'hui le lundi de Pâques ! L'ambassade est fermée...

Quelle ironie du sort : faire tout ce chemin pour tomber sur un lundi chômé et les portes de l'ambassade closes ! Je contiens ma déception. L'un des policiers apaise mon angoisse au sujet des autres fugitifs :

— Ta femme, son frère et sa sœur sont allés à l'ambassade des Etats-Unis. Ils nous ont demandé de te faire le message quand tu arriverais.

Les policiers vont jusqu'à arrêter un taxi pour moi, m'ouvrent la portière et lancent au chauffeur :

— Emmène-le à l'ambassade des Etats-Unis...

En arrivant à la représentation américaine, je suis soulagé de la trouver ouverte. Des vigiles marocains en gardent la première entrée. L'un d'eux me confirme que Malika, Ab-

delatif et Maria sont déjà à l'intérieur et m'indiquent le chemin à suivre pour les rejoindre. En passant devant une guérite vitrée, le vigile me montre du doigt le sac de toile fine et noire contenant nos écrits et le « revolver » ! S'il prenait à l'un des gardes l'idée de fouiller la besace, une arme même fausse nous mettrait dans le pétrin... J'accélère le pas pour suivre mon guide. On traverse une courette en pente qui s'arrête devant une petite porte blindée. Celle-ci se referme aussitôt sur moi. Je retrouve mes soeurs et mon frère dans un minuscule hall d'entrée. En face, se trouve une porte vitrée cadénassée. A gauche un guichet derrière lequel un fonctionnaire marocain reçoit les visiteurs. A droite un autre guichet, également protégé par une vitre blindée, abrite les Marines qui gardent le sanctuaire diplomatique...

Dans ce sas transparent et étroit, je trouve Malika qui s'évertue à persuader le fonctionnaire marocain de la particularité de notre cas... Je m'attelle également à le convaincre en lui expliquant que nous sommes venus pour une paperasserie compliquée, concernant l'un des membres de notre famille qui s'apprête à aller étudier aux Etats- Unis ; et que pour cela, il nous faut exposer notre problème à un membre américain de l'ambassade. Le fonctionnaire ne veut rien savoir et nous tend un document :

— Tenez, il y a ici tout ce qui concerne les modalités d'obtention d'un visa d'étudiant...

Nous insistons pour voir un cadre américain. Un GI demande à l'employé marocain :

— *What's happening with them ? They look so strange.*

Nous n'insistons pas de peur qu'il appelle les policiers marocains à l'entrée, promettons de lire attentivement les documents et de revenir à l'ambassade dès que nous en aurons pris connaissance. Nous sortons et nous éloignons du bâtiment. Sur un trottoir, sous un arbre, nous tenons

conseil. Je raconte aux autres mon aventure à la poste centrale. Nous sommes au moins suurs d'une chose : à Bir-Jdid, l'alerte a été donnée. Nous nous trouvons en pleine capitale, là où sont concentrées les directions des différents services de sécurité de l'État. Nulle ville du royaume n'est mieux quadrillée, mieux fournie en indices que Rabat. Et sans doute, aurons-nous le privilège de les avoir tous, sans exception, sur le dos... Nous évoluons sur un véritable champ de mines. Nous devons nous faufiler au cœur du dispositif bien rôdé du Makhzen. Nous avons toutefois un avantage sur nos poursuivants : depuis qu'on nous a enlevés en 1972, aucune photo de nous n'a été prise. Nous avons grandi en prison et la police ne dispose pas de nos signalements... De plus je camoufle ma dentition brisée sous une épaisse moustache.

Nous arrêtons un taxi, lequel se montre sympathique et compréhensif. Il nous laisse monter à quatre, à condition qu'Abdelatif se couche aux pieds de mes sœurs. Nous passons devant l'ambassade de Grande-Bretagne sans penser à y tenter notre chance : si cette belle nation démocratique a livré à Hassan II les pilotes réfugiés à Gibraltar, elle ne se gênerait pas pour donner quatre fugitifs dont le monde a oublié jusqu'à l'existence. Je demande au chauffeur de nous déposer à l'Agdal, près de la Faculté de droit. Je me rappelle de l'adresse de Hajj Mechatt, le commandant du corps des pompiers, ami de mon grand-père qui a officié aux obsèques de mon père en véritable maître de cérémonie. Cet homme d'honneur a même poussé le courage jusqu'à être l'intermédiaire entre les policiers qui nous ont aidés à Ta-mataght et le colonel Chenna. Le roi l'a su, mais ne l'a jamais inquiété. Nous sonnons à la porte d'une modeste maison à étage. Une jeune femme nous répond.

— Est-ce que Hajj Mechatt est là ? demandons-nous.

— Une seconde, je vais demander à sa femme, répond-elle.

Nous lui lançons, avant qu'elle ne s'éloigne :

— Dites que c'est de la part de Malika et Raouf, les enfants de Hajja Fatema.

Nous attendons. Il est midi passé. Nos corps sont une plaie, nos pieds sont à vifs, nos tempes frappent comme des marteaux. La domestique entrebâille à peine le portillon et lance :

— Madame vous fait dire qu'elle ne connaît personne de ce nom... Allez-vous en tout de suite !

Nous réalisons à quel point tout le monde nous a oubliés, enterrés... Nous sommes des fantômes, des revenants venus déranger des consciences peu regardantes sur leur lâcheté !

Plantés sur un trottoir de l'Agdal, nous ne savons où aller. Pris de pitié, un gardien nous donne un peu d'eau. Il nous apprend que Hajj Mechatt est mort depuis des années et que Malika Mechatt, sa fille aînée, n'habite pas loin. Il a même l'amabilité de nous accompagner jusqu'à son immeuble, où nous attendons, blottis, sous la cage de l'escalier. La pénombre et la fraîcheur nous font un peu de bien. À 12 h 30, Malika Mechatt entre avec trois de ses enfants. Quand nous sortons, ma soeur et moi, de notre cache, la fille Mechatt nous reconnaît immédiatement. Elle laisse tomber son sac d'effroi et tend les bras pour protéger ses gamins. Livide, elle fait écran de son corps et se met entre nous et sa progéniture en reculant. Elle souffle d'une voix blême et tremblante :

— Montez, les enfants, montez... Vite, j'arrive immédiatement...

Si la jeune femme avait vu apparaître le diable en personne, elle n'aurait pas réagi autrement. Je tente de l'apaiser :

— Calme-toi, Malika, calme-toi. Nous ne faisons que passer.

Rien n'y fait : la terreur l'envahit. Les mains ouvertes, tendues comme des pieux pour neutraliser les vampires, elle ne cesse de gémir dans une grimace dégradante :

— Qu'est-ce que je vous ai fait... Allez-vous-en ! Je vous en supplie, allez-vous-en ! J'ai des enfants... Je vous en prie, allez-vous-en ! Tenez, si c'est de l'argent que vous voulez, voilà... Maintenant partez, partez !

Tremblante, elle tire 30 dirhams d'un portefeuille, qu'elle nous tend, mais que ses soubresauts laissent choir à nos pieds. Nous ramassons les trois billets fanés et sortons de l'immeuble en la laissant haletante de trouille, collée à un mur, cherchant à retrouver ses esprits après une si terrible apparition... Et dire que Malika Mechatt faisait partie de notre famille, que, de sept ans mon aînée, elle a été mon professeur... Voilà une leçon de vie qui ne s'oublie pas. Mais elle rend plus belles et nobles encore les réactions humaines et compatissantes que nous avons également rencontrées durant notre folle cavale !

Nous voilà de nouveau à la case départ. En dernier recours je propose que l'on se rende chez l'un de mes meilleurs amis d'enfance, Reda Mkinsi, dont le père, entrepreneur, était notre voisin. Malika prend un taxi avec Abdelatif, Maria et moi montons dans un autre, à dix minutes d'intervalle. 11 est 12 h 30 passées. Voilà plus de vingt-quatre heures que nous n'avons pas dormi. La fatigue, la formidable tension d'un environnement nouveau et la menace à nos trousses n'arrivent pas à entamer notre détermination. Nous sommes en état de choc mais dopés à bloc... Une force nous pousse et nous porte. Nous allons de l'avant comme si elle nous traînait par la main avec l'étrange impression d'être à la fois les acteurs et les spec

tateurs de notre cavale. Nous sommes pris dans un embouteillage. Un agent de la circulation officie à un feu rouge. Le taxi s'arrête à sa hauteur. J'ai le front collé à la vitre. Le policier est trop occupé pour nous remarquer. Sa vue me laisse indifférent. Mon esprit est à Bir-Jdid. J'essaye de m'imaginer ce qui s'y passe depuis que notre fuite a été découverte...

À Bir-Jdid, Borro et ses adjoints se sont précipités pour avertir Rabat. À 11 heures, un colonel et deux officiers ont accouru au camp et sont entrés dans ma cellule. Ma mère, les observant dessous sa porte blindée, a vu le supérieur interroger Borro en hurlant :

— Comment et par où se sont-ils enfuis ?

— Je... Je ne sais pas mon colonel... Je ne comprends pas... Je n'y comprends rien à rien...

Une gifle magistrale l'interrompt. Le colonel à la fine moustache et aux lunettes de vue vertes rugit :

— Mais bougre d'imbécile, est-ce que tu te rends compte de ce que cela signifie pour toi, pour tes hommes et pour nous tous ?

Les officiers constatent la situation, ne touchent à rien et courent donner confirmation au cabinet royal. Le roi est informé. Une spectaculaire chasse à l'homme va commencer. Tous les organes de sécurité sont mobilisés. Et tous les chefs des services de police vont essayer de se surpasser pour « régler une affaire personnelle de sa majesté »... Sachant que celui qui nous mettra la main dessus se distinguera auprès du maître... Une compétition féroce s'engage donc entre le ministère de l'Intérieur de Driss Basri, la gendarmerie du général Ben Slimane, et le SSS du général Moulay Hafid.

À 11 h 30, quatre hélicoptères survolent le mouroir et la campagne en rase-mottes. Dix minutes plus tard, le

général Houssni Ben Slimane fait son entrée dans le « carré des invités >>. Une demi-douzaine d'officiers lui emboîte le pas. On amène les chiens, mais ma parade « poivre additionné de sang » a marché et les bergers allemands ne trouvent aucune piste durable. Ma mère entend un officier dire à Ben Slimane :

— Mon général, le coup du poivre... Enfin je veux dire, est-ce que nous recherchons des enfants ou des professionnels ?

Le général lui répond non sans une certaine ironie :

— Nous recherchons les enfants d'Oufkir.

La DST aussi est de la fête... Son directeur Abdelaziz Allabouch, accompagné d'une douzaine de collaborateurs, arrive à Bir-Jdid. Meme Youssoufi¹ et sa fameuse brigade spéciale de Moulay-Chérif sont de la partie. Dès que les « gens de Rabat » investissent le camp, une soixantaine de gendarmes d'élite, arrivés dans des half-tracks, prennent possession de la ferme-prison. Borro et tous ses hommes sont mis aux arrêts dans un hangar, battus comme plâtre et interrogés sans relâche. Ben Slimane, Allabouch, Youssoufi et leur état-major installent leur PC dans la geôle des filles. Myriam et Soukaïna sont enfermées avec ma mère dans sa cellule. L'enquête commence sans que l'on daigne interroger la famille sur notre évasion. Mes voisins ont tellement bien comblé le passage de leur côté, que le trou dans ma cellule, ne menant nulle part, est considéré par les limiers comme une diversion : les enquêteurs de Rabat sont persuadés que nous avons bénéficié de complicités et que nous nous sommes vus tout bêtement ouvrir les portes...

1. Celui-là même qui nous a interrogés au lendemain du 16 août.

Tandis que les investigations se poursuivent, nous sommes dans un taxi louvoyant dans les rues encombrées de la capitale, en direction du Souissi, quartier où nous habitions naguère. Malika, accompagnée d'Abdelatif, nous précède. Elle ne résiste pas à l'envie de s'arrêter allée des Princesses pour montrer à mon frère les murs que nous habitions. Malika est stupéfaite... Notre maison n'existe plus. Il ne subsiste d'elle qu'un terrain vague entouré d'une enceinte basse, sans la moindre ruine ou le plus petit gravat. Notre demeure a été pulvérisée... Nous apprendrons plus tard que le roi a donné l'ordre un an à peine avant notre évasion, c'est-à-dire en 1986, de raser la maison, date qui coïncide avec la pire période de notre emprisonnement. La décision de démolition entérinait bel et bien le choix d'en finir, physiquement et symboliquement, avec nous. C'était un nouveau rappel à l'ordre du roi à ses « fidèles serviteurs ». Tout ce que nous possédions, jusqu'au moindre souvenir, fut exposé sur le trottoir pour que tous se servent et se compromettent dans la lâche curée.

Après toutes les épreuves que nous a réservées la vie, nous ne pensions pas que cette destruction produirait sur nous cet effet. On a saccagé nos plus belles années mais nous pleurons intérieurement devant l'anéantissement matériel de ce qui fut notre « chez nous ». Un terrible sentiment de déracinement est né en moi ce jour-là. Cette volonté de tout effacer, jusqu'à notre empreinte concrète de la surface de la terre, me fera dorénavant porter comme une tortue ma maison sur mon dos. Désormais, où que j'aille, je serai loin de chez moi...

Malika encaisse le coup et explique à mon petit frère qu'elle s'est trompée de rue. Le taxi redémarre vers la maison de mes amis les Mkinsi. Lorsque nous arrivons Maria et moi un quart d'heure plus tard, nous ne trouvons personne. J'interroge le gardien de la villa qui me répond que

les Mkinsi n'habitent plus ici et sont partis s'installer en France. Mais que leur Fils Reda habite dans un appartement près du cinéma Zahwa. L'espoir renaît. J'ai confiance, je sais que Reda, si nous le trouvons, ne nous recevra pas comme Larbi Benjelloun.

Le taxi nous dépose au bout de la rue, que barre un sens interdit. Nous longeons les haies d'arbres d'un bloc d'immeubles de trois ou quatre étages et pénétrons dans une sorte de petit village. Des espaces verts agrémentent les constructions. Un jardinier nous indique où habite Reda Mkinsi.

— Remontez l'allée principale, me dit-il, jusqu'à son bout. Là vous aboutirez à un parking en cercle, avec un petit rond-point fleuri... Son immeuble est juste en Face... C'est au troisième étage.

Arrivé sur le parking, je perçois un bourdonnement. Une légère vibration emplit l'air... Nous nous arrêtons à trois ou quatre mètres du perron de l'immeuble. Le bruit se précise. Nous plongeons plus que nous n'entrons dans le hall du bâtiment. Le grondement devient assourdissant. C'est un hélicoptère ! Nous entamons l'escalier et tombons sur Malika et Abdelatif plaqués contre le mur. Sans parler, ma sœur me montre le ciel d'où vient la menace. Reda n'est pas chez lui. Il nous Faut déguerpir au plus vite. L'entrée du bâtiment est couverte d'une véranda entourée de plantes et d'arbustes. A genoux je scrute l'air, la tête en- Fouie sous le Feuillage. L'hélicoptère suspend son vol au- dessus d'un autre bloc. Un homme harnaché examine à la jumelle le périmètre. Aucun doute, c'est pour nous. Profitant du moment où l'appareil est suffisamment éloigné, nous sortons arc-boutés de l'immeuble. Forts de la règle élémentaire de toute cavale : « Ne jamais repasser, dans la mesure du possible, deux Fois par le même endroit », nous évitons de ressortir par la porte de la résidence et nous en

fonçons dans les jardins longeant le mur d'enceinte. Nous enjambons la haie, nous retrouvons sur la grande avenue et marchons vite, ne regardant ni à droite ni à gauche. Une question me taraude : pourquoi l'hélicoptère se trouvait-il précisément sur cette résidence ? Qu'on nous traque dans les endroits publics, dans les gares et les aéroports, aux frontières en général, cela est logique mais qu'on envoie un appareil de la gendarmerie royale quadriller cet endroit précis ne me semble pas être une pure coïncidence. Je m'évertue, en vain, à essayer de trouver une réponse à cette question. Je n'apprendrai que bien plus tard que mon grand-père, le colonel Chenna, habite lui-même dans cette résidence ! Au moment où l'hélicoptère survolait le site, une demi-douzaine d'inspecteurs déboulaient dans son appartement pour l'interroger. Nous nous sommes ratés d'une petite poignée de secondes !

Que faire, où aller, sur qui compter ? Je pense à d'autres amis d'enfance, Philippe et Patrick Barrère. Je me souviens de la maison de leurs parents, pour y avoir pratiquement déjeuné tous les week-ends, à l'époque où j'étais au lycée. Comme ce n'est pas loin, nous y allons à pied. En chemin, nous passons devant l'ambassade de Suède, mais elle est fermée. Au bout de quelques minutes, nous tournons à droite dans une nielle transversale. De part et d'autre de cette venelle ombragée, les portails de coquettes maisons se succèdent. Les façades de ces habitations dégoulinent de verdure. Des haies drues coiffent leurs murs discrets. Le calme de cette allée, sa fraîcheur nous reposent un instant du vacarme et de la fureur du centre-ville. Sans le vouloir nous ralentissons le pas en traversant cette « oasis »... À la sortie de la courbe je vois le portail en bois clair des Barrère. Reste à espérer qu'ils n'ont pas déménagé depuis. Je lève les yeux : un étage a été ajouté. C'est mauvais signe.

Angoissé, je sonne au portail. Une jeune femme marocaine m'ouvre.

— Salam... Que puis-je pour vous ?

— Salam... Est-ce que Mme Barrère est là ? dis-je en retenant ma respiration pour entendre sa réponse.

— Attendez un moment, je vous prie...

Puis la dame referme la porte et disparaît. Deux ou trois minutes infernales s'écoulent. Mme Barrère apparaît entre les battants du portail. Nos cœurs palpitent de soulagement. Elle n'a pas beaucoup changé et il émane toujours d'elle une sérénité apaisante et une tendresse vraie. Mme Barrère ne me reconnaît pas. Elle scrute avec circonspection mon corps décharné, mon visage émacié, mes yeux enfoncés dans leurs orbites et mon teint grisâtre...

— Qui êtes-vous ? me questionne-t-elle de sa voix maternelle.

Je m'avance un peu comme pour l'aider à mettre un nom sur mes traits :

— C'est Raouf... Michèle Barrère... Raouf.

Le déclic est immédiat, Michèle Barrère me saute au cou, me serre fort sur sa poitrine. Elle pleure de joie :

— Raouf, Raouf, mon petit, que ça fait du bien de vous revoir. Malika !... Dieu soit loué... Dieu soit loué, vous êtes vivants ! Entrez, mes enfants, entrez, soyez les bienvenus chez vous.

En entrant dans cette maison qui symbolise un peu mon adolescence, j'ai la gorge nouée. Tant de souvenirs reviennent à la surface qu'ils manquent de noyer ma volonté. Mais se payer le luxe d'être mélancolique serait dangereux. Mme Barrère, qui ne nous a même pas interrogés sur notre provenance, court dans tous les sens, va à la cuisine demander à la jeune fille de maison de servir le thé, le café, les gâteaux. Toujours aussi généreuse, elle s'empresse d'al-

ler mettre une bouteille de champagne au frais... Tout en allant et venant, elle ne cesse de me répéter :

— Ha ! C'est Philippe et Jeannie qui vont être fous de joie. Je finis de vous donner à manger et j'appelle Philippe à son boulot pour lui dire de venir immédiatement !

Tout en nous mettant à l'aise, Mme Barrère m'informe de l'évolution de sa famille. Elle et son mari Luc, installés au Maroc depuis des décennies, sont de ces Français ayant voué un amour véritable à ce pays. M. Barrère est l'un des fondateurs de l'usine Maghreb-Bois, entreprise rachetée par l'État dont il est resté le directeur. Michèle appelle son fils :

— Allô Philippe ? C'est maman. Viens le plus tôt possible à la maison. J'ai une énorme surprise pour toi. Non je ne blague pas. Eh bien, si tu veux savoir, arrive le plus vite possible. Bisous, à tout à l'heure...

En attendant mon ami, Michèle me pose enfin la question légitime en pareilles circonstances :

— Les enfants, d'où venez-vous ?

— On nous a relâchés dans Rabat en nous donnant de l'argent pour prendre deux taxis et nous rendre chez mon grand-père. Ma mère, Myriam, Soukaïna, Halima et Achoura sont encore à l'hôpital. Dès qu'elles iront mieux elles nous rejoindront.

J'explique que, vu l'âge avancé de notre grand-père, nous avons préféré lui éviter le choc de notre « apparition surprise ». Et que nous avons préféré venir avant chez elle pour prendre une bonne nuit de repos.

— Vous avez parfaitement bien fait, me rassure-t-elle, c'est très bien comme ça. Vous allez voir Philippe, puis dans la soirée nous allons faire un bon dîner de famille. Vous prendrez un bon bain chaud et dormirez dans de beaux draps propres...

La bonté ne change pas. Je retrouve Michèle Barrère comme si nous nous étions quittés la veille. Toujours aussi humainement généreuse. Je suis torturé d'avoir à lui faire un pieu mensonge. Pour l'instant il s'agit de gagner du temps en ne disant pas la vérité à des amis chers mais il en va de notre peau. Lorsque la police découvrira qu'ils nous ont hébergés, leur défense n'en sera que plus convaincante.

Bientôt, Philippe déboule dans le salon. Je me lève pour aller vers lui. Son émotion est telle qu'il fond en larmes dans mes bras sans parvenir à prononcer un mot. Dans cette effusion se mêlent la joie de me revoir et la douleur sincère des quinze années qui nous ont séparés. Par pudeur, il m'entraîne en m'enlaçant dans la pièce voisine pour que nous partagions ce moment, seuls. Il me prend le visage dans ses mains et me regarde fixement. Entre deux hoquets il me souffle :

— Enfin, enfin mon Dieu, vous êtes là, vous êtes de nouveau parmi nous. C'est un miracle Raouf, c'est un miracle. Tout le monde vous croyait morts !

Je ne saurais restituer exactement l'intensité de cette accolade, mais je n'ai pu m'empêcher de rendre grâce au ciel d'avoir parsemé le chemin impitoyable de l'existence de choses assez belles pour nous donner la force d'avancer. Une sirène qui hulule au loin me rappelle à l'ordre. Nous retournons. Philippe et moi, dans le salon, où se poursuivent les embrassades avec mon petit frère et mes sœurs. Michèle insiste pour téléphoner à son autre fils Patrick qui habite en Corse, lequel est autant mon ami d'enfance que son frère. Nous lui parlons brièvement. Patrick est aussi exemplaire en amitié que Philippe. Ces heures passées chez les Barrère furent aussi éprouvantes que douces. Frais sortis de nos cachots, nous voilà violemment plongés dans un suave environnement familial, dans la vie paisible et normale qu'on nous a volée. Alors que toutes les forces du

pays nous cherchent frénétiquement, nous devons nous comporter comme si nous vivions un dénouement heureux, oublier que nous sommes le « royal gibier » d'une gigantesque battue.

Nous sommes soulagés de voir la fin d'après-midi éteindre le soleil insolent, comme si sa force et son éclat participaient à nous révéler à nos poursuivants. Nous attendons impatiemment la nuit, car elle apporte le réconfort à ceux qui ont quelque chose à cacher, un chagrin à cuver ou une plaie à lécher...

Alors que Mme Barrère veille à la préparation du souper, Malika et moi questionnons avidement Philippe sur nos amis communs. Nous apprenons la mort de plusieurs d'entre eux mais aussi que Philippe a épousé une fille de notre « bande >>, Jeannie Griguère, et qu'ils ont un garçonnet baptisé Christophe. Tous deux, écœurés par notre disparition, ont quitté le Maroc quelques années après notre enlèvement. Il y a tout juste un an, ils sont revenus du sud de la France pour se réinstaller à Rabat. Jeannie arrive à son tour, accompagnée du petit Christophe, lequel s'adresse à moi comme s'il m'avait toujours vu.

— Tu sais, me dit-il, papa et maman m'ont toujours parlé de toi, alors c'est comme si je te connaissais déjà un peu.

Luc Barrère rentre. Bien qu'ému et content de nous revoir, il ne manque pas de nous interroger. Je m'en tiens à la même version. À table, dans la discussion, nous expliquons nos conditions de détention. Tous pleurent. Tous aussi sont convaincus que ce traitement inhumain ne peut avoir été connu du roi.

— Ce sont les subalternes zélés qui en ont profité, pense Luc.

En passant prendre le café dans le salon, nous découvrons une télévision. Assis coude à coude au bord du divan, nous recevons en pleine figure nos premières images couleur ! Il est 20 heures, heure du journal avec au sommaire les activités royales. Quand j'observe Abdelatif, il me fait penser à *Hibernatus*, ce film avec Louis de Funès, mon acteur fétiche, où un homme du xix^e siècle est ressuscité au xx^e. Hassan II apparaît à l'écran. Nous échangeons un regard furtif. La vision du roi nous remémore le sort qui nous attend si jamais nous loupions notre coup... Enfin vient l'heure du premier bain chaud depuis de si longues années !

La famille Barrère nous entoure de mille soins. Nous avons grandement besoin de Michèle, Philippe et Jeannie pour convaincre Luc de ne pas aller avertir notre famille. Il comprend que nous voulions ménager notre grand-père, mais ne voit pas pourquoi notre oncle Wahid doit être maintenu dans l'ignorance.

— Qu'il vienne vous embrasser quelques minutes, puis vous irez vous reposer, et demain matin nous irons tous ensemble chez votre grand-père, argumente-t-il.

Mais son épouse nous sauve :

— Ne les ennuie pas, Luc, ils sont trop fatigués. Allez les enfants au lit ! Maintenant on oublie tout, vous êtes chez vous. Vous allez passer une bonne nuit de sommeil, et demain nous verrons !

En prison, nous avons tant fantasmé sur les délices de l'eau chaude que nous entrons dans la salle de bains comme on franchit la porte d'un temple. Les carreaux de céramique d'un bleu tendre, accueillant, sont embués. Le bruit de cascade de la baignoire qui s'emplit, l'odeur vanillée du gel douche, les peignoirs et les serviettes sentant la lavande me procurent une sensation mitigée. La profusion de savons, de sels de bain, d'eau de Cologne, de crème à raser,

de déodorants suscite en moi un frisson sensitif mais aussi une peine bien concrète : « Pourquoi nous a-t-on privés des choses les plus simples ? », et que deviennent les autres, là-bas ? Chaque seconde de notre fuite a la douceur des noces et l'amertume du deuil. Nos sens, nos corps, torturés, trouvent encore la force de s'émerveiller alors que nos esprits, écrasés par le malheur et toujours prisonniers, restent pris dans le mécanisme froid et rationnel de la survie.

Heureusement que la vapeur régnant dans la pièce retarde un autre moment difficile. Voilà plus de dix ans que je ne me suis pas vu dans un miroir. Aussi j'hésite à porter la main sur la pellicule brumeuse qui masque l'immense glace. Quand j'efface la buée, le choc est violent. Jamais je n'aurais cru que le corps pouvait restituer aussi fidèlement l'empreinte de la souffrance ! La vengeance royale a revêtu nos faciès d'un « masque de fer » !

Je rejoins Malika, Abdelatif et Maria dans leur chambre. Nous tentons de faire le point, tout en nous interrompant, l'air de rien, pour répondre à nos amis qui s'empressent de nous être agréables. Nous nous relâcherons pour dormir. Deux d'entre nous monteront la garde, pendant que les autres s'assoupiront. Assis sur le lit, nous chuchotons avec des mines de comploteurs. L'hélicoptère passe de nouveau au-dessus du pâté de maison. Mon petit frère, par réflexe, se jette sous le lit. Je vais à la fenêtre et écarte avec précaution un coin de rideau. Un cercle de lumière crue balaie l'obscurité du jardin, rebondit sur les murs et se perd dans la nuit. Le bourdonnement s'éloigne. La traque bat son plein.

Toute la famille Barrère vient nous souhaiter bonne nuit. Michèle nous distribue des bouteilles d'eau minérale, que nous regardons comme des œuvres d'art. Leurs galbes harmonieux, l'onde bleutée qui les irradie, la transparence et la pureté de leur contenu... il y a des siècles, que nous

les avions oubliés ! Nous ne connaissions plus que l'eau saumâtre et rationnée du « nouveau puits » avec son arrière-goût de mazout.

Il est minuit et toute la maisonnée dort. Aucun de nous n'a pris les calmants recommandés par Mme Barrère pour nous aider à récupérer. Car toute forme de décompression nous serait fatale.

Nous passons une nuit blanche. Comme ceux qui, au même moment, se trouvent dans le mouroir de Bir-Jdid... Les cinq invités restant n'ont pas fermé l'œil, interrogés sans relâche par les enquêteurs. Le commandant de la gendarmerie royale, le général Ben Slimane, Allabouch, le patron de la DST, et Youssoufi, le chef de la brigade spéciale, sont toujours persuadés que nous avons bénéficié de complicités. Voilà près de vingt-quatre heures que nous avons fui et ils ne savent toujours pas par où et comment. Le palais doit être furieux. Pour corser l'aventure, nous nous sommes échappés, sans le savoir, la veille de l'arrivée de François Mitterrand au Maroc pour un voyage officiel ! Le roi va « mettre le paquet >> pour nous rattraper avant que nous ne tombions sur l'un des 300 journalistes étrangers qui couvrent la visite du président de la République française !

Nous nous sommes évadés le dimanche 19 avril entre 21 h 30 et 22 heures et nous voilà à l'aube du mardi 21. Vers 6 h 30, Luc Barrère, toujours aussi matinal, est le premier à se lever dans la maison. Nous froissons les draps et défaisons nos lits comme si nous y avions dormi. Deux heures plus tard, Michèle Barrère vient gratter à notre porte. Bientôt, l'étage s'anime. Chacun fait sa toilette. Philippe et Jeannie essayent de trouver dans les placards des habits qui puissent nous aller. Nous sommes si maigres que nous nous rembourrons de plusieurs épaisseurs

de tissu. Tant pis pour la transpiration, c'est notre seule façon de passer inaperçus. Je me jette sur un pull en cash- mere beige, attiré par le sigle brodé sur sa poitrine : « Royal Golf de Dar Es Salam¹ ». Comme pour acheter un tel article il faut pouvoir entrer au Golf, donc être membre, il ne viendra à l'idée d'aucun flic ou indic de soupçonner le porteur d'un tel sigle. On ne peut pas fréquenter le Royal Golf de Dar Es Salam et être en cavale. Le roi n'y joue-t- il pas régulièrement ?

Cette matinée du mardi 21 avril 1986 voit les interrogatoires se poursuivre dans le carré des invités. L'aréopage d'officiers et de responsables qui a débarqué à Bir-Jdid est toujours à pied d'oeuvre. Tous sont stupéfaits par les lieux. Ces hommes, qui en ont vu d'autres, sont choqués par nos conditions de détention. Les interrogatoires ne connaissent néanmoins aucun temps mort. Ma mère, susceptible de reconnaître certains visages parmi les enquêteurs, est questionnée avec un bandeau sur les yeux. Chaque fois que le général Ben Slimane assiste aux questions, il n'ose se confronter à elle. Cela lui rappelle sans doute qu'il était l'un des protégés d'Oufkir, un familier de sa maison, un de ceux que mon père appelait « mon fils ». Les gens de Rabat ont sondé le sol de la prison, ont défoncé le carrelage en plusieurs points mais par chance ne sont pas encore tombés au bon endroit... Myriam étant très malade, les investigations se concentrent sur ma mère et Soukaïna. Après une nuit entière de passage à tabac en vain de Borro et tous les Moghaznis du camp, les enquêteurs veulent savoir. Excédés, écrasés par la trouille que leur inspire l'impatience coléreuse du palais, ils décident de s'en prendre à Halima et à Achoura. Quand ma mère entend claquer une

1. Golf d'exception qui porte le nom du palais de Dar Es Salam. qu'il jouxte Dar Es Salam veut dire : « La maison de la paix ».

gifle et un cri : « Assez rigolé, tu vas nous dire par où ils sont partis ! Sinon... ». elle tape comme une folle sur la porte blindée et hurle :

— Général Ben Slimane, Allabouch, Youssoufi. si vous êtes des hommes, ne touchez pas à ces malheureuses, elles ne sont responsables de rien, elles n'ont rien à avoir là-dedans ! Laissez-les et je vous dirai ce que vous voulez savoir.

Fatema, qui sait que les douze heures dont nous avions convenu pour nous mettre à l'abri sont largement dépassées, se paie le luxe de soulager la meute désorientée pour qu'elle ne morde pas. Lorsque Ben Slimane apprend que le tunnel se trouve dans la cellule où il a établi son FC, il pense comme les autres enquêteurs qu'il s'agit d'une gigantesque blague pour gagner du temps. Le général fait vider la pièce et venir Soukaïna. Il lui demande de lui indiquer l'endroit précis où se trouve la bouche du « fameux tunnel ». Lorsque ma sœur lui répond << Vous êtes exactement dessus », Ben Slimane, homme correct et poli, manque de perdre son flegme :

— Far respect pour nos âges, ne nous prends pas pour des idiots...

— Je vous assure, je ne plaisante pas... Vous êtes debout sur les dalles du puits vertical.

Le général tapote du pied les carreaux :

— Mais il n'y a aucune résonance !

Soukaïna se lance dans l'explication du mécanisme d'ouverture et de fermeture de tous les passages et du tunnel. Le cercle d'officiers et de gradés de la police qui s'est formé spontanément autour d'elle l'écoute, ébahi. Au fur et à mesure de ses indications, des gendarmes courent en vérifier la véracité. Les passages entre les cellules, le grenier, la petite cave à vin, les parpaings coulissant dans leur mur, tout est passé au peigne fin. Vient le moment d'ouvrir la

galerie. Quand des hommes s'approchent pour aider Soukaïna, le commissaire Youssoufi les arrête. Il veut que ma soeur lui décrive en détail ce qu'ils vont découvrir et lui dise la position des sacs de sable de différentes tailles, afin de s'assurer que nous avons opéré sans la moindre complicité. Lorsque le tunnel est dégagé, les investigateurs en restent pantois. Deux cameramen, l'un de la gendarmerie l'autre de la DST, investissent la pièce et filment le moindre détail. Comme aucun gendarme ne peut se glisser dans la galerie, Soukaïna leur fait une démonstration en se lovant avec facilité dans la galerie.

Le « carré des invités » est en effervescence. Les films du camp et du tunnel sont immédiatement envoyés au palais. Je ne doute pas que Hassan II les ait visionnés avec le plus grand intérêt. Pour brouiller les pistes, ma mère déclare que nous nous dirigeons vers la frontière algérienne. Les enquêteurs se précipitent sur les radios et les téléscripteurs. Chacun des différents services présents diffuse l'information aux forces qui quadrillent le pays. Mais au moment où l'on nous cherche dans l'est du royaume, nous nous apprêtons à descendre dans la salle à manger des Barrère.

Nous nous installons autour de la table mais l'absence de Luc nous glace. « Il est parti à son bureau de l'usine. Il va jeter un coup d'œil et ensuite il ira chercher votre oncle Wahid... », nous dit Michèle. Nous faisons mine de sourire. Dès qu'elle a le dos tourné, nous ingurgitons nos cafés et je prends Philippe en aparté. Je le convaincs que notre seule envie immédiate est d'aller faire un tour en voiture.

— Pour ma première matinée de liberté, lui dis-je, je voudrais aller visiter les endroits de nos réunions d'adolescents.

L'idée enthousiasme Philippe. Il court dans la cuisine prendre ses clés. En sortant il lance à sa mère :

— Maman, je les emmène faire un tour...

Michèle accourt :

— Mais si ton père débarque avec Wahid, qu'est-ce que je leur dis !

— Dis-leur que comme ils ont attendu quinze ans pour revoir un coin de ciel, ils ont bien le droit de se faire plaisir avant tout...

Michèle approuve et nous accompagne d'un sourire maternel jusqu'à la voiture de son fils. Nous démarrons. Philippe me demande si je veux me rendre d'abord au lycée Descartes¹, où nous avons, son frère Patrick, lui et moi fait nos études, mais je demande à mon ami de prendre la grande avenue... Où se trouve l'ambassade de Suède. Lorsque nous arrivons à sa hauteur, je lui suggère de se garer. A côté de la représentation diplomatique Scandinave se trouve une pâtisserie avec salon de thé. Mon ami est étonné, mais ne veut pas me contrarier. Peut-être pense-t-il que nous voulons déguster une sucrerie sur la terrasse. Quand il voit que nous ne bougeons pas de la voiture et que je le regarde intensément, il nous dévisage, intrigué par mon attitude subitement grave et solennelle. Je me tourne vers lui et prends ses mains dans les miennes.

— Philippe, lui dis-je. Je suis désolé, je ne sais pas comment te l'expliquer, mais nous... Nous n'avons pas été libérés, nous nous sommes évadés... Je suis navré de vous avoir menti et trompé, mais c'était pour nous une question de vie ou de mort. S'ils nous rattrapent avant que nous n'alertions l'opinion internationale, ils nous tueront jusqu'au dernier. Pardonne-moi, Philippe, je n'avais pas le ¹.

1. Lycée de la Mission culturelle française à Rabat

choix. Et puis c'était aussi la meilleure manière de vous protéger. Vous direz à la police la vérité... Vous ne saviez pas.

Mon ami fond en larmes. Il pose sa joue chaude et humide sur la paume de ma main.

— Non Raouf, ne t'excuse pas, frère, ne t'excuse pas. C'est moi qui suis navré... Et dire que nous étions vraiment heureux de vous voir enfin libres ! Mais vous êtes encore en enfer et rien n'est terminé... Pourquoi, pourquoi, c'est trop injuste !

— Philippe, merci pour tout et explique à tes parents. Nous allons entrer à l'ambassade de Suède et demander l'asile politique.

Avant de nous quitter, mon ami me demande, désespéré :

— Qu'est-ce que je peux faire pour vous aider ? Raouf, tu sais que tu peux compter sur moi.

— Va avertir tes parents avant qu'ils n'entrent en contact avec notre oncle, si ce n'est déjà fait. Et dans une demi-heure repasse devant l'ambassade pour voir si tout est OK...

Nous nous embrassons en nous faisant des promesses optimistes et des serments solennels.

Nous entrons dans l'ambassade et Philippe démarre. Il est 9 h 45. Nous nous asseyons dans une salle rectangulaire. Deux ou trois personnes attendent qu'on les appelle aux guichets, protégés par un épais vitrage. J'engage la conversation avec un jeune Marocain. Il fait ses études à Stockholm. Il a la jambe plâtrée et se déplace avec des béquilles. Quand vient son tour, je l'aide à se mettre debout et l'accompagne jusqu'à la Marocaine qui reçoit les visiteurs. Deux fonctionnaires suédoises sont en retrait derrière leurs compartiments de verre. J'essaie par tous les moyens

d'attirer leur attention, voulant éviter le dialogue de sourd que nous avons eu à l'ambassade des Etats-Unis. Quand mon tour arrive, la jeune femme marocaine me demande ce que je veux. Je me présente comme un étudiant, me saisis du formulaire et du stylo qu'elle me tend et, subitement, me mets à râler et parler fort pour attirer l'attention des Suédoises. La guichetière tente de me calmer... J'en rajoute. Enfin celle qui semble être la responsable sort de son bureau :

— Qu'y a-t-il, monsieur ?

J'écris en gras sur le dos du formulaire que l'on m'a tendu : « Nous sommes les enfants du général Mohamed Oufkir. Nous demandons l'asile politique à la Suède. >> Je glisse le message sous le guichet. La fonctionnaire Scandinave parcourt le mot, relève brusquement la tête et me lance avec véhémence :

— Fichez immédiatement le camp sinon j'appelle la police !

Le choc est tel que le ciel semble nous tomber sur la tête ! Certes le souvenir de la Grande-Bretagne livrant les pilotes du 16 août à Hassan II est encore frais dans ma mémoire, mais voir la Suède réagir de la sorte avec des gens innocents de tout crime, défie l'entendement. Décidément le monde a bien changé. Nous sommes sans doute restés trop longtemps derrière les barreaux... Visiblement une certaine « évolution >> des mœurs politiques nous a échappé. La Suédoise insiste, rouge de colère, et nous indique de son doigt dodu et rose la porte de sortie.

— *Go out ! Now !* crie-t-elle.

Le jeune étudiant marocain se lève et s'empêtre dans ses béquilles pour nous venir en aide, ne comprenant pas que l'on puisse traiter ses compatriotes de la sorte. Comme il parle le suédois, il tente gentiment une médiation et me dit en arabe :

— Restez, restez, je vais arranger ça...

Puis il s'adresse poliment à la dame pour essayer de la raisonner. Mais, sans nous quitter du regard ni écouter le brave jeune homme, la blonde mastoc fait mine de décrocher un téléphone. Nous nous éclipsons. Une fois sur le trottoir, nous nous éloignons, encore éberlués par ce qui vient de nous arriver. Avoir survécu à l'enfer, avoir pris tous les risques et consacré tant de sacrifices, être arrivés jusque-là pour nous voir refoulés comme des malfrats par une ambassade occidentale ! Comment se peut-il qu'un représentant des nations libres et démocratiques, si prompts à donner des leçons de civisme, nous refoule sans même nous entendre ?

Cette fois nous sommes vraiment dans la mélasse. En marchant sur la grande avenue, Malika et moi nous concertons. Le ciel nous paraît trop bleu, trop écrasant. Nous sommes en nage. Il nous faut prendre une décision dans la seconde. Pas question de retourner à l'ambassade de France... Nous y sommes déjà passés la veille. La police doit le savoir et nous y attendre. Pour l'instant le mieux à faire serait de tenter une dernière fois de téléphoner à un média français. Je dis à Malika, Abdelatif et Maria de rejoindre la maison des Barrère, qui n'est plus qu'à cinq cents mètres... Je précède les miens en forçant le pas et dès que je tourne dans la petite ruelle où habitent mes amis, je cours à perdre haleine et me précipite sur la sonnette du portail. Comme elle nous a vus passer la nuit chez ses patrons, la servante me laisse naturellement entrer et retourne dans la cuisine. La maison étant vide, je me précipite sur un téléphone pour appeler les renseignements. Une voix désagréable me répond. Lorsque je demande le numéro de France Inter à Paris, l'homme se fait tout d'un coup mielleux. Son ton trop obséquieux

m'inquiète. Je regarde l'horloge. J'approche des trente- cinq à quarante secondes de communication. Attentif aux délais dans lesquels la police peut localiser l'appel, j'hésite à poursuivre l'échange. Soudain, Mme Barrère entre dans le salon :

— Raouf... je t'en supplie, n'appelle pas d'ici.

Visiblement, Michèle sait tout. Philippe a rejoint ses parents à l'usine pour les avertir. Je raccroche.

— Ne m'en veuillez pas, Michèle, je n'avais pas...

Mme Barrère m'arrête :

— Non, Raouf, ne t'excuse pas, c'est nous qui sommes désolés pour vous... Vous avez eu raison de venir. Même si vous m'aviez dit la vérité, crois-tu que nous vous aurions chassés ! Jamais ! De toute façon, je m'en fous, si les flics débarquent, je leur dirai que nous vous avons hébergés de bon cœur et que c'est la moindre des choses !

Sur ce Malika, Abdelatif et Maria arrivent. Michèle les réconforte, les rassure en leur répétant les mêmes généreux propos. Bientôt Philippe se joint à nous. Nous sommes aux abois. La police peut débouler d'un moment à l'autre. Quand nous entendons grincer le portail du jardin, nous nous précipitons vers la fenêtre. C'est Luc Barrère qui revient flanqué de notre oncle. Wahid se rue sur nous, en lamies, vraiment sous le choc. D'un naturel réservé et flegmatique, mon oncle est plutôt introverti et maître de lui- même, mais en la circonstance il est complètement écrasé par le chagrin, nous serre contre lui en tremblant d'émotion. Chaque fois qu'il nous fixe, il balance la tête de gauche à droite dans un signe de désespoir et d'impuissance. Où sont les jeunes gens, sportifs et vigoureux, et le bébé, la fillette aux joues de poupon ?

La première question qui nous vient aux lèvres :

— Wahid, d'où viens-tu ?

— La DST m’a arrêté hier, explique-t-il. J’ai passé la nuit à être interrogé. Ils vont repasser tout à l’heure chez moi pour m’emmener, mais cette fois-ci ce sera la DGED¹.

— Mais c’est de la folie. Ils ont dû te suivre.

— Non, non rassurez-vous, personne ne nous a pris en filature. Je suis sorti de chez moi par-dessus le mur en passant par chez mon voisin. À l’heure qu’il est, les trois agents qui surveillent ma maison, assis dans leur voiture, pensent que je me repose entre deux interrogatoires.

Mon oncle est pudique, mais je devine que les flics n’y sont pas allés de main morte. Wahid nous apprend que des dizaines de personnes ont été arrêtées. La police a interrogé toutes nos anciennes fréquentations. Par miracle elle n’a pensé qu’aux amis de mes parents, et n’a pu dresser la liste complète de mes camarades d’enfance !

Il n’y a pas une seconde à perdre. Notre planque est devenue trop dangereuse. Dans le salon, chacun tente de trouver une ébauche de solution. Personne ne se résigne à nous voir capturés et nous perdons du temps à échafauder des hypothèses. Une seule chose compte pour moi, c’est de déguerpir avant que le quartier ne soit investi. Luc Barrère, qui a une longue expérience du Maroc et une bonne connaissance du palais puisqu’il a réalisé les boiseries des résidences princières et royales, n’est pas optimiste sur l’issue de notre folle aventure. Le père de mes amis marche de long en large :

— Si vous m’écoutez, les enfants, nous nous rendrions tous. Vous connaissez la police marocaine, elle vous rattrapera à coup sûr ! Rendons-nous les enfants, rendons- nous...

I. Direction générale d’études et documentations les services secrets marocains.
équivalent de la DGSE française

Malgré la précarité de la situation, je ne peux m'empêcher de sourire : le pauvre Luc est prêt à s'immoler avec nous pourvu que l'on arrête ce jeu crispant du « gendarme et des voleurs ». Pendant que chacun s'interroge sur la suite des événements, Malika et moi nous concertons et convenons de nous éloigner de Rabat. Nous décidons de partir dans le nord, à Tanger. De là, nous tenterons d'alerter l'opinion et, si nous le pouvons, de passer le détroit.

Je demande à mon oncle s'il a de l'argent. Wahid n'ayant pas de grosse somme sur lui, Luc Barrère nous donne 3 000 dirhams. Dès que Wahid et Luc sortent, nous disons au revoir à Michèle et à Philippe. J'enfonce une casquette estampillée Royal Golf Dar Es Salam et arbore, comme Malika des lunettes de soleil. Nos amis nous accompagnent jusque dans la rue. Nous les remercions pour leur dévouement et devons les repousser pour qu'ils referment le portail sur eux. Nous nous faufilons dans la ruelle déserte. Arrivés à l'angle du pâté de maison, nous faisons un dernier signe de la main à Michèle et à Philippe. Mon ami et sa mère penchent leurs têtes à travers le portail entrebâillé et nous envoient des baisers de la main tout en nous regardant, impuissants, nous éloigner.

Sur l'avenue nous arrêtons deux taxis et partons vers la gare de l'Agdal, qui n'existait pas à notre époque. Quelques immeubles abritant des ministères font face à un grand parking. Nous nous planquons dans un fossé ombragé. Je demande aux miens de m'attendre et pars en éclaireur. Je tourne autour de la gare et du parking à l'affût du moindre détail qui m'indiquerait une présence policière. Je détecte vite que la station est surveillée. Je fais un large détour et longe le dos de la voie ferrée. Mon repérage s'avère utile. Je remonte vers le parking. Un mendiant me demande l'aumône. Sautant sur l'occasion, je lui donne 10 dirhams

et lui explique que ma femme étant souffrante, je ne peux la laisser longtemps seule dans la voiture mais qu'il pourrait, lui, aller m'acheter quatre billets pour Tanger. Il est enchanté. Avant qu'il ne tourne les talons, j'ajoute :

— Tu pourrais te barrer avec l'argent, mais tu y perdrais puisque je te donnerai, si tu reviens, plus que la valeur des tickets de train.

Marché conclu, l'homme s'en va, tient parole et revient avec les billets. Je le paye comme convenu et m'en retourne auprès des autres. Le train en partance pour Tanger est à 16 heures. Je regarde la montre que m'a donnée Philippe. Il est 14 h 30. Nous attendons et échangeons nos avis sur l'ampleur que doit avoir pris la traque. Nous contournons la gare par un ample détour et longeons les rails à couvert sous les broussailles. Lorsque nous parvenons à hauteur des quais, nous nous couchons et attendons le train. Dès que le convoi entre en gare, nous enjambons les rails et embarquons. Séparés deux par deux, nous nous enfermons dans les toilettes jusqu'à ce que le convoi s'ébranle puis gagnons un compartiment où se trouvent un jeune Marocain, cuisinier en Belgique, et une grosse dame bavarde et sympathique dont le mari travaille au ministère de l'Intérieur. Durant près de cinq heures le paysage défile, de plus en plus terne et opaque, agrémenté par des conversations avec nos compagnons de voyage. Tous les Marocains sont désormais obligés de circuler avec leur carte nationale d'identité. Alors j'explique que nous faisons partie d'un groupe de vacanciers italiens et que mon épouse a oublié les passeports dans les bagages partis avec le reste du groupe. Nos interlocuteurs, qui parlent en arabe sans se douter que nous les comprenons, sont désolés pour nous. La dame dit même au cuisinier :

— Tu vois, chez eux ils ne sont pas accoutumés à tant de tracas policiers, ils viennent chez nous pour dépenser

leurs devises et nous leur cherchons des poux dans la tête... Il faut absolument les aider, on verra ce que l'on peut faire pour eux en arrivant.

Après plus de quatre heures de voyage, à l'approche de Tanger, le train ralentit. La voie ferrée longe la plage. Sorti du compartiment, je plaque mon visage contre une vitre et n'en reviens pas. Le bord de mer est truffe de Moghaznis et de CMI¹. La ville en état d'alerte.

Plus tard, nous apprendrons qu'à Bir-Jdid on a tout tenté pour faire craquer les nôtres. En disant notamment à ma mère :

— Madame, soyez raisonnable, vos enfants sont livrés à eux-mêmes en pleine nature, ils pourraient se faire agresser.

— S'ils ont survécu à ce calvaire, ne vous en faites pas pour eux, ils sauront se débrouiller, réplique-t-elle à Yousoufi et Allabouch.

— Mais c'est fini, maintenant c'est fini tout ça ! répondent-ils. Sa Majesté n'était pas au courant, les ennemis de votre mari en ont profité.

Et de charger Dlimi, qui n'est plus là pour se défendre, le général Moulay Hafid, et le colonel Ben Aïch :

— Ce sont eux qui vous ont indignement traités. Ils ont toujours été jaloux du général. Quant à Ben Aïch il a voulu venger son frère mort à Skhirat.

En somme, la méthode restait la même : tout pour absoudre le roi !

C'est alors que ma mère, voulant éloigner nos poursuivants de Rabat, leur dit que nous sommes à Tanger. Par un hasard stupéfiant et involontaire, elle a conduit la meute pile sur notre position !

1. Compagnie mobile d'intervention, équivalent des compagnies républicaines de sécurité.

Lorsque le train s'immobilise, la nuit est tombée. Nous descendons sur le quai où une chicane de barrières métalliques filtre les passagers. À une table en bois, deux policiers en civil, quatre CMI et autant de Moghaznis en armes contrôlent les arrivées. Malika prend le bras du cuisinier et moi les bagages de la grosse dame. Corps contre corps dans une queue de voyageurs, nous avançons à petits pas vers le contrôle. Étrangement nous ne ressentons pas de peur mais l'impression d'être les acteurs d'une scène de film sur les réseaux de Résistance pendant la Seconde Guerre. Quand notre tour arrive, le cuisinier passe devant un policier qui l'interroge :

— Vous voyagez seul ?

La dame s'avance à son tour :

— Ils sont tous avec moi, assène-t-elle au fonctionnaire en nous montrant du doigt, ajoutant en tendant ses papiers : mon mari travaille au ministère de l'Intérieur.

Le policier examine le document, se lève et sourit :

— Oui, mais bien sûr, je connais votre mari, nous avons déjà travaillé ensemble ! Je vous en prie, madame, allez-y, allez-y, et mes amitiés à votre époux !

C'est ainsi que nous franchissons ce barrage sans être inquiétés et sortons de la gare de Tanger. Il est 22 heures passées. La grosse dame prend congé et recommande au cuisinier de prendre soin de nous :

— Je suis désolée, mais ma famille m'attend, lui dit-elle. Si je pouvais héberger ces touristes pour la nuit je le ferais avec plaisir mais la maison de mon beau-frère est pleine à craquer. Aussi, fais le maximum pour leur donner un coup de main.

Nous marchons sur l'avenue du bord de mer avec notre accompagnateur. L'air est humide et frais, la houle faible et la surface des flots lisse. Des reflets de chrome étincellent

sur les crêtes à peine galbées d'un timide ressac. L'odeur du sel et de l'iode se mêle à celle du poisson débarqué des chalutiers et aux relents de mazout des ferrys et des porte-containers. Les lanternes des barques de pêcheurs clignent à l'horizon. Je respire à pleins poumons, gagné par l'envie de courir, courir, d'être libre de ne plus m'arrêter... Nous observons les côtes de l'Europe comme certains regardaient celles de l'Angleterre durant l'occupation allemande en France.

Nous suggérons au cuisinier de nous laisser tenter notre chance dans un établissement tenu par des connaissances, l'hôtel Sol Azur un peu plus loin sur la corniche. Quand nous nous y présentons comme les amis de Abdesalam et Mama Guessous, et demandons si M. Guessous lui-même est là, le concierge s'obscurcit : ce dernier vit depuis des années dans un fauteuil roulant ! Avant de quitter les lieux, nous prenons note du numéro de téléphone de Mama Guessous. Nous demandons aussi si notre ami d'enfance Salah Balafrej, dont le père possède des parts de l'hôtel, est présent. « Non, nous dit-on, il a son propre établissement en dehors de la ville, Ahlane. »

Sur la grande avenue qui longe le front de mer, des jeeps de police, de gendarmerie et des forces auxiliaires passent. Chaque fois qu'une sirène hulule dans la ville, nous tressaillons. La battue bat son plein. Pour détendre l'atmosphère, je plaisante en évoquant une scène du film *Le Grand Restaurant* où Louis de Funès, alias M. Septime, est assis à une table de truands et commente un bruit de sirène en disant : « Non ce n'est pas la police, ce sont les pompiers ! La police, c'est *ré la ré la* ; les pompiers c'est *si la si la* ! »

Depuis une épicerie, nous appelons Mme Guessous qui, entendant nos voix, raccroche immédiatement. Sur le moment, nous en déduisons que la police doit être chez elle

et qu'elle veut éviter des ennuis. Encore une connaissance dont l'amitié se dilue dans la peur.

Au sortir de l'épicerie, le cuisinier nous propose de partir à la recherche d'un de ses amis qui pourrait nous héberger. Nous voilà bientôt dans un bouge sinistre, mal éclairé, où des mines patibulaires sont attablées, les yeux rougis et le regard vitreux. Un entresol qui ressemble à une cour des miracles, à une sorte de repère de pirates où s'échouent la misère et le vague à l'âme. Cet endroit qui pourrait paraître terrifiant à d'autres nous semble bien correspondre à notre statut de bagnards en fuite. Nous nous installons à une table tandis que notre accompagnateur se fraie un chemin jusqu'au fond de la salle et se penche à l'oreille d'un homme absorbé dans une partie de cartes. Leurs palabres durent une dizaine de minutes, avec moult gestes expressifs. L'avantage avec les Méditerranéens c'est que l'on peut saisir l'objet de leur conversation, quand même les mots y font défaut. Le cuisinier revient nous trouver, l'air penaud :

— Je suis désolé, mon ami ne peut pas vous héberger pour la nuit, des membres de sa famille ont débarqué à l'improviste.

Nous ressortons par un étroit escalier en colimaçon. La brise marine qui s'engouffre dans la ruelle en pente nous redonne un peu d'énergie. Le cuisinier prend congé : sa famille l'attend.

Il est 23 h 30, lorsqu'une Mercedes beige nous prend enfin. Le chauffeur de taxi est un petit vieux sympathique et pétillant, gai comme un pinçon et bavard comme une perruche. Il ne cesse de me poser des questions. Ce n'est qu'au bout de quelques instants qu'il se décide à me demander notre destination.

— À l'hôtel Ahlane, c'est à la sortie de la ville.

— Je connais, je connais, répond le taxi. Vous y résidez, où vous vous y rendez pour sa discothèque ? Je vous avertis, elle est très mal famée !

— Non, non, nous y avons des chambres, le rassuré-je.

Lorsque nous approchons de la sortie de Tanger, alors que la route serpente entre de basses collines, une lueur intense s'élève dans le ciel. De loin, cela ressemble à un début d'incendie mais au détour d'une courbe, nous découvrons que ce sont les gyrophares, les torches et les projecteurs portables d'un imposant barrage.

Le taxi ralentit.

— Et bien, dit le chauffeur, ils ont mis les petits plats dans les grands. Ils doivent rechercher du gros gibier !

J'esquisse un sourire fabriqué, comme si cela ne nous concernait pas.

Nous avançons au pas, pare-chocs contre pare-chocs. Tous les véhicules sont filtrés, avec plus de sérieux toutefois pour ceux qui veulent entrer dans Tanger. Nos poursuivants n'imaginent pas une seconde que nous ayons pu passer à travers les mailles serrées de leur filet et pénétrer dans la ville.

La chicane est dressée de herses. Des gendarmes, des CMI, des Moghaznis armés jusqu'aux dents s'affairent au point de passage, assistés d'agents de la DST en civil. Nous ne sommes plus qu'à quelques mètres du *cheek-point*. Sur les bas-côtés de la route sont stationnés fourgons, jeeps et voitures banalisées des forces de l'ordre. De part et d'autre du barrage, des motos de la police et de la gendarmerie sont sur leurs cales. Leurs gyrophares bleus et rouges clignent régulièrement. Deux voitures seulement nous séparent encore de la chicane hérissée de chaînes cloutées. Quand arrive notre tour, nos cœurs battent à se rompre mais nous parvenons à rester impassibles. Malgré l'extrémité de l'instant et la tension incommensurable,

une voix profonde, rassurante, susurre à mon esprit : « Si le ciel et le destin nous ont permis d'arriver jusque-là, ce n'est pas pour que nous soyons cueillis sans avoir pu faire connaître au monde notre sort ! Si nous avons échappé à la torche du mirador au moment où nous rampions face aux chiens, si nous avons pu nous réfugier chez les Bar-rère, voir quelques minutes notre oncle et passer les dispositifs dressés à la gare de Kabat-Agdal et à celle de Tanger, la main qui nous a protégés jusque-là continuera de le faire ! »

Notre chauffeur ne cesse de râler, se lançant dans un monologue en arabe :

— Allez, allez, bouge-toi ! Ha ! Ce n'est pas possible, mais qu'est-ce qu'ils ont à emmerder le monde comme ça ! Ht ils veulent que le Maroc devienne une grande destination touristique ! Laissez-moi rire ! Mais ils rêvent les pauvres ! Ils rêvent !

Puis il se tourne vers moi :

— Ça ne fait pas pitié ça ? Nous avons l'un des plus beaux pays au monde et des milliers de kilomètres de littoral sur l'Atlantique comme sur la Méditerranée, mais moins de touristes que la Tunisie ! Regardez l'Espagne, qui a de bien moins jolies plages que les nôtres ! Mais les gens y vont, parce qu'ils se sentent plus libres ! Vous ne trouvez pas ça triste ?

J'esquisse un sourire et opine de la tête. Un Moghazni se penche sur la Mercedes, éclaire le visage du petit vieux de sa torche, puis plonge le faisceau dans la voiture. Nous entendons nos cœurs battre dans les sièges. Le chauffeur de taxi explique :

— Ce sont des touristes descendus à Ahlane, je les ramène à leur hôtel, celui qui est à trois ou quatre kilomètres d'ici.

Le Moghazni baisse sa torche et s'adresse à un gradé qui, à grands moulinets du bras, presse la file d'accélérer la cadence des contrôles :

— Ceux qui sortent de la ville, crie-t-il à un subordonné, contrôlez-les plus vite. Il faut désengorger le barrage dans ce sens pour se concentrer sur les entrées !

Dans le faisceau des phares, je vois le Moghazni faire signe au taxi d'avancer. Lorsque nous nous portons à la hauteur de son chef, j'entends à nouveau :

— Ce sont des touristes résidents à l'hôtel Ahlane...

Le gradé, énervé, réplique :

— Laisse passer, laisse passer !

— Hé bien ce n'est pas trop tôt ! marmonne le chauffeur en embrayant. Nous passons. La police recherche des fugitifs sans papiers qui ne peuvent assurément pas se faire héberger dans un établissement public comme l'hôtel Ahlane. Longtemps après avoir franchi le barrage, nous restons silencieux. Bientôt nous quittons la nationale pour prendre à gauche dans une allée de gravillons. Nous passons sous une enseigne ponant en lettres rouge vif : « Ahlane ». Qui veut dire en arabe « bienvenue ».

Nous nous présentons à la réception comme des amis attendus par Salah Balafrej, mais le concierge nous informe que le patron s'est absenté pour quelques jours. Et que sans pièces d'identité, pas d'hébergement ! On a beau insister, son refus est poli mais ferme. Nous panons alors nous réfugier au bar de l'hôtel, investi par des touristes espagnols aux éclats de voix et rires joyeux. Personne ne prête attention à nous. Nous choisissons une banquette discrète, à l'angle du comptoir, avec un moucharabieh nous séparant du hall. De là nous pouvons garder un oeil sur l'entrée. La musique, le vacarme des voix nous tétanisent. Nous sommes éreintés, avons faim, mais économisons scrupuleuse

ment notre argent en ne commandant que du café et des limonades. La cavale n'étant pas finie, nous ne savons pas les dépenses qu'exigera encore notre fuite. Peut-être aurons-nous à payer un passeur pour traverser le détroit ?

Nous nous inquiétons pour mon petit frère, assis au bord du siège, s'y agrippant des deux mains. Son regard semble concentré sur le sol.

— Que se passe-t-il, Abdelatif ?

— Rien, rien, nous répond-il. Mais depuis que nous sommes descendus du train, j'ai la désagréable sensation que la terre court encore sous mes pieds. Des fois, je vois défiler le paysage alors que je suis assis avec vous.

Malika et moi nous regardons. La façon dont nous avons émergé du néant d'un mouvoir pour nous plonger dans l'activité trépidante du monde, équivaut pour lui à une naissance, à une arrivée consciente en ce monde. L'impact est si violent lorsque ténèbres et lumières se rencontrent, lorsque silence et agonie se heurtent au rythme, au cri palpitant de l'existence. Ce qui pour nous, aînés, est déjà une terrible épreuve, doit ressembler à une indélébile fissure pour les plus jeunes.

Minuit et quart. Le bar est toujours aussi animé. Le bruit ambiant met à l'épreuve nos sens mais apaise notre anxiété : plus il y aura de personnes plus nous passerons inaperçus. Il nous faut pourtant trouver un endroit où nous abriter ? Peut-être pourrions-nous lier une connaissance qui veuille bien nous héberger ? Trois jeunes femmes hypermaquillées semblent « guetter le touriste ». Voilà un bon moment que j'observe un curieux manège autour du billard électrique installé dans une alcôve. Les trois filles collent régulièrement sous le flipper des doses de drogue et, immédiatement après, un client fait mine de jouer pour les récupérer. Un trafic bien rodé dont le réceptionniste semble être le boss. C'est d'abord à lui que le client s'adresse.

Nous décidons de nous éclipser et de nous séparer. Ma- lika et Maria entrent dans les toilettes pour femmes. Ab- delatif et moi nous enfermions dans celles des hommes. Assis, recroquevillés de part et d'autre de la cuvette, nous posons nos têtes sur la chasse d'eau pour dormir quelques instants.

Malgré l'angoisse et les va-et-vient dans les cabines voisines, nous somnolons environ trois quarts d'heure avant de retourner dans le hall. Le réceptionniste nous accoste. Avenant, il nous propose de retourner au bar, nous offre un café puis nous conduit dans la salle vidéo réservée aux seuls clients de l'établissement. Là, quelques touristes regardent un match de football. Je suis heureux à l'idée qu'Abdelatif, passionné par ce sport qu'il n'a jamais vu, puisse en regarder quelques passes. J'engage la conversation avec un jeune Espagnol sympathique. Il réside à Gibraltar et passe son voyage de noces au Maroc. Bizarrement, sans nous en rendre compte, nous devenons de plus en plus détendus, riant pour un oui ou pour un non ! Il nous faudra du temps pour comprendre que le concierge, croyant que j'étais un flic, a mis de l'huile de haschisch dans notre café.

Vers 2 heures du matin, reprenant un peu nos esprits, nous sortons de l'hôtel en passant devant le concierge pour qu'il nous voie.

— Nous rentrons à Tanger, si Balafrej vient, dites-lui que nous repasserons demain, lui lance-t-on.

Nous nous enfonçons dans l'immense jardin en avançant arc-boutés sous les orangers nains. Nous traversons une sorte de petit verger et longeons un mur bas. Nous l'enjambons pour atterrir dans un terrain désert envahi par les mauvaises herbes. Ce promontoire se termine par une falaise le long de laquelle serpente un petit sentier. Son tracé discret me laisse penser que les pionniers qui l'ont inauguré

avaient peut-être tout autant besoin de discrétion que nous. Cette planque est idéale : elle domine le paysage et offre deux possibilités de retraite.

Adossés au muret, nous tâchons de trouver une position « confortable » pour passer la nuit à la belle étoile, en faisant attention à ne pas salir nos vêtements. La nuit est claire. La voûte céleste, d'un bleu profond, est incrustée de milliers de diamants qui nous bercent de leurs doux scintillements.

Nous fumons en parlant, mais aucun de nous ne détache ses yeux du spectacle féerique. Nous ne pouvons nous empêcher de penser aux nôtres restés à Bir-Jdid. C'est pour cette raison que nous n'aurons ni trêve, ni repos, avant que nous n'ayons réussi à lancer notre SOS. Toutes nos pensées sont avec les « invités » du nouveau puits.

Au même moment, ma mère, Myriam, Soukaïna et nos compagnes de misère sont embarquées dans des half-tracks. Elles sont revêtues de djellabas de Moghaznis, ont les yeux bandés et sont accompagnées de gendarmes armés. On les conduit au commissariat du Derb Moulay-Chérif à Casablanca, principal centre d'interrogatoires du royaume. En arrivant, Soukaïna, trop anémiée, s'évanouit. Quand ma mère se précipite pour la relever, un policier lui heurte violemment la tête contre le mur. Elle proteste. C'est la première fois qu'on la violente depuis notre détention. Le patron de la DST accourt et s'excuse :

— Désolé, madame. Avec le capuchon de la djellaba rabattu sur votre tête, il vous a prise pour un des Moghaznis de Borro.

Mais ma mère ne s'y trompe pas. Il s'agit bien d'intimidation, d'un avant-goût de ce qui nous sera réservé si nous sommes pincés. D'autant que le Derb Moulay-Chérif est le commissariat réservé aux pires opposants politiques. La menace est donc claire.

Soukaïna est réanimée par un infirmier qui lui injecte un produit en intraveineuse. Myriam aussi se voit shootée. Les interrogatoires reprennent.

Privés de nourriture, questionnés séparément, harcelés, empêchés de dormir, les « invités » sont mis à rude épreuve. Dans la pièce attenante à celle où on interroge ma mère, on fait venir Borro et on laisse volontairement la porte ouverte pour que Fatema voie le commandant du camp, les mains menottées jusqu'au sang, le visage tuméfié de coups, le regard rouge et hagard. Il n'y a plus aucun gendarme à l'horizon. Les cinq prisonniers sont désormais entre les mains de la seule police. Tout peut dès lors arriver...

Pendant qu'on interroge ma mère et Soukaïna, Borro hurle dans le bureau voisin. Sévèrement battu, il ne cesse pourtant de répéter à ses tortionnaires :

— Pourquoi vous n'allez pas chercher le colonel Ben Aïch et Moulay Hafid. je n'ai fait qu'exécuter leurs ordres !

Et d'ajouter :

— Vous-mêmes, avec des généraux et des colonels, vous avez mis deux jours avant de trouver le tunnel ! Alors que vous étiez assis dessus ! Et vous voulez que le pauvre bougre que je suis ait pu deviner qu'ils le creusaient !

Le commissaire Youssoufi et Allabouch, imperturbables, rassurent ma mère :

— Il n'a que ce qu'il mérite, il vous a fait tant de mal...

Outrepassant les limites de la décence, ce cynisme exaspère ma mère :

— Si vous imaginez que cela me fait plaisir de voir souffrir ce pauvre abruti qui n'a été qu'un exécutant, un bouc émissaire, c'est que la valeur de la souffrance passe au-dessus de vos têtes, si haut placées soient-elles ! Quand vous saurez exactement ce qu'est la vraie douleur, l'authentique affliction, vous ne vous réjouirez pas de celle des autres,

surtout lorsqu'elle n'est qu'une injustice de plus pour taire les vraies culpabilités... Je suis désolée pour vous, messieurs, si vous pensiez me faire gober que vous punissez Borro pour le régime dément que nous avons subi. Vous le massacrez seulement parce que nous avons pris en défaut sa vigilance, alors, je vous en prie, arrêtez ce cinéma...

Derrière des sourires gênés, les enquêteurs ne se désarçonnent pas. Sous couvert d'un ton amène, le directeur de la DST et le patron de la Brigade spéciale¹ continuent leur travail de sape. Dans le bureau enfumé, une demi-douzaine de commissaires entourent Allabouch et Youssoufi. Les questions sont précises et la menace soigneusement enrobée dans l'hypocrisie et le cynisme.

— Vous savez, madame, c'est vous qui devriez vous inquiéter pour les enfants... Ils sont à la merci de n'importe quelle agression. Si vous tardez à nous dire où ils sont, peut-être sera-t-il trop tard, peut-être seront-ils morts, peut-être n'arrêterons-nous que des cadavres...

— Cadavres, ils le sont déjà, leur rétorque ma mère, et voilà quinze ans qu'on les a tués. Et si, comme vous le dites, une rencontre malheureuse leur coûte la vie, alors il vaudra mieux pour vous que nous disparaissions tous, car je ne vous lâcherai plus.

22 avril 1987. L'aube se lève sur notre troisième jour de cavale. Nous n'avons pas réussi à dormir. Un souffle glacé, humide, balaye notre promontoire. Une étrange lumière auréole la garrigue. Le ciel déploie une palette tranchée, allant du bleu sombre à l'orange vif. Ce prisme de couleur fond son spectre dans l'ombre violacée des collines. Que la vie est belle, lorsque l'on prend le temps de la regarder...

1. Unité qui se charge des interrogatoires de prisonniers politiques et de putschistes, dirigée par le commissaire Youssoufi.

Je ne répéterai jamais assez les sensations que chaque seconde de cette fuite nous ont procurées. Chaque découverte a été autant un émerveillement qu'une torture. Car une seule question éclipse le monde : « Pourquoi nous a-t-on traités de la sorte et privés de tout cela ? » Mais nous réintégrons vite notre peau de fantômes, de fugitifs aux abois. Voilà près de soixante-huit heures que nous nous sommes évadés et nous ne sommes pas encore parvenus à entrer en contact avec l'étranger. Tanger est en état d'alerte, ses accès et sorties sont surveillés par de lourds barrages. Nous sommes à une poignée de kilomètres de la ville, l'hôtel Ahlane ne peut donc être pour nous un refuge durable.

Chaque minute qui passe réduit nos chances de succès. Une cavale est déjà aléatoire lorsqu'elle dispose de planques sures et d'un minimum de complicités, mais elle l'est encore plus pour des « pestiférés » qui pourraient entraîner sur leurs éventuels bienfaiteurs la malédiction du roi et les tourments de ses « services >>. Nous décidons donc de nous mettre à nouveau en quête du numéro de téléphone de France Inter. Impossible de passer par les renseignements, la police localiserait l'appel à coup sûr. Il nous faut trouver un client qui veuille bien nous venir en aide.

Les premiers rayons de soleil réchauffent à peine l'air ambiant. Le champ en friche est brillant de rosée. Nous nous étirons en grelottant. Le stress, la tension nerveuse, le manque de sommeil et la faim nous épuisent. Mon frère et mes sœurs sont accroupis contre le muret, blottis sous les feuilles d'un figuier. Vers 9 heures, j'enjambe le muret et pars en éclaireur. Je le longe quelques minutes, à couvert. La tête au ras du sol, j'écarte du bout des doigts les feuillages. En contrebas, à une trentaine de mètres, tout au bout de l'allée de gravillon, deux motards de la police sont stationnés. Une Peugeot 405 grise, coiffée d'un gyrophare.

s'arrête un instant à leur hauteur. À son bord, l'un des civils parle brièvement à l'un des motards. La voiture redémarre vers Tanger. Je cours avertir les autres :

— Nous sommes repérés, ils commencent l'encerclement de l'hôtel !

Dans un premier élan, nous sommes tentés de dévaler le petit sentier et de longer l'étroit goulot qui serpente entre les collines, mais nous nous abstenons avant d'en savoir plus. Pour l'heure, il ne faut pas bouger. Tout en fumant, nous échafaudons toutes les hypothèses. Comme nous ne voulons pas être pris vivants, nous réfléchissons même au moyen d'en finir, au cas où. Je pense ainsi à une électrocution. Nous n'aurons qu'à nous immerger dans la piscine de l'hôtel, tendre le bras et introduire une tige d'un quelconque métal dans l'une des prises de courant du pourtour du bassin. Aussi terrible que cela puisse paraître, cette possibilité nous réconforte. Et nous incite à franchir le muret pour progresser prudemment dans les jardins d'Ahlane.

Les deux motards sont toujours là, mais leur attitude décontractée nous redonne espoir : ils ne semblent pas prêts à un « assaut ». Soudain nos cœurs se glacent. Des bruits de sirène s'approchent. Trois motos de la police apparaissent au bas du chemin. En remontant le chemin bordé d'arbres, les motards jettent un regard par-dessus leur épaule comme s'ils voulaient s'assurer d'éventuels poursuivants... Une Mercedes bleu marine leur emboîte le pas, suivie d'une douzaine de voitures. Tapis dans la végétation, nous regardons passer le convoi. Il ne s'agit pas d'une rafle mais d'une réunion d'officiels. L'alerte a été chaude et nous fait rire : tandis qu'une armée d'informateurs, de policiers, de gendarmes, de fonctionnaires de tous bords nous pourchassent. quelqu'un a eu la « bonne idée » d'organiser une

fête administrative et mondaine où sont conviées les notabilités de la province !

Je sors de notre cache fleurie et me glisse de bosquet en bosquet vers le haut du parking. Sur un court de tennis, on a dressé une tente caïdale. C'est là que va se dérouler la fête. Des tables rondes ont été disposées autour et sous la tente. La voie est libre. Nous lustrons nos vêtements et nous faufileons vers le hall de l'hôtel. Un car de touristes étant garé devant le porche, nous nous mêlons au flot de vacanciers. Parmi eux, des Belges et des Français. Nous récoltons de-ci de-là des bribes de conversation. Une dame invective son époux :

— Tu exagères. Ça fait une éternité que j'attends que tu reviennes de Tanger !

— Il y a des barrages de police partout. Je ne sais pas ce qui arrive mais ça doit être sérieux...

Nous nous séparons avec un unique objectif : trouver quelqu'un qui puisse nous donner le numéro de France Inter... Si nous sommes encerclés, direction la piscine. J'ai sectionné un des fins câbles d'acier qui arrimaient un tuyau de jardinage à une arrivée d'eau et l'ai coupé en tronçons de dix centimètres, un pour chacun d'entre nous. Nous les enfoncerons dans les prises le cas échéant. C'est nous qui fixerons la fin du jeu. Munis de ce « réconfort morbide », nous nous mettons en quête d'un sauveur...

Vers 11 heures, nous faisons le point au bar de l'hôtel. Nous avons passé la matinée à aborder les clients, mais sans succès. Ce n'est que vers 12 h 30 que nous tombons sur une veille dame en mesure de nous renseigner. Nous lui avons raconté qu'un de nos amis venait d'être subitement transporté dans les services de soins intensifs d'un hôpital parisien et que nous avions absolument besoin de contacter sa sœur qui travaille à France Inter pour prendre des nouvelles.

La charmante mamie nous parle d'abord de son fils, qu'elle tient à nous présenter. Ce quadragénaire barbu est professeur de français. Sa mère et lui, après avoir écouté notre problème, se concertent, animés d'un désir sincère de nous aider.

— Pourquoi ne vous adressez-vous pas à Médi 1, c'est une radio indépendante basée à Tanger. Elle a des relations étroites avec certains médias français. Peut-être quelqu'un chez eux saura vous donner le numéro de France Inter ?

— Attendez-moi ici, ajoute le fils. Je vais aller chercher mon carnet d'adresses. J'ai un ami en ville qui est journaliste et qui probablement me procurera le numéro de téléphone de Médi 1.

Il grimpe dans sa chambre et nous laisse aux bons soins de sa mère. Vingt minutes plus tard, le professeur revient avec un sourire et un bout de papier à la main. Il a trouvé les coordonnées de Médi 1 et a eu la gentillesse d'appeler pour demander le numéro de France Inter. Néanmoins il s'excuse en nous remettant le billet :

— Tenez c'est tout ce qu'ils ont : c'est le numéro de Radio France Internationale.

Nous le remercions infiniment et nous éloignons, ne sachant comment contenir notre joie. Reste que le temps presse. Malika et Abdelatif vont s'embusquer à l'entrée de l'hôtel, pendant que ma jeune sœur Maria et moi filons vers les cabines du hall. Après de multiples tentatives nerveusement épuisantes, nous parvenons à joindre RFI. Nous tombons sur une secrétaire à laquelle nous expliquons que c'est une question de vie ou de mort.

— Passez-nous le directeur...

La demoiselle, sans doute convaincue par le ton grave du coup de fil, hésite un instant puis murmure :

— Je vais voir si M. Alain de Chalvron est là.

Cinq pesantes minutes s'écoulent. Je reconnais la voix de l'ancien correspondant au Liban. Alain de Chalvron fait partie de cette famille de journalistes et d'animateurs qui nous ont tenu de temps en temps compagnie dans nos tombes. Nous sommes rassurés d'avoir affaire à lui. Je suis convaincu qu'il ne nous laissera pas tomber : un homme qui a si bien couvert la guerre du Liban, qui a vécu les misères de Beyrouth ne peut que comprendre notre détresse.

— Allô, qui est à l'appareil... ?

— Bonjour, M. de Chalvron, connaissez-vous le général Mohamed Oufkir ?

Nos têtes collées comme des frères siamois. Maria et moi partageons le combiné du téléphone. Notre question peut paraître bête à un journaliste français mais chat échaudé craint l'eau froide et nous n'avons pas encore digéré l'accueil pour le moins glacial du royaume nordique de Suède.

Nous sommes suspendus à la réponse. Notre interlocuteur est sur le point de perdre son calme :

— Si c'est une plaisanterie elle est de mauvais goût... !

— Non ! monsieur de Chalvron, ce n'est pas une blague, nous sommes les enfants du général Oufkir. Nous étions emprisonnés depuis la disparition de notre père en 1972 et nous nous sommes évadés. Ne nous refusez pas votre aide. Je sais qu'il y a de quoi être incrédule mais il faut nous croire ! Posez-moi toutes les questions sur mon père, et je vous prouverais que nous sommes bien ses enfants...

Après une dizaine de minutes de dialogue le journaliste se rend à l'évidence. Il est d'autant plus méfiant que François Mitterrand arrive l'après-midi même au Maroc. Alain de Chalvron a cru un moment que nous voulions perturber le voyage du président de la République française. Notre interlocuteur nous dit qu'il doit passer plusieurs coups de fil et qu'ensuite il nous rappellera. Nous le supplions de ne

pas nous laisser tomber et il promet. Avant d'interrompre la conversation, nous convenons d'un nom de code.

— Quand vous nous appellerez, M. de Chalvron, c'est la réception qui vous répondra. Demandez Mlle Albertini.

Le journaliste commence ses consultations alors que nous allons nous réfugier au fond des allées du jardin. Nous sommes transportés, sautons, dansons, nous embrassons en pleurant sans même nous en rendre compte. Enfin nous avons touché au but ! A partir de là, tout va aller très vite.

Alain de Chalvron tient parole et nous rappelle. Il va droit au but :

— Il y a deux solutions, nous dit-il. Soit le scandale médiatique, soit contacter un avocat qui explorera d'abord la voix diplomatique.

Nous choisissons la seconde option, ne perdant pas de vue que cinq des nôtres sont toujours otages. Le responsable de Radio France Internationale nous demande si nous sommes d'accord pour enregistrer au téléphone un appel au roi que sa radio diffusera en temps et heure. Nous optons pour une voix féminine, laquelle passerait sans doute mieux auprès de l'opinion. Je souffle à ma sœur Maria ce qu'elle doit dire.

— Nous n'avons rien fait. Nous sommes innocents de tout crime. Nous ne sommes responsables de rien, nous n'en avons pas l'âge, pas même celui d'avoir une opinion politique. Nous avons subi quinze années de persécution, sans procès ni jugement, alors que nous n'avons commis aucun délit. Nous implorons le roi de nous rendre justice et de nous libérer. Nous conjurons sa majesté au nom de Dieu et de ses enfants.

Alain de Chalvron propose de contacter pour nous M^e Georges Kiejman, un ténor du barreau parisien et administrateur de la fondation de Danielle Mitterrand, France

Libertés. En attendant, le patron de la station va demander à l'un de ses collègues de se rendre à l'hôtel Ahlane pour vérifier notre identité. Hervé Kerrien est un journaliste français qui travaille à Médi 1, habite Tanger, connaît bien la ville et ses environs et n'aura aucun mal à nous localiser. Rendez-vous est pris sur le parking de l'hôtel à 19 heures.

Vers 17 heures nous parlons à Georges Kiejman. Son ton est froid. Ce proche de François Mitterrand, ou du moins en passe de le devenir, redoute que nous ne soyons les artisans d'un coup monté pour court-circuiter la visite officielle du chef de l'État français. Voulant s'entourer de toutes les garanties avant d'agir, il décide d'envoyer un de ses collaborateurs au Maroc, M^e Bernard Darteville. Lequel saute dans le premier avion sans même avertir son épouse, qui est journaliste à *Libération* et a grandi à Marrakech.

L'émissaire portera un signe distinctif. Nous devons attendre que cette personne arrive car rien ne sera possible tant que Paris ne sera pas certain que notre SOS n'est pas une provocation visant à « saboter » le voyage officiel.

Nous faisons les cent pas. À l'heure dite, Hervé Kerrien arrive sur le parking. Il semble plus tendu que nous.

— Paris m'envoie pour être sûr que vous êtes bien les enfants du général Oufkir, et que ce que vous avancez au sujet de votre disparition est vrai...

— Regardez-nous, lui dis-je, est-ce que nous avons l'air de sortir du Club Med... ?

Bien que notre vision ne laisse à l'envoyé aucun doute sur notre provenance, celui-ci doit s'acquitter de sa tâche. Aussi me questionne-t-il sur mon père, sa carrière militaire, ses blessures de guerre, ses chefs dans l'année française, etc. Il nous interroge sur notre vie passée, notre famille. Hervé Kerrien est vite convaincu que notre cas est bien réel et qu'il ne s'agit pas d'un canular.

— Je dois partir, maintenant. Paris attend que je lui rende une réponse. Comptez sur moi pour transmettre le message dans les plus brefs délais. On m'a averti de l'arrivée imminente de M^e Bernard Dartevelle. Dès qu'il sera là, je reviendrai avec lui pour qu'il vous voie...

J'insiste sur le fait que l'étau se resserre d'heure en heure et qu'il serait possible qu'à leur retour Kerrien et Dartevelle nous trouvent arrêtés.

— Tenez bon ! Vous êtes presque au bout de vos peines. Au revoir et bon courage...

L'envoyé de Paris remonte dans sa voiture et disparaît. Au moins maintenant, et quoi qu'il arrive, nous avons averti quelques personnes en France sur notre abominable drame. Quel que soit notre sort, nous aurons au moins laissé une petite trace de notre calvaire. Libérés d'un immense poids, nous décidons de fêter ça. Je vais acheter deux sandwiches pour quatre. Nous remontons vers le terrain vague qui nous a servi de planque pour la nuit et faisons un « gueuleton » en levant une bouteille de limonade à la santé des nôtres ! Voilà longtemps que nous n'avons pas connu un tel moment de satisfaction...

En début de soirée nous retournons à l'hôtel et parlons une dernière fois avec Paris. On nous recommande de tenir bon jusqu'à l'arrivée de Bernard Dartevelle, qui devrait être là en fin de matinée. Un peu plus rassurés, nous convenons de rester le plus tard possible dans les lieux et de retourner passer la nuit sur notre promontoire. Harassés, tourmentés par la faim, vidés par le manque de sommeil, la tension nerveuse et les émotions, nous grimpons aux étages et faisons une razzia sur les plateaux de room-service laissés devant certaines chambres. Dans un plastique, nous engrangeons notre récolte et dans un autre transportons une petite réserve d'olives. Vers 23 heures, nous allons nous réfugier dans la salle vidéo. Au creux de fauteuils moelleux,

nous essayons de trouver un peu de repos. C'est l'heure du journal télévisé. Hassan II reçoit François Mitterrand. Le roi cache mal un rictus que seuls ses familiers peuvent interpréter : c'est un signe de grande colère, d'exaspération. Le Commandeur des croyants est d'une humeur massacrante. À 2 heures du matin, nous poussons la porte aux battants de bronze de la salle à manger. Le restaurant étant vide, nous nous enfermons et prenons le risque de nous allonger à tour de rôle sur les banquettes basses. L'un de nous monte la garde. Je préfère prendre le premier tour de guet. Quand vient le moment de m'assoupir, je plonge dans un sommeil profond. En ouvrant les yeux, le décor qui m'entoure me désoriente tellement qu'il me faut un effort surhumain pour réintégrer la réalité... Il est 5 h 30 du matin et temps de nous éclipser avant que les femmes de ménage n'entament leur travail. Nous passons par une fenêtre donnant de plain-pied sur le jardin. La fraîcheur ambiante tranche avec la température douillette de l'hôtel. En frissonnant, nous nous insinuons dans la végétation, remontons vers le haut du jardin, enjambons le muret et nous blottissons sous les branches des figuiers. Nous attendons en grelottant que le jour se lève et que les premiers rayons de soleil réconfortent nos pauvres carcasses.

Jeudi 23 avril 1987, quatrième jour de cavale. Il est 9 heures du matin et nous quittons notre planque à fleur de falaise. Nous nous installons dans le hall de l'hôtel, toujours en prétendant que nous débarquons fraîchement de Tanger. Le réceptionniste me sourit :

— Bonjour, comment allez-vous ? J'espère que vous n'avez pas eu trop de difficultés à faire le va-et-vient entre Tanger et ici. Vous avez vu le nombre de barrages !

Je réponds des banalités avant d'aller rejoindre les autres au bar. Nous commandons quatre cafés. Au travers du

moucharabieh, nous ne quittons pas des yeux le perron de l'hôtel. Vers 10 h 30, Bernard Dartevelle et Hervé Kerrien arrivent. Nous allons au-devant d'eux mais ne nous arrêtons pas pour les saluer. Je me contente de leur souffler entre les dents :

— Suivez-nous.

Nous nous éloignons dans un couloir et pénétrons dans la salle vidéo déserte. Moins de trente secondes plus tard, l'avocat et le journaliste nous rejoignent. Ils diront par la suite nous avoir trouvés très amaigris et M^e Dartevelle, frappé par notre spectacle, affirmera qu'Abdelatif lui a fait l'effet de Mowgli, l'enfant de la jungle.

D'emblée, le collaborateur de Georges Kiejman nous fait remplir des documents demandant notre asile politique à la France. Une fois les formulaires finis, M^e Dartevelle nous questionne sur nos conditions de détention et prend des notes. Hervé Kerrien prend, lui, des photos de nos corps délabrés. Si ces clichés paraissent dans la presse internationale, le roi aura du mal à justifier au monde notre piteux état. Soudain la porte s'ouvre. C'est le réceptionniste. Ce « fouille-merde » nous ayant perdu de vue est à notre recherche. Il s'excuse, obséquieux, prétextant qu'il cherchait un client pour lui remettre un télégramme. Nous nous pressons de conclure et posons crûment une question essentielle à notre avocat :

— Dites-nous franchement : le président Mitterrand nous soutiendra-t-il jusqu'au bout ou nous laissera-t-il tomber si les choses se gâtent ? Que sommes-nous en comparaison des intérêts étatiques, des relations franco-marocaines ? La France nous sacrifiera-t-elle à la raison d'Etat et à la raison économique ?

M^e Dartevelle, chez qui transparaît beaucoup d'humanisme et de compassion, se montre tout aussi franc :

— Je ne saurais vous le dire. Tout ce que je puis affirmer c'est que le président a été mis au courant de votre affaire. Il a dit qu'elle lui tenait à cœur et qu'il ferait tout ce qui est en son pouvoir pour la résoudre.

Nous ne nous attardons pas plus. Avant de nous séparer, nous demandons à Bernard Dartevelle s'il peut nous prendre une chambre. Il nous explique qu'en tant qu'avocat la loi le lui interdit, parce que cet acte s'apparenterait à de la complicité avec des fugitifs recherchés. Je ne peux m'empêcher de sourire intérieurement en me disant : « Heureusement que nous n'avons pas attendu la loi pour gratter la terre de nos ongles et nous évader... » Cependant, déchiré de nous laisser ainsi, Bernard nous promet de revenir nous chercher le lendemain matin à 10 h 30 pour nous conduire au consulat de France à Tanger¹. Hervé Kerrien, de son côté, connaît un chemin de traverse pour éviter les barrages. Notre avocat nous remet les 1 000 dirhams qu'il a sur lui :

— Tenez bon, nous ne vous abandonnerons pas. Tenez bon et bonne chance. Si tout va bien je passerai vous prendre demain entre 10 h 30 et 11 heures.

Je devine une certaine impuissance, malgré la bonne foi que met Dartevelle à nous rassurer. Il n'est pas besoin d'un dessin pour comprendre que tout refuge dans une ambassade nous est devenu impossible. Si touchant que soit notre cas, nous sentons que les contingences politiques priment les élans émotionnels. Il est clair que personne ne nous ex-filtrera du Maroc. Même si Paris dispose des moyens pour

1. Nous apprendrons plus tard comment Bernard Dartevelle s'est démené pour essayer de nous trouver un refuge, ayant même demandé à un prêtre résident à Tanger de nous cacher. Lequel l'a éconduit. Sans doute la foi de cet homme de Dieu n'était-elle pas de taille à lui faire oublier sa peur du pouvoir terrestre.

le faire, et à supposer qu'il en ait eu l'envie, il ne pouvait faire fi de la souveraineté marocaine, de la susceptibilité royale et des intérêts économiques hexagonaux dans le royaume¹.

Après le départ de nos contacts, nous ressentons une sensation d'abandon, la même frustration que celle de naufragés survolés par un avion qui ne peut les atteindre pour les secourir. Alors, comme eux, passée la première déception, nous faisons contre mauvaise fortune bon cœur et reprenons vite le parti de l'optimisme. N'est-ce pas déjà un miracle d'avoir été repérés dans l'infinité de l'« océan »? Au lieu de pleurer sur ce que nous n'aurons pas, nous nous félicitons de ce que nous avons accompli. Nous avons réussi l'impossible : nous évader du jardin le mieux gardé et le plus secret du roi ! Ht nous l'avons fait avec panache. Car peu de personnes peuvent se flatter d'avoir fait courir les services de sécurité marocains comme nous l'avons fait. Le plus important c'est que, désormais, notre histoire est connue d'avocats et de journalistes français. Dans cette « rencontre du troisième type », nous recouvrons une identité et nos droits élémentaires d'êtres humains. Enfin, quelqu'un sait notre existence, notre histoire, et on ne pourra plus nous effacer de la surface du globe. Du moins, nous l'espérons...

Que faire en attendant ? Nous flânons dans l'hôtel et retardons au maximum le moment où nous serons contraints de retourner sur notre promontoire à la belle étoile. Nous économisons notre argent, conscients que rien n'est acquis :

1. Je voudrait saisir cette occasion dans mon récit pour remercier Bernard Darteville et Georges Kiejman, ainsi qu'Hervé Kerrien, pour l'aide qu'ils nous ont apportée clam la mesure de leurs moyens. Je voudrais aussi dire ma reconnaissance à Alain de Chalvron sans qui rien n'aurait été possible.

si Bernard Dartevelle, pour une raison ou une autre, ne venait pas demain au rendez-vous, nous devrions improviser. Nous montons aux étages de l'hôtel pour fouiner à nouveau dans les assiettes du room-service. Un homme sort de sa chambre. C'est le jeune Espagnol que nous avons rencontré l'avant-veille dans la salle vidéo. Il nous fait un signe de la main. Je fais semblant de tirer une porte à moi pour qu'il pense que nous quittons à peine notre chambre et fais mine de glisser une clé dans ma poche tout en marchant vers lui. Il nous invite à entrer dans sa petite suite pour nous présenter sa femme. Ces sympathiques baba-cool en voyage de noces nous poussent à nous asseoir sur le divan et les deux fauteuils à l'angle de la pièce. Installés sur leur lit ils roulent des joints et nous invitent à fumer avec eux. Nous faisons semblant. Nos deux hôtes ne tardent pas à s'endormir. J'installe la tête d'Abdelatif sur mes genoux, Malika en fait autant avec Maria et nous tâchons de profiter le plus longtemps de l'abri inespéré qui nous est offert. Nous somnolons, mais aucun de nous n'arrive à s'endormir.

Vers 8 h 30, les Espagnols ouvrent les yeux. Appréhendant leur réaction, nous nous étirons en nous excusant :

— Votre truc hier, c'était vachement fort... Nous avons sombré sans crier gare ! Nous sommes désolés de vous avoir envahis. Il est temps que nous réintégrions nos chambres...

Ce couple vraiment adorable ne cesse de nous étonner :

— Mais non, mais non, vous ne nous avez pas dérangés. Au contraire, c'était très sympathique, nous rassurent-ils.

La jeune femme emmène Malika et Maria dans la salle de bains et leur propose de faire comme chez elles, tandis que le mari sort des yoghourts du mini-frigidaire et fait bouillir de l'eau pour y diluer du café soluble. Cela nous fait du bien de constater que la gentillesse et la générosité sont encore de ce monde...

À 9 heures, nous sortons par la baie vitrée qui donne sur la piscine. Nous sommes le vendredi 24 avril 1987, c'est notre cinquième jour de cavale. Une heure et demie nous sépare du rendez-vous fixé la veille avec Bernard Dartevelle. Nous nous installons au bar et commandons des cafés. Le réceptionniste vient aux nouvelles. Toujours aussi hypocrite et mielleux, il cherche à engager la conversation. Je l'éconduis abruptement. Il s'en va. Au travers du moucharabieh, je ne le quitte pas des yeux. Il retourne derrière son comptoir, où un homme en costume gris, l'attend, accoudé. Ce dernier prend une clé de chambre, puis se dirige vers le bar où nous sommes assis. Il passe devant nous sans nous regarder, s'installe à une table et sirote son café en feuilletant le journal. Je fais du pied à Malika. Je lui souffle :

— C'est un flic.

Nous restons impassibles. Le Colombo continue son petit manège en nous jetant des regards de biais. Pour l'ennuyer, je passe le mot aux autres et nous le fixons. L'homme se sent vite gêné. Il finit son café, sort du bar et va droit à la cabine téléphonique. Là il compose fébrilement un numéro en ne nous quittant pas des yeux.

Nous savons que c'est la fin du « voyage >>, nous nous y préparons. Malika et moi tentons de rassurer les plus jeunes : de toute façon nous avons gagné ! Nous avons baladé tous les services du royaume pendant cinq jours et sommes parvenus à lancer notre SOS ! La manière dont chacun de nous se comportera au moment où ils nous tomberont dessus va faire le tour des salons du pouvoir. Et si nous voulons vraiment parachever cette fuite en beauté, nous nous devons d'affronter notre arrestation sans broncher, avec le sourire, dans la dignité. Nous en profitons pour commander quatre énormes milkshakes à la fraise.

Le policier en civil fait les cent pas devant le perron de l'hôtel et fume nerveusement. Cela fait vingt minutes qu'il

a donné son coup de fil. Pour détendre l'atmosphère, nous blaguons. C'est à qui finira son milk-shake le premier.

— J'en voudrais bien un autre, nous dit Abdelatif. Je suis peut-être pas près d'en reboire un...

Soudain une rumeur s'élève dans le hall. Des touristes s'étonnent de la noria de fourgons et de voitures de la police. L'hôtel est encerclé et vite investi par des Moghaznis et des CMI, mitraillettes aux poings. Un groupe d'hommes en costume se dirige droit sur le bar. Celui qui semble être leur supérieur s'arrête devant notre table. Il est de bonne taille et corpulent. Sa tête est puissante, ses cheveux argentés et son front dégarni. Son double menton, son nez aquilin, ses sourcils broussailleux et sa bedaine me font penser à un sénateur romain. Il me fixe droit dans les yeux :

— Vous êtes la famille Oufkir ?

— Non, nous sommes les Albertini.

— Avez-vous une pièce d'identité ?

— Non. lui dis-je avec un large sourire.

J'ai reconnu l'homme qui me parle, c'est le commissaire Guessous, contrôleur général¹ de Tanger. Il pointe son doigt sur nous et s'écrie comme soulagé :

— Raouf, Malika, Maria et Abdelatif! Ce sont eux! Ce sont eux ! Allez, embarquez-les !

Le commandant des CMI de Tanger se rue sur nous avec quatre de ses hommes, mais le commissaire Guessous s'interpose :

— Doucement, doucement. Ne les violentez pas !

On me sort le premier. Un policier me tient le coude et le poignet gauche, un autre me saisit par le coude et le poignet droit, un troisième, enfin, marche dans mon dos en m'agrippant fermement par la ceinture. Dans le hall, un

1. Équivalent d'un préfet de police en France.

groupe de touristes qui attend son car regarde, hébété, la scène. Parmi eux l'épouse de notre ami espagnol qui laisse tomber son sac et court vers sa chambre pour avertir son mari. La malheureuse pense que c'est une descente anti- drogue.

On nous monte dans le même fourgon. Dès que la porte coulissante claque, des dizaines de sirènes se mettent à mugir et notre convoi s'ébranle vers le commissariat central de Tanger. Des motards ouvrent la route et encadrent le véhicule. Pour chacun de nous, on a placé deux policiers et nous sommes entassés à 12 dans une estafette.

Dès que nous débarquons dans la grande cour du commissariat, on nous fait monter des escaliers. Un policier veut m'empêcher de fumer :

— C'est interdit me dit-il.

Je me débats :

— Qui a interdit ? Qui ?

Le contrôleur Guessous intervient :

— Laisse, laisse, dit-il à son subalterne.

Dans la cour comme dans le hall du commissariat, du mécano au standardiste, tout le monde s'est agglutiné pour nous voir. Jamais nous n'oublierons ce moment ! Tous les regards que nous croisons ne cachent pas leur sympathie. Nous lisons, dans ces yeux blasés de policiers expérimentés, du respect, peut-être même de l'admiration pour ces enfants qui se sont battus jusqu'au bout afin qu'on leur rende justice. Certains anciens qui m'ont connu gosse écrasent une larme. Nous traversons le hall accompagnés d'une armada d'officiers de police et de CMI. Nous entrons dans une grande salle où l'on nous bombarde de photos. Des inspecteurs nous pèsent, prennent nos mensurations, nos empreintes digitales et dressent de nous un fichier anthropométrique complet. À l'autre bout de la pièce, le contrôleur Guessous téléphone. Il aurait pu le faire d'un autre

endroit, mais il veut que nous l'entendions. Il parle à Driss Basri, le ministre de l'Intérieur, avec la voix d'un enfant ouvrant un paquet cadeau.

— Ha ! Mes respects, monsieur le ministre... Ça y est, je les ai ! Je les ai, monsieur le ministre...

Guessous marque soudain un temps d'arrêt, l'air stupéfait. Il bafouille :

— Mais, mais, monsieur le ministre, je n'oserais jamais ! Ce n'est pas une plaisanterie, ils sont là, assis en face de moi : Malika, Raouf, Abdelatif et Maria !

En rassurant Driss Basri, le contrôleur général nous désigne du doigt, en nous recomptant comme si l'un de nous risquait de s'évaporer... Pendant que Guessous finit de parler au ministre, deux commissaires et trois inspecteurs demandent à mon petit frère de les suivre. Je me lève d'un bond pour me mettre entre eux et lui :

— Il n'ira nulle part sans moi. Les plus jeunes ne sont responsables de rien. Il avait 3 ans quand on nous a enlevés. Si vous avez des questions à poser c'est à nous autres, aînés, que vous devez vous adresser !

Malika, assise à côté d'Abdelatif, l'agrippe par le poignet. Guessous arrive à la rescousse, s'excuse et nous apaise :

— Ce n'est rien, ce n'est rien, ils ont mal compris les ordres. Bien entendu vous pouvez rester ensemble. Tout de même ! ne me dites pas que vous avez imaginé une seconde que nous allions vous malmener ?

— De là où nous venons, lui dis-je, on ne croit que ce que l'on voit... Vous pensez peut-être que je pèse 45 kg par coquetterie ? Ou que Maria en pèse 35 pour devenir mannequin ?

Je perçois une profonde gêne chez le contrôleur, qui n'ose soutenir mon regard. Malika enfonce le clou :

— Pourtant ceux qui nous ont fait ça ont des enfants tout comme vous, monsieur le commissaire...

Guessous tente de reprendre de l'assurance :

— Ceux qui vous ont fait ça n'aiment pas leur pays et n'aiment pas leur roi. On peut s'en prendre à des hommes qui ont assumé leurs responsabilités, mais s'en prendre à des gosses, c'est quelque chose que tout être humain sensé condamnerait de toutes ses forces. C'est fini maintenant, grâce à Dieu, vous vous en êtes tirés vivants. Il faut oublier. Depuis que Sa Majesté a su, vous êtes sous sa protection ! Ni Moulay Hafid, ni Ben Aïch ne pourront plus vous faire de mal...

Nous préférons nous taire, le silence étant dans certains cas bien plus explicite qu'une réponse. Guessous nous ouvre le passage. Nous montons au troisième étage. En traversant le hall du commissariat, nous croisons le réceptionniste de l'hôtel Ahlane. Je vais droit vers lui. Il est plaqué de trouille contre le mur. Le colonel commandant les CMI allonge le pas pour se porter à ma hauteur et me chuchote :

— Je vous en prie, pas de scandale.

— Ne vous en faites pas, mon colonel. Je sors d'un trou mais je me rappelle encore ce qu'est le savoir vivre.

Le concierge me fait pitié. Il est livide. Je me penche à son oreille et lui chuchote :

— J'espère que tu as nettoyé le billard. Sinon tu risques de nous rejoindre. Au revoir, pauvre type.

Le contrôleur Guessous, n'ayant entendu que ma dernière phrase, a peur que je me jette sur le mouchard et acquiesce de la tête :

— Vous avez raison, venez, laissez cet idiot.

Nous montons donc au troisième étage. On nous installe dans un bureau autour d'une table ronde surchargée de pâtisseries et de limonades. Nous sommes entourés de policiers qui jouent aux nurses et nous encouragent à manger.

— Nous n'avons pas faim, merci. Donnez-nous des cigarettes et du café.

Les interrogatoires commencent. Je suis conduit le premier dans le vaste bureau rectangulaire de Guessous. Le contrôleur essaye de me mettre à l'aise. Dès la première question, je l'arrête :

— Est-ce un interrogatoire ou, comme vous l'avez prétendu, une conversation ?

— Non pas du tout, ce n'est pas un interrogatoire, vous n'êtes absolument pas tenu de nous répondre. Ce que je veux que vous compreniez, c'est que c'est bel et bien fini. Depuis que Sa Majesté a été mise au courant de votre incroyable cas, elle a donné des ordres stricts. Vous êtes dorénavant les « invités » de Sa Majesté et vous serez traités en conséquence...

Je m'attendais à tout, sauf au doux terme d'« invités ». Tout est dit... Le contrôleur général continue son cinéma en ne se doutant même pas de ce que ce qualificatif évoque pour nous :

— Pourquoi ne désarmez-vous pas ? Nous ne vous voulons aucun mal... Détendez-vous, c'est fini, le cauchemar est terminé.

Ces bons mots m'arrachent un sourire narquois. On me sert du thé. Six commissaires sont assis à une table ovale, avec des airs d'enfants de chœur. L'un d'eux, âgé d'une trentaine d'années, se hasarde à me donner du « mon fils ». Je l'invective carrément :

Je ne suis pas votre fils, j'ai suffisamment pissé de sang pour être celui de Mohamed Oufkir avec tout ce que cela implique. Je m'appelle Raouf Oufkir, bagnard en rupture de ban. Alors s'il vous plaît épargnez-moi votre « mon fils ».

Guessous plaisante pour détendre l'atmosphère et sermonne le commissaire :

— M. Oufkir a raison...

Et, se tournant vers moi il poursuit :

— Vous avez tout à fait raison...

Guessous et ses collaborateurs se lancent alors dans un éloge de mon père qui m'atterre. Ils me paraissent pathétiques, ces gens qui n'ont pas la moindre idée de l'enfer qui nous a forgés. Ils pensent qu'il leur suffit de nous caresser dans le sens du poil pour que nous soyons hypnotisés. Que de fois n'ai-je eu présents à l'esprit les mots d'Hassan II à son ami Jacques Chancel : « La souffrance est la meilleure des universités... >>

Je réalise vraiment le fossé qui me sépare du monde. Ces pauvres scribouillards ne semblent pas avoir conscience d'où nous venons. Ils s'imaginent que c'est en nous faisant des ronds de jambes qu'ils nous feront dire ce qu'ils veulent entendre. Ils s'attendent à ce que nous nous jetions sur leurs petits fours et leurs limonades pour nous manier plus facilement. À leur grand dépit, nous nous contentons de café et de cigarettes. D'ailleurs nous n'avons aucune faim. Rien ne compte plus désormais que de retrouver les nôtres. Un coup de téléphone interrompt l'entretien. Guessous me regarde tout en répondant à son interlocuteur. Visiblement il veut que j'écoute la communication...

— Oui, oui. Si Driss, tout se passe bien. Oui, les invités vont bien...

Puis le contrôleur général écoute attentivement et conclut avant de raccrocher :

— Comptez sur moi, monsieur le ministre... ce sera fait dans les plus brefs délais !

Guessous, dès qu'il raccroche, m'interroge, l'air préoccupé :

— Le ministre veut que l'on vérifie les dires des procès-verbaux de ces salopards qui vous ont gardés et martyrisés.

Ils prétendent que vous souffrez d'un abcès depuis plus de sept ans.

Je réponds par une mimique désabusée :

— Vous pouvez remercier le ministre pour sa préoccupation, mais elle a une décennie de retard.

Immédiatement le commissariat se met en branle. Le contrôleur général donne des ordres à son adjoint. Il s'agit apparemment de m'emmener sur-le-champ chez un dentiste. Guessous m'accompagne lui-même jusqu'à une Mercedes. Le contrôleur général adjoint prend place à côté du chauffeur. On m'installe sur la banquette arrière. Deux malabars armés montent à ma droite et à ma gauche. Une Renault 25 avec gyrophare ouvre la route. Une 405 grise avec 5 hommes suit la voiture où je suis « installé >>. Et enfin un fourgon blanc avec à son bord huit CMI armés de mitraillettes, ferme la marche. Déployer de tels moyens pour un seul homme devient carrément risible. Nous louvoyons dans les rues en pentes de Tanger. Les talkies-walkies et la radio de bord sont en suractivité. Chaque mètre que nous franchissons est détaillé à Guessous et son état-major, accrochés à un poste de transmission du commissariat. Nous nous arrêtons dans une venelle. L'effectif qui m'accompagne bloque la circulation. Des policiers montent en courant l'escalier d'un immeuble. On me fait descendre de la Mercedes. Six policiers m'encadrent. Le contrôleur adjoint en tête, nous gravissons deux étages et pénétrons dans le cabinet d'un dentiste. La secrétaire se lève. Mais nous sommes déjà dans le bureau du praticien, où une patiente est en consultation. Le commissaire lui dit deux mots, l'aide à s'extirper de sa chaise, et la raccompagne à la porte. Le chirurgien-dentiste regarde la scène impassible. Le commissaire cherche ses mots :

Excusez-nous docteur, c'est une urgence. C'est de la part de votre ami le contrôleur général Guessous...

Le dentiste est un Espagnol d'un certain âge. Sans dire un mot, le vieux monsieur m'indique le fauteuil. Il ausculte brièvement ma bouche et se tourne, presque agressif, vers le commissaire :

— Mais qu'est-ce que c'est que ça ?

Le contrôleur adjoint bafouille :

— Heu, c'est un neveu du contrôleur. Il habite la montagne. Il n'est jamais venu en ville. Il ne sait pas ce qu'est un médecin. Son abcès a dégénéré brusquement...

Le dentiste fait maintenant grise mine. Pas d'humeur à mettre de l'eau dans son vin, il me fait lever et demande à son assistante de sortir un pèse-personne. Lorsque l'aiguille marque 45 kilos, mes accompagnateurs détournent le regard. Le vieux médecin fixe l'adjoint du contrôleur dans les yeux :

— Mais d'où vient-il pour être dans un tel état ? Même une bête, on ne l'aurait pas laissée avec cet abcès ! Je regrette, je ne prendrai pas la responsabilité de le toucher. Pour opérer cet abcès, il lui faudrait une dose massive d'antibiotiques, et je ne me risquerais même pas à lui faire une anesthésie... Je suis navré mais je ne peux rien faire.

Le commissaire divisionnaire insiste.

— Ce n'est pas de la mauvaise volonté, n'importe quel dentiste vous dirait la même chose, il faut d'abord le mettre sous antibiotiques.

On informe Guessous. Ordre est donné de me reconduire au commissariat. Je me contenterai donc de vider comme d'habitude mon abcès. Malika, Abdelatif et Maria se sont, de leur côté, fait un sang d'encre, craignant que ma visite chez le dentiste ne soit qu'un prétexte ou une diversion pour me séparer d'eux.

Le contrôleur général insiste pour que nous déjeunions :

— Demandez tout ce qui vous fait envie, n'hésitez pas. Que voulez-vous manger ?

— Merci nous n'avons pas faim, nous avons pris l'habitude de faire un repas par jour. Nous préférons attendre de dîner.

Guessous envoie quand même un commissaire et deux inspecteurs écumer les restaurants de la ville. Il ne veut surtout pas que l'on dise de lui qu'il nous a privés de nourriture. En attendant il nous fait passer à tour de rôle dans une coquette salle de bains attenante à son bureau. Quand vient mon tour de m'y enfermer, je suis frappé par le nombre de flacons de mousse à raser et d'after-shave. Guessous a dû passer beaucoup de nuits blanches dans son bureau... Après une bonne douche chaude, on nous conduit dans un petit salon et on nous sert le thé. Les interrogatoires reprennent.

Guessous me demande de passer dans le bureau voisin. Quatre commissaires et trois adjoints entourent le contrôleur général. On nous questionne à tour de rôle en laissant tranquilles les plus jeunes. Tout l'après-midi et jusque dans la soirée les « conversations » se poursuivent.

Cela n'empêche pas nos hôtes d'insister lourdement sur des questions qui semblent vraiment leur tenir à cœur : Vous seriez-vous enfuis en Algérie si vous l'aviez pu ?

Je rappelle brièvement à ces messieurs que je n'ai pas à recevoir de leçons de nationalisme d'eux. Et qu'avant que nos voisins n'aient créé de toutes pièces le contentieux du Sahara, il y avait eu une certaine Guerre des sables, menée par un certain général Oufkir. Mais une question revient avec le plus d'insistance :

— Etes-vous passés chez les Barrère ? Avez-vous rencontré votre oncle ?

Ma réponse reste invariable :

— Non.

Un commissaire me sourit :

— Nous le savons, ce sont eux qui nous l'ont dit...

Je m'obstine :

— Peut-être, mais c'est faux.

Bien qu'on nous interroge à tour de rôle et séparément, Malika s'en tient à la même réponse. Guessous comprenant qu'il n'obtiendra rien, veut se donner le beau rôle :

— C'est noble de votre part de vouloir protéger vos amis...

— S'ils avaient eu besoin que je les préserve, je l'aurais fait très certainement, mais je vous répète que nous n'avons pas vu les Barrère et n'avons pas rencontré notre oncle. Et si c'était le cas, où serait le problème ?

Nous apprendrons plus tard, que nos amis ont été tous conduits au commissariat central de Rabat, qu'ils ont été rudement interrogés mais sans être touchés. Sur notre oncle Wahid, en revanche, les policiers se sont acharnés. Ils l'ont pendu à une tringle, les pieds en haut, la tête en bas, et lui ont flagellé la plante des pieds avec de fines tiges en métal. Mais ils n'ont rien obtenu de lui.

Comme ni lui ni nous n'avons reconnu avoir vu les Barrère, les policiers changent de sujet et veulent tout savoir sur notre détention. Nous avons intérêt à ce que le maximum de personnes connaissent notre histoire et le sort honteux que l'on nous a infligé. Alors nous déballons à ces messieurs et dans les détails le traitement réservé aux « invités de Sa Majesté ». Nos déclarations seront bien sûr corroborées par celles de Borro et de ses hommes. Notre récit déstabilise les policiers les plus endurcis. Guessous, qui nous a connus enfants, ne masque pas un certain écœurement.

Vers 21 heures, le contrôleur général ayant appris, au cours des interrogatoires, qu'Abdelatif n'a pas mangé de poisson depuis l'âge de 3 ans, nous présente une énorme paella généreusement garnie de produits de la mer. Avant

que nous ne prononcions un mot et de peur que nous ne la refusions, il nous dit :

— Ce n'est pas fait dans un restaurant et ce n'est pas l'État qui la paie. Je l'ai fait faire chez moi, et vous me feriez très plaisir en l'acceptant, car c'est l'homme qui vous l'offre du fond du coeur, pas le fonctionnaire.

Nous mangeons à peine.

Comme nous n'avons cessé de demander après le reste de la famille, le contrôleur général nous informe que le lendemain une escorte nous accompagnera pour acheter des vêtements neufs. Alors que nous lui faisons remarquer que ceux que nous portons sont corrects, il explique que c'est un ordre de Rabat et, pour nous convaincre, il conclut :

— Demain dans l'après-midi, vous partirez rejoindre votre mère et vos sœurs.

Vers 22 heures, on nous fait entrer dans un grand bureau rectangulaire, vidé de son mobilier. Au centre de la pièce quatre matelas neufs sont alignés dans leurs housses. Sur chacun d'eux il y a deux draps, deux couvertures de laine et deux coussins. En face des quatre « lits » se trouvent quatre chaises et quatre policiers, lesquels se sont mis au garde-à-vous pour saluer leur supérieur. Avant de nous souhaiter bonne nuit, le contrôleur général nous dit :

— Ces policiers vont veiller sur vous, excusez-nous pour ces moyens de sécurité, mais en matière d'évasion vous avez maintenant une solide réputation.

Nous esquissons un vague sourire. Nous n'avons qu'une seule hâte, c'est de retrouver les nôtres et d'être seuls. Nous savons que la pièce est truffée de micros, que les quatre flics vont servir de « tables de chevets », mais cela ne nous empêche pas de faire le point de la situation. Comme nous avons développé en prison un jargon qui ne peut être compris que de nous, nous pouvons converser sans crainte. En

fait, nous sommes rassurés. Si nous n'avons pas été maltraités jusque-là, il n'y a pas de raison de penser que les autres « invités » l'aient été. Nous sommes d'autant plus confiants que Guessous nous a appris que notre appel au roi a été diffusé sur Radio France Internationale.

Nous nous mettons au lit avec l'espoir que les heures qui nous séparent des retrouvailles passent vite. Les policiers, droits sur leurs chaises, sont aussi immobiles que des mannequins de cire. Toutes les heures ils se lèvent sur la pointe des pieds et, faisant mine de nous « border », vérifient si nous ne nous sommes pas tranchés les veines. Bientôt, le corps réclamant son dû, nous donnons. Mais d'un sommeil agité, entrecoupé de réveils brusques. En fait, notre vigilance ne désarme pas.

Qu'est-il advenu de M^r Bernard Dartevelle et de Hervé Kerrien ? Notre avocat s'est rendu à l'hôtel Ahlane comme prévu. Lorsqu'il est arrivé, vers 11 heures, nous avons déjà été embarqués. Le fameux réceptionniste l'ayant reconnu comme étant l'un des deux hommes que nous avons rencontrés la veille dans la salle vidéo, a demandé à l'avocat s'il voulait prendre une chambre. C'est ce qu'a fait Bernard Dartevelle, pensant que ce serait plus discret pour nous attendre sans éveiller de soupçons. Le « dealer-réceptionniste-mouchard » en a profité pour prendre l'identité de l'avocat et a filé au commissariat de Tanger avertir les flics. C'est là que nous l'avons croisé dans le hall. Rabat ayant été averti, ce sont les gendarmes qui ont été chargés d'arrêter le juriste. Conduit dans les locaux de leur brigade, il sera interrogé pendant dix heures avec politesse et correction. M^e Dartevelle a alors invoqué son statut d'avocat et expliqué aux enquêteurs qu'il n'avait violé aucune loi puisque les conventions franco-marocaines l'autorisent à être

le conseil de citoyens marocains. Une question est souvent revenue dans la bouche des investigateurs :

— Est-ce que ce sont les Américains qui vous ont mandaté pour défendre les Oufkir¹ ?

Darteville n'a cessé de leur expliquer les faits tels qu'ils se sont passés, et que c'est Alain de Chalvron qui a contacté Georges Kiejman. Enfin, en début de soirée, un hélicoptère de la gendarmerie a décollé pour porter au palais sa déposition.

Avant de reconduire l'avocat à l'hôtel Ahlane, un colonel lui a dit :

— Tout va s'arranger pour les enfants. Ne vous en faites pas.

Darteville a repris sa voiture de location et quitté le siège de la gendarmerie royale à Tanger quand il s'est aperçu qu'il était suivi. Après maintes péripéties dans les ruelles de la ville, il est parvenu à semer ses poursuivants. Il a filé au domicile d'Hervé Kerrien et l'a mis au courant de notre arrestation et de son interrogatoire. Le journaliste lui a donné alors les pellicules des photos prises la veille, devinant que la police n'allait pas tarder à remonter jusqu'à lui. Reparti aussitôt, M^e Darteville a contacté Kiejman pour l'informer de la situation. Celui-ci lui a demandé de déposer une requête aux autorités :

— Demandez que l'on vous laisse voir nos clients là où on les détient...

Bernard Darteville a donc déposé une lettre à la brigade de gendarmerie où personne n'a voulu le recevoir, puis est rentré à Rabat. Tout le long de son trajet des postes mobiles de gendarmerie ont signalé son passage. Arrivé dans la capitale, il a pris une chambre d'hôtel et réservé une

1. Sans doute parce que Georges Kiejman a été l'avocat du gouvernement américain dans le procès du terroriste Georges Ibrahim Abdallah.

place dans l'avion du lendemain en partance pour Paris. Lorsque, le matin venu, il est descendu de sa chambre pour se rendre à l'aéroport, quatre agents de la DST l'ont abordé :

— Bonjour, nous sommes chargés de vous accompagner jusqu'à votre avion.

Une fois à l'aéroport, l'avocat est conduit dans les locaux de la police. Et soumis à un interrogatoire musclé. Fini les égards et les bonnes manières de la gendarmerie royale, on le fouille au corps. On confisque les pellicules de photos prises par Kerrien. Un commissaire de la DST lui hurle :

— C'est vous qui avez franchi les bornes en vous ingérant dans une affaire strictement du domaine du palais ! Alors, votre titre d'avocat, nous, on s'en tape !

Après quelques heures de questions et d'intimidation, on met Darteville dans un vol qu'on a fait détourner de Casablanca, son avion initial étant évidemment parti. Quant à Hervé Kerrien, il a été expulsé du Maroc *manu militari*.

Le samedi 25 avril, après nous avoir emmenés sous lourde escorte dans un magasin et habillés de neuf, on nous embarque dans un fourgon aux vitres non peintes pour nous conduire à Casablanca. Pour ne pas changer, le convoi est dantesque. Nous sommes plus protégés qu'un train de déchets radioactifs... Mais qu'importe, puisque nous allons enfin retrouver les nôtres. De Tanger jusqu'aux faubourgs de la capitale économique, notre progression est étroitement balisée par la gendarmerie royale. A l'entrée de Casablanca deux voitures attendent notre « caravane » puis ouvrent la route. Nous entrons dans la cour du centre d'interrogatoire du Derb Moulay-Chérif. Entourés de policiers en civil, nous pénétrons dans un grand hall aux murs d'un jaune douteux, à l'éclairage terne, vaste vestibule baignant dans une odeur de désinfectant pareille à celle qui

règne dans les hôpitaux. Deux larges couloirs s'enfoncent dans le commissariat, barrés d'épaisses grilles dédoublées. Derrière chacune se trouve un poste de contrôle gardé par quatre CMI et trois policiers en civil. Notre arrivée suscite la même curiosité que dans les locaux de la police de Tanger. On nous dirige vers le couloir de droite. La grille s'ouvre avant que nous ne nous engagions dans le corridor. Le bruit des verrous me fait grincer des mâchoires. Le couloir est bordé de portes fermées : à son bout les battants d'un bureau sont ouverts. Allabouch, le directeur de la DST, Youssoufi, le patron de la brigade spéciale et le chef du commissariat du Derb Moulay-Chérif, nous attendent sur le pas de la porte. Ils nous saluent avec de grands sourires. Nos visages sont fermés. Nous entrons dans un salon où patientent une dizaine d'hommes en costume. Tous se lèvent pour nous serrer la main. Allabouch fait les présentations. Il y a là la fine fleur des services de sécurité ainsi qu'Otman Bouabid, le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Basri, lequel a fait ses études avec mon oncle Wahid. Le directeur de la DST nous invite à nous asseoir. Pour essayer de nous déridier, il nous lance :

— Bravo, vous avez réalisé une évasion spectaculaire. Alors, qui d'entre vous est Steve McQueen ?

Je lui réponds :

— Et qui d'entre vous est le commandant du stalag ?

Allabouch part dans un rire forcé.

— Non, non, ici il n'y a pas de Borro. C'est fini, ce ne sont plus Moulay Hafid et Ben Aïch qui s'occupent de vous. Vous êtes désonnais sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur. Depuis que Sa Majesté a été mise au courant de ce que l'on vous a fait, elle a donné des ordres pour que vous soyez bien traités.

Toujours la même litanie, aussi grotesque que lâche. On désigne nommément des hommes du sérail, en innocentant

l'ordonnateur suprême. Certes il y a toujours des gens assez « imaginatifs » ou peu scrupuleux pour gober l'hameçon, mais le peuple marocain, dans ses composantes les plus humbles, sait bien qui est le maître absolu et tout puissant du pays ! Croire qu'un autre homme, fût-il un Outkir, Dlimi ou Basri, aurait exercé un quelconque pouvoir échappant au contrôle d'Hassan II, c'est croire à la fable du saint souverain, débordé par de sataniques, cruels et ambitieux vizirs !

Voyant que nous restons sur notre réserve, on nous sert le thé et les gâteaux. Mais passé ce quart d'heure de préambules hypocrites, nous exigeons de voir notre mère, nos sœurs et nos fidèles compagnes de misères. Le directeur de la DST choisit de nous satisfaire pour mieux nous interroger par la suite. Il sait qu'il ne tirera rien de nous tant que nous n'aurons pas constaté que toute la famille va bien. D'ailleurs le commissaire Youssoufi, l'un des fins limiers du royaume, est là pour nous « tirer les vers du nez ». Pour l'instant Allabouch et lui, accompagnés du directeur du Derb Moulay-Chérif, nous conduisent auprès des autres << invités ». Nous arrivons devant trois portes closes. Devant chacune d'elles un policier veille sur une chaise. Lorsque nous parvenons à une quatrième porte, ce sont trois policiers qui en gardent l'accès. Allabouch met la main sur la poignée et nous regarde, fier de lui, avant de frapper deux coups et d'ouvrir...

Notre famille en pyjama, assise autour d'une table rectangulaire, dîne sans se douter de rien. Le directeur de la DST a à peine le temps de s'écarter que nous nous ruons les uns sur les autres. Ma mère a même marché sur la table entre les assiettes pour nous sauter au cou avant que nous ne nous avancions. Nous ne formons plus qu'une grappe humaine, tremblante, émue, s'embrassant avidement. Ma

mère ne retient pas ses larmes. Blottie contre nous, elle ne trouve pas de mots. Je la supplie :

— Maman je t'en conjure, ne pleure pas devant eux, ne leur donne pas ce plaisir...

Allabouch et sa suite sont à quelques centimètres de nous.

— Pourquoi dites-vous ça à votre mère ? Nous ne sommes tout de même pas des monstres... Qui ne serait pas ému en ces circonstances ?

Personne ne lui répond. Nos accompagnateurs comprennent enfin qu'ils sont de trop et se retirent. Alors nous célébrons vraiment nos retrouvailles et notre « victoire ». Nous savons que la pièce de douze mètres carrés où nous sommes enfermés est truffée de micros, nous nous en fichons. Nous racontons en détail nos différentes péripéties en prenant soin de nous chuchoter à l'oreille l'épisode chez les Barrère. Lorsque le reste de la famille apprend que nous avons contacté l'étranger et que nous avons désormais des avocats, une joie profonde explose. Hélas, l'avenir allait nous prouver que notre espérance était prématurée, car nous n'étions pas encore, et loin de là, « sortis de l'auberge » !

En fin de soirée les interrogatoires reprennent, toujours à grand renfort de victuailles et de brosse à reluire. Vers 2 heures du matin, nous nous retrouvons sur des matelas face à une télévision. Le lendemain Allabouch, Youssoufi et compagnie nous rendent visite et multiplient les rencontres décontractées autour d'un thé. Nous devinant en manque de rapports humains, ils espèrent, en nous distrayant, qu'ils nous soutireront quelque chose qu'ils ne savent pas encore. En outre, ils ne cessent de nous rassurer sur notre sort :

— Votre cas va être vite réglé. Pour l'instant, vous êtes les invités de Sa Majesté...

Lorsque nous leur demandons : « Si tel est le cas, pourquoi sommes-nous retenus dans le pire commissariat du Maroc », ils nous répondent que c'est à cause des journalistes étrangers qui, depuis que notre affaire a été dévoilée, veulent en savoir plus...

Aussi incroyables et faux que soient leurs arguments, ces professionnels du mensonge tentent avec aplomb de nous les faire ingurgiter.

Trois semaines vont passer ainsi. On continue de nous faire patienter en nous amenant un magnétoscope et quelques films. On nous livre la nourriture à la carte. Chaque fois que le directeur de la DST et son staff nous visitent, ils s'inquiètent de notre maigreur.

— Il faut manger, il faut manger. Bientôt vous serez libres et il vous faudra toute votre énergie.

— Nous ne pouvons pas nous gaver en sachant que les autres prisonniers politiques de ce commissariat bouffent votre infecte bouillie, lui répond-on.

Pour nous amadouer. Allabouch nous accorde le droit de commander la nourriture que nous voulons et de la faire distribuer aux autres « pensionnaires ». On nous aménage une kitchenette, où nous pouvons cuisiner. Nous ne cessons de garnir des plateaux de viande, de poulet, de poisson, de chocolat, de glace et même de cigarettes, distribués, sur notre insistance, par Halima et Achoura. Et tout le temps de notre séjour à Moulay-Chérif, les autres détenus mangeront comme nous.

Les semaines passent, et toujours rien. Les autorités gagnent du temps. La presse commence déjà à nous oublier. Nous qui pensions qu'une fois notre affaire révélée, un tollé général s'élèverait et que le roi se rendrait à la raison, nous nous rendons compte que le piège se referme à nouveau sur nous, dans l'indifférence générale. Au bout de

deux mois, le 30 juin, Allabouch nous annonce que nous allons être transférés dans une villa à Marrakech où nous bénéficierons de tout le confort voulu. Lorsque nous exprimons notre déception, le directeur de la DST nous assure :

— Ce sera l'antichambre de la liberté. Ne braquez pas Sa Majesté, après tout ce que vous lui avez fait subir, cette levée de bouclier des médias. Laissez-lui le temps de digérer. Apparemment cette décision royale de vous installer dans une belle villa est un bon signe. Encore un peu de patience, vous êtes tout prêt du but.

Que pouvons-nous faire de plus ? Nous nous rendons alors à l'évidence : le monde est encore plus laid que nous ne le pensions. Quand, après quinze années de sarcophage, on risque sa peau et celle de sa famille pour lancer un appel au secours et que tout le monde détourne les yeux, on se sent rejeté, maudit, damné...

D'autant que pour l'amadouer, dans certaines des lettres envoyées à Hassan II, notre conseil va assez loin dans son sens. Je laisse chacun juge : « Je ne suis ni de près ni de loin un défenseur de la mémoire du général Oufkir et à la vérité, je pense qu'il ne se trouverait personne pour l'être, écrit ainsi M^e Kiejman. Ses 6 enfants étaient trop jeunes pour avoir eu en 1972 quelque responsabilité que ce soit dans le comportement de leur père. » Et d'ajouter : «< Ils ont avant leur transfert dans un camp d'internement fait l'objet d'une mesure d'éloignement que l'on pouvait comprendre ». Au sujet de Bir-Jdid, notre avocat parle même d'une « initiative de subalternes ». Il dit aussi : « Il reste que trois ans d'éloignement, puis douze ans de détention imposés à des enfants aussi jeunes ne peuvent satisfaire l'esprit de justice et l'humanité dont Votre Majesté a toujours fait preuve. » Et de conclure : « Je sollicite une mesure de clé

mence envers les enfants du général Oufkir, mesure dont il vous appartiendra de définir l'étendue. >>

Seuls ceux qui ont connu les persécutions pour leur identité pourront vraiment comprendre ce que nous avons ressenti alors. Nous n'avons pas eu d'autre choix que de puiser dans ce qui nous restait de courage pour continuer de survivre à l'abandon. Le système nous avait remis la main dessus, l'actualité se détournait de nous, et nous devions attendre et faire face.

Car le calvaire n'était pas encore fini. Nous sommes une fois de plus transférés dans un nouveau lieu de détention et entourés de conditions de sécurité qui dépassent l'entendement. Les responsables de la machine sécuritaire ne sont pas près d'oublier notre évasion et la colère terrible qu'ils ont essuyée du roi. Cette fois, ils répondent de notre confinement sur leurs têtes... Aussi le convoi qui nous emmène à Marrakech dépasse-t-il en effectifs tout ce que nous avons vu jusque-là. Les « invités » du roi retrouvent les « égards » dus à leur rang et les bagnards les chaînes dues à leur simple nom.

Épilogue

L'interminable résurrection

Le 1^{er} juillet 1987, nous sommes donc conduits vers notre nouveau lieu de détention, situé à une dizaine de kilomètres de Marrakech dans une zone de propriétés agricoles appelée Targa. Encore un dédale de pistes, encore des fermes du temps du protectorat... Sur un terrain de trois mille mètres carrés, entouré par un mur d'enceinte de deux mètres, se dresse une bâtisse de l'époque coloniale, dont les façades ocre de ses deux étages sont pratiquement recouvertes de bougainvilliers. Une véranda ombragée s'ouvre sur le perron de la maison. Au rez-de-chaussée, il y a un salon avec une cheminée, une chambre, et une cuisine. Au second palier, cinq chambres ; je m'installe dans celle du bas. Ma mère et les filles prennent leurs quartiers à l'étage.

À notre arrivée, nous avons droit à l'éternel comité d'accueil. Allabouch, directeur de la DST, Bouabid, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Youssoufi de la brigade spéciale, le Dr Bel Mahi, wali¹ de Marrakech, Jen- nane, contrôleur général de la ville, et le Dr Saïd, membre

1. Sorte de super-gouverneur, ayant sous ses ordres d'autres gouverneurs de b province de Marrakech.

du cabinet de Basri. On a appelé en renfort Ben Harbit, ex-bras droit de mon père lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur. D'Oufkir à Basri, il est resté la cheville ouvrière du ministère. C'est un homme humble, courtois, discret, taciturne, à l'intégrité reconnue de tous. Si son fils a épousé la plus jeune des filles d'Hassan II, ce lien avec la famille royale n'a jamais entamé sa simplicité.

Tous ces « gentils organisateurs » ont pour mission de nous faire passer la pilule. Nos conditions matérielles sont certes incomparables avec celles de nos sordides cachots, mais nous sommes toujours séquestrés, privés de nos droits, de notre liberté. En principe. Ben Harbit est là pour apporter sa contribution à l'opération de charme. Mais, ému, il écrase une lamie et se fige dans un silence imperméable. Chaque fois qu'il croise nos regards, il les soutient difficilement et baisse la tête dans une attitude de consternation.

Allabouch et Otman Bouabid se démènent pour accomplir ce pour quoi on les a envoyés. Aussi ambitieux l'un que l'autre, leur souci de plaire au maître les rend encore plus ridicules. Nous n'avons d'autre choix que d'écouter leurs âneries.

— Sa Majesté vous a mis dans des conditions décentes, humaines, arguent-ils. Vous allez recevoir régulièrement des médecins et commencer des traitements pour vous remettre sur pieds. Votre libération n'est plus qu'une question de jours. Alors décontractez-vous et ne vous occupez que de récupérer. La sortie est toute proche.

Aux yeux de nos bourreaux, nous redonner un relatif confort matériel est largement suffisant pour des proscrits. Comme si, en étant les enfants d'Outkir, nous n'étions destinés qu'à la persécution et à l'enfermement. Après l'enfer. Sa généreuse Majesté nous met au purgatoire... Que demander de plus !

Après deux bonnes heures de mauvaise foi et de démagogie, la délégation nous fait faire le tour du propriétaire. Allabouch martèle au wali Belmahi :

— Occupe-toi bien d'eux. Sa Majesté veut qu'ils ne manquent de rien...

Ma mère l'interrompt :

— Si vous nous recommandez si chaleureusement au Dr Belmahi, c'est que nous ne sommes pas prêts de vous revoir de sitôt...

— Mais non, mais non, madame, rassurez-vous. Sa Majesté a donné l'ordre que nous venions vous visiter le plus souvent possible. De toute façon, vous allez bientôt sortir. .. De plus, le wali est à votre disposition. Il viendra vous visiter autant de fois que vous le souhaitez. Un commissaire va même vous être attaché pour être l'agent de liaison avec le ministère de l'Intérieur. Si vous désirez voir le Dr Belmahi, dites-le simplement au commissaire Hicham, et le wali vous visitera sur-le-champ. Deux caïds s'occuperont de la logistique.

Nous sortons dans le jardin, un terrain complètement nu bordé sur sa droite par trois ou quatre arbres desséchés. En voulant en faire trop, le directeur de la DST met les pieds dans le plat :

— Il faut, dit-il au wali de Marrakech, planter dès demain une pelouse, des arbustes et des massifs de fleurs.

Je le questionne et il semble peu à l'aise pour me répondre :

— Je croyais que nous n'étions ici que pour un très bref séjour ? Si vous attendez que le gazon, les fleurs et les arbres poussent pour nous libérer, ça prendra un peu plus de temps que ce que vous voulez bien laisser entendre...

— Non, vous serez dehors bien avant que ça ne pousse... Mais nous devons, en tant que nouveaux responsables de votre situation, appliquer les ordres royaux. Sa

Majesté, je vous le répète, veut que vous soyez traités comme ses invités. Peu importe si vous ne voyez pas grandir ce jardin, mais au moins le palais constatera que nous n'avons négligé aucun effort.

Nous insistons pour qu'on nous laisse disposer du terrain tel quel. Nous demandons simplement qu'il soit aplani et qu'on y installe une cage de foot. Nous préférons utiliser cet espace pour faire du sport, plutôt que pour observer la croissance de quelques fleurs, dont chaque étape de maturité nous rappellera que le temps s'écoule irrémédiablement et que nous sommes toujours privés de notre liberté...

Avant de nous quitter, Allabouch nous présente le colonel qui commande le corps des CMI de Marrakech. C'est lui que le roi a personnellement chargé de notre « sécurité », c'est-à-dire de notre séquestration. Pendant tout le temps où durera le séjour, le colonel veillera jour et nuit sur nous. Il prendra une ou deux heures par semaine pour faire un saut chez lui et finira par me confier comment il a été affecté à cette délicate mission :

— Je n'ai jamais vu le roi qu'à la télévision, me dit-il.

Je ne me suis toujours occupé que de sécurité publique et d'événements officiels ou sportifs tels que les visites du souverain dans notre ville, ou le marathon international qui s'y déroule chaque année. J'ai été convoqué au palais de Marrakech. Le roi m'a brièvement reçu en présence de Driss Basri :

— Je te confie la femme et les enfants d'Oufkir. Quand je te les redemanderai, je veux qu'ils soient tous à l'appel. S'il en manque un, je te ferai pendre par les cils¹ !

Le colonel sera habité par ces paroles au point d'en devenir insomniaque. Toutes les nuits il arpentera sans relâ

1. C'est une expression populaire marocaine qui exprime la rigueur du pire châtiment.

che le jardin, ses environs, et vivra dans la hantise d'une évasion. Un jour, alors que je le taquine à ce sujet, il me répond, terrifié :

— S'il advenait que l'un de vous s'évade, c'est bien simple, je me suiciderais plutôt que d'en subir les conséquences !

Deux équipes de quarante CMI chacune sont affectées à la garde des « invités du roi ». Elles se relayent toutes les vingt-quatre heures. Un fossé a été creusé à l'extérieur, tout autour du mur d'enceinte. Tous les vingt mètres se trouvent deux factionnaires. Dans un périmètre d'un kilomètre autour du lieu où nous sommes séquestrés, il y a des postes de gendarmerie et des forces auxiliaires. Vers 17 heures, les CMI prennent position à l'intérieur, dans le « jardin » nu de toute végétation.

Derrière la cuisine il y a une courette avec des dépendances ; bien qu'elle ne communique pas avec notre habitation, nous pouvons, par une fenêtre grillagée, voir ce qui s'y passe. Ce préau abrite la chambre du colonel, une chambrée pour les officiers de permanence et une pièce hermétique, où 8 agents de la DST se relayent par équipes de quatre. Ils s'y glissent en entrebâillant à peine la porte pour que nous ne puissions pas voir le matériel entreposé. Nous devinons très vite que cette « chambre forte » renferme un appareillage électronique destiné aux écoutes. Nous ne doutons pas un instant que la maison soit truffée de micros. D'ailleurs, dès que nous avons débarqué, je me suis mis en quête de ces oreilles indiscreètes.

Muni d'un simple transistor, je zappe sur la bande FM, en arpentant le moindre espace de la maison. Tout à coup, de l'étage, j'entends dans mon poste le son de la télévision située dans le salon du rez-de-chaussée. Ce qui m'indique clairement qu'il y a un micro dans le living. En restant sur la même fréquence, je redescends dans le séjour. Tenant à

bout de bras ma radio, dont je me sers comme d'un compteur Geiger, je sonde le moindre centimètre carré. Plus je m'approcherai de la source, plus le poste émettra des parasites ; lorsque je serai pile dessus, un sifflement strident surviendra. C'est ainsi que je débusque la première « oreille » de la DST, fichée entre les joints de plâtre et la boiserie d'une fenêtre du séjour. Je mets ainsi au jour cinq micros, planqués dans les chambres, le salon et même dans le magnétoscope. Je me garde bien de les débrancher puisque leurs fils s'enfoncent dans les murs pour aboutir à la fameuse pièce des écoutes. Le système de micros avec fils est rustique mais efficace. Mais les Basri, Allabouch et compagnie ne se souviennent peut-être pas que j'ai un passé autre que celui de taulard, de souffre-douleur du roi... Ils ont oublié que lorsqu'ils étaient de simples petits commissaires en poste dans des villes de province, je fréquentais déjà les étages supérieurs du Makhzen et les plus hauts responsables de la sécurité du pays...

Plutôt que de débrancher les micros, je préfère jouer avec ces messieurs au chat et à la souris... J'incise la gaine des fils de chaque micro. Une fois le cuivre conducteur à l'air, je peux les court-circuiter chaque fois que nécessaire, puis rétablir le contact qui leur permet d'émettre. Je m'amuse aussi à suspendre à quelques centimètres des micros une des petits baffles de la chaîne hi-fi, en la suspendant à un gros clou, puis je pousse le volume à fond en ayant une petite pensée pour les agents à l'écoute. Les programmes que je leur choisis rendraient fou même un chien sourd. Pendant qu'ils se « régalent », nous pouvons débrancher le micro dans une autre pièce et discuter tranquillement. Je sais bien qu'ils finiront par s'en rendre compte, mais nous avons la paix pour un moment.

Bien que nous soyons encore entre des murs, nous nous émerveillons de tout ce qui est nouveau pour nous : de

l'eau chaude à la lumière, des matelas moelleux aux draps propres, des aliments que nous redécouvrons au plaisir de manger à sa faim, de la télévision aux pages lustrées des revues. Pourtant nous gardons au fond de nous une angoisse indicible, une frustration indéracinable. Les seules questions qui nous obsèdent sont : « Quand retrouverons- nous notre liberté ? Quand nous laissera-t-on enfin vivre, ou du moins dans un premier tant lécher nos plaies ? » Je crains que du fond de nos cachots nous n'ayons idéalisé les choses, les êtres et le monde. Nous qui nous imaginions que les dirigeants politiques français seraient émus par notre sort, seraient scandalisés par une telle injustice et demanderaient des comptes à Hassan II, constatons avec effroi que l'Occident et ses démocraties, surtout la France de laquelle nous espérions tout, ne sont pas disposées à se brouiller avec le monarque pour nos beaux yeux !

Nous nous sommes évadés le 19 avril 1987 pour passer trois mois dans le commissariat le plus terrible du royaume et atterrir dans une maison ultra-surveillée. Même dorés, les barreaux d'une cage zèbrent le cœur de celui qui y est enfermé ! Nous avons risqué nos vies pour une liberté que l'on continue de nous refuser, avec le silence complice de la République française, du pays de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Que faisaient nos avocats ? Nous ne pouvions le savoir, puisque le blocus qui nous entoure perdure.

Le 20 juin 1987, c'est-à-dire dix jours avant que l'on nous transfère du commissariat de Moulay-Chérif à Marrakech, Georges Kiejman est reçu au palais de Marrakech par Hassan II, en présence du ministre de l'Intérieur Driss Basri. Le roi accepte le principe d'un exil à l'étranger. Le 2 juillet dans la soirée, l'avocat est de nouveau reçu au palais de Skhirat. La discussion *porte* sur un éventuel pays

d'accueil. Selon Kiejman, le roi lui aurait exprimé avoir été ému par les conditions terribles dans lesquelles nous avons été maintenus. Hassan II se dira, toujours selon notre avocat, « très touché pour le petit Abdelatif et pour des enfants qui ont été les siens, particulièrement pour Malika qu'il a éduquée comme sa fille... » Mais les lamies de crocodile ont vite fait de céder la place au cynisme du prédateur. Lorsque l'avocat évoque les pays qui pourraient nous accueillir, le roi assène :

— Je ne veux pas qu'ils aillent en France, ni dans aucun pays limitrophe de celle-ci.

Notre défenseur argue qu'il serait plus facile pour nous de nous reconstruire dans un pays dont nous possédons la langue et la culture, mais Hassan II s'y oppose. Le roi, qui jusque-là s'est montré poli, affable, change de ton. Il propose à Kiejman :

— Je ne vois aucun inconvénient à ce qu'ils aillent s'installer en Israël...

Au bout du compte, Hassan II accepte que nous soyons recueillis par le Canada.

Le 3 juillet, Georges Kiejman vient nous visiter. Il est accompagné par Allabouch et Otman Bouabid, lesquels font les cent pas dans le jardin pour nous laisser nous entretenir avec notre conseil. Ils comptent sur les écoutes pour connaître la teneur de l'entretien. Nous faisons connaissance avec notre avocat. Sa froideur, son air suffisant contrastent avec l'humanisme et la simplicité de Bernard Dartevelle. Kiejman nous informe de son audience avec le roi et précise :

— J'ai pris l'engagement vis-à-vis de Sa Majesté, qu'une fois au Canada, vous ne vous exprimeriez en aucun cas sur votre détention. J'ai donné ma parole d'honneur au roi que vous ne parleriez pas publiquement de votre affaire et encore moins à la presse. Si vous ne respectiez pas cette

consigne, vous me blesseriez personnellement et manqueriez à tous vos devoirs à mon égard. Je considérerais cela comme une trahison de votre part.

Pour enfoncer le clou, il ajoute :

— Si vous retrouvez votre liberté, sachez bien que ce n'est qu'au roi que vous la devez... ce ne sera que par sa volonté. Alors vous vous devez d'en prendre conscience et tenir votre promesse de ne pas parler à la presse de cette affaire.

Kiejman nous demande d'écrire à Hassan II pour le remercier et l'assurer de notre silence ; ce que nous faisons. Dans la lettre que nous adressons au roi, nous précisons :

— Nous prenons l'engagement de ne faire aucune déclaration publique qui puisse nuire aux intérêts de notre pays et à l'image d'une patrie et d'un roi qui sont les nôtres.

Après le départ de Kiejman, nous nous contentons de vivre sur l'espoir de son « arrangement » avec Hassan II. S'ensuit une valse de médecins étroitement accompagnée et surveillée par deux commissaires de police et deux inspecteurs-infirmiers. Rabat veut apparemment nous rendre plus présentables au cas où nous aurions à revoir la société. Mais il n'est pas question de nous conduire à un quelconque hôpital. Tous les soins doivent être administrés sur place.

À défaut de liberté, nous nous contentons de redécouvrir la vie, le monde, au travers du petit écran. Nous nous jetons aussi à corps perdus dans les livres. Après avoir ratissé les librairies de Marrakech, le wali demande à Allabouch de l'aider à satisfaire notre insatiable appétit de lecture. Le directeur de la DST met à sa disposition un commissaire de Rabat chargé de nous ravitailler en ouvrages.

Par ailleurs, nous n'avons droit qu'à la presse gouvernementale ou aux revues de mode et de sport. Les seuls articles de la presse française que l'on prend le soin de nous faire parvenir sont ceux qui lapident Oufkir, ou qui, pour évoquer brièvement notre cas, développent abondamment le « calvaire » de notre bon roi, trahi par son « méchant vizir ».

Ce qui me frappe, et ne mérite pourtant qu'un sourire désabusé, c'est de constater que la presse, chaque fois qu'elle évoque du bout des lèvres notre cas, se fait un devoir de dépeindre Oufkir comme le pictogramme de la répression. Pourtant, ces mêmes journalistes, « avisés et courageux », si prompts à s'acharner sans preuves sur un homme mort et incapable de se défendre, n'ont pas mis la même verve et la même imagination pour dénoncer la disparition et la persécution pendant quinze années de sa femme et de ses enfants. Toute l'énergie qu'ils ont mise à fabriquer une noire légende d'Oufkir leur a soudainement manqué pour dénoncer Hassan II...

Quoi qu'il en soit, ce que je veux dénoncer ici, ce n'est pas tant cette constante humaine d'encenser les vainqueurs et de fouler les perdants, mais l'amalgame intolérable fait entre notre drame purement humanitaire et le personnage public qu'a été notre père. Ceux qui ont été à l'origine d'une telle manipulation ou qui y ont participé indirectement devraient avoir honte de se regarder dans une glace.

Nous qui comptons sur la France, sur le gouvernement socialiste de François Mitterrand, tombions certes de haut. Mais l'attitude abjecte de la Grande-Bretagne avec les pilotes du 16 août et la réaction ignoble de l'ambassade de Suède à notre égard, nous avaient déjà donné un avant-goût du cynisme des États... Comme je l'ai exprimé plus haut, les relations politiques et économiques entre les nations ne se sont jamais embarrassées du cas humain, mais

j'avoue que la dérobade de la France eut sur nous un impact particulier, bien plus amer. Car l'abandon de ceux desquels vous vous sentez affectivement proches vous touche davantage que l'indifférence des autres. Le courage des beaux penseurs à défendre l'innocence et le bon droit s'arrêtait là où commençait l'aura des fastes royaux...

Trois mois et demi après notre « installation » à Targa, on nous autorise enfin à recevoir notre grand-père. Alla- bouch et sa suite sont toujours aussi assidus dans leurs visites que dans leurs mensonges. Le directeur de la DST nous explique :

— Si nous avons tardé à faire venir votre grand-père c'est parce que nous voulions lui éviter le choc de vous voir dans l'état dans lequel nous vous avons trouvés.

Le 14 octobre 1987, une imposante délégation du ministère de l'Intérieur accompagne le colonel Chenna à Targa. Une équipe technique de cinq agents de la DST, dont deux cameramen, immortalise la rencontre. Car si besoin était, le ministère de l'Intérieur pourrait prouver en quelle haute sollicitude sont tenus les « invités de Sa Majesté ». Qui pourrait avoir un tel parterre de responsables pour verser une larme sur ses cruelles retrouvailles ! On a même prévu une ambulance et un médecin au cas où les émotions seraient trop fortes. Mais il n'y eut personne à réanimer parmi cette charmante délégation. Quant à notre grand-père et nous, si grands que furent notre douleur et notre émotion, nous nous gardâmes bien de la laisser paraître devant des personnages pour lesquels, sans doute, elle n'avait pas beaucoup de sens.

Quelques jours plus tard, on nous annonce que notre départ pour le Canada est prévu pour le 27 octobre 1987. Le 25, les autorités marocaines invitent M^e Kiejman à

Rabat afin qu'il puisse assister à notre départ de l'aéroport. Le même jour, à 23 heures, l'avocat est conduit au domicile du ministre de l'Intérieur Basri, lequel lui demande de se rendre à Marrakech pour s'assurer une dernière fois de notre silence. Une dépêche de l'AFP annonce que le secrétariat canadien aux Affaires étrangères a confirmé notre venue dans les jours prochains. Le 27 octobre, dans la matinée, alors que nos bagages sont faits et que nous attendons le départ, Allabouch et ses menteurs de services viennent nous annoncer que notre émigration au Canada a été reportée d'une semaine parce que le roi doit nous recevoir. Nous sommes écrasés par la déception, comprenant que cet attermoisement est une ruse de plus pour nous garder sous la main et qu'Hassan II ne nous recevra pas.

Près de trois mois s'écoulent. Nous sommes toujours séquestrés. Georges Kiejman déclare dans *Le Monde* du 16 janvier 1988 : « Je continue personnellement à croire que le roi est incapable de revenir sur ses engagements. Je suis étonné que son entourage ait assez de pouvoir pour en différer l'exécution. »

Ce n'est qu'au mois de mars 1988 que notre avocat est enfin autorisé à nous faire une autre visite. Cette fois-ci, Allabouch et Bouabid assistent à l'entretien. Kiejman nous dit, en les menaçant :

— Ce sont eux et Basri qui empêchent votre départ ! Ce sont eux qui montent la tête au roi et vous présentent comme un danger pour le pays ! Mais je les traînerai en justice ! hurle-t-il.

Kiejman rentre à Paris tandis que nous restons plus que jamais seuls face à notre désespoir. Mais ni nous ni les fonctionnaires présents ne s'y trompent. Ce coup de gueule relevait du simple effet de manches. Cet éclat et ces menaces auraient eu leur valeur et tout leur sens adressés au roi alors que pour notre « défense », il usa plutôt de for

mules comme : « La détention d'enfants aussi jeunes ne peut satisfaire l'esprit de justice et l'humanité dont Votre Majesté a si souvent fait preuve », ou : « Je sollicite une mesure de clémence pour les enfants du général Oufkir, dont il appartiendra à Votre Majesté de fixer l'étendue ».

Les mois s'écoulaient, de plus en plus pénibles. L'intérêt des médias est retombé, la stratégie de notre défenseur a échoué et nous sommes plus que jamais dans la gueule du loup.

Malgré un certain confort matériel, rien ne peut nous faire oublier la spoliation de nos droits et la privation de notre liberté. Notre isolement se poursuit. Même l'instituteur que nous ne cessons de réclamer pour mon petit frère nous est refusé. La chape de plomb qui nous coupe du monde est toujours aussi fermement maintenue. Nous nous réfugions dans l'étude autodidacte et la lecture. Je m'attelle à potasser une première année de droit. Notre consommation d'ouvrages de toutes sortes devient frénétique. Les livres sont nos seuls vrais soutiens, les seuls qui ne nous laisseront pas tomber...

Alors que nous sommes à Marrakech depuis deux ans déjà, le 28 avril 1989, Georges Kiejman donne à Paris une conférence de presse dans les locaux de France liberté, l'association de Danielle Mitterrand. Et fait publier un livre blanc intitulé : *Les Enfants du général Oufkir, une famille en voie de disparition... ou comment, à trois heures de Paris, neuf personnes peuvent être détenues arbitrairement pour le crime de leur père et de leur époux.* Kiejman nous présente comme « les masques de fer de la monarchie chérifienne » mais l'avocat ne se départit pas de son double langage. Tout en ayant opté pour une pression de l'opinion publique, il reste complaisant avec Hassan II, ce qui nous blesse. Il écrit ainsi : « Le roi mort, on peut penser que le sort de sa famille n'aurait guère été enviable. Qui mieux que le roi peut

pardonnez ce dont il a failli être victime et le pardonner à ceux qui n'en sont, à la vérité, en rien responsables ? >>> C'est une attaque facile à laquelle je veux répondre. S'il avait été dans les mœurs d'Outkir de s'attaquer à des enfants, il n'aurait certainement pas laissé les siens entre les mains du roi, et nous aurait mis à l'abri. En tous les cas, avec tout ce dont on a pu charger Oufkir, jamais de son vivant on n'a enfermé un bébé de 3 ans durant près de vingt années. Peut-être qu'un jour viendra où l'histoire du Maroc sera enfin écrite. J'espère qu'elle le sera avec un peu moins de parti pris que n'en ont témoigné tous ceux qui, n'osant incriminer Hassan II, ont trouvé plus facile de charger Oufkir de tous les péchés du monde. Cette énergie qu'ils ont eue à cracher sur Oufkir, que ne l'ont-ils déployée à sauver ses enfants ! Je voudrais dire aux hommes de droite comme de gauche, à ceux qui se réclament du Général de Gaulle ou de Mendès-France, que je doute fort que ces deux grands hommes se soient comportés de la sorte devant un cas d'injustice aussi flagrant que le nôtre. Ils auraient su trouver un juste milieu entre la nécessité politique et leur devoir d'hommes...

Pour soutenir le livre blanc de Kiejman, nous entamons une grève de la faim. Qui n'est pratiquement pas relayée dans les médias. Découragés, nous y mettons un terme. Notre jeûne n'aura duré « que » 12 jours. On autorise toutefois mon grand-père, mon oncle Wahid et mes tantes à venir nous visiter.

En 1989, la chute du mur de Berlin et la fin de l'équilibre de la terreur nous redonnent un soupçon d'espoir, pensant que ce nouvel ordre mondial rendrait Hassan II moins indispensable aux yeux de l'Occident. Nous nous trompons. Bien vite, la menace de l'extrémisme religieux remplace pour le monde libre celle de l'ogre soviétique et

de ses alliés du pacte de Varsovie. L'islamisme intégriste fera que les occidentaux verront dans la personne du monarque absolu un moindre mal. Hassan II, en politicien chevronné et en stratège averti, sait tirer parti de cette nouvelle donne internationale. D'ailleurs lorsqu'en 1990 des émeutes éclatent à Fez et à Tanger, le roi les réprime dans le sang. Elles font, selon un journaliste de *Libération*, 200 morts et les gouvernements occidentaux font une fois de plus preuve d'indulgence envers Hassan II.

En attendant, rien ne change pour nous. Les mois et les années s'additionnent sans fin. Que dire de ce long séjour dans les environs de Marrakech, si ce n'est qu'il fut le tabernacle de nos dernières espérances, de nos ultimes déceptions et une loupe sur la nature versatile et partisane des hommes. Toujours est-il que, depuis notre « vrai-faux » départ au Canada prévu en octobre 1987, quatre ans s'écoulaient. Qui viendront s'ajouter aux quinze terribles années ayant abouti à notre évasion.

En février 1991, Allabouch, Otman Bouabid et Bel-mahi, le wali de Marrakech, viennent nous annoncer la décision du roi de nous libérer. Hassan II profite du fait que la guerre du Golfe détourne sur elle tous les regards, pour nous redonner une liberté sous haute surveillance. Après dix-neuf années de claustration, une autre étape, un autre combat commencent. Nous devons affronter chaque jour le choc de ce retour à la vie et l'ombre du pouvoir sur nos existences.

Il nous est toutefois interdit de quitter le Maroc. Nous sommes privés de passeports. Les universités et les lycées aussi nous sont fermés. Quoi que nous fassions, où que nous allions, une douzaine de policiers de la DST nous accompagnent. Ils sont soi-disant là pour nous servir de gardes du corps. Nous avons retrouvé la liberté mais sans

en disposer complètement ; elle est entravée, surveillée, espionnée. Après dix-neuf années d'un abominable cauchemar nous sommes toujours les maudits de service. Pendant toute la durée de notre disparition, aucune organisation de droits de l'Homme n'a pris notre défense, ni marocaine ni étrangère ; pas même la femme d'Abrahain Serfaty qui prendra fait et cause pour les militaires de Tamataght. Nous sommes en vérité les plus mauvaises victimes qui soient : le palais veut notre peau et ses opposants nous considèrent comme appartenant à la maison du roi !

Pendant les tout premiers mois de notre liberté surveillée, tout le monde nous reçoit, nous montre sa sympathie. Même les membres de la famille royale. Lalla Mina, la plus jeune des soeurs d'Hassan II, avec laquelle Malika a grandi, nous démontre un élan tout particulier. Le fils de Moulay Abdallah, le prince Moulay Hicham, me témoigne une réaction digne des sentiments filiaux que je portais à son défunt père. Le prince héritier Sidi Mohamed (aujourd'hui Mohamed VI) nous rencontre aussi. Mais contrairement à Lalla Mina et Moulay Hicham. il ne le fait pas chez lui, préférant nous parler dans le carré VIP d'une boîte de nuit de la capitale. Il se montre néanmoins chaleureux et nous exprime sa solidarité. Le directeur de la DST, et directeur de cabinet de Basri, nous fréquente assidûment, pour mieux nous sonder. Puis un jour, sans crier gare, les portes se referment. Même Lalla Mina, que Malika et moi considérons comme une sœur, se mure dans le silence. Les ordres viennent du roi. Tous ces bras qui, au début de notre libération, s'étaient ouverts, n'avaient pour but que de nous faire croire que la page était définitivement tournée. Le Makhzen, pour nous tenir au Maroc, a voulu nous persuader d'une réhabilitation totale et vraie. Heureusement. nos vrais amis, eux, nous restent fidèles. Nous n'avons eu à nous plaindre d'aucune défection parmi ceux

d'enfance : Reda Mkinsi, Farid Mimoun, Philippe Patrick et Jeannie Barrère avec lesquels je formais une bande au lycée sont à la hauteur de mes espérances.

Certains de nos meilleurs amis appartiennent à la société du pouvoir mais ils sont restés exemplaires avec nous. C'est le cas de la famille du leader berbère Mahjoubi Aherdane et tout particulièrement de son fils Ouzzine. Je voudrais dire à ce dernier, qui est un frère pour moi, combien je suis honoré et touché de son infaillible amitié et celle de son épouse Nezha Gharbaoui, fille du général tué à Skhirat.

Les enfants des principaux conseillers d'Hassan II sont restés des anus sincères auxquels nous lie une profonde affection. C'est le cas de Karim Snoussi, de Nawal, la fille de Driss Slaoui, et de Judith, la fille d'André Azoulay¹.

Parmi la famille royale, seul le prince Moulay Hicham continue de nous témoigner ouvertement et sans restriction son soutien.

De février 1991 à juillet 1996 nous vivons au Maroc sous haute surveillance, constamment épiés, privés de nos droits et sans moyens. Nous sommes ostracisés par le pouvoir qui fait tout pour continuer de saccager nos vies. Malgré tout, nous trouvons encore des ressources pour nous battre et résister. Notre armure c'est notre passé, notre foi dans l'avenir mais aussi le soutien d'amis. Nous avons aussi l'occasion de lier des relations humaines marquantes. C'est ainsi qu'un jour, ma sœur Soukeina et moi avons rencontré le chanteur Jean-Jacques Goldman et ses musiciens en tournée au Maroc. Durant quelques jours, nous les avons accompagnés de ville en ville. Pour la première fois, grâce à eux j'ai pu oublier ma cellule. Si mes discussions avec cet

1. Le seul conseiller juif marocain d'Hassan II. Il est aujourd'hui l'un des principaux conseiller, de Mohamed VI

être humain exceptionnel m'ont enrichi, j'ai eu aussi le plaisir de connaître, grâce à Karim Snoussi, Carlos Santana. Une autre fois, j'ai noué des liens avec Claude Zidi et son épouse Marie-Do, toujours accueillants et fraternels. Et puis d'autres encore que je ne peux tous citer mais que je remercie chaleureusement.

Un jour, je croise par hasard Michel Rocard dans un hôtel à Casablanca. Malgré la sécurité marocaine qui l'entoure, je parviens à lui transmettre un message. Le Premier ministre français a la correction d'y répondre sur le champ. Prenant son petit-déjeuner dans le hall, il se lève, quitte sa table en semant la panique parmi les policiers en civil qui l'entourent, et vient vers moi. Nous nous serrons la main. Ne voulant pas abuser de son temps, je m'empresse de lui faire un résumé de notre situation. Dès que j'ai fini d'exposer notre liberté surveillée et conditionnelle au Maroc, Michel Rocard me répond :

— Je vous avertis tout de suite, en matière de droits de l'Homme au Maroc, je suis impuissant.

Je le sais tout de même gré de sa franchise et du courage qu'il a eu de me parler en public, et lui demande :

— Pourriez-vous au moins transmettre un message au roi si vous le voyez ? Rappelez-lui, si besoin est, l'injustice de notre cas...

Michel Rocard promet et nous nous quittons.

C'est encore par une évasion que nous échappons à cet acharnement. Ma soeur Maria, avec l'aide d'amis français, parvient à s'enfuir et à rejoindre l'hexagone en passant par l'Espagne. Et enfin, des passeports nous sont délivrés. Nous atterrissons à Paris le 13 juillet 1996 où nous attendent des journalistes. Passé l'événement, nous retombons, et c'est normal, dans l'oubli.

Au lieu d'un statut de réfugiés politiques, nous bénéficions d'une simple carte de séjour. Le gouvernement français ne nous fournira pas la moindre aide - pas même des soins ou un logement provisoire. Une fois de plus, nous ne pourrons compter que sur nos véritables amis. Je voudrais leur dire ici toute ma gratitude. Quant à M^e Kiejman, dès nos premiers pas à Paris, il nous invite à déjeuner à la maison de l'Amérique latine et nous dit franchement qu'il ne peut rien faire pour nous sur ce point. Lorsque mon petit frère lui demande si, en tant qu'enfants d'un ancien officier supérieur de l'armée française, nous pourrions au moins bénéficier de soins à l'hôpital militaire du Val de Grâce, il rétorque :

— Vous n'y pensez pas, votre père a été condamné par contumace et à perpétuité en France !

C'est M^e Bernard Dartevelle qui, seul, continue de s'occuper de notre affaire, sans jamais avoir pu nous obtenir quoique ce soit.

Nous ne coupons pourtant pas les ponts avec le Maroc. En ce qui me concerne, je l'ai toujours habité. J'y ai davantage séjourné qu'en France. C'est un principe, c'est mon pays. Je l'aime passionnément et il faudra me tuer pour me l'interdire ou m'en priver. De plus, je me suis passionné au côté d'Ouzzine Aherdane pour la défense de la culture amazigh. J'ai ainsi eu le privilège de participer au premier congrès mondial berbère qui s'est déroulé aux îles Canaries. Grâce à Ouzzine, j'ai pu collaborer de temps à autre à des publications ; cela m'a permis d'arrondir des fins de mois difficiles.

Comme il faudrait encore des centaines de pages pour relater cette autre étape de notre vie, je voudrais conclure ce livre en parlant du présent. Jamais le combat n'a cessé.

D'une façon ou d'une autre le Makhzen a toujours maintenu une pression sur nous. L'argent étant le nerf de la guerre, il a toujours fait en sorte que nous soyons dans la gêne. Il nous a fallu au moins autant d'énergie et de volonté pour nous battre dans la société que nous en avons déployé pour survivre à notre calvaire. Je constate qu'il y a presque autant de mérite à se débattre dans les contrariétés de la vie en société, qu'il en faut pour assumer la solitude de l'isolement. En ce qui me concerne, j'ai appris que dans les difficultés du quotidien, comme dans les épreuves de la déportation, il faut avoir foi en quelque chose et surtout en soi. J'ai eu l'immense chance d'avoir de fidèles amis qui donnent à ce mot autant de sacré que je lui en attribue. Quand certains phares restent debout, on peut traverser n'importe quelle tempête. Car il est très important de croire, toujours et encore, en de belles choses. Que ce soit au Maroc comme en France, je n'ai jamais été déçu par mes amitiés d'enfance, ni par celles que j'ai liées en liberté.

Tout au long de notre emprisonnement, j'ai puisé ma force dans l'amour des miens et dans l'exemple d'anciens déportés ayant par miracle survécu aux camps d'extermination nazis. Comme je l'ai déjà écrit, par décence je n'oserai jamais la comparaison, j'ai bien trop de respect pour la mémoire de tant d'innocentes victimes de la barbarie... Les témoignages de certains survivants ont été pour ma famille et moi un modèle. Nous ne cessons de nous répéter : « Si ces hommes et ces femmes ont trouvé le courage et la force de survivre à l'abomination, alors nous devons en tirer un exemple salvateur ». Jamais je n'ai cessé de penser à Alfred Naccache pour lequel j'ai tant d'estime et d'admiration. Cet homme exceptionnel a été l'un des plus grands champions de natation de l'avant-guerre. Il a été déporté dans les camps de la mort avec sa famille ; il y a perdu sa femme

et les siens. Ni la sauvagerie de ses bourreaux, ni la haine qu'il aurait dû leur vouer n'auront raison de son âme forte et magnifique. Après la Seconde Guerre mondiale, il sort des camps nazis, ne pesant guère que quelques dizaines de kilos, ayant perdu ce qu'il avait de plus cher, et décide de se battre encore. Il se remet à l'entraînement et redevient le champion qu'il a été avant le conflit. Un jour, chez lui dans le sud de la France, accompagné de deux ou trois amis, il croise un touriste allemand et sa famille. Ce dernier est en panne d'essence. Il s'adresse à Naccache pour demander de l'aide. Alors que ses amis se sentent gênés pour l'Allemand, lui le dépanne en allant chercher un jerrican de carburant. Le touriste le remercie chaleureusement et lui demande qui il est. Naccache relève tout simplement sa manche et lui présente son avant-bras sur lequel est marqué dans la chair, son numéro de matricule au camp... L'Allemand, penaud, honteux, baisse la tête, bafouille des remerciements, et s'en va.

L'exemple d'Alfred Naccache est aussi frappant par son acharnement à toujours se battre, que par son refus de revanche et de haine. Encore une fois, je ne prétends pas me comparer, mais je me reconnais complètement dans cette rage de résister et dans sa négation d'un aussi vil sentiment. Car la haine vous ronge avant même d'atteindre vos ennemis ; autant elle rend bête, bas, et méchant, autant le pardon vous apaise, vous renforce et vous grandit.

Lorsqu'en juillet 1999, Hassan II est mort, je n'ai curieusement ressenti aucune joie. Ma mère, Malika et moi avons même éprouvé une mélancolie diffuse. Au lieu de nous réjouir de la disparition de celui qui nous a volé nos existences, nous avons eu l'impression de perdre un peu de nous-même, et de voir disparaître avec Hassan II tout un pan de notre vie. À sa mort, nous n'avons bien voulu

nous souvenir que de ce que nous avons partagé de bon et de bien avec lui.

Dans son livre d'entretiens avec Éric Laurent, Hassan II répond au journaliste qui lui demande de dire ce qu'il pense d'Oufkir :

— Non je ne pourrais pas... je serais trop partial, je n'en dépeindrai qu'une croûte.

Je ne me montrerais pas aussi sage et prude que le défunt roi. Il faudrait une oeuvre entière pour dépeindre le caractère complexe, les contrastes violents de cette personnalité hors du commun qu'a été Hassan II. Sans doute l'histoire le retiendra-t-elle comme un grand roi, avec tout ce que cela implique de terrible... Elle mettra à son crédit l'unité du royaume qu'il a su rassembler même par la force ; la tolérance qu'il a su imposer entre les communautés religieuses, et sa politique étrangère avisée. Mais l'histoire le sanctionnera pour son égoïsme, pour s'être enrichi avec un microcosme en délaissant le bien-être de son peuple. Le bilan est sans appel : en 1998, un an avant la mort d'Hassan II, un rapport des Nations Unies a classé les pays selon leur indice de développement humain « éducation, santé, PIB ». Le Maroc arrivait au 125^e rang, loin derrière l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et la Syrie ! Quand on sait les qualités intellectuelles et le talent politique d'Hassan II, on ne peut que regretter qu'il ne les ait pas nus au service du citoyen marocain, au lieu de les consacrer à son pouvoir personnel et à sa mégalomanie.

Bref, nous avons pensé naïvement qu'après la disparition d'Hassan II, la page serait définitivement tournée ; que nous récupérerions nos pleins droits dans notre pays ; eh bien non ! Voilà plus de trois ans que le roi est mort. Avant de disparaître, il a créé un conseil des droits de l'Homme pour que les victimes de l'État puissent être dédommagées. Son fils, le roi Mohamed VI, a poursuivi dans cette voie.

Ainsi les militaires survivants du bagne de Tamataght ont été indemnisés financièrement. À l'heure où je finis ce livre, ma famille et moi attendons toujours de l'être. Nous n'avons pas encore reçu le moindre centime. Il y a de quoi se demander pourquoi on continue de nous faire languir pour nous donner ce qui nous revient de plein droit. Au début de son règne, Mohamed VI a éveillé en nous tant d'espoirs que nous avons pensé que le règlement définitif de notre cas serait enfin possible.

Le porte-parole du palais, Hassan Aourid, bien avant d'être nommé à ce poste, se prétendait mon ami. C'est par lui et grâce à Ouzzine Aherdane que le contact s'est établi entre le roi et moi après la disparition de son père. J'ai écrit une lettre à Mohamed VI pour lui présenter mes condoléances, l'assurer de mon soutien et de ma sympathie dans l'immense tâche qui lui incombait. J'ai dans cette missive émis l'espoir que j'avais, avec son accession au trône, de voir enfin ma famille rétablie dans ses droits complets et que nous cessions d'être ostracisés dans notre propre pays. En réponse et par la voix d'Hassan Aourid, Mohamed VI m'a assuré de sa compréhension et de sa sympathie. Le roi m'a promis une audience. Le jour même du rendez-vous et à une demi-heure de sa concrétisation, celle-ci a été subitement annulée. J'ai appris plus tard que les « services » avaient fabriqué de toutes pièces un dossier pour empêcher ce rapprochement. Ont-ils réussi cette gageure ? Toujours est-il que le résultat est là. Rien n'a changé pour ma famille et moi...

En pleine rédaction de ce livre, j'ai appris le décès de la pauvre Halima. Après toutes ces années de prison, elle est morte d'un cancer. Elle n'a jamais été indemnisée et l'Etat n'a même pas pris en charge ses soins. Là encore ce sont nos amis qui nous ont secourus. Je remercie infiniment le

professeur Souadka, de Rabat, d'avoir opéré et suivi gracieusement la pauvre Halima. Mon grand-père aussi vient de décéder et je regrette profondément qu'il n'ait pu lire ce livre. Voilà l'injustice qui continue de nous frapper. Mais la route continue et le combat n'est pas fini.

Je voudrais pourtant conclure en affirmant que ces dix-neuf années d'emprisonnement dont 10 dans l'isolement ont été pour moi une expérience forte, exclusive ; c'est ce qui a été le ferment essentiel à ma vraie naissance, à ma maturation réelle ; c'est ce qui m'a permis d'exister...

Peut-on regretter son destin ? Comme on dit chez nous : « Tout ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort ».

Pour ma part j'aurais sans doute redouté la banalité d'un destin commun.

En vérité, je suis fier d'être qui je suis et d'avoir eu la vie que j'ai eue. D'avoir subi les rigueurs de mon destin avec la pureté de l'innocence, d'y avoir survécu dans l'honneur et sans jamais me renier. D'avoir traversé un passé si dur avec la paix de l'âme et la conscience tranquille. D'avoir puisé dans cette expérience exceptionnelle, la force, la foi et la sérénité. Evidemment, personne ne peut souhaiter consciemment se voir spolié des vingt plus belles années de sa vie, celles de la jeunesse, dans des conditions aussi terribles, mais au terme d'un tel examen et si l'on s'en sort vivant, il y a peu de chance de ne pas prendre conscience de l'expérience formidable, des leçons intenses et constructives que l'on tire, au quotidien, de cette « université » incomparable. Pour avoir été, si j'ose dire, « côté cour et côté jardin », ma perception du monde n'en a été que plus enrichie, plus affutée et ma compréhension de mon pays plus étoffée, plus élargie.

Je suis certain que son futur ne pourra s'épanouir que dans la hauteur de vue, la maturité des réflexions, la sin-

cérité des démarches et des opinions, loin des pesanteurs du passé, dans un avenir dénué de toute mesquinerie, de toute haine, de tout esprit revanchard. Car nul n'a le droit de peser le devenir de trente millions de Marocaines et de Marocains à l'aune d'un passé personnel, si dramatique qu'il ait pu être ; ce serait indécent. Quoi qu'il arrive, je conserve à mon pays un amour profond et passionné ! Et j'invite tous ceux qui pourront un jour le faire, à visiter cette terre magnifique et à rencontrer ses gens si attachants. Et j'implore tous ceux qui peuvent contribuer à sa prospérité de le faire parce que le Maroc le mérite.

Si les souffrances de celles et ceux qui ont payé le prix des pages noires de notre histoire, pouvaient contribuer à l'émancipation du Maroc, à sa stabilité et au bonheur de son peuple, alors elles n'auront pas été vaines. Car ces souffrances ne se verront complètement dédommagées que dans la réalisation d'un Maroc prospère, juste pour tous, moderne et réellement démocratique. Ce qui ne deviendra possible que si chacun renonce aux préjugés, aux amalgames rétrogrades avec un passé qui n'est pas l'œuvre de ma génération, et à la condition de ne pas continuer à gérer le présent avec des réflexes passéistes. Mais d'envisager l'avenir dans l'équité, la démocratie et la mobilisation contre l'intolérance, sous quelque forme que ce soit.

Enfin, ayant commencé ce livre par un poème, je voudrais le clore par ces quelques vers :

*Au bord de l'onde qui passe Je retourne
la boue de mes souvenirs Pour ne voir
remonter à leur surface Que douleur et
repentir.*

*C'est le seul vent, qui chuchote à mon âme marquée du pire : « Que
mes efforts et toutes mes questions,*

*Si dur que soit le passé qui les déchire,
Valent bien l'instant présent que je respire. »*

Raoul OUFKIR

30 janvier 1993

Remerciements

Je voudrais remercier Thierry Billard pour la confiance qu'il a mise en moi et pour la totale liberté d'écriture qu'il m'a laissée dans la rédaction de ce livre.

Je remercie également Nathalie Couvreur pour le soutien moral qu'elle m'a apporté.

Et, enfin, je souhaite remercier un à un, et par ordre alphabétique, mes amis chers tant au Maroc qu'en France : Raïs et Leila Abid ; Alexandre Adler ; Ouzzine Ahardane ; Nordine Aïouch ; Abla Alami ; Gérard Amsallam ; Judith Assaraf ; Judas Azouelos ; Judith Azoulay ; Mohamed et Latifa Bahij ; Salah Balafrej ; Abdellak Barakat ; Philippe, Patrick, Claude et Jeannie Barrère ; la famille Bel Abbess ; Majid et Momo Belaalem ; Abdallah Benhsaïn ; Shaul Bensimhon ; Nabila Berrada ; Jean-Luc Bezard ; Iygal Bin-Nun ; Éric, Marion, Françoise et Pierre Bordereuil ; Abderrahim et Toufik Bouhmidi ; Véronique Brocard ; Clémentine Célarié, ses enfants et son frère Loïc ; Bouti et Nadia Chraïbi ; Lucie Collinet ; Zimeb et Nezha Chenna ; Wahid et Maouakki Chenna ; Roger et Anna Dahan, ainsi que leurs deux fils Emmanuel et Benjamin ; Caroline Debout ; Marie-Caroline Decase ; Daniel Dimermanas ; Sophie, Myriam, Attika, Micha et Sylvia Doukkali ; Jacques Caillot ; Djamil El Glaoui ; Soundouss El Kassri ; Adil Farjani, sa mère et son beau-père Roger ; Sylvie Faye ;

Jean-Marc Florant ; Bruno Friedman ; Jacques Caillot ; Nezha Garbaoui ; Tony Gomez ; Michèle Guillery ; Pierre-Jean Laplace ; Mohamed, Alia Masmoudi et toute leur famille ; Jean-Jacques Mandel ; Lalla Mina ; Reda Mkinsi ; la famille Naïmi ; Simon-Michaël Oazanna ; Jean-Marc Pannetier ; Constant Pantélias ; Anne-Marie Pellegrin ; la famille Rahmani ; Ephraïm Riveline ; Fouzia et Habib Sahraoui ; Hicham et Majid Scarabi ; Maurice Serfaty ; Antoine Sfeir ; Naoual Slaoui ; Karim Snoussi ; Mina Tahiri ; la famille Habi Taïeb ; Adnan et Norma Talhouni ; David et toute la famille Tordjman ; Fadel Yuzal ; Sabah Ziadi ; Claude Zidi et sa femme Marie- Do...

N'ayant malheureusement pas la place d'en citer plus, j'espère que tous ceux que j'ai omis se reconnaîtront et m'excuseront.

Je réitère mes sentiments profonds à tous.

Annexes

Une lettre de Jean-Jacques Goldman

12.6.90

Plouf.

Et maintenant de te remercier, de vous remercier
pour votre présence pendant cette tournée
marocaine.

Je ne surs pas "qui" vous êtes - Je le sais
un peu maintenant : Des êtres humains simples,
dignes, sincères et chaleureux. Dignes d'amitié,
c'est tout ce qui compte.

J'ai appris aussi un peu, par bribes (pas par
vous !) ce que vous avez vécu.

Le monde que de mots, la réalité, vous seuls le
connaissez, elle vous appartient.

Ce que je vous simplement dire, c'est que sans ces
événements, vous ressembleriez probablement à vos
amis, jeune heureuse, fille, innocente -
Vous ne voyez jamais filles, innocentes Faut-il
le regretter? Il est des expériences qui ouvrent
des portes, aussi toujours saint-Etienne. Les moments
de bonheur, la liberté, la sagesse, l'innocence ont
toujours un goût plus sucré pour vous. Toujours -

En tout cas sachez que je ne vous oublierai pas,
et même si je ne suis pas un ami très disponible "j'espère
vous revoir et avoir de vos nouvelles de temps en temps

Embrassez la famille et les amis

Jean. Jagers.

Le livret militaire de Mohamed Oufkir

Citation à l'ordre du corps de l'armée

(ordre général no 85 du général commandant le CEF, ordre du régiment no 274 du 6 juillet 1944) :

« Jeune officier plein d'allant et d'énergie, conservant dans toutes les situations le calme le plus parfait. Le 11 mai 1944, a entraîné ses hommes à l'attaque du Cerasola, les maintenant pendant plusieurs heures sous le tir dense de l'artillerie et le feu rapproché des mitrailleuses ennemies. Le 12 mai, a repoussé quatre contre-attaques allemandes dont la dernière a nécessité la mise en œuvre de Rocket Guns. Représente le type parfait de l'officier marocain baroudeur, jusqu'à la témérité. Croix de guerre 1959-1945, étoile d'argent. »

Décret du 6 juin 1947 (J.O. du 12 juin 1947) portant promotion au grade de chevalier de la Légion d'honneur :

« Officier marocain d'une valeur et d'un sang-froid magnifiques. Exemple du baroudeur-né. Déjà cité au Cerasola, vient encore de se distinguer tant avec le groupe "Bretagne" qu'avec la compagnie. A conquis Casano et Lucignano, Casano di Sotta, Monte Molini, Vernoune. Asciamo. A fait quatre prisonniers, et s'est emparé d'un mortier de 81, deux mitraillettes. Grièvement blessé le 10 juillet 1944 à Saint-Aggia (Italie). »

Citation à l'ordre de la division

(ordre général n° 448 du 8 septembre 1947 du général commandant le FTEO) :

« Officier de grande valeur. Le 06.06.1947 à Thu-Dau-Mot (Cochinchine), a été volontaire pour prendre la tête d'un groupe de caodaïstes et de quatre tirailleurs simulant une désertion sachant qu'il rencontrerait des rebelles dix fois supérieurs en nombre. A, par son initiative et son courage, contribué à la pleine et entière réussite de cette opération où l'adversaire a essuyé des pertes sévères. Croix de guerre TOE, étoile d'argent. »

Citation à l'ordre de la brigade

(ordre général n° 123 en date du 9 octobre 1947 du colonel commandant l'AD/3 et la zone Centre Indochine) :

« Remarquable entraîneur d'hommes, a obtenu de sa section un rendement élevé au cours des opérations menées par son unité dans le sous-secteur de Rentré du 13 au 20 septembre 1947. Faisant preuve d'une ardeur et d'un sens tactique remarquables, manœuvrant avec audace, a infligé de lourdes pertes aux bandes rebelles bien armées auxquelles il s'est heurté notamment le 15 septembre 1947 à Xom-Giong-Gia et le 19 septembre 1947 à Tam-Phu-Tay (province de Rentré-Cochinchine). Croix de guerre TOE, étoile de bronze. »

Citations à l'ordre de l'armée

(ordre général n° 85 du général commandant supérieur des FTEO du 16 février 1948) :

« Officier marocain d'un dynamisme et d'un cran exceptionnels. Ayant acquis un immense prestige sur ses tirailleurs. A obtenu à leur tête de gros succès les 3 et 8 janvier 1948, a infligé de lourdes pertes en hommes et en matériel à des bandes rebelles

très supérieures en nombre et en armement, les repoussant après un combat acharné. A récupéré un FM, a fait preuve des plus belles qualités de chef. Croix de guerre TOE avec palme. »

Citation à l'ordre du corps de l'armée

(ordre général n° 362 du 8 septembre 1948 du général de division commandant les FTEO) :

« Officier au courage légendaire doué des plus belles qualités d'audace, de cran, d'habileté. Vient de remporter à nouveau un brillant succès le 1^{er} juillet 1948 sur la rive est de Rach-Ong- Chuang (Cochinchine) en bousculant une forte bande rebelle et lui infligeant des pertes sévères. Dix-sept tués et de nombreux blessés, alors que ses propres pertes se réduisaient à un tué et deux blessés. Croix de guerre, étoile de vermeil. »

Citation à l'ordre de l'armée

(décision n° 34 du 11 mai 1949, J.O. du 18 mai 1949) :

« Officier d'élite déjà plusieurs fois cité. Envoyé le 18 février 1949 en protection immédiate d'un avion accidenté à deux kilomètres du canal d'Elgouach dans la région de Luong-Hoa, a rempli sa mission d'une façon exemplaire. Après être resté pendant plus de quatre heures dans les marais avec l'eau jusqu'à la poitrine, isolé avec une petite section de son commando, a été encerclé sur le chemin du retour par des rebelles en nombre considérable dotés de nombreuses armes automatiques et de mortiers, a néanmoins réussi à forcer l'encerclement et à regagner sans peine le canal de l'Elgouach après avoir détruit le matériel qu'il ne pouvait emporter et causé des pertes sensibles à l'adversaire. Croix de guerre TOE avec palme. »

Signé : P. Ramadier, secrétaire d'Etat aux Forces armées, et Max Lejeune.

*Citation à l'ordre du corps d'armée
(ordre général n° 221 du 7 juin 1949 du général
commandant supérieur des FTEO) :*

<< Commandant de compagnie d'un dynamisme et d'un sens du combat exceptionnels. Le 10 mai 1949 à Binh-Am, secteur Bien-Hoa, a décelé par d'habiles patrouilles la présence d'une grosse bande rebelle fortement retranchée et dotée de plusieurs armes automatiques. Chargé d'attaquer la position, a manœuvré et donné l'assaut avec une telle agressivité que l'adversaire fut contraint d'accepter le corps à corps puis la fuite désordonnée, abandonnant sur le terrain de nombreux morts, un PM Thompson et trois fusils en dépit du terrain particulièrement favorable au repli. En tête de ses hommes, au cours du combat, a fait l'admiration de tous par son allant, sa valeur guerrière et ses qualités de chef Croix de guerre, étoile de vermeil. »

Décret du 3 octobre 1949 (J.O. du 11 octobre 1949) portant promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur :

« Officier marocain de grande valeur qui n'a cessé de se distinguer depuis son arrivée en Indochine et notamment à la tête d'une compagnie de fusiliers. Voltigeurs au cours des opérations qui se sont déroulées du 2 au 9 juin 1949 dans la plaine des joncs.

« Le 2 juin à ApMyQui (secteur Vinh Ling), a rigoureusement résisté à un assaut donné par deux cent cinquante rebelles bien armés et appuyés par une base de feu plus solide sans lâcher un pouce de terrain, les a laissés approcher jusqu'à quarante mètres, puis a brillamment enlevé sa compagnie à la contre-attaque, repoussant l'adversaire, le contraignant à s'enfuir et à abandonner sur le terrain cinquante tués, des munitions et de nombreux documents. Le 8 juin au Roch Xa-Tu (Secteur de Vinh Ling), sa compagnie étant tombée dans une forte bande rebelle, a pris le dessus très rapidement après un corps à corps des plus violents, bousculant l'adversaire et le contraignant à abandonner sur le ter-

rain vingt tués, un FM Bren, un fusil et des munitions. A été légèrement blessé par balles à l'avant-bras droit au cours de ce dernier engagement. Croix de guerre TOE. >>

Citation à l'ordre de l'armée (dérision n° 57 du 7 novembre 1949, J.O. du 7 novembre 1949) :

« Commandant d'unité qui ne cesse de se surpasser au cours des divers engagements avec les rebelles. S'est encore distingué au cours des opérations qui se sont déroulées dans la région de Chodoc (Secteur Ling-Xuyen) du 18 au 22 août 1949 et plus particulièrement le 19 août à Ba-Chuc (Secteur Ling-Xuyen) en enlevant brillamment sa compagnie à l'avant d'un piton fortement tenu par un adversaire bien armé et supérieur en nombre qui tentait de barrer la route à son bataillon. A occupé le piton après quelques minutes d'un combat violent et meurtrier mettant les rebelles en déroute, en abattant plusieurs et récupérant des munitions et des documents précieux. Croix de guerre TOE avec palme. >>

Signé : Pleven. Secrétaire d'Etat aux Forces armées.

Signé : Max Lejeune.

Attribution de la Silver Star (ordre général n° 154 de la 5^e armée américaine DI du 30 octobre 1944, ordre du régiment n° 395) :

« Pour son courage au feu en Italie, les 28 et 29 juin 1944, détaché avec sa section comme soutien d'un groupement blindé comprenant des unités françaises et américaines, le sous-lieutenant Oufkir a fait l'admiration de tous, par l'allant et la vigueur avec lesquelles il a entraîné sa section malgré les pertes sévères. A participé à la prise des villes de Casano Lucignano, Casano di Sotta, Monte Molini et Vernoune. A fait 4 prisonniers et s'est emparé d'un mortier de 81 et de deux mitraillettes. Le sous-lieutenant Oufkir a été blessé le 10 juillet 1944 en accomplissant

vaillamment son devoir. Au cours de toutes ces opérations cet officier marocain s'est distingué par son courage et son sang-froid au feu. »

Ordre du lieutenant général Clark Q.G.

le 28 septembre 1944 A.M. Cruenther major général GSC

Chief of Staff :

Par rapport du lieutenant général Clark :

« Le colonel commandant le Régiment adresse ses vives félicitations aux officiers, sous-officiers, caporaux et tirailleurs cités. » 30 juillet 1944, signé : Bridot.

Légion d'honneur :

*Chevalier : décret du 6 juin 1947 (J.O. du 12 juin 1947) Officier :
décret du 3 octobre 1949 (J.O. du 11 octobre 1949)*

Autres décorations françaises :

Croix de guerre 1939-1945 (une palme, une étoile de vermeil).

Croix de guerre TOE (quatre palmes, deux étoiles de vermeil, une étoile d'argent, une étoile de bronze).

Médaille commémorative de la guerre de 1939-1945.

Médaille coloniale, agrafe Extrême-Orient (brevet n° 12/200 du 10 avril 1948).

Médaille commémorative de la campagne d'Italie.

Médaille commémorative de la campagne d'Indochine.

Silver Star (étoile d'argent), ordre général n° 154 de la 5^e armée américaine du 30 octobre 1944.

Mérite militaire chérifien Dahir n° 2062 du 13 juillet 1949.

Officier chérifien du Ouissam alaouite Dahir : n° 8407 du 8 juillet 1945.

Officier du Nichan Iftikhar ; n° 1933 du 3 décembre 1953.

Blessures de guerre :

Blessé le 10 juillet 1944 à Staggia (Italie). Plaie au bras droit et éclat d'obus.

Blessé le 8 juin 1949 au combat du Rach Ka Tu (Cochin- chine). Plaie de l'avant-bras droit par balle.

Depuis le 1^{er} septembre 1939 jusqu'à l'année de la première proposition exclue :

De 1941 à 1944 :

Sortie de l'école des élèves officiers marocains de Meknès le 20 juin 1941. Classé 3/9 avec les notes suivantes :

« Appartient à une influente famille du Sud-Est marocain qui a rendu des services appréciables à la cause française. Son père était pacha de Boudenib. Bonne instruction militaire, belle pré- saltation, sait commanda, robuste et énergique, sportif. Bonne instruction générale, esprit ouvert, droit et sympathique.

« Sert au 4^e et 3^e RTM comme sous-lieutenant. Jeune officia indigène de tout premier ordre, plein d'allant, esprit ouvert, belle tenue, correction parfaite, très français de sentiment, et connaît bien la langue française. Donne entière satisfaction. Énergique et décidé. Excellent chef de section. Très belle conduite au feu. A été blessé et cité. »

De 1944 à 1947 :

« Lieutenant au 8^e RTM. Bonne instruction générale. Intelligent et dynamique. Caractère loyal et franc. Très vigoureux et sportif. Insouciant, malgré quelques défauts de jeunesse, mérite qu 'on lui porte intérêt.

« Chevalier de la Légion d'honneur.

« Volontaire pour servir en Extrême-Orient. »

De 1947 à 1949 :

« Prouve surabondamment en Indochine sa réputation de ha-rondeur et d'entraîneur d'hommes. Jouit de la confiance de ses chefs, est très estimé des tirailleurs. Officier marocain de classe. Apte à commander une compagnie. Plein d'ardeur, caractère gai, obtient le maximum de rendement de l'unité embarquée qu'il commande avec dynamisme. Extrêmement brillant au feu. A fait des unités qu'il commande de remarquables instruments de combat. Se met très bien à l'administration d'une compagnie, travailleur et consciencieux. Sujet de grand choix, d'un loyalisme qui ne s'est pas démenti. S'impose à tous, sept fois cité dont trois fois à l'ordre de l'année. (1) (2) blessures. Officier de la légion d'honneur pour faits de guerre. »

De 1950 à 1953 :

« Détaché au cabinet du général commandant supérieur des troupes du Maroc. Intelligent, travailleur, s'est adapté rapidement à ses nouvelles fonctions. Esprit net, clair, précis. Rédige bien. De rapport agréable. Très bonne culture générale et militaire qu'il améliore par son travail personnel et ses lectures. Se prépare au concours de l'École d'état-major où il doit réussir. Officier marocain complet, au loyalisme absolu sur lequel on peut compter en toute circonstance. Est appelé à faire une brillante carrière. Officier de valeur. Intelligent. Avidé de s'instruire, esprit observateur, s'est acquitté parfaitement de toutes les missions qui lui ont été confiées et donne entière satisfaction. Grandes qualités de tact, de dévouement, et d'efficacité. Officier marocain d'avenir. Et affecté au cabinet militaire du résident général de France au Maroc comme aide de camp. »

Rabat, le 26 septembre 1953.

Signé : le colonel de Saint-Bon, chef du cabinet militaire.

*Depuis la première année de la proposition, jusqu'à
l'année courante exclusivement :*

1953 :

« Réussit parfaitement dans ses fonctions d'aide de camp, qu'il assure avec tact, intelligence et dévouement. Excellente éducation, caractère ouvert et sympathique.

« Officier marocain très au-dessus de la moyenne par ses brillantes qualités intellectuelles et morales.

« Mérite d'être promu chef de bataillon au grand choix. »

Rabat, le 29 septembre 1954

Signé : le colonel Miox, chef de cabinet militaire.

1954 :

« Officier de classe aussi bien du point de vue militaire que moral. Brillantes qualités intellectuelles. Assure avec tact, intelligence et dévouement les fonctions d'aide de camp du président général.

« D'un loyalisme certain. Magnifiques titres de guerre. Mérite d'être promu chef de bataillon au grand choix. »

Rabat, le 29 septembre 1955

Signé : le lieutenant-colonel Hutinel, chef de cabinet militaire.

Dossier Si Mohamed Ban Hamed Oufkir

Grade et corps du service : chef de bataillon d'infanterie métropolitaine n° 209 bis de la collection.

N° 134953. Dossier ouvert en 1941.

Bureau central d'archives administratives et militaires. Caserne Bernadotte, 64000 Pau.

Mohamed Oufkir et l'affaire Ben Barka

Pour une partie de l'opinion publique française, l'image de mon père est liée à l'affaire Ben Barka, du nom du leader de la gauche marocaine enlevé en 1965 en plein Paris et dont le corps n'a jamais été retrouvé. Mais de quoi s'agit-il exactement ?

Les faits

Leader de l'UNFP, Union nationale des forces populaires, mais aussi récemment élu à Cuba président de la Tricontinentale, pour laquelle il devient le « commis voyageur » de la révolution mondiale, Mehdi Ben Barka est en exil quand il se voit approché, en juin 1965, par un producteur de film qui lui propose de venir à Paris pour le rencontrer. Le projet : *Basta*, un documentaire sur la décolonisation. À cette idée sont associés le cinéaste Georges Franju et un homme singulier, Georges Figon, personnage sulfureux dont la presse reconnaît aujourd'hui la personnalité trouble et peu fiable, qui voit dans cette histoire l'occasion de se procurer quelques subsides. Un rendez-vous est donc fixé à la brasserie Lipp, le 29 octobre suivant¹.

1. Ces informations sont tirées de différents articles parus dans le journal *Le Monde*. VSD mais aussi des livres de Stephen Smith. *Oufkir un destin marocain*. op. cit. et Bernard Violet. *L'affaire Ben Barka*. Fayard. 1991.

Le jour dit, alors qu'à l'intérieur Philippe Bernier, journaliste spécialisé dans les affaires marocaines, Figon et Franju attendent Ben Barka, deux autres personnes sont averties de la venue du chef de l'UNFP. Il s'agit de l'agent marocain Chtouki, et de Antoine Lopez, honorable correspondant du SDECE, les services secrets français. Pour eux, ce passage dans la capitale est l'occasion idéale pour se saisir de Ben Barka et lui faire rencontrer une « personnalité importante ». Ils parviennent donc à convaincre deux vrais policiers - Louis Souchon et Roger Voitot - de « réceptionner » le leader de l'opposition et de le conduire jusqu'à chez un certain Georges Boucheseiche. Le 29 octobre 1965, Ben Barka, se trouvant devant deux policiers français et croyant, selon une information révélée par la suite par Gilles Perrault¹, aller rencontrer le général de Gaulle, se laisse conduire sans problème. On ne le reverra plus.

L'enquête

Cette disparition devenue officielle, l'enquête avance très vite : le déroulement de l'enlèvement est rapidement décortiqué et les protagonistes interpellés et interrogés. Lopez, Souchon et Voitot passent aux aveux : ils sont bien allés chercher Ben Barka, l'ont livré au domicile de Boucheseiche - lequel a accueilli le leader de la gauche par un courtois : « Monsieur, venez avec moi, vous êtes ici pour votre sécurité » - , mais ne sont pas entrés dans la villa. Les deux policiers sont ensuite retournés prendre leur service, Lopez allant, selon lui, téléphoner à Rabat pour dire à la Sûreté : « Le colis est arrivé ». On lui aurait alors répondu ¹

1. Gilles Perrault, *Un homme à part*, LGF, 1985.

que le général Oufkir était à Fez « pour rendre compte au patron » et qu'il viendrait à Paris à « 2 h 30 >>. En fait, le ministre arrivera seulement le 30 octobre à 17 h 30, soit vingt-neuf heures après l'enlèvement puis se serait rendu chez Boucheseiche, précédé sur place par Dlimi, chef de la Sûreté arrivé à Orly à 14 h 30.

La version courante

Selon l'histoire communément admise, et notamment les récits de Georges Figon, tout semble s'être joué dans cette nuit du 29 au 30 octobre 1965. Figon, revenu dans la maison de Fontenay-le-Vicomte, prétendra ainsi avoir « vu tuer Ben Barka », frappé par Mohamed Oufkir avec un poignard décroché d'une panoplie. En tout cas, c'est le récit que publiera *L'Express* le 10 janvier 1966, au plus fort de l'affaire. Une assertion que la propre compagne de Figon remettra plus tard en cause, jugeant qu'à l'époque il paraissait peu « traumatisé » pour quelqu'un censé avoir vu un tel crime. Et de déclarer : « S'il avait eu une quelconque participation à ce geste supposé, Figon n'eut point manqué de m'en parler, se serait même fait un plaisir de l'évoquer devant moi avec tous les détails autant pour m'horrifier que pour se donner de l'importance ». De son côté, l'un des journalistes spécialistes de la question, Stephen Smith, écrira dans un livre : « Bien que renié par son auteur, ce récit spectaculaire, en l'absence de fait avéré, a durablement nourri les imaginations¹ ».

1. Stephen Smith. *Oufkir un destin marocain*, op.cit., p. 257

Cet enlèvement soulève autant les passions que l'opinion. La presse s'empare très vite du dossier. D'abord, en déclenchant un séisme dans l'hexagone, de nombreux journalistes estimant que les barbouzards français et les services de renseignement, ainsi que les proches de Jacques Foccart, sont impliqués dans l'enlèvement. Figon n'est-il pas retrouvé mort peu de temps après, un suicide dont de nombreux experts doutent ? En tout cas cette accusation fait fulminer le Général de Gaulle, furieux de telles opérations de basse police. Rapidement aussi, la raison d'Etat se greffe au scandale et on ordonne le silence à nombre de protagonistes. Quant aux archives, aujourd'hui encore elles restent secrètes. En quoi l'intervention des pouvoirs publics était-elle utile ? demandent les uns et les autres. A aider Hassan II et même Oufkir, assure-t-on. Et de poser nombre de questions : pourquoi Oufkir était-il en France ? Que voulait-il ? Forcer Ben Barka à rentrer au Maroc où l'on prétend que le roi veut se le rallier ? Ou au contraire, comme d'autres l'avancent, empêcher ce retour qui, dit-on, pourrait gêner le même Oufkir ?

Le procès

Tenu en cour d'assises, un procès à étapes est tenu... qui n'apporta pas grand-chose. On entend les uns et les autres et Lopez, le principal accusateur, s'embrouille. Le 19 octobre 1966, Dlimi jusqu'ici insaisissable se constitue prisonnier. Le procès est donc ajourné. Une nouvelle séance débute le 19 avril 1967, achevée le 5 juin sans apporter de solution concrète. Bernier, Voitot, et d'autres, dont Dlimi, se voient acquittés. Lopez et Souchon, respectivement

condamnés à 8 et 6 ans de réclusion criminelle, auront rapidement droit à des libérations conditionnelles. Quant à Oufkir, il est condamné à perpétuité par contumace, alors que Dlimi, lui, a été relaxé. Ce qui fera dire à Gilles Perrault : « L'acquittement de Dlimi vidait l'accusation d'Oufkir de toute substance. »

Où en est-on ?

Aujourd'hui encore l'affaire Ben Barka reste l'un des mystères de l'histoire de la V^e République comme du Maroc. Car au fil des années, de nouvelles « révélations » et « découvertes », ou prétendues telles, sont venues défrayer la chronique et alimenter les fantasmes des uns et des autres. Aujourd'hui, factuellement, même, que peut-on dire ?

Que s'est-il passé ?

Il est évident que les services secrets marocains ont, sur ordre d'Hassan II, organisé l'enlèvement de Ben Barka. Était-ce en collaboration avec le SDECE, ou certains de ses clans, la CIA et le Mossad comme certains l'avancent ? L'idée est fort plausible. Mais dans quel but ? S'agissait-il de mener le leader de l'opposition devant le roi afin de lui faire comprendre que, soit il collaborait et renonçait à renverser la monarchie, soit le pouvoir, l'ayant sous la main, mettait immédiatement à exécution la double condamnation à mort qui le frappait pour haute trahison et collusion avec l'ennemi en pleine guerre des Sables ? Une autre hypothèse laisse, elle, entendre que l'opération n'avait pour but que d'extorquer à Mehdi Ben Barka, sous l'effet de la drogue, son numéro de compte en Suisse. Les Marocains auraient ainsi récupéré

les carnets de route et les agendas du principal trésorier des mouvements révolutionnaires armés dans le monde. Avertis de ces secrets, et même directement impliqués selon différentes enquêtes à travers leurs services de renseignements, les Français, les Américains et les Israéliens auraient porté un rude coup aux organisations militantes anti-occidentales et anti-impérialistes. Et le retour de Mehdi Ben Barka au Maroc et l'arrangement que lui aurait offert le roi pour participer à un gouvernement d'union nationale seraient passés aux yeux des alliés de Ben Barka comme la juste rétribution de sa « trahison ».

Pour les services secrets étrangers, neutraliser un tel propagateur de l'idée révolutionnaire mondiale après avoir connu tous ses contacts et réseaux, aurait représenté, on s'en doute, une formidable opportunité.

Quel fut le rôle réel d'Oufkir ?

En tant que ministre de l'Intérieur, Oufkir a certainement eu à mettre en oeuvre la volonté royale en amenant les services secrets étrangers à une évidente communauté d'intérêts. S'il ne s'était agi que d'éliminer physiquement Mehdi Ben Barka, le ministre n'aurait certainement pas eu la naïveté ni la bêtise de venir en personne à Paris, et ce vingt-neuf heures après la disparition du leader de la gauche et alors que la presse évoquait déjà l'affaire. Alors, que faisait Oufkir dans la capitale française ? Peut-on croire à une simple coïncidence ? La logique de ce raisonnement laisserait à penser que ce qui devait être un « entretien » entre le chef de la gauche et un « émissaire important » aurait tourné à la bavure.

Deux hypothèses ont toujours eu cours dans le sérail d'Hassan II. La première serait que Mehdi Ben Barka, une

fois arrivé dans la villa, se serait impatienté et que le truand Boucheseiche à la force herculéenne lui aurait asséné un coup de crosse de revolver sur la nuque pour l'assommer. Ben Barka, qui portait encore une minerve à la suite d'un « accident » de la route organisé par les services secrets marocains lui ayant fracturé les vertèbres, n'aurait pas supporté le choc. Et Hassan II, pris de panique, aurait enjoint son homme de confiance, Oufkir, d'aller faire place nette. La seconde hypothèse prétend que la drogue que l'on devait administrer à Ben Barka pour lui soutirer des informations aurait été concoctée par le SSS, la police personnelle du roi. Dans le but prémédité d'en finir « une bonne fois pour toutes » avec le plus redoutable ennemi de la monarchie. Ce qui ne devait être à l'origine qu'une mort politique se serait transformé en assassinat. Certains membres du système sécuritaire n'ont jamais cessé d'affirmer que ce fut un calcul machiavélique de la part du roi pour faire d'une pierre deux coups : non seulement il se serait débarrassé d'un leader charismatique et déterminé, mais en plus il se serait assuré définitivement de la fidélité de son homme-lige, l'envoyant sur place pour le piéger et le couper de ses appuis internationaux et particulièrement de ses amitiés françaises. En figeant Oufkir dans le rôle d'assassin de Ben Barka, Hassan II lui coupait toute possibilité de prendre le pouvoir.

Que penser des révélations récentes, notamment celles du journal *Le Monde* des 30 juin, 1^{er} et 2 juillet 2001, venues « pimenter » cette affaire complexe ?

Dans ces articles intitulés outrageusement : « La vérité sur l'assassinat de Mehdi Ben Barka en France >> », différentes assertions ont été avancées. Qui, à mon sens, méritent

d'être démenties point par point. En effet, sur la base de prétendues révélations d'un standardiste des services secrets marocains de l'époque, *Le Monde* a conclu que le leader de la gauche marocaine avait été torturé et assassiné sur le sol français par le Général Oufkir et son adjoint Dlimi quelques heures après son enlèvement. N'est-il pas présomptueux de parler de « vérité » dans un drame aux multiples ramifications, là où trente-six ans d'instructions judiciaires, et d'enquêtes en tout genre n'ont pas permis d'éclaircir de façon irréfutable et convaincante les mystères qui entourent cette tragédie majeure de l'histoire du Maroc, et qui n'ont abouti, au contraire, qu'à des scénarios contradictoires, voire des plus fantaisistes.

La fonction, plus que subalterne, du témoin « surprise » Ahmed Boukhari, puisque *Le Monde* le présente comme un humble standardiste du Cab 1, ne soulève-t-elle pas de fait une première question : Comment un simple téléphoniste aurait-il pu avoir accès avec tant de certitude à l'une des plus grandes énigmes politico-policières du xx^e siècle, dans laquelle les implications étatiques internationales ne sont ignorées de personne ?

L'espace qui m'est imparti ne me permettant pas de démontrer les nombreuses incohérences de tout ce qui a été dit et écrit sur cette affaire, je me contenterai d'en souligner les plus évidentes :

Les auteurs de l'article écrivent : « La vérité sur l'assassinat de Mehdi Ben Barka selon le témoignage du personnage clé, le standardiste Ahmed Boukhari, est un mystère qui se résume à cinq coups de fil... >>. Pourtant, à qui veut-on faire croire que dans une telle affaire les services marocains auraient eu l'inconscience de communiquer ouvertement entre la France et le Maroc par le simple téléphone, qui plus est avec un standardiste de permanence, esseulé dans des locaux complètement vides du

moindre fonctionnaire comme du moindre supérieur, le tout pour coordonner une opération d'envergure entre Paris et Rabat ?

D'autant qu'on peut lire, un peu plus loin : « Le commandant Dlimi et le Général vont revenir au plus vite, cette fois officiellement, ce n'est pas sans risque, mais il faut donner des instructions qui ne peuvent être transmises par téléphone ». Je laisse à la libre appréciation de chacun l'énormité d'une telle contradiction.

Selon les auteurs de l'article, Oufkir et Dlimi seraient repartis vers le Maroc en laissant derrière eux le cadavre de Mehdi Ben Barka qu'ils seraient venus rechercher près de vingt-quatre heures plus tard, alors que la presse a déjà annoncé cette disparition. Une question alors s'impose : pourquoi ne pensent-ils pas à ramener ce corps bien encombrant avec eux, « leur clandestinité » le leur permettant ?

D'après Boukhan encore, Oufkir se trouvait toujours à Rabat à 19 heures, heure française, soit près de sept heures après que Ben Barka eut été appréhendé devant chez Lipp. Antoine Lopez a affirmé, lors de son procès, que le général lui avait déjà annoncé son arrivée pour la nuit à 2 h 30. Stephen Smith écrit par ailleurs dans son propre livre, paru en 1999 ¹ : « À 9 heures du matin, le samedi 30 octobre, le Général annonce à Lopez qu'il n'atterrira qu'à 17 h 30. >> Et d'ajouter : « À 17 h 30, soit vingt-neuf heures après "l'interpellation de Medhi Ben Barka", Oufkir arrive à Orly ».

Ces témoignages, qui confirment la présence d'Oufkir au Maroc jusqu'au 30 octobre et qui ont été vérifiés par un tribunal français, valent-ils moins, aujourd'hui, que le ¹.

1. Smith, Stephen : *Oufkir, un destin marocain*, op cit., p. 254 et 255.

récit unique et indirect de M. Boukhari ? D'autant que ce dernier « si bien informé » reconnaît qu'il ne peut affirmer qu'Oufkir ne se soit pas rendu effectivement, dans la nuit du 29 au 30 octobre, à Fez pour voir Hassan II ! Or ces divers éléments sont essentiels parce qu'ils rendent matériellement impossible la présence d'Oufkir à Fontenay-le-Vicomte avant la mort de Ben Barka, évaluée dans ces mêmes articles peu après minuit, dans la nuit du 29 au 30.

Enfin, même en admettant cette « dilatation boukharienne du temps », si Oufkir se trouve dans les locaux du Cab 1 à 19 heures, heure française, pour y prendre à la hâte de l'argent - c'est ce qu'avance ce témoin, comme si un ministre de l'Intérieur payait son billet pour un avion mis à sa disposition, et comme si une opération préparée ne prévoyait pas d'avance les fonds nécessaires à d'éventuelles dépenses sur place -, compte tenu du temps nécessaire pour rejoindre l'aéroport de Rabat-Salé à une vingtaine de kilomètres de la capitale, d'embarquer, de décoller, il se serait écoulé, au bas mot, une bonne demi-heure. Soit, pour rejoindre Paris et Fontenay-le-Vicomte, au moins cinq bonnes heures compte tenu de la rapidité des avions de transport militaire marocains de l'époque, des appareils à hélice Dakota. Autrement dit après la mort de Mehdi Ben Barka.

De l'aveu même des auteurs de ces articles : « Boukhari n'est pas un témoin oculaire du crime, ni de la disparition du corps de Medhi Ben Barka ». Ahmed Boukhari s'est pourtant permis des affirmations en parlant à la place et aux noms de MM. Mohamed et Abdelhak Achaachi, Saka, Mesnaoui, Touzi Miloud, Hassouni et Ajdain, sans que ceux-ci aient jamais été entendus directement par ces mêmes journalistes, alors que la complexité et l'importance d'un tel mystère auraient supposé un minimum de modestie et la prudence la plus élémentaire.

Ces articles auront néanmoins eu à mon sens un aspect positif : celui de mettre en évidence les noms de plusieurs personnages que la justice sait, aujourd'hui, où trouver. Et qu'elle doit interroger, si l'on veut réellement faire avancer les choses.

Dachir, le fils de Mehdi Ben Barka, a déclaré au sujet de ces « rédactions » : « La justice doit faire son travail de vérification ». Je soutiens complètement ce propos. Nous appuierons, ma famille et moi, cette légitime espérance. Notre souhait est d'aboutir à la manifestation de la vérité et de la justice, pour qu'enfin les âmes reposent en paix et que leurs descendants puissent accéder, dans la mesure du possible, à la sérénité. Je voudrais simplement préciser qu'ayant connu les affres de la souffrance, je ne crains aucune vérité et suis prêt à l'assumer pourvu qu'elle émane d'une justice équitable, impartiale et lavée de tout a priori.

Que conclure ?

Que la vérité apparaîtra le jour où l'instruction rouverte sera menée librement et de façon rigoureuse, afin que les enquêteurs puissent accéder sans restriction aux archives des services secrets français, marocains et américains. Et que tous les témoins à charge, comme à décharge, pourront s'exprimer sans contrainte devant une justice indépendante et souveraine.

Aujourd'hui je me pose toujours la question suivante : qui a intérêt à retarder les investigations de la justice et la manifestation de la vérité en réduisant les nombreuses responsabilités et collusions à un bouc émissaire ? Pourquoi cinq présidents de la République française, le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Chirac sont-ils restés sourds

aux appels de la vérité en refusant de lever le fameux secret défense ? Pourquoi les États-Unis et la Suisse font-ils de même ? « Pourquoi, comme le dit Bachir Ben Barka lui-même, la vérité serait-elle à craindre également en France ? Qui et que chercherait-on à protéger ? La raison d'État veut-elle cacher des implications plus importantes que celles, connues, de services officiels français ? ». Et il ajoute : « Depuis quelque temps, on cherche à faire croire que les seuls responsables de la disparition de mon père sont Oufkir et Dlimi. Alors qui empêche que la lumière soit faite et la vérité connue, si ce n'est la raison d'État qui veut protéger les vraies responsabilités politiques du crime, au sommet de l'État¹ ? »

Enfin une dernière interrogation me taraude : s'il est aussi certain que les coupables désignés de la mort de Mehdi Ben Barka, Oufkir et Dlimi, sont bien Oufkir et Dlimi, pourquoi, plus de trente-cinq ans après, cherche-t-on encore des responsables à cette énigme de l'histoire ?

1. « Mehdi Ben Barka. pourquoi craignez-vous la vérité sur la mort de mon père ? >>.

L'Événement du 6 au 12 mai 1999.

Table des matières

Prologue	9
Chapitre I — Le château de sable	16
Chapitre II - Assa, le désert de l'oubli	42
Chapitre III - Tamataght, la montagne des âmes errantes	56
Chapitre IV - Bir-Jdid, le nouveau puits	99
Chapitre V - L'aube dorée	135
Chapitre VI - L'éclipse	157
Chapitre VII - Je découvre l'affaire Ben Barka	169
Chapitre VIII - Les abysses des enfers	210
Chapitre IX - Les dorures empoisonnées	242
Chapitre X - La vie en pointillés	265
Chapitre XI - Le bal des maudits	277
Chapitre XII - Les fruits de la colère	308
Chapitre XIII - La tuerie de Skhirat	322
Chapitre XIV - Le fond du puits	383
Chapitre XV - 1971-1972 : années de tous les dangers	
Chapitre XVI - Le 16 août, l'attaque du Boeing	518
Chapitre XVII - La grande évasion	600
Chapitre XVIII - Lacavale	677
Epilogue	775

Annexes	803
<i>Une lettre de Jean-Jacques Goldman</i>	804
<i>Le livret militaire de Mohamed Oufkir</i>	806
<i>Mohamed Oujkir et l'affaire Ben Barka</i>	815

RAOUF Oufkir

LES INVITES

RÉCIT

En 1972, le général Oufkir organise un coup d'État contre le roi Hassan II du Maroc, pour mettre fin à un régime de terreur et de corruption. Des proches du roi et la gauche marocaine y prennent part... C'est un échec. Le général est aussitôt assassiné et la fronde est matée. Pour la famille Oufkir, le cauchemar commence. Déportés, emprisonnés dans des conditions à peine imaginables, la femme et les enfants du général passeront vingt ans au secret, dans des geôles « spéciales », où aucune torture morale ou corporelle ne leur sera épargnée. Raouf, l'aîné des enfants, passera dix années dans l'isolement le plus complet, séparé de sa famille, privé de lumière et de tout contact humain.

Voici un témoignage parfaitement documenté sur l'histoire et le fonctionnement du régime marocain, mais aussi le récit d'une expérience humaine, où les limites du courage sont sans cesse repoussées par l'espoir et l'amour.

Raouf Oufkir

Dans ce premier livre Raouf Oufkir raconte une histoire vraie, la sienne : quinze ans passés au cœur du pouvoir chérifien, vingt ans dans la disgrâce la plus cruelle.

ISBN : 978-2-290-33987-9	LES INVITES VINGT OUFKIR R.	PRIX ÉDITEUR 10,40 EUF
		
9 782290 339879	9 782290 339879	
	MAGHREB #9820 118734 01378403 061154 34	